

METZ ET LA MOSELLE

de 1814 à 1870

ÉTUDE DE LA VIE ET DE L'ADMINISTRATION
D'UN DÉPARTEMENT AU XIX^e SIÈCLE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée à la

Faculté des Lettres de l'Université de Paris

par

Henry CONTAMINE

Professeur agrégé d'Histoire au Lycée de Metz

TOME II

La Vie administrative



NANCY

SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES

1932

METZ ET LA MOSELLE

de 1814 à 1870

Henry CONTAMINE
Professeur agrégé d'Histoire au Lycée de Metz
Docteur ès Lettres

METZ ET LA MOSELLE

de 1814 à 1870

ÉTUDE DE LA VIE ET DE L'ADMINISTRATION
D'UN DÉPARTEMENT AU XIX^e SIÈCLE

TOME II

La Vie administrative



NANCY
SOCIÉTÉ D'IMPRESSIONS TYPOGRAPHIQUES
1932

METS ET LA MOSELLE

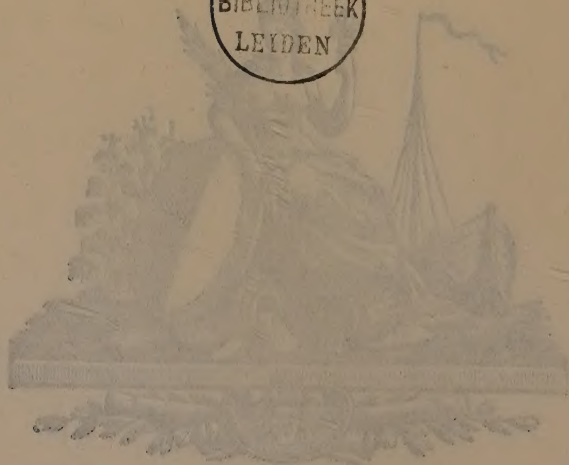
de 1814 à 1870

ETUDE DE LA VIE ET DE L'ADMINISTRATION
DU DÉPARTEMENT AU XIX^e SIÈCLE

TOME II

La Vie administrative

R. UNIV.
BIBLIOTHEEK
LEYDEN



NANCY
SOCIÉTÉ D'IMPRIMERIE ET DE LITHOGRAPHIE
1872

QUATRIÈME PARTIE

LA VIE ADMINISTRATIVE

CHAPITRE XIII

L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE

I. — Caractères généraux de l'administration

L'administration départementale fut confiée, à partir de l'an VIII, à un petit groupe de fonctionnaires, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture, dont le caractère, l'origine sociale et les idées peuvent être aisément analysés. Mais à côté d'eux les bureaux conservèrent l'expédition des affaires courantes, et leur routine impersonnelle échappa à l'influence des révolutions politiques. L'exemple d'un vieil employé qui, après cinquante ans de service auprès des intendants, des administrations révolutionnaires et des préfets, fut pensionné par le Premier Empire, en est très représentatif (1). Si les bureaux de la préfecture, avec la multiplicité croissante de leurs attributions, avaient une importance réelle, ceux des sous-préfectures ne comptèrent jamais plus de deux ou trois employés, peu considérés, maigrement payés, occupés à des paperasseries sans intérêt. Mais l'activité bureaucratique était loin d'être la tâche essentielle d'un préfet, et plus encore d'un sous-préfet, chargé d'un rôle purement consultatif, investi rarement d'un pouvoir de décision. Leur rôle social de représentant du gouvernement auprès des populations, et surtout auprès des classes dirigeantes, était relativement plus important qu'il ne l'est aujourd'hui. L'installation des bâtiments administratifs en était d'ailleurs le symbole : les appartements personnels du préfet et les salons de réception occupaient à Metz la majeure partie de l'ancien hôtel de l'Intendance ; ils l'occupent encore en l'année 1931, tandis que les services, dont la complexité a été sans cesse en croissant depuis un siècle, restent confinés en quelques pièces assez misérables : mais la construction d'un nouveau bâtiment réservé à l'administration va prochainement modifier cette singulière situation, héritage des temps où le prestige personnel du préfet était le dernier mot de la politique départementale. Cette conception était d'ailleurs

(1) Il s'agit du chef de bureau Patée, retraité en 1807. Conseil général, 22 octobre 1807.

déjà dépassée sous le Second Empire, car, dès cette époque, l'étendue sans cesse accrue des attributions administratives avait plus profondément transformé qu'on ne le croit le système instauré par Bonaparte en l'an VIII.

Même après l'apparition des premiers chemins de fer, la lenteur des communications concentrait au chef-lieu le rôle social du préfet, Seules les tournées de révision, assez régulièrement effectuées, le mettaient en contact personnel avec les notables des cantons éloignés, avec les maires et les conseillers d'arrondissement. Mais normalement la région messine restait seule sous son autorité directe : pour les arrondissements de Briey, de Thionville et de Sarreguemines, l'intermédiaire obligé était le sous-préfet, ou parfois quelque conseiller général. C'est ce qui faisait des sous-préfets, malgré la lettre de leurs attributions, des fonctionnaires influents. Le préfet ne jugeait souvent la situation locale que par leurs yeux, par la lecture de leurs rapports plus ou moins clairvoyants. Bien souvent les nominations signées à Metz, voire à Paris, dépendaient de leurs appréciations. Quoique privés de toute indépendance budgétaire, les sous-préfets eussent néanmoins possédé une réelle puissance sociale, s'ils n'avaient pas été si médiocrement payés : un traitement de 3.000 à 4.000 francs ne permettait point à l'hôtel de la sous-préfecture de s'ouvrir fréquemment aux réceptions. D'ailleurs les résidences des représentants de l'administration dans les arrondissements de la Moselle n'étaient rien moins que fastueuses. Celle de Briey n'avait de remarquable que les terrasses de l'ancien château médiéval qui en supportait les jardins ; celle de Thionville partageait un médiocre bâtiment avec le tribunal et la mairie, et celle de Sarreguemines n'était qu'une maison assez délabrée (2). A côté du préfet, grandement installé, doté d'un traitement qui après avoir atteint 30.000 francs sous la Restauration, — le double de celui du premier président — fut réduit à 20.000 après 1830, puis relevé sous le Second Empire, les sous-préfets n'étaient que de bien petits personnages. Le contraste des uniformes, l'habit largement chamarré d'argent du premier magistrat du département laissant dans l'ombre les médiocres broderies de ses subordonnés, semblait accentuer encore cette différence.

Même les sous-préfets n'arrivaient presque jamais à connaître à fond leur arrondissement : nouvellement arrivés, souvent étrangers à la région, ils étaient obligés de se fier aux renseignements que leur donnaient, avec une impartialité fort contestable, les notables du pays, grands propriétaires, industriels, conseillers d'arrondissement, maires (quand ils étaient instruits), notaires ou juges de paix. Encore sous Napoléon III, tel

(2) A. D. Moselle, cartes et plans, 1.666-1667-1.668. Plans des sous-préfectures en 1860.

canton devait la nomination de ses maires à l'influence d'un conseiller général qui tenait le pays par ses créances et avait su conquérir la confiance du préfet (3). Il en fut toujours ainsi, et même les fonctionnaires du Second Empire ne réussirent point à s'émanciper de ces influences locales que le gouvernement leur prescrivait pourtant de combattre par la souveraineté indépendante de l'administration. Conseillers généraux ou d'arrondissement, et plus encore députés, pairs de France comme le comte d'Hunolstein, sénateurs comme le baron Ladoucette ou M. de Geiger, ont toujours exercé une influence sur les nominations et les déplacements des fonctionnaires subalternes. L'usage des recommandations apostillées par les députés apparaît dès la Restauration, et se retrouve à la veille de la guerre de 1870 (4). La toute-puissance de l'autorité administrative, son indépendance de tout contrôle local, sa sujétion à un gouvernement central fortement hiérarchisé, ne furent souvent qu'une apparence. En effet, si les institutions avaient imposé au département un système de centralisation qui ne fut guère déserré au cours de la période qui est étudiée ici, les administrateurs, en tant qu'hommes, restaient soumis à mille influences locales. C'est sans doute ce qui explique l'absence presque complète de plaintes contre l'organisation napoléonienne, malgré le développement souvent remarquable de la vie politique de la Moselle. La centralisation n'empêcha jamais les notables de l'opinion dominante d'intervenir très efficacement dans les affaires locales, et bien plus souvent officieusement qu'officiellement, par leurs relations personnelles avec les préfets et sous-préfets. Le joug du système administratif resta donc plus théorique que réel, et il ne fut guère senti que par des doctrinaires confinés dans une opposition sans espoir, le groupe légitimiste. Les fidèles du drapeau blanc ne semblent pas avoir songé, en Moselle, à attaquer la centralisation tant que les préfets appartinrent à leur milieu, et la seule critique que l'on relève à cette époque venait de l'opposition libérale (5). Elle est d'ailleurs unique, car ce thème ne fut jamais habituel aux partis de gauche, fiers de l'œuvre accomplie par la Révolution et l'Empire. D'autre part, les notables ne semblaient nullement désireux de s'occuper des affaires locales : les tentatives du Conseil général de confier à un riche propriétaire la surveillance de la construction d'une route ou d'un pont, restèrent limi-

(3) On en trouve plusieurs exemples dans les dossiers d'élections cantonales. A. D. Moselle 28 M 19-26 et A. D. Moselle, M supplément.

(4) Cf les dossiers des élections législatives du Second Empire. A. D. Moselle, 28 M. 19-26, et A. D. Moselle, M. supplément.

(5) *Journal de la Moselle*, 29 et 30 octobre 1819. Ce journal n'était pas encore acheté par l'administration quand il proposa de confier la direction du département aux conseillers de préfecture qui seraient nommés sur présentation du Conseil général et délibéreraient sous la présidence d'un notable du pays, en présence d'un commissaire du roi.

tées à deux ou trois cas, au lendemain de la chute de Napoléon I^{er}. Vers la même époque, le comte de Tocqueville, nommé préfet de la Moselle en 1817, essaya de régulariser ce système de collaboration entre l'autorité et les notables. Il institua ainsi des visiteurs gratuits des pauvres, chargés de surveiller les bureaux de charité de leurs circonscriptions — des inspecteurs des chemins vicinaux, dont la mission eût été d'actionner les conseils municipaux — et même des commissaires inspecteurs de l'administration municipale, dont les fonctions auraient été temporaires et qui n'auraient point eu le pouvoir de prendre une décision (6). Il y avait là une tentative inspirée des usages anglais, mais l'échec en fut complet. Visiteurs ou inspecteurs ne s'occupèrent jamais des affaires qui leur étaient confiées, et le ministère de l'Intérieur présenta des objections d'ordre réglementaire à l'idée de soumettre l'autorité des maires à des commissaires. On verra que plus tard les lois scolaires prévirent diverses commissions chargées d'en vérifier le fonctionnement : quelle qu'en ait été la forme, l'application laissa beaucoup à désirer. Rare est le cas d'un inspecteur gratuit des écoles que sa tâche ait vraiment intéressé : l'exemple de Valette, maire de Rémilly, notable libéral, qui fut l'auteur de plusieurs ouvrages destinés à l'enseignement primaire et qui poussa le zèle jusqu'à soutenir contre le clergé une longue lutte, n'eut guère d'imitateurs. On trouve pourtant, mais seulement à Metz, plusieurs cas où l'initiative privée a donné d'heureux résultats, en matière d'instruction publique.

La mission des fonctionnaires n'en restait pas moins lourde, et l'on peut affirmer que seule la création de services d'Etat, régulièrement hiérarchisés et dotés d'un budget, permit d'obtenir des résultats vraiment efficaces, dans l'enseignement, dans les travaux publics, comme dans l'assistance. Tous les autres efforts apparaissent comme fragmentaires, ou liés directement à des intérêts personnels considérables, comme les initiatives des forges de Wendel pour la création de telle route ou de telle voie ferrée. Dans l'ensemble, l'esprit de self-government n'existait pas assez pour que le système administratif ne parût pas indispensable. C'est seulement sur le plan politique que l'organe des carlistes, la *Gazette de Metz*, entama au lendemain de la révolution de Juillet ses premières polémiques décentralisatrices, inspirées par la *Gazette de France*, et que vers 1860 quelques légitimistes, groupés au château d'Inglange autour du comte de Puymaigre, esquissèrent un programme d'action que le journaliste Vaillant publia dès lors. M. de Metz-Noblat le reprit à Nancy avec quelques amis ; avec le grand lotharingiste Guerrier de Dumast, ces messieurs se mettaient à rêver d'un nouveau système administratif qui rendrait à leur ville, alors

(6) *Actes administratifs*, 1817, p. 274. *Ibidem*, p. 158, et 1820, p. 261.

en pleine croissance, l'éclat qu'elle avait eu au temps des Ducs. Mais Metz n'aimait point les initiatives nancéiennes, et ses défiances limitèrent le retentissement qu'aurait pu y avoir le « programme de Nancy » (7).

II. — Les administrateurs de Napoléon

L'importance du rôle social des chefs de l'administration conduit à l'étude de leurs personnalités, car il ne faut pas oublier que ce n'est pas à des bureaux anonymes que les notables du département avaient affaire, mais à des hommes, souvent originaires de la Moselle (8). Cet aspect humain du système administratif contribua à le rendre moins pesant qu'il ne le paraît quand on l'examine en son essence, en tant qu'institution abstraite.

Les contours s'adoucissent en effet lorsque l'on observe que le premier préfet de la Moselle fut un Messin, dont deux frères, l'un magistrat et l'autre curé, n'avaient jamais quitté leur ville natale. Colchen, qu'un arrêté consulaire nomma en l'an VIII, avait été subdélégué de l'intendance d'Auch où l'avait appelé la confiance d'un administrateur, son concitoyen, M. de Boucheporn ; mais à la tradition de l'Ancien Régime il unissait celle de la Révolution, qu'il avait servie, par la faveur de Collot d'Herbois, comme chef de division au ministère des Relations extérieures. Le 18 Brumaire le trouvait fort assagi quant aux principes politiques. Il renforça encore le caractère local de son administration en prenant successivement comme secrétaire général l'ancien secrétaire du département, Berteaux, et le ci-devant commissaire du Directoire auprès de la municipalité du chef-lieu, le Messin Viville. Ses conseillers de préfecture étaient tous originaires de Metz ; Emmery avait été homme de loi à Briey, dont il devint sous-préfet, et Rolly avait été maire de Thionville — notamment lors du siège de 1792 — puis juge au tribunal du chef-lieu de cet arrondissement dont il fut le premier administrateur. Un ancien chef de bureau du département, Jacquinet, fut envoyé à Sarreguemines. Colchen était en fait l'inspirateur

(7) Cf. la notice sur Vaillant dans NÉRÉE-QUÉPAT, *Dictionnaire biographique de la Moselle*, p. 503, ses brochures : *Décentralisation et régime représentatif* (en collaboration avec MM. de Puymaigre et de Circourt). *La décentralisation à l'œuvre*, Metz 1863. Pour le mouvement de Nancy, cf. PAYARD (M.) : *Un projet de décentralisation* (Pays Lorrain, 1904). *Projet de décentralisation rédigé en 1865 par 19 citoyens de Nancy*. GUERRIER DE DUMAST : *Ce que fut la Lorraine et ce qu'elle est encore* (Nancy 1866).

(8) Beaucoup de renseignements proviennent des biographies de la Moselle de Bégin et Nérée Quépat. Ils sont complétés par les dossiers du personnel aux A. D. Moselle, 1 M, 2 M 1-2, 3 M, 4 M.

de toutes ces nominations, et ses choix avaient porté sur des modérés : Berteaux avait même été condamné à mort sous la Terreur, et le conseiller de préfecture de Maud'huy appartenait à la noblesse. Seul Viville avait été jacobin, et sa femme avait même, disait-on, figuré la Déesse Raison. Mais l'avenir montra que sa vocation était d'être « un caméléon politique », d'adopter toujours les opinions du moment.

Le premier préfet de la Moselle avait donc donné à son administration un caractère nettement local, en même temps qu'il avait ménagé par ses choix la transition entre le Consulat et les régimes qui l'avaient précédé. Appelé au Sénat en 1805, il eut pour successeur M. de Vaublanc, personnage fort en vue dont la carrière avait été mouvementée (9) : en 1779, il avait déjà habité Metz, quand il servait comme sous-lieutenant au régiment de la Sarre. Il avait eu l'occasion d'entendre La Fayette annoncer à ses camarades de garnison et à ses chefs, au cours d'un dîner chez le duc de la Rochefoucauld, son intention, que tous approuvaient, d'aller servir les Insurgents d'Amérique. Mais depuis ces jours déjà lointains, les idées de Vaublanc n'avaient pas été marquées de la fixité qui caractérisa celles de l'ami de Washington. La Législative l'avait connu brillant orateur du parti feuillant, la Terreur l'avait proscrit, et le Directoire l'avait retrouvé royaliste modéré du type clichien. Fructidor avait arrêté sa vie politique, et voici qu'en 1805 cet ancien constitutionnel anti-jacobin accepta de devenir préfet de Napoléon. Il en montre quelque embarras dans ses Mémoires, car il y craint d'avoir deshonoré sa carrière en servant une tyrannie. Un argument spécieux le tire d'embarras : « Je n'ai servi, dit-il, qu'une dictature nécessaire à la France. »

M. de Vaublanc fut d'ailleurs un fort beau préfet (10) : mince, portant élégamment l'uniforme, vrai gentilhomme d'un profil lamartinien. A cinquante ans, il gardait une grande activité, montant à cheval chaque matin, parcourant les environs de Metz en rassurant les paysans, entraînant un maître des requêtes en une tournée équestre d'inspection. Le côté bureaucratique de son rôle lui convenait peu : ses Mémoires critiquent le morcellement de l'administration, les rivalités des chefs de division, l'enchevêtrement des affaires, l'impossibilité où il se trouvait d'ordonnancer de sa seule autorité une dépense urgente. Il était avant tout un homme du monde, influent par l'étendue de ses relations : dans ses Souvenirs de captivité à Verdun, lord Blayney le montre doué de l'affabilité de la vieille noblesse française, grand admirateur du carac-

(9) Cf. les *Mémoires* et les *Souvenirs* dont il est l'auteur, et A. N. F 1 b I 176 b.

(10) Son portrait a été reproduit dans les *Marches de l'Est*, 1909-10.

tère britannique, violoniste de talent ; un grand dîner de quatre-vingts couverts, auquel le préfet avait convié plusieurs émigrés qui avaient vécu Outre-Manche, la longue suite des pièces de réception ornées de tableaux de bataille, le jockey chamarré qui galopait derrière son maître, tout parut parfait au noble prisonnier charmé de rencontrer à la Préfecture une société aussi aristocratique. (11)

Chaque fois qu'il le put, M. de Vaublanc servit les intérêts du milieu auquel il appartenait par la naissance autant que par les habitudes d'esprit. Il fit nommer au Conseil général comme au Conseil de préfecture des ci-devant nobles et sut alléger, par exemple lors du recrutement des gardes d'honneur, les charges de ses amis. Même avant la campagne de Russie, il ne dissimula plus guère, on l'a vu, ses craintes sur la solidité du régime. Aussi son titre de baron de l'Empire, le majorat hanovrien dont il avait été doté, ne l'empêchèrent-ils pas de se rallier sans hésitation au gouvernement du Roi, qui le maintint en place. La visite du duc de Berry à Metz, en septembre 1814, lui valut la grand'croix de la Légion d'honneur. Après les Cent Jours, il revint de Gand préfet des Bouches-du-Rhône, et son zèle royaliste lui permit d'être appelé, en septembre 1815, au ministère de l'Intérieur. Il s'y montra trop ami des Ultras pour ne point perdre son portefeuille dès l'année suivante, et l'ancien Feuillant garda de cette retraite une rancune indestructible contre Decazes, Richelieu et Louis XVIII, qu'il qualifie de « bel esprit incapable de gouverner. » Des travaux littéraires occupèrent dès lors ses loisirs forcés, et l'ancien préfet de Napoléon s'y révéla un apôtre de la monarchie pure : dans ses Souvenirs publiés en 1838, il prédit l'irréversible décadence de la France, vouée à tous les malheurs sous les plis du drapeau tricolore, imposé, dit-il, par une poignée de factieux !

Autour de Vaublanc le personnel avait peu changé, même pendant la première Restauration qui ne fut le signal d'aucune révolution administrative en Moselle. Briey avait vu arriver en 1808 un nouveau sous-préfet, Ternaux (12) : c'était un ancien officier de l'armée royale, originaire de la Meuse, et nommé par la recommandation des riches manufacturiers dont il portait le nom. Tous les fonctionnaires se rallièrent aux Bourbons, même le plus fortement compromis, le sous-préfet Rolly qui avait encouragé Thionville à résister en 1792 aux efforts des émigrés, soutenus par la présence du comte de Provence. M. de Vaublanc fit confier à un Messin de vieille noblesse, recommandé par le roi de Prusse, le comte d'Arros, la sous-préfecture de Metz, qui se trouvait

(11) SAVINÉ (A.): *Une captivité en France. Journal d'un prisonnier anglais*. Paris, 1910.

(12) A. N. F 1 b I 174 (3). Dossier Ternaux. Ternaux était parent par alliance de Rœderer, voir A. N. F 1 b II Moselle 5, note du 12 avril 1815.

vacante après avoir été occupée quelques mois par un auditeur au Conseil d'Etat. De l'an VIII à 1815, le personnel administratif avait donc connu une remarquable fixité, que le recrutement régional des fonctionnaires explique facilement.

III. — Le personnel de la Restauration

Si la stabilité qui avait caractérisé les quinze premières années de l'administration préfectorale ne se retrouva pas au même degré après 1815, un fonctionnaire du moins réussit à conserver sa place, et mérite à ce titre une mention particulière. Déjà sous l'Empire, le secrétaire général Viville avait pris la direction des affaires courantes, et acquis la confiance de M. de Vaublanc (13). Malgré son bruyant ralliement aux Bourbons en 1815, la protection du comte Chasset, titulaire de la sénatorerie de la Moselle, lui valut de rester en place pendant les Cent Jours. Il fut pourtant signalé à Carnot, ministre de l'Intérieur, comme correspondant avec les partisans des Bourbons : rien n'y fit, et Viville se trouva ainsi à même d'agir, en juillet 1815, contre le préfet Ladoucette et plusieurs fonctionnaires de l'Empire. La seconde Restauration fut son triomphe : ayant refusé une place que le comte de Vaublanc lui offrait à Paris, il fut la coqueluche des salons ultras de Metz et correspondit directement avec son ancien patron, par dessus la tête du préfet. Anobli en 1816, il porta dès lors la particule.

Mais lorsque l'ordonnance du 9 avril 1817 eût supprimé les secrétaires généraux, M. de Viville se trouva sans emploi et sans pension. Chargé d'une nombreuse famille, peu fortuné, il tenta d'obtenir un poste de conseiller de préfecture, à la place d'un vieux fonctionnaire goutteux. Decazes fit échouer cette combinaison en signalant ses opinions exagérées, et c'est en vain que le député de Wendel, en même temps que trois de ses collègues, le recommandait chaudement : « Bien des familles, écrivait-il, la mienne entre autres, lui doivent une partie de l'aisance dont elles jouissent : M. Viville a été l'ennemi des spoliations, des séquestres exercés par les gouvernements antérieurs ; il a la clef de toutes les affaires. » (14) Enfin le bruit d'un prochain rétablissement des secrétaires généraux permit une nouvelle campagne de recommandation : de Wendel signala que Metz était bien tiède et qu'il serait utile qu'un fonctionnaire influent pût y donner l'impulsion royaliste. L'évêque en écrivit au ministre, tandis que dans une lettre qu'il adressait à Mon-

(13) A. N. F 1 b I 176 (16), Dossier Viville.

(14) *Ibidem*. Lettre de M. de Wendel, 6 juillet 1817. Les autres lettres signalées ici sont dans ce même dossier.

sieur, le vicomte de Bertier précisait qu'à sa conversion politique de 1814, Viville avait ajouté, après les Cent Jours, une conversion religieuse. M. de Jobal, major des gardes du corps, fit jouer son influence : dans ces conditions, lorsque l'ordonnance du 1^{er} août 1820 rétablit ces fonctions qui depuis lors ont été tour à tour supprimées et restaurées, l'ancien titulaire retrouva sa place. Travailleur, expérimenté, connaissant parfaitement le pays et ses concitoyens, il ne fut révoqué qu'en 1830. Ce fut dès lors à de plus humbles employés qu'échut la mission de transmettre la tradition des affaires courantes.

Si M. de Viville fut seul à conserver sa place pendant un quart de siècle, les sous-préfets, humbles fonctionnaires, souvent sans avenir, furent également très stables. Rolly fut pourtant révoqué en 1816, comme trop attaché aux souvenirs de la Révolution. Le comte d'Arros, que la suppression du poste de sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu laissait sans emploi, vint le remplacer à Thionville, mais ses hautes relations lui valurent d'être nommé, en 1819, préfet du Finistère, et le rare privilège de continuer sa carrière jusqu'en 1848. Mais à côté de cet homme d'avenir, trois noms seulement résument l'histoire des arrondissements entre 1815 et 1830, Ternaux à Briey, Teissier à Thionville et de Tinseau à Sarreguemines. Le premier, remplacé pendant les Cent Jours, doué de capacités médiocres, faillit ne point retrouver sa place, malgré l'ordonnance royale qui avait rétabli en principe le statu quo antérieur au retour de l'usurpateur. Il dut courir à Paris, et s'y faire recommander par son parent le manufacturier, chef d'une légion de la garde nationale, et par une demi-douzaine de nobles de la région lorraine. Son fils ne servait-il pas dans les gardes du corps ? A peine rétabli, l'accession au ministère de Vaublanc, qui ne l'aimait point, faillit le perdre : son insinuation le sauva et lui valut de rester en fonctions jusqu'en 1830. Le nouveau régime lui alloua une pension de 1.700 francs, qui lui permit, à 71 ans, de mener la vie médiocre d'un fonctionnaire sans fortune.

Son collègue de Thionville, Teissier, était au contraire un homme de valeur (15). Etranger par sa naissance à l'Est de la France, il avait été longtemps employé dans les bureaux de la Préfecture, et se trouvait très connu à Metz. Licencié ès lettres, capitaine de la garde nationale, il y avait noué de solides amitiés. Très bon administrateur, il avait laissé à Toul, dont il avait été sous-préfet pendant les Cent Jours, les meilleurs souvenirs. Tous les députés, et surtout de Wendel, l'appuyaient, ainsi que M. de Serre, ainsi que Guizot, son coreligionnaire. Pour prouver son zèle royaliste — au fond il était plutôt libéral — il rappelait que son pa-

(15) A. N. F 1 b I 174 (2). Dossier Teissier. Voir aussi une appréciation élogieuse dans la note du 12 avril 1815, A. N. F 1 b II Moselle 5.

rent Teissier, baron de Marguerittes, maires de Nîmes, avait péri victime de la Révolution. Enfin nommé en 1819, il se fit aussitôt remarquer par la publication d'un Mémoire sur les recherches archéologiques et historiques à faire dans l'arrondissement de Thionville, travail couronné par l'Académie des Inscriptions, édité avec une lettre-préface fort élogieuse de Dacier. Il publia plus tard une histoire de la petite place forte qu'il administrait.

Mais nul fonctionnaire n'est à l'abri des revirements de la politique : après les succès royalistes de 1820, une circulaire du comte Siméon, qui venait de remplacer Decazes à l'Intérieur, prescrivit aux préfets de classer leurs subordonnés en trois catégories, selon leurs opinions et leur passé. Tocqueville répondit que Teissier ne pourrait, sans compromettre sa réputation, rompre ses habitudes libérales bien connues ; il avait adopté « non le système jacobin, mais la nuance de ce système qui appartient à certains doctrinaires qui viennent d'être éloignés du pouvoir ». Sans priver l'Etat de ses talents, sans en faire un ennemi irrécyclable, le préfet jugeait, comme M. de Wendel, qu'il fallait l'éloigner de la Moselle « pour le succès des élections » (16). Et pourtant Teissier — après quelle indéchiffrable lutte d'influence — resta à Thionville, sans d'ailleurs pouvoir avancer. A l'époque du ministère Martignac, il demanda en vain une préfecture, ou une sous-préfecture plus importante, déclarant dans le mémoire qu'il remit au duc d'Angoulême, de passage à Metz, qu'il « était attaché à l'auguste famille des Bourbons comme le lierre à l'ormeau », qu'il saurait « conduire et *contenir* », dans quelque département qu'on l'envoyât (17). Mais sa médiocre fortune, 5.000 francs de revenus, et ses six enfants, son libéralisme mal dissimulé, sa religion protestante, ne lui permettaient guère de devenir préfet sous la Restauration. D'autre part, son rôle dans la lutte électorale en juin 1830 rendait difficile son maintien à Thionville : ses opinions le préservèrent pourtant de la révocation qui atteignit alors ses deux collègues et son préfet. Un avancement mérité l'envoya à Saint-Etienne, puis à la préfecture de l'Aude : une brillante carrière s'ouvrait devant cet homme estimable, quand il mourut en 1834, à 55 ans, laissant de bons souvenirs dans l'arrondissement qu'il avait si longtemps administré.

M. de Tinséau resta à Sarreguemines de 1820 à 1830, presque aussi longtemps que Teissier à Thionville (18). Son prédécesseur, Jacquinet, en place depuis l'an XII, semblait trop hésitant pour un arrondissement où,

(16) *Ibidem*. Lettre du comte de Tocqueville au directeur général, 13 août 1820.

(17) *Ibidem*. Lettre de Teissier au duc d'Angoulême, 30 septembre 1828. Parmi ses titres, il cite la rédaction d'un manuel du garde-champêtre.

(18) A. N. F 1 b I 174 (8). Dossier de Tinséau.

sous le rapport de l'esprit public, « tout était à faire » (19). Son ignorance de l'allemand limitait d'ailleurs son influence, et le préfet désirait que son successeur connût la langue de ses administrés. C'est alors que M. de Wendel fit nommer à ce poste de Tinseau qui n'en savait pas le premier mot et qui eut la délicatesse de refuser. Son protecteur le convainquit d'accepter en lui assurant audacieusement que tous les maires comprenaient le français ! Appartenant à une bonne famille de Metz, mais sans fortune et chargé de cinq enfants, successivement fonctionnaire des Contributions et conseiller de préfecture, ce royaliste convaincu fut naturellement révoqué en 1830. On voit combien ces carrières diffèrent de celles des fonctionnaires itinérants, étrangers à la région qu'ils administrent, qu'ont connues les époques plus rapprochée de nous.

Le cas des préfets était dès lors très dissemblable : de 1815 à 1830, la Moselle en posséda sept, et aucun d'eux n'en était originaire. D'ailleurs nulle comparaison n'était possible entre eux et les sous-préfets, tant ils les éclipsaient par leur origine, leur fortune et leur position sociale. On passait rarement d'une catégorie dans l'autre, et l'on devenait en général préfet d'emblée, quand on avait derrière soi des antécédents politiques, comme Colchen, ou pour soi un nom et des relations. C'est ainsi que le préfet des Cent Jours, le baron Ladoucette, qui avait administré les Hautes-Alpes et la Roer, était riche de 40.000 francs de revenus, provenant de propriétés situées dans la Meurthe — il était Nancéien — et dans la Moselle (20). Son successeur d'un instant, que la seconde Restauration envoya par mégarde en oubliant qu'il venait de servir l'usurpateur, fut le comte de Bondy, directeur de la fabrication des assignats avant 1792, chambellan de l'Empereur en 1805, conseiller d'Etat en 1809, préfet de la Seine en 1815. Il fut remplacé, avant les élections de la Chambre introuvable, par un baron Lachadenède qui s'empressa de prendre la particule ; fils d'un syndic du Vivarais, il avait combattu dans les armées de la République avant d'entrer dans l'administration impériale (21). De tous les préfets de la Moselle, du moins avant 1830, il apparaît comme le moins fortuné, le moins bien en cour. Envoyé à Dijon en 1817, puis à la Rochelle et à Besançon, il fut d'ailleurs mis à la retraite en 1820, sous prétexte de maladie, et réduit à une maigre pension de 5.000 francs.

Ses quatre successeurs symbolisent remarquablement l'administration de la monarchie restaurée. Le premier, le comte de Tocqueville, père de l'écrivain, avait été nommé préfet de l'Oise en juillet 1815, sans avoir jamais

(19) *Ibidem*. Lettre du comte de Tocqueville au directeur général, 12 septembre 1820. Lettre de M. de Wendel à de Tinseau, 13 septembre 1820.

(20) A. N. F 1 b I 166 (3). Dossier Ladoucette.

(21) A. N. F 1 b I 166 (2). Dossier Lachadenède.

rempli de fonctions publiques (22). Mais il avait tout pour réussir : son titre de sous-lieutenant au régiment de Vexin, de soldat dans la garde constitutionnelle de Louis XVI, ses 75.000 livres de rentes et son parentage. Le marquis de Rosambo était son beau-frère, le duc de Damas son oncle. Sa femme étant petite-fille de Malesherbes, c'est au nom de ce martyr de la cause royale que ses amis demandèrent un jour pour lui une place au Conseil d'Etat, suppliant de rapprocher le préfet de son épouse malade, obligée d'habiter Paris. En dépit de ses relations, Tocqueville continua sa carrière itinérante, de l'Oise à la Côte-d'Or, de la Côte-d'Or à la Moselle où il resta de 1817 à 1823. Amiens et Versailles le virent ensuite, avant que 1830 ne marquât le terme de ses fonctions préfectorales. Très fermement royaliste, peut-être même trop fervent pour ne point être parfois soupçonné de favoriser les ultras, il avait fait de ses salons le centre de la société aristocratique de Metz, d'où il s'absentait d'ailleurs fréquemment pour séjourner dans la capitale. Pas plus que Vaublanc, il n'appartenait à la catégorie des préfets bureaucrates.

Après 1823, la préfecture de la Moselle fut confiée pendant cinq ans au baron de Balsac, dont la baronnie de très fraîche date décorait le nom d'une famille parlementaire de Toulouse (23). Moins noble que Tocqueville, beaucoup moins riche, il avait des connaissances administratives plus étendues. Entré dans les bureaux du ministère en 1807, auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet d'Avignon jusqu'aux Cent Jours, il s'était révélé, dès la première Restauration, nettement royaliste, comme d'ailleurs toute sa famille. Le Roi l'avait nommé préfet du Tarn à 29 ans, puis de l'Oise, et six ans après il arrivait à Metz. En 1828, Martignac lui confia le secrétariat général du ministère de l'Intérieur, et la révolution de Juillet vint seule briser une carrière qui s'annonçait très brillante pour le plus jeune préfet qu'ait eu la Moselle, dont il se fit élire député immédiatement après son départ pour Paris.

Son successeur était à peine plus âgé, et ses relations lui promettaient également une belle carrière. Elysée Suleau avait, à 19 ans, fait la campagne de Russie comme officier de carabiniers, et en était revenu avec les orteils amputés (24). Devenu aide de camp du général Lagrange, il épousa sa fille et eut dès lors 15.000 livres de rentes. En 1814, le gendre de M. le marquis lieutenant-général de La Grange, capitaine-lieutenant aux Mousquetaires, fut nommé sous-préfet de Gannat. Ayant rejoint le duc d'Angoulême lorsqu'il tenta de résister en 1815 dans la vallée du Rhône, il fut désigné pour la préfecture de l'Isère, sans pouvoir l'oc-

(22) A. N. F 1 b I 174 (9). Dossier de Tocqueville.

(23) A. N. F 1 b I 156 (3). Dossier de Balsac.

(24) A. N. F 1 b I 173 (a 1). Dossier de Suleau.

cuper, et dut regagner Gannat au retour du Roi. Une campagne de recommandations, le rappel opportun du souvenir de son père mort pour la défense du trône le 10 août 1792, lui valurent en 1817 le titre de vicomte, en 1822 la préfecture de la Corse. Après avoir administré la Vendée, puis la Moselle de 1828 à avril 1830, il devint directeur général de l'Enregistrement, avant sa révocation qui fut prononcée par le gouvernement de Juillet. Mais par une exception sans doute unique, M. de Suleau redevint en 1849, après 19 ans de repos involontaire, préfet des Bouches-du-Rhône. Il l'était encore en 1853 quand il affirmait son dévouement à l'Empereur, garantissant que, dans ce département où les royalistes étaient nombreux, il était le seul fonctionnaire d'origine légitimiste.

Enfin, pendant les trois mois qui précédèrent la chute de Charles X, la Moselle fut dirigée par le comte de Vendevre, ancien maire de Caen, successivement préfet dans trois départements à partir de 1824 (25). Ce royaliste convaincu, riche de 30.000 francs de revenus, père de dix enfants, fut le dernier préfet du drapeau blanc : ni lui ni ses prédécesseurs — Tocqueville excepté — ne laissèrent dans l'histoire administrative de la Moselle des traces bien profondes. Ce furent avant tout les représentants officiels de la société royaliste à laquelle ils appartenaient par leurs familles comme par leurs principes.

Très loin derrière les préfets, gravitaient les trois conseillers de préfecture de la Moselle. Sous la Restauration comme sous l'Empire, c'était des Messins, appartenant à de bonnes familles de la ville, et leur stabilité était remarquable. A côté du vieux Leclerc, qui resta 19 ans en fonctions, on peut citer d'Ecosse, de Faultrier, de Maud'huy, le doux et libéral Jacquinot, disgracié de son poste de sous-préfet, le baron Marchant qui, jadis médecin et maire de Metz, profitait de ses 10.000 francs de rente pour enrichir ses collections de monnaies. C'était à peine des fonctionnaires, car ils n'avaient ni l'espoir, ni le désir d'avancer. Leur place leur procurait l'estime de leurs concitoyens, et il suffit pour caractériser leurs fonctions de citer le préfet de Tocqueville : quand Leclerc avait la goutte, le Conseil se tenait chez lui, et d'ailleurs « un conseiller de préfecture jouit d'un traitement sans avoir de travail, car on ne peut appeler ainsi l'obligation de se réunir en Conseil une ou deux fois par semaine pendant une heure. Ses fonctions ne l'empêchent pas de vaquer à ses occupations ordinaires et d'exercer telle autre profession qui lui plaît » (26). Dans les périodes de suppression des secrétaires généraux, le préfet, en s'absentant, déléguait ses fonctions au doyen des conseillers

(25) A. N. F 1 b 176. Dossier de Vendevre.

(26) A. N. F 1 b 176 (16). Lettre du comte de Tocqueville au ministre, 30 avril 1817.

de préfecture comme le sous-préfet au président du Conseil d'arrondissement. Le cas se présenta en août 1830, et pendant près d'un mois le baron Marchant sentit peser sur ses épaules la redoutable responsabilité de diriger un département bouleversé par la Révolution. Pour conclure cette étude, il faut souligner encore le caractère local du recrutement des fonctionnaires administratifs de la Moselle sous la Restauration, les préfets exceptés.

III. — Le personnel de la Monarchie de Juillet

Un chapitre précédent a montré de quel bouleversement du personnel la révolution de Juillet fut le signal, et comment, la place étant libre pour toutes les ambitions, le Comité constitutionnel avait fait nommer ses amis, Dornès secrétaire général, les avocats Gallois et Coinze sous-préfets de leurs villes natales, Thionville et Sarreguemines (27). Briey vit arriver un étudiant en médecine, combattant de Juillet, qui fut choisi sur la recommandation de son frère, le recteur Loyson, placé alors à la tête de l'Académie de Metz. Mais le Comité ne parvint jamais à faire nommer préfet son candidat, Bouvier-Dumolard, retiré dans les environs de Bouzonville depuis les Cent Jours, et qui fut bientôt chargé d'administrer le département du Rhône où une retentissante disgrâce vint le frapper.

Sans doute par l'influence de son coreligionnaire Guizot, Metz vit donc arriver en août 1830 le baron Sers, qui fut certainement le plus éminent et le plus impopulaire des préfets de la Moselle, qu'il administra pendant huit ans (28). On a vu ailleurs les raisons, purement politiques, de son impopularité, mais le succès final de ses efforts en faveur du juste-milieu prouva ses talents, moins encore d'ailleurs que les progrès administratifs réalisés sous sa direction. L'archiviste Sauer, qui l'avait connu, a écrit en marge de son dossier : « Un des meilleurs préfets, travailleur infatigable », et il est probable que le jugement d'un fonctionnaire qui a vu défiler dans l'hôtel préfectoral une dizaine d'administrateurs, sans compter les *regierungs-präsident*, est fondé (29). Louis-Philippe s'exprima d'ailleurs dans les mêmes termes élogieux, et les Souvenirs de Sers sont un de ces documents vivants qui révèlent un homme de valeur. Notre préfet avait derrière lui un long passé d'administrateur : né à Bordeaux en 1786, il appartenait à une famille de négociants ; son père, partisan modéré des principes de 1789, mourut sénateur et comte de l'Empire, et c'est seulement en 1824 que le titre de baron fut conféré à son héritier. Il

(27) Cf chapitre X, paragraphe 1.

(28) A. N. F 1 b I 173 (15) SERS (Baron) : *Mémoires du baron Sers*.

(29) A. D. Moselle, 1 M. Dossier Sers.

avait débuté dans l'administration à Mayence, chef-lieu du Mont-Tonnerre, sous les auspices de son parrain, Jean Bon-Saint-André; il fut ensuite sous-préfet de Spire, et parvint à traverser sans révocation les crises de 1814 et de 1815. C'est ainsi que son acceptation d'un poste pendant les Cent Jours n'empêchait pas le comte de Kersaint de se porter garant de ses sentiments royalistes, et le préfet du Bas-Rhin de le faire nommer en 1816 à Wissembourg, où l'esprit était mauvais et la connaissance de l'allemand nécessaire. Sers avait d'ailleurs de nombreuses recommandations, fort diverses, celles de Decazes et du duc Dalberg voisinant dans son dossier avec celle de Vitrolles. Son mariage lui valut en 1818 l'appui de son beau-père Reibell, député du Bas-Rhin, et dès l'année suivante Decazes l'appela à la préfecture de Colmar. Il s'attira la haine des Ultras en créant 150 écoles mutuelles, en appelant des manufacturiers, parfois protestants, au Conseil général, et en nommant un libéral, Koechlin, maire de Mulhouse : rien d'étonnant à ce qu'il été envoyé en 1820 à Aurillac, d'où, après une longue demi-disgrâce, Martignac l'appela en 1828 à Clermont-Ferrand. Presque seul des préfets de la Restauration, Sers fut conservé par la Monarchie de Juillet. Ses principes, très juste-milieu, permettaient cette exception, ainsi que ses qualités de grand administrateur, probe et consciencieux. Les services qu'il rendit à Metz lui valurent d'être nommé en mai 1838 conseiller d'Etat en service extraordinaire, et d'être appelé en octobre suivant à la préfecture de la Gironde : ce poste de premier plan le dédommagea des années difficiles qu'il avait passées en Moselle.

Son successeur, distingué et capable, semblait destiné à réconcilier l'opposition messine avec la Préfecture, mais il ne resta que six mois en Moselle. Avocat à Bourg en 1830, influent dans les milieux libéraux, Jayr était devenu, après la Révolution, secrétaire général de l'Ain (30). Les services qu'il rendit lors des troubles de Lyon le firent nommer, par une rare exception, préfet de son département d'origine, alors qu'il n'avait que 32 ans. Il quitta brusquement Metz pour Lyon, et resta préfet du Rhône jusqu'en 1848.

Sa succession était ouverte dès le mois de mai 1839, et il fallut attendre le milieu de l'été pour voir nommer le préfet Germeau, dont l'impitoyable Sauer, par une vengeance posthume d'archiviste, a donné l'appréciation suivante : « Maudit soit le jour qui l'a vu naître. Il est bâtard du duc Pasquier ». Cette affirmation est incontrôlable, mais il est certain que Germeau avait débuté comme chef de division au ministère de la Justice vers 1817, alors que Pasquier était garde des sceaux, et qu'il fut toujours en correspondance particulière avec ce protecteur haut pla-

(30) A. N. F 1 b I 164 (4).

cé (31). Il est vrai qu'il pouvait compter aussi sur l'appui de son ami d'enfance Odilon Barrot, et cette double protection du chancelier et d'un des chefs de l'opposition le dépeint assez bien. Il avait été ultra, et après Juillet s'était révélé partisan du Mouvement. Il n'avait au fond aucun principe politique, et un préfet qui l'eut sous ses ordres pouvait souhaiter qu'il comprît « que la ligne droite est toujours la plus courte et la plus sûre » (32). Nommé à 42 ans, en 1835, préfet de la Haute-Vienne, toutes les opinions revendiquèrent comme leur appartenant ce fonctionnaire facile, collectionneur d'antiquités, de porcelaines et de beaux meubles. Nul ne le craignait, car il se montrait fort peu exigeant, et la discipline des bureaux se relâchait rapidement sous son contrôle. Il ne semble avoir eu ni la contenance imposante de ce grand travailleur qu'était Sers, ni le ton naturellement aristocratique de ses prédécesseurs de la Restauration. Au cours de ses neuf années de résidence à Metz, il s'absenta fréquemment, alors que Sers était toujours à son poste. Il prit plusieurs fois des congés de trois semaines, et après une absence qui s'était prolongée deux mois, il dut s'excuser auprès du ministre en demandant à être exempté de la retenue réglementaire sur son traitement. Il fut le premier préfet de la Moselle qui se fit recommander par les députés de son département, dont il devint l'obligé : c'est ainsi qu'il obtint, en 1845, la cravate de commandeur de la Légion d'honneur (33). Il était trop avantageux pour les notables de posséder un préfet si peu imposant, d'un accueil si facile, pour qu'il n'ait pas laissé à Metz, après sa révocation survenue en 1848, de bons souvenirs dans la bourgeoisie orléaniste, au point de tenter une candidature à l'Assemblée législative.

A côté de ces trois préfets, la Monarchie de Juillet ne conserva que deux ans des secrétaires généraux : une ordonnance du 1^{er} mai 1832 supprima ce titre pour de longues années. Après Dornès, qui avait démissionné dès novembre 1830 pour reprendre la tête de l'opposition, trois fonctionnaires étrangers au pays ne laissèrent nulle trace. Après eux ce fut le doyen des conseillers de préfecture, Jacquinot, qui exerça ces fonctions, avec une indemnité égale au quart de son traitement. Rompu à l'administration par une pratique qui remontait à l'an VIII, il ne disparut qu'en 1848 sans avoir jamais joué de rôle politique. C'était un homme d'intérieur, vieux Messin satisfait de ses relations, de sa fortune ; il laissa les employés abuser de son extrême douceur de caractère.

(31) A. N. F 1 b I 161 (10).

(32) *Ibidem*. Note rédigée en 1834 par le préfet du Nord.

(33) *Ibidem*. Lorsqu'il était préfet de la Haute-Vienne, Germeau avait été recommandé par le député Marc Gérard pour la rosette d'officier. On trouve des lettres analogues des 1^{er} et 8 avril 1845, signées des députés Ardant et Roux. Or il fut fait commandeur le 27 avril de cette même année.

A ses côtés, on retrouve le baron Marchant, le vieux Jadelot, que le préfet Germeau fit remplacer — car les propositions préfectorales décidaient presque toujours des nominations — par un parent du député Paixhans dont il désirait acquérir l'appui (34). La Moselle vit aussi, pendant la Monarchie de Juillet, deux simples employés jouer un rôle important dans l'administration, en tant qu'hommes de confiance de Sers et de Germeau : le premier, Dosquet, était le petit-fils d'un maître-échevin de Metz ; après avoir longtemps exercé les fonctions de chef de division à la Préfecture, il suivit son préfet à Bordeaux — le second, Aubrion, fut chef de cabinet puis conseiller de préfecture. Germeau l'avait fait nommer pour réparer un échec qu'il avait subi du fait de la nomination d'un conseiller qu'il n'avait pas présenté ; il s'était amèrement plaint au ministère, disant que de telles nominations portaient atteinte à son influence, « car elle se compose en grande partie de celle qu'on lui suppose », et qu'elles indisposaient les localités qui se croyaient réservées ce genre de fonctions (35).

Le département pouvait de même se croire réservé les postes de sous-préfets, d'autant plus que la révolution de Juillet avait confirmé cet usage. Coinze avait été nommé à Sarreguemines à la demande du colonel Paixhans, dont il avait appuyé la campagne électorale en juin 1830 (36). Avocat, secrétaire du Comité constitutionnel, il se rallia sans hésiter à la politique de résistance, rompant avec les plus exaltés de ses amis. Il eut à déployer beaucoup d'énergie en cet arrondissement qu'il connaissait à fond, dont il parlait la langue, et dont l'administration se compliquait de la question des droits d'usage et d'une multitude de querelles locales. Mais la haute estime en laquelle le tenait le baron Sers ne put lui procurer l'avancement qu'il méritait, et sa médiocre situation de fortune l'obligea de démissionner en 1835. Il acheta une étude de notaire, conservant dans sa retraite une lettre fort élogieuse de son préfet : « Dans ma longue carrière je n'ai point eu de collaborateur qui m'ait inspiré à la fois plus d'affection et plus de confiance » (37). Le notariat ne lui ayant guère réussi, Coinze redevint sous-préfet de sa ville natale en 1843, avec l'appui du lieutenant-général Schneider, député qui voulait se servir de

(34) Il s'agit de Bertrand, substitut à Vitry, nommé le 8 mai 1842 sur propositions émanées de Germeau le 9 avril. A. D. Moselle, 4 M.

(35) *Ibidem*. L'archiviste Sauer détestait Aubrion, et en classant la lettre que Germeau avait écrite en sa faveur, il l'annota de ses remarques sévères. Le Conseil général s'émut, lors de sa séance du 21 septembre 1846, du cumul des fonctions de conseiller de préfecture et de celles d'employé, car c'était confondre la justice administrative et l'administration. Le préfet Germeau défendit son fidèle chef de cabinet.

(36) A. N. F 1 b I 157 (27). Dossier Coinze.

(37) A. D. Moselle 2 M 2. Brouillon d'une lettre du baron Sers à Coinze.

son influence. Sa réintégration lui fit des ennemis : on l'accusa de profiter de son influence administrative pour liquider avantageusement son étude. Un clan local le combattit avec acharnement, mais Germeau le soutint, sans pourtant pouvoir le faire avancer. La révolution de 1848 l'élimina, après qu'il eût tour à tour envoyé sa démission — « Je ne suis pas, disait-il, républicain et je me ferai scrupule de garder des fonctions politiques » — et tenté de garder sa place en affirmant son dévouement au gouvernement (38). Ruiné, il tenta de reprendre son ancienne profession d'avocat, pour finir par se contenter d'un modeste poste de conseiller de préfecture à Caen. Usé, malade, il y mourut en 1856, alors qu'avec plus de chance et plus de relations, il serait devenu préfet depuis longtemps.

C'est également la révolution de Juillet qui fit de l'avocat libéral Gallois un maire, puis un sous-préfet de Thionville (39). Lui aussi dut rompre avec ses anciens amis, mais sa droiture lui permit de s'en point faire des ennemis. Il se révéla bon administrateur, même trop consciencieux, un peu lent parce qu'il voulait tout faire par lui-même. Malgré les recommandations du baron Sers, il ne put jamais avancer, sans doute parce qu'il était sans fortune, sans parentage influent, et que l'état de santé de sa femme ne lui permettait pas de représenter. Les députés de la Moselle finirent par obtenir pour lui un poste de receveur des finances, mais il mourut en 1844, très regretté dans son arrondissement, avant d'avoir pu l'occuper.

Les premières années de la Monarchie de Juillet avaient vu se succéder à Briey l'étudiant Loyson, qui se déplut si loin de la capitale, et le baron Marchant qui mourut en fonctions en 1833. Le baron Sers proposa alors un jeune substitut qui appartenait à une famille messine, de Faultrier, mais le ministère nomma le cousin d'un riche propriétaire, châtelain de Montigny-les-Metz, allié aux de Wendel, Charles Baudinet de Courcelles (40). C'était un Nancéien qui avait d'abord servi dans l'armée ; démissionnaire, il s'était lié avec les libéraux de sa ville natale. Nommé sous-préfet de Toul en 1830, rallié immédiatement au parti de la résistance, il fut envoyé à Briey, demi-disgrâce qu'il dut à la rancune de l'amiral de Rigny, le grand homme de son arrondissement. Ce célibataire fort rebondi, riche de 20.000 livres de rentes, fut bon administrateur, cordial, bien au courant des affaires. Sa rondeur, sa générosité, lui conquirent l'estime générale, même celle de M. de Ladoucette, le tout-puissant député qu'il combattait par ordre ministériel et qu'il aurait infailliblement

(38) *Ibidem*. Lettre de démission du 28 février 1848.

(39) A. N. F 1 b I 161 (2). Dossier Gallois.

(40) A. N. F 1 b I 157 (34). Dossier de Courcelles.

remplacé à la Chambre si le siège avait été vacant. Malgré les recommandations de Sers, malgré sa fortune, il ne put jamais devenir préfet, et son obésité le décida à la retraite, en 1846.

Après Coinze, Gallois et de Courcelles, fixés plus de dix ans dans des arrondissements qu'ils connaissaient parfaitement, voici un nouveau type de fonctionnaire, l'itinérant envoyé de Paris sans attaches locales. Tels furent Disant à Briey, de 1846 à 1848; Jacquinot à Thionville, qui vint d'Argelès en 1844, et qui était fils d'un général de l'Empire, châtelain d'Arry, non loin de Metz; Pagès à Sarreguemines, venu des Pyrénées-Orientales, et Berger son successeur : l'un et l'autre ignoraient l'allemand et ne laissèrent aucune trace dans un arrondissement où ils ne firent que passer (41). Ces carrières errantes n'ont aucun intérêt pour l'histoire locale, car elles suppriment presque complètement le rôle personnel de l'administrateur pour ne laisser subsister qu'un système. Les anciennes habitudes, qui conservaient un caractère local à la direction des sous-préfectures, allaient ainsi lentement disparaître, pour faire place à ce dogme dont le Second Empire vit le triomphe : l'indépendance de l'administration à l'égard de toute influence du pays.

IV. — Le personnel de la Deuxième République

La révolution de 1848 vit, avant les triomphes du principe de l'administration impersonnelle, les derniers et les plus complets succès du recrutement local des fonctionnaires. L'avocat Billaudel, le plus ardent des républicains de Metz, fut commissaire de la République en Moselle, et même chargé de l'inspection et de la direction des quatre départements lorrains (42). On a vu qu'il démissionna en décembre 1848, au lendemain de l'élection présidentielle. Il avait fait place nette autour de lui, révoquant, de sa seule autorité, les conseillers de préfecture et les sous-préfets, et ne gardant que le secrétaire général, le doux Jacquinot, dont l'effacement politique était complet. Il s'entoura de jeunes républicains, du droguiste Niclausse, lieutenant-colonel de la garde nationale, de l'avocat Billy, fils d'un confiseur, de l'avocat Belot, et le ministère ne fit que ratifier ses choix (43). Il envoya à Briey un de leurs confrères, d'opinions modérées et sans ambition, Ory; à Thionville le jeune Humbert, plus avancé, plus audacieux, qui s'éleva sous la Troisième République à la vice-présidence du Sénat, et mourut peu avant que sa belle-fille ne rendit son nom trop

(41) A. N. F 1 b I 170 (1). Dossier Pagès.

(42) A. N. F 1 b I 156 (24). Dossier Billaudel.

(43) Exilé de la Moselle après le coup d'état, Billy se fixa dans la Meuse, dont il devint député. Cf. BERTRAND (L.) : *Ma Lorraine*, et KLIPFFEL (L.), *Jean-Eugène Billy (Est Républicain, 23 février 1930)*.

célèbre dans les annales judiciaires (44); un autre avocat messin, Duvivier, fut envoyé à Sarreguemines où il parut un faiseur présomptueux. Ces choix n'étaient guère heureux, car aucun des trois sous-commissaires ne connaissait l'arrondissement dont il était chargé, aucun n'avait la pratique de l'administration, ni la forte position locale qu'un Gallois ou qu'un Coinze avaient eue après 1830. L'étroite coterie messine des républicains de la veille se révélait ainsi infiniment plus faible que ne l'avait été l'opposition libérale victorieuse de Polignac.

Dès 1849, la réaction commença dans le personnel administratif, et la règle fut de ne plus nommer que des fonctionnaires étrangers au pays, ne relevant que de leurs supérieurs hiérarchiques, ne possédant d'autre influence que celle que leur conféraient leurs fonctions. C'est le dernier terme de l'évolution du système centralisateur. Billaudel eut pour successeur un grand préfet, sévère, mais juste et travailleur, Darcy. Né en 1806 — ses prénoms d'Hugues-Iéna l'indiquaient — docteur en droit, ses attaches libérales lui avaient valu d'être nommé en 1830 conseiller de préfecture à Dijon, où son frère fut longtemps ingénieur des Ponts-et-Chaussées (45). Devenu sous-préfet de Sens, il y avait épousé la fille du député Vuitry, qui devint dès lors son protecteur. Préfet de Louis-Philippe à 33 ans, révoqué par Ledru-Rollin, il arriva à Metz en janvier 1849 avec sa forte tradition administrative et sa volonté de ramener le département aux principes d'ordre. Il y réussit, en moins de six mois, grâce aux circonstances favorables, grâce aussi à ses qualités personnelles : avec ses lèvres minces, ses yeux perçants, il était fait pour en imposer, et ses Mémoires montrent qu'il savait tenir tête à tous, même au ministre, ce qui ne l'empêchait pas d'être considéré comme un fonctionnaire « très laborieux, très capable, très ferme, un des deux ou trois préfets qui tiennent le premier rang » (46). Après avoir exercé les fonctions de

(44) Humbert (Gustave-Amédée), né à Metz en 1822, devint professeur de droit à Toulouse sous le Second Empire. En 1871, il fut élu représentant de la Haute-Garonne; il fut vice-président de la gauche républicaine, sénateur inamovible, garde des sceaux, vice-président du Sénat. Sa belle-fille fut la « grande Thérèse ». Son frère Louis-Amédée, négociant en vins à Metz, démissionna du Conseil municipal au lendemain du coup d'état, présida en mai 1870 la réunion contre le plébiscite, fut élu représentant de la Moselle en 1871 mais quitta l'Assemblée lors des préliminaires de paix. Il mourut en 1876 à Nancy, où il s'était fixé.

(45) A. N. F 1 b I 158 (3). DARCY (Hl.) : *Hugues-Iéna Darcy*. L'ingénieur Darcy dota Dijon de son système de distribution d'eau; une place de la ville porte son nom.

(46) Cette appréciation est de Léon Faucher, alors ministre de l'Intérieur. Le brouillon de sa lettre de nomination porte la trace de l'évolution des esprits : sur une formule datant du temps de Cavaignac, le ministre a remplacé les mots

préfet du Rhône et de sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, cet orléaniste convaincu démissionna en 1850 : il s'employa dès lors à développer la prospérité de l'affaire de Châtillon-Commentry, et son activité privée, en lui assurant une grande fortune, le dédommagea de cette carrière prématurément brisée. Darcy avait osé conserver les fonctionnaires nommés par Billaudel, qui ne disparurent que sous ses successeurs, révoqués ou démissionnaires : le seul conseiller de préfecture Dufresne, modeste et sans influence, occupé d'archéologie, conserva sa place pendant longtemps.

Le troisième préfet de la République avait « l'allure et la capacité d'un avoué de petite ville de province » (47), et la haute société messine n'en fut guère satisfaite, d'autant plus qu'il se proclamait républicain. Tonnet, jadis avocat à Paris, s'était retiré avec 20.000 francs de rente ; maire de Grenelle, il fut amené à combattre l'émeute du 15 mai à la tête de sa garde nationale, et sa fermeté le fit nommer préfet de la Somme, puis de la Haute-Marne (48). Après moins d'un an de séjour à Metz, il fut disgrâcié en mai 1850, sans doute sous l'influence de la représentation de la Moselle, qui ne le trouvait pas assez dévoué aux intérêts conservateurs. Comme chef de division au ministère, il collabora au coup d'état, et Morny le plaça à la Sûreté générale. Toujours attaqué, toujours calomnié, il redevint préfet, sans laisser dans les départements où il passa plus de traces qu'en Moselle. Sauf Darcy, aucun des fonctionnaires de la Deuxième République n'eut d'ailleurs le temps de s'imposer.

VI. — Le personnel du Second Empire

Avec le comte de Saint-Marsault, nommé préfet de la Moselle en 1850, commence la série des fonctionnaires de l'Empire. On se les représente d'habitude portant beau, autoritaires, à peine moins grands qu'Hausmann. La réalité fut à Metz assez différente de la légende symbolique, car les préfets de l'Empire y furent d'anciens fonctionnaires de la Monarchie de Juillet, adaptés aux nécessités du nouveau régime, aux formules qui exaltaient le triomphe et l'indépendance souveraine de l'administration. Malgré son beau nom, le comte de Saint-Marsault paraît avoir été assez mal embouché, et peu respecté de ses subordonnés (49). On ra-

Citoyen par Monsieur, Salut et fraternité par Agréés.... et a transformé la phrase suivante : « Vous justifierez ce témoignage de bienveillance (remplacé par de haute confiance) par votre patriotisme et votre dévouement (les mots à la République sont biffés). A. N. F 1 b I 158 (3).

(47) Appréciation de l'archiviste Sauer. A. D. Moselle, 1 M.

(48) A. N. F 1 b I 174 (g). Dossier Tonnet.

(49) Archiviste Sauer. A. D. Moselle, 1 M. — A. N. F 1 b I 173 (5). Dossier Saint-Marsault.

conta que, lors du coup d'Etat, il n'avait pas osé sortir de son hôtel pendant quinze jours, et que pendant un mois il s'était fait garder par une compagnie de voltigeurs ! Les méchantes langues lui attribuaient à peu près tous les défauts. Ne disait-on pas que la comtesse faisait elle-même ses achats au marché, suivie d'une domestique déguenillée ? que ses ambitions égalaient ses embarras d'argent ? Mais aucune de ces dénonciations perfides ne l'empêcha de faire une brillante carrière, appuyé qu'il était du duc Decazes, de Bessières, de son oncle Saint-Aulaire et de son ami Odilon Barrot. Officier démissionnaire, après quelques années de stage dans des sous-préfectures, Saint-Marsault était devenu préfet à 36 ans, en 1843. La République avait suspendu un instant sa carrière puis, après moins de deux ans de séjour à Metz, il devint préfet de Seine-et-Oise et sa femme fut dame d'honneur de la princesse Mathilde. La croix de grand officier de la Légion d'honneur, le titre de sénateur de l'Empire lui furent successivement décernés. Mais les Mosellans ne regrettèrent jamais ce fonctionnaire si bien en cour, qui comme ses trois prédécesseurs n'avait fait que passer : quatre préfets s'étaient suivis à Metz en autant d'années.

L'administration impériale resta donc symbolisée en Moselle par les trois successeurs de Saint-Marsault, Malher, Jeanin et Odent. Le premier, qui occupa les fonctions préfectorales de 1852 à 1857, appartient nettement à la période autoritaire. C'était un homme de belle mine, sachant recevoir, et qui fit de la Préfecture un centre social comme elle l'avait été jadis, bien que sa fortune ne lui ait pas permis d'ouvrir ses salons aussi souvent que le ministère l'aurait désiré (50). C'est même ce qui l'empêcha d'être considéré comme un préfet de grande classe, car il avait l'avantage d'appartenir nettement à la tradition bonapartiste : son père, dont il portait le titre de comte, avait été tué pendant les guerres d'Espagne, comme son frère le fut devant Sébastopol. Un de ses fils avait été mortellement frappé lors des journées de Juin, un autre fut blessé en Crimée, et lui-même avait été officier avant d'entrer dans la carrière administrative, qui ne lui donna une préfecture qu'en 1849. Il ne devait donc rien à la Monarchie de Juillet. Travailleur régulier, politiquement très dévoué, une certaine étroitesse d'idées, sa lenteur, son amour des détails, ne lui auraient peut-être pas fermé l'avenir, s'il n'avait été marié à une femme qui n'était pas faite pour représenter. C'est, dit-on, à cette union qu'il dut d'être brusquement admis, en 1859, à faire valoir ses droits à la retraite : le coup était dur, et la cravate de commandeur qui lui fut donnée en compensation n'en amortit guère le choc.

Le comte Malher fut d'autant plus regretté dans certains milieux mes-

(50) A. N. F 1 b I 167 (3). Dossier Malher.

sins que son successeur, le baron Jeanin, fut un préfet libéral, anticlérical, lié d'amitié avec Edmond About (51). Ce fut en même temps un administrateur capable, plein d'initiative; il fut le premier à se rendre fréquemment à Paris pour résoudre, par une intervention directe auprès du ministre ou des bureaux, les affaires qui lui tenaient à cœur, le projet d'extension du Lycée, les vastes desseins conçus dans le domaine des travaux publics. Ancien auditeur au Conseil d'Etat, sous-préfet sous la Monarchie de Juillet, préfet depuis 1849, il se plaisait à Metz en dépit des attaques de la société catholique. Une vive altercation au conseil de révision avec un jeune légitimiste qui voulait défier l'autorité par son attitude — quelle tenue pour braver les foudres préfectorales! — entraîna une pétition à l'Empereur, une longue enquête et mille brocards des salons bien pensants (52). Mais l'amitié du directeur du personnel au ministère soutenait Jeanin, qui ne désira quitter Metz qu'après la mort d'une de ses filles et la rupture des fiançailles d'une autre: il fut envoyé à Dijon, où l'on jugeait que ses opinions sagement libérales pourraient lui procurer la sympathie des démocrates modérés.

Les cinq dernières années de l'Empire virent à Metz le préfet Odent (53). Fils d'un grand propriétaire des environs de Paris qui lui laissa 20.000 francs de revenus, ancien avocat à la Cour de Cassation, il avait débuté dans l'administration sous Louis-Philippe. C'était un homme d'esprit droit, sérieux et peu brillant, qui ne s'attira pas les mêmes inimitiés que son prédécesseur. Sa femme appartenait comme lui-même à une famille de bourgeoisie cultivée, qui avait de secrets penchants pour l'orléanisme. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il ait été envoyé comme préfet à Nevers en 1871 par ses protecteurs libéraux, qui jugeaient qu'il avait donné sous l'Empire les gages de la plus grande modération. Il démissionna en juillet 1873 pour ne pas continuer à servir le gouvernement de l'Ordre moral, et le journal républicain de la Nièvre écrivit alors: « On ne peut pas dire qu'il aimait les Républicains, mais il savait être juste à leur égard ». Il apparaît donc que les deux derniers préfets de l'an-

(51) A. N. F 1 b I 164 (4) Dossier Jeanin.

(52) *Ibidem*. Il s'agit de l'incident dont le jeune d'Allouville, petit-fils de M. de Thémynes, fut le héros en 1862. Le bruit courait que ce jeune homme, deux ans auparavant, n'avait pas salué Canrobert venu à Metz lors de l'inauguration de la statue de Ney: « Je ne salue jamais un valet du pouvoir », aurait-il dit. Comme il voulait entrer dans l'administration, Jeanin lui dit, lors de la scène du conseil de révision: « Quand on n'aime pas un gouvernement, il est honnête, il est loyal de ne pas le servir... Je ne négligerai rien pour entraver votre carrière ». Telle était alors la conception que l'administration avait des droits d'un fonctionnaire.

(53) A. N. F 1 b I 169 (1). Dossier Odent.

cienne Moselle furent des hommes estimables, et que ni l'un ni l'autre ne correspondaient au type légendaire du préfet à poigne, symbole du régime autoritaire. La continuité administrative est nette entre la Monarchie de Juillet, qu'ont d'abord servie ces fonctionnaires, et le Second Empire, sous lequel s'est poursuivie leur carrière.

Les quelques fonctionnaires qui gravitaient autour des préfets cessèrent d'être recrutés sur place. Le poste de secrétaire général, rétabli en 1855, eut trois titulaires, dont le premier seul, le baron Jacquinet, ancien sous-préfet de Thionville, propriétaire dans le département, mérite une mention. Une quinzaine de conseillers de préfecture passèrent à Metz sous l'Empire, et deux seulement étaient du pays, l'avocat Leneveux, nommé en 1849, et l'ancienne éminence grise du préfet Germeau, Aubrion. Depuis que ces fonctions n'étaient plus aux mains de Messins entourés de la considération de leurs concitoyens, elles perdaient de leur importance. Le conseiller de Chastellux mérite pourtant d'être cité car il fut l'auteur d'une statistique historique de la Moselle beaucoup plus remarquable que celle qu'avait jadis composée Viville.

La rapide succession des sous-préfets sous le Second Empire, le fait qu'ils n'étaient plus que des fonctionnaires de passage, étrangers au pays, diminua assez sensiblement leur importance. La Restauration en avait connu une demi-douzaine, la Monarchie de Juillet en avait vu neuf : la Moselle en vit deux fois autant se succéder entre 1852 et 1870. Les préfets n'eurent dès lors plus rien à voir dans la nomination de leurs subordonnés, et la toute-puissance centralisatrice du ministère cessa de tenir compte des contingences locales. La situation de sous-préfet devint une véritable carrière pour les jeunes licenciés ou docteurs en droit, une carrière composée de déplacements rapides d'un poste à un autre plus important. Beaucoup appartenaient à d'excellentes familles, étaient fils de magistrats, de hauts fonctionnaires, encore célibataires, et pour eux les questions d'avancement prenaient une importance qu'elles n'avaient pas eue pour leurs prédécesseurs attachés à leur pays natal. Les recommandations devinrent un élément plus décisif que jamais dans leur course aux honneurs.

Il serait fastidieux de citer les dix-huit sous-préfets qui se succédèrent dans les trois arrondissements mosellans. Mais quelques-uns sont assez bien connus pour que leur silhouette morale puisse présenter quelque intérêt. Voici d'abord le plus brillant d'entre eux, le beau Stéphane Liégeard dont le musée de Dijon, sa ville natale, conserve un portrait par Benjamin Constant : c'était un type fort représentatif de l'homme élégant des environs de 1870 (54). Il arriva à Briey en 1859, déjà soutenu par les

(54) A. N. F 1 b 166 (33). Dossier Liégeard.

40.000 livres de rente du futur héritage paternel. Docteur en droit, poète qui recevra un souci d'argent aux jeux floraux de Toulouse, recommandé par le duc de Malakoff et plus encore par sa fortune, par son immense confiance en soi, il était en même temps affable et généreux. Après son mariage avec Mlle Labbé, fille du maître de forges de Gorcy, détenteur de 25.000 francs de revenus personnels et d'immenses espérances, il éblouit son arrondissement : sa femme, intelligente et gracieuse, présida de ses vingt ans aux réceptions de la sous-préfecture. Sur les terrasses de l'ancien château féodal, un jardin remplaça l'utilitaire potager ; chevaux et voitures permirent les longues courses du plus aimable des sous-préfets, qui posa ainsi les jalons en vue de sa candidature à la députation. Sa popularité ne pouvait plus s'accroître quand il fut envoyé à Parthenay, six ans avant sa triomphale élection (55).

Sa succession était lourde, d'autant que le pauvre Amey de Champvans, arrivé à l'âge de 54 ans sans espoir d'avenir, avait déjà commis à Parthenay quelques erreurs administratives (56). Il dut remettre le jardin en potager, acheter des lits de fer pour ses enfants, et après six mois il fut mis en non activité, alors qu'il n'avait rien trouvé de mieux, pour tenter d'égaliser son brillant prédécesseur, que de mettre dans ses rapports avec ses administrés une raideur qui les choqua.

Un vieux fonctionnaire sans fortune, Eigenschenk, vint alors à Briey : c'était un brave homme qui avait peine à élever ses cinq enfants, un travailleur bienveillant et doux. Dès 1865, son âge le fit mettre à la retraite. Enfin le dernier des sous-préfets que l'Empire envoya à Briey, Guillemot, se rendit célèbre par son caractère difficile. Il trouva moyen de se brouiller avec tout le monde, avec la receveuse des postes, fille de l'ancien préfet Teissier, avec l'inspecteur des haras Liégeard qu'il accusa d'avoir paru ivre à la fête du Comice agricole — les dépositions contradictoires des témoins de cette ébriété sont d'un comique achevé — avec le baron d'Adelsward, le grand maître de forges, dont le frère était ambassadeur en Suède. L'un de ses succès les plus complets mérite d'être raconté : Guillemot vit un jour entrer dans ses bureaux un homme de mine douteuse, « teint olivâtre, cheveux noirs coupés ras, barbe noire, yeux petits et très vifs, taille et corpulence moyennes » ; sans hésiter, il fit chercher le commissaire de police pour s'assurer de l'identité de cet « individu », qui n'était autre qu'un inspecteur des finances ! Furieux, ce haut fonctionnaire déclara qu'il ferait sauter ce sous-préfet soupçonneux et

(55) En 1861, lors de la tournée de révision, le préfet fut reçu à la sous-préfecture où se déroula une fête brillante. Un feu d'artifice fut tiré dans les jardins illuminés. *Indépendant*, 8 mai 1861.

(56) A. D. Moselle, 2 M 1. De même pour les sous-préfets Eigenschenk et Guillemot.

gaffeur. En tous cas, le fait d'avoir possédé un dossier trop bien garni priva Guillemot de toute chance d'avancement.

Pendant que ces sous-préfets se succédaient à Briey, Thionville voyait entre autres leur collègue Duranthon « qui n'avait ni l'expérience des hommes, ni celles des choses et qui fit bon nombre de petites erreurs ». Son successeur était un ancien capitaine démissionnaire, Panot, qui y resta dix ans, de 1855 à 1865 (57). Il exagérait certes ses manières militaires et le ton de commandement, mais le préfet Malher était satisfait des connaissances administratives qu'il avait acquises à force de travail, et du train de maison qu'il avait rétabli à la sous-préfecture, redevenue un centre social. Son seul tort était une extrême susceptibilité qui lui joua un mauvais tour : en 1857, à propos d'une affaire de lettres anonymes qui mettait en émoi la société thionvilloise, il avertit de sa seule initiative le procureur impérial et fit procéder à une perquisition, qui fut d'ailleurs infructueuse, chez la fille du receveur municipal. Ce fut une tempête dans Thionville, et Panot, blâmé par le préfet, se vit reprocher par le ministre sa tendance fâcheuse à adopter de prime abord les mesures de rigueur. Il s'adoucit dès lors, jusqu'à parvenir à gagner l'estime du préfet Jeanin, qui n'aimait certes point les solutions violentes et qui l'avait d'abord peu apprécié. Seuls des deuils de famille l'incitèrent à demander son changement. Il eut pour successeur un jeune homme d'avenir, M. de Serres, neveu du cardinal de Bonald, qui finit par atteindre, en 1873, à une préfecture.

Plus éloigné des regards du préfet, plus vaste et plus complexe, l'arrondissement de Sarreguemines passait pour le plus difficile à administrer. L'Empire y avait trouvé un sous-préfet riche, amateur des plaisirs mondains et de la vie luxueuse, M. de Cheveigné (58). Appartenant à une famille de robe, orléaniste de tradition, ce jeune homme ne pouvait se plaire dans ce pays allemand dont il ignorait la langue. Ses relations se chargèrent de l'en éloigner : le marquis du Hallay-Coëquen pria Persigny de le tirer de « ce trou affreux », tandis que le prince de la Moskova, le comte d'Arjuzon et le général Lebœuf intervenaient de leur côté. Son grand-père, le sénateur Cornet, n'avait-il pas présidé les Anciens le 18 brumaire ? Baroche rappelait qu'une préfecture ne serait qu'une juste récompense à l'élimination de son père du Conseil d'Etat : enfin en 1855 M. de Cheveigné fut nommé sous-préfet d'Etampes, ce qui le rapprochait de la capitale.

Son successeur, Pihoret, fut le seul ancien élève de l'éphémère école d'administration, créée en 1848 et si vite disparue, qu'ait vu la Mo-

(57) A. N. F 1 b I 170 (2). Dossier Panot. Pour les sous-préfets de Thionville voir IMHOFF (A.) ; *L'arrondissement de Thionville et ses sous-préfets*.

(58) A. N. F 1 b I 157 (22). Dossier Leriche de Cheveigné.

selle (59). Quoique sans fortune, c'était un homme du monde, aimant recevoir. Il épousa à Sarreguemines la fille du conservateur des hypothèques, et fut dès lors soutenu par la famille Reibell qui comptait dans son sein plusieurs hauts fonctionnaires. Intelligent, fort bien noté par ses supérieurs, il partit pour Grasse en 1860.

Sarreguemines vit alors arriver le type même du sous-préfet à recommandations, M. de Montifault (60). Fils d'un directeur des Contributions, parent du sénateur Human, il était devenu le gendre du préfet du Finistère, Richard, dont il avait été chef de cabinet. Intelligent et assez brillant, il aurait peut-être égalé Stéphane Liégeard si la maigre pension de 3.600 francs que lui assuraient les deux familles n'avait pas été trop inférieure aux larges revenus de son collègue de Briey. Son principal avantage était d'être en relations avec un haut fonctionnaire du ministère, M. de Saint-Paul, à qui il écrivait « Mon cher directeur et bienveillant ami ». Arrivant à Sarreguemines, il lui décrivait la médiocrité de l'hôtel administratif, les meubles tombant en lambeaux, les froids de cinq degrés au dessous de zéro dans les pièces chauffées ; il l'apitoyait sur les trop rares relations qui pourraient s'offrir à « sa pauvre Eugénie ». Il obtint enfin d'être promu sur place sous-préfet de 2^e classe, grâce à l'appui du député de Geiger et de Saint-Paul, sur qui il avait compté « comme sur le Bon Dieu en cette affaire de vie ou de mort ». Quand il visita les villages atteints du choléra, il eut soin de faire connaître son dévouement à l'Impératrice et au ministre par des habitants « spontanément » reconnaissants ; enfin, quand de Geiger devint sénateur, l'exemple heureux de Liégeard l'incita à songer un moment à la députation. Ce rêve fut cause de sa perte : le maintien d'un fonctionnaire qui jugeait la situation sous un angle trop personnel était devenu impossible. Prévoyant son départ, il essaya d'obtenir son ascension à la première classe, faisant observer que cette promotion ne serait qu'une juste compensation à la mise à la retraite de ses père et beau-père. Rien n'y fit : de Montifault fut envoyé à Saint-Flour !

Un fonctionnaire de grande valeur, énergique et conciliant, Viard, le remplaça pour les deux dernières années du Second Empire. De ce défilé de nombreux fonctionnaires que connut le règne de Napoléon III, il est possible de dégager une conclusion : l'Empire avait voulu que l'administration fût indépendante des coteries locales, et c'est pourquoi il avait choisi, même pour les sous-préfectures, même pour les modestes fonctions de conseillers de préfecture, des fonctionnaires étrangers au pays. Par une conséquence bien inattendue et parfaitement involontaire, au-

(59) A. N. F 1 b I 170 (16). Dossier Pihoret.

(60) A. N. F 1 b I 167 (28). Dossier Lemaire de Montifault.

dessus de ces sous-préfets, un personnage apparaissait toujours plus influent, le député ou le sénateur, le notable du pays. Tel sous-préfet se faisait recommander par le baron de Vassart, conseiller général et officier d'ordonnance de l'Empereur, tel autre par M. de Geiger. Il est vrai qu'en sens inverse, la candidature officielle faisait partiellement dépendre l'élu de l'administration : c'est un système d'action et de réaction sans fin, mais il est facile de deviner qui l'aurait à la longue emporté, du fonctionnaire de passage ou du notable tout puissant dans son petit pays. Quoi qu'il en soit, l'ancien système d'administration était définitivement aboli : on ne reverra plus le temps où Rolly, maire de Thionville en 1792, administrait pendant seize ans son arrondissement natal, où Viville incarnait pendant trente ans la tradition administrative, où Gallois était sous-préfet de Thionville que son ancien confère de la Société constitutionnelle, Poulmaire, représentait à la Chambre. En apparence, rien n'avait changé entre l'an VIII et 1870 : le chef de l'Etat avait toujours nommé les fonctionnaires administratifs, mais en réalité c'est assez lentement que le ministère avait cessé de tenir compte des présentations des préfets ou des coteries locales, qu'il s'était habitué à considérer la France comme un échiquier sur lequel la volonté des bureaux ou l'action des recommandations déplaçaient seules les fonctionnaires. Derrière les mots immuables, la vie des institutions s'était, du Premier au Second Empire, plus profondément modifiée qu'on n'est souvent tenté de le croire.

VII. — Les bureaux

L'élargissement progressif des attributions de l'autorité administrative, la prodigieuse augmentation du nombre des affaires qu'elle devait résoudre — 30.000 en 1829, 45.000 en 1835 — n'avaient pas nécessité une refonte du système bureaucratique (61). D'une part, le Conseil de préfecture continuait à délibérer sur les demandes en réduction d'impôts, sur les questions de voirie et de marchés conclus avec des entrepreneurs, à trancher de nombreuses affaires contentieuses et à examiner les comptes des communes : comme le travail était préparé par les divers services, les séances restaient peu nombreuses, peu animées, et les fonctions de conseiller de préfecture, quoique plus lourdes qu'elles ne l'étaient sous la Restauration, demeuraient sous Napoléon III une charge fort supportable (62). D'autre part, les bureaux maintenaient leur routine, sans qu'il faille donner à cette expression un sens péjoratif. Leur organisation, en

(61) A. D. Moselle, 7 M. Tableau dressé par ordre du baron Sers, 19 mars 1836.

(62) A partir de 1863 les séances du conseil de préfecture furent publiques. *Indépendant*, 14 janvier 1863.

dépît de quelques changements apparents, restait dans ses grandes lignes presque immuable (63). Le titre de chef de cabinet n'apparut que sous le Second Empire, mais un employé de confiance en avait toujours rempli les fonctions aux côtés des préfets, ouvrant la correspondance, s'occupant de toutes les questions de politique et de personnes. La répartition des services sous Napoléon III n'est d'ailleurs que l'image des nécessités administratives : les bureaux s'occupaient alors respectivement de la sûreté, des travaux publics, du service militaire et de l'assistance, de l'administration communale et enfin des finances. Cette division était devenue traditionnelle : les seules innovations que l'on puisse signaler sont l'apparition, sous la Monarchie de Juillet, d'un archiviste, et l'établissement, sous l'Empire, de quatre chefs de division au-dessus des chefs de bureaux.

Le personnel employé dans les services de la Préfecture était resté assez peu nombreux (64). En 1806, son effectif était de 23 personnes ; la Restauration, qui n'avait guère tendance à élargir le domaine de l'activité administrative, le réduisit à 18, mais le chiffre de 24 fut atteint en 1848, et celui de 28 en 1870. La hiérarchie répartissait ces employés entre les grades de surnuméraire, d'expéditionnaire et de chef de bureau. Sauf de très rares exceptions, ils étaient originaires de Metz ou de ses environs, et toute leur carrière s'écoulait à la Préfecture. Leurs traitements, payés sur les fonds d'abonnement qui permettaient aussi de régler l'achat du papier et l'impression des *Actes administratifs*, n'avaient guère augmenté depuis le début du XIX^e siècle : les plus élevés étaient en 1806 de 2.400 francs, en 1870 de 3.300 francs, et les expéditionnaires devaient, à la veille de la guerre, se contenter de 1.500 francs. Les préfets du Second Empire avaient en outre à leurs côtés de jeunes attachés de cabinet, fils de famille qui avaient assez d'avenir pour qu'il fût inutile de leur allouer un traitement. Dans les sous-préfectures, le personnel était beaucoup plus réduit : en 1870, une douzaine d'employés assuraient le service dans les trois arrondissements. Ils étaient tous originaires des environs immédiats de leur résidence : ceux de Thionville et de Sarreguemines savaient donc l'allemand et le dialecte local, et les rapports avec l'autorité administrative en étaient facilités pour les paysans des villages voisins.

Ces employés n'étaient nullement des fonctionnaires de l'Etat : ils dépendaient exclusivement du préfet, qui les recrutait comme il lui plaisait,

(63) Cf. la collection des *Annuaire*s de Verronnais et la *Moselle administrative*. Les heures de repas étaient moins tardives que les nôtres ; le préfet, encore en 1859, recevait pour affaires de midi à deux heures (*Indépendant*, 7 septembre 1859). Les heures de travail dans les bureaux étaient fixées entre 8 heures du matin et 4 heures du soir, et c'est seulement sous le Second Empire qu'une heure fut accordée, par roulement, pour le déjeuner des employés. A. D. Moselle, 6 M.

(64) A. D. Moselle, 9 M 2, 10 M 1-2, 11 M 1.

du moins jusque sous le Second Empire : pour la première fois, un concours fut alors ouvert pour l'admission au grade d'expéditionnaire. Ils n'avaient droit à aucune pension de retraite, et c'est seulement dans des cas particulièrement intéressants que le Conseil général consentait à accorder quelque secours à leur vieillesse. Ce système assurait aux préfets une domination absolue sur leur personnel, et encore en 1843 le ministre déclarait qu'on ne pourrait le modifier sans affaiblir la responsabilité de ces hauts fonctionnaires, sans charger le gouvernement d'une tâche trop difficile de surveillance et de contrôle (65). Il y avait pourtant longtemps que les employés se plaignaient d'être privés de toute garantie (66) : dès 1818, ceux de la Drôme avaient envoyé à leurs collègues de toutes les préfectures une circulaire, pour leur rappeler que déjà onze conseils généraux avaient émis des vœux en leur faveur, et pour les prier d'obtenir un vote analogue. En 1831, la Haute-Saône prit une initiative semblable, espérant que l'unanimité des employés fixerait l'attention du gouvernement. Enfin, à partir de 1843, le Conseil général de la Moselle vota chaque année un vœu favorable à l'organisation définitive du personnel des préfectures.

Rien n'y fit, et en 1848 les employés de la Moselle se décidèrent à envoyer une pétition de l'Assemblée nationale : ils demandaient l'admission après examen, l'avancement roulant sur l'ensemble du pays, une caisse générale des retraites. Bien d'autres départements virent un mouvement analogue, et à travers toute la France les employés de préfecture se communiquèrent leurs démarches. Ceux des Pyrénées-Orientales s'exprimaient en vers :

« Serons-nous affranchis ? Citoyens, nous le sommes ;
De nous la République a fait enfin des hommes...
Il fallait aux préfets un instrument docile
A briser dans leurs mains comme un vase d'argile. »

C'est dans ces conditions que satisfaction partielle fut donnée à ces vœux : un décret du 23 août 1849 établit une caisse des retraites pour les employés de la préfecture et des sous-préfectures de la Moselle, ainsi que pour les agents de la vicinalité. Elle fut alimentée par un prélèvement de 5 % sur les traitements et par un premier fonds voté par le Conseil général (67).

Mais l'organisation nationale du corps des employés de l'administration n'était point encore réalisée (68). On vit en 1852 un mouvement de péti-

(65) A. D. Moselle, 6 M. Réponse ministérielle du 27 décembre 1843 à un vœu du conseil général.

(66) A. D. Moselle, M supplément.

(67) A. D. Moselle, 9 M I.

(68) A. D. Moselle, 6 M.

tionnement au prince Napoléon, en 1863 une pétition au Sénat lancée par les Alpes-Maritimes. En vain M. de Piré avait-il proposé en 1857 un amendement introduisant le traitement des employés dans le budget national, amendement qui valut aux députés de la Moselle de recevoir des fonctionnaires de la Préfecture une lettre de remerciements. La question restait à l'ordre du jour en 1870, et de nouvelles démarches étaient entreprises auprès des députés pour solliciter leurs voix : ces démarches montrent que les employés n'hésitaient pas à rechercher l'appui des élus du pays contre l'administration, et que le rôle du député se rapprochait, dès la fin de l'Empire, de ce qu'il est devenu sous la République.

CHAPITRE XIV

LE CONSEIL GÉNÉRAL ET LES CONSEILS D'ARRONDISSEMENT

1. — Le Conseil général avant 1830

Alors qu'elle confiait l'action au préfet, la constitution de l'an VIII réservait la délibération au Conseil général. Mais jusqu'en 1833 les membres de cette assemblée furent nommés par le chef de l'Etat sur une proposition du préfet qui équivalait à une désignation. Avant 1814, le premier magistrat du département ne pouvait d'ailleurs choisir qu'un citoyen inscrit sur les listes de notabilités ou, après l'an X, qu'un candidat présenté par le collège électoral de la Moselle. Même cette légère restriction sembla gênante au préfet Colchen, et en l'an XII il proposa des noms pris en dehors de la liste de présentation, sans pouvoir d'ailleurs les faire agréer. L'élection de ces candidats était fort loin de passionner les 200 électeurs de la Moselle, et en 1807 il fut impossible de terminer le scrutin, faute de votants (1). En principe le préfet devait présenter au choix de l'Empereur deux noms pour chaque place vacante; en fait il se contentait le plus souvent d'en indiquer un seul (2). C'est ainsi que Colchen et Vau-blanc composèrent le Conseil à peu près à leur guise. Leurs successeurs héritèrent naturellement de cette liberté de choix, d'autant plus que le système des listes de candidats disparut avec l'Empire et que nulle restriction ne s'opposa dès lors à la désignation préfectorale. Tout au plus arriva-t-il parfois que l'ordonnance royale préférât le personnage proposé en seconde ligne à celui que le chef du département avait placé le premier.

Ce mode de recrutement explique qu'avant 1833 le Conseil général n'ait été qu'une assemblée de vingt notables, incapables de jouer un rôle poli-

(1) A. D. Moselle, 28 M 1, réunion du collège de département, 5 novembre 1807. Cf. notre étude sur *l'administration dans la Moselle sous le Consulat et l'Empire*.

(2) Pour les nominations de conseillers généraux, voir A. D. Moselle, 6 N 1 et A. N. F 1 b II Moselle 7.

tique, toujours prêts à collaborer avec l'autorité administrative. Il ne saurait être question d'une opposition quelconque de leur part. Les conseillers avaient d'ailleurs un louable souci de l'intérêt du département; ils montraient souvent assez d'indépendance pour réclamer auprès du gouvernement, quand ils avaient des raisons de se plaindre; mais, même alors, leur conception du bien public restait celle du préfet, celle du milieu social auquel ils appartenaient. Leurs votes reflétaient constamment la double influence du premier magistrat du département et d'attaches familiales, qu'il est donc indispensable de connaître.

Une circulaire de Lucien Bonaparte du 4 germinal an VIII prescrivait aux préfets de proposer aux places de conseillers généraux des hommes qui « par leur moralité connue, par leur attachement aux principes républicains et par des acquisitions de domaines nationaux, présentent au gouvernement une garantie de leur dévouement et de leur fidélité à la Constitution ». Le Consulat s'annonçait ainsi comme un prolongement de la Révolution, mais en fait aucun des administrateurs de l'époque directoriale ne fut nommé conseiller général de la Moselle. Par contre, et alors que le choix était illimité puisque les listes de notabilités n'étaient pas dressées, on vit entrer dans l'assemblée départementale, dès l'origine, M. de Chazelles, ci-devant président au parlement de Metz, propriétaire du château et des admirables jardins de Lorry-devant-le-Pont (3). A ses côtés siégèrent un d'Arros, jadis baron et lieutenant-colonel de cavalerie — un Duquesnoy, ancien juge au bailliage de Briey, emprisonné pendant la Terreur pour ses opinions royalistes — un Durand de Tichémont, qui avait servi aux pages de Monsieur avant de devenir officier de dragons puis avocat général au Parlement — un Falciola, secrétaire de légation dès 1778, détenu huit mois en 1793 — un Goussaud d'Antilly, ancien officier — un Trotyanne, jadis membre du Conseil des Anciens, fructidorisé sitôt élu. Il est vrai qu'à côté de ces privilégiés d'ancien régime, Thibault d'Hellimer représentait les riches acquéreurs de biens nationaux et le général Reneauld l'armée de la Révolution.

Le temps accentua ce caractère d'assemblée de notables qu'avait eu dès l'origine le Conseil général. L'an IX vit nommer M. d'Ecosse, M. de Turmel, officier général avant 1789. L'an XI fut marqué par le choix du ci-devant marquis de Pange, qui avait fait les campagnes de l'émigration dans Bercheny et dans Rohan-Hussards, qui avait racheté le château de sa famille et que la protection de Marie-Joseph Chénier avait fait rayer des listes d'émigrés (4).

(3) Un registre conservé aux A. D. Moselle contient la liste des conseillers nommés de l'an VIII à 1833. Pour leurs biographies, cf. BÉGIN et NÉRÉE QUÉPAT, ou, pour les émigrés, GAIN (A.): *Liste des émigrés de la Moselle*.

(4) ATALONE, *André Chénier et les frères de Pange* (Austrasie, 1908-09).

Faut-il mentionner pour cette même année la nomination de François Turlure de Vellecourt, qui avait été intendant général de l'armée de Condé et administrateur de la maison du Roi? Il était à peine rentré dans sa résidence de Blettange et amnistié, qu'il fut nommé conseiller général: mais il ne semble pas avoir pris séance à l'assemblée départementale. Son éloignement des sessions n'a rien qui puisse étonner, car cet ancien confident de Louis XVIII, qui avait comme son maître l'habitude de citer fréquemment Horace, fut impliqué dès l'an XII dans une conspiration royaliste, emmené à Paris en captivité, et placé ensuite sous la surveillance de la police. Il resta néanmoins conseiller général, et prit effectivement part aux travaux de l'assemblée à partir de la session extraordinaire de mars 1815 (5).

La part de l'ancienne noblesse devint encore plus large sous l'administration de M. de Vaublanc: sur douze nouveaux membres nommés après 1806, cinq portaient la particule, et cela dans un département où les nobles étaient peu nombreux et où ils ne jouissaient pas, au dire de tous les préfets de la Restauration, d'une grande influence par leur fortune ou leur clientèle! Ainsi furent nommés le comte d'Hunolstein, fils du président du département des débuts de la Révolution, que le préfet recommandait particulièrement comme membre de la noblesse immédiate d'Allemagne et parent du Prince-Primat — les comtes de Gourcy et d'Hofelize, anciens émigrés — M. de Wendel, qui avait combattu les Français dans les rangs de Rohan-Hussards et de Mack-Cuirassiers — le comte de Rosières, ci-devant officier de cavalerie. La Restauration trouva le tiers des vingt places de conseillers généraux occupées par des nobles; quelques nouvelles nominations suffirent pour leur assurer la majorité.

D'autre part, les fonctionnaires en activité ou en retraite formaient, sous l'Empire, un élément important du Conseil. On y vit siéger un procureur général et d'autres magistrats, un conservateur des Forêts, un administrateur de l'Hôpital militaire, un receveur de la ville de Metz, un inspecteur des Ponts-et-Chaussées et un aide de camp du ministre de la Guerre. Par contre les manufacturiers et les propriétaires indépendants du gouvernement, qui devinrent sous la Monarchie de Juillet l'élément prépondérant, restaient en petit nombre. Les grosses fortunes foncières n'en étaient pas moins largement représentées, car plus de dix conseillers sur vingt possédaient vers 1812 des revenus échelonnés entre les 50.000 francs de M. de Pange, chambellan de Sa Majesté, et les 12.000 de M. de Gourcy. Il convient de noter que les quelques membres qui avaient joué un rôle pendant la Révolution, tels les anciens législateurs Berteaux et Sa-

(5) Sur Fr. Turlure de Vellecourt (1742-1829), voir la notice très complète de GAIN (A.), *op. cit.*, n° 3.452. Son fils lui succéda au Conseil général en 1820.

get, étaient des modérés, que la Terreur avait persécutés, et nullement des jacobins convertis. Enfin, leur origine sociale explique que la plupart des conseillers généraux, jusqu'à douze, aient habité Metz, car c'est au chef-lieu qu'étaient rassemblés les hauts fonctionnaires et les grandes fortunes. Tel arrondissement, celui de Briey, ne comptait sous l'Empire qu'un seul représentant, et cette suprématie messine ne disparaîtra qu'avec la loi de 1833 qui établit l'élection cantonale.

Lors de la première Restauration, le baron de Vaublanc ne chercha point à modifier la composition du Conseil général. Il n'en était nullement besoin, puisque les royalistes plus ou moins déguisés y étaient entrés depuis longtemps et que tous les autres membres, hommes d'ordre avant tout, se rallièrent sans peine aux Bourbons. Quelques places vacantes permirent de procéder, en septembre 1814, à cinq nouvelles nominations, et le préfet ayant proposé dix noms, l'ordonnance du roi choisit les plus riches, les plus nobles, messieurs de Jobal de Lue, maréchal de camp, lieutenant des gardes du corps, de Beausire, de Beaufort, d'Helmstatt et de Lasalle. Les Cent Jours amenèrent naturellement une profonde transformation du Conseil, dont la moitié des membres furent remplacés ; mais même alors M. de Wendel, presque seul de sa classe et de son opinion, continua à en faire partie. La seconde Restauration vit le triomphe complet de la vieille noblesse, à laquelle appartenaient en 1816 quatorze conseillers sur vingt. Ce chiffre ne fut d'ailleurs plus atteint au cours des années suivantes, bien que les roturiers n'aient jamais reconquis la majorité avant 1830. Il n'y avait d'ailleurs nulle opposition à l'intérieur de l'assemblée départementale entre les milieux divers qui y étaient représentés, car tous les conseillers étaient de riches propriétaires ou parfois des manufacturiers comme Seiler, directeur de la verrerie de Saint-Louis, comme le maître de forges Pacotte. Même un libéral tel le receveur général Milleret, nommé en 1818, n'était pas moins fortuné que ses collègues, pas moins attaché qu'eux à sa belle terre de Preisch. Bourgeois et nobles semblaient également royalistes ; seul pouvait varier la profondeur et la constance de leurs sentiments, la nuance ultra ou modérée de leur dévouement. C'est d'ailleurs le royalisme constitutionnel qui l'emporta constamment dans le Conseil général de la Moselle ; l'esprit exagéré de l'émigration y fut rarement représenté.

Il faut d'ailleurs observer que la continuité entre l'Empire — les Cent Jours exceptés — et la monarchie restaurée est très nette pour le recrutement du Conseil. Tel membre, nommé en l'an VIII, fut maintenu jusqu'à sa mort, survenue en 1829. Encore en 1820, la moitié des conseillers devaient leur première nomination à Napoléon. Trois fois on vit un fils remplacer son père. Le nombre des hauts fonctionnaires diminua quelque peu sous la Restauration, ainsi que celui des très grosses fortunes, puis-

qu'en 1819 un membre sur deux payait moins de 1.000 francs d'impôts, et n'était donc pas éligible à la Chambre des députés. Comme sous l'Empire, le chef-lieu possédait la suprématie au Conseil, puisque, ainsi que l'avait constaté dès 1806 un de ses membres, les hommes capables et fortunés, prêts à venir régulièrement aux sessions sans indemnité, étaient rares en dehors de Metz et de ses environs (6). L'autorité s'inquiétait parfois de cette répartition trop inégale des vingt places : en 1818, lors d'une tournée de révision, le baron de Vitzthum se plaignit au préfet de l'abandon où était laissé le canton de Volmunster, et le comte de Tocqueville le fit aussitôt nommer conseiller général, petite habileté qui enleva au noble propriétaire tout motif de plainte (7). En 1819, le préfet reconnaissant qu'il était nécessaire de nommer un conseiller originaire de l'arrondissement de Briey pour éviter les jalousies, mais l'aisance y étant plus également répartie qu'ailleurs, il était plus difficile d'y trouver un nom qui s'imposât par l'importance des relations sociales et l'étendue des connaissances (8).

Cette remarque montre dans quel esprit les préfets de la Restauration, en cela parfaits successeurs de ceux de l'Empire, choisissaient les membres du conseil des notables chargé de voter leur budget. On les vit aussi se soucier de la représentation des intérêts, dont les premiers leur paraissaient évidemment ceux de la grande propriété foncière. Mais quelques noms, de Wendel, de Gargan, d'Hoffelize, d'Hausen, montrent que la métallurgie n'était pas oubliée, pas plus que les verreries représentées par Seiler et Duquesnoy. Le commerce de Metz avait eu pendant les Cent Jours un délégué en la personne de Chédeaux, mais il perdit aussitôt ce porte-parole, et la proposition que fit en 1819 M. de Tocqueville de nommer Dorr, pour que les négociants ne soient pas absents du Conseil, n'eut pas l'agrément du gouvernement. Ainsi composée, l'assemblée départementale de la Restauration était capable de défendre certains des intérêts de la Moselle, d'appuyer la politique préfectorale. Elle renfermait des compétences indiscutables. Mais elle avait trop exclusivement le caractère d'une réunion de notables, elle était trop incapable de s'émanciper de l'aimable direction des préfets, d'agir par elle-même, pour qu'on puisse dire qu'elle représentait vraiment l'ensemble du département. La part laissée à la noblesse et à la fortune y était excessive, comme celle laissée aux classes dirigeantes de Metz. Un pareil système de recrutement éliminait tout contrôle des actes de l'administration. Son maintien

(6) Lettre de Falcicola au préfet, 30 juin 1806, A. D. Moselle, 6 N 1.

(7) Ordonnance du 25 février 1818, A. D. Moselle, 6 N 1.

(8) *Ibidem*, lettre du comte de Tocqueville au ministre, 26 mai 1819. Le préfet regrettait que le châtelain de Cons-la-Grandville, M. de Lambertye, eût perdu son influence « par un mariage disproportionné ».

apparaissait impossible, et déjà le ministère Martignac avait projeté d'introduire l'élection dans le choix des conseillers généraux. Cette tentative avait échoué et elle ne fut reprise et menée à bien qu'après la révolution de 1830.

L'étude de la composition et du recrutement du Conseil général donne à la monarchie restaurée l'apparence d'un prolongement de l'Empire, mais l'examen de ses méthodes de travail révèle d'assez notables différences entre les deux époques (9). La loi prévoyait une session annuelle dont la durée ne pouvait dépasser quinze jours. Ce terme fut atteint pendant les trois premières années du Consulat. Mais comme l'intérêt des délibérations diminuait à mesure que s'accroissait la puissance de l'administration, les sessions s'abrégèrent bientôt. Celle de 1813 ne dura que trois jours, ce qui supprimait toute possibilité de discussion. Le Conseil avait d'abord été convoqué chaque printemps, puis toute régularité disparut. En 1808 et en 1812, il ne se réunit même pas, tandis qu'en 1810 il siégea deux fois. Les sessions exceptionnelles de l'an XI et de 1812 n'avaient eu qu'un ordre du jour respectivement limité au vote de centimes additionnels pour la guerre à l'Angleterre et aux mesures de construction et de réparation des routes du département. De même, la session de mars 1815 n'eut d'autre objet que d'organiser la résistance contre le retour de l'Usurpateur.

Après la période d'irrégularité qu'avait connue l'Empire, c'est chaque année, et toujours en été, que siégea le Conseil général sous la Restauration, d'abord pendant une douzaine de jours, quand l'apparence des libertés reconquises animait le zèle des notables, puis pendant huit jours seulement quand il fut bien établi que l'administration du Roi, héritière très directe de celle de l'Empereur, ne désirait point s'embarrasser de trop longues délibérations. En 1830, l'expérience des réalités avait amené le Conseil général de la Moselle à oublier ses vœux ambitieux de l'an IX, de l'époque où il trouvait que quinze jours n'étaient pas suffisants pour lui permettre de donner au gouvernement toutes les recommandations nécessaires au bien public, et où il demandait des sessions d'un mois et la formation d'une commission de conseillers chargée de préparer les délibérations trois mois à l'avance. Ce rêve de collaboration entre l'administration et les « représentants » du pays semblait bien oublié des notables de la Moselle, d'ailleurs fort peut enclins à donner beaucoup de leur temps à la pratique absorbante du « self-government », tout disposés à laisser faire les bureaux de la Préfecture.

Une partie de la procédure des délibérations fut fixée dès le Consulat : à chaque session, le Conseil commençait par élire son président et son secrétaire, puis les nouveaux membres prêtaient serment. En 1814

(9) Voir les procès-verbaux du Conseil, A. D. Moselle, éserie 1 N.

tous les conseillers renouvelèrent cette formalité en prononçant devant le préfet la vieille formule de fidélité, renouvelée de l'Ancien Régime, qui fut d'ailleurs remplacée en 1815 par une promesse banale de respect au Roi et à la Charte. La personnalité des présidents n'est pas sans importance, car elle résume assez bien l'opinion de l'assemblée. La période napoléonienne vit cette dignité confiée notamment à M. de Chazelles, qui représentait les sentiments de modération éclairée de l'ancien parlement de Metz, et à un très riche conservateur des Forêts, Durand. Un magistrat à la Cour royale, Lambert, occupa cette fonction de 1814 à 1817, puis de Wendel et de Turmel lui succédèrent jusqu'en 1830. Tous deux étaient francs royalistes, le second avec une légère nuance ultra qui pouvait étonner dans le département de la Moselle. L'élection d'aucun de ces présidents ne fut contestée, ce qui prouve que nul conflit politique ne pouvait diviser les notables. On trouve pourtant un exemple de ballottage : en 1828, le secrétaire du Conseil, Berteaux, ne fut pas réélu, son concurrent, Duquesnoy, l'ayant emporté au deuxième tour de scrutin.

Pour ces préliminaires, il n'y a guère de différence entre l'Empire et la Restauration. Mais le rôle du préfet au cours de la session a évolué avant de devenir celui que plus d'un siècle d'habitude a rendu traditionnel. Les cinq premières réunions se déroulèrent sans que le chef de l'administration départementale et ses collaborateurs parussent devant le Conseil. De 1805 à 1816, le préfet et son secrétaire général étaient introduits devant l'assemblée, après l'élection du président, pour y lire le rapport de leur administration ; mais ils se retiraient aussitôt après, et la délibération se poursuivait hors de leur présence. Il n'en fut plus de même à partir de l'ordonnance royale du 26 mars 1817 qui autorisa les préfets à assister comme commissaires du roi à toutes les séances et qui fixa la marche encore suivie de nos jours. On se tromperait grandement en croyant que la présence constante du préfet ait diminué l'indépendance du Conseil ; elle permit au contraire des rapports plus étroits entre l'administration et l'assemblée départementale, dont la facilité d'action se serait trouvée accrue si l'habitude de suivre et d'appuyer les initiatives préfectorales n'avait été alors profondément enracinée. Enfin on vit quelquefois le Conseil, sitôt constitué, se transporter en corps chez le préfet, qui venait prendre séance aussitôt après. Cette démarche de déférence sembla sans doute excessive, et après 1825 l'usage prévalut en Moselle de le prévenir de la formation de l'assemblée et de son bureau par une simple députation. Pour travailler, le Conseil se répartissait en plusieurs commissions, qui s'occupèrent jusqu'en 1816 respectivement du bien public, des contributions et des comptes. En 1817, leurs attributions furent les finances, les routes et le bien public. Il s'y ajouta l'année suivante une commission de l'administration, et dès lors cette division resta invariable jusqu'en 1830.

II. — Le Conseil général sous la Monarchie de Juillet

La révolution de 1830 n'apporta aucun changement immédiat au caractère fondamental du Conseil général, puisque le préfet resta maître des nominations. Mais quinze conseillers, dont dix appartenaient à la noblesse, furent remplacés par des bourgeois notables, riches et la plupart disposés à soutenir la politique de résistance du baron Sers. Le nombre des négociants, banquiers, manufacturiers, s'accrut et l'élément messin conserva sa suprématie traditionnelle. Rien ne fut changé à la procédure des sessions, dont la durée continua à ne pas excéder huit jours et dont la direction réelle ne cessa pas d'appartenir au préfet. On vit pourtant les divergences d'opinion se révéler lors de l'élection du président, disputée entre le notaire Purnot, homme du juste-milieu, et le général Séméllé, dont le nom était assez sympathique au Mouvement. En 1831 et 1832, le Conseil général vota l'impression de ses procès-verbaux à une centaine d'exemplaires, mais cette tentative de publicité, n'ayant point obtenu l'approbation du ministre, ne fut pas réalisée. En 1833, l'assemblée se borna à demander l'impression du rapport du préfet, mais ce modeste vœu n'obtint pas davantage satisfaction. Même une révolution n'avait pu modifier les conceptions traditionnelles de l'administration, jalouse du secret de ses actes.

Ce fut la loi du 22 juin 1833 qui transforma le caractère du Conseil général. En décidant que chaque canton élirait dorénavant un conseiller, elle en porta le nombre en Moselle de 20 à 27. Le préfet perdit le droit de présentation qui lui permettait de composer comme il l'entendait l'assemblée chargée de voter son budget et de contrôler ses comptes. L'introduction du principe de l'élection dans le recrutement des assemblées départementales eut d'importantes conséquences, bien que le nombre des électeurs cantonaux soit resté très faible jusqu'en 1848. Le département de la Moselle en compta de 2.200 à 2.800. La plupart étaient des censitaires à 200 francs, auxquels s'ajoutaient quelques citoyens moins fortunés (10). L'importance de cet élément diminua à mesure que s'accrut l'aisance du pays. Il comprenait les citoyens inscrits sur la liste du jury qui ne payaient pas le cens, c'est-à-dire des maires et adjoints, des officiers retraités, les docteurs en médecine et les licenciés de tout ordre, des notaires. Le nombre en était faible, car la plupart d'entre eux jouissaient d'une fortune qui leur valait déjà la franchise électorale. Une liste supplémentaire contenait les noms des magistrats que l'incompatibilité prévue par le code d'instruction criminelle écartait du jury. Enfin, si le nombre total des électeurs

(10) A. D. Moselle, 16 M I à 17, listes électorales. Chapitre VII, paragraphe 2.

d'un canton n'atteignait pas cinquante, une liste complémentaire des plus imposés permettait d'obtenir ce minimum. En 1834, cette adjonction était nécessaire dans quinze des vingt-sept cantons de la Moselle. L'élection des conseillers généraux se trouvait ainsi appartenir en moyenne à 50 ou 70 citoyens, dont certains, dans les régions pauvres de Bitche, payaient moins de cent francs de contributions. Même à la veille de la révolution de Février, sept cantons possédaient encore des listes complémentaires, mais le cens le plus bas était monté à 140 francs. A cette date, le nombre des électeurs par canton s'était souvent relevé jusqu'à une centaine. Metz en comptait naturellement bien davantage, 400 pour une seule de ses circonscriptions.

On voit donc que, dans l'ensemble, le choix des conseillers généraux était remis par la nouvelle loi aux mêmes citoyens qui élisaient déjà les députés, bourgeois ou paysans aisés. Mais l'élection au chef-lieu de canton, loin du préfet ou du sous-préfet, présenta un caractère assez différent des réunions tenues dans les villes. C'est le 19 novembre 1833 que les électeurs cantonaux se réunirent pour la première fois sous la présidence des maires des chefs-lieux, devant qui ils prêtaient serment avant de voter à bulletins secrets (11). Nulle campagne électorale n'était nécessaire, car tous connaissaient les candidats, avec qui l'on échangeait une poignée de main plus ou moins cordiale. On se retrouvait au déjeuner, autour des tables copieusement servies, et les marchandages allaient leur train, pendant que dans la lourde atmosphère d'une tabagie, les notables du canton, dans leurs redingotes bourgeoises ou paysannes, commentaient les résultats du premier tour. Les tournées de mirabelle ou de questche se succédaient; en pays de langue allemande, les messieurs de la ville se reprenaient à parler dialecte. Le juge de paix, porte-parole de l'administration, était naturellement très entouré. Enfin, alors que le porcelet à la gelée et le vin gris avaient échauffé tout le monde, le second tour de scrutin départageait les rivaux, et à la nuit tombante les carrioles repartaient du bourg qui retombait dans sa torpeur.

En toutes ces élections, les relations sociales jouaient un rôle décisif, et leurs résultats ne permettent pas d'analyser l'esprit public avec sûreté. Le fait que le canton de Vigy a toujours réélu le libéral Dauphin ne prouve pas que le parti du mouvement y fut puissant et organisé, mais seulement que le notaire Dauphin y jouissait d'une influence assurée (12). Il montre toutefois que l'action du clergé restait peu efficace, que l'exclusive n'était prononcée contre aucune opinion. C'est seulement à Metz

(11) Voir les procès-verbaux d'élections cantonales, A. D. Moselle, série 31 M. C'est, avec les procès-verbaux du Conseil, la source essentielle de ce chapitre.

(12) A. D. Moselle, 31 M 33.

que la lutte prit souvent un caractère vraiment politique. L'étroitesse du corps électoral explique d'ailleurs qu'elle ait presque constamment tourné au profit du juste-milieu. L'élection du 11 décembre 1842, qui dans le deuxième canton amena la victoire du républicain Billaudel sur l'ancien maire Bompard, est un exemple unique du contraire (13).

Il est très difficile d'entrevoir les marchés qui ont pu s'esquisser autour des tables d'auberge. Une fois pourtant, une élection contestée permet de les soupçonner. A Sarralbe, en 1842, deux candidats étaient en présence, le juge d'instruction de Sarreguemines, Roget de Belloquet, et le procureur du roi auprès du même tribunal, Mathieu (14). Le premier tour n'avait point donné de résultat, le second fit triompher Roget. Mais pendant le premier scrutin, le bureau s'était retiré dans une salle voisine pour délibérer ; on l'accusa d'avoir cabalé, et les langues se délièrent. On parla de billets portés à domicile par ordre du maire en même temps que les cartes d'électeur, de contrainte morale, de piles d'écus distribués par le domestique de l'élu, qui payait à boire à qui voulait, de 2.000 francs dépensés par le vainqueur. Nul de ces faits ne fut d'ailleurs retenu par le Conseil de préfecture, qui annula pourtant l'élection parce que le bureau n'avait pas le droit de quitter la salle au cours du vote. Furieux, Roget de Belloquet rédigea un mémoire contre la partialité du préfet, et le procureur général le punit de la violence de ses attaques en lui retirant l'instruction. Mais, contrairement aux désirs du préfet, le Conseil d'Etat annula le premier arrêt, déclarant que l'absence du bureau au premier tour n'entraînait pas la nullité du second. Enfin, dans bien des élections cantonales, les rivalités locales jouaient un rôle important : telles étaient les divisions, les jalousies, qui dressaient Sarralbe contre Puttelange, Morhange contre Gros-Tenquin.

Le système électif modifia profondément le Conseil général de la Moselle. Un seul des anciens conseillers nommés par le gouvernement fut en effet élu. Mais les différences furent d'un ordre plus général et dépassèrent les questions de personnes. Ce n'est pas que le préfet ait eu à craindre de grandes difficultés politiques, car le juste-milieu garda constamment la majorité. Le Mouvement compta six élus lors des premières élections, et jusqu'en 1848 l'opposition fut toujours représentée dans l'assemblée départementale. Même un ou deux légitimistes, d'ailleurs fort peu combatifs, siégèrent au Conseil. Tout cela n'avait rien de redoutable, et l'on s'explique que le baron Sers ait surtout craint de voir dominer dans l'assemblée un « esprit étroit de localité susceptible de gêner l'administration dans les améliorations qu'elle projetait ».

(13) A. D. Moselle, 31 M 20.

(14) A. D. Moselle, 31 M 27.

Le préfet remarquait en effet que Metz, jusque là si largement représentée, n'avait plus que ses trois élus, auxquels s'ajoutaient deux de leurs concitoyens choisis dans les campagnes (15). En 1836, il se plaignait de la rareté des lumières dans le Conseil général : le premier renouvellement partiel d'un tiers de l'assemblée, qui venait d'avoir lieu trois ans après sa formation, avait éliminé le premier président Charpentier, et Sers regrettait la compétence de cet homme du Mouvement. L'ancien préfet du Rhône, Bouvier-Dumolard, était définitivement ridiculisé (16) : un mauvais plaisant, disait-on, lui avait fait croire à la découverte, dans les travaux de la place d'Austerlitz, d'une plaque gravée, « A la gloire de très haut, féal et puissant seigneur du Molart, prince de la Sainte-Ampoule. 1216 ». Et le malheureux préfet révoqué s'était naïvement enorgueilli de cette preuve de noblesse ! Le baron Sers constatait que le vote au canton ne favorisait pas l'élection des hommes les plus éclairés, que l'esprit de localité faisait poindre un sentiment d'hostilité entre les villes et les campagnes, mais après tout il s'en consolait en disant que, ne pouvant s'entendre entre eux, les conseillers finissaient par accepter ses propositions. Ces judicieuses remarques montrent qu'à partir de 1833, le Conseil général cessa d'être une assemblée des « notables » du département, qu'un esprit de clocher y apparut sans entraîner de conséquences funestes, puisqu'il était entièrement contenu par l'autorité administrative, par le respect qui entourait toujours ses décisions.

La composition du Conseil cessa d'avoir la fixité quelle avait connue jusqu'alors. Des renouvellements partiels d'un tiers des membres eurent lieu en 1836, 1839, 1842 et 1845, et seulement six conseillers furent régulièrement réélus. Par ailleurs, des morts, des démissions ou des échecs électoraux portèrent au nombre de 54 pour 27 places le total des élus pendant la Monarchie de Juillet. Parmi eux, 23 furent des propriétaires ou des négociants — ces derniers toujours Messins —, 17 des officiers en retraite ou des magistrats, 5 des industriels et 9 enfin des notaires. La noblesse, jadis prépondérante, fut à peine représentée, et si les propriétaires fonciers restèrent en majorité, leur fortune moyenne fut loin d'égaliser celle de leurs prédécesseurs de la Restauration. Pourtant, le tiers

(15) A. N. F¹e III Moselle 5, rapports de Sers, 28 septembre 1833, 20 janvier 1834, 7 novembre 1836.

(16) Bouvier-Dumolard, proscrit en 1815, semblait appelé à jouer un rôle important en Moselle où il s'était fixé : l'opposition le souhaitait comme préfet à la place de Sers, en décembre 1830. Mais il fut l'un des premiers créateurs du journal juste-milieu, et n'hésita pas, dans une lettre adressée à Casimir-Perrier, à traiter d'anarchistes les membres de l'Association nationale. Cette attitude lui valut la préfecture du Rhône, qu'il perdit bientôt. De retour en Moselle après sa révocation, il n'inspira confiance à aucun parti et resta dans l'ombre. Voir *Courrier de la Moselle*, 10 janvier 1832.

des conseillers payaient encore plus de mille francs d'impôts, et un canton sur trois élit dès l'origine l'un des plus riches de ses contribuables. Le comte d'Hunolstein, qui possédait la plus grosse fortune foncière de la Moselle, fut ainsi conseiller à partir de 1842, comme le fut constamment l'administrateur des verreries de Saint-Louis. Mais les de Wendel, de Gargan, de Thémînes-Lauzières, d'Hoffelize, disparurent en même temps que les représentants des meilleures familles de Metz. Plus encore que diminution des fortunes, il y eut abaissement du niveau social, par la disparition presque complète de l'élément légitimiste. L'entrée au Conseil général des notaires ruraux caractérisa cette période. Jamais les préfets n'auraient proposé leurs noms au choix du roi : leurs succès sont dus à l'élection, et surtout à la circonscription électorale qu'adopta la loi de 1833, le canton.

Si la législation nouvelle modifia largement la composition de l'assemblée départementale, elle n'eut guère d'influence sur la procédure de ses travaux. Les conseils élus ne furent pas plus indépendants que les conseils nommés ; ils continuèrent à appuyer sagement de leurs votes la politique préfectorale. Tout au plus les préfets durent-ils déployer plus d'habileté pour diriger des hommes qui ne leur devaient plus leurs places, qui n'appartenaient plus tous à leur monde, à la société du chef-lieu, et dont certains représentaient, théoriquement tout au moins, l'opposition. En général, l'accord ne cessa de régner entre l'autorité administrative et les élus du département, même pour présenter des vœux au gouvernement. Cette constatation n'implique pas la stagnation de leurs opinions, mais plutôt leur évolution parallèle vers une compréhension toujours plus large et plus libérale des intérêts. L'existence d'une minorité représentant les idées de l'opposition ne semble pas avoir gêné le préfet dans son administration, car elle ne se manifestait que par le vote de quelques vœux politiques ou qu'au scrutin pour l'élection du président. En toutes autres circonstances, elle apportait son concours au premier fonctionnaire du département, dont elle envisageait l'avenir à peu près comme lui-même. D'ailleurs les tentatives politiques de cette opposition ne réussirent guère, puisque le Conseil élit successivement présidents, malgré quelques voix contraires, l'intendant-général Dufour et le lieutenant-général Schneider, tous deux très dévoués au gouvernement. C'est à peine si le colonel Bouchotte, élu en 1847, représentait une opinion moins conservatrice.

Les sessions eurent lieu chaque année à la fin d'août ou en septembre ; leur durée moyenne fut d'une douzaine de jours. Les commissions des finances, des objets généraux et des travaux publics se partageaient la préparation des délibérations. On ne peut guère citer qu'une légère modification dans les usages de l'assemblée : à partir de 1834, c'est le préfet en personne qui ouvrit la session, fit procéder à l'élection du bureau et

reçut le serment des nouveaux membres. Le rapport administratif que lisait le secrétaire général prit une importance toujours plus grande, et surtout après 1840, il devint un exposé très complet de la situation du département. La question de la publication des procès-verbaux finit par être résolue après de longues hésitations. En 1835, le Conseil demandait à les faire lithographier à 75 exemplaires et n'en obtenait pas l'autorisation. Enfin la loi du 10 mai 1838, qui étendit les attributions des assemblées départementales, permit de réaliser en 1839 l'impression du compte rendu des délibérations. Mais l'usage de ne jamais indiquer les noms des membres qui avaient pris la parole ou déposé un vœu fut respecté. Il faut d'ailleurs ajouter que dès 1834 l'annuaire de Verronnais publiait, évidemment d'accord avec l'autorité administrative, un compte rendu sommaire des séances du Conseil général, et que depuis cette époque la presse messine tint ses lecteurs au courant du travail de chaque session, insérant même, après 1840, des communiqués quotidiens rédigés par le bureau de l'assemblée.

Le souci de renseigner le public, de l'intéresser aux affaires locales par la publication du rapport du préfet, fut un trait nouveau, symbole de l'esprit de libéralisme modéré que fit triompher la Monarchie de Juillet. Cette publicité si longtemps retardée par l'administration n'eut d'ailleurs aucune des conséquences qu'elle avait redoutées : les débats du Conseil général de la Moselle restèrent fort calmes, l'esprit de polémique ne les dénatura point, car l'aridité des travaux empêcha la passion de s'y introduire. Près d'un siècle s'est écoulé depuis que la loi de 1833 a introduit le système de l'élection cantonale des conseillers généraux, le suffrage censitaire a disparu depuis 80 ans, et il semble néanmoins que nos assemblées départementales ont conservé la physionomie générale qu'elles avaient déjà sous le règne de Louis-Philippe. Cette continuité contraste avec la brusque transformation qui fit des conseils de notables qu'avaient connus l'Empire et la Restauration des assemblées élues ; elle pouvait être prévue dès 1848, car le suffrage universel en modifia à peine la composition et le caractère.

III. — Le Conseil général élu au suffrage universel

C'est le 20 août 1848 qu'après quinze ans de pratique du système censitaire, le suffrage universel fut appliqué pour la première fois à l'élection des conseillers généraux. Si prodigieuse qu'ait été la multiplication du nombre des électeurs, passé dans certains cantons de la Moselle de 50 à 4.000, les résultats ne furent guère modifiés. Douze des anciens conseillers furent en effet réélus, et leur prestige local plus que leurs opinions explique ces succès. La politique joua d'ailleurs un rôle effacé dans

ces élections qui retinrent assez peu l'attention. On remarqua toutefois que sept à huit seulement des élus étaient franchement républicains. La lassitude générale et le vote au chef-lieu de canton amenèrent une proportion d'abstentions considérable. Le milieu de recrutement du Conseil général de la Moselle ne changea point, et l'assemblée de la Monarchie de Juillet différait de celle de la Restauration plus que de celle de la République. On y vit siéger de très riches propriétaires fonciers, MM. de Ladoucette et de Pange, des maîtres de forges, de Wendel et Labbé, l'inévitable directeur des cristalleries de Saint-Louis, quelques notaires, des magistrats, et, pour la première fois, deux juges de paix, un pharmacien de Forbach et un médecin de Metz, Félix Maréchal. La lutte électorale avait été peu ardente et ses résultats sont d'une interprétation difficile : ne semble-t-il pas étonnant que Bouzonville ait élu le démocrate Husson et que le 3^e canton de Metz ait choisi M. du Coëtlosquet, catholique et légitimiste (17) ? En résumé, ni les plus purs des conservateurs, ni les vrais républicains n'avaient obtenu la majorité ; le Conseil général de la Moselle resta sous la République d'un libéralisme modéré que symbolise bien la personnalité de son président, toujours réélu, Félix Maréchal.

La procédure des travaux du Conseil ne changea point après 1848. Les préfets gardèrent la direction de la politique du département et firent voter facilement leurs budgets. Mais la publication du nom des membres qui intervenaient dans les délibérations rendit les procès-verbaux plus vivants, surtout ceux des deux sessions de 1849 qui virent discuter les projets de refonte du système administratif, sur lesquels le gouvernement demandait aux conseils généraux de se prononcer (18). Ces débats semblaient annoncer que le rôle des assemblées départementales était à la veille d'être profondément transformé, mais ils restèrent sans lendemain et rien ne fut changé aux méthodes traditionnelles de l'administration.

Le coup d'état du 2 décembre 1851 ne modifia guère le caractère du Conseil général de la Moselle. Puisque les élections de 1848 n'avaient amené qu'une minorité de républicains, la transition était facile. Quinze des anciens conseillers furent présentés par l'administration aux élections de 1852 et un seul d'entre eux fut battu. Un autre chapitre a montré que c'est surtout en matière d'élections cantonales que l'art de la candidature officielle était de soutenir de préférence le candidat qui, même sans l'appui administratif, aurait eu le plus de chances d'être élu (19). On comprend donc que les milieux de recrutement des conseillers généraux soient restés sous l'Empire les mêmes que sous la Monarchie de Juillet : c'est

(17) A. D. Moselle, 31 M 5 et 20.

(18) Pour les procès-verbaux imprimés voir A. D. Moselle, série 3 N.

(19) Voir chapitre XII, paragraphe 2.

parmi les grands propriétaires, les industriels, les notaires et les juges de paix, que les sous-préfets trouvaient leurs candidats. La stabilité du Conseil pendant cette période de 18 ans fut remarquable, bien que le renouvellement triennal d'un tiers des conseillers, élus pour neuf ans, ait amené un grand nombre d'élections. Or cinq des 27 sièges restèrent occupés par leurs titulaires pendant tout l'Empire et seule une élection sur dix vit la défaite d'un conseiller sortant. Le suffrage universel se trouva éliminer moins de membres que la mort ou le changement de résidence : il est vrai que ses fantaisies étaient contenues par le système de la candidature officielle. D'ailleurs, deux fois sur trois, il n'y avait même pas de lutte électorale, et pourtant, sauf dans la ville de Metz, la puissante discipline imposée par l'administration réussissait à limiter le nombre des abstentions, qui sans son influence eût risqué d'être considérable quand un candidat unique sollicitait les suffrages.

Mais quand il y avait lutte, les questions de personnes, de localités, les rivalités de villages et de bourgs jaloux de la primauté du chef-lieu de canton, continuaient à jouer le rôle qui leur appartenait depuis la Monarchie de Juillet (20). Même des libéraux comme Dauphin et Pougnet durent leur élection à la force de leur position locale plutôt qu'à leur nuance politique ; ils ne firent d'ailleurs pas figure d'opposants bien redoutables et surent demeurer en bons termes avec le préfet. Seule l'élection de Barral à Metz, en 1867, a donné lieu à une véritable lutte politique (21).

Le suffrage universel s'attacha, comme jadis les électeurs censitaires, à choisir des notables de chaque canton, ce qui explique que le chef-lieu du département n'ait jamais retrouvé la prééminence qu'il possédait avant 1833. Parmi ces élus qui représentaient avant tout des intérêts de clocher, il y eut certes des hommes éclairés et considérables, tels de Ladoucette, de Wendel, d'Hunolstein, de Gargan, d'Hausen, les directeurs de Saint-Louis et de Sarreguemines, l'agronome Barral et les députés de la région. Mais les préfets craignaient, comme jadis le baron Sers, que ces messieurs ne fussent noyés au milieu d'un trop grand nombre de notaires et de juges de paix. Ils imaginèrent plusieurs fois de relever le niveau du Conseil en faisant élire des personnalités capables d'appuyer à Paris les intérêts du département. La difficulté était de trouver un canton qui consentit à élire une candidat résidant au loin ; ce fut possible pour Rolland, directeur général des Tabacs, pour Le Joindre, inspecteur général des Ponts et Chaussées, pour le colonel de Vassart, aide de camp de l'Empereur, pour le colonel Henry, chef d'état-major de la cavalerie

(20) Par exemple la rivalité de Sarralbe et de Puttelange s'affirma lors de l'élection du 10 août 1862, A. D. Moselle, 31 M 27.

(21) Voir chapitre XII, paragraphe 8.

de la Garde (22). Mais il fallut renoncer à faire entrer au Conseil l'éminent ingénieur des mines Daubrée et le conseiller à la Cour de Cassation Woïrhaye (23). Il n'empêche que l'intervention officielle de l'administration dans les élections avait relevé le niveau du Conseil général de la Moselle, qu'il redevenait en partie une réunion de notables, comme il l'avait été tant que les préfets étaient restés les maîtres de son recrutement. C'était décidément la tendance des administrateurs de s'entourer d'hommes d'un rang social élevé, dont le prestige pût les aider dans leur tâche.

Le Second Empire modifia peu la procédure des sessions, qui eurent lieu très régulièrement au mois d'août et ne durèrent que huit à dix jours. Les trois dernières années du régime virent en outre des sessions extraordinaires, très courtes, réservés à l'étude des problèmes de la vicinalité et des voies ferrées départementales. Les trois commissions traditionnelles continuèrent à se partager la préparation des délibérations; il s'y ajouta une commission pour la visite des édifices départementaux. Les débats restèrent naturellement très calmes et les conseillers approuvèrent constamment les points de vue de l'administration. L'indépendance des conseils généraux se trouva d'ailleurs réduite par deux mesures : président, vice-président, ne furent plus élus par leurs collègues, comme ils l'avaient toujours été depuis l'an VIII; ils furent dorénavant nommés par l'Empereur, qui maintint d'ailleurs constamment dans les deux premières de ces fonctions le sénateur de Ladoucette et le président de la période républicaine, Maréchal. D'autre part, les comptes rendus cessèrent de révéler les noms des membres qui avaient pris la parole; la presse ne put les publier que dans leur forme authentique, sans commentaire et sans retranchement. Les procès-verbaux n'étaient d'ailleurs communiqués aux journaux qu'assez longtemps après la fin de la session, ce qui enlevait à leur publication tout intérêt d'actualité. C'est seulement en 1863 que le préfet Jeanin, lors de l'évolution libérale du régime, consentit à hâter cette communication. Enfin, dans les trois dernières années du règne de Napoléon III, le conseiller général Barral prit l'habitude de publier des comptes rendus de mandat adressés à ses électeurs: il respectait une promesse qu'il avait faite à ses concitoyens et inaugurait une méthode nouvelle de liaison avec le corps électoral qui s'est largement développée depuis lors.

(22) Ces personnages éminents représentèrent respectivement les cantons de Faulquemont, de Forbach, de Cattenom et de Sierck.

(23) Cf. notamment l'élection du 25 février 1866 à Vigy: on parla de Woïrhaye et de Daubrée, et le général de Martimprey, alors commandant de la division militaire de Metz, proposa la candidature de l'intendant Robert, directeur de l'administration au ministère de la Guerre (A. D. Moselle, 31 M 33). Daubrée fut effectivement candidat à Verny en décembre 1866 (A. D. Moselle, 31 M 31).

Parvenus au terme de cette étude, il faut remarquer une fois encore que le suffrage universel, discipliné par la candidature officielle, a peu modifié le caractère du Conseil général de la Moselle. La haute bourgeoisie a continué à y dominer par les représentants des plus grosses fortunes du département, et l'assemblée ne s'est point émancipée de l'aimable tutelle des préfets. Les trois dates essentielles de l'évolution de cette institution, entre sa création et la fin du Second Empire, paraissent donc être 1817, 1833, 1839 : ces années ont vu respectivement l'entrée définitive du préfet dans la salle du Conseil, l'adoption du système de l'élection cantonale et le début de l'impression des procès-verbaux. Mais les pouvoirs des assemblées départementales restèrent assez limités pour que les préfets demeuraient les maîtres de leur politique administrative, les vrais juges des intérêts régionaux et leurs interprètes les plus écoutés. Les délibérations du Conseil général donnent évidemment de nombreux renseignements sur la vie locale, mais l'on ne peut s'empêcher de croire qu'elles traduisent les opinions de l'administration autant que celles des notables. Dans l'ordre des faits, le Conseil de la Moselle a toujours approuvé les propositions émanées des bureaux de la Préfecture, mais ses vœux politiques ou économiques montrent davantage sa personnalité et son indépendance. Leur étude est donc indispensable, bien qu'ils aient rarement été suivis d'effet. La seconde catégorie de ces vœux concerne en général les travaux publics, et leur analyse trouvera naturellement place dans le chapitre réservé à ces questions : elle révèle d'ailleurs que le Conseil général de la Moselle resta toujours fort jaloux des intérêts du département et que la hardiesse de ses vues fut souvent réalisatrice.

IV. — Les vœux politiques du Conseil général

Les vœux politiques sont très peu nombreux avant 1830 dans les délibérations du Conseil général de la Moselle. Il est inutile d'insister sur certaines manifestations de commande, telles le discours du président Chazelles célébrant en l'an X le Premier Consul restaurateur de la paix, de l'ordre et du culte (24), telles les adresses de fidélité votées en l'an XI et en l'an XII (25). En 1814, le même Conseil proclamera naturellement sa joie du retour du roi Louis-le-Désiré, du bon Père rentré au milieu de ses enfants, du petit-fils d'Henri IV (26). Le souvenir du Vert Galant sera encore évoqué lors du retour de l'île d'Elbe, en même temps que la fidélité traditionnelle d'une province qui n'avait jamais adhéré à la Li-

(24) Conseil général, 1^{er} prairial X.

(25) *Ibidem*, 15 messidor XI et 15 germinal XII.

(26) *Ibidem*, 20 octobre 1814.

gue (27). A côté de ces manifestations qui ne prouvent pas grand'chose, l'adresse votée le 7 août 1820 à propos de l'assassinat du duc de Berry apparaît comme un véritable vœu politique, dont le vote fut disputé, au sein d'un Conseil qui devait pourtant sa nomination à la volonté du Roi. La première partie, qui réprouvait le crime, avait été adoptée à l'unanimité, mais le receveur général Milleret, au risque de perdre sa place, risque dont l'événement prouva la réalité, osa préciser au procès-verbal que la seconde partie n'avait été acceptée que par la majorité. Cette division de l'assemblée n'étonne pas quand on lit l'adresse : « Daignez, Sire, achever votre ouvrage. Vos fidèles sujets attendent avec impatience les institutions qui doivent être le complément du Pacte Social que Votre Majesté nous a donné. Ils demandent que ces institutions soient fortes, essentiellement monarchiques, que la licence trouve partout un frein dans la vigueur des lois, que la liberté de la presse soit réglée par des lois sévères et que la Religion honorée, protégée, servant d'appui à la morale, vienne graver dans les cœurs les principes de l'ordre et de la subordination. Sire, ces nouveaux bienfaits de Votre Majesté préserveront la France du danger des révolutions. L'agitation disparaîtra parce qu'il ne sera plus possible d'innover et l'inquiétude qui tourmente les esprits s'évanouira devant le sentiment de la stabilité ». Cette adresse de style ultra-royaliste exprime les opinions des notables de la Moselle, mais non celles de ses populations dont les préfets déploraient le faible zèle monarchique.

Les vœux politiques devinrent fréquents sous la Monarchie de Juillet. On vit par exemple le Conseil signaler en 1832 au ministre l'urgence d'écarter des fonctions publiques tout agent qui montrerait de l'éloignement pour la Charte de 1830 et le nouveau gouvernement (28). En 1835 les quelques membres de l'opposition tentèrent en vain de faire adopter contre les lois de septembre un vœu que le président et le préfet s'accordèrent à proclamer étranger aux attributions du Conseil (29). En 1845, le préfet fit de même voter l'ordre du jour sur une résolution qui demandait le renouvellement de la municipalité de Metz, laissée incomplète depuis 18 mois (30). A partir de 1844, au moment des campagnes catholiques en faveur de la liberté de l'enseignement, le Conseil général de la Moselle adopta régulièrement un vœu qui le montrait peu favorable au système dont la loi Falloux fut la consécration, inquiet des progrès du « cléricalisme » : « Le Conseil souhaite que l'on puisse concilier la

(27) Conseil général, 15 mars 1815.

(28) *Ibidem*, 8 juin 1832.

(29) *Ibidem*, 26 septembre 1835. Un conseiller demandait à l'assemblée de déclarer qu'elle voyait avec douleur le ministère profiter d'un attentat exécrable pour proposer des lois contraires à la Charte.

(30) *Ibidem*, 1^{er} septembre 1843.

liberté de l'enseignement avec la nécessité de conserver à l'Etat une haute surveillance sur la direction de l'éducation. L'éducation de la jeunesse ne doit être confiée qu'à des hommes amis de nos institutions et de notre unité nationale » (31).

Les dernières années du règne de Louis-Philippe virent un membre proposer régulièrement l'adjonction des capacités au cens électoral, mais toujours sans succès (32). En 1846, il se montra plus habile en proposant que l'élection des députés ait lieu dorénavant au chef-lieu du département, dans l'espoir d'obtenir ainsi une députation capable de s'occuper des grands intérêts, moins soumise à la contrainte morale des réclamations d'électeurs. Le préfet s'efforça de montrer qu'une pareille mesure amènerait un déplacement d'influence au profit des meneurs du chef-lieu : son intervention fut vaine et le vœu fut adopté (33). Ce succès enhardit l'opposition, et en 1847, le même conseiller parvint à émouvoir ses collègues en leur liant un article du *Journal des Débats* qui, à propos de la vente d'une propriété dans un département voisin, disait : « Un siège de député est attaché à sa possession ». Il dénonça le péril, indiqua la nécessité de réhabiliter « le sacerdoce de l'électeur », fit adopter le vœu de modifier la loi électorale de 1831 de manière à garantir l'indépendance des votants et des élus (34). On voit donc que l'idée de la réforme électorale s'imposait, même à la majorité modérée et juste-milieu du Conseil général de la Moselle. Le préfet Germeau avait laissé s'engager ces discussions sans chercher à les écarter en rappelant le Conseil à son ordre du jour. Un précédent était donc créé et l'assemblée départementale ne l'oublia pas.

La session de 1848, à la veille de l'élection présidentielle, amena le vote d'une motion de reconnaissance envers le général Cavaignac, dont la majorité des conseillers soutint nettement la candidature (35). L'année 1849 vit discuter le problème de la déportation ou de l'amnistie, mais les divisions de l'assemblée l'empêchèrent de conclure (36). Enfin, en août 1851,

(31) Conseil général, 4 septembre 1844.

(32) *Ibidem*, 3 septembre 1845. Le vœu en question fut rejeté par la majorité du Conseil, mais la discussion en avait été admise.

(33) *Ibidem*, 22 septembre 1846.

(34) *Ibidem*, 2 septembre 1847.

(35) *Ibidem*, 1^{er} décembre 1848. Ce vœu fut adopté à l'unanimité.

(36) *Ibidem*, 31 août 1849. Ladoucette proposait un vœu favorable à la déportation des rebelles vers un lieu salubre, et le démocrate Himmelsbach l'appuyait, car il y voyait un acheminement vers la suppression de la peine de mort. Labbé voulait donner au gouvernement les « moyens de défendre la société et de réprimer les attentats de ceux qui s'insurgent contre la volonté nationale et les lois de leur pays ». « Je ne veux, ajoutait-il, ni rétrograder ni pousser la liberté jusqu'à la licence ». Husson, Aubry, Pougnet, tenaient pour l'amnistie ; ce dernier disait : « Les proscriptionnaires d'aujourd'hui peuvent être les proscrits de demain. »

se posa la question de la révision de la Constitution, déjà rejetée par la Législative : certains membres cherchaient à écarter ce débat, mais par cinq voix contre trois la commission avait chargé M. du Coëtlosquet d'affirmer la légalité des vœux politiques, de rappeler les précédents (37). C'est en vain qu'un républicain modéré objecta que la tolérance du gouvernement ne créait pas un droit : la majorité était décidée et le préfet lui-même venait de proclamer le droit des conseils généraux d'émettre des vœux politiques. Ainsi les circonstances amenaient chaque parti à défendre la thèse habituelle de ses adversaires.

Le principe d'un vœu une fois admis, la discussion s'engagea sur sa rédaction. Les conservateurs de toutes nuances attaquèrent violemment la Constitution de 1848, les républicains montrèrent que le but final de la révision était le renversement de la République. Pour mettre tout le monde d'accord, le président de l'assemblée, Maréchal, proposa de demander la révision légale, destinée à améliorer et consolider les institutions *républicaines*. Mais les démocrates les plus intransigeants votèrent contre ce texte, avec les conservateurs, ce qui permit le succès de la rédaction qu'avait préparée la commission : « Le Conseil général, considérant que la Constitution du 4 novembre 1848 renferme des dispositions de nature à maintenir dans le pays une inquiétude qui tarit au dedans les sources de la richesse publique en même temps qu'elle nuit à l'influence de la France au dehors ; dans le but d'améliorer et de fortifier nos institutions au point de vue de la sécurité et de la prospérité publique, émet le vœu que la Constitution soit révisée légalement, conformément à l'article III ». Immédiatement après s'engagea un débat sur l'abrogation de la loi électorale du 31 mai 1850, et cette fois les républicains, avec l'appui des modérés, l'emportèrent sur les conservateurs en faisant adopter le vœu suivant, dont les premiers mots sont d'inspiration préfectorale : « Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le suffrage universel, mais que la loi du 31 mai, en exagérant les conditions de domicile politique, prive du droit électoral un grand nombre de citoyens, le Conseil général émet le vœu que la loi du 31 mai soit abrogée ». Ainsi les votes successifs de deux majorités distinctes ne satisfaisaient presque personne : ils annonçaient d'ailleurs la solution qu'adoptera le Prince-Président en révisant par la force la Constitution et en rétablissant le suffrage universel dans toute sa pureté. Les quelques conseillers généraux de la Moselle qui, tels Ladoucette, Maréchal et Labbé, avaient voté les deux vœux étaient évidemment prédestinés à se rallier au régime impérial.

La session de septembre 1851 fut naturellement le point culminant de l'activité politique du Conseil général, car le Second Empire n'aurait point

(37) Conseil général, 29 août et 3 septembre 1851.

permis, à ses débuts tout au moins, d'aussi libres discussions. En 1852 l'assemblée exprima à une très grande majorité sa reconnaissance pour « l'acte héroïque du 2 décembre » et souhaita le rétablissement de l'hérédité dans la famille Bonaparte (38). Les adresses à l'occasion de la fin victorieuse de la guerre d'Italie, de la visite de l'Impératrice à Nancy en 1866, ne sont que des textes sans intérêt. Il fallut attendre l'année 1869 et l'évolution libérale du régime pour retrouver un véritable vœu politique : six membres, dont le maire de Metz, Maréchal, demandèrent l'élection des maires par les conseils municipaux et la publication des noms des conseillers généraux qui intervenaient dans les débats (39). Le président, de Ladoucette, se trouva assez embarrassé pour répondre au dépôt de ces vœux par une fin de non-recevoir, car en 1851 nul n'avait défendu avec plus d'ardeur la thèse de la légalité des vœux politiques. Finalement, le second seul fut accepté, mais un précédent était à nouveau créé (40).

Il apparaît donc que, même sous la Restauration et le Second Empire, des vœux politiques ont pu être votés par le Conseil général de la Moselle sans que le préfet posât la question préalable. Bien plus, en 1851, c'est le représentant du gouvernement lui-même qui engagea l'assemblée dans une voie qui, en d'autres circonstances, aurait pu devenir dangereuse pour son autorité. Mais l'ascendant de l'administration resta, jusqu'en 1870, assez fort pour que les quelques discussions politiques que connut le Conseil général de la Moselle soient demeurées platoniques et n'aient guère eu de répercussions sur la marche des travaux réels de cette assemblée, sur la direction des intérêts du département.

V. Les vœux administratifs du Conseil général

A côté des vœux politiques, ceux d'ordre administratif méritent une étude. La question de leur légalité ne se pose pas, car ils rentrent dans les attributions des conseils généraux, et même, dans certains cas, l'avis de ces assemblées était exigé par la loi. Un des exemples le plus fréquent est celui des changements dans les divisions administratives, des réunions ou séparations de communes. Les vœux que put émettre le Conseil en faveur d'une modification des limites du département, d'une nouvelle circonscription des arrondissements ou des cantons, ne furent d'ailleurs suivis d'aucun résultat (41). L'assemblée dut aussi donner son avis, en 1820,

(38) Conseil général, 25 août 1852.

(39) *Ibidem*, 25 août 1869.

(40) Le préfet Jeanin avait jadis reproché à M. de Ladoucette d'avoir abordé la politique lors de l'ouverture de la session de 1861. Cf. lettre du préfet au maréchal commandant à Nancy, 4 octobre 1861, A. D. Moselle, M supplément.

(41) Voir par exemple le vœu de rattachement à la Moselle des communes de Bayonville, Arncliffe, Vandelainville. Conseil général, 24 août 1843.

sur la division du département en quatre collèges électoraux, en 1834 sur la répartition des cantons en trois séries pour les élections triennales, en 1848 sur la création dans chaque canton de sections pour l'élection présidentielle : dans tous les cas, les propositions de la Préfecture furent approuvées.

Il est naturellement impossible de citer ici tous les vœux d'ordre administratif que le Conseil général a pu émettre en plus d'un demi-siècle d'activité. La plupart sont d'ailleurs analysés en d'autres chapitres de cet ouvrage. Un seul mérite d'être mis en vedette, celui qu'en 1814, 1828, 1836, l'assemblée vota sans beaucoup d'espoir de le voir suivi d'effet, car il demandait au gouvernement de tenir davantage compte des vœux des conseils généraux ! Quelquefois, les débats prirent pourtant une importance particulière, parce qu'ils touchaient au fond même du système administratif : ce fut le cas en 1825, quand le Conseil aborda la question de la centralisation en déclarant que s'il était loin de penser que l'on dût détruire la dépendance hiérarchique des diverses assemblées, les soustraire à tout contrôle, il désirait que les rapports entre les corps administratifs fussent simplifiés, qu'une plus grande latitude fût laissée pour les affaires locales, que la centralisation ne fût conservée que comme un moyen d'assurer une marche régulière et uniforme des affaires (42). En 1832, un vœu demanda le rétablissement du poste de secrétaire général et protesta contre le projet qu'avait la commission de la Chambre d'interdire au préfet d'assister aux séances du Conseil général (43). En 1837 fut souhaité le vote rapide de la nouvelle loi sur les attributions départementales, qui intervint seulement en 1838 ; un vœu demandait de laisser aux conseils généraux le droit de faire connaître leur avis sur les besoins de l'ensemble du pays (44).

En 1849 enfin, le projet de loi sur l'organisation départementale, cantonale et municipale fut soumis aux délibérations des conseils généraux (45). Les débats eurent en Moselle une ampleur et un intérêt réels. M. du Coëtlosquet fut chargé de rédiger le rapport sur la loi municipale ; il y cita l'ouvrage, alors tout récent, de Tocqueville sur la démocratie en Amérique. Il ne s'agit, disait-il, que de décentraliser les affaires locales qui encombrant les ministères et doivent être décidées au chef-lieu. Mais il avouait que les opinions se partageaient sur la question de la tutelle

(42) Conseil général, 22 juillet 1825.

(43) *Ibidem*, 8 juin 1832.

(44) *Ibidem*, 1^{er} septembre 1837. Le Conseil général déclarait que le « droit de représentation est une liberté précieuse à laquelle la France entière attache la plus haute importance ; sans ce droit, l'institution des conseils généraux serait altérée dans sa base et frappée en quelque sorte de nullité ».

(45) *Ibidem*, 24 et 25 septembre 1849.

administrative, qui d'une part protège les petites communes incapables et d'autre part les prive d'une indépendance qui permettrait de ramener au travail utile trop de citoyens qui se dépensent en utopies. La commission pensait qu'il fallait desserrer la tutelle, mais laisser le gouvernement nommer les maires sur une liste de présentation de trois noms émanée du conseil municipal, conserver au préfet le droit d'inscrire au budget les dépenses obligatoires, comme celui de vérifier les plans et devis des architectes communaux. Ce rapport, qui ne proposait que des réformes insignifiantes, fut approuvé malgré l'opposition de quatre républicains qui tentèrent de faire triompher le principe de l'élection des municipalités et de la publicité des débats. Bien plus, un amendement demanda le maintien intégral du système de 1831, la nomination directe des maires par le gouvernement : on voit donc que les vues des conseillers généraux de 1848 sur l'administration communale étaient essentiellement conservatrices.

Par contre, l'idée de remplacer les conseils d'arrondissement par des assemblées cantonales fut appuyée par le Conseil général de la Moselle. Le rapporteur, M. de Ladoucette, proposa de leur confier la répartition de l'impôt, le soin de la vicinalité, des écoles, des gardes-champêtres, et voulut, sans leur donner de recettes propres, mettre à leur disposition des fonds provenant des communes, du département et de l'Etat.

Le rapport sur le projet de refonte de l'administration départementale, rédigé par Vandenbroeck, montrait la plus grande modération. S'il prévoyait deux sessions annuelles, il rejetait l'idée d'une commission permanente, la création d'un directeur nommé par le Conseil et travaillant avec le préfet. Il conservait au gouvernement central le droit de décision pour les dépenses ordinaires, demandait seulement que le budget facultatif cessât d'être soumis à son approbation obligatoire. Ces vœux montrent que les conseillers généraux de 1848, élus au suffrage universel, étaient nettement partisans de la centralisation, qu'ils considéraient évidemment comme inséparable de l'unité nationale.

Le Second Empire ne fit jamais discuter des projets aussi importants par les conseils généraux, dont les vœux d'ordre administratif n'abordèrent plus, après 1851, que des questions de détail. Mais il ne faut pas oublier qu'à côté de ces problèmes d'ensemble, l'assemblée départementale de la Moselle discuta, sous les divers régimes que la France connut de l'an VIII à 1870, les sujets les plus variés, que la liste de ses résolutions transmises à Paris, et bien rarement suivies d'un résultat, constitue une mine inépuisable de renseignements : le Conseil ne s'est-il point occupé de l'école, de la police rurale, du rôle des juges de paix, de l'assiette de l'impôt, du travail des enfants et des questions économiques les plus diverses ? C'est seulement pour éviter des redites que cette activité n'est

point exposée ici avec précision : mais pour juger équitablement le rôle du Conseil général de la Moselle, il faut avoir tout cela présent à l'esprit. Il faut aussi indiquer que, si jamais l'ensemble du système administratif ne fut sérieusement attaqué par lui, beaucoup de ses vœux prouvent qu'en tout temps des améliorations de détail ont été désirées, et que, même pendant les premières années du régime consulaire et impérial, les notables réunis à Metz savaient se plaindre. Mais il est évident que ces diverses manifestations, restant platoniques, ne gênaient point le préfet, fonctionnaire absolument indépendant de l'assemblée. Pour lui, l'essentiel était de voir ses propositions concrètes toujours acceptées, de ne pas être ralenti par des votes dans sa tâche administrative ; à cet égard, la mission essentielle du Conseil général était de répartir les contributions directes et de voter le budget du département.

Ces deux questions seront étudiées au chapitre suivant ; la docilité de l'assemblée resta constamment totale en ces matières, à tel point qu'il est bien difficile de découvrir dans les procès-verbaux la part d'initiative que purent avoir les conseillers, qu'ils fussent nommés par le roi, élus au suffrage restreint ou universel. La marche parallèle des conceptions de l'administration et de l'opinion du Conseil créa une étroite collaboration : mais il ne faut pas oublier que ce fut une marche constamment progressive, que tel vœu sur l'enseignement obligatoire et sur la pénétration scolaire du français en pays de langue allemande, accepté facilement sous Louis-Philippe ou Napoléon III, eût été incompréhensible pendant la Restauration. Certes la majorité de l'assemblée appartient toujours à des bourgeois riches et socialement conservateurs, mais son esprit évolua, car il était le reflet des diverses époques. Un exemple le montre nettement : en 1821, le Conseil général, alors entièrement dominé par la noblesse et la très grande propriété, proposait de réserver aux propriétaires aisés le droit de port d'armes, et par conséquent de chasse ; ce vœu fut renouvelé en 1825, et encore aggravé deux ans plus tard (46). En 1843 au contraire, examinant le nouveau projet de loi sur la chasse, le Conseil demanda la réduction à 20 francs le prix du permis, en ajoutant : « Si le projet était admis tel qu'il est présenté, la chasse ne serait plus permise qu'aux grands propriétaires. Ce serait une iniquité, et cette loi, repoussée par la conscience publique, aurait l'inconvénient des mauvaises lois à l'exécution desquelles on se soustrait par tous les moyens possibles » (47). En 1866 enfin, le Conseil refusait son adhésion au projet de limitation du droit de

(46) Conseil général, 22 août 1821, 23 août 1827. Le Conseil proposait de limiter le droit de chasse aux propriétaires payant 100 francs puis 200 francs de contribution foncière.

(47) *Ibidem*, 1^{er} septembre 1843.

chasse aux propriétaires de 40 hectares : une telle mesure, disait-il, serait contraire aux principes de 1789 (48).

On voit donc que la fixité du rôle du Conseil général a laissé place à une large évolution de ses doctrines et que, sous la pression plus ou moins consciente d'une opinion publique réveillée depuis 1830, les notables du Second Empire n'osaient plus défendre leur étroit point de vue de propriétaires comme leurs prédécesseurs n'hésitaient pas à le faire sous la Restauration. Mais cette évolution progressive se remarque encore mieux dans l'étude des budgets successifs du département : la raison en est évidemment l'application du principe électif au recrutement du Conseil général, même quand l'application en fut défigurée par les petits marchandages du suffrage censitaire ou par la candidature officielle de l'Empire. C'est là le point essentiel, et les conséquences en eussent été autrement étendues si la puissance des bureaux, toujours maintenue depuis Napoléon, à peine discutée d'ailleurs, ne les avait point limitées.

VI. Les Conseils d'arrondissement

L'étude du Conseil général dispense d'entrer dans les détails à propos des conseils d'arrondissement, car l'évolution des deux types d'assemblées resta constamment parallèle. Nommés primitivement par un décret ou une ordonnance succédant à une proposition préfectorale, leurs membres furent toujours choisis dans un rang moins élevé de la société (49). On y vit entrer — et dès l'origine — quelques nobles d'ancien régime, tels ce citoyen Lasalle-Louisenthal dont le fils était encore émigré et au service de l'Angleterre (50), mais ils restèrent toujours une faible minorité, car il n'y avait pas assez de vieilles familles en Moselle pour qu'on pût multiplier les candidats de cette qualité. La plupart des conseillers d'arrondissement étaient des notables de canton, habitant toute l'année la campagne où ils surveillaient leurs propriétés. Les plus fortunés d'entre eux ne jouissaient que de quelques milliers de francs de revenus, et la promotion d'un conseiller d'arrondissement au Conseil général restait exceptionnelle.

L'application de l'élection au recrutement de ces assemblées n'entraîna pas de grands changements. Il y eut dès lors un conseiller par canton, quelquefois deux, mais, pas plus sous la Monarchie de Juillet que sous le régime du suffrage universel, on ne vit de scrutins fort animés (51).

(48) Conseil général, 5 septembre 1866.

(49) Cf. A. D. Moselle, 6 N 1-2 et 8 N 1 à 14.

(50) Voir notre étude sur *Guillaume de Lasalle de Louisenthal*, d'après ses mémoires inédits.

(51) Cf. les dossiers d'élections, A. D. Moselle, série 32 M.

Il arriva fréquemment qu'un candidat unique se mît sur les rangs, et les élus ne cessèrent pas d'appartenir à la classe des notables de campagne, propriétaires aisés, notaires, juges de paix. Le cas d'un ancien instituteur briguant les suffrages semble unique et marque les débuts des temps nouveaux (52) : le maître d'école Rodicq se présenta dans le canton d'Audun, rédigeant une circulaire démocratique où il se comparait à Lincoln et la terminant par ces mots : « Je veux faire ressortir ce funeste préjugé qui, chez nous, fait traiter dédaigneusement celui qui ne compte pas dans sa famille quelques riches personnages ». Cet effort ne fut d'ailleurs récompensé que par un nombre minime de voix. Les élections aux conseils d'arrondissement étaient tellement une question de personnes que, sous le Second Empire, l'administration imagina de faire désigner par les maires son candidat officiel, que nulle divergence politique ne séparait d'ailleurs de ses rivaux. Il arriva même que dans le canton de Pange, en 1863, personne ne se présenta pour briguer des fonctions aussi peu importantes (53) : le préfet réunit alors les maires influents du canton, les laissa seuls dans une chambre jusqu'à ce qu'ils aient désigné l'un d'entre eux qui dut se présenter devant les électeurs ! Il n'y a guère qu'un exemple d'un candidat ayant échoué, mais c'était dans le canton de Thionville et le candidat indépendant s'appelait de Gargan ; tout le personnel des usines de Wendel — qui comprenait mêmes les maires d'Hayange et de Moyeuvre — avait voté pour le patron avec une parfaite discipline (54).

Quant au rôle des conseils d'arrondissement, il était fort peu intéressant. La répartition des impôts directs n'était qu'une formalité, car les tableaux en étaient dressés par l'administration des Contributions, seule compétente. L'avis de ces assemblées était exigé dans un certain nombre de cas, mais il n'avait pas d'influence décisive : un vote était pourtant nécessaire lors des réclamations en matière de contingent foncier. Mais il ne s'agissait là que de simples formalités, et l'absence de tout budget d'arrondissement enlevait toute possibilité de sanction à ces scrutins. Enfin et surtout, au cours de leurs courtes sessions annuelles, les conseils d'arrondissement émettaient des vœux, qui étaient rarement suivis d'effet et qui constituent néanmoins une mine de renseignements pour l'histoire du département (55). Il faut encore signaler que les présidents de ces assemblées pouvaient parfois jouer un rôle assez important en l'absence des sous-préfets, par exemple lors de leurs congés : ces notables les remplaçaient pour l'expédition des affaires courantes, c'est-

(52) A. D. Moselle, 32 M 2.

(53) A. D. Moselle, 32 M 22.

(54) A. D. Moselle, 32 M 31.

(55) Les plus intéressants des vœux des conseils d'arrondissement ont été d'ailleurs examinés par le Conseil général.

à-dire qu'ils signaient les pièces que les bureaux leur remettaient. Il va de soi que si l'intérim risquait de se prolonger, un conseiller de préfecture venait de Metz pour diriger les affaires de l'arrondissement. En résumé les fonctions de conseiller d'arrondissement auraient été bien médiocres si les notables qui les remplissaient n'avaient pas eu la possibilité d'exercer, quoique à un moindre degré que les conseillers généraux, une certaine action personnelle. Ils étaient sûrs d'être toujours reçus aimablement par le préfet ou le sous-préfet, de se faire écouter d'eux, et les facilités qu'ils rencontraient dans les bureaux leur permettaient d'intervenir dans mille affaires qui intéressaient leurs électeurs à titre personnel ou d'une manière plus générale. L'influence individuelle de tel conseiller pouvait ainsi dépasser celle du Conseil, et les interventions officieuses, qui n'ont souvent pas laissé de traces dans les archives, eurent parfois plus de poids que les vœux régulièrement émis par les assemblées. L'administration n'était pas un domaine abstrait, une pure question de principes : il s'y mêlait un élément d'humanité qui contribuait à assouplir un régime théoriquement rigide.

CHAPITRE XV

LE BUDGET DÉPARTEMENTAL

I. Le budget sous l'Empire

La plus importante des attributions des Conseils généraux a toujours été le vote du budget départemental (1). Il convient d'ailleurs de ne pas oublier que leur liberté d'action, en cette matière comme en tant d'autres, n'a jamais été fort étendue. La préparation du budget appartient constamment à l'administration préfectorale, et l'approbation ministérielle fut toujours une formalité indispensable. Les bureaux de la Préfecture établissaient les prévisions de recettes et de dépenses, et les votes, à de rares exceptions près, ratifiaient leurs propositions. L'évolution de ces budgets est pourtant instructive, car elle révèle, par le seul examen des chiffres, les progrès qu'a réalisés, de 1800 à 1870, le système administratif moderne. Elle montre comment l'autorité préfectorale a pris peu à peu la direction effective de l'instruction primaire, de l'assistance et des travaux publics ; elle prouve que l'étude des origines de nos institutions contemporaines doit être poussée jusqu'au Second Empire, car c'est seulement alors que les départements se trouvèrent armés de tous les droits qu'ils ont élargis depuis, qu'ils eurent à s'occuper d'une série de questions d'intérêt général, trop longtemps négligées par les gouvernements, toujours hésitants à étendre le domaine de l'action et de la surveillance administratives. Pour caractériser cette progressive extension des droits et des devoirs d'un département, il suffit d'indiquer que le budget de la Moselle, entre l'an VIII et 1870, s'enfla de 180.000 à 6 millions de francs, sans qu'eussent diminué, loin de là, les dépenses laissées à la charge des communes et de l'Etat.

Dans l'histoire du budget départemental comme dans celle des attributions des conseils généraux, il semble d'abord que le tournant décisif

(1) Cf. DESBATS (A. G.) : *Le budget départemental*. Les sources essentielles de ce chapitre sont les procès-verbaux du Conseil général, les budgets et les comptes imprimés à partir de 1829, et les documents conservés dans la série 12 N. A. D. Moselle.

soit la loi du 10 mai 1838, qui conféra aux départements la personnalité civile. Avant cette date, ils n'apparaissaient pas comme des communautés capables de posséder à titre particulier, mais bien comme un moyen de distribution de l'action administrative, et leurs budgets n'étaient qu'une partie de celui de l'Etat (2) : c'est pourquoi, malgré le désir exprimé en 1826 par le Conseil général de la Moselle, les fonds disponibles du département n'avaient jamais pu être versés à la Caisse des Dépôts et Consignations afin d'y produire intérêt. Le même principe avait fait refuser par le ministre un crédit prévu pour le paiement des primes d'assurance contre l'incendie des édifices publics du département ! (3). Mais si importante qu'elle soit en droit, la loi de 1838 ne bouleversa pas les errements habituels, et c'est pourquoi il convient d'étudier le développement du budget de la Moselle par grandes périodes historiques.

Le Consulat et l'Empire avaient resserré les budgets départementaux en des limites fort étroites. Depuis la loi du 21 ventôse an IX, l'Etat se chargeait de payer, au moyen de centimes additionnels, les traitements de ses fonctionnaires, et le Conseil général n'avait nulle observation à présenter sur ce chapitre, qui entraînait, vers 1813, une dépense de 250.000 francs (4). Le département s'était ainsi trouvé n'avoir à sa disposition que 100.000 francs, provenant de cinq centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle-mobilière. La somme était tellement dérisoire qu'elle dut être rapidement augmentée par l'établissement de nouveaux centimes, et vers la fin de l'Empire, le Conseil général de la Moselle se trouvait libre de disposer d'une somme de 200.000 francs par an pour dépenses variables. Mais cette « libre disposition » n'était qu'un euphémisme fort éloigné de la réalité, car c'est sur ces ressources que devaient être payés, et naturellement sans discussion, les 45.000 francs du fonds d'abonnement des bureaux de la Préfecture, les 17.000 francs des sous-préfectures, les 50.000 francs d'entretien des prisons, les 20.000 francs pour le casernement de la gendarmerie et les menus frais des tribunaux, et les 10.000 francs laissés en réserve pour l'imprévu ! D'autre part, les enfants trouvés, toujours plus nombreux, absorbaient 40.000 francs. Que restait-il donc pour les dépenses de « bien public », les seules où le préfet et le Conseil général pussent faire acte d'initiative ? Moins de 15.000 francs, dont 10.000 se trouvaient absorbés par la création d'un éphémère dépôt de mendicité, succédané des prisons (5). Enfin il restait 1.500 francs pour la pépinière départementale, 1.000 francs pour les vétérinaires chargés de soigner gratuitement les épizooties, 1.000 francs

(2) Conseil général, 21 août 1827.

(3) *Ibidem*, 22 août 1821.

(4) A. D. Moselle, 12 N 6, comptes de 1813.

(5) Le dépôt de Gorze fut fermé dès 1815.

pour une société d'agriculture qui végéta sans rendre service, et 1.000 francs pour les cours d'accouchement organisés par le docteur Morlanne. Ces 4.500 francs représentaient ce qui, d'un budget de 200.000 francs, n'était point absorbé par les dépenses d'administration, de justice et de police !

Mais à côté de ces dépenses « variables », le Conseil général disposait librement — sous réserve de l'approbation ministérielle — du produit de quatre centimes « facultatifs », soit de 75.000 francs. Il fallait prélever sur cette somme 30.000 francs, pour solder diverses dépenses de police et de justice laissées en dehors du budget normal, par exemple l'entretien des détenus de la Moselle dans la maison centrale d'Ensisheim (6). Puis, après avoir d'abord hésité à s'engager dans cette voie (7), le Conseil général s'était décidé à voter chaque année des crédits considérables pour le culte diocésain, en regrettant toutefois que les autres départements qui relevaient alors du siège de Saint-Clément, les Ardennes et les Forêts, ne fissent pas un effort analogue (8) : en 1813, 30.000 francs étaient prévus pour ce chapitre, dont 6.000 pour le supplément de traitement de l'évêque, 4.500 pour ses vicaires généraux et chanoines, et le reste pour la maîtrise, le bas-chœur, l'entretien de la cathédrale, l'achat d'ornements pontificaux. Ces crédits étaient généreux, mais les malheurs du temps expliquent que le paiement fut loin d'en être régulier. Enfin il restait 1.000 francs pour l'achèvement d'une route, 1.200 francs pour la pension d'un vieil employé : c'était la seule retraite que payât alors le département de la Moselle.

On voit qu'au total, il ne restait presque rien, sur un budget de 275.000 francs, pour les dépenses que l'on qualifiera plus tard de productives ; l'assistance et les travaux publics ne disposaient que de faibles sommes, l'instruction primaire était oubliée. Ceci explique qu'en dehors de quelques rares routes impériales plus ou moins bien entretenues aux frais de l'Etat, les communications, laissées à la charge des communes, soient demeurées à l'abandon, que les écoles de villages aient été dans le plus complet délabrement !

C'est pourquoi le département dut faire, en 1812, l'effort de s'imposer, par centimes additionnels, de 200.000 francs pour la réparation des routes : mais la crise des années suivantes interdit toute régularité dans l'emploi des crédits. La confusion budgétaire devint inextricable, les budgets étant votés au cours de l'exercice et non l'année précédente. La guerre et

(6) Les condamnés à plus d'un an de prison étaient envoyés à Ensisheim, Haut-Rhin.

(7) En l'an X et en l'an XI, « malgré son respect pour le citoyen évêque », le Conseil refusa d'augmenter son traitement.

(8) Conseil général, 27 floréal XI.

l'invasion furent la cause de ces errements. Suffisent-elles à excuser l'administration centrale de n'avoir jamais laissé aux départements les fonds qui leur auraient été indispensables ?

L'insuffisance des crédits explique pourquoi la Moselle n'a vu se réaliser, sous l'Empire, qu'une faible partie des travaux publics projetés. Les 400.000 francs votés en 1812 et 1813 pour les routes furent distraits de leur destination, ainsi que 170.000 francs réservés à la construction d'un Palais de Justice à l'emplacement qu'occupe aujourd'hui le Marché couvert de Metz (9). Le système de la centralisation au trésor des fonds départementaux facilitait d'ailleurs la distraction des crédits de leur destination régulière. La crise que traversa la France à la fin de l'Empire légitime en partie ces mauvaises habitudes : la tentation était trop forte pour l'Etat de s'emparer des ressources des départements, comme d'une partie de celles des communes. C'est ainsi qu'en 1814 et 1815, il ne fut réellement alloué au culte diocésain que la moitié des sommes prévues (10). Il n'est donc pas étonnant que l'administration impériale n'ait laissé en Moselle qu'un petit nombre de constructions nouvelles : elle a travaillé à la route de Saint-Avold à Strasbourg, rectifié, aux frais de l'Etat et non du département, la voie impériale de Paris à Mayence ; elle a enfin reconstruit l'ancienne Intendance, partiellement incendiée en 1803 : la Préfecture, précédemment établie au Palais du Gouvernement, y fut transférée en 1807 et y est restée depuis lors. Une partie de son mobilier, dont sans doute un portrait de Napoléon I^{er} (11), date encore de cette époque, mais quelques meubles d'acajou et une toile médiocre ne suffisent pas à faire oublier l'étriquet des budgets départementaux de l'époque impériale, la prédominance trop exclusive qu'ils accordaient aux dépenses d'administration et de police (12).

II. Les hésitations de la Restauration

La Restauration donna au Conseil général de la Moselle l'espoir que l'administration financière du département connaîtrait à l'avenir plus de régularité que par le passé. L'assemblée souhaite que les sacrifices qu'elle imposait à ses concitoyens ne soient plus détournés de leur objet d'uti-

(9) Conseil général, 20 octobre 1814.

(10) A. D. Moselle, 12 N 7.

(11) On avait aussi acheté, pour la somme de 4.136 francs, un portrait de Marie-Louise. Mais, dans son zèle de néophyte, Viville le lacéra en 1815 (SAUER (E.) : *Notes sur l'hôtel de la Préfecture*, Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1902).

(12) Voir notre étude, *L'administration de la Moselle sous le Consulat et l'Empire*.

lité publique (13). Ce n'est pourtant qu'à partir de 1823 qu'elle parvint à voter ses budgets dans l'année qui précédait leur application. Il fallait d'ailleurs s'y prendre fort tôt, car la formalité de la ratification ministérielle des propositions du préfet et du Conseil général demeura une longue affaire, entraînant souvent six mois de délais (14). La clarté et la régularité des écritures acquièrent peu à peu une précision inconnue sous l'Empir. Trois ou quatre ans après chaque exercice, intervint dorénavant un arrêté ministériel établissant avec minutie le compte définitif des recettes et des dépenses, compte examiné par le Conseil général hors de la présence du préfet. A partir de 1829, les budgets furent imprimés, ainsi que les comptes des dépenses. On ne rencontre plus dès lors d'erreurs de comptabilité dans le genre de celle que le ministre avait signalée en 1824 au préfet, un inexplicable excédent de 2.000 francs que M. de Tocqueville attribuait au désordre qui avait régné dans les écritures en 1816, au temps de la disette et de l'invasion (15). C'est évidemment un des mérites de la Restauration d'avoir introduit dans le maniement des fonds publics une régularité que les circonstances avaient rendue impossible auparavant.

Il faut d'ailleurs remarquer que la Restauration ne changea rien aux principes des budgets de l'époque impériale. Elle se contenta de supprimer le système de la centralisation au trésor des fonds votés, système qui avait permis au gouvernement « intrus » de distraire des crédits de leur usage. Le Conseil général profita de cette réforme pour bénir « la main sage et paternelle du Roi qui a rétabli l'ancien système d'après lequel chaque objet de dépense fait l'objet d'un crédit et d'une comptabilité à part » (16). L'assemblée ne se départit guère, pendant les 15 années de la Restauration, de ce ton de satisfaction : elle adopta presque constamment les propositions du préfet, et le ministre approuva ses votes. Les incidents furent rares et de peu d'importance. Il faut pourtant en signaler quelques-uns.

Au lendemain de 1815, quelques exercices se soldèrent par des déficits qui durent être reportés sur les années suivantes. Le Conseil présenta ses observations et eut la satisfaction de ne plus voir le fait se reproduire (17). En 1822, un conseiller signala à ses collègues que si la loi leur laissait le libre vote des centimes facultatifs, le poids des charges imposées au département rendait en fait cette imposition obligatoire (18) : il en était d'ail-

(13) Conseil général, 20 octobre 1814.

(14) A. D. Moselle, 12 N 8 : le budget de 1820, présenté par le préfet le 7 août 1820, ne fut ratifié par le ministre que le 14 décembre, à la fin de l'exercice,

(15) A. D. Moselle, 12 N 9, lettres de Tocqueville du 21 mars 1822 et de Corbière du 18 avril 1824.

(16) Conseil général, 4 juin 1816.

(17) *Ibidem*, 16 juin 1818.

(18) *Ibidem*, 6 septembre 1822.

leurs de même sous l'Empire, et la seule solution eût été une augmentation des centimes départementaux que nul des notables ne pouvait souhaiter; c'est pourquoi le Conseil se résigna si facilement à ne pas entrer en conflit avec le ministre. En 1824, un crédit destiné à soutenir une école de peinture fondée au chef-lieu fut rejeté par le ministère, qui jugea que cette dépense devait être laissée à la ville de Metz (19). Un fait plus grave se produisit en 1825: en approuvant un crédit de 6.000 francs pour l'Ecole normale, comme il l'avait fait les années précédentes, Corbière déclara que cette dépense ne pouvait être renouvelée, car elle devait rester à la charge des communes. C'était l'arrêt de mort de l'établissement, et le Conseil essaya de tenir tête, s'étonnant de n'être point juge des besoins du département; « considérant la régénération des écoles comme intéressant la Société toute entière, et comme un des objets qui méritent le plus d'attention du gouvernement et de l'administration », il conserva un crédit de 6.000 francs pour 1826 (20). Le ministre avait aussi refusé les fonds votés pour la Société d'agriculture et pour une congrégation enseignante. Corbière maintint naturellement sa décision, et l'Ecole normale ne fut sauvée que par une allocation que lui consentit le ministre des Affaires ecclésiastiques.

D'autre part, le Conseil se plaignit souvent d'avoir à sa charge l'entretien des enfants trouvés; il regrettait que cette dépense n'incombât plus à l'Etat, comme sous le régime des lois de 1791 et 1796 (21). Un dernier exemple montre que le gouvernement de la Restauration n'était nullement disposé à étendre les droits des départements et leurs moyens d'action: le préfet, ayant voulu payer sur les crédits départementaux des voyers chargés de la surveillance des chemins vicinaux, se vit objecter que cette dépense devait rester communale. C'est, on le voit, toujours le même argument, toujours la même restriction des libertés budgétaires de l'administration préfectorale et du Conseil général (22). Cette fois encore, le préfet tint tête, usa d'expédients, et les voyers établis en 1829 n'avaient point disparu quand survint la révolution de Juillet. Mais ces petits conflits n'empêchent pas que l'assemblée départementale n'ait plus souvent exprimé sa satisfaction que ses doléances. C'est ainsi qu'en 1827 elle félicitait en ces termes le préfet: « Tous les services ont été complètement

(19) BARBÉ (J.-J.): *L'école de peinture de Metz* (Pays Lorrain, 1927). Parmi les élèves de cette institution éphémère, on cite A. Mennessier et Migette.

(20) Conseil général, 19 juillet 1825.

(21) Les regrets du Conseil général étaient d'autant plus vifs que le grand nombre de militaires en garnison à Metz lui paraissait la raison du chiffre particulièrement élevé des enfants trouvés.

(22) A. D. Moselle, 7 N 1, lettres ministérielles des 18 janvier et 8 février 1830. L'administration paya un certain nombre de cantonniers communaux sur les fonds provenant des amendes de police.

assurés, et loin que les prévisions des budgets aient été outrepassés, des reliquats assez considérables, dus à une économie bien entendue, viennent d'année en année accroître les ressources de chaque exercice » (23).

L'esprit d'économie fut en effet un des traits caractéristiques de cette époque qui n'avait pas encore inventé les « dépenses productives ». C'était aussi un esprit de restriction dans l'action des pouvoirs publics, car le manque de ressources financières ne leur permit que des initiatives rares et limitées. Cet esprit est très différent de celui de self-government, de celui d'autonomie : les notables de la Moselle acceptaient parfaitement le système administratif que Napoléon avait légué à la Restauration, et leur principal souci de propriétaires fonciers semble avoir été d'éviter une trop forte augmentation des centimes additionnels. Il apparaît ainsi que, si on a peu dépensé en Moselle de 1815 à 1830, à peine davantage que sous l'Empire, on a également payé des impôts modérés et réalisé peu d'œuvres d'intérêt général. L'examen des budgets le montre immédiatement. De 275.000 francs en 1813, les dépenses passèrent à 340.000 en 1829 : la progression est assez faible, surtout si l'on compare ces chiffres à ceux qui seront atteints en 1848, alors que le budget de la Moselle s'éleva à plus d'un million de francs !

Dans ses traits essentiels, le budget avait d'ailleurs gardé la forme que lui avait donnée l'Empire. La loi du 15 mai 1818 précisa, en la modifiant quelque peu, l'ancienne division en dépenses fixes, dépenses variables et dépenses facultatives. Les premières n'intéressaient que fort peu le Conseil général, qui n'avait pas le droit de les voter. Le ministre avait simplement autorisé les assemblées départementales à lui présenter à ce sujet leurs observations, et même cet usage finit par disparaître (24). Les dépenses fixes étaient soldées, par décision ministérielle, sur les six centimes dont le produit était centralisé au trésor. Cette première partie du budget comprenait les traitements du préfet et des sous-préfets, les frais d'administration, les frais de détention à la maison centrale d'Ensisheim, les réparations aux bâtiments de la Cour royale. Elle absorbait d'abord 100.000 francs, moitié pour les traitements, moitié pour les frais de bureau. Tant que les Ardennes appartinrent au diocèse de Metz, c'est également sous cette rubrique que figurèrent les dépenses du culte diocésain, parce qu'elles se trouvaient, comme celles de la Cour royale, communes à plusieurs départements. On vit ce chapitre s'élever à 35.000 francs en 1818, à l'époque où fut construit le portail de l'évêché, mais la moyenne ne dépassait guère 20.000 francs. De même, les frais de grosses réparations au Palais de Justice furent essentiellement variables, comme ceux d'entretien des détenus de la maison centrale : 20.000 francs pour chaque

(23) Conseil général, 20 août 1827.

(24) *Ibidem*, 17 juin 1818.

chapitre sont des maxima qui furent très rarement atteints. Au total, les dépenses fixes oscillèrent de 160.000 à 100.000 francs par an, les chiffres les plus bas ayant été obtenus au cours des dernières années de la Restauration, alors que les dépenses diocésaines étaient entièrement à la charge de la Moselle, qui formait à elle seule, depuis 1823, le diocèse de Metz, et que la Cour royale était définitivement installée dans l'ancien Palais du Gouvernement, devenu Palais de Justice.

Les deux autres parties du budget étaient les plus intéressantes. Il est d'ailleurs assez vain d'en faire la discrimination, qui n'apparaît souvent que comme une formalité. L'objet des divers crédits variables ou facultatifs était assez semblable, mais la provenance des recettes différait : les premières étaient assurées par six puis sept centimes additionnels, dont le montant était de 120 à 140.000 francs, et par une allocation prélevée sur le fonds commun alimenté par cinq centimes que versaient tous les départements. Cette allocation varia de 115 à 100.000 francs, c'est-à-dire qu'elle fut toujours au moins égale à la valeur des cinq centimes en Moselle. Le Conseil général n'avait donc pas lieu de se plaindre. Quant aux recettes facultatives, elles s'élevaient à 100.000 francs, provenant de cinq centimes additionnels, maximum que la loi autorisait les conseils généraux à voter. C'était donc de 350.000 francs environ que disposait la Moselle : en apparence, cette somme était à peine supérieure à celle que lui laissait l'administration impériale, mais quelques différences d'aménagement du budget étaient entièrement au profit du département. Le système de l'Empire, qui fut pratiqué jusqu'en 1817, classait en effet parmi les dépenses variables les frais d'administration de la préfecture et des sous-préfectures, l'entretien de la compagnie de réserve départementale, de cette « garde du corps » du préfet, qui fut supprimée en 1818, et les dépenses du culte diocésain. La loi de 1818 déchargea le budget variable des 100.000 francs que représentaient ces divers crédits, et le Conseil se trouva ainsi disposer de nouvelles ressources pour les travaux publics et les œuvres d'intérêt général. Puisque l'argent est le nerf de l'initiative, le département de la Moselle put dès lors poursuivre, dans des limites encore restreintes, une politique réellement constructive qui marqua, par rapport à la timidité de l'époque impériale, un progrès important.

Quelles furent donc, à partir de 1818, les dépenses réparties entre les onze chapitres du budget variable et le chapitre unique du budget facultatif ? Il en est quelques-unes, et souvent assez lourdes, qui se trouvaient imposées d'office au Conseil général. C'est le cas des dépenses des prisons départementales, traitements des gardiens, entretien des détenus, qui se chiffraient par une somme de 50 à 70.000 francs. Elles avaient même été plus fortes, par exemple en 1816 où elle atteignirent 100.000 francs ; le Conseil général déplorait l'élévation de ces frais de répression, et aurait

souhaité que l'Etat prît à sa charge au moins les frais de détention des condamnés pour contrebande, car il observait que ces délits n'étaient nombreux qu'en raison de la position frontière de la Moselle (25). Dans le même ordre d'idées, le département assumait le casernement de la gendarmerie, et si les loyers afférants à ce chapitre diminuèrent lentement, passant de 11.000 à 5.000 francs, c'est uniquement parce que le Conseil avait voté des sommes considérables pour la construction de nouvelles casernes qui furent propriétés publiques. Les menus frais des tribunaux absorbaient de 10 à 15.000 francs : ainsi ces diverses dépenses de police et de justice formaient près du quart du total.

Venaient ensuite les dépenses d'assistance publique, et d'abord l'entretien des enfants trouvés, qui nécessitait un crédit de 60 à 35.000 francs, auquel s'ajoutaient plus de 20.000 francs prélevés sur les revenus communaux. Le Conseil général trouvait cette charge écrasante, injuste, car il soutenait avec quelque vraisemblance que la Moselle n'avait tant de naissances illégitimes qu'en raison de ses nombreuses garnisons, et que bien des filles des campagnes de la Meuse venaient accoucher clandestinement à Metz, grande ville où le secret pouvait être plus facilement gardé. Le nombre des enfants laissés à la charge du département diminua peu à peu, à mesure que se rétablissaient l'ordre et la moralité, après la crise de 1814 et de 1815. La suppression du tour, qui permettait l'abandon anonyme à l'hospice Saint-Nicolas d'enfant légitimes, contribua également à diminuer le nombre des nouveaux nés confiés au département (26). On peut rattacher à cet ordre de dépenses les secours aux voyageurs indigents, les frais médicaux en temps d'épidémie, les encouragements à la vaccination, objets qui absorbaient chacun un millier de francs. Les soins aux aliénés pauvres, gardés à l'hospice Saint-Nicolas à Metz, exigeaient une somme qui s'éleva progressivement de 7 à 12.000 francs. Il faut ajouter à ces chiffres les 1.000 francs donnés chaque année au cours d'accouchement du docteur Morlanne, les 2.000 francs versés à la Société de Charité maternelle, et quelques centaines de francs pour secours aux mendiants. On obtient ainsi pour les dépenses d'assistance un total de 60.000 francs environ, plus du sixième du budget départemental.

Depuis que les fonds d'abonnement de la préfecture et des sous-préfectures relevaient des dépenses fixes, les frais d'administration ne figuraient au budget variable que pour une faible somme : l'entretien du mobilier du préfet et de ses bureaux exigeait un crédit de 2.000 francs, l'impression des listes électorales en absorbait 5.000 ; un modeste crédit était des-

(25) Conseil général, 13 août 1925.

(26) *Ibidem*, 20 juillet 1825. Le tour avait été fermé en 1822, et le Conseil général s'opposait à son rétablissement que demandait au contraire le conseil de charité, soucieux d'éviter les infanticides.

tiné à l'acquisition d'ouvrages administratifs, parmi lesquels on rencontre avec surprise la collection des classiques latins de Lemaire. Le département continuait à n'assurer une pension de retraite qu'à la veuve d'un seul fonctionnaire, et ce n'est certes pas ce crédit de 300 francs qui grevait son budget !

Deux chapitres ont pris une grande importance sous la Restauration, ceux des routes et des bâtiments. C'est à ce point de vue que le contraste avec les errements de l'Empire est le plus net. La construction des routes nouvelles qui vont former un réseau départemental, leur entretien, a exigé le vote de crédits qui, à partir de 1819, ont oscillé entre 80 et 120.000 francs par an. L'édification de nouveaux bâtiments départementaux, les grosses réparations à ceux qui existaient, ont absorbé en moyenne 30.000 francs chaque année. C'est ainsi que, vers 1820, les sous-préfectures de Briey, de Sarreguemines et de Thionville ont été grandement remaniées, que le département put construire plusieurs casernes de gendarmerie dont il fut propriétaire. Enfin les dernières années de la Restauration virent s'élever la nouvelle maison d'arrêt de Metz, la plus coûteuse des œuvres réalisées en Moselle en ces quinze ans. Le préfet avait réussi à intéresser le duc d'Angoulême à ce projet, et il obtint de Son Altesse comme de l'Etat des fonds complémentaires (27). D'autre part, le département dépensa dans cette construction 250.000 francs en cinq ans. Aucun bâtiment de cette importance n'avait été édifié en Moselle depuis le règne de Louis XVI ; les édifices que l'Ancien Régime avait élevés à Metz, l'Hôtel de Ville, le Palais du Gouvernement, avaient d'ailleurs un caractère architectural que ne présentait point cette nouvelle prison.

Les travaux départementaux, l'assistance et les frais de justice formaient la presque totalité des dépenses de la Moselle. Les autres crédits étaient de bien moindre importance. Chaque année, une quinzaine de milliers de francs étaient attribués à l'évêque, à ses vicaires généraux et à ses chanoines : pour le prélat, les 5.000 francs du département étaient simplement un supplément au traitement que lui allouait l'Etat (28). La pépinière départementale, destinée avant tout aux plantations d'arbres des Ponts et Chaussées, nécessitait un crédit de 1.500 francs. Il en fallait au moins un millier pour payer les primes accordées à la destruction des loups, encore nombreux en Moselle au début du XIX^e siècle. Quelques encourage-

(27) Conseil général, 21 août 1826. Le duc d'Angoulême donna 10.000 francs, prélevés sur les fonds de la Société royale des Prisons.

(28) En 1825, l'évêque demandait par exemple 28.000 francs pour la fabrique de la cathédrale et le service canonial quotidien, alors que le Conseil général ne votait que 16.498 francs. En 1826, les demandes épiscopales dépassaient de même les crédits alloués par le Conseil, « pris entre le désir d'aider au bien de la Religion et l'auguste bienveillance du Dauphin pour la prison ».

ments étaient donnés à l'agriculture, sous forme de traitement des vétérinaires ou de primes allouées aux concours dont l'organisation remonte à l'époque de la Restauration. On distribua ainsi, vers 1820, jusqu'à 6.000 francs aux agriculteurs les plus capables, puis l'on se contenta de 3.000 francs réservés aux éleveurs des meilleures juments, des plus beaux étalons, car c'était un des soucis des notables du Conseil général, tous grands propriétaires, d'améliorer la race chevaline de la région.

De même que ces encouragements à l'agriculture avaient diminué d'importance, les fonds réservés à l'instruction publique et à d'autres objets d'intérêt général furent progressivement réduits, car le gouvernement ne désirait nullement voir les conseils généraux s'engager dans cette voie. De 1818 à 1820, l'école mutuelle et les écoles des Frères avaient reçu 5.000 francs par an, puis ce fut l'Ecole normale qui se vit affecter un crédit de 6.000 francs, que Corbière finit par interdire, comme il refusa de ratifier le vote de 1.000 francs en faveur de la congrégation de Sainte-Chrétienne (29). A la fin de la Restauration, les dépenses d'instruction se bornaient à 500 francs pour le loyer de l'Ecole normale, à 500 francs donnés au Comité israélite, à une bourse créée à l'école des mines de Saint-Etienne. De même, rien ne remplaça les 3.000 francs affectés régulièrement, vers 1820, aux sondages qui furent alors entrepris pour découvrir en Moselle le prolongement du bassin houiller de la Sarre. C'est donc vers cette époque, semble-t-il, que la plus grande initiative fut laissée au Conseil général, alors que Lainé et Decazes occupaient le ministère de l'Intérieur. Leurs successeurs restreignirent en des limites plus étroites l'activité de l'assemblée départementale.

Faut-il encore citer quelques dépenses d'un caractère exceptionnel? les 2.000 francs votés pour le monument expiatoire du duc de Berry, le même versement fait lors de la souscription pour le château de Chambord? Faut-il parler des 888 francs que coûta l'édification, aux limites de la Moselle, d'un arc de triomphe en l'honneur de Charles X, des 20.000 francs d'aménagements et d'achat de mobilier pour la Préfecture à l'occasion de cette visite royale?

Une dernière remarque s'impose: la Restauration a évidemment donné aux dépenses d'utilité publique plus d'importance que l'Empire n'avait pu le faire, elle a également connu une régularité financière presque parfaite: mais ne doit-elle pas ces progrès aux circonstances plus qu'à la volonté de ses hommes d'état et de ses administrateurs? La paix suffit à les expliquer, car bien faibles furent les modifications de principes, toutes réalisées par la loi de 1818. Même en ces matières purement administratives, éloignées des discussions politiques, on ne rencontre guère, de

(29) Conseil général, 19 juillet 1825.

1820 à 1830, d'esprit novateur. La Restauration ne semble pas avoir compris l'avantage qu'aurait présenté un élargissement des droits des conseils généraux, l'attribution aux départements de possibilités d'action plus étendues et de ressources financières plus larges. La paix et la prospérité lui permirent évidemment de réaliser plus d'œuvres d'intérêt général que ne l'avait fait l'Empire pendant ses guerres : il reste quand même étonnant que les circonstances exceptionnellement favorables n'aient pas amené un relâchement des principes d'économie et de restriction, parfaitement légitimes au lendemain de Waterloo, un peu désuets en 1830 (30). Même dans le domaine des budgets départementaux, l'exemple de la Moselle montrera que la révolution de Juillet fut l'origine d'une ère nouvelle.

III. L'extension du budget sous la Monarchie de Juillet

L'esprit de réforme de la Monarchie de Juillet s'est surtout manifesté dans ses lois d'administration, et il n'en est guère de témoignage plus probant que l'élargissement du budget départemental et des moyens d'action du Conseil général. Le caractère pratique et purement utilitaire de ces progrès les a fait trop oublier ; d'autre part, l'opinion publique ne s'est jamais passionnée pour ces mesures qui ont pourtant bouleversé les conditions de la vie locale. C'est, en effet, à cette époque que les départements, considérés depuis l'an VIII comme de simples cadres administratifs, acquièrent une réelle personnalité, une vie économique indépendante, et des ressources financières qui leur avaient toujours fait défaut. L'exemple de la Moselle montre aussi que les conseils généraux, surtout quand l'élection les eût rendus indépendants du préfet, osèrent parfois contrarier les vues de l'autorité. C'est ainsi qu'en 1831, un remboursement de 800 francs fut refusé aux sous-préfets de Sarreguemines et de Briey qui avaient, sans autorisation du Conseil, engagé quelques dépenses dans leurs logements (31). En 1834, l'assemblée départementale rejeta un crédit de 7.000 francs que le préfet Sers proposait pour les bataillons cantonaux de la garde nationale (32) ; en 1835, elle refusa les fonds demandés pour la création à Metz d'un laboratoire de chimie et pour l'établissement d'une carte géologique. Un vote négatif répondit de même, en 1836, à la proposition du préfet de consacrer 10.000 francs aux encouragements à l'agriculture, car le Conseil jugeait que l'ouverture des routes était le meilleur stimulant des progrès agricoles (33). Deux ans

(30) Ce chapitre étant réservé à l'étude de l'évolution générale du budget départemental, le problème de la liquidation des dettes de 1814 et de 1815 n'y a pas été abordé. Notre thèse complémentaire examine cette question dans le détail.

(31) Conseil général, 12 mai 1831.

(32) *Ibidem* 18 juillet 1834.

(33) *Ibidem*, 28 août 1836.

après, le sous-préfet de Sarreguemines ne pouvait obtenir le remboursement de 900 francs qu'il avait dépensés à transformer l'aménagement intérieur de la sous-préfecture. On trouve encore un refus de payer les frais de voyage d'un préfet, de faire l'acquisition d'une série d'étalons du système métrique, de participer à l'achat de la maison de santé du docteur Morlanne (34). Mais ces marques d'indépendance du Conseil général restèrent exceptionnelles, limitées à des affaires de détail. Dans l'ensemble, l'administration garda la haute main sur l'emploi des fonds départementaux.

Une seule fois, le Conseil général de la Moselle blâma les services de la Préfecture d'un défaut de régularité dans leurs opérations financières. Dans sa session de 1839, l'assemblée constata en effet que les chemins vicinaux étaient loin d'avoir reçu depuis trois ans les améliorations que faisaient espérer les sommes considérables qu'elle avait votées (35). L'irrégularité des pièces comptables l'obligea de déclarer intolérable un tel état de choses, de menacer de ne plus accorder de nouveaux crédits pour ce chapitre. Le préfet s'excusa, promit une prompte réforme, et tint parole. Il faut d'ailleurs remarquer que cette affaire resta un cas isolé, et que d'ordinaire la comptabilité départementale fut parfaitement régulière sous la Monarchie de Juillet. Les comptes définitifs de chaque exercice, arrêtés par une ordonnance royale après leur examen par le Conseil général, présentaient un tableau fort clair des dépenses effectuées, qui correspondaient d'ailleurs très sensiblement aux prévisions budgétaires. Ils se soldaient constamment par des excédents, souvent considérables, qui étaient reportés sur la deuxième année à venir par une ordonnance royale consécutive à une nouvelle délibération du Conseil. Les habitudes d'ordre établies par la Restauration furent donc maintenues, avec une précision accrue.

Quant à l'approbation des votes budgétaires par le ministre, elle fut plus que jamais une simple formalité, puisque la direction que le préfet imprimait à ses travaux enlevait à l'assemblée le risque d'entrer en conflit avec l'autorité supérieure. On rencontre parfois, entre le budget voté à Metz et celui que Paris renvoyait approuvé, quelques différences de détail, mais elle furent si minimes que jamais le Conseil général de la Moselle ne songea à protester. En 1831, le ministre ayant voulu empêcher le département de payer le traitement des voyers chargés des chemins vici-

(34) BOUCHON (L.) : *Le chirurgien Morlanne*, chap. XVIII. L'auteur déplore à juste titre la résistance qu'opposa en cette affaire le Conseil général.

(35) Conseil général, 2 septembre 1839.

naux, le Conseil tint tête et obtint gain de cause (36) : ce conflit, renouvelé de ceux qu'avait connus la Restauration, ne se reproduisit pas, et dès lors toutes les dépenses d'utilité générale votées par l'assemblée furent acceptées, même quand elles sortaient des errements habituels. Ce fut pour le département un élargissement notable de sa liberté d'action.

Mais l'ordre et la régularité budgétaires ne sont point une innovation, puisque la Restauration les avait déjà respectés. Le fait nouveau que l'on constata sous la Monarchie de Juillet, c'est l'accroissement rapide des sommes mises à la disposition des services départementaux, qui obtinrent ainsi des résultats infiniment supérieurs à ceux que de trop faibles moyens avaient permis d'atteindre sous les régimes antérieurs. Jusqu'en 1838, rien n'avait pourtant été changé au principe des budgets, qui continuaient à se diviser en dépenses fixes, variables et facultatives. Les premières, qui comprenaient les traitements administratifs et les frais de bureau par abonnement, restaient d'ailleurs en dehors de la compétence du Conseil général. Sous la pression de l'opinion qui, au lendemain de la révolution de Juillet, avait protesté contre les « gros traitements », cette première partie du budget avait été allégée : le préfet de Louis-Philippe ne touchait plus que 21.000 francs au lieu de 30.000, les sous-préfets conservaient leurs 3.000 francs, et les conseillers de préfecture continuaient à se contenter de 1.600 (37). On avait même diminué les frais de bureau de 57.000 à 51.000 francs, alors que le développement de la législation et que l'accroissement de ses attributions donnaient à l'administration une tâche toujours plus lourde, comme le baron Sers le montrait en 1835 au Conseil général, qui pria le gouvernement de rétablir les chiffres anciens. La loi départementale de 1838 fit disparaître du budget de la Moselle cette première partie, qui n'y avait jamais figuré que pour mémoire.

Ce sont donc uniquement les budgets variables et facultatifs que l'on vit s'enfler régulièrement à partir de 1831. Aux anciennes ressources vinrent s'en ajouter presque chaque année de nouvelles, centimes extraordinaires en 1832, centimes affectés à l'instruction publique en 1834, centimes pour les chemins de grande communication en 1837, subventions communales affectées au même objet en 1838, ressources d'emprunts en 1839. L'ancien cadre était débordé de tous côtés ; une refonte complète s'imposait évidemment : ce fut l'objet de la loi du 10 mai 1838, qui établit la division du budget départemental en quatre parties : dépenses ordina-

(36) *Ibidem*, 13 novembre 1831. L'ingénieur des Ponts et Chaussées montrait la nécessité de maintenir les voyers, tandis que le baron Sers hésitait à tenir tête au ministre (A. D. Moselle, 7 N 1).

(37) *L'Indépendant*, 3 janvier 1831, trouvait ces chiffres trop élevés « Est-ce là, disait-il, le gouvernement à bon marché promis ».

res, dépenses facultatives d'utilité départementale, dépenses extraordinaires, dépenses spéciales affectées aux chemins vicinaux. Il s'y ajoutait encore un budget de l'instruction primaire et un budget du cadastre, dont l'étude sera reprise en d'autres chapitres. Ces distinctions avaient une importance uniquement administrative et, en fait, leur intérêt historique reste d'autant plus minime que l'évolution des finances départementales, sous la Monarchie de Juillet, s'est faite progressivement et non par le coup de baguette magique de la loi de 1838. Presque chaque année vit une augmentation des recettes : après être restées fixes sous la Restauration, aux environs de 350.000 francs, elles passèrent en quinze ans au chiffre d'un million de francs.

Dans l'étude des différentes recettes, on rencontre d'abord les centimes ordinaires, qui s'élevèrent de 7,5 en 1831 à 10 en 1846, et dont le rapport monta de 140.000 à 200.000 francs. Le ministre y ajoutait une allocation prise sur le fonds commun à tous les départements ; elle oscilla aux environs de 110.000 francs. La répartition de ce fonds motiva quelques plaintes du Conseil général de la Moselle : il s'étonnait par exemple de voir le ministère donner au département 30.000 francs de moins qu'il ne versait, et il le jugeait lésé par rapport à ses voisins (38). L'année suivante, l'assemblée observait que rien ne justifiait l'attribution à la Meurthe de 170.000 francs sur ces crédits, et elle espérait que la publicité empêcherait un abus qu'elle jugeait d'autant plus criant que le Conseil général de Nancy lui semblait d'une prodigalité inouïe (39) : n'avait-il pas dépensé infiniment plus qu'en Moselle pour les enfants assistés, pour les aliénés, pour l'assistance publique ? N'osait-il pas mettre à la charge des finances départementales le traitement des syphilitiques, l'hospice des incurables, qui auraient dû rester dépenses communales ? Et pourtant la Moselle n'avait-elle pas un chiffre plus élevé de syphilitiques, puisqu'elle comptait des garnisons plus nombreuses ? Ces plaintes ne furent pas suivies d'effet, mais elles prouvent que les conseils généraux se croyaient responsables des intérêts d'une région vivante, animée d'une vie propre, et qu'ils ne considéraient pas les départements qu'ils représentaient comme une simple distribution de l'action administrative, selon la doctrine ministérielle.

Venaient ensuite les cinq centimes « facultatifs » qui, malgré leur qualification, furent régulièrement votés chaque année comme ils l'avaient été sous la Restauration. Leur montant s'élevait à 100.000 francs. Ces trois ordres de ressources étaient déjà traditionnels en 1830. Voici main-

(38) Conseil général, 28 août 1836.

(39) *Ibidem*, 2 septembre 1837. Cf. notre étude : *Quelques aspects des relations de la Moselle avec la Meurthe et le Bas-Rhin*.

tenant les innovations : à partir de 1832, la Moselle fut autorisée à s'imposer, sur sa demande, de cinq centimes additionnels extraordinaires pour l'achèvement des routes départementales. Cette autorisation, donnée d'abord pour une période de cinq ans par la loi du 17 mars 1833, fut renouvelée régulièrement, et le département acquit ainsi une recette de 85.000 francs ; ce revenu se trouvait inférieur à celui des centimes facultatifs, parce que les centimes extraordinaires ne portaient que sur la contribution foncière. La loi Guizot du 28 juin 1833 permit au département de s'imposer de 1,5 centime pour l'instruction primaire. Cette ressource nouvelle fut portée à deux centimes en 1837 ; leur montant s'élevait à 55.000 francs. La loi du 21 mars 1836 sur les chemins vicinaux donna aux départements la faculté d'ajouter à leurs recettes cinq nouveaux centimes, qui rapportèrent dès lors en Moselle plus de 130.000 francs par an. En outre le système des subventions exigées des communes pour le même objet permit d'obtenir des sommes qui s'élevèrent progressivement de 60.000 à 200.000 francs par an. Il s'y ajouta les fonds versés par quelques entreprises industrielles, comme les Salines de l'Est et les forges de Wendel, pour l'entretien de certains chemins dont elles étaient les principaux usagers. En 1832, une subvention gouvernementale de 36.000 francs était venue accroître les recettes de la Moselle, en application de la loi du 6 novembre 1831 qui accordait un crédit de 3.500.000 francs pour les routes départementales. A ces recettes s'ajoutaient des ressources éventuelles diverses, telles les loyers payés par les magistrats de la Cour royale, et enfin le produit des emprunts départementaux.

Même avant que la loi de 1838 n'eût reconnu aux départements la personnalité civile, des mesures particulières leur avaient parfois accordé la faculté d'emprunter. C'est ainsi que la loi du 6 novembre 1831, en prévoyant la répartition d'un crédit gouvernemental entre les départements qui créaient des recettes nouvelles pour leurs routes, leur laissait le choix entre le vote de nouveaux centimes ou l'emprunt. Dès 1834, le Conseil général de la Moselle avait songé à user de cette faculté, et une loi du 4 juin de cette année l'y avait autorisé. Mais aucun emprunt ne fut alors émis, et c'est seulement en 1836 qu'une mesure de cet ordre fut effectivement réalisée en Moselle, après qu'une nouvelle loi d'autorisation eût été votée. Ce premier emprunt départemental fut contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour une somme de 162.000 francs, au taux de 4,5 %. Les centimes extraordinaires permirent de rembourser dès 1841 la totalité de ces fonds, qui avaient été employés aux routes départementales. En 1841, une nouvelle loi, sollicitée par l'administration préfectorale et le Conseil général, permit d'emprunter 82.000 francs, mais cette fois c'est un banquier messin, Gabriel Simon, qui fut le prêteur. Cette nouvelle procédure qui, on ne saurait trop le souligner, avait été

appliquée avant même la loi de 1838, avait singulièrement élargi les moyens d'action du département. L'avenir lui a donné toujours plus d'importance.

Si, après l'examen des recettes de la Moselle, on passe à celui des dépenses, une première observation s'impose : l'accroissement des ressources a été complètement absorbé par les routes et les chemins vicinaux de grande communication. Travaux d'entretien et travaux de nouvelle construction, les premiers réclamant des crédits toujours plus élevés à mesure que les seconds se réalisaient, ont légitimé l'augmentation constante des centimes additionnels : alors que, sous la Restauration, le Conseil général ne leur avait jamais accordé plus de 120.000 francs, on le vit voter dès 1832 une somme deux fois plus forte. L'application de la loi de 1836 entraîna un bond en avant, et les dépenses passèrent alors de 350.000 à 500.000 francs. La progression continuant, l'année 1847 vit plus de 750.000 francs absorbés par les voies de communication. C'était les trois quarts du budget départemental, qui avait ainsi perdu complètement le caractère, qu'il avait sous le Premier Empire, d'un budget d'administration et de répression : il était devenu un budget de travaux publics, sans que les finances communales eussent été allégées de leurs anciennes charges. Il ne s'agit pas d'un transfert de dépenses de l'ordre municipal à l'ordre départemental, mais bien de la mise en œuvre de ressources nouvelles, qui ont seules rendu possible la réalisation d'un réseau routier dont les lacunes étaient restées jusqu'alors irréparables.

Tandis que les dépenses de vicinalité s'accroissaient sans cesse, les autres demeuraient stationnaires, oscillant aux environs de 250.000 francs ; mais leur répartition entre les divers chapitres du budget fut différente. On rencontrait toujours au premier plan les frais d'entretien des prisons départementales et de leurs pensionnaires, dévorant, au grand regret du Conseil général, quelque 75.000 francs. Le chapitre des loyers des casernes de gendarmerie descendit de 7.000 à 1.500 francs, du fait de la construction de bâtiments qui furent propriétés départementales. Les menus frais des tribunaux continuèrent à absorber plus de 10.000 francs par an. Les dépenses d'administration, en dehors de celles couvertes par le fonds d'abonnement, restèrent faibles, quelques milliers de francs suffisant pour l'entretien du mobilier de la Préfecture et des sous-préfectures, pour l'impression des listes électorales, la tenue des collèges électoraux, ou la confection des tables décennales de l'état civil. Avant le vote, en 1847, d'une première subvention à une caisse de retraites dont le principe fut alors admis, le chiffre le plus élevé de pensions à de vieux employés qu'eût payé la Moselle sous la Monarchie de Juillet, avait été d'un millier de francs ; au cours des dernières années, le Conseil général accordait régulièrement une gratification de 500 francs à répartir entre les employés à qui sa session avait donné un surcroît de travail.

L'année 1839 fut celle d'une innovation qui intéresse au plus haut point l'histoire locale : en application de la loi de 1838, un sous-chapitre du budget accorda dès lors une indemnité de 1.400 francs au fonctionnaire qui fut chargé de la garde et du classement des archives départementales. L'employé à qui incombait cette tâche, Edouard Sauer, n'était point un spécialiste, mais les services qu'il rendit n'en furent pas moins si considérables que son nom mérite d'être cité dans un ouvrage qui a mis largement ses travaux à contribution. Même l'administration allemande, trente ans plus tard, n'osa point déplacer ce vieil employé dont la barbe majestueuse et la jambe de bois renforçaient le caractère imposant (40).

D'autre part, les dépenses d'entretien ou de construction des bâtiments départementaux furent moins importantes que sous la Restauration. La moyenne n'en fut en effet que de 25.000 francs par an et aucun nouvel édifice ne vint égaler la prison départementale, qui demeura le « chef-d'œuvre » de la première moitié du XIX^e siècle en Moselle, un triste chef-d'œuvre, si peu solidement bâti que le Conseil général regretta, mais trop tard, d'avoir laissé un ingénieur des Ponts et Chaussées jouer en cette occasion le rôle d'architecte. Les travaux les plus considérables exécutés entre 1830 et 1848 furent l'aménagement de quelques casernes de gendamerie, la construction d'un quartier des femmes à la prison de Sarreguemines, d'une salle des adjudications à la Préfecture, et la transformation de l'ancien château abbatial de Gorze en un asile départemental. Enfin, c'est à partir de 1843 que le département de la Moselle assura contre l'incendie les bâtiments dont la loi de 1838 l'avait définitivement rendu propriétaire (41).

Les dépenses d'assistance publique augmentèrent assez sensiblement sous la Monarchie de Juillet, s'élevant de 60.000 à 90.000 francs. Cet accroissement fut d'autant plus intéressant que l'entretien des enfants abandonnés nécessita des crédits de moins en moins élevés ; ils tombèrent de 35.000 à 17.000 francs, le nombre des pupilles étant descendu de 1.300, chiffre atteint au lendemain de 1815, à 350. Il est vrai que l'opinion s'était émue d'une aussi forte diminution, conséquence de la suppression du tour extérieur : le Conseil général, satisfait de son œuvre, répondait victorieusement aux objections en montrant que le nombre

(40) Edouard Sauer (1819-1903), fils d'un chirurgien militaire prussien fixé en Moselle en 1815, entra à la Préfecture en 1837, devint archiviste en 1839, et garda ces fonctions pendant plus de cinquante ans.

(41) Le 25 août 1841, le préfet affirma au Conseil qu'on pouvait ajourner l'assurance en redoublant de surveillance, mais l'assemblée fut d'un avis opposé.

des infanticides n'avait pas augmenté (42). Quelques milliers de francs prélevés sur le produit des amendes et sur les fonds communaux s'ajoutaient d'ailleurs aux crédits votés par le Conseil général. D'autre part, la réduction des frais d'entretien permit à l'assemblée départementale de créer en 1838 un poste d'inspecteur des enfants placés à domicile, avec un traitement de 4.200 francs. Mais toutes les autres dépenses d'assistance augmentèrent : de 12.000 francs, l'entretien des aliénés finit pas s'élever à 30.000, sans compter quelque milliers de francs laissés à la charge des communes. Le Conseil général de la Moselle assistait impuissant à cette élévation des frais ; il y était d'autant plus sensible qu'elle choquait son « patriotisme » départemental, car la Moselle n'avait pas d'asile et envoyait les malheureux atteints de maladies mentales dans la Meurthe, la Meuse ou le Bas-Rhin, à Maréville, à Fains ou à Stephansfeld ! Quelle humiliation pour une assemblée dont l'idéal était de faire du département un tout capable de se suffire à lui-même ! Une situation analogue se présentait pour les sourds-muets que l'on hospitalisait à Nancy, grâce à un crédit de 3.000 francs qui fut régulièrement voté à partir de 1843.

Les frais d'assistance médicale s'accrurent dans une proportion considérable, avec les cours d'accouchement dont la dépense monta de 1.000 à 8.000 francs, les primes à la vaccine, la subvention à la Société maternelle, et, à dater de 1843, avec les 3.000 francs prévus pour les médecins cantonaux chargés de soigner gratuitement les indigents. Jusqu'à 4.000 francs furent parfois octroyés en une année pour les soins donnés en période d'épidémies. Le Conseil général prit également à sa charge, au cours des dernières années de la Monarchie de Juillet, le traitement des syphilitiques indigents, ce qui entraîna bientôt une dépense de 3.000 francs.

En dehors d'un millier de francs prévu pour les indemnités de route aux voyageurs pauvres, le département de la Moselle avait réparti chaque année une somme équivalente entre les communes, comme secours aux mendiants indigents. Vers 1840, il s'y ajouta une subvention à la maison du Bon Pasteur, qui recueillait les filles repentantes, puis un secours fut accordé aux Hospices de Metz qui recevaient des vieillards étrangers à la ville. Mais l'œuvre la plus importante fut le rétablissement du dépôt de mendicité, qui avait tant bien que mal fonctionné pendant les dernières années de l'Empire et que l'installation d'une garnison prussienne dans les bâtiments de Gorze avait définitivement ruiné

(42) Conseil général, 29 août 1838. En 1822, le Conseil jugeait au contraire que l'augmentation des infanticides était effrayante. Il déplorait l'impunité que l'excessive sévérité de la loi assurait aux mères criminelles, les jurés reculant devant la peine de mort. Il souhaitait que l'on remit en vigueur l'édit d'Henri II qui imposait aux filles enceintes une déclaration de grossesse.

au lendemain de Waterloo. Le préfet Germeau avait fait miroiter devant le Conseil général l'espoir que la création de cet hospice de 200 lits ne lui coûterait presque rien : des quêtes avaient en effet permis de réunir près de 70.000 francs ; la ville de Metz offrait une subvention de 5.000 francs, les autres communes trois fois plus (43). Le dépôt, autorisé par ordonnance royale après de longues hésitations, fut ouvert en 1845 ; mais le département eut à consentir des crédits bien supérieurs à ceux qui avaient été annoncés, 13.000 francs en 1846. Dès la session de 1847, le Conseil général dut voter en principe l'établissement de deux nouveaux centimes additionnels. Il était ainsi prouvé une fois de plus que nulle œuvre ne pouvait être fondée sans qu'y correspondît la création de ressources nouvelles.

Parallèlement à cet accroissement notable du budget départemental de l'assistance, il faut signaler le développement des dépenses de l'instruction primaire, que la Restauration avait entièrement laissées à la charge des communes. Dès 1831, le Conseil général de la Moselle rétablit les 6.000 francs que Corbière avait interdit d'accorder à l'Ecole normale. Trois ans plus tard, cette dépense était déjà triplée, puis la loi de 1833 permit de doter un budget particulier de l'instruction primaire, qui fut porté peu à peu à près de 60.000 francs. Non content d'assumer à lui seul toute la charge de l'Ecole normale, le département subventionna un cours d'institutrices, aida de ses deniers les communes à bâtir de nouvelles écoles, augmenta les traitements des instituteurs les plus pauvres. Le Conseil général créa également des bourses pour l'Ecole des Arts-et-Métiers de Châlons, soutint l'Ecole de Musique de Metz, sans que le ministère s'y opposât comme il l'aurait fait sous la Restauration.

Les encouragements à l'agriculture prirent aussi, sous la Monarchie de Juillet, une importance accrue, surtout après 1840. On vit le département acheter deux charrues Grangé, à titre de propagande, puis se lancer dans de véritables opérations commerciales, faire l'acquisition de taureaux de Durham, d'étalons de choix, pour améliorer les races bovines et chevalines. On le vit créer deux bourses à l'Institut agricole de Sainte-Geneviève, près de Nancy, et subventionner les comices agricoles. Malgré la disparition de la pépinière départementale, dont la liquidation s'opéra vers 1840, les crédits nécessités par ces divers objets finirent par atteindre une douzaine de milliers de francs. Il est vrai qu'en vendant ses taureaux, ses étalons percherons, ses porcs du Hampshire, le département rentrait dans une partie des fonds qu'il avait déboursés. Il faut enfin noter que le Conseil général ne jugea plus nécessaire d'assurer un traitement à un vétéré-

(43) *Ibidem*, 2 septembre 1844.

rinaire départemental. Il se contenta de verser une indemnité à celui qui avait consenti à se fixer à Sarreguemines.

Viennent enfin diverses dépenses qu'il est difficile de grouper, et dont le total reste peu important : les primes pour la destruction des loups, les frais de bureau des caisses d'épargne de Briey et de Thionville, la souscription à l'annuaire publié par le libraire Verronnais, les gratifications pour belles actions. On rencontre encore une subvention à la Société des sciences médicales, les frais d'établissement d'une carte géologique de la Moselle, 3.000 francs dépensés pour la restauration des arches de l'aqueduc romain de Jouy. En deux cas, une nouvelle preuve apparut de la volonté du Conseil général d'étendre toujours davantage le domaine de ses interventions : de 1840 à 1845, il vota un crédit annuel de 1.000 francs destiné à encourager les propriétaires à remplacer les toitures en chaume, dont les risques d'incendie étaient effrayants, par des couvertures en tuiles ; vers la même époque, une subvention de 3.000 francs vint aider les communes pauvres à faire l'acquisition de pompes à incendie.

Ces exemples montrent que le budget départemental devenait, dès la Monarchie de Juillet, un instrument de progrès, et que l'on était fort éloigné, en Moselle du moins, vers 1848, de la timidité qu'avait connue la Restauration dans l'emploi des fonds. Tandis que restaient fixes les dépenses d'administration et de répression, celles de bien public s'accroissaient sans cesse, comme s'élargissait le domaine, si longtemps étroit, de l'action départementale. Il est vrai qu'un chapitre avait disparu du budget de la Moselle, celui des dépenses du culte diocésain, des suppléments de traitement que la Restauration accordait à l'évêque et aux chanoines. Le Conseil général restait pourtant libre de voter des crédits de cet ordre, et le sous-chapitre 20 du budget s'intitulait « cultes » : mais sous cette rubrique ne fut plus écrit en Moselle que le mot « néant ». Le développement des crédits aux routes, à l'assistance, à l'instruction primaire, compensait largement cette disparition.

Dans son zèle, le Conseil général aurait même désiré intervenir plus activement encore dans le domaine des travaux publics : en 1844, il offrit de voter pour 20 ans cinq centimes additionnels supplémentaires pour subventionner la compagnie des chemins de fer de Paris à Strasbourg. Mais une condition était exigée pour le versement de près de 3 millions de francs par le département et la ville de Metz, c'est que la voie ferrée empruntât le tracé le plus avantageux pour la Moselle, et passât par le col de Saint-Julien et Arnaville (44). Elle ne fut pas réalisée, et la loi ayant décidé la construction d'un embranchement de Frouard à Sarrebruck, la subvention prévue ne fut jamais versée. Elle n'en reste pas moins le té-

(44) Voir chapitre XX, paragraphe 5.

moignage de l'esprit d'initiative qui animait, dès la Monarchie de Juillet, le Conseil général de la Moselle, témoignage que corrobore le vote, précédemment acquis, d'une somme de 3.000 francs qui permit aux ingénieurs des Ponts et Chaussées l'étude complète des divers tracés de voies ferrées. Il y avait loin de ces réalisations au système purement administratif qu'avait connu la Restauration, et plus encore l'Empire. Evidemment l'élargissement du domaine d'intervention de l'administration amena un accroissement des impôts, mais la prospérité générale légitimait une politique financière moins timide que celle qui avait été suivie jusqu'alors. Bien que, depuis la Monarchie de Juillet, le cadre de l'activité des services départementaux n'ait cessé de s'élargir, cette période apparaît encore aujourd'hui comme l'initiatrice des conceptions budgétaires modernes.

IV. — La stabilité budgétaire entre 1848 et 1863

De 1848 à 1870, l'histoire du budget départemental de la Moselle comprend deux périodes, l'une de stagnation, d'autre d'augmentation rapide, séparées par l'année 1863. Le choc de la révolution avait mis fin à l'extension continue des crédits qui avait caractérisé l'époque de la Monarchie de Juillet, puis l'Empire, en sa phase autoritaire, parut adopter pour les finances départementales une politique plus restrictive que celle du régime précédent. La construction des premières voies ferrées, dans laquelle le département n'intervint pas, rendait d'ailleurs moins urgent l'achèvement du réseau routier, auquel des sommes de plus en plus fortes avaient été consacrées auparavant. Le résultat fut que, pendant seize ans, le budget départemental de la Moselle oscilla entre 900.000 et un million de francs, chiffres qui avaient été atteints dès 1847. Il est vrai que de nouveaux aménagements des crédits furent avantageux au Conseil général : il faut surtout souligner le fait qu'à partir de 1856 les dépenses des prisons, qui s'élevaient à plus de 75.000 francs, passèrent à la charge de l'Etat.

Il va de soi que la régularité des budgets départementaux resta exemplaire, comme elle l'était depuis la Restauration. Rien ne fut changé aux principes qui soumettaient les votes du Conseil général, considérés comme de simples indications, à l'approbation ministérielle, toujours obtenue sans qu'intervinssent de changements dans la destination des fonds. La seule innovation fut qu'à dater de 1848, les préfets communiquèrent à l'avance aux conseillers leur projet de budget, afin de leur laisser le loisir de l'étudier. Ces projets furent d'ailleurs constamment acceptés par l'assemblée départementale, collaboratrice de plus en plus disciplinée de l'autorité administrative. Une divergence de vues ne se révéla qu'une seule fois, en 1852, lorsque le préfet proposa d'employer deux centimes additionnels,

devenus sans destination, à construire la caserne de gendarmerie du chef-lieu. Animé d'un esprit d'économie qui est un trait nouveau, le Conseil préféra un dégrèvement à une dépense pourtant presque indispensable (45).

Deux interventions ministérielles méritent d'être signalées au cours de cette période. En 1851, c'est un refus d'autoriser la Moselle à continuer la perception des cinq centimes destinés aux routes, sous le prétexte qu'il n'était pas régulier de ne les ajouter qu'à la contribution foncière (46). La difficulté, qui était d'ordre réglementaire et venait sans doute d'un accès de mauvaise humeur d'un chef de bureau, fut tournée aisément par l'augmentation d'autres centimes additionnels. Puis, en 1858, survint un plus grave embarras : le Conseil d'Etat déclara que les dépenses de l'asile départemental de Gorze étant devenues annuelles, elles ne pouvaient être couvertes par deux centimes exceptionnels (47). Une loi n'autorisa plus que la perception provisoire d'un centime, qui fut bientôt supprimé. Le préfet comme le Conseil général furent très inquiets pour l'avenir de l'asile. L'assemblée départementale protesta énergiquement, fit observer qu'elle payait des dépenses obligatoires avec des centimes facultatifs, et trouva que cette « erreur regrettable était une preuve que le Conseil général appréciait sainement les intérêts et les besoins du département ». « Elle est une preuve aussi que plus d'action, plus de liberté, devraient être laissées aux autorités locales, aux représentants locaux ; qu'une centralisation excessive peut offrir des inconvénients. » Par une voie détournée, de façon à ne pas entrer en conflit avec le Conseil d'Etat, le ministre parvint à rendre au département un des centimes supprimés.

Entre 1848 et 1863, rien ne fut changé à la division du budget en quatre parties, établie par la loi de 1838. Les fonds d'abonnement des bureaux et les traitements administratifs, d'ailleurs augmentés — car l'Empire était généreux envers ses fonctionnaires — demeurèrent en dehors des dépenses départementales. Rien d'essentiel ne fut modifié dans les recettes de la Moselle : les 10 centimes ordinaires, portés plus tard à 10,5, continuèrent à rapporter plus de 200.000 francs ; le fonds commun, distribué arbitrairement par le ministre, se maintint d'abord entre 110 et 125.000 francs, et le Conseil général se plaignit de verser à ce titre 150.000 francs dont une partie profitait à des départements plus pauvres, ou plus favorisés du pouvoir (48). Quant l'Etat se chargea des dépenses des prisons, l'allocation de la Moselle sur le fonds commun descendit à 90.000 francs, mais cette apparente réduction ne fut pas, en fin de compte, désa-

(45) Conseil général, 27 août 1852.

(46) *Ibidem*, 5 septembre 1851.

(47) *Ibidem*, 30 août 1858.

(48) En 1858 la Moselle ne reçut même que 80.000 francs, alors qu'elle en versait 149.996.

avantageuse pour le département. Le total de ces ressources restait ce qu'il était dès la fin de la Monarchie de Juillet.

Par contre, l'ensemble des centimes facultatifs, extraordinaires et spéciaux, fut plus élevé que jamais. Leur rapport oscilla aux environs de 400.000 francs, alors que le chiffre le plus fort atteint auparavant avait été de 325.000 francs. Mais l'ensemble des ressources départementales était resté au niveau qu'il avait atteint en 1847, car les prélèvements sur les fonds communaux s'abaissèrent d'une somme sensiblement équivalente. Avec deux centimes constamment maintenus pour l'instruction primaire, le total des recettes dépassait un million de francs : il n'y avait donc pas de recul, mais simplement un arrêt de la progression qui, en quinze ans, avait porté le budget de la Moselle de 350.000 francs à un chiffre trois fois plus élevé. L'excédent annuel de recettes put continuer à être reporté chaque année sur des exercices ultérieurs. Le département conclut pendant cette période un seul emprunt, de 55.000 francs, auprès d'un banquier israélite de Strasbourg. Une recette exceptionnelle fut réalisée en 1849, par l'application du décret du 22 septembre 1848, qui autorisa la perception, pour une seule année, de trois centimes, et accorda au département une subvention gouvernementale qui lui permit d'intensifier les travaux de vicinalité et de remédier ainsi à la crise de chômage.

Si les chiffres d'ensemble du budget de la Moselle varièrent peu de 1848 à 1863, la répartition des crédits fut assez différente de ce qu'elle avait été précédemment. La construction des routes et des chemins de grande communication se ralentit quelque peu, et leur moindre usure, qui fut constatée dès l'établissement des premières voies ferrées, permit de réduire les dépenses de leur entretien. Les sommes consacrées à ces chapitres purent donc être diminuées, et passèrent de plus de 700.000 francs par an à moins de 550.000 vers 1860. Les crédits de vicinalité, qui avaient absorbé sous la Monarchie de Juillet les trois quarts des recettes totales, ne constituèrent plus alors que les trois cinquièmes environ du budget.

L'ensemble des autres crédits s'accrût au contraire régulièrement, passant de 280.000 à près de 400.000 francs. L'augmentation réelle en était d'ailleurs encore plus considérable, puisque les dépenses des prisons n'étaient plus une charge départementale depuis 1856. Il est essentiel de souligner cet aspect nouveau du budget départemental, car c'est pour les crédits de cet ordre que le Conseil général disposait de la plus grande liberté d'action. On retrouve toujours parmi ces dépenses les menus frais des tribunaux, le casernement de la gendarmerie : le total n'en atteint jamais 10.000 francs. Les frais d'administration, en dehors de l'abonnement, s'augmentèrent d'un versement annuel de 7.000 francs à la caisse de retraite des employés de la Préfecture, dont l'avenir se trouva dès lors assuré. Les dépenses d'entretien des bâtiments restèrent aux environs de

20.000 francs, et les constructions nouvelles furent insignifiantes. Par contre, le renouvellement des mobiliers de la préfecture et des sous-préfectures entraîna des frais plus élevés que par le passé.

Rien de tout cela n'était très intéressant, tandis que l'augmentation du budget de l'assistance publique fut remarquable. De 90.000 francs en 1847, il monta à 200.000 en 1862. Tout concourut à cette progression, même le prix de pension des enfants assistés qui dut être relevé, pour la première fois depuis 1815. Mais rien ne parut plus regrettable au Conseil que le fait d'avoir à entretenir un nombre sans cesse plus considérable d'aliénés, et d'engager pour eux une dépense de 80.000 francs. Par ailleurs, le traitement des syphilitiques exigea 20.000 francs; les frais de la médecine cantonale, qui reçut alors une organisation définitive, s'élevèrent chaque année à 15.000 francs. Le dépôt de Gorze nécessita souvent plus de 50.000 francs. Outre les sourds-muets, on commença à envoyer à Nancy des jeunes aveugles. Grâce à la rente d'un legs de 50.000 francs accordé à chaque département en vertu du testament de Napoléon I^{er}, des maisons cantonales de charité, qui portèrent le nom de l'Empereur, purent être entretenues (49). Il faut aussi signaler l'apparition à cette époque d'un inspecteur départemental de l'Assistance publique, nouveau fonctionnaire que le développement de ces services rendait indispensable. A côté de ces nouveautés, la tradition de la subvention à la Société maternelle ou au Bon Pasteur se maintenait, comme le principe des cours d'accouchement. Mais depuis la fermeture de la maison du docteur Morlanne, les élèves sages-femmes durent être envoyées aux frais du département à Paris ou à Strasbourg, selon la langue qu'elles parlaient, et le Conseil général dut se résigner à regret à la disparition d'une institution messine. Enfin, sans doute pour suivre les vues philanthropiques de Napoléon III, l'assemblée vota chaque année une aide aux Sociétés de secours mutuels et aida parfois à la création de crèches. C'est ainsi que le budget de l'Assistance arriva à former le cinquième du budget total: c'est le caractère distinctif de cette période de l'histoire financière de la Moselle, comme le développement des dépenses de vicinalité est le trait essentiel de la phase précédente.

Car il n'y eut pas grande innovation dans les autres paragraphes du budget. Aux deux centimes traditionnels de l'instruction primaire, le Conseil général ajouta à partir de 1851 une somme de 6.000 francs. On retrouve les crédits habituels pour la destruction des animaux nuisibles et l'élimination des toits de chaume. Renonçant à l'achat de bestiaux de race, l'assemblée départementale se contenta le plus souvent de voter quel-

(49) Il s'agissait d'un legs réparti entre les départements qui avaient souffert de l'invasion en 1814 et 1815.

ques milliers de francs pour les comices agricoles, auxquels s'ajoutèrent vers 1860 des primes pour l'élevage du cheval. Pour bien d'autres dépenses peu considérables, les errements de la Monarchie de Juillet continuaient à être suivis. D'ailleurs, malgré le développement des crédits d'assistance publique et leur réunion depuis 1858 en un sous-chapitre spécial, le cadre du budget départemental de la Moselle était resté vers 1863 celui qu'avait tracé le régime précédent. Au développement continu de la prospérité du pays, n'avait pas correspondu un élargissement du système financier du département : il n'en fut pas de même au cours des huit dernières années de l'Empire.

V. — L'accroissement du budget sous l'Empire libéral

Après être resté pendant seize ans fixé aux environs d'un million de francs, le budget de la Moselle subit, à partir de 1863, une progression rapide. C'est toute l'économie traditionnelle des finances départementales qui fut modifiée. La loi de 1838, dont la division ne correspondait plus aux réalités, dut être entièrement refondue, et le Conseil général fut appelé à émettre des vœux sur cet objet : il fit observer que dans aucun département les dépenses facultatives n'étaient réellement distinctes des dépenses ordinaires, et qu'ainsi les Conseils n'étaient plus les maîtres de leurs finances. Il critiqua la centralisation abusive, et conseilla à l'Etat de se charger des enfants trouvés et des aliénés comme il se chargeait déjà des prisons (50). Mais en 1863, revenant sur ses vœux de l'année précédente, le Conseil général s'aperçut que cette accroissement du rôle de l'Etat diminuerait celui du département, et se déclara partisan d'un système mixte de subventions gouvernementales (51). La loi du 18 juillet 1866 lui donna une satisfaction partielle, puisque la suppression du fonds commun profita aux départements riches : la Moselle y gagna plus de 60.000 francs. En vertu de cette nouvelle législation, le budget ne fut plus divisé, à partir de 1868, qu'en deux parties, dépenses ordinaires et extraordinaires. En sa simplicité, le nouveau système avait sur l'ancienne réglementation l'avantage de la souplesse.

Mais déjà entre 1863 et 1868, le budget de la Moselle, pourtant maintenu dans le cadre de la loi de 1838, avait subi de profondes transformations. Tandis que les centimes ordinaires et facultatifs restaient fixés à 18, et que l'allocation sur le fonds commun ne changeait point, pas plus que les prélèvements sur les recettes communales, le budget extraordinaire s'était enflé rapidement. Une série de lois, dont les dates s'échelonnèrent

(50) Conseil général, 30 août 1862.

(51) *Ibidem*, 1^{er} septembre 1863.

entre 1861 et 1865, autorisèrent en effet le département à voter de nouveaux centimes, dont le total fut de douze, et dont le rapport annuel finit par atteindre 400.000 francs, trois fois plus qu'auparavant. Ces lois avaient précisé l'affectation des ressources aux bâtiments, à la vicinalité, à l'extension du lycée de Metz, au dépôt de Gorze, aux constructions de chemins de fer, à l'achat d'étalons (52). Leur application porta le total des recettes de la Moselle à 1.300.000 francs en 1866. Puis des ressources d'emprunts s'y ajoutèrent, et le Conseil général dut s'habituer à compter par millions. Même en défalquant ces recettes exceptionnelles dont l'affectation était précisée par les lois qui les avaient autorisées, le budget de la Moselle comprenait, à la veille de la guerre, 36 centimes ordinaires, 12 extraordinaires, et les versements communaux : le total atteignait plus de 1.500.000 francs, et le département disposait de ces fonds considérables plus librement que jamais, puisque nulle permission spéciale n'était nécessaire pour que le Conseil pût les voter.

Jamais l'administration préfectorale n'avait pu proposer à l'initiative du Conseil général un champ plus vaste. Pour la première fois depuis plus de trente ans, les crédits de vicinalité, pourtant relevés parfois jusqu'à 600.000 francs, formèrent moins de la moitié du total. Tribunaux, gendarmerie, dépenses administratives semblèrent ne plus compter en face de l'assistance et de ses 220.000 francs, de l'instruction publique absorbant 100.000 francs, des encouragements à l'agriculture qui dépassèrent parfois 50.000 francs. Pour obtenir la prompte réalisation de la voie ferrée de Thionville à Sarreguemines et Niederbronn, le Conseil général versa à la Compagnie, à partir de 1864, dix annuités de 125.000 francs. Il dépensa 200.000 francs pour reconstruire la caserne de gendarmerie de Metz, dont les travaux égalèrent en importance ceux que la Restauration avait réalisés à la Prison (53). Une somme de 100.000 francs fut ajoutée aux crédits que la ville et l'Etat consacraient à l'agrandissement du Lycée. Lors de l'épidémie de choléra de 1867, le département dépensa 30.000 francs, alors qu'il n'en avait accordé que six fois moins en 1832, en une crise infiniment plus redoutable !

Parvenus au terme de cette étude, il est intéressant de mesurer le chemin parcouru depuis les budgets si resserrés du Premier Empire, et de constater le prodigieux accroissement du domaine de l'activité départemen-

(52) Loi du 18 mai 1861 (2 centimes pour les bâtiments départementaux). Loi du 6 juillet 1862 (1,5 centime pour achat d'étalons et construction de routes). Loi du 6 mai 1863 (2 centimes pour le Lycée). Loi du 23 mai 1863 (4 centimes pour le chemin de fer de Thionville à Niederbronn).

(53) Cette nouvelle gendarmerie est devenue la clinique Sainte-Blandine. Sa construction entraîna la démolition de l'ancien couvent des Magdelaines et de sa chapelle gothique.

tales. Par la vicinalité, le Conseil général était arrivé à jouer un rôle économique, qu'il s'efforçait d'étendre aux questions agricoles. Par l'enseignement et l'assistance, sa tâche sociale se développait toujours davantage. A la veille de la guerre de 1870, on vit l'assemblée départementale s'occuper du reboisement des montagnes, de l'achat de poulinières et de taurillons; une carte géologique fut exécutée, grâce à son concours financier (54); un laboratoire de chimie avait été créé à Metz, des lavoirs s'élevaient dans les villages, d'où les toits de chaume avaient à peu près disparu. Disposant de crédits qui avaient longtemps presque totalement fait défaut, l'administration étendait partout ses interventions. Ceux qui regrettent que la France n'ait pas connu une vie plus spontanée, déploreront peut-être cette progressive extension du régime administratif et de sa puissance financière. Mais le département de la Moselle ne montre guère, entre 1800 et 1870, de domaine où l'initiative privée ait été capable de suppléer à l'action officielle, et l'observation des faits y prouve l'étendue des améliorations que les services publics y ont réalisées. L'étude de 70 ans d'évolution budgétaire est sans doute fort aride, mais elle révèle mieux que tout autre exemple comment s'est constitué un régime vraiment moderne. La Monarchie de Juillet et le Second Empire, en ses dernières années surtout, ont joué à cet égard un rôle décisif.

Le Conseil général de la Moselle avait pourtant parfois hésité à s'engager dans la voie où l'administration préfectorale le poussait. En 1867, malgré l'intervention de son président, le sénateur de Ladoucette, qui souhaitait que de Metz partît l'élan pour tout le département, l'assemblée n'avait pas voulu subventionner la Société de tir, les Régates et l'Orphéon du chef-lieu (55). Par contre, le Conseil n'avait jamais refusé de s'engager à fond en matière de travaux publics. C'est lui qui voulut réaliser la canalisation de la Moselle de Frouard à Thionville, et qui, lorsqu'il lui apparut que le gouvernement hésitait, parvint à lui forcer la main par son initiative. Il avait devant lui l'exemple des industriels alsaciens qui avaient obtenu la réalisation du canal des houillères en offrant à l'Etat une subvention. Le Conseil général demanda donc l'autorisation d'émettre un emprunt de 11.500.000 francs, d'ailleurs remboursable par l'Etat, qui devrait également se charger de payer un intérêt de 4 % aux prêteurs (56). D'autre part, les métallurgistes de la Moselle s'offraient à compléter le taux fixé à 5 %. La loi du 31 juillet 1867 admit cette combinaison, qui avait l'avantage de ne rien coûter au budget départemental.

(54) C'est la carte géologique au 1/80.000, dressée par l'ingénieur Reverchon en 1866.

(55) Conseil général, 28 août 1867.

(56) *Ibidem*, 31 août 1864, 4 septembre 1867.

Dès l'année suivante, une première tranche de l'emprunt fut réalisée, et quand survint la guerre, les travaux étaient déjà activement poussés entre Frouard et Metz, plus de six millions de francs étaient dépensés.

Cette réussite encouragea le Conseil général, qui réalisa en 1867 un emprunt de 70.000 francs pour la construction d'un nouveau pont sur la Moselle, à Jouy-aux-Arches ; le remboursement devait en être effectué par les subventions d'un industriel et par le produit d'un péage (57). Le même système d'emprunt fut appliqué pour la construction des premiers chemin de fer d'intérêt départemental, dont aucun n'était d'ailleurs achevé en 1870. Une loi du 29 août 1868 permit d'émettre successivement des tranches de 480.000 et de 440.000 francs, mais l'intérêt en fut cette fois prélevé sur les recettes du département. On voit par ces exemples que le Conseil général de la Moselle, agissant en liaison avec le préfet, venait de se lancer, quand survint la guerre, dans une politique de travaux publics pleine de hardiesse. Le temps n'était plus où le département semblait un simple cadre administratif : le cas de la Moselle montre qu'au point de vue financier et économique, une véritable vie personnelle s'était développée à l'intérieur des limites tracées par l'Assemblée nationale en 1790.

(57) *Ibidem*, 3 septembre 1867.

CHAPITRE XVI

JUSTICE, POLICE ET FINANCES

I. — L'organisation judiciaire

L'étude détaillée de tous les pouvoirs publics entraînerait fort loin et finirait par échapper au domaine de l'histoire pour se confiner dans celui du droit administratif. C'est pourquoi il nous a paru suffisant d'insister sur les questions les plus intéressantes, sur celles qui permettent d'affirmer que l'évolution des institutions locales était loin d'être achevée dans la France de 1815, et de montrer combien de créations nouvelles restaient à réaliser après Napoléon I^{er}. Les chapitres qui traitent de l'enseignement, des travaux publics, et même de l'administration communale ou de l'assistance, nécessiteront donc d'assez longs développements. Au contraire, le système judiciaire et policier, l'organisation financière, la conscription, restèrent sensiblement tels que le régime impérial les avaient constitués. L'Etat avait su dès lors remplir presque parfaitement ses tâches coercitives, alors qu'au contraire d'immenses lacunes subsistaient encore dans son rôle constructif. Il y a là un contraste qui n'a pas toujours été remarqué, et qui explique que l'on ait parfois décerné au système napoléonien des éloges qu'il ne méritait pas, que l'on ait souvent répété, avec beaucoup d'exagération, que la France moderne étouffait dans le réseau des institutions impériales.

Le domaine judiciaire, par exemple, révèle de bien faibles évolutions. La Moselle continua jusqu'en 1870 à appartenir au ressort de la Cour — impériale ou royale — de Metz, qui avait reçu en 1811 une forme définitive (1). Le département des Ardennes en dépendait également, mais les Forêts lui avaient échappé en 1814, après le premier traité

(1) CHASTELLUX (de): *Statistique de la Moselle*, p. 128. Le tribunal d'appel établi en l'an VIII comprenait 13 juges. Il devint Cour d'appel en l'an XII, et Cour impériale en mars 1811, après la cérémonie d'installation, présidée par le sénateur Chasset. Le nombre des conseillers fut dès lors porté à vingt. Cf. A. D. Moselle, 1 U 1.

de Paris. La Cour s'était établie dans l'immense Palais du Gouvernement, dont les dimensions semblaient parfaitement conformes à la majesté de la Justice, dans une ville qui avait été depuis 1633 siège d'un Parlement et où subsistait une aristocratie de robe riche et influente. Le ressort de Metz était évidemment peu étendu, et il arriva que l'esprit d'économie menaçât parfois cette haute institution dont la ville était fière : ce fut le cas au lendemain de 1815, et les magistrats, comme le Conseil municipal, durent faire valoir combien il était indispensable qu'une Cour royale demeurât fixée dans une cité où la prédominance des militaires risquait de compromettre l'autorité du Roi (2); ce fut également le cas en 1848, alors qu'un projet de réunion de la Moselle et des Ardennes au ressort de Nancy fut présenté au garde des sceaux. La Cour de Metz se défendit en publiant une brochure qui montrait d'abord la nécessité de conserver les juridictions existantes, et qui prouvait ensuite que si l'on voulait absolument réaliser des suppressions, la capitale de l'ancienne Lorraine, ville ouverte, devait s'effacer devant la cité guerrière, boulevard de la France (3). Aucune de ces menaces ne se réalisa d'ailleurs, et il était réservé aux Allemands de supprimer, en 1871, une Cour dont l'histoire était étroitement liée à celle de la pénétration française dans ces régions, et de placer Metz sous la lointaine dépendance de Colmar (4).

Vieille ville judiciaire, le chef-lieu de la Moselle avait l'habitude de voir siéger parmi les conseillers — au Parlement comme à la Cour qui en était l'héritière — un grand nombre de ses enfants (5). C'est ainsi que dès l'Empire, le procureur général, Périn d'Augny, était un Messin, intimement mêlé, depuis 1789, à la vie de la cité (6). Si le premier président de l'époque napoléonienne, Voysin de Gartempe, et son successeur M. de Malleville étaient étrangers à l'Est de la France, on remarque parmi les présidents de chambre un Colchen, frère du premier préfet et comme lui né à Metz, un Gérard d'Hannoncelles, leur concitoyen, jadis conseiller au parlement de Nancy, émigré rentré et serviteur de l'Empire

(2) Conseil municipal, 14 novembre 1815. La ville envoya un mémoire en faveur de la Cour au Messin Barbé de Marbois, à l'ancien préfet Vaublanc, qui se trouvaient être alors garde des sceaux et ministre de l'Intérieur.

(3) *Observations de la Cour d'appel de Metz sur le projet d'organisation judiciaire.*

(4) Depuis 1929, une chambre d'appel est détachée de Colmar à Metz, et le chef-lieu de la Moselle conserve l'espoir du rétablissement de sa Cour.

(5) Voir DELAHACHE (G.) : *Metz* (Revue de Paris, 1912). L'auteur indique le rôle qu'avait joué aux XVII^e et XVIII^e siècles le « Sénat messin ». Il convient d'ailleurs d'observer que les familles parlementaires étaient originaires de toutes les provinces françaises : mais le temps les avait faites vraiment messines.

(6) BÉGIN, *Biographie de la Moselle*, NÉRÉE-QUÉPAT, *Dictionnaire biographique de la Moselle. Annuaire de Verronnais.*

malgré l'attachement secret qu'il conservait aux Bourbons. Ce parfait représentant de l'ancienne aristocratie de robe devint d'ailleurs premier président en 1820, à la place de M. de Malleville, suspect de libéralisme et envoyé à Amiens : il le resta jusqu'en 1830, et employa ensuite ses loisirs à composer une histoire des grandes familles nobles de la Province. Parmi les conseillers, un Rolland représentait la bourgeoisie libérale à côté des Robinet de Cléry et des Holandre de Colmy, qui appartenaient à des milieux franchement royalistes. Le cas de M. Pyrot est absolument typique : substitut du procureur général auprès du Parlement de Metz, représentant de la Moselle à la Législative, successivement conseiller et président de chambre à la Cour, il avait épousé la fille d'un conseiller-auditeur à la Chambre des Comptes de Metz ; son fils entra naturellement dans la magistrature, et se fit autoriser à porter le nom de Pyrot de Crépy. Il faut remarquer que, sous la Restauration, il existait pour les familles parlementaires une voie d'accès facile à la carrière paternelle : les jeunes gens pouvaient être nommés, avec un traitement minime, conseiller-auditeur auprès de la Cour, et avancer ensuite sur place.

Le caractère local de la magistrature assise se maintint jusqu'en 1870. Il suffit de rappeler que Charpentier, l'un des chefs du libéralisme messin, a rempli les fonctions de premier président de 1830 à 1856, et qu'il a eu pour successeur son coreligionnaire politique Woïrhaye, qui ne quitta sa ville natale que pour être nommé conseiller à la Cour de Cassation. En résumé, la première présidence fut occupée sans interruption par des Messins pendant 42 ans, de 1820 à 1862 ! Donner la liste des conseillers serait presque faire l'histoire de la grande bourgeoisie messine, car ce sont des noms symboliques que ceux des Legagneur, des Pécheur, des Pidancet, des Dufour, des Sérot, des de Maillier, des des Robert, des Goulon. A la fin du Second Empire, on vit encore siéger à la Cour de Metz un de Turmel et un d'Hannoncelles, et l'on comprend quelle situation pouvait posséder dans une ville de province une société aussi fortement traditionaliste, et dont l'uniformité de mœurs et de manières n'excluait d'ailleurs pas certaines divergences politiques. Il va de soi que le parquet n'était pas recruté sur place aussi fréquemment, car le gouvernement tenait à confier les fonctions de procureur général, d'avocat général et de substitut, à des personnalités indépendantes des coterie locales (7).

Il en était de même des fonctions de procureur du roi auprès des quatre tribunaux de première instance du département, dans lesquels le recrutement local prévalait au contraire pour les places de juges et de

(7) Le cas du procureur général Parant, ancien avocat à Metz, qui fut envoyé à Bourges en 1831 parce ses relations ne lui permettaient pas de se montrer dans sa ville natale aussi énergique qu'il le désirait, est absolument typique.

président. Ne vit-on pas le tribunal de Metz dirigé pendant quarante ans par l'ancien avocat Boulangé, et la dynastie des Roget de Belloquet avoir pendant de longues années un représentant au tribunal de Sarreguemines. Ne vit-on pas un Poulmaire, membre d'une des plus riches familles de la région, présider à Thionville jusqu'en 1870? Ce caractère particulier à l'ancienne magistrature s'explique aisément : c'était à peine une carrière pour les fils d'une bourgeoisie qui aurait pu vivre de ses fermages, car les traitements restaient médiocres, à l'exception de ceux de premier président et de procureur général qui atteignaient 15.000 francs. Un conseiller à la Cour dut longtemps se contenter de 3.000 francs, un juge au tribunal de 1.250! Le contraste entre les gros traitements qui permettaient de représenter dignement sans écorner la fortune personnelle, et les petits, qui correspondaient au train de vie d'un professeur de lycée mais non à celui d'un magistrat, recruté dans une classe plus élevée, était un des aspects d'une civilisation assez différente de la nôtre. Leurs titulaires avaient d'ailleurs assez de loisirs pour ne point songer à se plaindre, et le type du magistrat bel esprit, poète à ses heures, féru d'histoire locale, était loin d'avoir disparu de la ville de Metz ou du département de la Moselle (8). L'on comprend par là quelle importance pouvait encore avoir, pour une pareille société, la mercuriale que l'un des conseillers prononçait chaque année à l'audience de rentrée de la Cour.

L'étude des juridictions supérieures laisse facilement présager à quel degré pouvait s'élever l'habitude du recrutement local pour les 27 justices de paix de la Moselle. On peut dire qu'avant 1830, il était de règle que ces humbles magistrats cantonaux fussent des notables du pays, des rentiers de campagne sans connaissances théoriques, mais parvenus souvent à un réel savoir-faire pratique (9). Ils ne résidaient pas toujours au chef-lieu de canton et certains d'entre eux tendaient à faire de leur village le centre judiciaire de leur ressort. C'étaient à peine des fonctionnaires, car leurs traitements — 800 francs sous la Monarchie de Juillet — était souvent inférieur à leurs revenus personnels. Mais la plupart restaient longtemps en fonctions — tels les frères Pierre et Ferdinand Sécheyne, fils d'un conseiller au bailliage, à Metz — et finissaient par exercer une influence considérable, à la fois politique et sociale. L'administration préfectorale avait souvent recours à leur intermédiaire. Mais tous ne présentaient pas des garanties de capacité suffisantes, et c'est pourquoi, en 1835, le Conseil général eut à discuter un vœu favorable à l'augmentation de leur traitement fixe, à la suppression des vacations, et à l'obligation du

(8) Ce fut le cas de Victor Simon, géologue et historien, du conseiller Michel, fondateur des Amis des Arts.

(9) A. D. Moselle, 1 U 9-10.

diplôme de licencié en droit : les deux premiers points furent adoptés, le troisième rejeté, car il aurait éliminé de cette charge paternelle les propriétaires du pays (10).

Mais l'évolution qui entraînait la France vers un système de centralisation plus effectif se fit également sentir dans ce domaine. Après la loi du 18 juillet 1837, on vit disparaître peu à peu les anciennes habitudes patriarcales qui comportaient beaucoup de laisser-aller. Les juges de paix de Metz cessèrent de tenir leurs audiences civiles dans leurs appartements particuliers, et les locaux dont disposait déjà, à l'Hôtel de Ville, le tribunal de simple police furent améliorés. A plus forte raison ne vit-on plus tel juge, comme jadis celui de Boulay, convoquer les plaideurs dans l'arrière-boutique de son greffier. On aurait trouvé singulier qu'un magistrat cantonal publiât une proclamation à ses concitoyens dans le style de celle que Saget adressait vers 1815 aux habitants de Verny pour leur faire connaître ses principes religieux et royalistes. Le ministère continua à ne nommer de juges de paix qu'après avoir pris des renseignements auprès du préfet, mais il cessa de rechercher exclusivement des notables du pays. Dès la Monarchie de Juillet, et surtout sous Napoléon III, l'administration prit l'habitude de déplacer des juges d'un département dans un autre ; c'est ainsi qu'un capitaine de gendarmerie retraité vint un jour à Cattenom, bourg dont il ignorait la langue et les coutumes. Mais jusqu'à la guerre, on retrouve des exemples de recrutement local, dont le cas de l'ancien notaire Collinet, nommé juge de paix dans son canton natal de Gorze, est un des derniers. En résumé, au milieu de l'évolution générale, la plus humble des magistratures n'avait pas complètement perdu le caractère patriarcal qu'elle avait eu à l'origine. Elle le conservait d'ailleurs sans restriction par ses greffiers et ses juges suppléants : ces derniers surtout appartenaient souvent à la classe paysanne, et leur degré de culture intellectuelle était parfois des plus faibles. N'avait-on pas vu, sous la Restauration, un suppléant ignorer le français dans le canton de Volmunster, et à Metz siéger un laboureur presque complètement illettré ?

Le code d'instruction criminelle, dans son article 116, avait prévu une juridiction inférieure à celle des juges de paix ; il avait en effet confié aux maires le soin de connaître des contraventions dans la limite de leurs communes. Mais ces tribunaux de simple police tombèrent rapidement en désuétude, et souvent même ne fonctionnèrent jamais. Au début de la

(10) Conseil général, 24 août 1836 Parmi les progrès dans l'organisation de la justice, il faut citer la rédaction des usages locaux, dont la connaissance est nécessaire dans de nombreux procès ruraux. Les juges de paix du pays les possédaient par habitude, mais une codification parut plus tard nécessaire. Elle fut achevée en 1856, mais il ne semble pas que le recueil des usages locaux de la Moselle ait été publié. A. D. Moselle, 254 M.

Restauration, les inspecteurs des administrations municipales, à qui le préfet avait — de sa propre initiative et contrairement aux lois — confié la charge de visiter les communes, déploraient parfois que les juges de paix eussent complètement éliminé les maires des fonctions judiciaires (11). D'autres pensaient au contraire que cette solution était la meilleure, et sans doute avaient-ils raison, car la capacité des municipalités rurales n'offrait aucune garantie à la justice. C'est seulement en 1853 que l'on vit un maire faire revivre en Moselle cette institution tombée dans l'oubli : c'était Valette, qui administrait la commune de Rémilly avec toute la compétence d'un grand bourgeois libéral. Son initiative étonna le préfet, qui s'empressa d'en référer au procureur général et au ministère. Le garde des sceaux répondit que la création de ce tribunal de simple police était légale, et qu'on devait la tolérer là où le maire présentait des garanties de capacité suffisantes (12). Il semble que l'exemple de Rémilly soit resté isolé : on vit bien des audiences de conciliation organisées vers la même époque à Ars-sur-Moselle, mais l'initiative venait cette fois du procureur impérial près du tribunal de Metz, et le juge de paix de Gorze se dérangeait pour les présider.

Il existait un dernier cas de décentralisation : le département de la Moselle conserva jusqu'en 1870 son exécuter des hautes œuvres, nommé par arrêté ministériel, et un adjudicataire chargé d'y monter la guillotine partout où ce serait nécessaire (13). Il la transportait notamment dans les campagnes, en un temps où subsistait encore la règle d'exécuter les criminels sur le théâtre même de leur forfait. N'oublions pas que sous l'Ancien Régime chaque bourg avait son bourreau ! Il est curieux de noter à ce propos que le décret du 18 juin 1811, en créant un office unique d'exécuter départemental, avait prévu que les anciens titulaires continueraient à toucher une pension, réversible sur la tête de leurs veuves. C'est ainsi qu'en 1817, les ci-devant bourreaux de Longuyon, de Puttelange, de Boulay, de Forbach, de Rodemack, de Metz et d'Angevillers, recevaient annuellement 1.300 francs chacun, et que ce chapitre des pensions ne disparut définitivement, par voie d'extinction, que vers la fin de la Monarchie de Juillet.

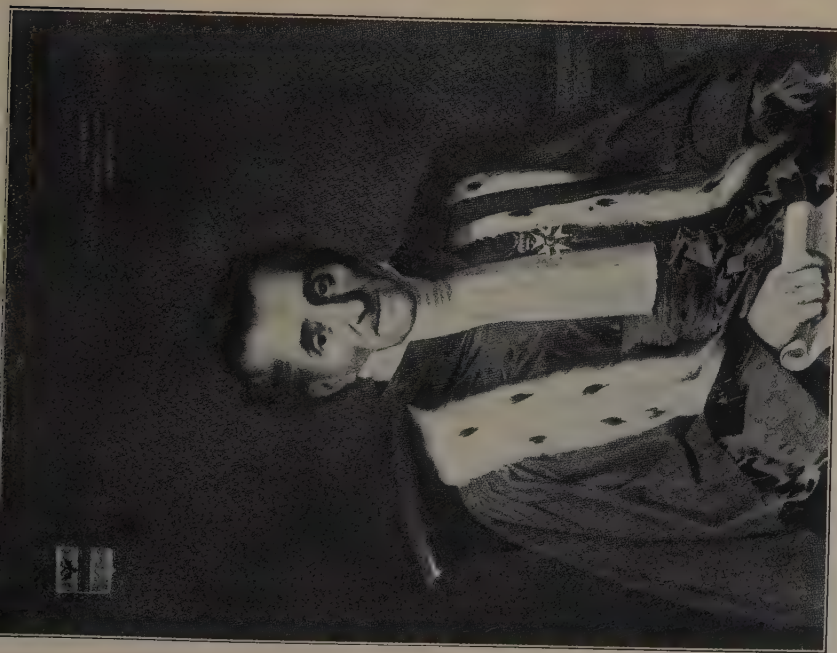
II. — Le système policier

L'organisation judiciaire bénéficia d'une fixité remarquable : il en fut de même de la gendarmerie, force auxiliaire de la magistrature, mais

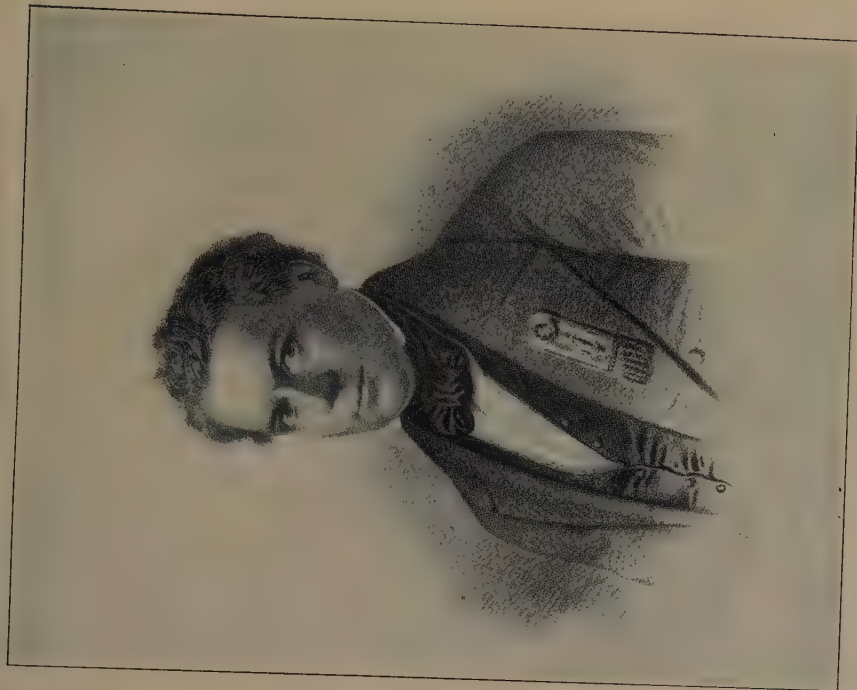
(11) A. D. Moselle, 1 U 9. Résumés des rapports des inspecteurs de l'administration municipale.

(12) *Ibidem*, lettre ministérielle du 21 octobre 1853.

(13) A. D. Moselle, 1 U 7-8.



François-Gilbert Gérard
Baron d'Hannoncelles
Premier président à la Cour royale de Metz
1820-1830.



Charles Woirhaye
Représentant du peuple, 1848-1849.
Premier président à la Cour impériale de Metz.
1856-1862.

placée sous la dépendance d'un autre département ministériel. Il existait toutefois, à la fin du Premier Empire et au début de la Restauration, une compagnie de réserve départementale, sorte de garde particulière du préfet, placée sous ses ordres directs, qui fut supprimée dès 1818 (14). La gendarmerie suffisait d'ailleurs au maintien de l'ordre dans un département dont les masses étaient soumises aux lois et disciplinées. Son effectif s'accrut lentement au cours du XIX^e siècle (15) : forte d'abord de 26 brigades, la compagnie de la Moselle n'en comptait encore que 27 en 1840, que 30 en 1848 ; elle finit par en comprendre 34, et la raison de cet accroissement était la multiplication des centres industriels et les nécessités de la surveillance des travailleurs appelés par la construction des voies ferrées. Son effectif total varia entre 160 et 190 hommes. L'organisation de la maréchaussée se modelait, dans l'ensemble, sur la division cantonale, mais il n'était pas rare de voir une brigade résider dans une autre localité que le chef-lieu de canton.

Quant aux forces de police, elles étaient insignifiantes : elles ne comprenaient en effet que trois ou quatre commissaires à Metz, dont un en chef, et que deux fonctionnaires du même ordre à Sarreguemines et à Thionville. On avait jugé inutile d'en nommer à Briey, chef-lieu d'arrondissement de trop faible importance. Vers 1817, le ministère de la Police trouva bon de placer à Metz un commissaire dont les pouvoirs s'étendaient à l'ensemble du département, et qui ne dépendait point du préfet (16). Cette innovation permettait à Decazes de disposer de fonctionnaires distincts de ceux de l'ordre administratif, et dès qu'il devint ministre de l'Intérieur, les commissaires départementaux disparurent en même temps que les risques de conflit entre eux et les préfets. La police se trouva donc placée sous la haute surveillance du chef de l'administration départementale et sous la direction immédiate des maires. Elle continua à n'être exercée dans les communes que par des appariteurs municipaux, que par des gardes champêtres, simples paysans dotés d'un bicorne et d'une plaque qui témoignait de leur qualité d'agents assermentés. Il est inutile de dire que cette police purement municipale laissa toujours à désirer dans les villages, ce qui explique les vœux adoptés plusieurs fois par le Conseil général en faveur de l'embrigadement des gardes et de leur nomination directe par l'autorité préfectorale (17). C'est

(14) En 1817, la Compagnie départementale était forte de 36 hommes. Cf. DUNAN (M.) : *La garde d'honneur du préfet de l'Allier* et KLIPFFEL (L.) : *La compagnie de réserve et départementale de la Moselle* (Cahiers lorrains, 1928, p. 76).

(15) *Annuaire Verronnais*.

(16) Cette fonction, créée par l'ordonnance du 15 novembre 1816, fut supprimée par celle du 15 décembre 1818.

(17) Voir par exemple, Conseil général, 4 septembre 1860.

seulement à Metz que l'on rencontrait une véritable police, avec ses commissaires, son bureau central établi à l'Hôtel de Ville, ses rapports quotidiens, et ses interventions perpétuelles dans les désordres de la rue ou du théâtre. Dans un ordre d'idées assez différent, un commissaire spécial fut chargé, dès la Monarchie de Juillet, de surveiller à Forbach le mouvement des voyageurs et l'entrée des immigrants à destination de l'Amérique.

Le Second Empire voulut naturellement remédier aux lacunes que présentait l'organisation de la police : un inspecteur indépendant du préfet vint résider à Metz, comme pendant les premières années de la Restauration, mais cette charge ne fut que temporaire (18). D'autre part, en application de la loi du 5 mai 1855, le préfet exerça dès lors dans la ville de Metz les fonctions réservées à Paris au préfet de Police. Du domaine municipal, la police du chef-lieu passa en grande partie dans le domaine départemental (19) ; le bureau central fut établi dans une dépendance de la Préfecture et le personnel fut renforcé jusqu'à comprendre cinq commissaires, dont un départemental, deux inspecteurs et vingt agents, au lieu des dix-huit dont Metz s'était contentée auparavant. Des postes de commissaires spéciaux furent créés à Thionville et à Longwy, et le premier fut confié à un Alsacien dont le nom était appelé à devenir historique, Schnœbelé. Les rapports de police se multiplièrent donc, et la surveillance des étrangers, la vérification des passeports furent plus efficaces qu'au temps où elles étaient abandonnées à une gendarmerie chargée de nombreuses attributions militaires ou judiciaires, et à une autorité municipale indifférente ou incapable. Ne vit-on pas un sous-préfet de Thionville vérifier lui-même, chaque jour, les registres des hôtels ! Il est vrai qu'on était loin du temps où des passeports étaient exigés des cultivateurs qui se rendaient de Moselle en Meurthe et où l'on s'efforçait en vain de restreindre l'émigration des ouvriers vers Paris (20). Sous le Second Empire, l'administration avait même renoncé à exiger un passeport des voyageurs belges et anglais ! Par contre, la surveillance des Italiens, toujours soupçonnés de vouloir attenter à la vie de l'Empereur, et des réfugiés polonais mit la police sur les dents (21).

(18) C'est en mars 1852 que Baylin de Montbel, inspecteur général de police pour le 3^e arrondissement (Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin), prit possession de son poste à Metz. Un décret du 5 mars 1853 supprima cette fonction.

(19) Un rapport de Bouteiller au Conseil municipal, 15 juillet 1865, révèle que la ville regretta l'ancien système. Le service lui parut moins bien fait qu'au temps où la police dépendait d'elle, et elle dut ajouter au personnel prévu deux agents pour la surveillance de la voirie.

(20) *Actes administratifs*, 1821, p. 90.

(21) A. D. Moselle, 76 M., 80 M.

Dans son souci d'étendre toujours plus avant l'action de l'Etat, le Second Empire avait également établi, en 1853, onze postes de commissaires dans certains cantons ruraux de la Moselle (22). Leur mission était de suppléer à l'inefficacité de la police municipale, mais les services qu'ils rendirent semblent avoir été peu appréciés. Ils rédigèrent maints rapports, même politiques, mais, en dépit de leur zèle paperassier, le Conseil général souhaita plusieurs fois leur disparition (23). L'assemblée départementale jugeait avec raison qu'ils ne pouvaient être d'aucune utilité dans de paisibles campagnes, et qu'il n'y avait lieu de les conserver que dans les localités industrielles, à Ars-sur-Moselle par exemple.

Le service des prisons resta jusqu'en 1870 à peu près tel que le Premier Empire l'avait organisé (24). Les maisons d'arrêt établies dans les trois chefs-lieux d'arrondissement demeurèrent de médiocres établissements : celles de Briey et de Thionville ne formaient qu'une dépendance du tribunal et de la sous-préfecture, et le nombre des détenus y resta toujours faible. Celle de Sarreguemines, reconstruite vers 1820 dans l'enceinte de l'ancien château féodal, se trouva bientôt trop étroite, tant étaient nombreuses dans cette région les arrestations pour délits forestiers ou contrebande : vers 1830, la distinction des sexes n'y était guère observée et de nouveaux travaux d'agrandissement furent nécessaires pour établir un quartier des femmes. La situation intérieure de ces établissements, sans atteindre jamais à la perfection, s'améliora avec le temps, et sous le Second Empire le tableau qu'en avaient dressé, trente ans auparavant, des inspecteurs bénévoles, avait fort heureusement cessé d'être exact (25). A l'époque de la révolution de Juillet, les détenus couchaient encore sur la paille ou deux par deux dans des lits ; le quart d'entre eux étaient malades, et la gale et la syphilis faisaient des ravages terribles parmi cette population désœuvrée, moralement abandonnée. Il est vrai que la situation des deux prisons de Metz — la maison d'arrêt et de justice, la maison de correction — était à peine plus brillante : si la nourriture y était saine, nul travail n'y était prévu pour les détenus qui s'instruisaient à mieux voler. Du moins y avait-il un aumônier qui s'efforçait de relever cette misérable population, sans y parvenir souvent. Encore en 1843, chaque prisonnier, malgré les règlements, devait se contenter d'une unique couverture, et sur 300 détenus le médecin jugeait normal qu'il y eût 33 vénériens et 70 galeux.

(22) *Indépendant*, 24 janvier 1853. A. D. Moselle, série 63 M.

(23) Par exemple le 28 août 1858.

(24) A. D. Moselle 14 Y. BOUR (Abbé L.) : *Aperçu historique sur les prisons de Metz, Régime intérieur des prisons de Metz* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1927 et 1928).

(25) *Rapports sur les prisons* (Mémoires de l'Académie, 1830).

Comme en tant d'autres domaines, la Monarchie de Juillet s'efforça d'apporter quelques améliorations à la situation des prisons. En 1837 le Conseil général réclamait la séparation des prévenus et des condamnés, une discrimination entre les différentes catégories de coupables (26). L'année suivante, il se déclarait favorable à l'emprisonnement cellulaire de nuit, avec travail en commun de jour (27); dans sa philanthropie optimiste, il souhaitait l'abolition de la peine de mort et même des travaux forcés à perpétuité! Il se plaignait également des peines d'emprisonnement de longue durée qui frappaient les délits forestiers et la contrebande, réduisant des familles à la misère. En 1840, il apprenait avec satisfaction que le couchage isolé avait pu être réalisé presque partout. C'est alors que le ministre conseilla de former des sociétés de patronage en faveur des libérés, mais le Conseil général de la Moselle trouva que c'était aller trop loin et qu'il serait injuste de procurer aux coupables des facilités de placement dont ne jouissaient pas les artisans honnêtes (28).

Le travail dans les prisons était à peine instauré depuis quelques années que le gouvernement provisoire le supprima en 1848, pour ne pas concurrencer l'ouvrier libre. Pour occuper les détenus, on tenta de les instruire dans des écoles qui ne fonctionnèrent réellement qu'à Metz. Le Conseil général regretta vivement cette mesure (29). La réaction de 1849 l'amena d'autre part à souhaiter que l'on revînt à toute la sévérité du code pour la surveillance des libérés, qu'on les astreignît de nouveau à la résidence fixe qui leur était imposée jusqu'en 1832 (30). Le travail fut enfin rétabli dans les prisons en 1852 et, peu après, le budget départemental fut déchargé de leur entretien. Le Conseil général n'eut donc plus à s'inquiéter des effectifs qui entraînaient des variations de dépenses assez considérables, car le nombre des détenus avait oscillé au cours d'un demi-siècle entre 300 et 450. Les maxima avaient toujours été atteints pendant les périodes de misère, par exemple lors de la maladie de la pomme de terre de 1847, car il s'agissait uniquement de condamnés à moins d'un an de prison : ceux dont la peine excédait ce délai avaient toujours été envoyés dans la maison centrale d'Ensisheim, dans le Haut-Rhin, et entretenus par le budget national. Le passage des prisons sous le contrôle unique de l'Etat permit encore quelques améliorations de détail, mais il

(26) Conseil général, 29 août 1837.

(27) *Ibidem*, 27 août 1838.

(28) *Ibidem*, 2 septembre 1840, 16 septembre 1842. On peut toutefois signaler que, le 9 septembre 1842, le Conseil s'indignait d'apprendre qu'à Sarreguemines les détenus des deux sexes couchaient encore par terre, sur de larges paillasses, au détriment de la morale et de la salubrité.

(29) *Ibidem*, 27 novembre 1848.

(30) *Ibidem*, 29 août 1849.

n'empêche que, malgré la sollicitude de Mgr. Dupont des Loges, dont la charité allait jusqu'à administrer lui-même aux détenus le sacrement de la Confirmation, l'organisation des maisons d'arrêt était encore loin d'être, en 1870, ce qu'elle est devenue depuis. Le fait que l'on avait pu, sans doute avec quelque exagération, affirmer, dès la fin de la Monarchie de Juillet, que le sort du prisonnier était plus enviable que celui de beaucoup de travailleurs, indiquait pourtant que des progrès avaient été réalisés (31).

III. — Trois institutions électives

Indépendamment des services qu'assuraient les fonctionnaires placés sous la dépendance directe du gouvernement, il existait en Moselle trois institutions élues dont il est nécessaire d'étudier le rôle : le tribunal de commerce, le conseil des prud'hommes et la Chambre de commerce.

Le tribunal de commerce de Metz avait succédé en 1791 à une juridiction consulaire dont l'origine remontait au début du XVIII^e siècle (32). Il fut réorganisé en 1810 conformément au décret du 9 octobre de l'année précédente, et rien n'y fut modifié jusqu'en 1848. Il comprenait un président, quatre juges titulaires et quatre suppléants. Ses membres étaient élus par un collège composé de cinquante notables négociants, désignés par le préfet, mais le renouvellement partiel du tribunal passionnait si peu les électeurs qu'il fut souvent difficile d'obtenir le quorum nécessaire. Les séances, en principe hebdomadaires, avaient lieu à l'origine dans une maison de la rue de la Chèvre, et c'est seulement sous le Second Empire qu'un local leur fut réservé au Palais de Justice. La juridiction du tribunal ne s'étendait d'ailleurs qu'à l'arrondissement de Metz, et il en fut ainsi jusqu'en 1870. C'était une institution utile, qui fit peu parler d'elle, et que présidèrent successivement les plus entreprenants des négociants messins, Chédeaux, Lemonnier, et, sous le Second Empire le directeur de la Banque de France, Blondin. Dans les trois autres arrondissements, les tribunaux civils remplaçaient, conformément à la loi, le tribunal de commerce inexistant. Les seules modifications que le temps ait apportées à l'organisation de la juridiction consulaire de Metz concernent le régime des élections : l'arrêté du 28 août 1848 les avait confiées à tous les patentés établis depuis cinq ans dans l'arrondissement, et l'on vit ainsi jusqu'à 321 votants. Mais un décret du 2 mars 1852 remit en vigueur le système des notables ; le nombre de ces négociants alla d'ailleurs sans cesse en augmentant et passa de 50 à 120 au cours des dix-huit années suivantes. Mais il ne s'agissait là que de modifications de détail

(31) *Ibidem*, 16 septembre 1842.

(32) A. D. Moselle, 1 U 15.

qui n'empêchaient pas l'esprit de l'institution de n'avoir guère varié depuis sa fondation.

Le conseil des prud'hommes de Metz avait été créé par l'ordonnance royale du 22 novembre 1826 pour régler les différends qui pouvaient survenir entre les patrons et les ouvriers dans les professions suivantes (33) : filatures de soie et de coton, manufactures de papiers peints, de draps, de poteries en grès, broderie, passementerie, amidonnerie, tannerie, teinturerie. Il comprenait primitivement quatre délégués des patrons et trois des ouvriers. Sa juridiction ne s'étendait qu'aux trois cantons dont Metz était le centre. En 1833, une ordonnance royale vint ajouter aux corps de métiers indiqués plus haut la chapellerie et la fabrication des brosses et des cannes. En 1848, l'application du décret du 27 mai modifia la composition du conseil sans changer ses attributions : le nombre des patrons fut dès lors égal à celui des ouvriers et le mode d'élection devint plus libéral. Mais les événements de 1851 portèrent un coup fatal à cette organisation ; trois prud'hommes démissionnèrent, quatre furent révoqués par le préfet pour refus de serment. La loi du 1^{er} juin 1853 rétablit un système d'élections moins favorable aux ouvriers, mais conserva l'égale représentation numérique des deux catégories. On constata d'ailleurs que si les ouvriers et les contremaîtres, qui leur étaient assimilés au point de vue électoral, montrèrent de l'empressement à voter, preuve de l'intérêt qu'ils prenaient au maintien de l'institution des prud'hommes, les patrons se désintéressèrent du scrutin au point qu'il fut impossible d'en réunir plus de quatorze sur soixante et onze !

La limitation de la juridiction des prud'hommes à certains corps de métiers avait d'ailleurs été maintenue avec tous ses inconvénients. En 1859, la Chambre de commerce de Metz demanda une modification de ce régime ; elle fit remarquer que certaines industries, importantes en 1826, étaient entrées depuis lors en décadence ou avaient même disparu (34). Sa requête obtint satisfaction par le décret du 16 mai 1859, qui fixa à douze le nombre des prud'hommes et étendit leur droit d'intervention à presque toutes les professions, réparties en six catégories : ne restaient exceptées que celles de boulanger, déjà régie par des règlements particuliers, et de restaurateur, hôtelier, cabaretier, dont les salariés ne pouvaient être considérés que comme domestiques. Mais, sans doute par erreur, le décret impérial avait restreint la juridiction des prud'hommes à la seule ville de Metz. Il fallut donc qu'un nouveau décret, signé le 22 avril 1863, vînt y rattacher les trois cantons dont elle était le centre. Le régime ne fut d'ailleurs pas étendu au-delà, malgré les demandes éma-

(33) A. D. Moselle, 246 M 1 et 2.

(34) Vœu de la Chambre de commerce de Metz, 19 avril 1859.

nant de Sarreguemines et de Forbach. Dans le reste du département, les contestations entre patrons et ouvriers, les discussions soulevées par les contrats d'apprentissage restèrent soumis aux juges de paix, tandis qu'à Metz le corps électoral, d'extension en extension, finit par comprendre 1.500 ouvriers et 800 patrons.

La Chambre de commerce de Metz, dont le rôle ne fut jamais que d'ordre consultatif, fut établie en principe pendant les Cent Jours, par un décret impérial que vint ensuite sanctionner une ordonnance royale (35). Sarrebruck devait être le siège d'une institution analogue, qui ne fonctionna d'ailleurs jamais sous le régime français. La Chambre de Metz, dont le grand négociant Chédeux avait été l'un des partisans les plus convaincus, fut réellement constituée en décembre 1815, au moment où une cinquantaine de notables procédèrent à l'élection de ses neuf membres, dont le tiers était renouvelable chaque année. Son budget devait être alimenté par des centimes additionnels établis sur les patentes de 1^{re} et de 2^e catégories. Il s'agissait une fois encore d'une institution purement messine et non départementale, et ce caractère explique certaines de ses délibérations.

La Chambre de commerce voulut vivre de sa vie propre et refusa de se laisser absorber par le système administratif : cette résolution amena d'ailleurs un conflit entre elle et M. de Tocqueville, préfet de la Moselle, qui en était président-né, alors que les membres choisissaient parmi eux leur président effectif. Le noble comte se plaignit au ministre que la Chambre osât s'assembler hors de sa présence, et résolut de diriger réellement ses travaux (36) : les membres ne purent que le féliciter — d'ailleurs hypocritement — de son zèle, mais ils ne dissimulèrent pas qu'ils préféreraient continuer à se réunir dans leur local et non à la Préfecture. Le départ de M. de Tocqueville mit d'ailleurs fin au conflit, car aucun de ses successeurs ne se mêla des délibérations de la Chambre de commerce. L'influence préfectorale se borna donc à proposer au ministre les notables électeurs, tous choisis parmi les gros patentés de Metz. Une ordonnance du 17 juin 1832 modifia quelque peu le système électoral, sans d'ailleurs le rendre beaucoup plus libéral.

L'arrêté du 19 juin 1848 vint enfin prescrire l'élection des membres par tous les patentés. Cette mesure ne fut d'ailleurs pas appliquée, et une longue correspondance fut échangée entre le préfet et le ministre. La Chambre désirait voir sa juridiction étendue officiellement à tout le département, et elle apprit avec plaisir et étonnement que c'était chose faite depuis la loi du 23 juillet 1820 ! Mais elle n'était pas favorable à

(35) A. D. Moselle, 261 M 1-2-3. *La Chambre de commerce de Metz*, 1815-1922.

(36) A. D. Moselle, 261 M 1, lettre de Tocqueville au ministre, 1^{er} mai 1823.

la nomination de membres choisis hors de l'arrondissement de Metz, ce qui revient à dire que le commerce du chef-lieu entendait représenter à lui seul celui de la Moselle. Elle obtint satisfaction, et les élections du 27 décembre 1849, qui attirèrent 238 votants sur 5.961 électeurs inscrits, gardèrent un caractère exclusivement messin.

La tentative démocratique avait donc échoué devant l'indifférence générale, et il ne faut pas s'étonner qu'un décret du 30 août 1852, dont l'inspiration était la même que celle qui présida à la réorganisation du tribunal de commerce et des prud'hommes, ait rétabli le système des notables messins. Il n'en restait pas moins étrange de voir M. de Wendel exclu de la Chambre de commerce de la Moselle ! C'est alors que l'on s'aperçut qu'il aurait fallu former des listes de notables pour chacun des arrondissements, ce qui fut fait en 1859, sans amener de modification importante dans la composition de la Chambre. L'indifférence resta le trait caractéristique des élections, et cette constatation explique pourquoi cette institution consultative resta aux mains d'une minorité de grands bourgeois. Ses avis, souvent judicieux, n'exprimaient qu'une opinion messine, et il ne semble pas que leur action réelle ait été fort considérable : ils constituent d'ailleurs une documentation historique des plus intéressantes et l'on peut déplorer que le gouvernement n'en ait pas davantage tenu compte (37).

IV. — Les administrations fiscales

Le système judiciaire et répressif n'était pas le seul dont l'organisation remontât, dans ses traits essentiels, au Premier Empire ; il n'était pas le type le plus parfait des créations napoléoniennes, car le système fiscal n'avait guère évolué depuis le début du siècle. Nulle administration n'avait en effet été plus fortement constituée, car la rentrée régulière des impôts avait été un des résultats les plus importants du Consulat. Mais nulle autre ne semble échapper plus complètement au domaine de l'histoire locale, nulle ne paraît avoir revêtu dès l'origine un caractère plus impersonnel.

On peut toutefois remarquer que, sous la Restauration, un assez grand nombre de fonctionnaires des finances étaient originaires du département (38) : ce fut le cas du receveur général Milleret, notable connu par ses opinions libérales, propriétaire du domaine de Preisch — du payeur de

(37) Le Conseil général reprit souvent des idées émises par la Chambre, qui a toujours préconisé la canalisation de la Moselle, la construction de nouvelles voies ferrées, et qui a obtenu, en 1848, la création d'une succursale messine de la Banque de France.

(38) *Annuaire de Verronnais.*

Turmel, qui se trouvait cumuler ses fonctions avec celles de maire de Metz — des receveurs particuliers Marchant-Collin à Briey, dont il fut député, Barrault à Thionville, Couturier à Sarreguemines. Mais, après 1830, les postes ne furent plus donnés qu'à des fonctionnaires de passage, sans attaches avec la région, déplacés par le ministère d'un bout à l'autre de la France. A l'exception de quelques uns, par exemple du receveur général de Lucy, protecteur des arts, d'un receveur particulier qui indigna Sarreguemines en vivant publiquement avec une fille amenée de Paris — ce qui permit au baron Sers d'écrire qu'une gestion exacte n'était pas tout ce qu'on pouvait exiger d'un fonctionnaire, mais qu'il devait également respecter les bonnes mœurs et faire aimer le gouvernement (39) — on peut dire que leur séjour ne laissa aucune trace dans la vie locale. Il va de soi que les fonctionnaires d'un rang moins important, employés des bureaux, agents de la régie, percepteurs, furent presque constamment recrutés sur place.

La seule modification importante que l'on puisse signaler dans l'organisation napoléonienne se place sous le Second Empire: c'est en 1866 qu'en application d'un décret du 21 novembre précédent, les fonctions de payeur cessèrent d'être distinctes de celles de receveur général. M. Couderc de Saint-Chamans porta dès lors le titre de trésorier payeur général. Pour le reste, il serait sans intérêt d'étudier en détail la hiérarchie des diverses branches de l'administration fiscale: voici le receveur général, les trois receveurs particuliers et leurs 15 employés. Puis viennent les percepteurs, dont le nombre s'éleva de 40 vers 1815 à plus de 100 en 1848, pour redescendre à 72 à la fin du règne de Napoléon III. Ce sont à peine des fonctionnaires, car beaucoup d'entre eux sont des notables des campagnes, tels Devaulx d'Achy à Charleville, Bertrand à Conflans, Willemain à Villers-la-Montagne, de Bornschlegel à Sierck, ou mieux encore de Lardemelle à Saint-Julien — Voici la direction des contributions directes (41); sous ses ordres agissent une trentaine de contrôleurs et de commis, en outre des commissaires répartiteurs, simples particuliers nommés par le préfet. Les services du cadastre, avec leurs géomètres, en dépendant également.

Voici la direction des contributions indirectes, qui a succédé à l'administration des droits réunis (42). A partir de 1824, ses services, un moment répartis entre quatre directions d'arrondissement, ont été concentrés à

(39) A. D. Moselle, 2 P 1, lettre du baron Sers à l'inspecteur général des Finances, 15 juillet 1833.

(40) *Ibidem*, arrêté ministériel du 30 mars 1866, conforme au décret du 23 janvier 1866.

(41) A. D. Moselle, série 3 P.

(42) A. D. Moselle, série 4 P.

Metz; elle n'emploie pas moins de 80 receveurs, sédentaires ou ambulants, et commis; elle a la réputation d'être une des administrations les plus tracassières qui soit, et cette réputation est méritée, car la perception des droits sur les boissons, surtout dans un pays de viticulture et de distillerie, est le point de départ de poursuites incessantes, de procès coûteux. Le droit d'inspection que possède la régie chez les producteurs et chez les négociants, « l'exercice », constitue l'une des charges les plus lourdes que le système fiscal fasse peser sur les populations. L'impopularité en avait été aiguë sous le Premier Empire, et, encore sous la Restauration, Metz fut le théâtre de manifestations de la part des négociants en vins et spiritueux; mais il semble que le temps ait amené l'accoutumance: les tentatives de résistance collective disparurent, et les conflits entre les particuliers et la régie ne furent plus que des affaires individuelles.

Voici la direction de l'enregistrement et des domaines, dont dépendent une quarantaine de fonctionnaires, receveurs, contrôleurs ou conservateurs des hypothèques — Voici encore les services de vérification des poids et mesures, le bureau de garantie des matières d'or et d'argent — Voici enfin la plus nombreuse des administrations fiscales, celle des douanes, dont la direction fut successivement établie à Thionville puis à Metz, et qui ne comprend pas moins de 79 bureaux particuliers, de 1.800 employés établis aux frontières de la Meuse et de la Moselle (43). Il n'était pas rare de voir de véritables batailles se dérouler entre douaniers et contrebandiers, surtout dans la région de Sarreguemines et de Bitche, notamment pendant la Restauration, alors que les mœurs étaient plus rudes et l'aisance moins répandue.

L'histoire des diverses administrations financières renferme peu d'incidents; le fait essentiel en est la constante progression des recettes à travers le XIX^e siècle. Quelques chiffres la résument: le produit des contributions indirectes passa de 2.759.000 francs en 1840 à 5.684.000 en 1847; il diminua ensuite, du fait de la crise révolutionnaire et de la réduction de la taxe sur le sel, mais il remonta sous le Second Empire et finit par atteindre plus de six millions de francs. L'enregistrement et le timbre rapportaient 1.500.000 francs sous le Consulat, plus de 3 millions en 1840 et 4.275.000 francs à la fin du règne de Napoléon III. Les patentes, dont le produit était d'abord inférieur à 200.000 francs, s'élevèrent jusqu'à 800.000 francs (44). Ces plus-values étaient le signe et le résultat de l'enrichissement du pays; elles expliquent qu'il ait été possible de conserver presque intact le système fiscal de l'époque impériale, l'augmentation na-

(43) A. D. Moselle, série 6 P.

(44) Pour ces chiffres, voir les rapports des préfets au Conseil général (depuis 1840) et la *Moselle administrative*. Voir aussi A. D. Moselle, 3 P. 10.

turelle des recettes permettant à l'Etat de faire face à des charges sans cesse accrues.

Elles expliquent aussi que les trois contributions directes dont il n'a pas été question jusqu'ici, la foncière, la personnelle-mobilière et celle des portes et fenêtres, n'aient guère varié au cours de la première partie du XIX^e siècle: le principal de la première était de 1.778.000 francs en 1817 et ne dépassait ce chiffre que de 4.000 francs en 1870; les deux autres avaient progressé de 234.000 à 436.000 francs et de 250.000 à 360.000 francs. Enfin deux nouvelles contributions directes s'étaient ajoutées aux anciennes en 1849 et 1853, la taxe des biens de main-morte, qui donnait 100.000 francs, et celle sur les chiens, qui en rapportait 66.000. La prédominance des impôts indirects et des divers droits d'enregistrement ne s'en était pas moins sans cesse accentuée, par la force des choses plutôt que par suite de l'intervention administrative. Le produit des douanes, qui atteignait 2.800.000 francs vers la fin du Second Empire, venait encore s'y ajouter.

V. — Tabacs, Forêts et Postes

A côté des administrations fiscales proprement dites, il faut mentionner trois cas d'intervention de l'Etat dans la vie économique: les postes, les forêts domaniales et la manufacture des tabacs. Ce dernier établissement, fondé quelques années seulement avant 1870, lorsque la culture du tabac fut autorisée en Moselle, entraîna la création de nouveaux cadres de fonctionnaires, directeur et ingénieurs, contrôleurs de culture à Metz et à Faulquemont. Un magasin fut établi dans cette localité, des vérificateurs et commis s'installèrent dans neuf villages échelonnés entre Bouzonville et Morhange, dans la zone où la culture était autorisée (45).

L'administration forestière avait une grande importance dans les départements très boisés du Nord-Est de la France. Son organisation varia quelque peu avec le temps: la Moselle, qui possédait sous l'Empire son propre conservateur, fut rattachée à Nancy en 1817, et Metz dut se contenter d'un inspecteur au même titre que Briey, Thionville, Sarreguemines et Bitche (46). Mais un conservateur indépendant y fut rétabli sous la Monarchie de Juillet. Il avait sous ses ordres une vingtaine d'inspecteurs ou de gardes généraux; la surveillance des forêts domaniales était assurée par 65 gardes formant un cadre d'allure militaire, plus discipliné, plus régulier dans le service, que les 350 gardes communaux. Peu d'ad-

(45) La culture du tabac a été autorisée dans les arrondissements de Metz et de Sarreguemines par décret du 23 août 1859. Cf. A. D. Moselle, 4 P 9 à 20.

(46) A. D. Moselle 5 P 1 à 5. *La Moselle administrative*.

ministrations étaient aussi productives que celles des Eaux et Forêts : vers la fin du Second Empire, les 40.000 hectares de bois domaniaux assuraient au trésor un versement de près de 1.600.000 francs ; les 50.000 hectares de bois communaux, placés sous le contrôle des agents de l'Etat à qui les communes versaient, en échange du service rendu, environ 50.000 francs par an, donnaient une recette de 789.000 francs pour leurs coupes, de 1.300.000 francs pour leurs délivrances affouagères.

De nombreuses améliorations avaient été apportées dans ces services. L'Etat avait fini par aliéner presque tous les bois de petites dimensions dont le revenu était plus faible que les frais de surveillance (47) ; il avait fixé avec une précision jadis inconnue, et au prix de multiples discussions, les limites de ses propriétés et de celles des particuliers ou des communes (48) ; l'aménagement des forêts et de leurs chemins avait été poursuivi avec continuité. Enfin la question des droits d'usage avait fini par être résolue grâce à la méthode du cantonnement (49) : en échange de droits qui grevaient une forêt au profit d'une commune, parfois d'une section de commune ou d'un châtelain, l'Etat abandonnait en pleine propriété un certain nombre d'hectares. Ce qui lui restait pouvait être dès lors surveillé plus efficacement, car les habitants du pays cessaient d'y venir, en vertu d'usages immémoriaux, faire paître leurs troupeaux, enlever les brindilles, ou même se faire délivrer des arbres pour la réparation de leurs maisons. Ces droits d'usage avaient été longtemps, surtout dans le Pays de Bitche, la source de mille difficultés, de querelles entre les gardes et la population. C'est sous le Second Empire, après 1854, que la méthode des cantonnements reçut une application systématique : on ne compte pas moins de 68 opérations de ce genre réalisées au cours des quinze années suivantes. L'Etat fut ainsi amené à céder plus de 7.000 hectares de bois domaniaux, situés principalement dans les régions de Sierck, de Saint-Avold et de Bitche. Parmi les possesseurs de droits d'usage ainsi rédimés, il faut citer, outre les verreries dont le cas a déjà été étudié, les forges de Mouterhouse et de Reischoffen. Ces dernières reçurent par exemple 860 hectares de la forêt de Sturzelbronn, dont l'Etat ne conserva que 1.900 hectares.

On peut mentionner à côté des fonctionnaires forestiers les lieutenants de l'ouvèterie, notables chargés de diriger les battues et d'exterminer les loups et les sangliers, encore nombreux dans le département. Il semble d'ailleurs que le rang de ces personnages ait baissé au cours du siècle : alors que, sous la Restauration, les brevets de l'ouvèterie apparte-

(47) A. D. Moselle 5 P 9 à 17.

(48) A. D. Moselle 5 P 18 à 20.

(49) A. D. Moselle 5 P 24.

naient au comte de Gourcy ou à M. de Wendel, la Monarchie de Juillet fut obligée de confier ces nobles fonctions à de simples roturiers.

Le service des postes était organisé d'une manière fort rudimentaire pendant le premier quart du XIX^e siècle. Le directeur départemental n'avait sous ses ordres qu'une vingtaine de fonctionnaires, et le courrier n'était quotidien que pour Paris, Mayence et Nancy (50). La malle-poste n'assurait le transport que vers la capitale et vers Forbach; dans les autres directions, on avait recours à des voituriers privés, et c'était un piéton qui transportait les lettres, et même les plis officiels, de Briey à Metz. Il n'existait en Moselle, outre le bureau central du chef-lieu, situé alors rue des Clercs, que quinze bureaux de poste répartis entre les petites villes et les bourgs principaux: il fallait souvent faire plusieurs lieues pour s'y rendre. Thionville, par exemple, assurait le service pour les cantons de Cattenom et de Sierck, jusqu'à 25 kilomètres à la ronde, et c'est seulement en 1834 que le gouvernement se décida à établir un bureau dans la dernière de ces localités. Les communes étaient reliées à ces centres de distribution par des messagers piétons qui ne dépendaient pas de l'administration et sur la régularité desquels on ne pouvait compter.

La loi du 3 juin 1829 modifia pour la première fois cet état de choses, en décidant que l'administration des postes se chargerait de faire transporter le courrier dans toutes les communes, de deux jours l'un (51). Les maires reçurent l'ordre de faire placer des boîtes aux lettres dans les villages. Mais, encore pendant longtemps, les villes, Metz y compris, se contentèrent d'une seule boîte. Puis la loi du 21 avril 1832 permit d'établir le service quotidien dans toutes les communes où cette mesure paraîtrait utile: dès 1843 cet avantage avait été accordé à 324 villages, tandis que 269 continuaient à n'être desservis que tous les deux jours. Le produit de la taxe des lettres s'accrut par suite de ces facilités nouvelles, et de 332.000 francs en 1835 passa à 500.000 en 1847. C'est le chiffre le plus élevé qui ait été atteint avant la création des timbres-poste. A cette époque, le service quotidien était établi dans 411 communes, et le nombre des bureaux s'élevait à 36. Metz disposait enfin de sept boîtes aux lettres, dont les levées avaient lieu trois fois par jour.

De profondes transformations s'étaient déjà accomplies lorsque le décret du 24 août 1848 établit la taxe unique par timbres. On craignait une baisse des recettes de 50 %, alors que l'énorme augmentation du

(50) Voir les *Annuaire de Verrounais*. A. D. Moselle, M supplément. Délégations du Conseil général (notamment rapports du préfet). Voir une pétition adressée le 25 novembre 1817 par le maire de Thionville pour obtenir que cette cité soit desservie tous les jours, et non pas quatre fois par semaine. Cf. A. D. Moselle, série 7 P.

(51) *Actes administratifs*, 1830, p. 62.

nombre des lettres la réduisit à 27 %. Le Conseil général en vint dès lors à réclamer l'extension à toutes les communes du service quotidien et satisfaction lui fut donnée en 1856. A la fin du Second Empire, la Moselle possédait 51 bureaux de poste, et la distribution du courrier était assurée par 181 facteurs. Certains regrettaient déjà que la nomination des dames employées, et même des humbles facteurs ruraux, fût souvent l'objet de manœuvres et d'interventions politiques (52). Le produit total des services de la poste, qui était descendu au dessous de 400.000 francs au lendemain de l'établissement de la taxe unique, atteignait alors 725.000 francs, mais il est vrai que l'affranchissement d'une lettre avait été porté de 20 à 25 centimes. Les progrès réalisés par l'administration des postes depuis 1829 avaient eu une répercussion très directe sur les habitudes sociales dans les villes, et peut-être plus encore dans les villages.

On a déjà signalé d'autre part l'influence que le télégraphe électrique, mis à la disposition du public à partir de 1851, put conquérir rapidement. Un nouveau service d'Etat naquit ainsi, avec un inspecteur à Metz et une quarantaine d'employés sédentaires auxquels s'ajoutaient ceux chargés de la pose et de l'entretien des lignes. La Moselle en arriva à posséder six bureaux d'Etat, dans les quatre chefs-lieux d'arrondissement, à Forbach et à Longwy. Elle comptait en outre dix-sept bureaux de gares et neuf bureaux municipaux, établis avec la collaboration des communes. Ce dernier chiffre était assez faible et révélait peu d'empressement de la part des autorités municipales. Le nombre des dépêches expédiées atteignait en 1869 plus de 25.000 et la recette avait été de 41.000 francs. Mais le département ne possédait que 411 kilomètres de lignes, dont 143 seulement placées le long des routes. Des communes aussi importantes que Boulay, Bouzonville, Gorze, restaient privées — par leur refus de collaboration avec l'Etat — de bureaux télégraphiques. Après tant de créations nouvelles, il faut enfin mentionner la disparition de l'administration du télégraphe aérien et la réduction des services de la poste aux chevaux (53) : le nombre des maîtres de poste descendit en vingt ans de 35 à 10, et des relais comme ceux de la Lobe ou de la Horgne cessèrent d'animer les hameaux dont ils portaient le nom.

(52) On voit par exemple M. de Bouteiller, candidat aux élections de 1869, intervenir auprès du préfet pour des nominations de facteurs. A. D. Moselle. 28 M 26.

(53) La ligne de télégraphe aérien de Paris à Strasbourg fonctionnait depuis l'an VI. Le poste de Metz, installé au Palais du Gouvernement, comme le montre une lithographie, était le 30^e depuis la capitale. Il était précédé par ceux de Giraumont, de Vernéville, du Mont Saint-Quentin, et suivi par ceux de Mercy et de Pontoy. Cf. GERMAIN (Général) : *Le télégraphe aérien à Metz* (Mémoires de l'Académie, 1926). Pour la poste aux chevaux, cf. A. D. Moselle 7 P 14.

VI. — La répartition des contributions directes

Le vote du budget départemental n'était point la seule tâche financière du Conseil général : il était également chargé d'établir la répartition des contributions directes, et surtout de la plus lourde d'entre elles, la foncière (54). Il faut d'ailleurs reconnaître que le travail des conseillers risquait de se borner à peu de chose, car en l'an VIII l'assemblée s'était contentée d'adopter la répartition proposée par l'administration des contributions, à savoir 336.000 francs pour l'arrondissement de Briey, 461.000 pour Thionville, 832.000 pour Metz et 435.000 pour Sarreguemines. Mais le Conseil insistait sur la nécessité d'un cadastre et protestait énergiquement contre le taux de l'impôt, plus élevé, affirmait-il, que dans les départements voisins. Il soutenait que l'Etat prenait le tiers du revenu foncier et qu'il fallait réduire cette proportion au neuvième ! Il prétendait qu'en bonne justice, le département n'aurait dû payer que 1.400.000 francs au lieu de plus de deux millions. « Le Conseil réclame cette égalité proportionnelle au nom d'une loi sacrée basée sur les principes d'équité naturelle, fondée sur les conditions du contrat social que l'on ne peut violer sans les plus grands dangers. » L'assemblée départementale attribuait cette surcharge à l'erreur de la Constituante, qui, en évaluant les richesses de la Moselle, avait tenu compte des impôts indirects dont une large part était supportée par les garnisons et les officiers nobles (55).

Les mêmes plaintes se retrouvent en l'an IX : les conseillers généraux se déclaraient impuissants à faire le bien dans le département, tant l'ignorance, la cupidité et la mauvaise foi avaient obscurci la situation depuis dix ans. Pourtant le département de la Moselle n'avait pas trop à se plaindre, car sa cote foncière avait été réduite à 2.005.000 francs, que l'administration avait répartis de la manière suivante : Briey avait vu sa part augmentée et portée à 341.000 francs ; les autres arrondissements avaient bénéficié d'un dégrèvement et payaient respectivement 448.000, 818.000 et 396.000 francs. Mais cette réduction n'était qu'une apparence trompeuse, car elle était la conséquence de la décision de soustraire à l'impôt les bois domaniaux qui l'avaient payé jusqu'alors ; or la quote-part de l'administration des Forêts excédait de 44.000 francs la diminution consentie au département, si bien que les charges des particuliers se trouvèrent en fait augmentées.

Aussi le Conseil général réclamait-il en l'an X un abattement de 600.000 francs, et déclarait-il qu'après dix ans d'expérience, il était prouvé

(54) La source essentielle est la série des procès-verbaux du Conseil général.

(55) Conseil général, 14 thermidor VIII.

que la répartition était « absolument vicieuse et injuste » (56). Elle suppose, ajoutait-il, une connaissance parfaite des héritages, une bonne foi qui n'est pas le partage de la majorité. « Pour devenir supportable, ce mode de contribution aurait nécessité un cadastre général. » En outre, l'assemblée affirmait que les frais de perception, de contrainte, et le paiement « des agents de la très inutile direction des contributions », augmentaient de moitié le montant de cet impôt « odieux ». C'est pourquoi le Conseil général de la Moselle proposait l'établissement d'une dime en nature qui ne nécessiterait ni receveurs généraux, ni percepteurs, ni porteurs de contraintes. Le succès de cette dime, ajoutait-il, n'est pas douteux « chez un peuple où elle a reçu des siècles d'exécution au profit d'un clergé bien clairvoyant qui lui a donné la préférence sur tous les autres modes parce qu'il l'a reconnu le plus sûr et le plus doux ». Il va de soi que les vœux, probablement chimériques, des notables de la Moselle ne reçurent point satisfaction. Ils ne visaient à rien moins qu'à renverser tout le système par lequel le Consulat avait rétabli l'ordre dans les finances, puisque l'assemblée avait notamment proposé de rendre aux maires la confection des rôles de l'impôt et de supprimer la direction des contributions. A vrai dire, ces vœux signifient simplement que les propriétaires s'habituèrent difficilement à payer sans retard les impôts auxquels l'anarchie fiscale de la Révolution avait permis de se soustraire dans une large mesure. Ils prouvent que les conseillers généraux étaient souvent tentés de défendre l'intérêt des particuliers aux dépens de l'intérêt public, et que le système de perception instauré en l'an VIII était efficace.

Le Conseil ne se résigna d'ailleurs pas, bien qu'une réduction générale eût abaissé en l'an XI la part de la Moselle à 1.920.000 francs, répartis à raison de 17 % pour Briey, 22 pour Thionville, 40 pour Metz et 21 pour Sarreguemines. L'assemblée déclarait alors : « L'un des principaux motifs de la Révolution était le désordre des finances, le poids accablant des impositions... Or les impôts indirects n'ont disparu que de nom, puisqu'ils ont été fondus dans la contribution foncière, et d'autres plus forts n'en ont pas moins été établis, et nous n'en avons pas moins le timbre, les patentes, et l'impôt des portes et fenêtres, le paiement de l'administration de la justice, à l'égard de laquelle les réformes les plus salutaires doivent s'opérer et qui coûte aujourd'hui quatre fois plus cher qu'autrefois » (57). S'appuyant « sur la protestation universelle », le Conseil déclarait que la Meurthe payait un tiers en moins que la Moselle. Si l'on prenait au mot ces déclarations de ton révolutionnaire lancées

(56) *Ibidem*, 13 prairial X.

(57) *Ibidem*, 25 floréal XI.

par les très fortunés conseillers généraux, on se croirait à la veille d'une crise redoutable!

Or nul changement ne fut apporté au système fiscal. En l'an XII, il fut question d'un arpentage général qui permettrait d'obtenir l'égalité proportionnelle de l'impôt, et l'année suivante vit voter un centime additionnel pour les travaux du cadastre. Dès 1806, le nombre des communes cadastrées montait à 281, et les plans dressés à cette époque montrent qu'avec des moyens restreints les géomètres étaient capables de réaliser des chefs-d'œuvre (58). Il apparut aussitôt que l'arrondissement de Metz était surtaxé, et le pourcentage fut modifié: 18 % pour Briey, 23 pour Thionville, 38 pour Metz et 21 pour Sarreguemines. Le Conseil général passa outre à une violente protestation du Conseil d'arrondissement de Briey. Mais les opérations d'arpentage se ralentirent vers la fin de l'Empire, et d'ailleurs leur extrême précision laissait prévoir qu'il faudrait 75 ans pour les mener à bien! Les modifications de frontière introduisirent naturellement quelques changements en 1814 et 1815, mais le fond du système de répartition resta inchangé. L'administration maintenait dans ses évaluations une routine qui, à travers la Révolution, remontait à l'Ancien Régime.

C'est ainsi qu'en 1817, les bureaux indiquèrent qu'il fallait fixer aux chiffres suivants les pourcentages des quatre arrondissements: 19, 17, 41 et 23. Il est intéressant de les comparer aux pourcentages de superficie, qui sont de 23, 20, 32 et 25, car on voit immédiatement à quel point le vignoble et la propriété bâtie faisaient considérer l'arrondissement chef-lieu comme plus riche que ses voisins. Ces chiffres restèrent longtemps la base de la répartition. Quant au montant de l'impôt foncier, fixé en 1817 à 1.778.000 francs, il atteignit son minimum en 1823 avec 1.652.000 francs, et remonta ensuite lentement pour atteindre en 1870 la somme de 1.782.000 francs. Il est vrai que le nombre des centimes additionnels s'était accru, et que, si l'on en tient compte, la charge supportée par la propriété foncière de la Moselle était passée dans cet intervalle de 2.446.000 à 2.637.000 francs. Il s'agissait d'une augmentation légère, de beaucoup inférieure à la plus-value des revenus, ce qui prouve qu'un meilleur aménagement des crédits était la vraie cause de l'élargissement progressif du budget départemental. On comprend donc que la contribution foncière, qui avait suscité tant de plaintes sous le Consulat, ait fini par se trouver à l'écart de toute discussion.

La Moselle se plaignit pourtant longtemps d'être surtaxée en comparaison de ses voisins. En 1817, le Conseil général affirmait que les an-

(58) Un certain nombre de plans cadastraux du Premier Empire sont aux A. D. Moselle, n° 1.050.

ciens pays d'élection s'étaient dès l'origine trouvés désavantagés au profit des pays d'états; deux ans plus tard, il observait qu'on aurait tort de juger de la richesse du département d'après les résultats du cadastre, car l'opération avait porté sur les meilleures terres et s'était faite sous l'Empire, en un temps où le vin s'écoulait facilement vers les Pays Rhénans. D'autre part, les géomètres continuaient, mais fort lentement et aux frais de l'Etat, leurs travaux. En 1822, le Conseil accorda trois centimes additionnels, tout en se plaignant du mode d'expertise fixé par les instructions ministérielles des 5 et 10 octobre 1821 et du système adopté, le cadastre parcellaire, théoriquement parfait, mais dont l'exécution exigeait des délais considérables. On dut donc renoncer à établir une nouvelle répartition, et se contenter de modifications entre les communes d'un même canton. En 1830, malgré une dépense annuelle qui s'était élevée jusqu'à 60.000 francs, les opérations n'étaient terminées que dans six cantons, et le préfet déclarait que pour en finir, il ne faudrait pas moins de 860.000 francs de crédits.

C'est pourquoi, en 1835, après dix ans de silence, le Conseil général renouvelait ses plaintes: il déclarait une fois de plus que le Bas-Rhin et la Meurthe étaient imposés dans la proportion de 3 à 5 vis-à-vis de la Moselle; il se plaignait des lenteurs du cadastre parcellaire, et c'est avec hésitation qu'il accordait quatre centimes additionnels pour la continuation d'un travail qui paraissait inutile. On se croyait pourtant à la veille d'une première répartition intérieure au département, car le cadastre allait être terminé en 1841. Mais l'administration des contributions directes déclara que l'opération était impossible et qu'il fallait d'abord accorder de nouveaux crédits pour la révision des travaux faits sous l'Empire. Le Conseil général jugea que c'était abuser de sa patience, et refusa le vote des centimes additionnels, consentant seulement à accorder un traitement au conservateur du cadastre. Il était d'autant plus mécontent que le ministre avait répondu à ses plaintes renouvelées que la Moselle était imposée au taux normal (59), tandis qu'une commission établit ultérieurement que, dans une même région agricole, le département payait près de sept francs par hectare et la Meurthe moins de cinq francs! (60).

La ténacité de l'administration l'emporta sur les résistances du Conseil général, après que le préfet lui eût expliqué que depuis trente ans de nombreuses modifications étaient intervenues, que des plans étaient dégradés et inutilisables. En 1844, des crédits permirent de recommencer les opérations cadastrales dans les huit cantons levés avant 1821. C'est

(59) A. D. Moselle, 3 P 10, lettre du ministre Humann, 6 mars 1833.

(60) Conseil général, 5 septembre 1839. Il est vrai que le Conseil général de la Meurthe se plaignait aussi d'être surchargé, par exemple le 24 août 1821.

ainsi qu'en 1847, les bases de répartition restaient celles de 1817, et qu'il semblait que l'on eût dépensé en vain des centaines de milliers de francs. C'est pourquoi la révision du cadastre ne fut pas poursuivie plus avant.

Pourtant l'administration des contributions avait préparé en 1851 un projet de modifications qu'elle se proposait de soumettre au Conseil général. Lorsqu'en 1857 cette assemblée se plaignit une fois encore de la répartition, on lui proposa de voter un centime additionnel pour permettre l'achèvement de ce travail. Ainsi fut fait, et en 1861 le directeur des contributions put exposer que le nouveau répartition prévu par l'ordonnance du 3 octobre 1821 allait, après quarante ans, être exécuté en Moselle comme il l'avait été dans la plupart des départements. Il avouait que jusqu'alors les contingents étaient restés ceux de 1791, établis au prorata des contributions payées avant 1789. Le résultat du travail de 1859 était le suivant (61) : 234 communes devaient subir des augmentations, 130 restaient stationnaires, et 308 voyaient leur part réduite. Les arrondissements de Metz et de Thionville étaient surtaxés de 19.000 et 18.000 francs, ceux de Briey et de Sarreguemines étaient déchargés de 3.000 et 34.555 francs. Ces modifications étaient si minimes qu'elles ne changeaient qu'insensiblement — de 1 % au maximum — le système de répartition arrêté en 1817, lorsque le département avait pris sa forme définitive, et dont l'origine était antérieure à la Révolution. L'égalité proportionnelle avec les départements voisins n'avait pas été réalisée ; les plaintes avaient d'ailleurs cessé depuis longtemps, et la routine administrative avait définitivement triomphé dans ce domaine.

Si l'efficacité de l'intervention du Conseil général dans la répartition foncière était assez faible, à plus forte raison en était-il de même de celle des conseils d'arrondissement. Responsables de la sous-répartition entre les cantons et les communes, ces assemblées se contentaient d'approuver le tableau dressé par les Contributions directes. De nombreuses réclamations communales leur avaient été présentées sous le Consulat, mais elles restèrent sans résultats, si bien que, l'habitude aidant, les plaintes cessèrent à peu près complètement. L'administration modifia parfois la répartition à l'intérieur d'un canton cadastré, mais c'est seulement en 1861 qu'elle présenta un tableau entièrement nouveau, qui fut approuvé par les conseils d'arrondissement, en même temps que l'ensemble était admis par le Conseil général. Sur le plan communal, les différences entre anciens et nouveaux contingents atteignaient souvent des pourcentages élevés, jusqu'à 138 % pour telle commune trop longtemps prodigieusement avantagée. Les réductions furent d'ailleurs bien plus nombreuses que les augmentations, mais ne dépassèrent jamais le taux de 33 % :

(61) *Ibidem*, 2 septembre 1861.

en résumé, la réforme de 1861 fit beaucoup moins de mécontents que d'heureux. La ville de Metz se trouva surchargée d'un cinquième, Montigny de 50 %, ce qui n'était certainement que justice, eu égard à la plus-value des propriétés bâties. Certains cantons ruraux, Pange, Verny, Gros-Tenquin, bénéficièrent par contre de réductions d'un dixième (62).

Les tableaux statistiques dressés en cette occasion constituent un document intéressant pour l'étude de la richesse du département. Le revenu de la Moselle était alors évalué à plus de trente millions de francs : le principal de la contribution foncière ne constituait pas le trentième de cette somme, et, en ajoutant les centimes additionnels, la proportion n'atteignait pas le dixième. Le revenu d'une hectare de terre, selon les évaluations administratives, oscillait entre 45 et 55 francs, mais quelques cantons présentaient des chiffres inférieurs — Saint-Avold, Forbach, Rohrbach, Sarreguemines, Volmunster, Bitche — ou supérieurs — la région de Metz et de Thionville avec ses vignobles — dont les extrêmes étaient 23 et 110 francs ! Pour le département, le produit des usines n'était évalué qu'à 1.120.000 francs, contre 7 millions pour les maisons et plus de 22 millions pour les propriétés non bâties. C'eût été d'une injustice flagrante, si l'impôt des patentes n'était pas venu corriger dans une certaine mesure les imperfections de la contribution foncière.

Le vote de la répartition des contingents fonciers constituait la principale intervention du Conseil général en matière fiscale, et c'est seulement pour être complet qu'il faut mentionner son action dans la répartition de la contribution personnelle-mobilière — il fixait le taux d'évaluation de la journée de travail — et de celle des portes et fenêtres. En fait, dans un cas comme dans l'autre, il ne faisait qu'entériner les propositions de l'administration des contributions directes. Un vote de l'assemblée départementale intervint également en 1855 pour fixer la taxe uniforme de 4 et de 8 francs sur les chiens (63) ; jusqu'alors les chiffres en avaient varié selon les communes, et le préfet désirait unifier cet impôt nouvellement établi. La décision ne fut prise qu'après une longue discussion : les uns soutenaient que les chiens étaient nécessaires au cultivateur et qu'une taxe élevée excluait le pauvre de la chasse ; d'autres déclaraient que les trois millions de chiens que comptait la France dévoraient pour 80 millions de vivres par an et que la moitié suffirait largement ! Un décret impérial vint d'ailleurs réduire les chiffres que le Conseil avait proposé : ce fut la preuve qu'en matière fiscale l'administration était décidée à ne pas se laisser conduire par une assemblée.

(62) Cf. *Nouvelle répartition de la contribution foncière*.

(63) Conseil général, 4 septembre 1855.

VII. — Quelques cas particuliers d'imposition

Les questions fiscales sont si nettement réservées à l'Etat et régies par une administration fortement centralisée, que les cas particuliers dignes d'une étude détaillée furent très rares au cours de la période qu'étudie cet ouvrage. L'un des plus intéressants est l'histoire de l'emprunt de 100 millions que le gouvernement de la Restauration leva en 1815 pour solder les dépenses de l'invasion (64). Dès le 14 septembre de cette année, un comité, constitué à Metz par les soins du préfet, avait réparti la somme à percevoir entre les arrondissements : Metz devait payer 660.000 francs, Thionville 300.000, Briey 200.000 et Sarreguemines 320.000. Ces chiffres étaient d'ailleurs majorés de 10 % pour frais de recouvrement et non-valeurs. Au lieu d'utiliser les bases établies pour la perception des diverses contributions directes, des commissions de notables, siégeant dans chaque arrondissement, répartirent les sommes à recouvrer entre les principaux capitalistes, patentables et propriétaires. Ce fut donc une sorte d'impôt sur le revenu, et l'on comprend que cette innovation ait causé une certaine émotion, particulièrement dans l'arrondissement de Metz où il fallut renoncer à lever les taxes fixées en octobre 1815. C'est pourquoi le préfet Lachadenède proposa au ministre de modifier pour cet arrondissement le système primitivement adopté et de répartir les 660.000 francs au centime le franc de la contribution foncière. Ainsi fut fait en juillet 1816, et l'emprunt finit par rentrer presque complètement dans les caisses de l'Etat. Le remboursement intervint d'ailleurs quand fut appliquée la loi du 28 mars 1816.

Une curieuse controverse fiscale se produisit en 1833 dans la ville de Metz lorsqu'il fallut payer les dégâts occasionnés lors des émeutes de juin 1832 (65). Les habitants avaient été déclarés, conformément à la loi, solidairement responsables, et une amende de 70.000 francs était venue s'ajouter à l'indemnité de 109.000 francs qui était due aux propriétaires lésés. La municipalité finit d'ailleurs par obtenir la remise de l'amende. Diverses propositions furent faites lorsqu'il s'agit de réunir l'argent : l'un conseillait de conclure un emprunt auprès des vingt plus riches contribuables, l'autre d'augmenter les tarifs de l'octroi. Le maire Bompard proposa la création de nouveaux centimes additionnels et se trouva en désaccord avec la commission du Conseil municipal qui voulait répartir l'indemnité entre les habitants en raison de leurs facultés. L'assemblée refusa de suivre le maire : l'un des chefs de l'opposition ré-

(64) Voir notre thèse complémentaire et A. D. Moselle 1 P 16 à 22.

(65) Conseil municipal, 29 mars, 13 mai, 13 septembre 1833. On peut remarquer que c'est à cette date que Dornès, au cours d'une réunion de la Société patriotique et populaire, préconisa l'impôt progressif.

publicaine, Woirhaye, montra que le mode de répartition des contributions directes était injuste, que mieux vaudrait un impôt proportionnel établi d'après la fortune de chacun, déclarée par serment s'il le fallait. Le député Génot, membre de l'opposition modérée, indiqua que les centimes frapperaient les classes pauvres et n'atteindraient pas les capitalistes, et Woirhaye conclut « en repoussant le reproche qu'on fait à la méthode de la commission d'établir une sorte d'inquisition sur les fortunes des citoyens ». « Il faudrait, ajoutait-il, qu'on connût au juste les ressources réelles de chacun d'eux. Il y aurait moins de fraude et de tromperies et il serait à désirer que chacun vécût au grand jour. » Le Conseil municipal de Metz en arrivait ainsi à soutenir le principe de l'impôt sur le revenu.

Mais le ministre des Finances refusa de suivre l'assemblée, qui croyait pourtant rester dans la voie tracée par la loi du 10 vendémiaire an IV. Il prescrivit de répartir la somme par centimes additionnels perçus au titre urbain, ce qui permit aux riches propriétaires fonciers, dont les terres étaient naturellement situées hors des limites de la commune, d'échapper à leurs charges. Cette solution était, paraît-il, conforme à la jurisprudence du Conseil d'Etat, qui avait déclaré que la loi de l'an IV ne pouvait être appliquée dans son intégralité, car le mode de répartition qu'elle envisageait était contraire aux lois des finances qui repoussaient toute contribution arbitraire. Cette décision ministérielle suscita des protestations de la minorité du Conseil municipal; une réunion publique fut même organisée en ville, sans résultat d'ailleurs. C'est ainsi que nulle entorse ne fut donnée au système général de répartition des contributions.

L'année 1848 connut une tentative de contribution volontaire renouvelée de la première République (66). La situation financière était devenue difficile dès le mois de mars, et l'on crut possible de la rétablir en provoquant un mouvement pour le versement de dons patriotiques. Une caisse centrale des dons et offrandes à la Patrie fut même établie à l'Élysée National, et des listes imprimées publièrent les noms des donateurs. L'échec financier fut complet, comme il l'est toujours dans ce genre de tentatives. En dépit des efforts de propagande du commissaire Billaudel, la Moselle ne versa, entre le début de mars et le 15 avril, que 5.684 francs, recueillis uniquement à Metz et à Longuyon. La seconde quinzaine d'avril vit 3.936 francs de dons; le mouvement continua en mai selon un rythme analogue, et se prolongea même, pour des sommes minimales, jusqu'à la fin de l'année 1848. Il avait parfois revêtu des formes assez curieuses: un certain nombre de fonctionnaires avaient

(66) A. D. Moselle, 1 P 15.

cru ne pouvoir faire moins que d'abandonner le dixième ou le douzième de leurs émoluments ; les professeurs du Lycée avaient versé un jour de leur traitement, soit 252 francs. Les élèves du même établissement portèrent leurs couverts d'argent à la Préfecture. Des souscriptions furent ouvertes parmi les employés de l'enregistrement, de la recette générale des finances, ou dans les corps de troupes : c'est ainsi que le 3^e régiment du Génie donna 516 francs et la compagnie de gendarmerie 1.234. Les pépiniéristes Simon Louis abandonnèrent à la Nation les médailles qu'ils avaient reçues lors de divers concours agricoles, et le chirurgien Morlanne, qui n'était nullement républicain, donna trois médailles d'argent, une montre et une tabatière. Mais le zèle des donateurs resta assez froid ; c'est en vain qu'un vrai démocrate, le citoyen Péchoutre, proposa au commissaire de la République le versement général et spontané d'une journée de salaire, traitement, bénéfice, par tous les citoyens. Les dons patriotiques ne purent remplir les caisses de l'Etat et il fallut exiger les 45 centimes additionnels aux contributions directes. Il faut enfin ajouter que les quêtes pour les blessés de février ou de juin avaient rapporté des sommes plus considérables : la seule municipalité de Metz recueillit 25.000 francs dans le courant du mois de mars, et la reconnaissance envers les vainqueurs de l'insurrection rouge se manifesta à Longwy, au début de juillet 1848, par une souscription qui atteignit en quelques jours la somme de 1.131 francs.

L'échec de la contribution patriotique montrait qu'il n'y avait rien à faire pour sortir du système financier instauré par Napoléon et la Révolution. Telle création de la Seconde République, comme la taxe des biens de main-morte établie par la loi du 20 février 1849, ne constituait pas une véritable innovation, car elle n'était que l'imposition de 62 centimes additionnels à la contribution foncière assise sur une certaine catégorie de propriétés. Comme les biens de main-morte payaient alors 168.000 francs en principal, la nouvelle taxe rapporta 105.000 francs, chiffre qui ne varia guère pendant le Second Empire. On comprend d'ailleurs que rien n'ait été changé aux principes fiscaux en vigueur depuis le Consulat ; la perception des contributions était facile, les populations en avaient pris l'habitude, et même les chefs démocrates de Metz ne songeaient guère à prendre la critique d'un système fiscal plus traditionnel que parfait comme point de départ de leurs campagnes politiques.

Une seule fois, le Conseil général fut le théâtre d'une critique sévère des impôts indirects : lors de la session de 1849, l'élu du canton de Vigy, Dauphin, demanda la suppression de l'impôt sur les boissons, qu'il jugeait vexatoire et anti-démocratique. Ses collègues Aubry, Husson et Pougnet l'appuyèrent, et le dernier d'entre eux proposa de le remplacer par une taxe sur les objets de luxe. Le comte du Coëtlosquet défendit la thèse des conservateurs, soucieux avant tout de l'équilibre du budget,

favorables aux impôts indirects. Dauphin proposa alors de réduire de 100 millions les dépenses de l'armée, et termina en s'écriant : « Il faut faire payer au Pape les 30 ou 40 millions que le gouvernement a dépensés pour une guerre impie, qui avait pour but de rendre au chef de l'église catholique les droits temporels que les Romains lui avaient otés avec justice ». Le Conseil adopta enfin un vœu que lui présentait Félix Maréchal, dont la position était à égale distance des extrêmes, en faveur de la réduction des droits sur les vins et les bières et de l'augmentation de ceux sur les alcools (67). Mais de pareils débats restèrent l'exception, et l'on trouvait plus souvent les conservateurs légitimistes, les libéraux orléanistes et les républicains d'accord pour regretter l'extension des budgets, le recours de plus en plus fréquent à l'emprunt, les dépenses engagées dans les travaux publics, que pour proposer une réforme radicale de notre organisation fiscale (68).

VIII. — L'organisation militaire

S'il est une question qui n'intéresse guère l'histoire locale, c'est bien celle de l'organisation militaire. La vie quotidienne de Metz et des autres places de la Moselle ne peut certes être séparée de celle de leurs garnisons, mais l'administration de la Guerre, la hiérarchie du commandement demeurent étrangers à cet ouvrage. Il suffit d'indiquer ici que le département de la Moselle faisait partie, depuis le Premier Empire, de la 3^e division militaire, qui comprenait en outre le département des Forêts, enlevé à la France en 1814 (69). A partir de 1817, il vint s'y ajouter la Meurthe et les Vosges, et Metz s'enorgueillit dès lors de posséder un lieutenant-général dans ses murs alors que Nancy n'abritait qu'un maréchal de camp, commandant une subdivision. En 1849, la 3^e division vit même entrer dans ses limites la Meuse, la Marne et les Ardennes, mais ce fut pour peu de temps (70). Un décret du 26 décembre 1851 bouleversa en effet les circonscriptions militaires traditionnelles : Metz devint chef-lieu de la 5^e division, qui comprit jusqu'en 1870 les départements de la Moselle, de la Meurthe, de la Meuse et des Vosges, c'est-à-dire toute la région lorraine. Vint alors le décret du 27 janvier 1858,

(67) Conseil général, 26 septembre 1849.

(68) Voir les programmes électoraux de la plupart des candidats de l'opposition sous le Second Empire. On peut également noter que l'impôt sur le sel fut souvent trouvé excessif, sous la Monarchie de Juillet, par le Conseil général.

(69) Pour les modifications survenues dans l'organisation militaire, cf. les *Annuaire de Veronnais* et les *Annuaire de la Moselle*. Pour les questions générales, voir MONTEILHET (J.) : *Les institutions militaires de la France*.

(70) Décret du 28 avril 1848.

pris au lendemain de l'attentat d'Orsini ; il parut d'abord n'être qu'une mesure de circonstance destinée à enserrer la France dans un réseau de surveillance militaire, mais un décret du 17 août 1859 donna bientôt un caractère définitif aux grands commandements que l'Empereur venait de confier à des maréchaux. Canrobert devint ainsi le premier chef du 3^e corps d'armée, qui comprit toutes les divisions de l'Est ; il s'installa à Nancy, délogeant le préfet de l'admirable hôtel du Gouvernement. Metz se trouva dépossédée de sa primauté guerrière, en dépit des protestations de ses journaux (71).

Les généraux commandant la division militaire étaient loin de ne s'occuper que des choses de l'armée. On sait d'ailleurs que les régiments n'étaient, avant 1870, ni embrigadés, ni endivisionnés comme ils l'ont été depuis lors : la division militaire était donc une circonscription territoriale à l'intérieur de laquelle les troupes séjournaient peu de temps, selon les hasards des déplacements alors très fréquents. Ses chefs s'occupaient de la discipline générale, et non de l'instruction ou de l'avancement, questions qui concernaient les généraux-inspecteurs de chaque arme. Dans leurs rapports au ministre, ils étaient donc amenés à parler fréquemment de la situation politique, en ce temps où l'armée avait des opinions souvent contraires à celles du gouvernement, en cette ville de Metz où bourgeois et officiers, artisans et soldats, se rencontraient fréquemment dans les rangs de l'opposition. C'est surtout dans les moments de crise, en 1815, en 1830, en 1848, que les commandants de la division, responsables du maintien de l'ordre, jouèrent un rôle important. Leurs personnalités ne sont donc point indifférentes à l'histoire messine (72), d'autant plus que les représentants de l'autorité militaire eurent constamment, au moins autant que le préfet ou que le premier président, une influence considérable dans la vie de société du chef-lieu.

Pendant les dernières années de l'Empire, la 3^e division avait été commandée par un vieux soldat de la Révolution, originaire des environs de Metz, Roget de Belloquet. Sa famille avait des propriétés fort étendues dans la région de Sarreguemines, et c'est à Remelfing que cet ancien chasseur à cheval, engagé comme simple cavalier en 1777, se retira quand la Restauration l'eût éliminé des cadres actifs (73). L'époque des deux blocus de Metz vit se succéder rapidement les généraux Durutte, Lanusse, Miollis, tandis qu'au dessus d'eux le Roi plaçait le maréchal Oudinot, duc de Reggio, avec le titre de gouverneur qu'il conserva jusqu'en 1830, mais qui semble n'avoir eu qu'une valeur honorifique, du moins après

(71) *Indépendant*, 13 mars 1858

(72) Pour la liste des commandants de la division, voir *Annuaire de la Moselle*, 1860, p. 514.

(73) BÉGIN (A.) : *Biographie de la Moselle*, tome IV.

le retour de l'île d'Elbe. Le maréchal résidait en effet à Paris, bien que l'hôtel de la Prinerie, augmenté pour les grandes réceptions des salons de l'Hôtel de Ville, soit resté à sa disposition jusqu'en 1820 (74). Le baron Ernouf, qui commanda la division de 1816 à 1819, eut plus d'influence politique que ses prédécesseurs : alors que le Comité de Salut Public lui avait donné le grade de général de division après un avancement très rapide, Napoléon ne l'avait employé qu'à des missions secondaires, et finit par le faire emprisonner après qu'il eût capitulé à la Guadeloupe. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'il ait multiplié les manifestations royalistes pendant son séjour à Metz ; il était devenu président de l'association paternelle de Saint-Louis et il se fit élire député de la Moselle. Il siégea à la Chambre dans les rangs des royalistes constitutionnels. Parmi ses successeurs de l'époque de la Restauration, la première place appartient au lieutenant-général Villate, comte d'Outremont, qui resta à Metz de 1820 à 1830. Natif de Longwy, officier avant la Révolution, il n'avait pas émigré et avait même servi dans l'état-major de Bernadotte, qui passait pour ardemment républicain. Napoléon l'avait surtout employé en Espagne. Son ralliement au Roi fut complet, et en juillet 1830 on put lui reprocher « d'avoir hésité, dans des moments difficiles, entre ce qu'il devait à un prince parjure et ce que réclamait la justice nationale » (75). La Monarchie de Juillet le mit à la retraite, et il se retira dans une propriété qu'il possédait aux environs de Nancy.

Au moment où la Révolution amenait le renouvellement de toutes les autorités messines, Villate fut remplacé par le lieutenant-général Barrois, à défaut de Drouot qui n'accepta qu'une mission temporaire d'inspection. La Monarchie de Juillet rendait ainsi à l'activité des chefs que la Restauration avait refusé d'employer. Il y avait d'ailleurs entre Drouot et Barrois plus d'un trait commun : tous deux étaient Lorrains, fils de boulangers, et c'est en 1793, à 19 ans, qu'ils étaient entrés dans l'armée, l'un par l'Ecole d'application de Metz où il fut reçu brillamment, l'autre comme volontaire aux Chasseurs de la Meuse. La fidélité napoléonienne de Drouot était légendaire, celle de Barrois était incontestable, car il avait siégé parmi les juges du duc d'Enghien. Tous deux avaient combattu à Waterloo, et c'est après de longues années de retraite qu'ils se retrouvèrent à Metz, le 8 août 1830 (76). Drouot regagna d'ailleurs

(74) *Conseil municipal*, 23 février 1815. Le duc de Reggio vint à Metz lors de la visite du duc de Berry, en septembre 1814, et de la fin de février à la fin de mars 1815. L'hôtel de la Prinerie fut le siège de la division jusqu'en 1870, et en 1918 le général de Maudhuy, nommé gouverneur de sa ville natale, l'occupait encore. Mais depuis lors l'autorité militaire l'a abandonné à la ville de Metz.

(75) BÉGIN (A.), *op. cit.*, tome IV.

(76) *Journal de la Moselle*, 11 août 1830.

immédiatement Nancy, tandis que Barrois faisait preuve, à la tête de la division, d'une telle faiblesse en face des agitations messines, que le maréchal Soult dut le remplacer, en avril 1831, par un chef plus capable d'appuyer la politique de Casimir Périer. Le baron Delort, volontaire de 1791, tenu en suspicion sous la Restauration, accepta de venir à Metz pour enrayer les succès que le Mouvement remportait dans l'armée. Il ne garda d'ailleurs son commandement que pendant un an, et séjourna souvent à Paris, car il était député du Jura et fort bien en cour, comme le prouve son titre d'aide de camp du Roi. En 1823, Delort, ayant réussi dans la mission que le gouvernement lui avait confiée à Metz, fut envoyé à Lyon, d'où vint par permutation le lieutenant-général Hulot, dont l'arrivée fut saluée avec satisfaction par les chefs de l'opposition messine qu'avait indignés l'énergie de son prédécesseur. En 1834, le commandement de la 3^e division fut remis au comte de Piré, qui pour avoir servi dans l'armée des Princes et pris part à l'expédition de Quiberon n'en était pas moins un ancien fidèle de Napoléon I^{er}, et l'année suivante le baron Jacquinot vint terminer à Metz sa carrière commencée avec la Révolution, avant de se retirer dans son château d'Arry, sur les bords de la Moselle.

Tous les commandants qui se succédèrent à Metz entre 1815 et 1838 avaient atteint le grade de lieutenant-général dès le Premier Empire. Tel n'était pas le cas du baron Achard, qui fut l'hôte de la Princerie de 1838 à 1846. Il n'était que colonel à l'époque de Waterloo, quoiqu'il eût commencé sa carrière militaire en 1795. Il acquit assez d'influence dans la société messine pour réussir à se faire élire, en 1849, représentant de la Moselle sur la liste conservatrice. Ancien pair de France, il manifesta dès lors des tendances bonapartistes, ce qui lui valut d'être nommé sénateur après le coup d'Etat. Il est vrai qu'il avait eu sous ses ordres à Metz, en 1840, un chef de bataillon qui se trouvait en 1852 à la tête de la hiérarchie, Saint-Arnaud ; le futur maréchal s'était beaucoup ennuyé pendant son séjour dans le chef-lieu de la Moselle, habitué qu'il était à la vie africaine. Il avait charmé les salons de son talent de pianiste et de chanteur, et avait assez vivement courtoisé la baronne Achard, belle personne un peu mûre (77).

(77) QUATRELLES-L'ÉPINE : *Le maréchal de Saint-Arnaud*, I, p. 199. Saint-Arnaud habita à Metz, 19, rue de la Fontaine, dans une chambre qu'il payait 60 francs par mois. Il n'eut d'autres distractions que de donner des leçons d'anglais à M^{lle} Thierry, fille de son colonel, « vierge d'une entière pureté qui ne fait rêver ni à la séduction ni à l'amour », et de courtoiser la générale Achard, qui avait plus de cinquante ans — il en avait quarante-deux — et avait été belle sous l'Empire. L'aventure fut poussée très loin, car il écrivait : « Nous sommes à la porte du roman... Je calcule les avantages et les désavantages, les profits et les dangers.... L'on porte absolument la culotte, on a une grande influence, mais elle ne durera

En juin 1848, après deux années de commandement exercé par le lieutenant-général Foucher, arriva à Metz un officier qui représentait une tradition militaire assez différente de celle qui avait si longtemps accaparé les grades élevés. Alors que tous ses devanciers étaient des vétérans des guerres de la Révolution, parvenus fort jeunes aux postes les plus éminents, le futur maréchal Randon n'était entré dans l'armée qu'en 1811. Bien qu'il eût tenté de faire ouvrir le feu à Laffrey contre l'Empereur, lors du retour de l'île d'Elbe, la Restauration l'avait privé de tout avancement; les campagnes d'Algérie lui avaient été plus favorables, et c'est le premier des généraux « africains » qui ait commandé à Metz. Il laissa en Moselle le souvenir d'un chef énergique, d'un petit homme sévère qui sut rétablir la discipline assez ébranlée par la crise révolutionnaire et ouvrir la voie au coup d'état. En avril 1851, il fut remplacé par le général Marey-Monge, comte de Péluze, petit-fils du grand Monge. Il avait longtemps servi en Algérie, et y avait créé les premiers escadrons de Spahis. Mille anecdotes couraient dans l'armée sur le compte de ce vieux garçon fort original, de ce sabreur énergique en qui il était difficile de retrouver l'ancien polytechnicien. Il resta une dizaine d'années à Metz, où il étonna parfois ses troupes en multipliant les exercices d'alerte, et où son aspect martial et sévère lui valut une certaine popularité: On le voyait tous les jours parcourir les rues à cheval, une canne à la main, suivi d'une brillante escorte, et les gamins le salueaient du surnom de « général Bâton » (78). A propos du refus de sépulture à un officier tué en duel, une correspondance suivie avait commencé entre lui et Mgr Dupont des Loges: le général en vint à se rapprocher de l'évêque, et on le vit dès lors au premier rang dans les processions de la Fête-Dieu. Il fit bénir par le prélat, à la cathédrale, les drapeaux de deux régiments d'artillerie créés en 1854 (79), et lorsque, l'année suivante, on lui demanda de prescrire des illuminations pour la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception, il répondit: « Du diable si je sais ce que c'est que l'Immaculée Conception, mais Mgr demande qu'on illumine, j'illumine » (80). Enfin, en 1861, Marey-Monge en vint jusqu'à offrir son appui au recteur du collège Saint-Clément, en butte à l'hostilité du préfet Jeanin (81).

pas plus longtemps que le service de l'homme... Il y a quelque chose de presque odieux dans ces calculs, mais c'est plutôt la faute de notre siècle que la mienne.» En même temps qu'il calculait les bénéfices que cette liaison pourrait lui rapporter, Saint-Arnaud tenait tête au whist au vieux général, qui devait d'ailleurs être encore assez vert, puisqu'il se remaria, 25 ans plus tard, à l'âge de 87 ans.

(78) KLEIN (Abbé F.): *Vie de Mgr. Dupont des Loges*, p. 161.

(79) VIANSSON-PONTÉ (L.): *Les Jésuites à Metz*, p. 138.

(80) KLEIN (Abbé F.), *op. cit.*, p. 162.

(81) VIANSSON-PONTÉ (L.), II, *op. cit.*, p. 189.

En 1861, Metz vit arriver dans ses murs le plus jeune des chefs qui y aient commandé la division, Bourbaki, alors âgé de 45 ans. On admira sa belle prestance, et les élèves du Lycée applaudirent avec plus d'élan que de coutume ce général au regard d'aigle, à l'allure martiale, lorsqu'il vint présider la distribution des prix (82). Son successeur, de Martimprey, arriva à regret dans la première place de l'Est, car il venait d'occuper le poste de sous-gouverneur de l'Algérie (83). Son rôle en Moselle fut peu considérable : on peut seulement noter que, comme son successeur d'Aurelle de Paladines, il passait pour inféodé au parti catholique. N'avait-il pas ses trois fils au collège Saint-Clément, et cet exemple ne présentait-il pas quelque gravité en un moment où le préfet, l'inspecteur d'académie et le ministre, Duruy, s'efforçaient de relever le prestige du Lycée, et de triompher de la concurrence des Jésuites (84). Quant à d'Aurelle, son zèle religieux se manifesta en mainte occasion : on le vit assister aux côtés de Mgr Dupont des Loges à la bénédiction de la Vierge qui fut érigée en 1868 sur une colline voisine de Gorze, et prendre place dans le cortège lors du jubilé de l'évêque (85). Une partie de l'opinion s'étonna de voir le général faire participer l'armée à de multiples cérémonies religieuses, alors que les autorités civiles et la magistrature prenaient de plus en plus l'habitude de n'y plus paraître (86). On vit par exemple un détachement d'infanterie escorter les reliques de Sainte-Lucie, lorsqu'elles furent ramenées d'Ottange à Metz (87). L'attitude des généraux était, en ces circonstances, assez différente de celle des préfets, et elle était faite pour plaire à la haute société messine, devenue plus religieuse qu'elle ne l'avait été jadis.

L'influence des garnisons, tant au point de vue social que dans la vie commerciale, fut toujours considérable dans les places de l'Est. Leur présence avait donné aux populations un esprit plus militaire que dans les provinces de l'intérieur, et l'on s'explique que le poids de la conscrip-

(82) A. Chuquet, dans un discours de distribution de prix prononcé en 1922 à Metz, évoque les physionomies de Marey-Monge, long, maigre, ne riant jamais — du brillant Bourbaki et de sa moustache rousse — d'Aurelle, petit et énergique, qui parla au lycéens réunis dans la cour d'honneur.

(83) DERRÉCAGAIX (Général) : *Le général de Martimprey*, p. 427 et ss. Martimprey fut frappé d'une congestion cérébrale en 1867 et remplacé par d'Aurelle de Paladines, à qui succéda au début de 1870 le général Decaen, tué à Borny à la tête du 3^e corps.

(84) VIANSSON-PONTÉ (L.), *op. cit.*, p. 191.

(85) *Indépendant*, 20 juin 1868.

(86) *Ibidem*, 11 juillet 1868.

(87) KLEIN (Abbé) F.), *op. cit.*, chap. XIII. Les reliques de Sainte-Lucie, conservées à Metz depuis le x^e siècle, avaient été recueillies après la Révolution à Ottange par le comte d'Hunolstein.

tion ne leur ait pas semblé excessif. Les conseils de révision ne donnèrent lieu à aucun incident, et leur seule importance demeura de permettre au préfet ou aux sous-préfets de rencontrer une fois par an les maires des plus humbles villages. Il faut d'ailleurs noter que les chiffres du contingent étaient loin d'être aussi élevés qu'ils ne l'ont été depuis 1870 : au cours des premières années de la Restauration, le service militaire ne réclamait que moins de 500 jeunes gens sur un total de 4.000 environ, et le fardeau était faible pour un département qui avait toujours satisfait aux levées impériales. Avant 1830, le contingent de la Moselle n'atteignit jamais 800 recrues, dont une centaine d'engagés volontaires. Sous la Monarchie de Juillet, il s'éleva assez nettement, atteignant par exemple l'effectif de 1.112 sur 4.384 inscrits, en 1840. Vers la fin du Second Empire, la conscription prit jusqu'à 1.300 jeunes Mosellans chaque année (88). Les trois quarts des inscrits restèrent donc constamment exempts du service, dont la durée était, il est vrai, de 7 à 8 ans. Mais de longs congés — allant jusqu'à un semestre entier — permettaient aux soldats de revoir leur village natal plusieurs fois avant leur libération définitive, et l'autorité militaire mettait fréquemment des troupiers à la disposition des cultivateurs, par exemple à l'époque de la moisson (90). Le fardeau était quand même très lourd pour ceux qui n'avaient pas tiré de bons numéros : il n'était pas rare de voir des soldats se suicider pour échapper à la vie de caserne, tandis que la plupart de ceux qui réussissaient à surmonter les difficultés du début finissaient par acquérir une mentalité particulière, une certaine rudesse propre au troupier de 7 ans. On comprend donc que les fils de la bourgeoisie, même en une région patriote, aient toujours profité de la faculté qui leur était offerte de se faire remplacer. Il existait à Metz des agences privées qui se chargeaient de fournir un remplaçant, et des sociétés d'assurances contre le recrutement qui versaient une somme assez élevée à ceux des contractants qui tiraient un mauvais numéro (91). Les classes dirigeantes ne se souciaient

(88) Voir les *Recueils des actes administratifs*. En 1866, sur 4.145 inscrits, 739 étaient exempts pour infirmités, 432 pour dispense légale; 1.704 avaient tiré de bons numéros, et le contingent était de 1.270 jeunes gens.

(90) Cf. par exemple une circulaire préfectorale dans *l'Indépendant* du 9 août 1843.

(91) Il existait notamment une agence de remplacement Godchaux et Roger. 21, quai Saint-Pierre — un bureau d'assurance tenu par Cerf, 15, rue Saint-Louis — une succursale de la Caisse militaire de Paris, 21, place de Chambre. Il est tout à fait exceptionnel de voir le Conseil général protester contre « les trafics honteux du remplacement », comme il le fit le 27 août 1847, le 25 septembre 1855. La Moselle était un département si militaire que, vers 1840, elle comptait, au dire du préfet, 5.000 de ses enfants servant comme remplaçants, en outre des 7 classes de 1.100 hommes présentés sous les drapeaux. (A. D. Mo-

donc guère du problème qu'aurait pu soulever l'inégalité des charges militaires : une minorité seule supportait le fardeau, d'autant plus lourd que le recrutement n'était point régional, qu'il n'était pas rare de voir la moitié d'un contingent envoyée en de lointaines garnisons ou en Algérie, tandis que les conscrits affectés à un régiments caserné à Metz étaient bientôt obligés de partir avec leur unité pour une autre ville. Le mode de recrutement en usage depuis le Premier Empire était, en résumé, aussi facilement accepté que le système fiscal, et le Conseil général se plaignit plus souvent des servitudes militaires qui pesaient sur la banlieue des places fortes et, au point de vue de la construction des routes, sur toute la région frontière, que de l'impôt du sang.

À côté des troupes de ligne, il exista constamment, entre 1814 et 1870, un certain nombre de corps destinés à doubler leur puissance en cas de guerre. Le plus important était évidemment la garde nationale : fortement organisée à Metz et dans les autres places de la Moselle en 1814 et en 1815, elle avait compris à cette époque des bataillons sédentaires et des bataillons mobiles (92). Ces derniers avaient été licenciés, sauf exception, après Waterloo, tandis que les premiers furent encore fréquemment convoqués, tout au moins au chef-lieu, pendant les premières années de la Restauration. Pour les remercier de leur attitude et pour s'attacher l'opinion des soldats-citoyens, une ordonnance royale avait même décidé que les gardes nationales de la Moselle, placées sous l'inspection de François de Wendel, porteraient le ruban blanc à liseré noir de l'ordre du Lys, recevraient des drapeaux aux armes de France ornés de cravates remises par la duchesse d'Angoulême (93). Mais, peu à peu, les convocations s'espacèrent et même les deux légions messines perdirent le caractère militaire qui les avait distinguées. La révolution de Juillet fut le signal d'une réorganisation de la milice citoyenne ; des cadres furent prévus pour les bataillons cantonaux, tous les hommes de 18 à 60 ans furent recensés, et même certains villages eurent à cette époque une milice armée. Des exercices fréquents eurent lieu, et à côté de ses 15.000 soldats de la ligne, le département compta une force réelle de quelques milliers de citoyens, plus ou moins capables de concourir à la défense des

selle, 189 M 1). Vers 1859, le prix d'un remplaçant était de 2.000 francs. Le Conseil général protesta plus fréquemment, du moins au début de la Monarchie de Juillet, contre le système adopté pour la répartition du contingent entre les cantons : la base en était le nombre des inscrits de dix classes et non l'effectif de la classe à lever, et tel canton devait ainsi donner 48 hommes sur 137 jeunes gens, tandis que tel autre n'en levait que 26 sur 156. Cf. Conseil général, 25 septembre 1835.

(92) A. D. Moselle, R 272 à 288.

(93) Ordonnance du 2 octobre 1816, *Actes administratifs*, 1816, p. 237.

places, un effectif de 23.000 mobilisables et de plus de 50.000 inscrits (94). Mais, après quelques années, les bataillons ruraux disparurent, leurs armes furent réintégrées dans les arsenaux, et il ne subsista que les milices de Metz, de Thionville et de quelques centres urbains. Elles cessèrent à leur tour d'être convoquées après 1851, et il fallut l'invasion pour que l'autorité impériale consentît à leur résurrection, en août 1870.

Comme les effectifs des garnisons avaient diminué depuis 1840, le département de la Moselle, en dépit de sa position frontière, présentait sous le Second Empire une force militaire inférieure à celle qu'il avait possédée sous la Monarchie de Juillet. Les populations furent certainement moins guerrières en 1870 qu'elles ne l'auraient été 30 ans plus tôt. La presse commençait à regretter que l'on détournât des professions utiles tant de jeunes gens, et les candidats de l'opposition, lors des élections législatives, ne manquaient point de préconiser une réduction des charges militaires. On avait vu sans enthousiasme la deuxième portion du contingent, auparavant complètement exemptée, appelée à faire cinq mois de service, répartis sur deux années, à partir de 1861. La loi militaire de 1867 fut acceptée sans trop de difficultés, mais avec plus de résignation que de satisfaction. Enfin la garde mobile, forte de 6.000 hommes pour le département, ne fut organisée que sur le papier, avec ses quatre bataillons d'arrondissement, avec ses officiers qui paradèrent pour la première fois à la revue du 15 août 1869 (95). En fait, à la veille de la guerre, la Moselle restait dépourvue d'une organisation militaire solide, et l'armée n'y était plus représentée que par 12.000 hommes de troupes de ligne, alors qu'en 1841 leur effectif s'élevait à plus de 16.000 soldats (96).

(94) Recensement de 1840, Rapport du préfet au Conseil général de 1841. A. D. Moselle, R 290 et ss.

(95) A. D. Moselle, R 230 et ss.

(96) Pour l'effectif des garnisons, cf. A. D. Moselle, 189 M et 190 M 1 et 2.

CHAPITRE XVII

L'ADMINISTRATION COMMUNALE

I. — L'organisation municipale

Si l'on excepte le tribunal de commerce, dont les membres se recrutent par élection, les pouvoirs administratifs ou judiciaires étaient exercés depuis l'an VIII par des fonctionnaires de carrière, placés dans l'étroite dépendance du gouvernement, offrant de réelles garanties de compétence. Il n'en était pas de même dans le cadre de la commune, à l'échelon inférieur de la hiérarchie qui enserrait la France. Sauf pendant les Cent Jours et en 1848, courtes périodes au cours desquelles le choix des magistrats municipaux fut abandonné aux citoyens (1), les maires et leurs adjoints furent nommés par le gouvernement ou son représentant, le préfet; ils étaient ainsi classés parmi les agents de l'Etat, qui leur avait laissé des pouvoirs assez étendus : mais la réalité était fort différente des principes. En fait, les maires étaient choisis parmi les notables des villages ou des villes, et leur autorité dépendait essentiellement de leur prestige personnel, de leur fortune particulière, et de l'étendue de leurs relations. Certains pouvaient prouver leur capacité par leur administration hardiment réalisatrice; la plupart n'étaient que de simples paysans, incapables d'utiliser pour le bien commun les pouvoirs que la loi leur conférait. Les préfets pouvaient multiplier les circulaires, préconiser l'adoption de telle mesure, vanter les bienfaits de telle réforme : leur prose risquait d'être inutile, car son action dans les campagnes restait à peu près nulle. La centralisation théo-

(1). En 1815, les municipalités — celles des villes exceptées — furent élues conformément à la loi du 14 décembre 1789 — Voir proclamation de M. de Gérando, 5 mai 1815, A. D. Moselle, 34 M 1. En 1848, l'élection des maires fut remise aux conseils municipaux, sauf dans les chefs-lieux de département et d'arrondissement ou dans les communes de plus de 6.000 habitants.

rique trouvait là le plus puissant de ses correctifs, et l'inertie des autorités municipales explique pourquoi la vie rurale s'est moins vite transformée que ne le croirait un observateur superficiel.

La plus petite cellule de la hiérarchie administrative, la commune, en était certainement la plus naturelle. Les villages lorrains possèdent en effet une personnalité nettement accentuée que renforce encore la concentration des habitants autour du clocher. Mais il fut toujours difficile de trouver dans un cadre aussi restreint des hommes capables d'exercer avec compétence l'autorité municipale, et l'on comprend que la constitution de l'an III ait cherché un remède à ce morcellement exagéré dans la création des municipalités de canton, qui furent au nombre de 65 pour le département de la Moselle (2). Chacune de ces circonscriptions comprenait plus d'une douzaine de villages, qui envoyaient un délégué siéger à l'assemblée cantonale; la présence d'un fonctionnaire nommé par le gouvernement, le commissaire, permettait de stimuler le zèle des élus et d'obtenir de l'indifférence paysanne des résultats, qui dans notre département furent surtout précieux en matière de réquisition et de charrois militaires. Mais les villages gardaient leur individualité, leurs jalousies traditionnelles, et leurs intérêts se confondaient rarement. La division cantonale était peut-être commode pour l'administration supérieure, elle n'en avait pas moins le grave défaut de n'être qu'une création artificielle. C'est sans doute ce qui explique qu'elle ait été vite oubliée, et que nul regret n'ait survécu à sa disparition.

Le Consulat rétablit donc les anciennes communes, qui en Moselle étaient au nombre de 932, dont 824 se trouvaient dans les limites que le département conserva après 1815. Ce morcellement parut excessif, et, entre 1809 et 1812, une série de décrets ordonna la réunion de plus de 250 mairies supprimées (3). La Restauration n'apporta presque aucun changement à cette situation, qui avait l'avantage de grouper en une seule unité administrative plusieurs localités trop peu peuplées pour se diriger elles-mêmes, et l'inconvénient de multiplier les querelles entre le groupe principal de la commune et ses annexes. Il faut d'ailleurs observer qu'en matière de biens communaux, chaque section de commune conservait ses droits et ses biens particuliers, qu'elles avaient leurs conseillers municipaux distincts qui formaient fréquemment une minorité irréductible. C'est ce qui explique qu'à partir de 1830, un mouvement se dessina en faveur du rétablissement des mairies supprimées depuis une vingtaine d'années.

(2) CHASTELLUX (de): *Statistique de la Moselle*, p. 108. Nous avons consulté notamment les registres de la municipalité cantonale d'Antilly, A. D. Moselle L 943.

(3) *Ibidem*, p. 209 et ss. On vit par exemple les conseillers élus à Waldhausen refuser de siéger à Walschbronn, les électeurs s'abstenir de voter, tant que le divorce des deux villages ne serait pas accompli (1832-1834). A. D. Moselle, 37 M.

Les demandes de « divorce » furent très nombreuses, mais il s'en faut que le Conseil général ait toujours donné un avis favorable à cette politique d'émiettement. L'administration préfectorale refusait d'accorder une individualité officielle à des hameaux de moins de cent habitants. Elle consentit seulement à rétablir en 1833 une quarantaine de mairies; il va de soi qu'une ordonnance royale intervenait chaque fois, mais elle n'était que la suite de la proposition préfectorale. Le mouvement se continua lentement sous la Monarchie de Juillet, pour se ralentir sous l'Empire: en résumé, vers 1860, on avait procédé à la résurrection d'une soixantaine de communes, et la Moselle en comprenait 629. Il n'y avait que douze départements qui en comptaient davantage.

Le grand nombre des municipalités, la faible population des communes furent une source de nombreuses difficultés pour l'administration supérieure (4). Il faut en effet se rappeler que les campagnes mosellanes comptaient assez peu de notables instruits résidant toute l'année dans les villages: si la bourgeoisie messine ou thionilloise possédait de nombreuses propriétés dans les environs des villes, peu de ses membres y demeuraient l'hiver, et moins encore désiraient se charger de fonctions municipales. A côté d'un Lardemelle qui fut maire de Puxe, d'un Franchessin qui administra Talange et d'un marquis de Pange qui accepta de présider à l'administration du village dont il portait le nom, combien d'hommes instruits préférèrent ne point se mêler des affaires communales. A plus forte raison, il était difficile de trouver les dix conseillers municipaux que le plus petit village devait réunir! Le préfet en était réduit à désigner quelques cultivateurs souvent illettrés. Les nominations n'étaient faites que sur la proposition du sous-préfet, et celle-ci était fréquemment le résultat de l'intervention d'un notable influent, conseiller général ou d'arrondissement, juge de paix ou notaire (5). La question politique ne jouait en tout ceci qu'un rôle très effacé, tandis que les rivalités personnelles demeuraient au premier plan. Pour comprendre ce qu'était en général la situation municipale il suffit de noter que, sous la Restauration, la commune de Devant-les-Ponts, faubourg de Metz, eut un maire qui démissionna un jour pour briguer les fonctions de piéton chargé du transport du courrier (6).

En pays de langue allemande, les difficultés étaient infiniment plus

(4) A. N. F¹^e III, Moselle 9, rapport de Tocqueville du 1^{er} mai 1818.

(5) Cette intervention des notables est souvent signalée: cf. lettre du préfet Odent du 8 octobre 1866, A. D. Moselle, 31 M. 31. En 1865, le préfet avait laissé cinq jours au sous-préfet de Sarreguemines chargé de lui présenter 149 nouveaux maires et adjoints. Il blâma son subordonné pour ne lui avoir envoyé qu'au bout de douze jours une liste qui, de l'avis du conseiller général Devaulx d'Achy, contenait de mauvais choix, A. D. Moselle, 37 M.

(6) A. D. Moselle, M supplément (Janvier 1821).

graves: on vit par exemple le maire de Walschbronn délivrer aux Bava-rois des régions voisines de nombreux passeports pour Le Havre, alors que la Bavière interdisait rigoureusement cette émigration. Une enquête, faite en 1828, révéla que ce brave homme ignorait aussi complètement la loi que le français. C'était d'ailleurs le cas général dans l'arrondissement de Sarreguemines: aussi les maires s'y trouvaient-ils dans la dépendance absolue de leurs secrétaires instituteurs, à moins que ce ne fût dans celle du curé. L'affaire de Walschbronn montra notamment que le secrétaire en question était assez instruit, mais ivrogne et sans scrupules; il était chargé du greffe d'une quinzaine de communes, tant françaises que bava-roises, et se rendait de l'une à l'autre en accumulant les petits profits illégaux (7). Quelques années auparavant, l'administration avait un jour découvert que le maire de Voelfling ne convoquait jamais son conseil municipal, qu'il rédigeait le budget et le faisait signer aux conseillers pris isolément. Tel autre maire était accusé d'avoir fait verser par un indigent un droit d'aubaine de 50 francs. Encore en 1831, le parquet signalait que le magistrat municipal de Vittoncourt avait confié le secrétariat à son fils et qu'il faisait payer jusqu'à quarante centimes par acte gratuit: le procureur général ajoutait que des cas analogues étaient fréquents, et le préfet prenait aussitôt un arrêté pour interdire ces abus.

Une dénonciation, dont l'exactitude est d'ailleurs incontrôlable, montre comment un maire pouvait abuser de son pouvoir: en 1818, celui de Rombas fut accusé d'être l'homme de paille de la famille de Wendel; M. de Fischer, beau-frère du grand maître de forges, avait réussi, disait-on, à composer le conseil municipal à sa guise, en dépit du sous-préfet; en échange, le maire était soupçonné d'avoir laissé extraire gratuitement le minerai du pâtis communal et d'avoir fait établir un chemin dont les forges étaient les seules bénéficiaires; le dénonciateur affirmait qu'il avait abandonné sans l'avis du conseil les droits de la commune sur l'abreuvoir de Jammilles, et laissé supprimer un chemin que les eaux avaient recouvert lors de la construction de l'usine de ce nom. En outre, il aurait condamné verbalement des habitants à diverses amendes, et, lors des vendanges, il aurait formé une coalition entre les propriétaires de pressoirs, rétablissant ainsi une sorte de droit de banalité. Il faut ajouter que cette énumération de griefs se terminait par une accusation politique destinée à émouvoir l'administration: cet homme était, affirmait le délateur, un ennemi du trône et de l'autel! (8).

(7) *Ibidem* (mai 1828). Pour l'influence des curés et l'incapacité de beaucoup de maires, voir le rapport du sous-préfet de Sarreguemines, 11 octobre 1830, A. D. Moselle, 37 M.

(8) Dénonciation anonyme du 30 novembre 1818, A. D. Moselle, M supplément.

Ces exemples montrent que tout n'était point parfait dans l'organisation des communes au temps où les conseillers étaient nommés par le préfet, ou, en ce qui concerne les villes plus importantes, par le roi (9). L'introduction du principe électif dans le choix des conseils municipaux fut loin d'amener une transformation heureuse, et il n'en pouvait être autrement lorsque l'on réfléchit à ce qu'étaient les populations rurales. Le 12 octobre 1831, le baron Sers, au lendemain des premières élections, indiquait que beaucoup d'anciens maires avaient été élus, tout en regrettant qu'un certain nombre des plus capables eussent été écartés (10) : c'est qu'ils avaient énergiquement réformé des abus, qu'ils avaient voulu disposer des revenus dans l'intérêt général. « Dans peu de communes nous sommes en progrès. Dans la majorité nous retrouvons à peu près les mêmes éléments pour la formation de la mairie; dans plusieurs nous avons reculé vers l'ignorance ou les préjugés ». C'est ainsi qu'à Forbach un aubergiste, déjà condamné à deux ans de prison, avait été élu conseiller municipal, et que le maire, homme fort honorable, avait préféré démissionner plutôt que d'être choisi par le Roi pour présider l'assemblée communale. Un mouvement de mécontentement s'était dessiné contre les forains, les bourgeois qui ne résidaient à la campagne qu'une partie de l'année. On comprend que, dans ces conditions, la formation des mairies ait présenté quelques difficultés, surtout en Lorraine allemande.

Plus de dix ans après, M. de Courcelles, sous-préfet de Briey, montrait que le temps n'avait pas amélioré la situation (11) : les élections municipales, disait-il en 1843, ont été assez vivement disputées; les passions envieuses, les inimitiés de familles, s'y sont donné libre cours, et le véritable intérêt communal a été souvent oublié. Dans plusieurs endroits les conseillers municipaux ne s'étaient-ils pas mis d'accord pour obliger le préfet à nommer maire leur candidat, quoiqu'en général l'administration fût parvenue à maintenir les anciens titulaires. Après dix ans d'expérience, concluait-il, la loi de 1831 ne donne pas satisfaction; le conseil d'arrondissement, ému du manque de prévoyance et de fermeté qu'il constatait, a demandé le libre choix des maires hors du conseil; en résumé « il faudrait modifier la loi autant dans l'intérêt matériel des communes que dans le but de raffermir l'esprit d'ordre et de soumission à l'autorité légale ».

Les vœux de M. de Courcelles ne furent nullement exaucés, et, tout au contraire, la révolution de 1848 confia l'élection des maires et adjoints aux conseils municipaux, en exceptant toutefois de cette réforme les chefs-lieux de département et d'arrondissement, où fut conservée la nomina-

(9) Jusqu'en 1831, les adjoints n'avaient pas le droit d'assister aux séances du conseil municipal, sauf en cas d'absence du maire. Voir circulaire de Colchen, 30 nivôse XII.

(10) A. N. F. 1 b II Moselle 7. Rapport du baron Sers, 12 octobre 1831.

(11) A. D. Moselle, 34 M 2. Rapport du sous-préfet de Briey, 14 août 1843.

tion gouvernementale. Il est vrai qu'une circulaire du 1^{er} août 1848 prescrivait aux préfets de ne pas hésiter à révoquer ceux des maires qui seraient hostiles à la République ou incapables de gérer les affaires communales. Mais, en fait, les préfets n'employèrent guère, en Moselle du moins, ce pouvoir redoutable : Billaudel laissa par exemple le conseil de Villecey-sur-Mad, composé de cinq frères et beaux-frères et de trois cousins germains, tous ignorants, égoïstes et violents, choisir l'un d'eux comme maire (12) ! L'administration, soucieuse avant tout d'ordre et de hiérarchie, se montra très peu favorable à la nouvelle législation. Un rapport de novembre 1850 déclare que les maires élus n'offrent aucune garantie, que l'on voit des cabaretiers, chefs d'une faction locale, administrer une commune, et que le salut de la société réclame le retour immédiat au système de 1831 (13).

Ce vœu reçut satisfaction en 1852, mais comme on était alors au plus fort de la réaction autoritaire, certains administrateurs ne s'estimèrent pas encore satisfaits (14). Le sous-préfet de Briey souhaitait que les conseillers municipaux puissent être choisis dans un nombre double d'élus ; il était mécontent de certaines élections, de celles de Villers-la-Montagne, faites sous l'influence du notaire Willemin à qui tous devaient de l'argent, de celles de Briey, faussées par l'action des démagogues de la ville basse ! et de celles de cinq autres communes où les listes présentées par les maires n'avaient pas passé. Mais une solution simple se présentait à l'administration : dissoudre ces conseils, et faire diriger la commune par une commission municipale nommée par le préfet. Elle fut adoptée dans une quinzaine de localités de la Moselle. C'était l'époque où, de Briey le baron Denniée écrivait : « Il faut prouver aux hommes de désordre que l'autorité veille, et que partout où la bonne foi des électeurs a été trompée, on rendra au suffrage sa véritable expression en créant des commissions municipales... Cela prouvera une fois de plus aux hommes de désordre que l'autorité ne restera jamais désarmée en leur présence, et cela témoignera de nouveau, aux yeux des saines populations de ces contrées, de la vigilance de l'administration et que c'est aujourd'hui le règne des honnêtes gens, dans la plus large et la plus noble acception du mot ».

Le sous-préfet de Thionville n'était guère plus satisfait, car il constatait « les tristes effets des élections municipales sur les meilleures populations » (15). Il avait écrit 200 lettres sans parvenir à empêcher les rivalités, et il ajoutait : « Dans les élections politiques l'intrigue est im-

(12) A. D. Moselle, 34 M 3, lettre du 28 juillet 1848.

(13) *Ibidem*, rapport du 12 novembre 1850.

(14) *Ibidem*. Rapports du sous-préfet de Briey des 15 et 16 septembre 1852.

(15) *Ibidem*. Rapport du sous-préfet de Thionville, 9 septembre 1852.

puissante; elle échoue devant notre action et l'excellent esprit des populations; mais dans les élections municipales, l'intrigue et la passion ont beau jeu, parce que les électeurs n'ont plus pour guide et pour préservatif une grande pensée commune ». A son avis, le vrai remède était le retour au système antérieur à 1831: la nomination des conseils par l'administration. Au contraire, ajoutait-il, « les élections qui ont un caractère général et politique font un grand bien dans les communes; elles réunissent toujours dans un même faisceau les habitants ». On retrouve là une idée chère aux administrateurs des débuts du Second Empire: le notable était considéré comme un ennemi, nulle influence ne devait exister en dehors de celle de l'autorité.

La loi du 5 mai 1855, en permettant de prendre les maires hors des conseils municipaux, renforça encore la tendance autoritaire. En fait, pendant dix ans, les maires cessèrent, sur les conseils de l'administration supérieure, de se présenter devant les électeurs: ils préparaient une liste, la recommandaient, et dans l'immense majorité des cas, elle était élue; mais eux-mêmes restaient au-dessus du suffrage universel. A chaque difficulté, l'administration dissolvait le conseil, nommait une commission, à tel point que le ministre Billault trouva qu'il y avait abus, et rédigea en 1856 une circulaire pour rappeler que l'autorité devait se garder d'intervenir dans les querelles locales, et qu'elle devait éviter de se laisser entraîner à briser les résistances gênantes (16).

Pour bien marquer que la nomination des maires était indépendante des élections, le gouvernement y procéda en 1860, lors du renouvellement quinquenal des pouvoirs municipaux, avant le scrutin. Mais en 1865, l'évolution libérale était déjà assez avancée pour que l'ordre inverse fût adopté: une circulaire ministérielle annonça que le gouvernement comptait choisir les maires et les adjoints parmi les conseillers (17). L'intérêt des élections en fut naturellement accru, et la lutte fut si vive en Moselle que 110 maires s'y trouvèrent éliminés par le suffrage universel. Estimant qu'il fallait tenir loyalement les engagements pris, le préfet les remplaça par des conseillers municipaux, et ce ne fut dès lors qu'à titre exceptionnel que l'administration fut confiée à des notables que le scrutin n'avait pas favorisés (18). Le temps était passé où les ma-

(16) *Ibidem*. Circulaire ministérielle du 20 novembre 1856.

(17) A. D. Moselle, 34 M 4. Circulaire du 28 juin 1865. M. de Lavalette prescrivait aux préfets de rester spectateurs impartiaux, sauf si des hommes imprudents voulaient entraîner l'élection sur le terrain politique.

(18) *Ibidem*, circulaire du 26 novembre 1866. Le ministère y rappelle qu'il ne faut choisir les maires hors des conseils qu'en cas de nécessité absolue, avec son autorisation, afin qu'il puisse justifier la décision devant le Corps législatif, dont on commençait à redouter le contrôle. En 1869, il n'y avait dans toute la Moselle qu'un maire et quatre adjoints pris hors des conseils municipaux.

gistrats municipaux ne relevaient que de l'autorité supérieure et pouvaient rester indifférents aux mouvements de l'opinion.

La décision ministérielle de 1865 fut loin de satisfaire les administrateurs. Le sous-préfet de Sarreguemines écrivit par exemple : « Elle aura dans les campagnes ce résultat de vicier complètement la sincérité du scrutin. Toutes les petites ambitions, toutes les petites passions, toutes les petites intrigues sont déchaînées; le cabaret joue déjà un très grand rôle au milieu de ces dévergondages, de ce pêle-mêle de mensonges, de fraudes et de calomnies. Dans beaucoup d'endroits il ne sortira du scrutin que des conseils municipaux impotents dès leur naissance, et les intérêts communaux souffriront. Si l'on a pu dire avec quelque raison que le pays n'est pas mûr pour la liberté, l'essai qu'on fait en ce moment prouvera que cela est vrai, au moins pour les campagnes de la Lorraine allemande » (19). Dès 1866, le ministre de l'Intérieur cherchait le moyen de localiser l'agitation électorale, et songeait à donner aux conseils municipaux un mandat de neuf ans, avec renouvellement triennal soit dans le tiers des départements, soit dans le tiers des communes de chaque département. Mais le préfet Odent répondit à la circulaire ministérielle qu'il lui paraissait excessif de laisser les communes, et surtout les villes, neuf ans sans élections. Il admettait bien le renouvellement triennal, à condition qu'il ait lieu dans toute l'étendue du département. D'ailleurs la loi du 24 juillet 1867 maintint le principe du renouvellement intégral des conseils, en spécifiant seulement qu'après 1870, il aurait lieu tous les 7 ans et non plus tous les 5 (20).

Les concessions libérales de 1865 ne parurent point suffisantes à l'opposition qui voulait confier aux conseils municipaux l'élection des maires, selon le mode qui a été mis en vigueur par la Troisième République. Le conseil municipal de Briey demanda cette réforme en mai 1870, et, en juin, le *Courrier* et l'*Indépendant* lancèrent la pétition suivante : « Les soussignés électeurs applaudissent à l'initiative et aux conclusions prises par un grand nombre de conseils municipaux, notamment dans le département de la Moselle, par ceux de Metz, d'Ancy et d'Ars, émettent le vœu que la nomination des maires cesse d'être dévolue au gouvernement pour être attribuée aux conseils municipaux » (21). Mais il s'agissait là d'une réforme trop profonde des mœurs administratives pour que l'Empire, même libéral, pût consentir à l'accepter. Le préfet Odent notait qu'elle était redoutée des propriétaires, qui y voyaient la

(19) A. D. Moselle, 37 M, rapport du sous-préfet de Sarreguemines, 15 juillet 1865.

(20) A D Moselle, 34 M 4, circulaire ministérielle du 6 septembre 1866 et réponse préfectorale du 18 septembre.

(21) *Ibidem*.

ruine de toute police rurale; il ajoutait que les esprits conservateurs préféreraient remettre l'élection des maires au suffrage universel (22).

II. — Les crises municipales de Metz

Les communes rurales, trop souvent incapables de s'administrer avec ordre et régularité, créaient mille soucis à l'autorité préfectorale. De fortes traditions municipales subsistaient par contre dans les villes, et l'inertie paysanne n'était point à craindre de la part de leur bourgeoisie dirigeante. Il était facile d'y trouver des candidats capables et zélés, car le titre de maire et même de simple conseiller y était un honneur recherché (23). Il ne semble d'ailleurs pas que l'autorité ait jamais rencontré dans les délibérations des assemblées urbaines le désir d'échapper à son contrôle: les petites communes se trouvaient donc plus difficiles à gouverner que les grandes, si l'on excepte la ville de Metz, où la situation municipale embarrassa plus d'un préfet, du moins après que la loi du 21 mars 1831 eût décidé que le gouvernement nommerait les maires et les adjoints parmi les conseillers élus. Les difficultés qui apparurent alors furent d'ordre politique; elles se prolongèrent pendant environ 25 ans et restèrent isolées dans le département. On vit bien le conseil municipal de Thionville dissous en 1852 et la cité administrée par une commission pendant de longs mois, mais rien n'égala l'ampleur des crises messines.

Metz avait bénéficié, après 1816, d'une longue stabilité municipale: M. de Turmel en était maire depuis quatorze ans quand la révolution de 1830 vint l'obliger à démissionner (24). Entouré de notables nommés par le roi, mais en fait choisis par lui-même parmi les bourgeois d'opinions royalistes ou modérées (25), il n'avait rencontré aucune difficulté au cours de son administration. Le nombre des séances du Conseil, y compris celles de la session ordinaire du mois de mai, avait oscillé entre dix et vingt

(22) A. N. F^{ds} III, Moselle 9, rapport du 3 novembre 1869.

(23) Il semble qu'il ait été difficile de former le conseil municipal de Metz au cours des premières années de la Restauration. Le 6 mai 1820, M. de Tocqueville s'excusait de ne présenter qu'un nom pour un poste d'adjoint au lieu de trois qui devaient être soumis réglementairement au choix du Roi. Mais sur cent citoyens capables de remplir cette place, presque tous se récusaient. Cette difficulté, ajoutait le préfet, tient « aux malheureuses circonstances dans lesquelles nous nous trouvons encore qui éloignent tous les gens sages et modérés des affaires publiques pour chercher leur tranquillité dans un grand isolement ». A. D. Moselle, 46 M 6.

(24) BARBÉ (J.-J.): *Les municipalités de Metz*. A. D. Moselle, 46 M 6 et 7.

(25) En 1822, le préfet commit l'étourderie de transmettre au ministre les propositions du maire au lieu de les placer sous son nom. Le ministre lui écrivit le 17 janvier: « Si vous approuvez les choix du maire, vous pouvez les adopter, mais il convient que ce soit sous votre nom qu'ils me soient présentés ». A. D. Moselle, 46 M. 6.

par an et les délibérations en étaient restées peu animées. La politique ne s'y était introduite qu'une fois, lors du vote d'une adresse au Roi à l'occasion de la mort du duc de Berry, adresse qui révélait les plus purs sentiments royalistes (26). La révolution de Juillet bouleversa ces traditions de calme : Emile Bouchotte devint maire, mais son adhésion à l'Association nationale lui valut d'être révoqué en avril 1831 et remplacé par Chédeaux, qui avait déjà occupé ces fonctions pendant les Cent Jours.

C'est à ce moment qu'eurent lieu les premières élections municipales ; l'opposition réussit à faire passer une douzaine des siens, et le préfet se trouva en peine de désigner au choix du Roi les magistrats municipaux : sur 25 membres constitutionnels, cinq occupaient des fonctions incompatibles avec la mairie, neuf n'avaient pas les connaissances requises, les autres étaient trop occupés, trop âgés ou dépourvus d'autorité (27). Chédeaux demeurait seul possible, mais il venait d'être élu député et il allait se trouver obligé d'habiter Paris pendant la moitié de l'année. Mécontent de voir la mairie confiée à un non-résident, le premier adjoint refusa de se laisser installer et aucun conseiller ne voulut assumer une charge très délicate dans un conseil divisé en deux camps hostiles.

On en était là quand Chédeaux mourut du choléra, en avril 1832. L'adjoint Bompard accepta l'intérim, mais le préfet constata que cette situation provisoire affaiblissait l'autorité dans cette ville turbulente : il proposa donc au ministre le riche banquier Huart qui, nommé le 27 avril, s'empressa de décliner cet honneur. Bompard menaça alors de se retirer, d'autant plus que l'émeute de juin 1832 rendait ses fonctions périlleuses et ses responsabilités lourdes. Le baron Sers ne trouva qu'un moyen de fixer le premier adjoint à la mairie : il le fit nommer officiellement maire, bien qu'il eût jugé que sa situation sociale n'égalait pas celles de ses prédécesseurs. Il n'avait point dissimulé ses hésitations, mais un argument les avait toutes emportées : « Si cette nomination n'arrive pas incessamment, écrivait-il au ministre, je ne sais sur qui nous pourrions appeler le choix de Sa Majesté » (28).

La première municipalité Bompard ne dura qu'un an. Dès le mois de mars 1833, le premier adjoint avait démissionné, et, en août, le maire suivit son exemple. Les agitations messines l'avaient découragé. Les séances du Conseil devenaient toujours plus orageuses, et leur nombre atteignait une quarantaine par an ; le dévouement à l'intérêt public n'était point récompensé par l'estime de la population. C'est en vain que le préfet tenta de retenir Bompard, que M. d'Argout, alors ministre, lui écrivit une

(26) Conseil municipal, 18 février 1820.

(27) A. D. Moselle, 46 M 7, lettre du baron Sers du 16 novembre 1831.

(28) *Ibidem*, lettre de Sers du 14 juin 1832.

lettre personnelle (29). Comme nul ne voulut ou ne put le remplacer, il fallut confier l'administration municipale à deux adjoints qui l'assurèrent seuls pendant un mois, malgré les quolibets du journal de l'opposition (30). En janvier 1835, le baron Sers tenta de réorganiser une municipalité régulière, mais le notaire Guerquin, nommé maire, s'empressa de décliner cet honneur. En mars vint le refus de Gauthier, que le préfet qualifiait jadis de républicain et qu'il s'était résigné à proposer. Il ne resta plus qu'un adjoint pour s'occuper des affaires de la ville ! Enfin Bompard consentit à reprendre son poste en avril 1835 : l'opinion devenait plus calme, et il put le garder pendant quatre ans. Le Conseil fut dissous ; de nouvelles élections y réduisirent la force de l'opposition et y firent entrer plusieurs modérés capables, le cas échéant, d'occuper les fonctions municipales (31).

Mais, en mars 1839, le préfet Jayr se trouva en présence d'une nouvelle crise : comme il était impossible de remplacer le premier adjoint, démissionnaire, le maire se retira. Les deux autres adjoints consentirent difficilement à assurer l'intérim. Constatant alors que l'administration de Metz était abreuvée de dégoûts par une opposition ardente et systématique, Jayr ne vit d'autre solution que la nomination au poste de troisième adjoint d'un membre du tiers-parti, Germain, qui refusa d'ailleurs l'offre qui lui était faite (32). De mois en mois, les adjoints intérimaires menaçaient de se retirer, et le préfet s'efforçait de les retenir en faisant appel à leur patriotisme ou en les faisant patienter jusqu'au retour des conseillers partis à la campagne. Il crut un jour avoir décidé le colonel Prost à accepter la mairie ; mais il avait dû promettre de lui trouver deux adjoints, promesse qu'il ne put tenir : cette combinaison s'écroula donc après tant d'autres. Il fallut alors s'appuyer sur l'article 5 de la loi du 21 mars 1831, et nommer une municipalité provisoire dirigée par le conseiller désigné par le tableau, qui se trouva être Germain, membre de l'opposition modérée.

Une situation aussi anormale ne pouvait durer. En novembre 1839, le préfet put enfin proposer un candidat constitutionnel en la personne du

(29) *Ibidem*, lettre de M. d'Argout, 10 septembre 1833.

(30) Le *Courrier* écrivait, le 26 mars 1835 : « Vente par actions de la magnifique et désopilante mairie de Metz... On gagne une écharpe, un chapeau à cornes et une livrée ! » Pour la question de l'uniforme des maires et adjoints, voir par exemple le décret du 1^{er} mars 1852 : en grande tenue — il y avait une petite tenue plus simple — ils pouvaient porter un habit bleu à broderies d'argent, le collet orné d'une branche d'olivier, un gilet blanc, une épée à poignée de nacre et une écharpe tricolore.

(31) A. D. Moselle, 46 M 7 ; lettre du baron Sers du 4 juillet 1837. A. Metz, 1 K 123-135.

(32) *Ibidem*, lettre de Jayr, 18 avril 1839.

baron Dufour, intendant militaire en retraite, grand-officier de la Légion d'honneur, président du Conseil général. Le ministre répondit aussitôt par une lettre chaleureuse dont il faut citer le passage essentiel (33) : « Le baron Dufour rendrait à la cause de l'ordre, à la monarchie constitutionnelle un service véritable que le gouvernement saurait apprécier. Déjà cet officier général est sur la ligne des citoyens notables susceptibles d'être appelés à la pairie ; ce nouvel acte de dévouement le rapprocherait de cette éminente dignité. Le Roi, qui le connaît personnellement, attache une haute estime aux services de la nature de celui que je réclame de M. le baron Dufour, au nom de l'intérêt public ». Cette lettre fut communiquée à l'intéressé, qui accepta alors les fonctions de maire ; on lui fit toutefois remarquer que sa nomination immédiate à la pairie serait mal vue de l'opposition, à qui elle ferait l'effet d'un marché, et qu'il était préférable d'attendre. Restait une dernière difficulté à tourner : un an auparavant, le baron Dufour avait démissionné du Conseil municipal, et il aurait dû se faire réélire. Fort heureusement, le premier adjoint avait gardé par devers lui la lettre de démission, et les conseillers, trop heureux de trouver un maire, furent unanimes à déclarer que Dufour n'avait pas cessé de faire partie de l'assemblée. C'est ainsi que le 20 décembre 1839, après une crise de neuf mois, une municipalité définitive put être formée, avec la participation de deux adjoints du tiers-parti.

Mais l'ancien intendant général était âgé de 70 ans lors de sa nomination et il mourut en 1843, un an après son accession à la pairie. On attendit pour le remplacer le résultat des élections du mois de juin de la même année, qui furent disputées avec acharnement et dont le résultat fut peu favorable au gouvernement (34). Entre les conservateurs et les radicaux, le tiers-parti se trouva l'arbitre de la situation, et c'est un de ses membres, Germain, qui fut nommé maire après six mois d'hésitations préfectorales. Trois adjoints conservateurs l'encadraient. En mai 1846, Germain démissionna pour raisons de santé, mais comme nul ne voulut le remplacer, il reprit sa charge en novembre. Le calme était revenu dans la cité et la Monarchie de Juillet se termina par une longue période de stabilité municipale.

La révolution de 1848 ne l'interrompt pas immédiatement, car les élections du 31 juillet, quoique faites pour la première fois au suffrage uni-

(33) *Ibidem*, lettre du comte Duchâtel au préfet, 29 novembre 1839.

(34) *Ibidem*, lettre du préfet Germeau, 27 mai 1843 : « En somme les élections municipales de Metz ont toute l'ardeur des élections parlementaires les plus acharnées. Malheureusement le parti conservateur et les amis du gouvernement se trouvent sur un terrain beaucoup moins favorable que pour les élections des députés, grâce aux petits patentés que nous a créés l'administration des contributions indirectes et qui ont écarté les petits propriétaires si généralement amis de l'ordre. »

versel, n'apportèrent pas de modifications politiques. Germain accepta de conserver la mairie, mais seulement pour quelques mois, et il se retira avec ses adjoints en mai 1849. Le préfet Darcy en fut alors réduit à nommer par arrêté une municipalité provisoire composée de conseillers désignés par le tableau. En septembre de la même année, elle fut remplacée dans les mêmes conditions, et c'est ainsi que pendant deux ans et demi, Metz fut successivement dirigée par quatre administrations provisoires. La dernière fut enfin transformée en municipalité définitive sous la direction du maire Jaunez. On put croire que le retour aux principes d'autorité qui marqua les premières années du Second Empire, allait assurer à Metz une stabilité communale qu'elle ne connaissait plus depuis 1830. Une dernière crise s'ouvrit pourtant en 1854 : l'accession à la mairie du docteur Félix Maréchal lui donna une solution heureuse et définitive.

Le nouvel administrateur était un homme de grande valeur, profondément estimé par ses concitoyens. Conseiller municipal depuis 1830, conseiller général depuis 1848, ancien partisan du Mouvement rallié à l'Empire, mais resté fidèle à ses amitiés et à ses sentiments libéraux, il était désigné pour présider aux destinées de sa ville natale. D'ailleurs une modification dans la législation vint encore renforcer sa position : de 1855 à 1865, les instructions ministérielles prescrivirent de soustraire les maires à l'élection ; cette mesure supprima le risque que les préfets avaient si souvent signalé après 1831, lorsqu'il étaient obligés de confier l'administration communale à l'un des élus, même s'il ne présentait que d'insuffisantes garanties de capacité. D'ailleurs, tout danger était écarté à Metz, car la personnalité de Félix Maréchal, son dévouement aux intérêts communaux lui assuraient une position privilégiée, en dépit des attaques qui furent parfois dirigées, non contre sa personne, mais contre la hardiesse de son administration et son indépendance à l'égard du parti catholique. Il resta maire jusqu'à sa mort, survenue en mars 1871, au moment où la cité de Metz était plongée dans l'affliction la plus profonde (35).

(35) Par une lettre adressée le 6 août 1870 au préfet (A. D. Moselle, 34 M 4), le directeur du personnel avait prescrit de procéder, en dépit de la guerre, aux élections municipales. Mais le gouverneur, général Coffinières de Nordeck, prit l'initiative de les interdire à Metz. Si elles avaient eu lieu, elles auraient été marquées par un effort du parti « clérical » contre F. Maréchal, auquel on reprochait des préférences marquées pour la coterie du *Courrier* ; les milieux catholiques auraient volontiers vu M. de Bouteiller, le riche député de l'arrondissement, devenir maire de Metz. (A. N. F¹⁰ III Moselle 9, lettre du préfet Odent, 7 juillet 1870.)

III. — La tutelle administrative

L'administration municipale est un domaine immense, aux aspects infiniment variés, car elle présente autant de cas que de communes, et il est impossible d'assimiler l'histoire d'un village, dirigé par quelques paysans à demi-illettrés, à celle d'une ville comme Metz, fière de ses traditions et de ses élites. Entre tant de cellules inégales, il y avait pourtant une complète égalité officielle : les maires avaient les mêmes droits, les conseils municipaux les mêmes attributions. Sous la surveillance tutélaire des sous-préfets et du préfet, les magistrats communaux des villes et des villages avaient des pouvoirs de police étendus et complexes, un droit de réglementation fort important, mais combien profonde était la différence entre le véritable code que formaient les arrêtés du maire de Metz et les rares décisions d'un de ses collègues de la campagne, combien vif le contraste entre le garde champêtre et le commissaire entouré de ses agents. Petites ou grandes, les communes jouissaient de la personnalité civile, si longtemps refusée aux départements ; elles avaient leurs propriétés, leurs rentes, qu'elles ne pouvaient d'ailleurs aliéner qu'en vertu d'une ordonnance royale, ou, après 1852, d'un arrêté préfectoral ; elles avaient la charge de leurs chemins vicinaux, de leurs écoles, de leurs bâtiments municipaux, de l'adduction des eaux, de l'entretien des pauvres et des malades, en un mot de tout ce qui n'était point expressément réservé au pouvoir central. Le maire devait intervenir à propos de la répartition des contingents fonciers ou de l'établissement des listes de recrutement ; il avait la mission de surveiller les étrangers, de délivrer les passeports, et l'état-civil était tenu en son nom par son secrétaire.

Il aurait fallu au maire et au conseil municipal une compétence presque universelle, et il n'est pas étonnant que les archives communales d'une ville comme Metz soient aussi étendues que celles du département. Il n'est guère de domaine où la loi n'ait prévu l'intervention du maire. Il ne s'agissait pas le moins du monde d'une intervention théorique : le préfet, les sous-préfets ne pouvaient être au courant de tout : il leur fallait à chaque instant consulter le notable qu'ils avaient investi de la confiance du gouvernement, et suivre son avis. Le canton, l'arrondissement, n'étaient que des divisions sans vigueur ; le département n'acquiesce à une vie réelle que lentement, par l'évolution de son budget, par la création de nouveaux services remis à des fonctionnaires spécialisés : la commune au contraire était une cellule essentielle dès le Premier Empire. Le système napoléonien lui avait même confié une tâche au-dessus de ses forces, et tout l'effort du législateur, surtout à partir de la Monarchie de Juillet, consista à la décharger d'une partie de sa mission, parce que l'expérience montrait que les municipalités ne pouvaient suffire à la beso-

gne. C'est ainsi que l'on vit passer du plan communal au plan départemental certaines branches de l'administration publique.

Cette transformation fut poussée très loin en matière d'instruction primaire et de vicinalité; elle fut beaucoup moins profonde en ce qui concerne l'assistance et la police. L'embrigadement des gardes champêtres ne fut jamais réalisé, et leur choix fut toujours laissé à la disposition des maires, dont un arrêté préfectoral ne faisait que confirmer la décision. L'organisation des corps de sapeurs-pompiers resta toujours une affaire communale, et, avant le Second Empire, rares étaient les localités où elle semblait suffisante. Metz restait seule à posséder des pompiers soldés, entraînés, à qui l'on pouvait d'ailleurs reprocher de porter un uniforme mal commode, d'avoir un casque trop encombrant, et de s'exercer au maniement du fusil plus qu'à celui de la lance: il fallut une inspection du colonel des pompiers de Paris pour décider la municipalité à une indispensable réforme, qui fut réalisée en 1867 (36). A partir de 1852, une vive impulsion fut donnée aux services de la lutte contre l'incendie, et, à la fin du règne de Napoléon III, la Moselle possédait 127 corps municipaux de sapeurs-pompiers, organisés sous le contrôle du préfet (37): ce chiffre était loin d'être satisfaisant, car il indiquait que les quatre cinquièmes des communes du département n'avaient pas écouté les conseils que leur prodiguait l'administration supérieure. Cet exemple montre combien il fut difficile d'étendre aux communes rurales les projets d'amélioration conçus par les bureaux de la Préfecture.

Le temps avait pourtant largement modifié la situation municipale de la Moselle: les campagnes, surtout dans les régions de langue française, devinrent plus éclairées, les notables susceptibles d'être nommés maires plus nombreux. D'autre part, l'impulsion venue d'en haut se fit toujours plus pressante, et l'activité des bureaux plus agissante. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1816 qu'apparut un système régulier de communication entre la Préfecture et les municipalités, le *Recueil des actes administratifs*, qui indiquait aux maires et à leurs secrétaires, presque au jour le jour, les tâches qu'ils avaient à accomplir. Le succès de cette publication fut d'abord très faible, car c'est à peine si les magistrats ruraux y prêtaient attention. Il fallut s'y reprendre à plusieurs fois pour faire respecter tel arrêté préfectoral, par exemple celui qui interdisait de sonner les cloches pendant les orages (38); des sanctions furent souvent nécessaires, mais, l'habitude aidant, plus de régularité s'introduisit finalement dans l'administration. En cette tâche, les sous-préfets furent les collaborateurs précieux du préfet: ils étaient mieux placés que lui pour agir, et ceux

(36) *Indépendant*, 15 et 17 octobre 1866, 18 juillet 1867.. ..

(37) *La Moselle administrative*, 1870,

(38) *Actes administratifs*, 1816, p. 228; 1819, p. 197 et 276.

qui étaient du pays ou qui restèrent longtemps en fonctions, arrivèrent à posséder dans leur arrondissement une influence réelle. Pour augmenter encore le rôle de l'administration, le préfet Tocqueville avait établi des commissaires inspecteurs, nommés par lui à titre temporaire, notables non rétribués, et qui, privés de pouvoir officiel, n'avaient qu'un droit de regard et non de décision (39). L'idée était ingénieuse, mais illégale, car elle créait un échelon intermédiaire entre le sous-préfet et les municipalités. Elle ne fut donc appliquée qu'un an, mais l'apparition de nouveaux corps de fonctionnaires spécialisés vint, surtout à partir de la Monarchie de Juillet, stimuler le zèle des maires : agents voyers, inspecteurs primaires parcoururent les campagnes et réussirent à obtenir un rendement jusqu'alors inconnu. C'est vers la même époque que furent créés les premiers syndicats unissant des communes dans un but déterminé, par exemple l'entretien des berges de la Moselle.

L'effort administratif devint encore plus efficace sous le Second Empire, car il entraînait dans le programme du régime de régulariser toutes choses, et de pousser les municipalités dans la voie du progrès, qui se trouva être aussi celle des dépenses. La tutelle que l'autorité exerçait sur les communes, vérifiant leurs comptes par l'organe du Conseil de préfecture ou de la Cour des Comptes, fixant leurs budgets que les conseils municipaux n'avaient que le droit de proposer, intervenant dans tous les détails de la vie municipale, approuvant ou rejetant les arrêtés des maires, ne fut point desserrée : mais il est difficile de croire que son relâchement aurait amélioré la situation, car cette perpétuelle intervention était un stimulant le plus souvent indispensable. Sans elle, les centimes nécessaires à la réparation des routes n'auraient pas été votés, les maisons d'école seraient tombées en ruines (40). Ce serait une erreur de se représenter la Moselle rurale débordant d'initiative et comprimée par une administration paperassière. Le principe d'une surveillance venue d'en haut était probablement nécessaire dans la France du XIX^e siècle ; mais l'application en était encombrée de trop nombreuses formalités, comme l'avait reconnu le baron Sers dès 1831 lorsqu'il avait fait un premier effort pour accroître la responsabilité des maires (41). Le recours à Paris était exigé dans presque tous les cas : or le décret du 25 mars 1852 vint modifier profondément cette situation en remettant entre les mains du préfet presque tout ce qui concerne l'administration des communes. Cette mesure permit de réduire dans une proportion considérable les lenteurs administratives sans rien changer aux droits de l'Etat, car en fait

(39) *Ibidem*, 1817, p. 274, arrêté du 22 septembre 1817..

(40) En 1828, le préfet constatait que 234 communes n'avaient voté ni prestations, ni allocations pour leurs chemins vicinaux.

(41) *Actes administratifs*, 1831, p. 39. Circulaire du 27 janvier 1831.

la décision ministérielle ne faisait presque toujours que reproduire la proposition préfectorale.

Un décret du 13 avril 1861 compléta bientôt cette réforme, qui, comme le faisait très justement observer un avocat messin, n'était que de la décentralisation à l'intérieur de l'administration, et ne libérait nullement la commune de la tutelle qui lui était imposée. Peu après, une circulaire de Persigny vint rappeler aux sous-préfets qu'ils devaient se rendre deux fois par an dans chacun de leurs cantons, et présider une réunion des maires tantôt dans les chefs-lieux, tantôt dans des communes importantes. Ces diverses mesures achevèrent de donner à la vie municipale une activité qui lui avait longtemps manqué. Il va de soi que le réveil n'était pas égal dans les 629 communes de la Moselle, et qu'il restait encore, surtout en Lorraine allemande, des exemples d'inertie. Mais, en sens inverse, il y avait aussi des exemples de prodigalité dans les dépenses, de zèle réformateur poussé si loin que le conservatisme paysan en était offusqué, comme le montrèrent les querelles dont le village de Rémilly fut le théâtre. Si les principes des institutions municipales avaient peu évolué depuis le Premier Empire, c'est surtout en ce domaine que la théorie peut largement différer de la réalité.

IV. — Quelques exemples de réglementation municipale

Un exemple montre quelle pouvait être l'étendue du droit de réglementation des municipalités : c'est celui du régime de la boulangerie, qui constitue un des cas les plus curieux d'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique (42). On sait que la loi du 22 juillet 1791 permettait aux maires de taxer le pain, et que les municipalités ne s'étaient pas fait faute de profiter de ce droit. C'était, dès le Premier Empire, une tradition constante à Metz, et même des petites villes, Saint-Avold entre autres, voulaient suivre l'exemple du chef-lieu. A Thionville, la taxe était inconnue, mais les boulangers, comme d'ailleurs les bouchers, étaient obligés de déclarer leurs prix, et de prévenir trois jours à l'avance en cas d'augmentation. C'est en 1815 qu'apparut à Metz une nouvelle réglementation des plus curieuses : une ordonnance royale, rendue le 24 février de cette année à la demande de la municipalité, décida qu'à l'avenir il faudrait la permission du maire pour ouvrir une boulangerie ; un certificat de bonne vie et mœurs, la justification d'un apprentissage et de la connaissance des bons procédés de l'art seraient en outre exigés. Le maire était chargé de désigner quinze boulangers qui choisiraient leur syndic et ses quatre adjoints. Des approvisionnements de réserve, variant de 30

(42) A. D. Moselle, 172 M 1 et 2. Ces deux dossiers constituent la source essentielle pour l'étude du régime de la boulangerie en Moselle.

à 50 quintaux selon la classe, seraient réunis par chaque boulanger. Nul d'entre eux ne pourrait quitter sa profession sans préavis de six mois. Les contrevenants étaient menacés de la confiscation de leur réserve ou de la prison.

Cette réglementation était contraire au principe de la liberté commerciale, mais, comme celle qui existait à Paris, elle n'en fut pas moins appliquée. Bientôt des approvisionnements de réserve furent également exigés à Thionville, où la taxe fut introduite dès 1817. Vers la même époque, le préfet faisait murer les fours de deux boulangers de Sarreguemines qu'il accusait d'avoir exporté du blé hors de France, exigeant d'eux, contre toute justice, la preuve de leur innocence. Mais ces irrégularités n'étaient possibles qu'en un temps où certains regrettaient le régime des maîtrises et des jurandes (43) : après 1830, l'illégalité apparut flagrante, et le maire de Metz lui-même fut d'avis qu'il fallait renoncer à l'emprisonnement et à la confiscation. Il proposa de concentrer les approvisionnements dans un magasin central, et les intéressés y consentirent à condition de limiter le nombre des boulangeries comme il l'était à Paris, de rendre leurs titres héréditaires et d'interdire aux boulangers forains l'entrée de la ville. Le ministère répondit que ces projets étaient contraires aux principes, et en attendant une réglementation générale, l'ordonnance de 1815 resta en vigueur. Encore en 1843, on vit un boulanger exclu de sa profession pour avoir fermé sa boutique pendant les deux jours qui avaient précédé la hausse, et le préfet approuva cet arrêté du maire, tout illégal qu'il fût.

Un mois ne s'était pas écoulé depuis cet incident qu'une circulaire ministérielle venait rappeler que les règlements appliqués à Metz et à Thionville étaient contraires à la législation. L'existence d'un syndicat était indiquée comme une violation de la loi le Chapelier, le contrôle du nombre des fournées et le préavis de six mois en cas de cessation de commerce, comme de graves abus. Seule l'idée de l'approvisionnement de réserve pouvait être conservée. Mais le commissaire de police répondit que la réglementation de 1815 était indispensable, d'autant plus que toute la ville achetait aujourd'hui chez les boulangers alors que jadis beaucoup de ménages cuisaient leur pain. Il ne faut pas oublier en effet qu'avant 1820, il n'existait à Metz aucun débitant de farine : bon nombre de citadins se procuraient leur blé au marché, le faisaient moudre, et cuisaient dans le four que chaque maison possédait. Puis apparurent des marchands de

(43) En 1816, le Conseil général, considérant que le nombre des ouvriers instruits diminuait considérablement et que les règlements en vigueur, en leur offrant la facilité de changer de métier, semblaient s'opposer à toute idée de perfectionnement, demandait le rétablissement des corporations. Il est vrai qu'en 1822, l'avis du Conseil était diamétralement opposé.

farine en détail, et des cuiseurs de pain qui recevaient la pâte préparée dans chaque ménage, et réussissaient ainsi à échapper à toute réglementation. Ces vieux usages disparurent après 1830.

En fait le régime de 1815 fut maintenu à Metz comme à Thionville, mais appliqué avec plus de libéralisme que jadis. D'autre part, un certain nombre de municipalités, par exemple celles de Longwy, de Bitche, de Sarreguemines, de Volmunster et d'Hayange, prirent l'habitude de taxer le pain. D'autres s'efforcèrent même d'en réglementer la fabrication, à l'instar du chef-lieu : le maire de Walschbronn voulut par exemple contraindre à fabriquer une certaine forme de pain, et il fallut que le ministre intervînt pour réprimer cet abus, comme il était intervenu pour rejeter un règlement préparé par le conseil municipal de Saint-Avold, qui se trouvait avoir commis une double illégalité, car il avait usurpé des pouvoirs qui n'appartenaient qu'au maire et enfreint le principe de la liberté commerciale (44).

On en était là lorsqu'une enquête générale fut prescrite en novembre 1848. Le comice agricole de Metz se déclara favorable à la liberté complète, tandis que le maire restait partisan du régime de 1815. Bien plus, il prit, le 7 septembre 1849, un arrêté, approuvé par le préfet, qui rappelait la nécessité de l'autorisation et invitait les intéressés à se mettre en règle. D'autre part, il s'éleva contre l'habitude qu'avaient prise les forains d'offrir le pain à domicile, au-dessous de la taxe, alors qu'ils n'avaient que le droit de vendre devant le Marché couvert. Aussitôt un boulanger d'un village voisin protesta, et le ministre lui donna raison en rappelant sévèrement le maire au respect des principes.

Mais le blâme ministériel était destiné, une fois de plus, à rester sans action, car le préfet et la municipalité avaient l'habitude de tenir surtout compte de la situation locale. Or les boulangers se montraient opposés à la suppression du règlement. Ils avaient même pétitionné pour se plaindre qu'une boulangerie eût été ouverte en dépit du refus du syndicat d'accorder le certificat d'apprentissage. Le préfet leur donna raison, et deux boulangers clandestins furent condamnés par le tribunal de simple police en juin 1850. On vit encore le maire ordonner la fermeture d'une boulangerie, sans que le ministre osât intervenir, alors qu'il trouvait la peine trop rigoureuse et jugeait désuète l'application du règlement. En 1854, la municipalité se mit à refuser délibérément l'ouverture de nouvelles boutiques, parce qu'elle était résolue à en réduire le nombre de cent à cin-

(44) Voir les instructions sur les fonctions des conseils municipaux, rédigées par le préfet Colchen, 30 nivôse XII, A. D. Moselle, 34 M 1. Il y est rappelé qu'en dehors de la session le maire doit agir seul, sans consulter le Conseil, qu'il doit signer seul les arrêtés, les pétitions les traités conclus au nom de la commune.

quante. Enfin, en 1852, contrairement aux instructions ministérielles, le maire de Montigny avait défendu aux boulangers forains d'établir des dépôts de pain dans la commune voisine du Sablon, et le préfet intervint pour les faire supprimer. En même temps, la manie de la taxation s'étendait dans un nombre de petites villes et de villages toujours plus élevé. L'instinct de réglementation avait été plus fort que le principe de la liberté commerciale, et il fallut attendre l'évolution libérale de l'Empire pour voir supprimer le système des approvisionnements et ramener l'autorité municipale à une politique plus tolérante. La réserve de la boulangerie fut supprimée en 1861, et un puissant mouvement de pétitionnement, lancé en 1868 par plusieurs journaux, n'obtint pas le retour à la taxation (45).

L'exemple de la boulangerie n'est pas unique : l'étude du régime de la boucherie montrerait une tendance analogue de la part de l'autorité administrative, alors que l'usage des bans de vendanges dans le pays vignoble, que les tentatives d'introduction de bans de moisson révèlent que, même dans les villages, les municipalités s'immisçaient volontiers dans le domaine de la vie économique. Les communes rurales ne pouvaient pas réaliser un grand nombre d'œuvres matériellement utiles, car il leur aurait fallu pour cela dépenser plus qu'elles n'en avaient le moyen et le goût : l'instinct d'économie paysan était si fort que le préfet dut sans cesse inscrire d'office des crédits oubliés. Mais à côté de ce rôle de stimulateur, le chef de l'administration départementale devait lutter contre la tendance des communes à se considérer comme des petites républiques, à réglementer en dehors de toute légalité. A propos de comptes irréguliers, de redevances perçues indûment sur les nouveaux venus, de restrictions au droit de vaine pâture décidées dans l'intérêt d'un grand propriétaire influent, de querelles obscures entre factions locales, d'accusations calomnieuses lancées avec perfidie, le préfet devait sans cesse se mêler du détail des affaires (46). Il put commettre des erreurs, car son avis dépendait de renseignements parfois intéressés : du moins faut-il reconnaître que l'indépendance communale, surtout dans les campagnes, aurait donné de singuliers résultats et que bien souvent elle aurait renforcé la domination du fort sur le faible. Mais la complication des rapports entre la commune et l'Etat doit faire écarter l'idée d'une centralisation totale poussée jusqu'à la plus petite cellule. On ne saurait mieux montrer toute la gravité de ce problème qu'en rappelant que, si le département n'était qu'une création récente, dont la vie ne s'affirma qu'avec le temps et l'évolution des lois, Royer-Collard avait pu dire de la commune :

(45) *Indépendant*, 26 novembre 1861, 8 août 1868.

(46) Plusieurs exemples d'abus de pouvoir des maires peuvent être étudiés grâce aux documents conservés aux A. D. Moselle, M. supplément.

« Elle est, comme la famille, avant l'Etat; la loi politique la trouve et ne la crée pas ».

V. — Les budgets communaux

L'étude des budgets communaux révèle autant de cas particuliers que de villages. Le seul fait général est la nécessité de l'approbation par arrêté préfectoral ou ministériel du budget voté par le conseil municipal en sa session de mai (47). Il faut encore noter que, dans la plupart des communes, les fonctions de receveur municipal étaient remplies par les percepteurs, et qu'il n'existait de fonctionnaire spécialement chargé de cette mission que dans quelques villes. Pour le reste, c'est une infinie diversité.

Voici d'abord l'exemple d'un village de 500 habitants du canton forestier de Bitche, Sturzelbronn (48). Ses dépenses ont progressé de 1.100 francs vers 1840 à 2.500 à la fin du Second Empire. Leur relèvement a été particulièrement net après 1850, et des crédits exceptionnels ont parfois amené le budget à dépasser 5.000 francs! Comme tous les villages voisins, Sturzelbronn n'avait pas de bien communaux, et ses recettes ne provenaient en 1840 que de centimes additionnels qui donnaient moins de 500 francs, des prestations ou de leur rachat en argent, de centimes levés pour le paiement du garde champêtre, qui devait se contenter de 40 francs, et de quelques revenus accessoires, dont l'un des plus élevés consistait en une somme de 10 francs versée par le cabaretier qui faisait danser à la fête patronale. Au total, on obtenait ainsi 910 francs, qui suffisaient à payer le secrétaire, le cantonnier, le garde, l'instituteur — ce dernier recevait 250 francs — et à entretenir, d'ailleurs fort médiocrement, les chemins vicinaux.

Vingt ans plus tard, chaque catégorie de recettes avait augmenté; les centimes additionnels rapportaient 800 francs, en y comprenant une imposition spéciale destinée à couvrir les frais de construction d'une école;

(47) Il fut souvent difficile d'obtenir des conseils municipaux des délibérations régulières, en particulier sous le Premier Empire et la Restauration. Dans ses instructions du 30 nivôse XII, le préfet Colchen écrivait : « Dans un grand nombre de communes, l'assemblée prescrite par la loi n'a pas même été tenue, du moins il ne m'est parvenu aucune délibération; dans d'autres on s'est borné à dire que l'on avait approuvé les comptes du maire sans exprimer l'opinion du Conseil sur les recettes et les dépenses; enfin un très petit nombre a rempli la tâche qui lui était imposée ». (A. D. Moselle, 34 M 1). Le *Recueil des actes administratifs* contient, en particulier sous la Restauration, de nombreuses circulaires rappelant aux maires la nécessité d'une comptabilité et d'un budget réguliers. Les comptes communaux conservés dans la série O des A. D. Moselle montrent que d'évidents progrès ont été réalisés peu à peu en ce domaine.

(48) A. D. Moselle, O, Sturzelbronn.

les prestations donnaient 760 francs ; la commune touchait une part de l'impôt des patentes, du produit des amendes correctionnelles, de celui des permis de chasse, soit au total 80 francs. L'impôt sur les chiens en donnait 60 ; une rétribution scolaire avait été exigée des familles et assurait un revenu de 500 francs, auquel s'ajoutaient 100 francs de subvention départementale aux dépenses de l'instruction primaire. C'est ainsi que l'on atteignait un total de 2.400 francs, et que l'on pouvait donner 600 francs de traitement à l'instituteur sans aucune difficulté. L'augmentation des revenus ordinaires avait permis de prévoir l'entretien régulier de la maison d'école, du presbytère et du cimetière, tandis que les dépenses pour les chemins vicinaux avaient triplé.

Mais en outre, un budget extraordinaire avait toujours existé : grâce à une imposition exceptionnelle, on avait pu construire en 1824 un presbytère qui avait coûté près de 7.000 francs, dont la moitié provenait d'un secours de l'Etat. De même, l'appui du gouvernement avait permis en 1858 de réduire les frais de reconstruction du clocher de 2.000 à 1.000 francs (49). En 1864, une subvention de 5.000 francs avait grandement facilité l'achat et l'appropriation d'une nouvelle maison d'école, travaux qui avaient nécessité seulement un supplément de 2.000 francs, dont les deux tiers avaient été obtenus par souscription volontaire. Il est vrai que jamais le zèle des villageois n'aurait donné une pareille somme si la maison de Dietrich ne s'était inscrite pour 318 francs et messieurs de Creutzer pour 50, tandis que tous les autres souscripteurs réunis n'avaient pas versé autant. L'exemple de Sturzelbronn fait toucher du doigt quel était le rôle de l'Etat et des notables dans la vie d'une commune pauvre : sans l'intervention du budget national, il eût fallu renoncer à la plupart des travaux communaux, et sans l'initiative — d'ailleurs trop rare — de quelques riches propriétaires, il n'aurait pas fallu compter sur la générosité des habitants.

Après ce pauvre village de la Lorraine allemande, voici maintenant le cas d'une riche commune du pays vignoble, Ancy-sur-Moselle, unie jusqu'en 1869 à son annexe de Dornot (50). Quelques chiffres montrent la progression de son budget : 3.000 francs en l'an IX, 7.000 en 1811, souvent plus de 10.000 sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, et presque constamment le double sous le Second Empire. A l'occasion de travaux exceptionnels, les dépenses d'une année montèrent jusqu'à 37.000 francs, maximum atteint en 1851 ! Cette prospérité s'explique avant tout par la mise en valeur progressive des biens communaux : dès 1811, le

(49) Il n'était pas rare de voir des communes engager des dépenses excessives pour la reconstruction de leurs églises : ce fut par exemple le cas de Banning-les-Rohrbach vers 1830 (A. D. Moselle, 37 M).

(50) A. D. Moselle, O, Ancy, 2 dossiers.

dixième de l'affouage, le partage des foins et des bois assuraient un revenu de 5.000 francs, bien supérieur à celui des centimes additionnels ou du rôle spécial destiné à l'entretien du taureau communal. L'augmentation constante provient d'ailleurs de l'habileté des maires qui se succédèrent dans cette commune instruite et proche de Metz : la location des herbages des chemins, adjugée 77 francs en 1811, rapportait dix fois plus en 1835 ; on s'était décidé à louer une partie des communaux, et à faire payer par les usufruitiers les impôts qui étaient dus pour les propriétés partagées ; la redevance sur l'affouage avait été augmentée ; enfin le produit des coupes extraordinaires, près de 10.000 francs, permettait d'entreprendre de grands travaux et souvent d'acheter des rentes sur l'Etat. Sous le Second Empire, la location de la chasse vint encore rapporter 725 fr., et l'on arriva ainsi à obtenir jusqu'à 15.000 francs par an des seuls biens communaux, tandis que les centimes additionnels, les droits d'écolage et les prestations ne formaient que le tiers de cette somme.

Une commune aussi privilégiée n'avait pas besoin de l'aide de l'Etat. Dès la Restauration, elle avait pu faire l'acquisition d'une pompe à incendie et de vingt seaux, et construire un abri pour ce matériel ; elle posséda une horloge à partir de 1824, et, deux ans après, fit réparer ses fontaines d'une manière si monumentale qu'après un siècle le témoignage en subsiste encore. Vers la même époque, elle n'hésitait pas à dépenser 15.000 francs pour exhausser la chaussée de la route de Metz à Novéant et la mettre à l'abri des inondations. Elle avait racheté l'ancien presbytère en 1810 pour la somme de 5.000 francs, et acquis en 1821, pour un prix équivalent, une maison d'école avec logement pour l'instituteur. Il est vrai que ces dépenses avaient excédé ses ressources ordinaires, et qu'il avait fallu procéder à la vente du quart en réserve des bois communaux, autorisée par ordonnance royale.

Mais c'est vers 1850 que la municipalité d'Ancy, plus riche que jamais, se lança dans une politique constructive vraiment hardie : une maison commune avec école fut édifiée pour 27.000 francs, obtenus par la négociation des rentes sur l'Etat. On put ainsi vendre une maison d'école, que l'on avait construite en 1835 avec les fonds réunis par un emprunt de 2.750 francs ; des travaux importants furent entrepris dans l'annexe de Dornot, où l'on dépensa 18.000 francs ; vingt hectares de côte furent plantés en bois ; des conduites en fonte assurèrent l'alimentation des fontaines et deux nouvelles sources furent captées. Lorsque l'on voulut restaurer les vitraux de l'église, c'est à Maréchal que l'on s'adressa. Il faut remarquer que la commune n'avait aucune raison d'être économe : l'acquisition par l'Etat de deux hectares de terrains communaux nécessaires aux travaux de canalisation de la Moselle ne lui rapportait-elle pas 17.000 francs ! Dans ces conditions, il était possible d'assurer aux employés municipaux des traitements fort convenables. En 1869, l'instituteur recevait

1.500 francs, l'institutrice 900, le garde champêtre 1.000, l'appariteur 250, le secrétaire 280, la sage-femme 200, le vicaire de Dornot 300. C'est là le type du village riche, dont l'organisation municipale était complète dès le Second Empire, et dans lequel il restait peu de progrès à réaliser. Ce type était d'ailleurs rare en Moselle, de même qu'il était exceptionnel de voir une commune disposer de deux lits pour ses malades dans les hospices de Metz, avantage qu'Ancy possédait depuis la donation qui lui avait été faite par un de ses habitants, le riche bourgeois libéral Tous-saint, qui avait joué un rôle actif dans les luttes soutenues au chef-lieu sous la Restauration. La seule difficulté que rencontrât l'administration municipale d'Ancy résidait dans l'union factice entre la localité principale et l'annexe de Dornot : les heurts étaient si fréquents, notamment à propos de la gestion des communaux distincts des deux sections, qu'il fallut le divorce, prononcé en décembre 1869, pour les éliminer définitivement.

Un troisième exemple de budget communal, celui de Thionville, permet d'étudier un type d'administration urbaine (51). La petite ville militaire ne possédait que de médiocres biens communaux, et les coupes de bois qu'elle put faire pratiquer ne lui rapportèrent, d'ailleurs fort irrégulièrement, que quelques milliers de francs. Les divers centimes additionnels n'atteignaient que 1.500 francs en 1823, 2.000 en 1840, 7.000 à la fin du Second Empire. Or le budget ordinaire s'éleva progressivement de 60.000 francs sous la Restauration à 80.000 sous Louis-Philippe, à 100.000 sous Napoléon III. La disproportion était flagrante, et la ville n'aurait pu vivre sans les recettes de son octroi. Elle se trouvait dans le même cas que neuf des localités les plus importantes de la Moselle (52). L'octroi de Thionville, établi dès le Premier Empire, rapportait 46.000 francs en 1823 ; ses recettes atteignirent 60.000 francs dès 1840, et restèrent ensuite sensiblement stationnaires. Mais, d'autre part, le Conseil municipal parvint à trouver quelques autres ressources qu'il avait d'abord négligées : la ferme des boues, les droits de place au marché, les taxes perçues à l'abattoir, l'impôt sur les chiens, diverses taxes de location finirent par lui assurer un revenu de 15.000 francs ; les droits d'écolage perçus au collège ou dans les établissements primaires, qui ne s'élevaient primitivement qu'à 1.300 francs, montèrent jusqu'à 12.000. Ces progrès dans la mise en valeur du domaine communal ramenèrent la part de l'octroi des $\frac{4}{5}$ au $\frac{3}{5}$ du budget des recettes, et permirent de faire face aux dépenses toujours accrues, sans augmenter un impôt impopulaire et dont l'action sur le prix de la vie était indéniable.

L'étude des dépenses de Thionville révèle d'abord l'importance de deux

(51) A. D. Moselle, O, Thionville, 1^o dossier.

(52) Il y avait sous le Second Empire des octrois à Metz, Boulay, Forbach, Longwy, Sarreguemines, Bitche, Saint-Avold, Thionville et Bouzonville.

charges que l'Etat imposait aux villes : il fallait lui verser le dixième du revenu de l'octroi et payer pour l'entretien des lits militaires une somme qui passa au cours du siècle de 6.000 à 12.500 francs. Mais le premier de ces prélèvements fut supprimé en 1852 ; quant au second, s'il était onéreux à la caisse municipale, il était largement compensé par les avantages que la présence d'une garnison assurait aux commerçants et aux propriétaires. Les dépenses les plus lourdes étaient afférentes à l'instruction publique : le traitement des régents du collège, l'entretien des bâtiments absorbaient 5.000 francs sous Louis XVIII, 10.000 sous Louis-Philippe, et 16.000 à la veille de la guerre de 1870 ; les écoles primaires, et plus tard l'école supérieure et les cours techniques, nécessitèrent successivement 1.100, 4.600 et 10.000 francs ; on voit donc que l'enseignement coûtait à la ville plus qu'il ne rapportait, et que Thionville pouvait être fière de son effort scolaire. C'est seulement après 1850 que les autres chapitres du budget des dépenses prirent de l'importance : jusqu'à cette époque, les frais d'administration, le traitement des rares employés municipaux n'absorbaient que quelques milliers de francs ; sages-femmes et médecins du bureau de bienfaisance se contentaient de 900 francs, l'éclairage de la ville n'en coûtait que 1.600 ! Nul ne pouvait donc reprocher à l'administration de ne point ménager les ressources de la commune.

La situation évolua rapidement sous le Second Empire : la police, les frais d'administration, le traitement des employés, et surtout des préposés à l'octroi, nécessitèrent vite près de 20.000 francs ; l'éclairage — au gaz en ville, à l'huile en banlieue — coûta 5.000 francs ; un corps de pompiers soldé fut établi. Il ne s'agit là que du budget ordinaire, car tous les travaux importants, tels la réfection de l'hôtel de ville sous la Restauration, nécessitèrent des crédits supplémentaires dont la source fut parfois la vente de rentes sur l'Etat, parfois des centimes supplémentaires destinés au remboursement d'un emprunt. Thionville n'eut d'ailleurs qu'une politique financière fort prudente, comme les autres petites villes de la Moselle. Il était réservé à Metz de donner l'exemple de plus de hardiesse et d'initiatives municipales autrement larges.

VI. — Le budget municipal de Metz

Le budget de la ville de Metz contraste vivement avec ceux des autres communes du département (53) : à partir de 1820, les recettes — ordinaires ou extraordinaires, emprunts exclus — y passèrent, de dix en dix ans, de 403.000 à 479.000, 616.000, 680.000, 829.000 et 1.028.000 fr. Assez lente jusqu'en 1830, alors que toutes les administrations suivaient

(53) Voir les délibérations du Conseil municipal et la collection des budgets et des comptes, imprimés depuis 1820.

une politique d'économie et de prudence, l'augmentation devint rapide après la révolution de Juillet; son rythme se ralentit ensuite pour s'accélérer sous le Second Empire, au moment où la France entière était entraînée dans la voie des dépenses productives et des grands travaux.

L'étude des diverses sources de revenu montre plusieurs analogies avec le cas de Thionville: les deux municipalités vendirent, sous la Restauration, les rentes qu'elles avaient reçues en vertu de la loi de 1813, en échange de leurs biens communaux passés à la Caisse d'amortissement; pas plus que celui de la cité voisine, le budget messin n'était largement alimenté par les centimes additionnels, ni par la portion des patentes que l'Etat laissait aux communes, ni par les amendes de justice: ces trois catégories de ressources donnaient 12.000 francs en 1820, un peu plus du double cinquante ans plus tard. Il est vrai que, sous le Second Empire, Metz y ajouta 12.000 francs, produit de centimes additionnels destinés au service de l'instruction publique, 8.000 francs, recette de l'impôt sur les chiens, et qu'elle porta ainsi les revenus de cet ordre à une cinquantaine de milliers de francs.

Ce n'était donc là qu'une ressource accessoire. L'octroi avait plus d'importance, d'autant qu'il s'y ajoutait constamment des taxes additionnelles, autorisées temporairement par une loi, mais toujours renouvelées à l'expiration de la période primitivement fixée. Le Conseil municipal révisa plusieurs fois les tarifs, les abaissa souvent, mais l'augmentation de la consommation amena sans cesse des plus-values. C'est ainsi qu'en défalquant le dixième dont l'Etat exigea le versement jusqu'en 1852, on obtient les chiffres de recettes suivants: 335.000 francs en 1820, 445.000 en 1840, 622.000 en 1869. Comme à Thionville, la part de l'octroi dans les recettes municipales avait d'ailleurs diminué au cours du siècle, à mesure que l'administration réalisait une meilleure mise en valeur de son domaine. Enfin quinze centimes additionnels supplémentaires, autorisés par une loi spéciale, vinrent s'ajouter sous le Second Empire aux ressources de la ville. Le ministère y avait consenti afin de permettre le remboursement des emprunts conclus à cette époque. Au total, il s'agissait de 70.000 francs par an environ.

Après les centimes et l'octroi, viennent les revenus proprement municipaux, en augmentation constante. La location des usines hydrauliques de la ville, réorganisées sous la Monarchie de Juillet grâce à l'initiative d'Emile Bouchotte, qui en devint d'ailleurs bailliste, et des propriétés municipales, rapportait 27.000 francs en 1820 et plus de 70.000 à la veille de la guerre. Les taxes sur les emplacements aux foires et marchés passèrent dans le même intervalle de 9.000 à 58.000 francs; celles sur les lavoirs publics de 1.600 à 29.000. L'abattoir, qui ne donnait en 1850 qu'un revenu de 10.000 francs, rapportait cinq fois plus en 1870. Depuis l'aduction des eaux de Gorze, leur distribution à domicile assurait une re-

cette de 17.000 francs. Enfin les droits d'écolage, qui donnaient 5.000 francs en 1840, finirent par s'élever à 17.000 francs, en dépit de la gratuité des écoles primaires. Qu'importait après cela que le port Chambière et l'entrepôt n'eussent plus donné les sommes qu'on en avait obtenues sous la Monarchie de Juillet ! Une meilleure administration n'en avait pas moins porté cette catégorie de revenus municipaux de 37.000 francs sous la Restauration à 250.000 environ à la fin du règne de Napoléon III. Cette progression était d'autant plus intéressante qu'elle n'était pas d'origine fiscale, ces taxes diverses étant payées en échange de nouveaux services rendus par l'organisation urbaine, de plus en plus perfectionnée. On peut dire, en résumé, qu'en cinquante ans les recettes de la ville avaient triplé alors que les charges du contribuable avaient seulement doublé. Cette politique réalisatrice put étonner les contemporains, habitués à une stricte économie et à de petits moyens : elle nous semble aujourd'hui parfaitement légitime. Elle était d'ailleurs le début d'une tendance toujours plus marquée à l'intervention des municipalités dans des domaines qui leur avaient été primitivement étrangers, et c'est pourquoi elle a rencontré très vite l'hostilité des milieux conservateurs ou libéraux ennemis de « l'étatisme » (54).

Quand on examine l'évolution du budget des dépenses de la ville de Metz, le fait le plus frappant est évidemment l'augmentation des crédits relatifs à l'instruction publique qui, entre 1820 et 1870, passèrent de 19.000 à 122.000 francs. La progression avait été lente sous la Restauration, alors que le Conseil municipal se contentait de répartir 8.400 francs entre quatorze frères de la Doctrine chrétienne, d'entretenir quelques bourses au Collège royal, de voter 6.000 francs pour la Bibliothèque et le jardin botanique, 2.000 francs pour l'école de dessin. La situation changea dès le lendemain de la révolution de Juillet, et les dépenses de cette catégorie firent plus que doubler en dix ans : c'était seulement un début, car la progression continua jusqu'à la fin du Second Empire. A cette époque, le total des traitements était dix fois plus élevé qu'en 1830, et il ne fallait plus compter dans le budget de l'instruction publique les dépenses qu'entraînait le jardin botanique, installé depuis peu à Montigny et auquel était affecté un crédit annuel de 10.000 francs.

Parmi les chapitres budgétaires qui réclamaient en 1870 des sommes au moins triples de celles qui leur étaient allouées cinquante ans auparavant, il faut encore citer le théâtre — dont la subvention, après maintes variations intermédiaires, passa de 3.000 à 26.000 francs — les pensions

(54) En 1865, l'organe anticlérical, l'*Indépendant*, et le catholique *Vœu National* se prononcèrent tous deux contre les dépenses engagées par la municipalité Maréchal, contre la tendance à donner à l'Etat ou à la ville le rôle d'entrepreneur. Cf. *Indépendant*, 29 juillet 1865, 27 novembre 1869.

aux anciens employés qui, d'abord de 1.000 francs, furent multipliés par 10 — les frais de balayage, passés de 4.000 à 18.000 francs — l'entretien des propriétés municipales, des pavés, des bâtiments, des conduites d'eau, dont le crédit primitif de 27.000 francs s'éleva à plus de 100.000. Il en fut de même des dépenses charitables, subvention au bureau de bienfaisance et aux œuvres, traitement des aliénés à Maréville, des filles au dispensaire, dont le total monta de 27.000 à 70.000 francs. Quant on regarde à quels chapitres allèrent les plus fortes augmentations, on constate qu'il s'agissait toujours de dépenses vraiment utiles, profitables à la population, et nullement de frais d'administration.

Il va de soi que les dépenses des bureaux de la mairie, de la police, des services de l'octroi, avaient pourtant largement augmenté, mais moins vite que d'autres. Elles avaient seulement doublé, montant de 90.000 à 180.000 francs. La plus grande partie de cette somme était absorbée par les traitements, dont ceux des commissaires de police, de leurs agents et des préposés à l'octroi étaient les plus lourds, car le nombre des employés administratifs resta toujours peu élevé. Les services de l'ingénieur chargé des travaux communaux, d'abord insignifiants, avaient pris avec le temps une importance considérable, que légitime l'activité toujours accrue de ce fonctionnaire : l'architecte municipal se contentait en 1820 d'un traitement de 1.600 francs, alors qu'il fallait 23.000 francs en 1870 pour payer son successeur et ses employés.

D'autres dépenses avaient encore moins vite augmenté : l'éclairage coûtait 25.000 francs en 1820 et 59.000 en 1869 ; les pompiers exigeaient sous la Restauration un crédit de 9.000 francs, qui ne montait encore qu'à 19.000 à la veille de la guerre. Les fêtes publiques, sauf dépenses exceptionnelles, furent toujours portées au budget pour 4.000 francs. Les frais de représentation du maire, qui étaient de 4.000 francs pendant l'administration de M. de Turmel, disparurent définitivement en 1830. Lorsqu'en 1865, le Conseil municipal voulut voter 10.000 francs pour dépenses de réception, somme qui eût été à la libre disposition du maire, Félix Maréchal s'y opposa victorieusement, déclarant qu'une mesure de ce genre diminuerait son autorité morale (55). Mais il ne put pas empêcher le Conseil de voter l'acquisition d'une voiture de gala aux armes de la ville. trait de munificence qui contrastait avec l'habituelle simplicité messine.

Il reste à examiner un dernier chapitre du budget : celui des dépenses de la garde nationale, qui n'atteignait pas 2.000 francs sous la Restauration ; il se trouva quintuplé sous la Monarchie de Juillet, mais disparut complètement après 1851. Il était une autre charge qui pesait lourdement sur la ville, celle des frais de casernement et des lits militaires (56). Une

(55) Conseil municipal, 21 décembre 1865.

(56) *Ibidem*, 27 mai 1865.

ordonnance royale du 28 août 1819 avait fixé à 30.000 francs la somme que Metz devait payer annuellement; en 1840, elle subit une augmentation de 10.000 francs, et, cinq ans plus tard, le Conseil municipal crut habile de renoncer à l'abonnement forfaitaire et de payer selon l'effectif de la garnison. Le résultat fut désastreux, car la taxation à 7 francs par homme et 3 par cheval entraîna parfois une dépense de plus de 60.000 francs. Le Conseil s'émut de cette situation, d'autant que Strasbourg avait réussi à conclure un abonnement de 40.000 francs. Il fit observer en 1865 que primitivement, lors du vote de la loi du 15 mai 1818, le gouvernement avait présenté cette charge comme la contre-partie de la décision qui confiait à l'Etat l'entretien des bâtiments militaires; au contraire, une circulaire du 7 septembre 1836 la représentait comme une compensation des frais plus élevés qu'entraînait l'octroi pour l'entretien de la troupe, et la municipalité déclarait inadmissible de réclamer 60.000 francs pour ce motif. La controverse prit fin en 1867, lorsque l'Etat eût consenti un abonnement de 45.000 francs, de 50 % plus élevé que celui de 1819, ce qui n'était pas exagéré.

Mais chaque fois que la ville de Metz voulut entreprendre un grand travail, c'est à l'emprunt qu'il lui fallut recourir. On peut citer entre autres un emprunt de 200.000 francs conclu en 1822 pour couvrir les dépenses qu'entraîna la réfection des pavés de la ville en quartzite de Sierck; la même année avait vu la municipalité aliéner 6.668 francs de rentes, ce qui lui procura un capital de 116.000 francs, suffisant pour la reconstruction intérieure du théâtre. En 1831, c'est un emprunt de 90.000 francs qui permit l'édification du bâtiment des écoles; 15 centimes additionnels, votés pour deux ans, et 40.000 francs de subvention, que l'Etat accordait sur les cinq millions prévus par la loi du 6 novembre, suffirent au même moment à la construction d'un Marché aux légumes, place d'Austerlitz (57).

Il y aurait bien d'autres travaux à citer, ne fut-ce que les alignements de rues qui nécessitaient le versement d'une indemnité au propriétaire dépossédé d'une parcelle de terrain. Mais il fallut attendre le Second Empire pour voir la ville de Metz s'engager dans des dépenses vraiment importantes: en 1857, 1864, 1866, des emprunts de 1.446.000, 2.850.000 et 1.275.000 francs, autorisés par trois lois successives, permirent de réaliser l'adduction des eaux de Gorze, de contribuer à la construction de la Manufacture des Tabacs et d'une aile nouvelle du Lycée. Un autre emprunt de 200.000 francs avait servi à la rectification de la rue Serpenoise. Cette politique financière, très hardie pour l'époque, fut le trait distinctif de l'administration de la municipalité Maréchal. Elle éleva le passif de la ville, qui était de 208.000 francs en 1848, à 854.000 francs en 1860

(57) Le marché de la place Saint-Jacques a été démoli en 1908.

et à plus de quatre millions en 1869. On comprend que certains Messins se soient alarmés de la progression rapide de ces chiffres. Ils pouvaient d'ailleurs se consoler en constatant que les eaux de Gorze étaient réellement distribuées à domicile, que les effectifs augmentaient dans le Lycée agrandi et que la Manufacture des Tabacs procurait du travail à plusieurs centaines d'hommes et de femmes. Il eût d'ailleurs été vain de persister dans des regrets stériles, car c'était un mouvement général des esprits vers le progrès matériel, vers une meilleure organisation des services publics, qui avait entraîné dans une voie nouvelle les bourgeois de la municipalité de Metz, les vignerons de celle d'Ancy, et même les paysans un peu frustes de celle de Sturzelbronn.

CHAPITRE XVIII

L'ENSEIGNEMENT SOUS LA MONARCHIE CENSITAIRE

I. — L'administration académique

Lors de la création de l'Université, en 1808, Metz avait été choisie comme centre d'une académie qui comprenait les départements de la Moselle, des Ardennes et des Forêts. Ce dernier fut enlevé à la France en 1814, et, deux ans après, Metz perdit la faculté des sciences qu'elle semblait mériter de conserver, puisque l'influence de l'Ecole d'application y favorisait les études mathématiques (1). Son recteur ne garda donc sous sa juridiction que deux départements, à jamais privés d'établissements d'enseignement supérieur. Car toutes les tentatives que firent les Messins pour obtenir, vers la fin de la Monarchie de Juillet, le rétablissement de leur faculté, restèrent vaines (2). Bien plus, la circonscription académique de Metz fut supprimée en septembre 1848 et rattachée à celle de Nancy. La Moselle retrouva pourtant un recteur en 1850, car la loi Falloux en avait prévu un par département, mais la législation de 1854 établit un système de vastes divisions académiques, qui ont en général subsisté jusqu'à nos jours. Metz dépendit dès lors de Nancy, et elle en dépendrait encore si la conquête allemande ne l'avait pas rattachée à Strasbourg et si la décision n'avait pas été prise, en 1918, de maintenir le statut bismarckien de l'Alsace-Lorraine, en dépit des liens historiques et géographiques.

L'organisation qui subsista de 1808 à 1848 ne confiait point aux recteurs, surtout quand leur résidence ne possédait pas de facultés, des pouvoirs forts étendus (3). Les instituteurs étaient en effet nommés et payés par les communes, et ils n'étaient point encore de véritables fonctionnaires

(1) BARBÉ (Jean-Julien) : *La Faculté des Sciences de Metz* (Revue du Rhin et de la Moselle, 1925, p. 601).

(2) Conseil général, 15 septembre 1846.

(3) A. D. Moselle, 2 T 16-17-87-88.

de l'Etat, membres de l'Université. Il n'existait rien de comparable à la hiérarchie qui place aujourd'hui au-dessus des maîtres primaires des inspecteurs spécialisés, et parmi les transformations qu'ont subies nos institutions au cours du XIX^e siècle, l'une des plus importantes a été le passage de l'enseignement élémentaire du plan municipal sur le plan national. Telle qu'elle apparaît à ses origines, l'administration académique était un cadre que l'évolution de nos lois a lentement rempli. Elle possédait déjà la suprématie directe sur les collèges, mais même en ce domaine qui semblait lui être réservé par le monopole universitaire, son action se bornait souvent à la transmission à Paris des pièces qui lui parvenaient. Car la centralisation était redoutablement forte en ces matières : le grand-maitre, puis la commission de l'Instruction publique qui en exerça les fonctions de 1815 à 1824, enfin les ministres à partir de cette date, prenaient seuls les décisions. N'avait-on pas vu Fontanes signer de sa main l'ordre de restituer à un élève du lycée de Metz ses draps et ses serviettes !

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le recteur ait longtemps disposé d'un budget des plus réduits. Il percevait la rétribution universitaire due par les établissements secondaires et les taxes de diplômes ; il assurait ainsi son propre traitement — 6.000 francs, cinq fois moins qu'un préfet — celui de son inspecteur — de ses deux inspecteurs à partir de 1821 — celui de son secrétaire. Il couvrait ses frais de bureaux, mais les quelques dépenses engagées en faveur des écoles primaires ou celles des tournées d'inspection nécessitaient l'ouverture de crédits spéciaux, accordés par Paris. Installés dans le bâtiment Saint-Georges, une des ailes du collège royal de Metz, les services académiques n'y occupaient que quelques chambres, à côté du logement personnel du recteur.

Mais si les pouvoirs effectifs des administrateurs qui se succédèrent à la tête de l'académie de Metz ne furent pas bien considérables, surtout avant 1830, il n'en demeure pas moins certain qu'ils eurent tous la volonté d'étendre plus loin l'autorité du corps auquel ils étaient fiers d'appartenir, l'Université. C'est vraiment une congrégation laïque, consciente de l'avenir qui l'attendait, qu'ont incarnée successivement, en Moselle, Duquesnoy sous l'Empire, de Lespin et Loyson sous la Restauration, Payen et Mézières sous la Monarchie de Juillet. Ce dernier, qui fut le père de l'académicien Alfred Mézières, résume en sa personne le type de ces fonctionnaires de l'Université, à la fois personnellement croyants et ennemis de la prédominance cléricale, qui unirent un réel dévouement au progrès à leur austérité et à leur prudence conservatrice. Il était inévitable que le corps à qui Napoléon avait confié la surveillance de l'enseignement, s'efforçât de jouir d'une autorité effective, et d'agir dans la plénitude de son indépendance, au risque d'un conflit avec le clergé.

Cette tendance naturelle qu'a tout organisme à se développer par lui-même eût été évitée, si la coutume qu'introduisit la Restauration de placer des prêtres à la tête des académies se fût généralisée : mais la Moselle ne connut qu'un recteur ecclésiastique, l'abbé Besson qui, nommé en mars 1827, ne rejoignit jamais son poste. Il est vrai que le Collège royal et l'Ecole normale furent dirigés alors par des prêtres, et que dans l'enseignement secondaire le nombre des professeurs ecclésiastiques se multiplia au point de compromettre l'indépendance de l'Université. Mais ces tendances disparurent définitivement en 1830.

Un exemple montre ce qu'était l'esprit d'autonomie de l'administration rectorale : dans chaque académie devait fonctionner un conseil, qui ne comprenait primitivement que des universitaires, nommés par le grand-maître sur la proposition du recteur. Or à partir de 1818, la présence du préfet, du premier président, du procureur général et du maire de Metz, ainsi que celle d'un délégué de l'évêque, y devint obligatoire. Deux ans après cette modification des règlements, la commission de l'Instruction publique, que présidait alors Royer-Collard, constata que le conseil académique de Metz n'était pas encore complété ; elle en écrivit au recteur, qui répondit qu'il trouvait la mesure inutile ; il était visible que les universitaires préféraient rester entre eux et M. de Lespin ne s'en cachait pas (4) : le préfet actuel, disait-il, est bien disposé pour l'Université — c'était M. de Tocqueville — son successeur usera peut-être de toute son influence contre elle ; un procureur général voudra que l'on décerne des mandats d'arrêt contre tous les délinquants, que l'on ordonne la saisie mobilière chez les maîtres de pension en retard pour le paiement des droits ; le maire constatera que le collège réalise des bonis, et refusera des allocations qu'il n'accorde que parce qu'il ignore sa situation financière ; enfin on donnera connaissance à ces fonctionnaires des fautes commises par les membres du corps enseignant : « ce sera faire d'une chose qui peut être étouffée à l'instant même l'objet d'une accusation dans les règles ». La commission maintint d'ailleurs ses ordres, et le recteur les exécuta. Mais son troisième successeur, Payen, profita des événements de 1830 pour tenter d'évincer les hauts fonctionnaires dont la présence au conseil académique lui semblait présenter des inconvénients, et il fallut l'ordre formel du ministre pour qu'il les y maintint (5). Il eut du moins la satisfaction de voir disparaître, dès novembre 1830, le représentant de l'évêque. C'était un pas dans la voie de l'indépendance de l'Université.

(4) *Ibidem*, 2 T 87, lettre du recteur du 6 mars 1820.

(5) *Ibidem*, 2 T 88.

II. — Le collège royal de Metz

De tous les établissements d'enseignement que posséda la Moselle au cours de la première moitié du XIX^e siècle, le plus important fut le collège royal de Metz, le Lycée d'avant 1815 et d'après 1848 (6). Il avait été établi en l'an XI dans les bâtiments de l'abbaye bénédictine de Saint-Vincent, reconstruits après l'incendie qui les avait détruits en 1705; on y avait joint, en supprimant une rue qui est restée depuis lors un cul-de-sac, l'ancien hôpital Saint-Georges, et jusqu'à la construction, à la fin de la Monarchie de Juillet, du petit collège, nulle autre modification n'y fut apportée que l'installation des études sous les arcades du cloître et d'une boulangerie chargée de l'approvisionnement de l'internat. Saint-Vincent avait déjà abrité un collège avant la Révolution, mais l'Ecole centrale que le Lycée remplaça avait fonctionné aux Petits-Carmes. Cette dernière institution avait d'ailleurs rendu des services, bien qu'on lui reprochât de ne pas accorder une place assez large aux langues classiques, et de ne former qu'une série de cours détachés, sans cohésion disciplinaire (7).

La situation du Lycée était toute différente: tel que l'Empire le légua à la Restauration, il comprenait 191 pensionnaires en face de 162 externes, et parmi les internes 102 étaient boursiers du gouvernement, 26 de la commune. Mais ces dernières catégories subirent dès 1815 une très forte réduction et par la suite le nombre des pensionnaires libres l'emporta toujours sur celui des boursiers. Après avoir subi dans ses effectifs un léger recul, le collège progressa régulièrement, surtout après 1830: il comptait alors 400 élèves, dont 140 internes; l'effectif atteignit 480 en 1840 et s'éleva, à la fin de la Monarchie de Juillet, à 680 jeunes gens, dont 300 pensionnaires. Le collège de Nancy était alors très éloigné d'une pareille prospérité.

Mais cette augmentation n'impliquait pas que la clientèle régionale se fût beaucoup élargie, car le gain portait dans une large mesure sur le nombre des internes qui suivaient les cours de l'école préparatoire à Saint-Cyr et à Navale, établie en 1829 à côté des classes régulières du collège. Cette section était une spécialité messine: elle attira, vers l'époque où le canonier Chanzy en suivit les cours, une centaine de jeunes gens, dont certains portaient déjà l'uniforme militaire et réintégraient la

(6) Pour l'histoire du Lycée, la source essentielle est la correspondance conservée dans A. D. Moselle, 2 T 129-134. Cf. CARREZ (H.): *Le lycée de Metz* (Revue du Rhin et de la Moselle, 1925, p. 16).

(7) Conseil général, ans IX et X. Cf. CHEVREUX: *L'école centrale de la Moselle* (Révolution française, 1914).

caserne chaque soir. A l'origine, elle avait réparti son enseignement — mathématiques, histoire, langues vivantes — sur quatre années, et on pouvait y accéder en sortant de la classe de cinquième. On voit que c'était une issue facile pour ceux que n'attiraient point les études latines. La durée du cours fut ultérieurement réduite à trois ans, et enfin à deux ans : on avait constaté que l'on prenait de trop jeunes élèves, dont les études littéraires avaient été fort incomplètes, et c'est pour remédier à cet inconvénient que l'âge d'admission fut élevé à 15 ans. Il n'en demeurerait pas moins que le baccalauréat n'était pas exigé pour le concours de Saint-Cyr, auquel ne se présentaient pas des sujets d'élite. Au point de vue littéraire, le cours préparatoire semblait à un inspecteur une tour de Babel, tant étaient grandes les différences de niveau entre des élèves ; mais cette faiblesse ne pouvait empêcher les succès de la préparation à un concours avant tout scientifique, succès qu'attestaient les chiffres suivants : entre 1840 et 1848, le collège royal de Metz eut une vingtaine d'élèves reçus chaque année à Saint-Cyr (8). Ce fut l'époque la plus brillante de cet établissement, que nul autre ne pouvait égaler en Province. L'existence de l'école préparatoire explique qu'en 1847, lorsqu'il fut question de créer un enseignement spécial à côté des études classiques, le proviseur de Metz répondit que c'était inutile, puisque la préparation aux écoles du gouvernement était assurée depuis vingt ans, et qu'il n'y avait point de candidats pour les carrières industrielles.

A côté de cette division, dont l'étude est curieuse pour qui veut connaître les origines de l'enseignement sans latin dans les établissements secondaires, le Collège proprement dit comprenait une hiérarchie de classes qui varia quelque peu entre 1815 et 1848. Les plus jeunes élèves étaient primitivement ceux de septième ; âgés en moyenne de onze ans, ils commençaient l'étude du latin. Sous la Monarchie de Juillet apparurent des classes de huitième et de neuvième, et pour la première fois les plus jeunes enfant furent séparés de leurs aînés. Le cycle des études se terminait par la philosophie, ou plus souvent par la classe de mathématiques spéciales, qui prit toujours plus d'importance. Car si, au début de la Restauration, on avait pu croire à une décadence des études scientifiques, elle fut de courte durée, et le collège de Metz s'y spécialisa bientôt. On vit jusqu'à cinquante candidats à Polytechnique en 1843, et on en compta chaque année près d'une dizaine de reçus (9). Il est curieux de noter que pendant longtemps le baccalauréat ne fut pas exigé des futurs polytechniciens ; ils abandonnaient donc très rapidement les études littéraires, beau-

(8) A. D. Moselle, R 247-251.

(9) *Ibidem*, R 239-245.

coup plus rapidement que de nos jours, pour passer dans les deux classes de mathématiques élémentaires, voire même pour suivre les cours de l'école préparatoire. On ne les vit faire leur philosophie qu'à partir de 1842. L'exemple de Metz montre que la prédominance des études classiques fut loin d'être partout aussi forte qu'on ne serait tenté de le croire. Il montre aussi à quel point l'enseignement secondaire était moins répandu qu'il ne l'est aujourd'hui, car en dehors des divisions préparatoires aux grandes écoles, composées souvent de vétérans et d'originaires de départements fort éloignés, attirés par le renom scientifique de Metz, le collège ne comprenait encore, à la fin de la Monarchie de Juillet, qu'une quarantaine d'élèves par classe. C'était très peu pour un établissement qui tenait de beaucoup le premier rang dans le département.

De ces faibles effectifs découlait une conséquence qu'il convient de souligner : le baccalauréat était infiniment moins répandu qu'il ne l'est devenu. On ne comptait guère plus d'une trentaine de bacheliers pour obtenir chaque année leur diplôme, après s'être présentés, les littéraires devant la commission que le recteur formait à Metz même deux fois par an, en avril et en juillet — les scientifiques devant des professeurs de la plus proche faculté, celle de Strasbourg (10). Les bacheliers ès sciences étaient naturellement plus nombreux que les candidats littéraires. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que le nombre des élèves ait été relativement faible dans un collège royal de ce temps : les tarifs étaient, compte tenu de la valeur de l'argent, bien supérieurs à ceux que pratique aujourd'hui l'enseignement secondaire. Même après qu'eût été supprimée, en 1845, la rétribution universitaire du vingtième, la pension complète était encore de 700 francs, l'externat de 70 francs. Ces prix permettaient au collège royal de Metz de vivre sur ses propres fonds, de placer ses bonis en rentes sur l'Etat, et de répartir entre ses professeurs un supplément éventuel de traitement qui ne laissait pas d'être fort important, car il s'éleva de 1.300 francs en 1840 à plus de 2.000 au cours des années exceptionnellement prospères qui précédèrent 1848 ! Dans ces conditions, le traitement d'un professeur se trouvait environ doublé, et il restait un boni considérable, puisque la nourriture d'un interne ne revenait pas à 300 francs par

(10) Quel que fût le baccalauréat, les épreuves se passaient à Metz. La commission des lettres fut supprimée en 1847, et pour la première fois un jury venu de Strasbourg fit passer les épreuves en août de cette même année. Les résultats furent déplorables : sur 67 candidats, 31 furent refusés, et parmi eux des élèves fort distingués. *L'Indépendant* du 18 août 1847 déplora ce nouveau mode d'examen, où l'on ne tenait pas compte des antécédents des élèves. L'ancienne commission des lettres était au contraire composée de professeurs du Collège et le baccalauréat de ce temps n'était pas fort différent de l'abitur allemande.

an ! On conçoit que ces messieurs, satisfaits des résultats obtenus, n'aient été partisans de la promotion du Collège royal à la première classe qu'à la condition expresse que les prix de pension ne seraient pas augmentés, car leur élévation eût risqué de diminuer la clientèle.

L'organisation des collèges de ce temps explique que le personnel en ait été, en général, stable et peu nombreux. Après le départ du proviseur Besson, survenu en 1815, on vit se succéder à Metz à la tête de l'établissement l'abbé Sainsère, qui resta seize ans en fonction — Chenou, qui après huit ans de gestion finit par être accusé de concussion — Boulrier, qui, aux alentours de 1840, réussit à réformer les mauvaises mœurs des élèves, « par l'effet des nombreuses expulsions qu'il a prononcées et maintenues avec fermeté ». Ses successeurs ne firent que passer, mais la bonne réputation du Collège était assez établie pour que la brièveté de leurs séjours n'eût pas de conséquences fâcheuses. Il est curieux de noter que plusieurs de ces proviseurs étaient seulement licenciés, et que l'abbé Sainsère, simple bachelier, avait obtenu, ainsi que son prédécesseur, le titre de docteur ès lettres sans avoir à soutenir aucune épreuve. L'Université était fort généreuse à ses débuts ! En dehors du proviseur, l'administration se composait d'un censeur et d'un économiste. Tous ces fonctionnaires étaient logés dans l'établissement, mais, sous la Restauration, ils se contentaient de deux ou trois pièces chacun. Venaient ensuite une trentaine d'employés et domestiques dont les salaires annuels s'échelonnaient entre 100 et 300 francs. L'infirmerie était confiée à des sœurs, qui furent remplacées par des laïques sous la Monarchie de Juillet, au grand regret des administrateurs.

Quand au personnel enseignant, il ne comprenait, sous la Restauration, qu'une quinzaine de professeurs, auxquels il faut ajouter cinq maîtres d'études. Il n'y avait parmi eux qu'un seul agrégé, tandis qu'on comptait plusieurs professeurs qui avaient enseigné avant la Révolution, qui avaient alors porté la soutane et la gardaient parfois encore. Ces survivants d'un autre âge, qui avaient souvent professé dans une école centrale avant d'entrer au Lycée, firent peu à peu place à des représentants des nouvelles méthodes universitaires. Le dernier ecclésiastique qui ait enseigné à Metz fut un professeur de philosophie, qui fut renvoyé en 1830, car on le soupçonnait d'avoir montré une joie insensée lors de la publication des Ordonnances. Certains des maîtres que vit passer le Collège royal sous la Monarchie de Juillet méritent une mention, car ils demeurèrent assez longtemps pour exercer une action durable : tels furent les littéraires Thiel et Labastide, les mathématiciens Blavette et Girod, l'historien Huguenin, le simple licencié qui fit le succès du cours préparatoire, Papy. Alfred Mézières, qui fut successivement élève et professeur à Metz, ra-

conte dans ses Souvenirs qu'à côté de tel professeur de cinquième, brave homme assez ignorant, d'esprit court, de manières débraillées, il y avait dans les classes supérieures des maîtres lettrés, délicats, humanistes distingués et de tenue parfaite (11). Seuls les maîtres d'études, soumis à une tâche abrutissante, créaient à l'administration de nombreux soucis : l'un d'eux venait-il à découcher que le proviseur n'hésitait pas à l'expulser immédiatement de la maison. Parmi les usages qui ont disparu des lycées actuels, celui du droit qu'avaient les agrégés de prendre leurs repas à la table commune, celui des diners corporatifs qui réunissaient deux ou trois fois par an tous les professeurs, ne sont pas les moins curieux : ils évoquent une survivance des collèges ecclésiastiques de l'Ancien Régime et complètent cette série de petits traits qui permettent de dire que la première moitié du XIX^e siècle forme une époque de transition, plus éloignée de nous qu'on ne serait tenté de le croire.

A côté des chaires de lettres et de sciences, régulièrement organisées dès l'origine, on vit apparaître en 1829 au collège de Metz l'enseignement de l'allemand, et quelques années plus tard celui de l'anglais, qui fut peu suivi. C'est à la même époque que fut introduite l'étude de l'histoire, qui éliminait les temps périlleux du XVIII^e siècle. Mais il fut d'abord confié aux maîtres de chaque classe, et c'est seulement après la révolution de 1830 qu'une chaire spéciale fut créée. C'est également sous la Monarchie de Juillet que la gymnastique fut introduite, mais seulement en fin d'année et pour les plus grands élèves. Il est vrai qu'en 1815, pendant les Cent Jours, un colonel était venu instruire les jeunes gens à la manœuvre du canon, et qu'en 1848, ils reçurent pendant quelques mois des fusils avec lesquels ils paradèrent en ville.

Au cours de la première partie du XIX^e siècle subsistèrent inchangés un certain nombre de traits qui n'appartiennent plus à nos coutumes actuelles : l'obligation de l'uniforme, qui depuis la Restauration n'avait plus l'aspect militaire — l'usage des sonneries de cloches, qui avaient remplacé le tambour napoléonien — la punition de prison infligée aux élèves récalcitrants — l'interdiction d'aller au café, même accompagné de ses parents — la brièveté des vacances en cours d'année, réduites à quelques jours fériés isolés et une semaine à Pâques — le début tardif des grandes vacances, qui commençaient parfois en septembre, parfois à la mi-août et se prolongeaient jusqu'en novembre — l'usage des examens avec attribution de prix à la fin du second semestre — la distribution solennelle des prix en fin d'année avec les discours du recteur et d'un professeur, cérémonie imposante qui se déroula successivement à l'orangerie du jar-

(11) MÉZIÈRES (A.) : *Au temps passé*.

din botanique, au théâtre après 1830 — le clergé refusait alors d'y paraître — et enfin en plein air, dans la cour du collège. Quant aux conditions matérielles de l'internat, elles restèrent assez médiocres : encore en 1846, le proviseur ne voulait pas de l'éclairage au gaz, qu'il jugeait dangereux ; la nourriture, même assaisonnée, comme elle le fut longtemps, par des lectures à haute voix imitées des couvents, était souvent médiocre ; les lavabos étaient trop rares et installés dans les dortoirs même ; la propreté générale laissait à désirer.

Enfin la moralité était loin d'être irréprochable, en dépit des instructions religieuses et de la messe du Saint-Esprit par laquelle s'ouvrait solennellement l'année scolaire, en présence de tous les professeurs en robe. Sous la Restauration, les élèves étaient même notés au point de vue de leurs mœurs et de l'accomplissement de leurs devoirs religieux, et les plaintes n'avaient point été trop vives. Elles le devinrent bien davantage après 1830, car la secousse révolutionnaire ne fut pas favorable à l'esprit de discipline. Des chahuts collectifs furent signalés : par exemple en 1831, les élèves refusèrent de rentrer en étude sous prétexte qu'on ne se décidait pas à rendre à l'uniforme sa tournure militaire ! En 1840, on craignit une manifestation générale contre le censeur à la distribution des prix. En outre, la moralité personnelle des élèves était en baisse ; il y eut saisie de livres orduriers, expulsion de mauvais sujets qui pervertissaient leurs camarades, et la situation s'améliora. Vers la fin de la Monarchie de Juillet, le proviseur constatait le progrès des idées religieuses, l'augmentation du nombre des communiant. Il s'estimait heureux de ce que les indifférents se montrassent du moins tolérants envers les élèves pratiquants, ce qui n'avait pas toujours été. Mais la révolution de 1848 déclencha une nouvelle crise d'indiscipline, de nombreuses manifestations suivies de l'expulsion de 17 élèves. En résumé, l'administration éprouvait d'assez grandes difficultés à faire admettre aux jeunes gens qu'elle leur devait l'éducation en même temps que l'instruction ; elle connaissait trop bien les défauts qui subsistaient dans l'enseignement officiel pour ne pas redouter l'apparition d'une concurrence, que dès avant 1848 l'on savait prochaine.

Tel qu'il était, le collège royal de Metz comptait parmi les meilleurs établissements provinciaux de son temps : son rayonnement régional s'étendait même hors des limites de la Moselle, jusqu'à ces départements de la Meuse et des Ardennes qui ne possédaient aucun établissement analogue. Il s'étendait également dans les milieux les plus divers, car nul collège libre ne pouvait accaparer la clientèle de la haute bourgeoisie ou de l'aristocratie. N'avait-on pas vu figurer parmi ses élèves un du Coëtlosquet sous l'Empire, et Alexis de Tocqueville sous la Restauration ?

III. — Les petits établissements d'enseignement secondaire

Le collège royal de Metz occupait dans le département, et même dans une plus vaste région, une situation exceptionnelle, et nul autre établissement ne pouvait lui être comparé. Les collèges communaux de Thionville et de Sarreguemines ne comptèrent jamais plus d'une centaine d'élèves chacun, et la plupart d'entre eux abandonnaient leurs études bien avant le baccalauréat (12). Leur personnel ne comprenait que quelques régents dont l'instruction laissait à désirer. Mais ces maisons n'en rendaient pas moins service, car elles aidaient à l'expansion de la langue française dans la bourgeoisie moyenne de la Lorraine allemande : le rôle du collège de Sarreguemines fut particulièrement intéressant à cet égard. A chacune d'elle était annexée une école élémentaire, où l'on n'enseignait pas le latin, mais qui contribuait efficacement aux progrès de la langue nationale. A partir de 1834, conformément aux dispositions de la nouvelle loi sur l'instruction, une école primaire supérieure fut adjointe à ces deux collèges, qui plus jamais se partagèrent entre latinistes et non latinistes. Il faut enfin souligner qu'une des raisons du succès de ces petits collèges était la modicité de leur prix de pension, qui était de 450 francs à Thionville et seulement de 350 à Sarreguemines, moitié moins qu'à Metz !

Au degré inférieur venaient quelques minuscules établissements privés, dont le chef portait, avec l'autorisation du recteur, le titre de maître de pension (13). Les uns étaient laïques, comme le pensionnat Dupont, à Longwy, les autres étaient tenus par un prêtre qui recevait chez lui quelques jeunes gens pour leur apprendre les rudiments du latin. Parmi les petites villes qui possédèrent de telles maisons d'éducation, on peut citer Briey, Sarralbe, Boulay ; vers 1815, une tentative de création d'un établissement de ce genre à Gorze échoua complètement. Enfin, même des curés de villages étaient obligés de payer à l'Université le droit annuel de cinquante francs s'ils recevaient des élèves chez eux.

Il existait aussi à Metz un certain nombre de pensions privées placées sous la surveillance des autorités universitaires. Les élèves y suivaient les cours du Collège royal, du moins pour les grandes classes, et bénéficiaient des avantages d'une surveillance plus étroite, d'une éducation plus soignée. C'est à cette même catégorie qu'appartenaient les pensions pour jeunes filles qui, concurremment avec les couvents, se chargeaient de leur instruction, en l'absence de tout établissement officiel. Mais le total des élèves de ces maisons d'éducation ne fut jamais fort important et il n'y a pas lieu d'insister sur ces questions.

(12) A. D. Moselle, 2 T 143-148. *Annuaire de Verronnais*.

(13) A. D. Moselle, 2 T 87-88.

Au contraire, quelques institutions créées par des ecclésiastiques prirent peu à peu une réelle importance et leur étude est intéressante pour qui veut connaître les origines de l'enseignement secondaire libre. En effet le caractère distinctif de ces pensions est d'avoir commencé à battre en brèche le monopole universitaire. Telle fut évidemment l'action du petit séminaire de Metz pendant la Restauration (14). Dès 1814, une ordonnance royale, renouvelée l'année suivante, l'avait dispensé de payer la rétribution universitaire à laquelle restaient soumis les prêtres qui ouvraient, pour leur compte personnel, une école latine. Mais une restriction subsistait, celle de ne pouvoir recevoir que des internes dans les villes qui possédaient un collège royal, à Metz par conséquent. Cette précaution fut d'ailleurs illusoire, et le petit séminaire, installé dans une annexe de l'évêché, vit son effectif passer rapidement de 75 à 150 élèves, dont les aînés seuls étaient obligés de porter l'habit ecclésiastique. A partir de 1822, un nouveau bâtiment s'ouvrit à titre de succursale dans la rue des Prisons Militaires : ce fut Saint-Louis de Gonzague. Puis, en 1827, l'ensemble fut transféré dans une construction nouvelle érigée à côté du grand séminaire. A cette époque, l'établissement comptait plus de 300 élèves, dont un tiers d'externes, et parmi eux on relevait les noms d'un certain nombre de jeunes gens de bonne famille, tels de Maud'huy ou d'Hunolstein, qui ne se destinaient nullement à la prêtrise. Ce fut le point culminant qu'atteignit cette maison qui faisait concurrence au Collège royal ; l'ordonnance du 20 novembre vint alors limiter sa progression. Il faut d'ailleurs ajouter que cette mesure fit, en Moselle, plus de bruit qu'elle n'eut d'action réelle : le nombre maximum des séminaristes fut en effet fixé à 300, ce qui correspondait environ à l'effectif habituel ; lorsque le ministre rappela à Mgr. Besson que l'uniforme était obligatoire, le prélat répondit qu'il avait suivi les prescriptions réglementaires en faisant choix d'un habit noir, qui n'avait rien de spécifiquement religieux et ne pouvait empêcher les jeunes gens bien nés de fréquenter le séminaire ; enfin, quand l'autorité laïque tenta de faire respecter l'interdiction de l'externat, l'évêque déclara que la place lui manquait, et la discussion ne se prolongea point plus avant. Le résultat de la ténacité épiscopale fut qu'à la veille de la révolution de Juillet, le petit séminaire conservait 300 élèves, dont 108 externes !

Mais le choc de 1830 faillit ruiner cet établissement, qui fut fermé pendant seize mois, dans des conditions évidemment illégales, après l'invasion de ses bâtiments par la garde nationale messine. Au printemps de 1832, un certain nombre d'externes fréquentèrent un cours rou-

(14) HAMANT (Mgr N.) : *Le petit séminaire de Metz-Montigny.*

vert dans les dépendances de l'évêché; puis vint la reprise complète, avec maintien des deux catégories d'élèves, mais une légère régression fut constatée sur les chiffres de la fin de la Restauration. Malgré les protestations épiscopales, l'effectif maximum fut fixé, en 1839, à 260 élèves. C'est à ce moment que furent lancées à Metz les premières pétitions sur la liberté de l'enseignement, dont M. du Coëtlosquet fut dès lors un des plus ardents propagandistes.

On voit donc qu'en fait, le petit séminaire de Metz réussit, sous la Monarchie de Juillet, à recevoir des externes et à rester indépendant de l'Université. De même continuèrent à prospérer deux établissements similaires que des prêtres avaient fondés, vers la fin de la Restauration, à Sierck et à Bitche (15). Il s'agissait de succursales officieuses du petit séminaire et leur but essentiel était de préparer aux études religieuses des jeunes gens de langue allemande, à qui on apprenait à la fois le français et le latin (16). Toutes deux étaient installées dans d'anciens bâtiments conventuels confisqués par la Révolution, et toutes deux furent bien vues des autorités pendant la Restauration. L'abbé Hardy, qui avait fondé l'école latine de Bitche, obtint même alors, seul du département, le titre de chef d'institution qui était plus reluisant que celui de chef de pension. Comme il ne remplissait aucune des conditions exigées pour mériter cet honneur, il fut vivement pris à partie par le *Courrier de la Moselle*, qui préludait sous le ministère Martignac à ses campagnes libérales (17). L'abbé Laglasse, fondateur de l'école de Sierck, ne passait pas pour fort sympathique à l'Université, et l'on s'explique qu'au lendemain de 1830 les rapports des inspecteurs aient été peu favorables à ces établissements, qui échappaient en fait à leur contrôle (18). L'un de ces fonctionnaires désirait examiner les cahiers d'histoire des élèves de Sierck pour s'assurer que l'influence du Père Loriquet n'y prédominait pas comme dans certaines petites pensions tenues par des prêtres. L'abbé Laglasse avait été accusé, d'ailleurs injustement, d'avoir donné congé à ses élèves pour fêter la chute de Varsovie conquise par les Russes! Même fausses, de pareilles imputations dépeignent l'opinion que l'on avait de ces maisons, qui étaient loin de n'être fréquentées que par de futurs clercs; elles recevaient aussi, dit un rapport d'inspection, des internes qui apparte-

(15) FOURER: *Collège Saint-Augustin, Bitche*.

(16) C'est pourquoi ces établissements ont joué un rôle dans les progrès du français en Lorraine allemande. Cf. A. D. Moselle 2 T 88, lettre du recteur du 24 septembre 1828.

(17) *Courrier*, 30 avril 1829.

(18) A. D. Moselle, 2 T 7. Rapport d'inspection de 1831.

naient « à des familles de la caste autrefois privilégiée ou dévote de Metz ». Aussi le nombre des exemptions de paiement des droits universitaires qui leur était accordé, avait-il été fortement réduit, en dépit des plaintes de l'évêque, au lendemain de 1830, ce qui ne les empêchait pas de compter alors 90 élèves à Bitche, 66 à Sierck, et de jouer un rôle sensiblement égal à celui des collèges de Sarreguemines et de Thionville.

Enfin la Monarchie de Juillet vit naître à Metz, dans la rue des Augustins, une pension privée qui était destinée à un brillant succès (19). Il s'agit de l'établissement que fonda en 1833 l'abbé Bureaux : les élèves suivaient en partie les cours du Collège royal, mais un enseignement particulier leur était donné par quelques ecclésiastiques. En 1846, Mgr. Dupont des Loges accepta la remise entre ses mains de cette institution, dont il confia la direction à l'abbé Braun, en attendant qu'une législation nouvelle lui permit d'y appeler des Pères Jésuites. Mais, dès avant 1850, le pensionnat Saint-Augustin vivait de sa vie propre, en marge de l'Université.

En résumé, il existait en Moselle, même sous le régime du monopole, plusieurs établissements d'instruction soumis exclusivement à l'influence religieuse. Pour les jeunes filles de la bourgeoisie, des couvents comme celui des Dames du Sacré-Cœur ou des sœurs de Sainte-Chrétienne restaient presque sans concurrence, avec leurs maisons installées non seulement à Metz, mais aussi à Rustroff, près de Sierck, à Sarreguemines et à Bitche (20). Le monopole universitaire avait peut-être été une réalité sous le Premier Empire, mais l'influence cléricale l'avait déjà largement atteint sous la Restauration ; les fonctionnaires de la Monarchie de Juillet ne parvinrent jamais à le rétablir dans son intégrité, et quand la loi Falloux vint rendre la liberté officielle à l'enseignement secondaire, il existait déjà en Moselle quelques institutions qui étaient prêtes à profiter de ses dispositions libérales. Elles avaient leur clientèle assurée, et offraient aux familles les garanties d'une éducation chrétienne, en leur demandant des prix de pension largement inférieurs à ceux que pratiquait le collège royal de Metz. C'était là, dans deux ordres d'idées différents, d'incontestables éléments de succès.

(19) VIANSSON-PONTÉ (L.) : *Les Jésuites à Metz*.

(20) En 1839, deux membres du comité local de Metz voulurent inspecter le Sacré-Cœur, qui refusa de leur ouvrir ses portes. C'est à ce propos que *l'Indépendant* du 4 décembre 1839 rappela que nul n'était au-dessus des lois.

IV. — L'instruction primaire sous l'Empire

S'il est un domaine où l'effort de l'Etat finit par être fructueux, c'est celui de l'instruction primaire. Il n'en est peut-être pas dont l'étude révèle mieux combien les efforts individuels et privés furent vains dans la France du XIX^e siècle, et combien y fut nécessaire l'action des autorités, des corps de fonctionnaires, d'ailleurs soutenus par les hommes éclairés du chef-lieu et des petites villes. C'est l'alliance de ces diverses forces de progrès qui finit par secouer l'inertie des campagnes, et réussit à leur imposer un système d'éducation qu'avaient souhaité les hommes de la Révolution sans avoir le temps de l'établir. Nul exemple ne montre mieux la continuité de l'action créatrice de l'Etat au cours du XIX^e siècle, surtout à partir de 1830.

Au moment où prit fin la période révolutionnaire et où le Consulat établit un gouvernement fort, la situation des écoles primaires de la Moselle n'avait rien de brillant. Dix années de crises politiques et sociales ne l'avaient point améliorée, et dans le *Mémoire statistique de l'an IX*, Viville pouvait écrire que si le désir d'apprendre avait été vif jusqu'en 1793, cet enthousiasme s'était vite refroidi par le malheur des temps (21). « Les pères, disait-il, qui naguère étaient avides d'instruction, ne songèrent même pas à en procurer à leurs enfants. La plupart des écoles furent fermées avec les églises, parce que dans les campagnes l'éducation civile n'avait jamais été séparée des instructions religieuses. D'ailleurs les nombreuses levées militaires ayant privé les campagnes des jeunes gens nécessaires à l'agriculture, on fut obligé d'y employer l'enfance, qui dans les travaux des champs contracta une grande ignorance » Toutes les observations contemporaines donnent la même note pessimiste et concluent à l'échec des tentatives scolaires de la Révolution. Avant 1789, chaque paroisse, ou presque, avait son maître d'école; les cahiers du tiers-état montrent que dans les villages de langue française environ les trois quarts des hommes savaient signer, et dans les régions de dialecte plus de la moitié. L'écolâtre était également chantre et sacristain; il recevait des élèves une rétribution, en même temps qu'il percevait une somme fixe en argent ou en nature fournie par tous les chefs de famille, quelque âge qu'aient atteint leurs enfants. Sa participation aux offices lui valait quelques ressources supplémentaires. Mais très rares étaient les communes assez riches pour posséder une maison d'école: en général, le maître se logeait à ses frais, et recevait les élèves dans sa chambre, souvent encombrée et malpropre.

(21) COLCHEN : *Mémoire statistique*, p. 97.

Cette description n'évoque point un tableau brillant, or elle restait vraie aux débuts du XIX^e siècle. C'est alors que le Conseil général souhaitait que chaque commune eût un instituteur payé sur ses revenus, par des sols additionnels et une faible rétribution des parents (22). Il désirait voir examiner ces maîtres par un jury réuni à la sous-préfecture; il proposait de leur confier les registres de l'état-civil et de leur donner la mission d'enseigner le français aux enfants des communes allemandes. En 1801, le Conseil faisait remarquer que le nombre des maîtres, déjà insuffisant, le serait encore davantage après la mort des anciens; c'est pourquoi il demandait la fondation d'une école normale. Quatre ans plus tard, les notables du département, qui n'étaient nullement des démagogues, s'inquiétaient de la « nullité absolue de l'instruction primaire » et s'effrayaient de voir « une génération presque entière dénuée des connaissances les plus élémentaires, surtout dans les campagnes où rien n'est plus rare qu'un maître d'école sachant passablement lire et écrire ». « Il faut attribuer ce mal, disaient-ils, à la longue absence des curés qui surveillaient eux-mêmes les écoles de leurs paroisses... L'enseignement a visiblement rétrogradé dans les campagnes depuis la Révolution, le nombre des hommes qui ne savent ni lire ni écrire augmente dans des proportions effrayantes ». S'écartant des solutions étatistes, l'assemblée départementale demandait le rappel à Metz des Frères ignorantins, à qui serait confiée la mission d'envoyer des colonies répandre l'instruction dans les campagnes et d'organiser une école normale, à l'imitation de celles qu'avaient déjà fondées certains princes allemands. Les plaintes se renouvelèrent en 1809, et cette fois le Conseil souhaita que le gouvernement se préoccupât d'assurer le sort des instituteurs. En 1810, l'expression « nullité absolue de l'instruction dans les campagnes », fut encore employée, et seul restait l'espoir que la fondation de l'Université remédierait au mal.

La répétition de ces plaintes prouve que le Consulat et l'Empire n'avaient point apporté de solution efficace au problème de l'instruction primaire (23). La loi du 11 floréal an X avait bien prescrit, une fois de plus, à chaque commune d'ouvrir une école; le préfet s'était bien empressé de rédiger une circulaire explicative et d'enjoindre aux maires de se mettre en règle avant le 1^{er} messidor an XI en convoquant immédiatement leurs conseils municipaux. Trop souvent ces dispositions n'en étaient pas

(22) Conseil général, ans IX et X, 1806, 1809, 1810.

(23) M. F. BRUNOT semble avoir été trop optimiste dans l'étude qu'il a faite de la Moselle dans le tome IX, 1^{re} partie, chapitre 9, de son *Histoire de la langue française*, sous ce titre: « Un département modèle ». Voir également son article dans les *Mélanges Thomas*, p. 75-79, « *Le français et l'administration en Moselle sous le Premier Empire* ».

moins restées lettre morte, faute de moyens de contrôle et de coercition. Même dans l'arrondissement de Metz, il n'y eut que 80 communes, presque toutes de langue française, qui purent se vanter d'avoir un instituteur reconnu par l'administration supérieure (24). La condition des maîtres restait d'ailleurs fort humble, puisque les traitements annuels variaient de 30 à 90 francs, et que la rétribution était en moyenne de 2 francs par enfant. Dans les autres villages de l'arrondissement, il n'y avait point d'école régulièrement reconnue, car l'usage de payer le traitement fixe du maître s'était bien affaibli depuis la Révolution, et beaucoup de communes étaient trop pauvres pour l'assurer sans le concours des chefs de famille. D'autre part, certains conseils municipaux préféraient ne pas se mettre en règle de façon à rester libres de renvoyer selon leur bon plaisir des maîtres non officiellement institués. La situation était telle que Colchen ne voyait d'autre solution que d'annuler les partages des biens communaux, afin de rendre aux municipalités, qui loueraient à bail leurs propriétés, des ressources indispensables ; il demandait l'autorisation d'imposer d'office la somme nécessaire au traitement de l'instituteur, comme l'intendant le faisait jadis. Pour sauver l'école, il en arrivait donc à proposer le retour au système de l'Ancien Régime (25).

Il ne fut pas nécessaire d'en venir à de pareilles mesures, car dès 1807 la situation s'était améliorée (26). Le département comptait alors 725 maîtres d'école et une centaine de sœurs institutrices, celles-ci surtout établies dans l'arrondissement de Sarreguemines où elles avaient reparu après la crise révolutionnaire. Mais le tiers des écoles n'étaient point de type régulier, ce qui revient à dire que si le maître y gardait les enfants, il ne leur apprenait presque rien. Car les statistiques qui indiquent comme nombre d'élèves 23.000 garçons et 20.000 filles sont beaucoup trop brillantes pour ne pas devoir être interprétées : elles prouvent seulement qu'en Lorraine, il n'était guère d'enfants qui ne fréquentassent l'école pendant les quelques mois d'hiver, alors que leurs familles n'avaient point de travail à leur donner. Dans un pays dont les villages sont aussi fortement agglomérés, la fréquentation fut toujours suffisante pendant la mauvaise saison, mais ceci ne signifie nullement que l'école y ait obtenu des résultats, car la présence dans les salles étroites et malpropres d'un trop grand nombre d'enfants n'y favorisait pas l'instruction. Les maîtres restaient d'ailleurs fort médiocres, en dépit des quelques progrès signalés par les

(24) Pour l'histoire de l'école primaire sous l'Empire, cf. A. D. Moselle, 2 T 283 et 1 T 44.

(25) A. D. Moselle, 1 T 44, état statistique de l'an XI et observations du préfet.

(26) *Ibidem*, état du 30 juin 1807.

jurys d'examen, qui se félicitaient de constater que la plupart étaient capables d'enseigner le système métrique et le calcul décimal! (27). Il va de soi que la ville de Metz avait déjà de bonnes écoles, mais sa position dans le département restait à peu près unique. En résumé, il serait inexact de dire que le régime napoléonien n'avait rien fait pour l'école : il s'était efforcé de la rendre plus régulière, d'exercer sur elle un certain contrôle. Mais comme il n'avait engagé aucune dépense d'ordre national ou départemental et qu'il avait laissé les communes libres de réduire à des sommes dérisoires leurs budgets scolaires, ses tentatives n'avaient guère été couronnées de succès, car l'argent est le moteur de tout progrès.

Il faut enfin remarquer que quelques efforts avaient été faits sous Napoléon I^{er} pour la propagation de la langue française dans les cantons allemands. Cette question n'avait guère retenu l'attention des administrateurs de l'Ancien Régime, et leur indifférence à cet égard s'explique d'autant mieux que la pénétration du français dans les classes bourgeoises était dès lors assez complète en Lorraine allemande pour qu'elles puissent servir d'intermédiaire entre les officiers du roi et les populations. Tandis qu'en Alsace, en 1789, les cahiers du tiers furent rédigés surtout en allemand, la presque totalité de ceux des bailliages de Sarreguemines et de Thionville furent écrits en français. Nulle assimilation n'est d'ailleurs possible entre les deux versants des Vosges : sur l'un s'exerçait l'influence de Strasbourg, dont le gymnase protestant, l'université conservaient la langue allemande, dont certains magistrats ignoraient le français — sur l'autre régnait celle de Nancy et de Metz, villes exclusivement françaises. Au début de la Révolution, la tendance décentralisatrice, qui triomphait alors dans le système administratif, avait conduit à l'idée de faire traduire les lois pour la minorité ignorante de la langue nationale, mais à partir de 1793, les nécessités de la propagande, le principe de l'indivisibilité de la République conduisirent à la lutte contre les dialectes. C'est alors que des représentants en mission, exaspérés par les résistances qu'ils rencontraient dans les campagnes de la Lorraine allemande, en arrivèrent aux appréciations les plus pessimistes, que Couturier écrivit : « Pour ainsi

(27) *Ibidem*, lettre de M. de Vaublanc à Fontanes, 23 mai 1809. Le préfet trouvait alors qu'il y aurait de grands inconvénients à donner aux instituteurs des diplômes réguliers ; il redoutait de les voir devenir trop indépendants, et jugeait nécessaire que l'administration pût suspendre ou destituer à son gré les maîtres de mœurs grossières, dont le nombre était grand. Mais, le 3 avril, Fontanes répliquait que dorénavant la surveillance des maîtres dépendrait du recteur et non plus du préfet comme sous le régime de la loi du 10 floréal X ; il précisait les diplômes nécessaires, bien que le préfet lui eût signalé l'instabilité des instituteurs : l'administration ne pouvait en connaître la liste, tant leurs changements de résidence étaient fréquents.

dire tout le peuple des districts lorrains est allemand... Il n'aime pas le Français parce qu'il le sait sans religion et même destructeur, à ce qu'il croit, de la vraie religion » (28). Mais il serait absurde de juger d'un pays par les accusations lancées au fort de la Terreur par les conventionnels à qui était échue la tâche d'en exiger d'incessantes réquisitions.

En fait, la Révolution ne fit que poser le principe de la propagation nécessaire de la langue nationale, car la loi du 3 brumaire an IV vint rapidement remplacer celle du 8 pluviôse an II qui avait prévu l'établissement d'une école française dans chaque commune. L'allemand fut officiellement conservé comme moyen auxiliaire d'étude, et nulle modification réelle ne fut accomplie. Pourtant les réquisitions militaires, le cantonnement de nombreuses troupes, diffusèrent quelque peu le français. Sous l'Empire, la lettre que le baron de Vaublanc écrivit à Fourcroy en lui annonçant sa volonté d'obliger les instituteurs à enseigner les deux langues, semble n'avoir été qu'un programme aussi ambitieux qu'inapplicable (29). Elle manifeste une tendance qui disparaîtra presque complètement sous la Restauration, et quelques incidents montrent que, dès cette époque, certains instituteurs entrèrent en conflit avec des prêtres de la Lorraine allemande, peu favorables aux progrès du français. Les exemples de querelles de ce genre survenues à Grossbliedestroff en 1813, à Fouligny en 1810, prouvent au moins qu'il y avait quelques maîtres d'école que les préférences de l'administration en faveur de la langue nationale avaient poussés à l'action (30). Mais ils restaient certainement très peu nombreux, et les lacunes du système scolaire rendaient ces tentatives prématurées.

V. — L'instruction primaire de 1814 à 1824

Les premières années de la Restauration furent témoins d'un effort scolaire plus intéressant que celui qui avait signalé les débuts du Consulat (31). Il faut d'ailleurs renoncer à le mesurer par les chiffres qui, en 1817 et 1825, indiquent respectivement 587 et 695 écoles, 30.000 et 47.000 élèves, pour les quelque 600 communes de la Moselle ! Ces augmentations

(28) AULARD (A.) : *Actes du Comité de Salut public*, VII, p. 42.

(29) Cette lettre est citée par BRUNOT (F.), *op. cit.*, chap. IX, et par LÉVY (P.), dans sa remarquable thèse, *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*, II, p. 100.

(30) A. D. Moselle, 17-23 V, dossiers de Grossbliedestroff et de Fouligny.

(31) A. D. Moselle, 2 T 16-17-87-88. Voir également les *Annuaire de Verronnais* et dans le *Recueil des actes administratifs*, 1816, p. 163. le texte de l'ordonnance royale du 29 février 1816.

sont peu vraisemblables, et le mieux est de s'en tenir aux indications du recteur : toutes les communes avaient vers 1820 un instituteur, mais une centaine d'écoles vivaient sous le régime de l'autorisation provisoire. Comme sous l'Empire, il restait à insuffler à ces cadres une vie réelle.

Parmi les progrès de méthode qui furent alors réalisés, certains sont dus aux congréganistes qui, dès le règne de Napoléon, avaient repris un rôle dans l'enseignement féminin. Déjà avant 1814, il y avait en Moselle une quinzaine d'écoles aux mains des sœurs de Saint-Charles, de celles de Sainte-Chrétienne, des dames de Sainte-Sophie et des Sœurs Watelotes, sans compter les institutrices de la Lorraine allemande (32). Vers 1824 un noviciat fut établi à Forbach et fournit largement aux besoins de l'arrondissement de Sarreguemines ; depuis 1818, la maison mère de Sainte-Chrétienne recevait du Conseil général une subvention de 1.000 francs. D'autre part, conformément à un vœu de l'assemblée départementale, c'est en 1816 que des frères des Ecoles chrétiennes rouvrirent à Metz leur première maison, et dès 1818 ils avaient au chef-lieu trois écoles, où huit maîtres dirigeaient un millier d'élèves (33). Dix ans après, le nombre des frères s'élevait à quatorze, et celui des enfants, tous reçus gratuitement conformément aux principes de l'ordre, à 1.140, groupés en quatre écoles. La pratique de l'enseignement simultané y constituait un progrès certain sur celle de la méthode individuelle, suivant laquelle le maître s'adressait à chaque enfant isolé, routine que certains instituteurs campagnards maintenaient obstinément. L'exemple des succès des Frères put être profitable aux environs de Metz.

Mais voici une tentative plus curieuse : en 1818 se fonda au chef-lieu de la Moselle une Société pour l'encouragement de l'instruction élémentaire, dont les souscriptions formaient la principale ressource, car le Conseil municipal réservait son appui aux Frères (34). Cette société organisa une école mutuelle qui groupa vite 350 garçons, d'abord au Palais du Gouvernement, puis dans une maison de la rue de la Fontaine (35). Elle permit au public d'assister aux leçons, et chacun s'émerveillait de voir un

(32) Cf. *Les congrégations religieuses fondées en Lorraine* (Almanach de Marie Immaculée, 1922). Voir chapitre XXII.

(33) C'est à cette époque que Decazes, alors ministre de l'Intérieur, s'éleva vivement contre la prétention que manifestait le supérieur général des Ecoles chrétiennes de se rendre indépendant de l'Université. Cf. A. D. Moselle, 2 T 87, lettre ministérielle du 15 février 1819.

(34) Pour l'origine de la méthode mutuelle ou lancastérienne, voir BUISSON (F.) : *Dictionnaire de pédagogie*, II, p. 1.998.

(35) *Journal de la Moselle*, 10 juin 1818.

seul maître, aidé de moniteurs, diriger cette foule. Un cours normal fut créé pour 70 instituteurs, et la société groupa bientôt 200 membres, derrière le préfet, le premier président, l'évêque et le maire, le très royaliste M. de Turmel. Mais la plupart de ces hauts personnages, qui avaient d'abord accepté de faire partie du conseil d'administration, s'en retirèrent, car l'école mutuelle était trop prônée par les libéraux pour ne pas devenir suspecte au clergé et aux royalistes. A ses débuts, M. de Tocqueville l'avait pourtant soutenue de son influence (36), l'évêque était venu l'inspecter, et elle ne semblait donner lieu à aucune critique : les élèves récitaient la prière à genoux, chantaient le *Domine salvum fac Regem* et on les conduisait tous les jours à la messe de la cathédrale. Mais on pouvait être admis à cette école sur la présentation du pasteur aussi bien que sur celle du curé, et l'enseignement y était interconfessionnel. Au temps de sa faveur l'école mutuelle avait vu venir des instituteurs de Trèves et de Luxembourg s'initier à ses méthodes, et des enfants avaient été dans les casernes apprendre à lire aux vieux soldats (37). Une école israélite avait été établie sur les mêmes principes, une école de filles allait l'être, et déjà 17 maisons du même type s'étaient ouvertes en Moselle, à Thionville, Longwy, Saint-Avold, Bitche, et jusque dans des villages.

En 1818, la Société d'encouragement avait reçu à elle seule 5.000 francs de subvention départementale, à la suite d'une visite que le Conseil général en corps, M. de Wendel en tête, y avait faite. Mais cette somme fut réduite au cours des années suivantes, puis supprimée quand la réaction royaliste qui suivit la chute de Decazes eût détourné de la nouvelle méthode la faveur royale. Il faut ajouter que le Conseil général avait un motif mieux fondé de restreindre ses subventions : depuis 1821, la Moselle possédait en effet une Ecole normale, la seconde qui ait été fondée en France, onze ans après celle du Bas-Rhin. Cette création fait grand honneur au comte de Tocqueville, qui avait déjà envoyé des instituteurs se perfectionner à la Mutuelle ou dans les écoles des Frères (38). C'est en novembre 1821 que le préfet et le recteur rédigèrent le projet d'une école

(36) *Actes administratifs*, circulaires préfectorales des 30 mars 1818 et 17 mars 1820. A cette dernière date, M. de Tocqueville reconnaissait que l'enseignement individuel était encore le plus généralement pratiqué, et il accordait 3.000 francs pour aider aux progrès de la méthode mutuelle, 1000 francs pour la simultanée.

(37) Une lithographie représentant des enfants enseignant la lecture, à l'école mutuelle de Metz, à de vieux soldats, a été reproduite dans le *Pays Lorrain*, 1909, p. 385, et dans les *Textes d'histoire lorraine*, p. 309. Cf. *Journal de la Moselle*, 20 janvier 1819, passage cité dans les *Textes d'histoire lorraine*, p. 307.

(38) Pour l'histoire de l'Ecole normale, A. D. Moselle 182 T. *Actes administratifs*, 15 janvier 1822.

destinée à la formation de jeunes instituteurs, préparés aux fonctions de chantre et de sacristain, élevés dans des principes religieux et dévoués à la race auguste des Bourbons. L'établissement devait être dirigé par un prêtre; il ne comprenait que deux professeurs, dont l'un enseignait l'allemand afin de préparer des candidats aux postes de la partie du département où l'on ne parlait pas d'autre langue. Elle était prévue pour 24 boursiers et quelques élèves payant 300 francs par an. Le cours des études devait y être de deux ans. Son budget ne s'élevait qu'à 12.000 francs, assurés pour moitié par le Conseil général, le reste étant prélevé sur les fonds communaux. Par économie, l'école fut installée à la campagne, dans le château d'Helfedange, jadis sénatorerie de la Moselle, qui fut loué à l'administration des domaines. Telle quelle, avec un niveau d'études peu élevé, cette école rurale rendit de réels services, et elle ne fit que prospérer jusqu'en 1825.

Les diverses écoles fondées par les Frères et la Société d'encouragement, l'Ecole normale, réalisèrent certainement des progrès dans les méthodes d'enseignement, mais elle agirent seulement par leur exemple sans qu'il faille en conclure à une amélioration générale. C'est ce que montre l'étude de l'action du recteur, qui s'exerçait dans les limites fixées par l'ordonnance du 29 février 1816 (39). Le chef de l'administration académique ne disposait d'ailleurs que de crédits minimes: il pouvait seulement se faire rembourser les frais de ses tournées d'inspection — 736 francs en 1819 — et accorder une cinquantaine de francs à chacun des comités cantonaux créés en 1816 (40). En 1823 par exemple, on le vit disposer de 490 francs, dont 227 allaient au colporteur chargé de la diffusion des livres scolaires et le reste aux instituteurs jugés dignes d'un secours de 20 francs. En résumé, les moyens d'action du recteur étaient des plus réduits, et son action était surtout morale. Il ne pouvait que constater l'insuffisance des comités cantonaux: dans la plupart des cas, les surveillants spéciaux, prêtres et laïques, désignés par l'ordonnance royale, ne faisaient que se contrecarrer, et le recteur était obligé d'envoyer son inspecteur d'académie en tournée dans ses deux départements des Ardennes et de la Moselle pour suppléer à leur inaction. C'est ainsi que, dès la Restauration, il apparaissait que seuls des fonctionnaires, et non des

(39) A. D. Moselle, 2 T 87. Il convient de remarquer que l'ordonnance de 1816 ne concernait que les écoles de garçons. Mais un arrêté préfectoral du 2 septembre 1819 (*Actes administratifs*, 1819, p. 284) étendit ses principes aux écoles de filles, qui purent être dès lors inspectées par les comités locaux. Mais c'est l'autorité préfectorale qui y exerça les droits que l'autorité universitaire possédait sur les écoles de garçons.

(40) Chaque comité cantonal comprenait cinq membres, dont le curé de canton. (*Actes administratifs*, 1816, p. 163).

particuliers bénévoles, pouvaient agir efficacement dans les campagnes. Chaque année, au printemps, l'inspecteur entreprit donc une tournée dans les deux départements : ses instructions lui prescrivaient de s'assurer que les classes commençaient et finissaient par la prière, de visiter tous les chefs-lieux de canton et d'y secouer l'inertie des comités, de recommander l'emploi de quelques bons livres et de montrer que la méthode mutuelle était compatible avec l'amour de Dieu, du Roi et de la Patrie.

Les tournées annuelles d'inspection permirent au recteur de préciser les lacunes que présentaient le système du 29 février 1816 : il ne lui était possible ni d'améliorer le sort des maîtres, ni d'obliger les enfants à fréquenter l'école. L'hostilité des surveillants locaux paralysait l'impulsion venue d'en haut, car les comités, sous la présidence des curés, trouvaient au moins inutile d'instruire le peuple, et les conseils municipaux ne votaient pas les crédits nécessaires. Le recteur souhaitait l'extension de ses pouvoirs : il aurait voulu organiser plusieurs inspections annuelles, se faire indiquer par les juges de paix la situation des maisons d'école, confier au préfet le droit d'imposer d'office les communes hésitantes.

En 1820, l'administration académique déplora que beaucoup d'enfants n'eussent pas de livres, que trop de locaux fussent insalubres, et que des maîtres fussent obligés de travailler aux champs pour vivre (41). Elle traça alors un vaste programme d'avenir : obligation pour les communes de pourvoir au traitement des instituteurs et à leur logement, ouverture de crédits pour l'achat de livres scolaires, permanence de l'inspection. Il faut d'ailleurs noter que les ambitions du recteur restaient assez modestes, car il lui semblait inutile de tenter d'apprendre la géographie et l'arpentage à des élèves qui ne suivaient l'école que pendant quatre mois par an. Lire et chiffrer lui suffisait (42) : « Je pense, disait-il, qu'il serait extrêmement dangereux de donner à la dernière classe de la société une instruction supérieure à ses besoins : car l'inquiétude qui tourmente la classe moyenne, qui lui rend son état insupportable et qui la porte vers les premiers rangs de la société, n'ayant lieu que parce que, privée d'écoles à son usage, elle apprend dans nos collèges ce qu'elle devrait ignorer, et n'y acquiert aucune des choses qui lui importent de savoir, il est naturel de penser que cette classe deviendra plus impatiente et plus turbulente quand elle sera poussée par celle qui la suit ».

(41) Cf. circulaire préfectorale du 2 septembre 1819 déplorant la modicité des traitements, l'obligation pour beaucoup de maîtres d'exercer un métier accessoire, et les mutations trop fréquentes. Le comte de Tocqueville rappela qu'un instituteur devait rester dans le même poste jusqu'à décision du recteur.

(42) A. D. Moselle, 2 T 87, lettre du recteur du 19 décembre 1820.

Le recteur de Lespin tenta de réaliser par ses propres moyens une partie du programme dont il avait tracé les grandes lignes. A partir de 1821, il envoya un colporteur vendre dans les villages, malgré l'état déplorable des chemins, les livres qui étaient le complément indispensable des progrès de la méthode simultanée. C'est ainsi que 3.500 volumes furent vendus en un trimestre. Deux ans plus tard, le recteur entreprit lui-même une tournée que la neige, puis le débordement des rivières, interrompirent. A son retour, il rédigea un rapport qui prouve que les trois années de gouvernement de la droite n'avaient pas été favorables à la cause de l'école primaire : le temps était passé où il n'hésitait pas à prôner la méthode mutuelle, et il en arrivait à poser la question (43) : « Faut-il, oui ou non, encourager les écoles primaires ? » — « Evidemment, répondait-il, il faut éviter d'aider la dernière classe de la société à sortir de sa condition et à pénétrer dans les premiers rangs de la société où elle n'apporterait plus que désordre et confusion. Il faut que les écoles des campagnes soient éminemment et presque exclusivement des écoles de religion et de morale, élevant les enfants du peuple dans les vertus de leur état, que les instituteurs soient les auxiliaires du clergé. Dans ces limites, il faut soutenir les petites écoles, qui éviteront que les populations ignorantes soient dans la main de quelques gens du peuple plus instruits ». C'est après cette prudente entrée en matière que venaient les plaintes sur l'insuffisance des comités locaux et l'indifférence des municipalités, sur la négligence des desservants chargés de visiter les écoles. Par contre il se montrait assez satisfait des instituteurs, qui se relevaient de leur ancienne grossièreté, de leurs habitudes d'intempérance et d'instabilité vagabonde. Le préfet avait pris un arrêté prescrivant une réunion annuelle des maîtres au chef-lieu de canton, afin qu'une décision commune fixât la date d'ouverture et de fermeture des écoles. Le recteur ne dissimulait pas la nécessité de nouvelles mesures législatives et citait en exemple la supériorité scolaire des Pays-Bas, de la Prusse, de la Bavière, pays voisins de la Moselle.

Mais depuis la chute de Decazes le gouvernement s'éloignait toujours davantage des idées réformatrices exprimées par ces rapports. A Metz, le monde officiel avait abandonné la Société d'encouragement, qui restait présidée par un intendant général, le baron Dufour, ou par un maréchal de camp protestant, Sabatier. L'évêque avait cessé de présider ses distributions de prix. Enfin l'ordonnance royale du 8 avril 1824 vint enlever aux recteurs la surveillance de l'instruction primaire pour la confier aux évê-

(43) *Ibidem*, lettre du recteur du 2 août 1823.

ques (44). Le 11 août de cette même année, l'Ecole normale d'Helfedange fut remise à l'autorité diocésaine : une période assez fructueuse de l'histoire de l'enseignement primaire se terminait ainsi. Le coup qui allait frapper le système de 1816 apparaît d'autant plus immérité que le clergé ne pouvait se plaindre d'un manque d'égards : il présidait les comités ; tous les instituteurs étaient chantres, et le recteur ne les autorisait qu'après acceptation de l'évêché. Toute révocation épiscopale d'un chantré entraînait ipso facto la révocation académique. Les exercices religieux avaient dans toutes les écoles une place prépondérante. Enfin nul effort systématique n'avait été entrepris depuis plus de dix ans pour la propagation du français : le clergé de langue allemande ne pouvait donc se plaindre qu'il y eût divergence entre l'école et l'enseignement du catéchisme, qui se faisait naturellement dans le dialecte du pays. Jamais la question linguistique n'avait été considérée avec une si parfaite indifférence, et des exemples d'écoles où, comme à la mutuelle de Bambidestroff, la langue nationale fut alors introduite, restent absolument exceptionnels à cette date. La réaction contre l'œuvre et l'esprit de la Révolution apparaissait donc complète.

VI. — L'instruction primaire de 1824 à 1828

La tentative la plus sincère de collaboration entre les autorités ecclésiastiques et universitaires qu'ait connue l'histoire de l'enseignement primaire avait donc échoué. Les royalistes catholiques l'avaient interrompue en 1824 pour confier au clergé la direction exclusive de l'école, et cette décision ne pouvait qu'élargir le fossé apparu dès l'origine entre les deux forces intellectuelles et morales qui aspiraient à diriger la France (45). La remise de l'instruction primaire à l'autorité diocésaine aurait d'ailleurs pu être le point de départ de nouveaux progrès, si le clergé avait employé à soutenir les écoles l'influence qu'il exerçait dans les campagnes. Mais il semble que les bureaux de l'évêché n'aient même pas tenu à jour le tableau des instituteurs. Le laisser-aller fut total : on plaça dans les écoles des chantres plutôt que des maîtres, et même des jeunes gens qui ne con-

(44) *Actes administratifs*, 1824, p. 113. Les écoles fréquentées par plus de cinquante élèves gratuits restaient sous la surveillance d'un comité dont le maire de la commune faisait partie mais que le représentant de l'évêque présidait. Les autres écoles étaient soumises à la seule autorité épiscopale, les communes n'ayant qu'à les soutenir financièrement sans garder aucun droit de surveillance. Notons à ce propos qu'il existait déjà quelques écoles entièrement gratuites, telles celles des Frères à Metz et celle de Sarralbe.

(45) Pour cette période, cf. A. D. Moselle, 2 T 87, lettres du recteur des 16 février 1825 et 1^{er} juin 1826.

naïssaient que la méthode individuelle. L'enseignement mutuel fut si vivement combattu qu'il ne se maintint guère qu'à Metz. Les nouveaux instituteurs n'eurent plus besoin de présenter de brevet, et, après quatre ans de ce régime, les résultats apparurent des plus médiocres — s'il faut en croire le témoignage du recteur, témoignage peut-être suspect de quelque parti pris. « Les écoles, disait-il en 1828, ne sont en général ouvertes que trois ou quatre mois l'année, et personne ne veille à ce que les pauvres les fréquentent; enfin dans la plus grande partie du diocèse de Metz où l'on ne parle qu'une espèce de patois allemand, on n'enseigne nulle part la langue nationale. »

Un fait reste pourtant à l'éloge de l'autorité épiscopale : elle maintint l'Ecole normale. Ce ne fut d'ailleurs pas sans peine, car le ministre de l'Intérieur avait refusé de ratifier le crédit de 6.000 francs que le Conseil général avait l'habitude de voter (46). Il soutenait que c'était là une dépense d'ordre municipal, et c'est en vain que Mgr. Besson montrait l'utilité de l'institution et l'impossibilité de compter sur le libre vote de 580 communes pour obtenir les fonds nécessaires. On ne put maintenir qu'une somme de 500 francs destinée au loyer d'Helfedange, mais heureusement le ministre des Affaires ecclésiastiques accorda une subvention de 2.000 francs. Grâce au zèle du préfet et de l'évêque, elle suffit à sauver l'établissement qui traversa quelques années difficiles.

A partir de 1824, le recteur n'eut plus à s'occuper de l'instruction primaire que pour répartir les très faibles crédits dont il disposait. En cette année, il remit ainsi à l'évêque 155 francs destinés à encourager huit instituteurs de son choix. Une somme de 226 francs servit à acheter quarante douzaine de catéchismes allemands, également remis à l'autorité ecclésiastique. En 1827, le recteur trouva plus simple de faire réduire le crédit que lui ouvrait le ministère à la somme de 150 francs qu'il donnait à l'école israélite de Metz. Car les écoles non catholiques restaient sous son contrôle, et c'est pourquoi il est naturel que les éloges ne leur aient pas été ménagés. Le consistoire israélite dépensait 5.000 francs pour ses écoles de Metz, Thionville, Sarreguemines et Boulay, alors que le Conseil général et la ville de Metz ne lui accordaient que 1.100 francs; en 1826 fut créée une classe de dessin linéaire et un apprentissage surveillé pour les israélites, et le recteur se félicita qu'ils pussent dorénavant devenir des citoyens utiles au lieu de suivre « la voie tortueuse et obscure de leurs parents ». Enfin l'autorité universitaire continuait à surveiller les quelques écoles privées qui existaient à Metz, où elles étaient

(46) Voir chapitre XV, paragraphe 2.

fréquentés par les enfants que leurs parents ne voulaient pas mêler à la clientèle gratuite des Frères.

Le ministère n'en persistait pas moins à demander au recteur un compte rendu annuel de la situation des écoles. Mais l'académie se bornait depuis 1824 à constater la capacité des candidats instituteurs, sans se mêler de leur nomination, Il lui fallait des ménagements extrêmes pour éviter tout conflit avec l'autorité ecclésiastique. Le recteur précisait qu'il avait peu de communications avec les évêques : celui de Reims, dont dépendaient les Ardennes, ne lui avait même pas fait parvenir les noms des instituteurs méritants. Il n'entretenait avec Mgr. Besson que des relations de société qui auraient été immédiatement rompues s'il avait tenté de s'immiscer dans une administration que le prélat regardait comme relevant exclusivement de lui. Les services de l'académie tenaient la liste des engagements décennaux qui exemptaient les maîtres du service militaire, mais ils ignoraient s'ils étaient régulièrement respectés, car les changements de résidence étaient tellement nombreux qu'il eût été impossible de les connaître tous, « même si l'on avait consenti à se conformer à ce que prescrit à ce sujet l'ordonnance du 8 avril 1824 ».

Telle était la situation de l'enseignement primaire au moment où le recteur de Lespin fut envoyé de Metz à Orléans, en mai 1827. L'inspecteur Loyson assura l'intérim, avant d'obtenir, l'année suivante, la succession restée ouverte et de retrouver la direction effective des écoles.

VII. — L'instruction primaire de 1828 à 1830

L'arrivée au pouvoir du ministère Martignac ouvrit une nouvelle période dans l'histoire de l'enseignement primaire. Alors que les fonctions de grand-maître de l'Université avaient été déléguées pendant les dix premières années de la Restauration à une commission de cinq membres, qu'elles avaient été exercées de 1824 à 1828 par Mgr. Frayssinous, ministre des Affaires ecclésiastiques, il y eut cette fois un véritable portefeuille de l'Instruction publique, confié à M. de Vatimesnil. L'un des premiers actes du nouveau ministre fut de faire signer par Charles X l'ordonnance du 21 avril 1828 qui rendit à l'autorité académique la surveillance de l'enseignement primaire, retirée aux évêques. Aussitôt l'inspecteur Loyson dut s'occuper de créer un comité départemental et des comités d'arrondissement ; il dut surtout empêcher le transfert de l'Ecole normale de la Moselle dans les bâtiments de l'évêché, transfert qui eût paralysé son action. Puis, le 17 novembre de cette année, il se rendit

à Helfedange et fit reconnaître les droits de l'Université (47). Il n'y eut d'ailleurs rien de changé dans l'organisation intérieure de l'institution, qui resta jusqu'en 1831 sous la direction de l'abbé Sainpy. D'autre part, l'administration rectorale ne modifia pas le caractère strictement confessionnel de l'école : par exemple une demande d'ouverture d'une classe destinée à des élèves de diverses confessions fut rejetée en octobre 1828 sans hésitation.

Le nouveau régime ramena au premier plan la préoccupation, qui semblait disparue depuis quatre ans, d'améliorer les méthodes d'enseignement (48). C'était là le point essentiel, car avec ses 706 écoles, réparties dans 568 communes, le département de la Moselle était assez bien pourvu, du moins quantitativement. Mais voici les points noirs : seulement 166 communes avaient une école de filles séparée ; les bonnes écoles restaient très peu nombreuses, une vingtaine en tout ; enfin à côté de 43.000 enfants assidus pendant l'hiver, on n'en trouvait que 8.500 en été. Les nouveaux comités, dans le premier zèle qui suivit leur fondation, s'étaient montrés plus actifs que les anciens, et leurs renseignements permettaient au recteur de dresser un tableau complet de la situation. C'est ainsi qu'il pouvait constater que dans l'arrondissement de Thionville une vingtaine de maîtres faisaient classe dans leur chambre. Un trop grand nombre d'instituteurs n'étaient pas brevetés, et il ne faut pas s'en étonner car la rétribution mensuelle payée par l'élève n'était souvent que de 20 à 60 centimes, n'atteignant deux francs que dans un centre réputé pour la bonne tenue de ses écoles, Thionville. La plupart des maîtres ne recevaient qu'un salaire annuel de 300 francs, toutes ressources comprises ; mais il s'y ajoutait des avantages en nature, jouissance d'un pré, d'un jardin, produit de la quête du vin, qui avait lieu chaque année dans les pays de vignoble. Le sort des sœurs enseignantes, surtout nombreuses en Lorraine allemande, était infiniment plus médiocre, et si ces pauvres filles n'étaient point fort instruites, du moins ne peut-on contester que leur dévouement n'espérait aucune récompense terrestre. Un maître était réputé très avantage quand il recevait, en nature comme en numéraire, l'équivalent de 500 à 600 francs ; des places comme celles d'Ars-sur-Moselle et de la mutuelle de Thionville, qui rapportaient plus de 1.200 francs, étaient exceptionnelles. De tous ces chiffres assez divers un fait ressort nettement : l'instituteur-chantre-sacristain-secrétaire de mairie-sonneur de cloches était, il y a cent ans, un personnage fort inférieur au desservant, qui touchait un traite-

(47) A. D. Moselle, 2 T 182.

(48) A. D. Moselle, 2 T 88 et 214. Dans 2 T 120, voir le rapport de l'inspecteur Maréchal, 14 juillet 1829.

ment fixe allant de 750 à 900 francs, sans compter le casuel et les avantages en nature (49).

La base de tout progrès dans les méthodes était le succès de l'Ecole normale: une inspection ordonnée par le recteur y révéla une situation assez peu satisfaisante (50). Les élèves connaissaient bien l'arithmétique mais lisaient avec l'intonation traînante, hésitante, des écoles de campagne. Quelques uns avaient peine à lire les manuscrits, et en une page de dictée on releva jusqu'à 55 fautes. Leur vocabulaire demeurait restreint, car ils n'avaient entre les mains que des ouvrages religieux, et l'autorité académique reconnaissait qu'il ne fallait pas songer à leur en donner d'autres, car la religion devait rester le fondement de toutes les études. L'inspecteur Maréchal trouvait à ces jeunes gens un air lourd, peu sociable, sournois, et ne pouvait leur accorder aucun brevet du premier degré: neuf d'entre eux obtinrent le deuxième degré, et les neuf autres durent se contenter du troisième. Pour une Ecole normale, le résultat était peu brillant!

On comptait encore quarante communes qui ne connaissaient que la méthode d'enseignement individuel. Tous les efforts du recteur visèrent donc à propager la technique mutuelle qui, à la fin de la Restauration, fut remise en honneur dans 25 écoles, dont certaines étaient soutenues par la Société d'encouragement qui songeait même à rétablir une classe de filles à Metz. Mais les progrès de la méthode simultanée, mieux vue du clergé puisqu'elle était celle des Frères, n'étaient pas négligés par l'autorité universitaire qui n'avait aucune préférence absolue. Enfin, comme programme d'action, le recteur Loyson envisageait l'extension de l'inspection, nécessaire pour suppléer à l'insuffisance traditionnelle de la surveillance bénévole. Il jugeait indispensable d'accorder à tous les maîtres des traitements fixes, de construire de nouvelles écoles, et de faire percevoir par le percepteur l'écolage, jusqu'alors payé de la main à la main (51).

(49) Cf. A. D. Moselle, 2 T 182, rapports de 1823 sur la condition des instituteurs. Il ne s'agit que des communes riches, les seules qui puissent engager un normalien. Voici quelques exemples: l'instituteur de Puttelange reçoit 500 francs de traitement, 140 francs en tant que chantre, 275 francs d'écolage, 250 francs de casuel; il est logé et a la jouissance de 3 fauchées de prés, d'un jour de terre, d'un jardin, et reçoit 6 cordes de bois; mais il doit payer et nourrir son sous-maître. Son collègue de Châtel-Saint-Germain a 125 francs de traitement fixe, 280 d'écolage, 35 en tant que chantre. La charge de tambour lui vaut 12 francs, celle de sonneur de la retraite 9 francs. Le casuel monte à 25 francs, la quête du vin à 6, les portions communales à 15. Il est logé et moyennant 50 francs se charge de remonter l'horloge du clocher. Voir aussi, A. D. Moselle, 2 T 214.

(50) A. D. Moselle, 2 T 182, lettre de l'inspecteur Maréchal, 10 septembre 1828.

(51) A. D. Moselle, 2 T 88, rapports du recteur, mars 1829.

Il y eut entre la politique scolaire de M. de Lespin et celle de M. Loyson les plus grandes ressemblances : plus hardis que le pouvoir central, tous deux ont souhaité que le contrôle de l'Etat sur l'école devint toujours plus étroit et plus tutélaire. A la laïcité près, leur idéal n'était pas très éloigné de celui que formulèrent, quarante ans plus tard, les inspecteurs du Second Empire, de celui que fit triompher en 1881 la législation républicaine. Le mécanisme des comités locaux établis en 1816 et en 1828 leur parut, sans doute à juste titre, inopérant (52). Le laisser-aller ne pouvait satisfaire ces fonctionnaires de l'Université qui, dans la limite de leur autorité, cherchèrent à y remédier.

Il convient enfin de mettre à l'actif de la période qui s'étend de 1826 à la révolution de Juillet la première enquête sur la situation linguistique de l'école qui nous soit parvenue (53). Elle permet de constater que dans la plupart des écoles de garçons de la partie allemande du département, l'on enseignait théoriquement dans les deux langues : mais la part du français était si restreinte que cette affirmation signifie que l'instituteur, s'il n'apprenait guère le français à ses élèves, ne l'ignorait du moins pas personnellement. Dans les petites villes, la part de la langue nationale était plus grande, bien que dans un chef-lieu d'arrondissement tel Sarreguemines la disparition de l'école mutuelle, survenue en 1824, eût enrayé ses progrès. Il existait en outre un certain nombre d'écoles exclusivement allemandes, maître compris : l'arrondissement de Sarreguemines en comptait 50 sur 142, et le seul canton de Volmunster, 14 sur 20. Dans les écoles de sœurs, confiées la plupart à la congrégation de Saint-Jean de Bassel ou à celle de Forbach, la situation était encore plus défavorable. Elle était meilleure dans l'arrondissement de Thionville, surtout au chef-lieu, où la pratique du français était entrée dans l'usage courant, et dans les communes voisines, « déjà presque toutes françaises ». Mais dans le canton de Bouzonville, « la population presque tout entière était allemande, l'enseignement du français très arriéré. Les ecclésiastiques en général favorisaient peu l'usage du français ». Ces remarques valent pour les cantons de Cattenom, de Sierck et de Metzervisse. En résumé, l'administration académique se bornait à déplorer un état de choses qu'elle était encore impuissante à modifier. Le recteur écrivait alors : « On a cherché à donner des chantres aux églises plutôt que des maîtres aux enfants : les écoles ne sont en général ouvertes que trois ou quatre mois l'année, et personne ne veille à ce que les pauvres les fréquentent. Enfin dans la plus grande

(52) Les comités de 1816 étaient au nombre d'un par canton — ceux de 1828, plus éclairés, avaient à s'occuper d'un arrondissement entier.

(53) A. D. Moselle, 2 T 215, enquête du comité de Sarreguemines, 1829.

partie du diocèse de Metz où l'on ne parle qu'une espèce de patois allemand, on n'enseigne nulle part la langue nationale. J'espère avec le temps changer cet état de choses, mais il faut user de circonspection et de prudence; car attaquer ouvertement ce langage corrompu, ce serait en quelque sorte attaquer la religion même aux yeux du clergé qui, dans ce pays, ne veut ni catéchiser ni prêcher en langue française » (54). Il convient enfin de noter que l'impulsion donnée à l'instruction primaire depuis l'accession de M. de Vatimesnil au ministère ne se ralentit pas sous le gouvernement du prince de Polignac: une circulaire préfectorale du 11 mai 1830, commentant l'ordonnance royale du 14 février précédent, rappelait aux maires la nécessité de faire tous leurs efforts pour la création de nouvelles écoles, la possibilité de faire voter par les conseils municipaux des impositions extraordinaires, d'obtenir des secours des pouvoirs publics. « Le Roi, ajoutait le comte de Vendevre, veut que des moyens d'instruction soient mis à la portée de tous ses sujets » (55).

Enfin, à côté des initiatives officielles, les dernières années de la Restauration connurent quelques efforts d'ordre privé qui rappellent l'existence à Metz d'un mouvement nettement favorable à l'instruction populaire. C'est vers cette époque que le chef-lieu de la Moselle vit la fondation d'un cours de dessin, et même d'une école de peinture qui n'eut qu'une existence temporaire (56). Le public put aussi fréquenter des leçons de botanique ou de commerce, et surtout les cours industriels qui furent la plus remarquable création de ce temps. La Société des Lettres, Sciences et Arts — la future Académie — avait pris en 1826 l'initiative de leur organisation, et ce furent les membres de cette Compagnie, professeurs de lettres ou de sciences, qui y enseignèrent gratuitement. Le succès de cette institution, qui se proposait avant tout d'élever les connaissances de la classe ouvrière, fut très vif: les cours industriels furent bientôt suivis par plusieurs centaines d'élèves, et ils apparurent comme le couronnement des excellentes écoles primaires que Metz était fière de posséder (57).

Mais cette initiative de l'Académie de Metz était surtout intéressante parce qu'elle prouvait qu'une partie de la bourgeoisie éclairée du chef-lieu s'intéressait vivement aux progrès de l'école (58). Un rapport rédigé en 1829 par un des membres de cette Compagnie, pourtant non suspect d'es-

(54) A. D. Moselle, 2 T 88, lettre du recteur au ministre, 24 septembre 1828.

(55) *Actes administratifs*, 1830, p. 115.

(56) BARBÉ (Jean-Julien): *L'école de peinture de Metz* (Pays Lorrain, 1927).

(57) *Mémoires de l'Académie*, comptes rendus annuels de 1827 à 1835.

(58) L'intérêt que la bourgeoisie messine prenait aux progrès de l'école a été souligné par VIDAL DE LA BLACHE, *la France de l'Est*.

prit voltairien, prouvait que les lacunes du système scolaire de la Restauration émuvaient une partie de l'opinion (59) : l'aveugle routine des maîtres, leurs préjugés et leur ignorance étaient vivement critiqués ; le rapport opposait aux défauts de la bible de Royaumont, livre partout mis entre les mains des élèves, les ouvrages inspirés de l'esprit moderne, *l'Eloge de Franklin* et *le Bonhomme Richard* ; il osait s'attaquer « à la morale commode des fils de Loyola », et après avoir souligné avec quelque dérision que les statistiques de Dupin classaient la Moselle parmi les départements instruits, il concluait : « Voilà donc ce qu'il en est de la France éclairée. Voilà dans quelles ornières se traîne encore l'ambitieuse population qui prétend donner l'exemple au reste de la contrée ».

VIII. — L'instruction primaire de 1830 à 1833

Le révolution de 1830 n'amena pas de changements immédiats dans la législation scolaire, et sa seule conséquence matérielle fut de diminuer l'influence ecclésiastique dans les comités d'arrondissement. Mais le choc moral fut entièrement favorable aux progrès de l'instruction : le préfet, le Conseil général se montrèrent aussitôt d'une générosité sans exemple (60).

D'autre part, les subventions ministérielles en faveur de l'enseignement primaire devinrent bien plus larges que par le passé : en 1831, le recteur disposait de 750 francs pour les écoles mutuelles, de 2.000 francs pour la Société d'encouragement, de 900 francs pour secours aux maîtres, et il demandait 29.000 francs pour aider les communes à construire de nouvelles écoles. Ces budgets moins étroitement limités donnaient à l'autorité académique de nouvelles possibilités d'action (61).

Une autre question devait être résolue par la Révolution : celle de la réorganisation de l'Ecole normale. Même la vie matérielle semblait trop dure dans cette maison des champs d'Helfedange, où l'on mangeait du pain rassis de huit jours, du lard et des légumes, où l'on ne buvait que de l'eau. Aussi, dès la fin de 1830, fut-il question de la transférer à Metz, où l'on envoya quelques élèves apprendre la méthode mutuelle, jusque-là proscrite. L'abbé Sainpy fut remplacé par un laïque à la tête de l'institution qu'il avait dirigée pendant huit ans ; on introduisit dans

(59) FAIVRE (B.) : *L'instruction primaire des campagnes* (Mémoires de l'Académie, 1830).

(60) Cf. chapitre XV, paragraphe 3.

(61) A. D. Moselle, 2 T 88, documents concernant le budget de 1832.

l'enseignement l'histoire et la géographie, réduits d'ailleurs à une simple nomenclature que les élèves apprirent avec avidité. Mais l'imminence du déplacement de l'école et le choc moral de la Révolution avaient eu de fâcheuses conséquences. La discipline avait baissé; les élèves parlaient allemand entre eux, jouaient aux quilles au moment des offices, se promenaient dans le village, et, refusant de se livrer aux travaux domestiques réglementaires, secouaient l'humilité traditionnelle du maître d'école. On comprend que, dans ces conditions, un inspecteur ne leur ait reconnu en 1832 que deux qualités: ils avaient de belles voix et savaient l'arithmétique (62).

L'heure du changement avait d'ailleurs sonné, et, dès l'été de 1831, un cours normal avait été organisé à Metz par trois professeurs éminents; grâce aux crédits alloués par le préfet, une soixantaine d'instituteurs purent le suivre avec profit (63). Enfin les 12.000 francs votés par le Conseil général permirent l'installation de l'école à Metz, dans une maison de la rue Marchant. Le nouveau directeur, Lasaulce, qui avait dirigé auparavant une école privée, se trouva être un pédagogue averti et d'esprit libéral; sous son impulsion, le niveau de l'établissement messin fut bien supérieur à celui d'Helfedange. L'ouverture des cours fut marquée par une séance solennelle qui eut lieu à l'Hôtel de Ville le 3 novembre 1832. Le préfet Sers y prit la parole (64): « Un publiciste célèbre, proclama-t-il, a dit qu'un pays qui jouit de la liberté politique doit placer ses écoles au nombre de ses institutions... En France, heureusement, nous sommes près du moment où les lois vont rendre l'instruction primaire obligatoire.... Le zèle des comités a produit déjà des améliorations utiles, mais il a été sans cesse arrêté par le manque d'autorité et le défaut des fonds ». Il profita de cette cérémonie pour rappeler que le gouvernement avait alloué en deux ans 50.000 francs aux écoles de la Moselle, plus que la Restauration n'accordait à toute la France ! D'autre part, les communes avaient voté 336.000 francs pour les bâtiments scolaires. Enfin le directeur prit la parole et passa en revue les diverses branches de l'enseignement, sans parler de la religion. L'organe catholique de la Moselle s'inquiéta aussitôt, bien que la nouvelle école dût enseigner le plain-chant et avoir un aumônier: le régime s'en trouvait dès lors analogue à celui du Collège royal, et le clergé ne pouvait s'empêcher de regretter l'évolution

(62) A. D. Moselle, 2 T 182, rapports des 10 juin et 16 août 1831, 24 août 1832.

(63) *Actes administratifs*, 1831, p. 313.

(64) *Indépendant*, 5 novembre 1832.

d'un établissement qui avait d'abord eu un caractère strictement confessionnel (65).

Le nouvel esprit qui animait la France depuis 1830 permit au recteur d'intensifier son action. Il organisa des réunions cantonales où l'on démontra aux instituteurs les avantages de l'enseignement simultané; il fit distribuer des milliers de syllabaires, au moment même où l'appui officiel rendait à la Société d'encouragement des facilités qu'elle avait perdues et lui permettait d'accroître le nombre des écoles mutuelles.

Mais surtout le recteur put faire parcourir le département par divers inspecteurs (66): en 1833, une tournée entreprise par quatre professeurs de collège atteignit 588 communes et procura à l'administration des renseignements précis. Elle permit de constater une fois de plus que le nombre des écoles était presque suffisant, et que les chiffres de fréquentation d'hiver, 30.000 garçons, 27.000 filles, étaient des plus honorables. Il n'y avait guère que 5.000 enfants en âge scolaire pour ne point fréquenter la classe. Mais les points faibles restaient néanmoins nombreux: il n'y avait que 200 écoles de filles sur un total de 900 établissements; 17 écoles seulement étaient classées comme bonnes; après trois ou quatre mois d'assiduité, les enfants allaient aider aux travaux des champs, et à partir du printemps, l'effectif scolaire subissait une réduction des quatre cinquièmes. Autant dire que les écoles de village étaient complètement désertées après le mois d'avril! L'enquête de 1833 permit de constater que 800 enfants pauvres n'avaient à payer aucune rétribution. Quant aux résultats obtenus, ils sont résumés par le témoignage du préfet Sers: à l'âge de la conscription, le tiers des jeunes gens ne savaient ni lire ni écrire.

Il est intéressant de souligner quelques contrastes entre les arrondissements: les meilleures écoles se trouvaient dans ceux de Briey et de Metz, où la fréquentation était plus régulière. La région de Sarreguemines, qui comptait de beaucoup le plus grand nombre d'écoles de filles, était la plus défavorisée quant à la valeur des maîtres: dans les cantons de langue allemande, on pouvait rencontrer des instituteurs qui ignoraient le français et qui savaient à peine écrire en allemand; les parents tenaient peu à l'instruction et désiraient seulement que leurs enfants, qu'ils employaient souvent à la contrebande, fissent leur première communion. Sans cette obligation religieuse, la fréquentation scolaire eût été encore

(65) Lasaulce était un directeur d'esprit entièrement laïque: c'est d'ailleurs le seul reproche que lui adresse le chanoine NIGETIET, dans son histoire de l'Ecole normale. Il faut remarquer que l'Ecole normale de Strasbourg, fondée en 1810, avait été interconfessionnelle dès l'origine.

(66) A. D. Moselle, 2 T 193.

moins régulière ! Quant aux sœurs de Forbach, elles passaient pour très dévouées, mais également pour très peu instruites. C'est dans ces conditions que le Conseil général adopta, pour la première fois en 1833, un vœu précis, dont l'initiative revenait d'ailleurs au conseil d'arrondissement de Thionville. Après avoir souhaité que des sanctions soient prises contre les parents qui négligeaient d'envoyer leurs enfants à l'école, les notables ajoutèrent : « Le Conseil appelle l'attention du gouvernement sur les entraves que plusieurs curés et vicaires apportent à l'instruction primaire, en empêchant les enfants de suivre exactement les cours, et dans les communes allemandes, en engageant les parents à ne pas laisser apprendre à leurs enfants la langue française. Il importe que l'autorité supérieure ecclésiastique enjoigne aux curés de ne pas prendre pour les offices le temps fixé pour la tenue des écoles, et qu'ils n'entravent en aucune manière l'étude de la langue française » (67).

Ce vœu va être le point de départ de longs efforts, et, après un siècle écoulé, sa lecture peut encore déchaîner d'ardentes polémiques. Il importe du moins de souligner que le Conseil ne s'occupait pas seulement du progrès de la langue nationale en Lorraine allemande : d'une façon générale, il voulait l'amélioration de l'enseignement primaire dans l'ensemble du département, et le conflit entre une partie du clergé et l'élite de la bourgeoisie libérale n'était pas limité aux questions linguistiques. Il n'y avait point de séparation complète entre les deux parties de la Moselle, mais un désir commun d'amélioration.

Quelques cas particuliers sont à signaler : on voit, à cette époque, le curé de Sierck tenir en haleine les instituteurs de son canton, Saint-Avold et Sarreguemines organiser des cours normaux, le comité de Bouzonville examiner chaque année les maîtres du voisinage. Il y a des exemples de bonnes écoles dans les bourgs de la Lorraine allemande, tandis que tel canton français, celui d'Audun, est au-dessous du médiocre. Metz enfin pouvait s'enorgueillir de ses nombreuses écoles, tant publiques que privées ; mais les méthodes d'enseignement des Frères y étaient vivement discutées dans une partie de la bourgeoisie : une commission de l'Académie jugeait qu'il était exagéré de réserver à l'enseignement et aux exercices religieux près de la moitié des horaires, et ses conclusions valent d'être citées (68) : « Leur institution, fort belle à l'origine, est immuable, pour ne point dire rétrograde, puisqu'elle a été fondée sur une idée fausse, que le genre humain doit rester à jamais dans le même état, dans les

(67) Conseil général, 28 janvier 1833.

(68) FAIVRE (B.) : *Rapport sur l'enseignement primaire à Metz* (Mémoires de l'Académie, 1831).

mêmes errements ». On voit donc que, là aussi, le conflit était imminent, et que l'opinion d'une partie de la bourgeoisie éclairée entraînait l'autorité vers des réformes plus étendues que celles qui furent réalisées en 1833.

IX. — L'instruction primaire de 1833 à 1848

La loi du 28 juin 1833, qui fut pendant dix-sept ans la chartre de l'instruction primaire, ne parut guère hardie pour le département de la Moselle : en obligeant chaque commune à entretenir une école, elle confirmait un état de fait, tandis qu'en n'imposant pas l'obligation scolaire, elle étonna le préfet et le recteur. Elle eut du moins le mérite de donner à l'enseignement public un budget régulier, à l'échelon départemental comme à l'échelon communal. Rien ne vint dès lors compromettre l'avenir de l'Ecole normale, et le préfet put enfin contrôler les votes des conseils municipaux en faveur de l'instruction. Vers 1840, les communes, stimulées par lui, en arrivèrent à dépenser pour le traitement des maîtres près de 200.000 francs, dont un dixième était fourni par des impositions spéciales et un autre par les ressources départementales. D'autre part, les municipalités entreprirent la construction ou l'aménagement des maisons d'école, et l'Etat leur vint en aide par des secours annuels qui s'élevèrent parfois à 30.000 francs (69). Ainsi s'étendait toujours davantage le rôle des fonctionnaires en un domaine longtemps abandonné à l'initiative communale, absolument inopérante dans les campagnes.

Il va de soi qu'à partir du moment où il eut à voter un budget de l'instruction primaire, le Conseil général multiplia ses vœux. En 1834, on le vit souhaiter l'obligation scolaire, du moins en hiver ; l'année suivante, on le vit demander que les parents paient dix mois d'écolage, quelle que soit l'assiduité de leurs enfants. En 1837, l'obligation fut encore souhaitée, « l'expérience ayant démontré que des mesures coercitives peuvent seules vaincre l'insouciance d'un grand nombre de parents » (70). Sous des formes diverses, l'idée fut reprise plusieurs fois sous la Monarchie de Juillet. Le conseil d'arrondissement de Sarreguemines s'était montré encore plus péremptoire en ses vœux : c'est son initiative qui poussa l'assemblée départementale à souhaiter, en 1847, que le conseil supérieur ait autorité sur les instituteurs, qui deviendraient ainsi de véritables fonctionnaires de l'Etat, payés par lui. Ces vœux ne manquaient pas de hardiesse, et révélaient combien la bourgeoisie mosellane était dévouée à la cause du

(69) Voir les délibérations du Conseil général, qui s'est occupé chaque année des questions scolaires.

(70) Conseil général, 1^{er} septembre 1837.

progrès. D'autres souhaits du Conseil général furent suivis d'effet : il obtint une troisième année d'études à l'Ecole normale, l'installation à Sarreguemines d'un inspecteur primaire parlant l'allemand. Mais, dans l'ensemble, il était plus hardi que le gouvernement, que Guizot en particulier !

Enfin la grande innovation de la Monarchie de Juillet fut l'apparition, à côté du recteur et des comités locaux, d'un nouveau fonctionnaire dont le rôle ne fit que grandir : l'inspecteur primaire. Le premier — alors unique pour le département — qu'ait connu la Moselle, entra en fonctions en 1836. C'était un homme du pays, d'esprit à la fois pratique et religieux. Il regrettait avant tout que la loi n'eût point prescrit l'obligation (71) ; « elle constitue, disait-il, un anachronisme, car elle suppose le peuple civilisé, ami des lumières, et il ne l'est pas ». Il jugeait que sans la foi et l'obligation de lectures pieuses, peu de parents feraient apprendre à lire, et c'est pourquoi il s'efforçait d'obtenir le concours des prêtres. Mais ceux-ci étaient mécontents d'avoir perdu depuis 1830 la présidence des comités locaux, et les efforts que fit l'inspecteur Weyland pour s'en faire des auxiliaires furent souvent vains. Ils lui valurent d'ailleurs les attaques du *Courrier de la Moselle*, qui l'accusa de livrer l'école au « parti prêtre ».

A partir de 1836, les rapports d'inspection se multiplièrent et permirent de connaître dans le détail les faiblesses du système scolaire (73). Leur lecture révèle qu'aux environs immédiats de Metz, tel instituteur, un ivrogne, faisait pendre des bandes de lard au plafond de sa classe ; que tel autre était tailleur ou tisserand. A Bettange, l'instituteur avait oublié le français et sa femme faisait la cuisine dans la salle d'école, qui abritait les cochons en hiver ! Si l'arrondissement de Briey passait pour plus favorisé, trop de maîtres, plus aisés que leurs collègues, fréquentaient assidûment les cabarets. Dans la région de langue allemande, les écoles de filles, nombreuses, étaient nulles ; « on y regardait l'écriture comme une acquisition dangereuse susceptible de provoquer la correspondance immorale », et 65 sœurs ignoraient le français ! « Trop de maîtres sont choisis pour leur belle voix et exercent d'autres métiers. » La conclusion des inspecteurs était qu'il fallait décharger les instituteurs des charges annexes qui les absorbaient.

Des progrès étaient pourtant accomplis : les méthodes s'amélioraient, certaines communes appliquaient le système de la perception annuelle de la

(71) A. D. Moselle, 1 T 44, rapport du 5 février 1836.

(72) *Indépendant*, 24 juin 1839.

(73) A. D. Moselle, 2 T 7-8-9.

rétribution. On était satisfait des normaliens et des sœurs formées par la maison de Peltre, qui venait de remplacer celle de Forbach. D'autre part, un cours normal, subventionné par le Conseil général, commençait à donner au département ses premières institutrices laïques, fort bien vues des fonctionnaires qui jugeaient que la lettre d'obédience était une garantie insuffisante (74). La nomination des maîtres par les conseils municipaux leur paraissait favoriser les intrigues locales. Les inspecteurs ont beaucoup fait pour stimuler le zèle des maîtres, jusqu'alors abandonnés à eux-mêmes, pour leur donner conscience de la grandeur de leur rôle. Leur action a été bien plus efficace que celle des comités locaux : c'est eux qui ont instauré l'usage de conférences groupant les instituteurs, qui ont introduit partout, malgré les défiances du clergé, les citolégies. Soutenus par le préfet, ils ont poussé les municipalités à construire de nouvelles écoles, et les résultats furent tels que dès 1846 on pouvait aborder le problème de l'amélioration du mobilier scolaire. Ils ont également tracé le programme de l'avenir : faire de l'instituteur un fonctionnaire indépendant des municipalités et du clergé — améliorer la fréquentation d'été et l'enseignement féminin — relever les traitements des maîtres.

Les statistiques dressées entre 1833 et 1850 permettent de mesurer les progrès accomplis sous la Monarchie de Juillet (75). Le nombre des écoles passa de 900 à 1.200, en y comprenant 150 cours d'adultes et 250 écoles de filles. C'est alors que furent établies les premières salles d'asile, et le nombre des élèves s'éleva de 57.000 à 70.000. L'effectif estival monta de 12.000 à 26.000. Tous ces chiffres ne concernent guère que les écoles publiques, car le nombre des établissements privés ne fut jamais important en Moselle, à l'exception du chef-lieu. Le personnel finit par comprendre 770 instituteurs laïques, dont 160 normaliens, et quatre frères de la Doctrine chrétienne. A côté de 250 sœurs, on ne comptait jamais qu'une quarantaine de maîtresses laïques, dont la moitié étaient fixées à Metz. Le nombre des élèves admis gratuitement passa de 8.000 à 12.000, répartis principalement dans l'arrondissement de Sarreguemines et la ville de Metz.

La condition des maîtres restait assez précaire : en 1849, le revenu moyen d'un instituteur n'était que de 500 francs dans l'arrondissement de Metz, et tombait à 400 dans celui de Sarreguemines. Le traite-

(74) Il s'agit de la pension privée des demoiselles Minaglia. L'établissement de ce cours normal fut une conséquence de la circulaire ministérielle du 12 juillet 1843. Le préfet songea d'abord à demander à la maison de Peltre de former des institutrices laïques (Conseil général, 28 août 1843).

(75) A. D. Moselle, 2 T 215, 221, 228.

ment fixe dépassait rarement 300 francs, le reste étant obtenu par les fonctions accessoires et la rétribution scolaire, qui n'était parfois que de 20 centimes par mois. La situation des sœurs était encore plus médiocre, car beaucoup d'entre elles ne recevaient que 100 francs par an. Mais dans les villes et les bourgs la situation des maîtres était infiniment supérieure; elle leur permettait de se classer dans les rangs de la petite bourgeoisie.

L'organisation des écoles de Metz mérite une étude particulière, car elles venaient en tête de celles du département (76). Elles dépendaient d'une agence gérée par un fonctionnaire municipal et de trois comités respectivement catholique, protestant et israélite (77). Il n'en existait pas moins quelques écoles interconfessionnelles: la principale était l'école primaire supérieure, dont la loi du 28 juin 1833 avait prévu l'établissement. La municipalité avait hésité quelque temps devant cette nouvelle création et avait tenté de faire reconnaître comme école primaire supérieure les cours industriels organisés par l'Académie. Elle n'y parvint pas, et en 1833, les anciens cours disparurent après une dizaine d'années d'existence: la ville se chargea dès lors de tout l'enseignement technique avec deux cours, élémentaire et moyen. L'instruction religieuse y était donnée par les ministres des différents cultes, et les instituteurs — l'un d'eux était franc-maçon — n'eurent pas à y enseigner les principes religieux (78).

D'autre part, dès 1833, le Conseil municipal avait souhaité la disparition d'une des trois écoles communales des Frères et son remplacement par une école mutuelle (79). Ce vœu ne fut suivi d'aucun effet et, l'année suivante, l'adjoint Cunin expliqua avec quelque embarras qu'il avait craint le mécontentement que la suppression d'une des écoles chrétiennes, gra-

(76) Lors d'une de ses visites à Metz, le duc d'Orléans avait déclaré qu'aucune ville ne pouvait s'enorgueillir d'une organisation aussi complète (Cf. WEILL (G.): *Metz au temps français*).

(77) En 1839, les municipalités de Reims, de Dijon, de Cambrai, de Poitiers, de Laon, demandèrent à celle de Metz des renseignements sur son système scolaire (*Indépendant*, 11 décembre 1839).

(78) *Indépendant*, 29 novembre 1843, circulaire de l'adjoint Sido du 23 courant. L'école primaire supérieure était destinée aux jeunes gens qui voulaient se consacrer au commerce et à l'industrie. En 1847, un cours de droit commercial y fut professé. A côté de l'école primaire supérieure fonctionnaient pour les apprentis et pour les jeunes ouvriers une école des adultes et une école industrielle, dont les cours avaient lieu le matin ou le soir. Le nouveau bâtiment des Ecoles municipales, rue Taison, était réservé à ces différents cours, placés sous la surveillance d'un comité où siégeaient un curé, le pasteur et le rabbin. Metz possédait aussi une école municipale de dessin et une école de musique, fondée en 1835, devenue en 1841 succursale du Conservatoire de Paris.

(79) Conseil municipal, 24 février, 7 juillet 1835. *Indépendant*, 21 octobre 1840

tuites par principe, aurait pu causer. Une pétition circulait d'ailleurs contre cette mesure, et 1.500 signatures avaient été recueillies. Mais le Conseil persista dans ses vues, et désigna comme rapporteur le baron Dufour, président de la Société d'encouragement. Ce dernier ne voulut pas prendre la pétition en considération, critiqua les méthodes des Frères, souligna qu'ils n'obéissaient ni aux comités ni à la loi, que leur refus de prendre des élèves payants était inadmissible et onéreux pour la ville. Woïrhaye montra que leurs principes étaient dangereux et « peu en harmonie avec la civilisation actuelle », et, en dépit des efforts du maire Bompard, le Conseil vota la suppression d'une des écoles. En 1840, un second établissement congréganiste fut fermé, mais au même moment l'initiative de M. du Coëtlosquet permettait aux Frères d'ouvrir, à l'entrée du quartier pauvre de Chambièrre, une école privée, suivie bientôt d'une seconde. Malgré les préférences qu'elle marquait pour les écoles mutuelles, la municipalité conserva une des écoles des Frères. On eut ainsi un système mixte, dans lequel des maîtres laïques côtoyaient des religieux, et des établissements confessionnels ceux qui, comme l'école annexe de Normale, recevaient les enfants des trois cultes. L'enseignement féminin était organisé sur les mêmes bases, et comme pour les garçons, de nombreuses écoles privées venaient s'ajouter aux établissements municipaux. Il y avait depuis 1830 une évolution certaine vers la laïcité, mais elle n'empêchait pas les élèves d'assister, lors de la rentrée d'octobre, à la messe du Saint-Esprit, célébrée à Saint-Vincent avec le concours de la musique de la garde nationale. Quel contraste entre cette cérémonie traditionnelle et telle distribution des prix où les élèves entendirent Emile Bouchotte vanter les projets scolaires de la Convention, proclamer que l'avenir de l'enseignement primaire était lié aux progrès de l'esprit de la Révolution. A ces traits, il apparaît que le système de 1833 occupait une position intermédiaire entre les errements de la Restauration et ceux de la Troisième République.

Il était d'ailleurs évident qu'à Metz comme dans les villes de la Moselle, un glissement s'opérait vers les idées nouvelles, et les milieux conservateurs ne dissimulaient pas leurs inquiétudes. La *Gazette de Metz* se plaignit de l'introduction des citolégies, qui ne parlaient jamais de Dieu, *l'Indépendant* commença à soutenir que les départements les moins instruits étaient les plus respectueux de la morale (80). Il concluait qu'il

(80) *Indépendant*, 21 novembre 1842. La Moselle tenait alors le 15^e rang parmi les départements quant à l'instruction, la Meurthe le 6^e, la Meuse le 1^{er}. Quant à la criminalité, leurs rangs respectifs étaient le 65^e, le 29^e et le 27^e, tandis que la Creuse, où l'instruction était des plus médiocres, restait le plus moral des départements

ne fallait admettre que des maîtres d'esprit religieux. Il s'inquiétait des habitudes de luxe que l'instruction répandait dans les classes pauvres (81) : « Le calme et la résignation, disait-il, sont remplacés par la haine et l'envie ; rares sont les pauvres qui ne considèrent pas les riches comme des ennemis, comme des usurpateurs de leurs biens ». Pour conclure, il affirmait qu'il fallait donner aux masses une éducation avant toute religieuse : l'incroyance, déjà presque disparue dans les classes supérieures de la société, cesserait ainsi de trouver un refuge dans les milieux populaires. Ces nouvelles tendances d'un organe essentiellement bourgeois révélaient qu'une évolution se préparait dans les milieux dirigeants, jadis si favorables aux progrès de l'instruction, si désireux de faire de l'instituteur autre chose qu'un professeur de morale. On commençait à proclamer que les connaissances ne suffisaient point à moraliser, à s'éloigner de l'optimisme qui régnait encore en 1830. La loi de 1850 est une conséquence de ce mouvement qu'il est curieux d'observer dans une ville de province. Le temps était passé où l'organe de la Préfecture demandait une réforme complète du système de 1833, la nomination des instituteurs par le recteur, un large concours financier de l'Etat, seul susceptible de remédier à l'incurie des communes (82).

X. — Les débuts du conflit linguistique

Les progrès scolaires réalisés entre 1833 et 1848 portèrent sur l'ensemble du département, d'où disparut définitivement la routine de l'enseignement individuel. Mais les résultats les plus intéressants furent réalisés dans les cantons allemands et concernent la grave question de la propagation de la langue nationale. Le Conseil général s'était constamment montré favorable à cette politique de pénétration française ; encore en 1843, reprenant un vœu émis à Metz et à Sarreguemines, il désirait qu'un accord avec l'autorité ecclésiastique permit de propager l'usage de la langue française, et demandait l'achat de catéchismes bilingues. En 1844, il souhaitait l'augmentation du nombre des normaliens originaires de la région allemande, et regrettait que le manque de fonds ne lui permit pas de créer dans l'arrondissement de Sarreguemines une succursale de Normale, analogue à celle que la Meurthe possédait à Albestroff. Deux fois fut voté le vœu de ne voir nommer dans les communes limitrophes de la zone française que des maîtres français, et deux fois fut soulignée « la résistance aveugle de l'autorité ecclésiastique » à la propagation de la

(81) *Ibidem*, 30 octobre et 1^{er} novembre 1843.

(82) *Ibidem*, 19 et 23 août 1839.

langue nationale (83). Un conflit redoutable s'annonçait, et pourtant le Conseil général était loin de vouloir éliminer l'allemand du jour au lendemain : il proposait d'agir par étapes, et d'abord dans les communes où le français s'était déjà infiltré, et parlait « d'associer de plus en plus la langue nationale aux travaux des écoles allemandes ». Le but suprême était « d'attacher par des liens indissolubles les populations allemandes aux populations françaises », mais non de les déraciner de toutes leurs habitudes.

Les rapports d'inspection permettent de suivre dans le détail les efforts accomplis depuis 1833. Il était évidemment inadmissible de laisser des instituteurs négliger totalement l'étude du français au point que des fils de douaniers, venus de l'intérieur du pays, finissaient par oublier leur langue maternelle ; inadmissible de confier les petites filles à des sœurs de Saint-Jean de Bassel qui ne savaient parfois même pas dire oui en français. Même dans un canton voisin de la limite des langues, celui de Faulquemont, on rencontrait en 1839 des communes où pas un enfant ne comprenait le français, et l'inspecteur jugeait qu'il était nécessaire d'intervenir « pour imposer aux instituteurs l'obligation de se soustraire aux avis impérieux des curés en ce qui concerne cet enseignement » (84). Mais bientôt certains maîtres osèrent tenir tête aux préjugés du clergé, les traductions d'une langue dans l'autre commencèrent à être pratiquées.

Si le but éloigné était d'arriver à un enseignement purement français, l'ambition immédiate des inspecteurs était seulement de faire débiter partout par la lecture française, et d'instaurer un régime mixte qui conservait l'allemand pour le catéchisme et les prières. On espérait ainsi ne pas trop inquiéter le clergé, qui tenait essentiellement à ce que l'instruction religieuse continuât à être donnée dans la langue maternelle. Les autorités académiques ne comprenaient guère les raisons de l'attachement que marquaient les ecclésiastiques à l'allemand (85) : « Ils pensent, disaient les inspecteurs, que ce n'est qu'en français qu'il s'imprime de mauvais livres ; que la langue française conduit à l'irreligion, à l'immoralité, à l'insubordination, à l'anarchie, aux idées démocratiques et enfin aux révolutions ».

(83) Conseil général, 2 septembre 1844.

(84) A. D. Moselle, 2 T 7, lettres de l'inspecteur Ducharme au cours de sa tournée de mars 1839. Pour ces questions, cf. MAY (G.) : *La lutte pour le français en Lorraine*, et LÉVY (P.) : *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*, tome II.

(85) Notes fournies à l'inspecteur général Matter par le sous-inspecteur Tricottet, 18 juin 1843, A. D. Moselle, 2 T 7.

Cette interprétation des sentiments du clergé n'était-elle pas quelque peu tendancieuse? Les inspecteurs n'avaient-ils pas du moins raison quand ils pensaient que dans les communes limitrophes de la frontière linguistique, où le français était presque aussi bien compris que l'allemand, une réforme s'imposait dans l'enseignement du catéchisme. La pensée directrice de l'administration universitaire était d'agir progressivement, de sérier les difficultés, et elle se croyait en droit d'agir ainsi car elle était appuyée par les représentants élus dans les cantons — au suffrage censitaire il est vrai — et ne rencontrait pas d'hostilité déclarée de la part des populations. Elle remarquait même que beaucoup de prêtres acceptaient de favoriser l'étude de la langue nationale à condition de maintenir l'allemand. Bien plus, dans l'arrondissement de Thionville — dont le chef-lieu avait des écoles purement françaises (86) — les curés acceptaient l'introduction du catéchisme français comme livre de lecture. Des progrès rapides avaient été réalisés dans les cantons de Metzervisse, de Boulay et de Faulquemont, et si les sœurs de Bassel restaient trop ignorantes de la langue nationale, celles de Peltre donnaient pleine satisfaction.

On voit donc que la voie était ouverte à la pénétration du français en Lorraine allemande et que l'effort des inspecteurs, soutenus par la bourgeoisie éclairée, par l'exemple que donnaient aux campagnes les petites villes, avait été fructueux. Mais des résistances s'affirmaient, incarnées par le clergé local qui, en face de la bourgeoisie censitaire déjà largement francisée, représentait certaines tendances de l'esprit paysan. Son instinct l'attachait aux traditions du terroir, l'éloignait des innovations dictées par l'esprit national et philosophique. Il est d'ailleurs essentiel de comprendre que certaines défiances des curés de la Lorraine allemande à l'égard de l'école se retrouvaient sous un aspect à peine différent dans les régions de langue française. Il s'agit essentiellement d'un conflit entre deux conceptions de l'organisation sociale et du rôle du gouvernement: les fonctionnaires et les classes éclairées voulaient étendre partout l'influence de l'Etat; les masses rurales restaient attachées, presque inconsciemment, aux habitudes ancestrales. A aucun degré, il ne s'agissait à cette époque d'une lutte entre la culture française et la culture allemande, qui n'apparaissait guère derrière les patois germaniques, ni même derrière les humbles almanachs ou les livres de piété imprimés dans la langue de Luther.

Le conflit allait s'aggraver par suite de la position que prit, en face des autorités administratives et universitaires, l'évêque de Metz, Mgr. Dupont

(86) Voir LÉVY (P.): *Histoire linguistique de Thionville* (Revue des questions historiques, 1928).

des Loges. En 1844, le ministre des Cultes, en lui transmettant les vœux du Conseil général, avait montré comment les desservants pourraient aider à la propagation du français en employant la langue nationale dans leurs prônes et catéchisme (87). Mais le prélat qui venait de prendre la direction du diocèse de Metz n'était pas homme à accepter des accommodements, à signaler les difficultés du problème en acceptant quelques concessions. Au lieu d'examiner la question d'un point de vue purement pratique, il répondit par une longue déclaration de principes : il y affirmait que la solution préconisée par le ministre était impraticable, qu'elle amènerait la désertion des églises, que le risque serait particulièrement grand dans les régions allemandes dont les habitants avaient un caractère dur et grossier. « On ne change pas impunément, d'une manière prompte, la langue d'un peuple », proclamait l'évêque, qui se déclarait prêt, autant que quiconque, à faciliter la propagation du français à condition de ne pas nuire aux intérêts religieux. Il n'acceptait pas que l'on commençât par l'étude de la langue nationale, même dans les petites villes ; il n'admettait les débuts du français, appris à la façon du grec et du latin, qu'après que l'allemand serait suffisamment connu. Il protestait contre l'envoi dans les communes allemandes d'instituteurs ignorant la langue du pays. Il n'établissait aucune distinction entre les villages de la région de Sarreguemines ou de Bitche et ceux des cantons limitrophes de la frontière linguistique. En résumé, sans méconnaître qu'il pourrait être profitable aux habitants de savoir le français, il n'admettait aucune des méthodes préconisées par l'administration et se montrait plus intransigeant que ne l'étaient les réalités, infiniment plus complexes que ne l'indiquait la lettre épiscopale. Deux ans après, il interdisait d'admettre à la première communion les enfants de la région allemande qui n'auraient pas appris à lire dans cette langue !

Aussi le débat, aggravé par les mauvaises relations personnelles qui existaient entre le prélat et le préfet Germeau, s'avérait insoluble (88).

(87) NIGETIET (Chanoine) : *L'Ecole normale de la Moselle* (Revue ecclésiastique de Metz, 1896), voir notamment la lettre du garde des sceaux à l'évêque, du 29 avril 1844, et la réponse du 5 juillet 1844. L'idée de faire intervenir l'évêque dans la question de l'enseignement du français n'était pas nouvelle. Déjà le 22 thermidor an XIII, Vaublanc avait prié le ministre de l'Intérieur de se concerter avec son collègue des Cultes « pour obliger les curés et desservants de ces contrées à faire leurs prônes et catéchismes en français ou au moins dans les deux langues », et Portalis avait demandé, le 30 décembre 1806, à l'évêque de Metz que l'on cessât de faire des instructions en allemand (Cf. BRUNOT (F.), dans *Mélanges Thomas*).

(88) *La Gazette de Metz* se plaignit de l'attitude hostile aux desservants adoptée par le Conseil général. *L'Indépendant* riposta vivement (8 octobre 1847).

D'un côté, l'administration voulait progresser par étapes, agir d'abord dans les communes où le français avait déjà pénétré — de l'autre, l'autorité épiscopale affirmait que le souci de préserver l'âme religieuse des populations lui interdisait toute concession, toute discrimination. Le conflit, pour regrettable qu'il ait été, prouvait du moins que les progrès de l'école primaire, sous l'impulsion de l'administration universitaire, pouvaient atteindre toutes les régions du département, et que dans tous les villages apparaissait une puissance nouvelle, toujours plus indépendante du clergé et des traditions de l'esprit paysan.

CHAPITRE XIX

L'ENSEIGNEMENT APRÈS 1848

I. — L'inspecteur d'académie Hanriot

Metz perdit son recteur en 1848 et fut pendant deux ans rattachée à l'académie de Nancy. Après avoir eu de 1850 à 1854 un recteur départemental, elle se retrouva dépendre de l'ancienne capitale de la Lorraine, promue au rang de centre universitaire, devenue le siège de trois facultés (1). Les Messins assistèrent impuissants, mais non résignés, à cette transformation qui les soumit au recteur de la ville voisine, et les obligea de se contenter d'un inspecteur d'académie, qui devint le plus important fonctionnaire de l'Université en Moselle (2). Il exista dès lors un conseil départemental, présidé par le préfet, composé de notables laïques ou ecclésiastiques, les premiers possédant une très forte majorité, tandis qu'un pasteur et qu'un rabbin y siégeaient à côté de deux prêtres, dont l'un était le délégué de l'évêque. Trois inspecteurs primaires se partagèrent le département : après ceux de Metz et de Sarreguemines, établis dès la Monarchie de Juillet, un nouveau poste avait été fondé pour Briey et Thionville (3). L'organisation de 1854 flattait certainement moins l'orgueil des Messins et leur habitude de dépendre directement de Paris, sans intermédiaire, que celle qui avait disparu en 1848. Mais elle n'entraîna point de conséquences fâcheuses pour les progrès de l'instruction publique, car les fonctions d'inspecteur d'académie furent remplies à partir de 1855 par un homme particulièrement énergique, type d'universitaire dévoué à la corporation qu'il représentait, Hanriot.

Comme tant de fonctionnaires de cette époque, comme les inspecteurs primaires Weyland et Creutzer, comme son collègue de la Meurthe, Mag-

(1) Nancy obtint une faculté des lettres, une faculté des sciences, une faculté de droit, mais jusqu'en 1871 Strasbourg conserva la seule faculté de médecine de l'Est.

(2) En 1857 Metz tenta vainement d'enlever à Nancy la faculté des sciences, qu'elle avait déjà essayé d'obtenir en 1852. Cf. Conseil général, 30 août 1852, et *Indépendant*, 7 mars et 4 avril 1857.

(3) Pour l'organisation académique, voir la collection des *Annuaire administratifs*.

giolo, il était originaire de la région. Né à Dieuze en 1817, Hanriot était ancien élève de l'Ecole normale et de l'école d'Athènes. Concitoyen d'Edmond About, comme lui normalien, il représente dans une note moins fantaisiste l'esprit libéral des intellectuels ralliés à l'Empire en même temps que les tendances politiques d'une grande partie de la bourgeoisie lorraine, qui était déjà prête à accepter la transformation politique qu'apporta la Troisième République. Un fonctionnaire de ce type se trouva parfaitement à son aise quand Duruy fut ministre de l'Instruction publique, quand le baron Jeanin fut préfet de la Moselle. Ainsi soutenu, il put agir librement pour ce qu'il jugeait le bien de l'enseignement primaire, heurter les préjugés et préparer la voie aux réformes de Jules Ferry, du moins dans cet arrondissement de Briey qui fut seul conservé à la France. Il a eu évidemment, dans les partis de droite, des ennemis acharnés : son exemple montre du moins que la rupture fut moins complète qu'on ne pourrait le croire entre le Second Empire et la Troisième République, et prouve que bien des traits de la France du ^{xx}^e siècle se rencontraient déjà au cours de la période libérale qui précéda 1870.

II. — Les conséquences matérielles de la loi de 1850

La tâche d'Hanriot fut d'autant plus lourde qu'il prit la direction des services universitaires de la Moselle après une période d'hésitation, peut-être même de régression. Le choc de la révolution de Février n'avait pas été avantageux à la cause de l'enseignement public ; une partie de l'opinion lui reprochait d'avoir préparé des générations de révoltés, de « partageux », et le mouvement en faveur d'un système scolaire plus nettement religieux, qui s'annonçait déjà vers la fin de la Monarchie de Juillet, avait fini par triompher. La loi Falloux donna de nouvelles bases à l'instruction primaire et mit fin au monopole — plus théorique que réel — que l'Etat avait exercé jusqu'alors dans le domaine de l'enseignement secondaire. Mais la Moselle avait sans doute désiré cette réforme moins vivement que d'autres départements : ses instituteurs n'avaient joué dans la crise révolutionnaire qu'un rôle effacé ; ils avaient rarement affiché des doctrines socialistes ; enfin la bourgeoisie éclairée, surtout à Metz, était loin d'être unanimement emportée par le mouvement de réaction. Lors des discussions qui s'ouvrirent en 1849 au sein du Conseil général, consulté sur la loi projetée, on avait vu le libéral Pougnet demander le maintien des principes de 1833, le renforcement de la surveillance de l'Etat sur tous les établissements, l'instruction gratuite et obligatoire et la suppression de la lettre d'obédience. Un autre conseiller avait réclamé

la création d'un enseignement professionnel, et le directeur des cristalleries de Saint-Louis avait proposé des sanctions contre les illettrés.

Le rapporteur du projet était un pharmacien républicain de Forbach, Himmelsbach : au nom de la commission, il vanta l'Ecole normale et les principes de 1833 ; citant la loi badoise qui établissait l'obligation scolaire il s'écria (4) : « Devons nous, nous Français, le premier peuple du monde, laisser l'avantage intellectuel à un autre peuple ? Non, messieurs, votre commission pense que la grande nation doit marcher en tête de la civilisation. Nous pensons que l'idée de donner au curé toute l'influence morale n'est point heureuse. Le maire, honoré du suffrage universel, doit être entouré d'une auréole d'estime, sans laquelle il ne peut exercer aucune influence ». La commission s'était montrée favorable à l'obligation, au maintien des examens publics, à la nécessité du brevet pour les congrégations. Un conseiller avait demandé la gratuité de l'école, et avait ajouté : « Ce n'est point en cherchant à établir des lois qui nous rejettent en arrière que l'on parviendra à ramener la confiance ». Pougnet avait évoqué l'antagonisme entre l'enseignement laïque et celui des Frères : « Dans cette lutte où l'Université ou les Congrégations doivent périr, c'est l'Université qui succombera puisque la prépondérance est donnée par la nouvelle loi au curé de la paroisse ». La seule garantie lui paraissait être de maintenir les comités locaux, indépendants des prêtres. Défendant le corps des instituteurs contre l'accusation de socialisme, il avait porté l'offensive chez l'ennemi : « On ne peut pas plus tirer de quelques cas une accusation générale contre ce corps estimable que l'on ne pourrait baser des attaques contre les Frères en les rendant solidaires des crimes que, tout récemment encore, les Cours d'assises de Toulouse et de Lyon ont été appelées à punir ». Il concluait en affirmant que « nos principes d'égalité veulent que la surveillance de l'Etat s'exerce sur tous les établissements d'instruction publique ».

Le Conseil général adopta tous les vœux qu'avaient défendus devant lui les orateurs républicains, y compris l'augmentation du nombre des inspecteurs primaires et la création d'une école normale d'institutrices. En dépit des observations de M. du Coëtlosquet, qui voyait dans l'obligation scolaire une atteinte à la liberté de conscience, les partisans de cette réforme l'emportèrent. L'assemblée déclara qu'elle voyait avec regret les instituteurs chargés des fonctions de chantre et de sacristain, car elle souhaitait qu'ils devinssent complètement indépendants du clergé. Le Conseil général de la Moselle se montra donc opposé à la plupart des mesures

(4) Conseil général, 6 septembre 1849. Les quatre conseils d'arrondissement s'étaient prononcés en faveur des principes de 1833, *Ibidem*, 7 septembre.

qu'introduisit la loi de 1850, et surtout ennemi des progrès de l'influence cléricale. C'est un fait qu'il est piquant de constater lorsque l'on sait que la loi Falloux, abandonnée depuis cinquante ans dans l'ensemble de la France, demeure en vigueur dans les départements recouverts, où elle est souvent présentée comme la plus vénérable des traditions locales. Cet exemple montre que l'évolution de la Moselle n'a plus toujours été parallèle à celle de la nation, après 1870.

Il se trouve qu'en fait les conséquences de la loi du 15 mars 1850 furent assez différentes de ce qu'avaient escompté ses auteurs. Auparavant la nomination des instituteurs avait été abandonnée aux conseils municipaux, dont les choix avaient toujours été ratifiés par les autorités supérieures, recteur ou comité d'arrondissement. La loi Falloux maintenait ce principe qui faisait dépendre le maître des coteries locales. Mais dès 1852 un décret remit aux recteurs le droit de nomination et la loi du 14 juin 1854 le confia au préfet. Ainsi les instituteurs se trouvèrent devenir de véritables fonctionnaires de l'Etat, même au point de vue financier puisque depuis 1850 le budget national se chargeait de compléter leurs traitements à la somme de 600 francs. Il exista dès lors un système d'avancement des maîtres, un classement par ordre de mérite, et l'impulsion d'en haut se trouva plus efficace qu'elle ne l'avait jamais été. L'évolution qui avait fait passer les institutions scolaires du plan communal au plan national était donc presque achevée. Il est vrai qu'à côté du contrôle exercé par les fonctionnaires de l'Université, on avait conservé, comme un souvenir des anciens comités, des délégués cantonaux, nommés par le conseil départemental : l'expérience révéla une fois de plus que, sauf exception, la surveillance bénévole pouvait être considérée comme inefficace.

Un autre problème se posa : celui de la dualité des autorités dont se trouvèrent dépendre les instituteurs, le préfet et l'inspecteur d'académie agissant chacun dans leur zone, l'un exerçant le contrôle politique et administratif, l'autre s'occupant des questions pédagogiques. Quelques plaintes de l'autorité académique contre des déplacements ordonnés par le préfet, qui négligeait même de lui en faire part, signalèrent les débuts de ce régime (5). Mais l'entente se fit rapidement, et quand fut passée la période autoritaire de l'Empire, c'est aux fonctionnaires de l'Université que fut laissée la plus grande influence.

Le nouveau régime fut particulièrement avantageux au budget des écoles, qui se trouva pour la première fois former un ensemble complet (6).

(5) A. N. F^{de} III Moselle 15.

(6) A. D. Moselle, 2 T 234-240-193.

En 1851, les recettes montaient à 473.000 francs, dont voici le décompte : 64.000 francs étaient fournis par les centimes départementaux, 169.000 étaient votés par les communes, 51.000 provenaient de centimes communaux, 101.000 de la rétribution scolaire et 94.000 de l'Etat. En outre les conseils municipaux entreprirent la reconstruction d'un grand nombre d'écoles, et il n'est pas rare de voir encore aujourd'hui de beaux bâtiments scolaires qui datent de cette époque. L'Etat ne manquait pas de les encourager de ses subventions, qui par une augmentation continue finirent par s'élever à près de 40.000 francs par an (7). C'est ainsi qu'à la fin du Second Empire le total des traitements monta à plus de 700.000 francs pour les seuls instituteurs (8). Il s'y ajoutait 140.000 francs pour les institutrices, 220.000 francs pour les bâtiments. Il est vrai que le montant de la rétribution scolaire atteignait alors 265.000 francs, soit environ cinq francs par enfant. Le budget de l'instruction primaire avait presque doublé sous le règne de Napoléon III et le système de centralisation et de contrôle de l'administration lui donnait une régularité jusqu'alors inconnue. On vit par exemple le Conseil départemental interdire en 1859 l'usage de quatre maisons d'écoles délabrées, pour obliger les communes à engager les travaux de reconstruction : une telle mesure en imposait aux conseils municipaux hésitants (9). L'amélioration du sort des instituteurs fut décisive, et vers 1870 leur traitement moyen s'élevait à 1.050 francs par an, tandis qu'une caisse de retraites leur assurait l'avenir (10). Mais la loi ne fixait pas encore le minimum de rétribution des institutrices, si bien que leur condition restait fort précaire, malgré l'élévation de leur revenu moyen de 270 à 430 francs.

Enfin pour résumer par quelques chiffres ce que fut la progression sous le Second Empire, il suffit d'indiquer que le nombre des écoles de garçons passa en Moselle de 231 à 336, celui des écoles de filles de 238 à 329, tandis que celui des établissements mixtes reculait de 516 à 437. D'autre part, les salles d'asile, inspectées depuis 1850 par une directrice de profession, passaient de 53 à 106, et les cours d'adultes — dont le fonctionnement restait d'ailleurs parfois théorique — de 50 à 600 !

(7) La presse locale cite de nombreux cas d'aide de l'Etat aux communes, cf. *Indépendant* 30 mars 1852, 22 janvier, 12 décembre 1853. En un an 39 communes avaient travaillé à leurs écoles et 23 d'entre elles avaient reçu 24.000 francs du ministère.

(8) En 1853 la Moselle reçut de l'Etat 17.500 francs de secours pour ses instituteurs, sur un crédit de 200.000 francs prévu pour toute la France.

(9) A. D. Moselle, 2 T 124.

(10) Le projet de fondation d'une caisse des retraites remontait à la fin de la Monarchie de Juillet.. Cf. Conseil général, 28 août 1847.

La loi de 1850 et surtout le contrôle plus serré des agents de l'Etat avaient donc donné de brillants résultats (11).

III. — L'instruction primaire sous l'Empire autoritaire

Mais si la progression numérique fut à peu près continue entre 1850 et 1870, de profondes différences n'en séparent pas moins l'Empire autoritaire de l'Empire libéral. L'exemple de l'Ecole normale est particulièrement instructif à cet égard : son école annexe avait été d'abord supprimée, en même temps que l'âge d'admission était porté de seize à dix-huit ans ; le recrutement par voie d'enquête avait été substitué aux examens publics. On avait voulu donner aux maîtres une instruction plus utilitaire que par le passé, leur éviter l'acquisition de connaissances surabondantes qui les inciteraient à sortir de leur position. Mais dès 1853 le Conseil général constatait que ces sujets d'une moralité plus sûre étaient, sous le rapport de l'instruction, sensiblement plus faibles que leurs devanciers, et demandait que l'on tînt plus largement compte de l'aptitude intellectuelle (12).

Les mêmes variations se remarquent dans les rapports des inspecteurs, qui au début de l'Empire semblaient se modeler sur cette déclaration du préfet : « L'autorité est décidée à user de tous les pouvoirs que la loi lui confie pour rétablir partout l'ordre et la discipline ». Aussi vers 1850 les fonctionnaires insistaient-ils sans cesse sur la nécessité d'un enseignement moral et religieux. On croirait revenus les beaux jours de la Restauration. Tel inspecteur reprochait aux maîtres de ne pas seconder les efforts du prêtre, de ne pas réaliser l'alliance entre l'éducation — que l'on jugeait trop longtemps négligée — et l'instruction (13). « Depuis 1833, disait-il, on s'est occupé d'organisation matérielle et pédagogique plus que de direction morale. Certains en sont arrivés à craindre de parler de Dieu. Ainsi le but n'a pas été atteint : l'affermissement des bons principes, l'amour de l'ordre, le respect profond pour le principe d'autorité. » L'instruction était accusée d'avoir grossi le nombre des mécontents, d'avoir détourné de la terre les fils de paysans. On déclarait par contre que la nouvelle législation avait rendu les instituteurs à leur rôle modeste, dont quelques uns s'étaient écartés en 1848, et leur avait rappelé la nécessité de l'instruction religieuse. Un rapprochement se dessinait entre le

(11) Pour les renseignements statistiques, voir les procès-verbaux du Conseil général.

(12) Conseil général, 27 août 1853.

(13) A. D. Moselle, 2 T 10, rapport de l'inspecteur primaire Terrien, 30 mars 1851.

clergé et les écoles, et en 1854 un nouveau règlement qui fixait le temps accordé à chaque exercice mêlait encore plus étroitement l'éducation morale et l'instruction. Depuis que les inspecteurs parlaient sans cesse de conserver la simplicité des mœurs qui attache à la vie des champs, bien des défiances cléricales étaient tombées, et le contraste avec les premières luttes qu'avait connues la Monarchie de Juillet était très net (14).

D'autre part, le Conseil général avait évolué depuis les jours de 1840 où il réclamait l'obligation scolaire : plusieurs fois le conseil d'arrondissement de Sarreguemines, toujours préoccupé de la lenteur des progrès du français, lui avait transmis un vœu en ce sens, mais l'assemblée départementale l'avait rejeté (15). Elle attribuait la non-fréquentation à la misère, et déclarait que pour justifier des mesures coercitives, il faudrait commencer par venir en aide à la famille privée du travail des enfants. Il faut d'ailleurs ajouter que le mal n'était pas trop grave en Moselle, car s'il y avait en 1857 encore 3.000 enfants absents des écoles, ce chiffre tombait à 1.400 dès l'année suivante. La fréquentation d'été s'était beaucoup améliorée depuis que l'on imposait aux maîtres l'obligation de tenir leurs écoles ouvertes, même pour une clientèle réduite. Il est vrai que la loi de 1850 avait malencontreusement interdit de percevoir la rétribution par année, mais cette mesure était loin d'être partout appliquée car, dans l'intérêt de l'école, les inspecteurs conseillaient de passer outre aux prescriptions légales (16).

Pendant la première période de l'Empire, les inspecteurs cessèrent d'être favorable à la gratuité. Ils jugeaient qu'elle était mal répartie et que les élèves payants étaient plus exacts que les autres. Pour la première fois apparaissait un argument qui sera souvent repris (17) : « L'habitude où l'on est dans les campagnes d'estimer toute chose d'après ce qu'elle coûte fait aussi qu'on apprécie moins le prix de l'instruction lorsqu'elle est donnée gratuitement ». L'administration universitaire en arrivait à souhaiter l'abolition de la gratuité totale qui existait — quelquefois en vertu de fondations pieuses — dans certaines communes, Fontoy, Aumetz, Audun-le-Tiche. Elle désirait que le préfet, s'appuyant sur le décret du 31 décembre 1854, fit descendre le nombre des élèves gratuits

(14) Dans son rapport de 1855 au Conseil général le comte Malher, vantant l'enseignement agricole, disait « qu'il aurait pour effet de produire un heureux retour vers notre profession par excellence ». « C'est ainsi que nous préviendrons, au sein des populations rurales, la décadence des mœurs et l'affaiblissement des sentiments religieux. »

(15) Conseil général, 30 août 1858, 1^{er} septembre 1856.

(16) De nombreux renseignements statistiques sont extraits des rapports des inspecteurs primaires, A. D. Moselle, 2 T 10-11-12.

(17) A. D. Moselle, 2 T 10, rapport d'Hanriot pour le Conseil général, 1856.

de 20.000 — un tiers de la population scolaire — à 9.000. Le résultat fut loin d'être atteint, et en 1859 le nombre des enfants exemptés de la rétribution était encore de 15.000.

Enfin les inspecteurs ne proposaient plus de décharger l'instituteur des fonctions de chantre et de sonneur : ils y voyaient un lien utile avec le clergé. Par contre ils jugeaient que la charge de sacristain était indigne des maîtres, qu'elle obligeait à balayer l'église (18). Or l'administration regrettait qu'il y eût encore des instituteurs en blouse, sabots et bonnet de coton, que les institutrices fussent obligées de recevoir directement leurs rétributions scolaires, alors que celles des instituteurs étaient encaissées par les receveurs municipaux. Elle désirait plus de respectabilité bourgeoise dans le corps enseignant, et par là elle demeurait novatrice, même aux premiers temps de l'Empire autoritaire. Elle le restait encore dans toutes les questions de méthode : pour la première fois des tableaux horaires avaient été dressés pour les écoles de la région française comme de la Lorraine allemande. Les instituteurs furent tenus de s'y conformer et cessèrent ainsi de dépendre des préjugés locaux, de leur fantaisie ou des volontés du clergé. On voit donc que, même au lendemain de 1850, l'évolution de l'école dans un sens étatiste avait continué. Enfin l'enseignement primaire était dès lors en possession de sa pédagogie : la pure méthode mutuelle, qui paraissait vers 1830 appelée aux plus brillantes destinées, avait perdu bien avant 1848 la faveur des autorités. On avait reconnu que le principal de ses avantages, celui de confier à un seul maître plus de cent élèves, ne pouvait donner de bons résultats. La méthode — ou plutôt la routine — de l'enseignement individuel avait disparu depuis que les livres de classe étaient suffisamment nombreux. Seule survivait la méthode simultanée, corrigée par l'emploi partiel de moniteurs choisis parmi les élèves capables d'aider l'instituteur dans sa tâche.

La période qui vit une tentative de rapprochement entre le clergé et l'école connut également un apaisement des guerres linguistiques qui s'annonçaient à la fin de la Monarchie de Juillet. Le Conseil général sembla se désintéresser de ces questions qu'il avait encore abordées en 1848 et en 1849, alors qu'un de ses membres avait évoqué une fois de plus les résistances cléricales (19), et que l'élu du canton purement alle-

(18) *Ibidem*, rapport d'Hanriot, 26 mai 1855.

(19) Le conseiller général de Sarreguemines, Thilloy, avait dit : « Les obstacles apportés par les desservants qui persistent à faire les instructions religieuses en allemand, tendent aussi à empêcher la langue française de se répandre dans l'arrondissement de Sarreguemines ; mais avec l'approbation du chef du diocèse on va publier un catéchisme avec le texte allemand et la traduction en regard ». Conseil général, 7 septembre 1849.

mand de Sarralbe, Spinga, avait fait rejeter le projet de traduire les actes administratifs (20). « Ce serait propager l'abus d'un idiôme étranger, avait-il dit, et il faudrait traduire en autant d'idiômes qu'il y a de cantons, car incontestablement si l'on faisait traduire en langue allemande pure, les actes administratifs seraient absolument incompris dans tous les cantons signalés. » C'est seulement en 1858 que le Conseil général sortit de son silence pour souhaiter « que les sœurs institutrices soient tenues de savoir le français, attendu que plus des deux tiers de ces maîtresses peuvent à peine s'exprimer en français et se trouvent par conséquent dans l'impossibilité de l'enseigner » (21). Ce vœu sera entendu, car c'est vers cette époque que Mgr. Darboy, évêque de Nancy, entreprit la réforme de la maison de Saint-Jean de Bassel, qui se trouvait dans son diocèse. Les plaintes dont cette institution était l'objet, et qui contrastaient avec les éloges décernés aux sœurs de Peltre, cessèrent alors.

Le silence du Conseil général ne prouve pas que la situation ait été fort brillante ni que l'autorité se soit désintéressée de la propagation du français. Mais elle évitait tout ce qui aurait pu amener un conflit avec le clergé. En 1855, l'inspecteur primaire de Metz reconnaissait que même pour les cantons de Boulay et de Faulquemont, pourtant limitrophes de la zone française, le seul progrès possible était de faire marcher parallèlement l'étude des deux langues, pour permettre d'entendre le français. « Mais, ajoutait-il, les communes allemandes resteront toujours ou très longtemps allemandes » (22). D'ailleurs toutes les enquêtes faites vers cette époque constataient que les progrès accomplis sous la Monarchie de Juillet avaient été faibles, à l'exception de quelques communes. On avait bien introduit le principe de l'étude du français, mais elle se bornait généralement à des traductions, à la lecture sèche des mots, à une méthode analogue à celle qu'utilisent les collèges pour l'enseignement du latin. C'était d'ailleurs le procédé préconisé par Mgr. Dupont des Loges, et le résultat, au dire des universitaires, était que dans la plupart des écoles, on bégayait le français d'une manière inintelligible.

Il y avait naturellement des exceptions : les petites villes, où les salles d'asile avaient rendu de grands services en faisant chanter les enfants en français. Même ailleurs, les inspecteurs remarquèrent les pro-

(20) Conseil général, 24 novembre 1848. Le 2 décembre, le Conseil exprime le vœu que « des mesures énergiques soient prises pour la propagation du français ».

(21) Conseil général, 30 août 1858. Déjà en 1856 le conseil d'arrondissement avait réclamé l'instruction obligatoire afin de « triompher de l'apathie des parents et de généraliser l'usage de la langue française », mais le Conseil général n'avait pas repris son vœu.

(22) A. D. Moselle, 2 T 10, rapport de Terrien, 1^{er} décembre 1855.

grès réalisés depuis 1854 là où on avait introduit une méthode moins ingrate, parfaitement exposée dans une lettre d'instituteur qu'il convient de citer in-extenso (23) : « Depuis treize ans, écrivait-il en 1869, j'exerce dans la partie allemande, douze ans à Metzeresche, et quinze mois à Garsch. Je ne connais pas la langue allemande, mais d'après ce que j'ai trouvé dans ces deux localités, je crois que les progrès du français ne seront réellement sensibles que quand on aura extirpé entièrement l'allemand des écoles. Les traductions de l'allemand en français et du français en allemand seraient très bonnes, si l'on voulait réellement le français et si les enfants fréquentaient régulièrement l'école jusqu'à l'âge de quinze ou seize ans ; mais il n'en est pas ainsi dans cette contrée où tout le monde est cultivateur, et où les enfants sont occupés aux travaux des champs pendant une grande partie de l'année. Il me semble que si l'on avait sous les yeux toutes sortes d'objets tels que tableaux, plantes, et les principales choses qui servent dans les ménages (ce que j'avais à Metzeresche) et ne pas dire un mot d'allemand aux enfants en classe, exiger qu'ils ne parlent pas allemand en promenade et dans leurs jeux, le français marcherait bien plus vite ». C'est ainsi qu'apparut, au début du Second Empire, la méthode directe, dont l'esprit était absolument opposé aux vues de Mgr. Dupont des Loges et de son clergé.

Mais l'emploi de cette méthode fut loin d'être immédiatement généralisé. Si elle commençait à donner de bons résultats dans des cantons mixtes comme celui de Boulay, l'arrondissement de Sarreguemines ne connaissait pas même partout la méthode des traductions : dans près de la moitié de ses communes, on se contentait d'apprendre par cœur quelques phrases françaises et de faire lire aux élèves des textes qu'ils ne comprenaient pas. Les ambitions immédiates des autorités académiques étaient assez modérées pour que l'approbation épiscopale pût sanctionner un programme qui avait été dressé en 1858 par le Conseil départemental. Hanriot lui-même avait proclamé devant cette assemblée qu'il était nécessaire de maintenir l'allemand pour la religion et la morale. Mais il ajoutait avec force qu'il fallait propager le français parmi cette population qui formait un peuple à part, rebelle à tous progrès, étranger à notre civilisation, entouré d'une barrière qui arrêtait toute influence venue de France ou d'Allemagne, et qui restait, ajoutait-il, ignorante et grossière dans ses idées autant que dans ses mœurs (24). Le jugement était peut-être pessimiste : il révélait en tous cas de la part de l'inspecteur d'académie la volonté d'agir.

(23) A. D. Moselle, 2 T 279, lettre de Simon, successivement instituteur à Metzeresche et à Garsch, à l'est et au nord-est de Thionville.

(24) A. D. Moselle, 1 T 15, 3 juin 1864.

IV. — L'instruction primaire sous l'Empire libéral

L'évolution du régime, parallèle à l'évolution des esprits, allait permettre à l'inspecteur Hanriot, avec l'appui du préfet Jeanin dont on a vu les attaches libérales, une politique scolaire plus hardie que celle qui était pratiquée depuis 1850. Le ton des rapports d'inspection changea rapidement (25). On cessa de mettre en avant le principe d'autorité et la formation morale, et en 1861 reparut l'idée de l'incompatibilité des fonctions de chantré et de maître d'école. « La mission de l'instituteur est très importante, déclara l'inspecteur primaire de Thionville, elle ne peut admettre aucun cumul. » Loin de vanter le maintien des disciplines familiales, le même rapport affirme que le mauvais exemple des familles détruit pendant dix-huit heures ce que l'instituteur s'efforce d'édifier pendant six heures seulement. On en revint à souhaiter l'extension des programmes, à affirmer qu'il n'y avait pas à craindre « que le développement imprimé à l'instruction ne détournât les jeunes gens de la vie champêtre pour les porter vers les villes et les centres industriels ». L'émigration, remarquait-on tout à coup, atteignait les plus pauvres, les plus ignorants, et la seule cause de la dépopulation des campagnes était l'infériorité des salaires ruraux. Enfin l'inspecteur de Sarreguemines, Welter, découvrit que chez les paysans réputés si religieux de la Lorraine allemande, « la morale n'est que trop souvent un froid égoïsme; ils ont de la ruse; il y a chez eux du calcul, mais ils ont généralement peu de cœur et de charité ». La mission de l'école, que l'on avait réduite au lendemain de 1850, était de porter partout le progrès, et tel inspecteur n'hésitait plus à proclamer que si les relations entre curés et instituteurs étaient bonnes, elles étaient rarement sincères.

Le ton des rapports rédigés à partir de 1860 montre quelle peut être l'influence d'un supérieur hiérarchique sur ses fonctionnaires. Tous ces documents semblent préparer le rapport d'ensemble qu'Hanriot rédigea en juillet 1864 pour Victor Duruy et qu'il est nécessaire d'analyser (26). Il constate que le nombre des écoles est suffisant, mais que le tiers des locaux reste médiocre. Il n'y avait que 500 enfants totalement privés chaque année des bienfaits de l'instruction. La fréquentation avait fini par s'étendre sur une période de neuf mois, surtout grâce au paiement annuel de la rétribution. Hanriot se prononçait contre la gratuité que

(25) A. D. Moselle, 2 T 11 et 12. C'est la source essentielle pour cette période.

(26) A. D. Moselle, 2 T 193.

l'opinion populaire, « bien différente de celle de certains publicistes », ne désirait point (27).

Il s'estimait satisfait de la façon dont les instituteurs — les sœurs exceptées — appliquaient les horaires et les programmes dressés par le Conseil départemental. Cette assemblée avait déjà porté les connaissances exigées au delà du minimum légal, et de leur propre initiative bien des maîtres y ajoutaient le dessin, l'arpentage, l'histoire et la géographie. Le programme restrictif de 1850 était ainsi dépassé, et sa révision légale semblait souhaitable.

Mais si, à la sortie de l'école, vers douze ans, à l'âge de la première communion, l'enfant savait le catéchisme, l'écriture et la grammaire, le calcul et la lecture, il oubliait vite. Hanriot ne voyait d'autre remède à ce mal que l'application de méthodes plus vivantes, plus capables d'ouvrir l'intelligence (28). Il souhaitait de bons livres de lecture courante, autres que ces vie des Saints, que cette bible de Royaumont, autres que les collections Mâme, « où tout est arrangé en vue d'une idée unique ». Il voulait l'amélioration des cours d'adultes, la création de bibliothèques scolaires.

Hanriot se montrait satisfait du corps des instituteurs, mais tout en rendant hommage à leur zèle, il jugeait que les sœurs ne possédaient pas toujours les connaissances nécessaires. C'est pourquoi, appuyé par un vœu du Conseil général, il demandait qu'elles fussent obligées de posséder le brevet, comme les laïques (29). Il n'hésitait pas à aborder dans un esprit très moderne la question des relations entre maîtres et curés. Il déplorait que les instituteurs dépendissent du clergé par mille fonctions domestiques de la sacristie ou par les obligations de chantre. A Moutiers, un prêtre n'avait-il pas frappé le maître d'école; le desservant de Magny n'avait-il pas injurié publiquement un instituteur? L'autorité académique allait jusqu'à accuser le curé de Maizières d'avoir persécuté un maître qui en était mort de chagrin! (30). Ce prêtre avait dit qu'il ne serait satisfait que quand il aurait exterminé cette race maudite! D'accord avec le baron Jeanin, l'inspecteur d'académie désirait voir cesser cette situation de dépendance craintive du maître devant le prêtre, tandis qu'il ne voyait pas d'inconvénient à l'emploi de secrétaire de mairie.

(27) La même idée se retrouve dans le rapport du préfet au Conseil général, 1861.

(28) Un délégué du ministre, venu accomplir une inspection spéciale, avait également constaté l'abus de l'arithmétique et de la grammaire. Conseil général, 30 août 1864.

(29) Conseil général, 30 août 1864.

(30) A. D. Moselle, 2 T 124, 13 novembre 1862.

D'autre part Hanriot était opposé aux restrictions que l'on avait apportées en 1850 au programme de l'Ecole normale. Il voulait élever le niveau intellectuel des maîtres en même temps qu'établir un système d'avancement fondé sur le mérite. Il jugeait déplorable qu'après quinze ans de service un instituteur n'atteignît — sauf exception — qu'un traitement de 900 francs : il proposait le relèvement à 1.400 francs. Il jugeait nécessaire de porter de trois à six le nombre des inspecteurs primaires, ce qui permettrait de se passer définitivement de l'institution des délégués cantonaux, « reste de défiance envers l'administration universitaire » (31).

Hanriot était naturellement peu favorable à l'enseignement congréganiste, qui n'existait d'ailleurs guère que pour les filles (32). Il avait surpris une sœur dont les élèves étaient occupées à fabriquer des guirlandes pour le mois de Marie, et voici en quels termes il résumait ses impressions : « Quant à nos pauvres sœurs d'écoles, ce qu'on peut dire d'elles, c'est qu'elles *obéissent* en se chargeant d'une classe, et il est triste de voir combien la plupart y sont peu aptes... Le catéchisme et l'écriture composent à peu près tout leur bagage ». Il leur reprochait une piété étroite et formaliste, et déclarait « qu'elles étaient impropres, en ce qui concerne les devoirs sociaux, à l'éducation des futures mères de famille ». Mais une raison d'intérêt limitait l'expansion des écoles confiées à des institutrices laïques : les communes bénéficiaient souvent de legs dont la condition était qu'elles confieraient à des sœurs l'enseignement féminin. Ceci explique que le cours normal professé à Metz par les demoiselles Minaglia n'ait jamais compté qu'un petit nombre d'élèves, qui se plaçaient presque toutes dans la région de langue française. Hanriot n'était pas plus favorable aux pensionnats de filles, par exemple à la célèbre maison du Sacré-Cœur de Metz. Il leur reprochait de trop sacrifier à l'esprit de vanité : « Il est bien difficile de comprendre, ajoutait-il, que l'on puisse être à la fois cloîtrée et institutrice, car c'est mêler une fonction qui implique le droit de surveillance et la publicité avec une situation qui y est contraire. Il y a donc là une réforme importante à opérer, puisque, dans un Etat bien constitué, aucune partie de l'éducation publique ne saurait être murée ».

En résumé, le rapport d'Hanriot, qui fut entièrement approuvé par le préfet, était dirigé contre le système restrictif instauré par la loi de

(31) A peu près chaque année, le Conseil général réclamait un quatrième inspecteur. Le 14 novembre 1861, après en avoir longuement discuté, le Conseil départemental reconnaissait que l'institution des délégués, excellente en théorie, ne rendait presque aucun service.

(32) Pour la défense des congréganistes, cf. la brochure, *Des écoles de filles*, écrite en 1864, par le bâtonnier DOMMANGET (M.).

1850. Il affirmait l'influence moralisatrice de l'école, en comparant au point de vue judiciaire la partie française de la Moselle et l'autre, « où abondent les procès ténébreux, les lettres anonymes, les faux témoins ». Il se refusait à séparer l'esprit religieux de la morale, et déclarait que la Lorraine allemande ne se distinguait du reste du département que par une influence plus vive du clergé, influence qu'il distinguait de celle de la religion. Rappelant l'époque où nul instituteur ne pouvait exercer sans le licet épiscopal, où l'écolâtre dépendait de la fabrique, montrant les progrès accomplis et ceux que l'avenir réaliserait, Hanriot résumait la situation d'un mot : il faut séculariser l'école, soumettre les congrégations à la surveillance de l'Etat, interdire l'acceptation de legs qui défavorisent l'enseignement laïque. De pareils desseins, qui ne visaient pourtant pas à l'exclusion de l'instruction religieuse, ne pouvaient évidemment être réalisés qu'au prix d'un conflit avec le clergé. Ce conflit, que l'autorité se serait refusée à envisager avant 1860, lui semblait maintenant inévitable, ce qui montre combien avait été profonde l'évolution des esprits. Il est d'ailleurs probable que la plupart des universitaires n'avaient jamais renoncé entièrement à leur idéal d'une école primaire indépendante, ayant en elle-même sa propre fin : la réaction qui suivit 1848 les avait contraints à un prudent silence ; l'Empire libéral, le soutien d'un ministre tel que Duruy, leur permettaient de parler franchement.

Le rapport d'Hanriot n'est pas le seul document qui prouve qu'un esprit nouveau régnait dans les milieux administratifs. En 1865, le préfet constatait que les populations demandaient l'extension de la gratuité, et dans toutes les classes il existait de nombreux partisans de l'obligation (33). Odent lui-même, pourtant plus réservé que son prédécesseur Jeanin, aurait désiré enlever aux maîtres les fonctions de chantre (34). D'accord avec le Conseil général, il souhaitait l'obligation du brevet pour les sœurs. Une circulaire ministérielle avait protesté contre les distinctions que les congréganistes faisaient entre les élèves gratuites et les payantes, et l'inspecteur Welter avait répondu que pour faire disparaître cet abus, « il faudrait supprimer les privilèges établis en faveur des Congrégations par la loi de 1850, favoriser le placement d'institutrices laïques » (35). Duruy avait prescrit de retirer leur traitement aux vicaires qui, pour concurrencer l'enseignement public, ouvriraient des écoles libres.

Plusieurs exemples avaient mis à nu le conflit latent entre l'autorité

(33) A. D. Moselle, 1 T 44, lettre du 13 octobre 1865.

(34) Les fonctions de clerc paroissial rapportaient alors en moyenne 73 francs par instituteur.

(35) A. D. Moselle, 2 T 11.

ecclésiastique et les fonctionnaires de l'Université. En 1860, le Conseil départemental n'avait pas hésité à interdire définitivement l'enseignement à un frère des Ecoles chrétiennes qui s'était montré hostile à la guerre d'Italie (36). En 1864, deux incidents avaient souligné la position du préfet (37) : une sœur institutrice de Béchy refusa de recevoir une médaille d'honneur des mains du délégué cantonal de Pange, le propagandiste laïque Valette, qui avait d'ailleurs été nommé à ces fonctions en dépit de Mgr. Dupont des Loges inquiet de voir des écoles surveillées par l'auteur d'une brochure qui mettait Jésus-Christ au rang des philosophes (38). Le préfet Jeanin déplaça aussitôt la sœur et porta la discussion devant le Conseil départemental. Le vicaire général ayant déploré qu'un ennemi de la religion pût être délégué, le préfet répondit que la liberté de conscience interdisait de s'occuper des opinions religieuses. Il blâma la Supérieure de Peltre qui avait interdit à la sœur de paraître à la distribution des récompenses. Valette triompha et continua jusqu'en 1870 une action laïque qui lui valut maintes attaques du clergé.

L'autre affaire fut plus grave. Mécontent de la nomination d'une institutrice laïque, le desservant de Kerbach avait menacé ses paroissiens de les priver de la communion (39). L'abbé Masson, vicaire général, prit la défense de ce prêtre, et Jeanin lui répondit vivement : « Que l'on n'oublie pas que toute attaque des membres du clergé contre les instituteurs aboutira au Conseil ». Comme le vicaire général répondait qu'une enquête ecclésiastique aurait lieu et niait l'hostilité du clergé envers les maîtres, le préfet voulut bien l'admettre — par politesse — de la part de son interlocuteur et de l'évêque, « mais, ajouta-t-il avec vivacité, êtes vous sûrs que vos desservants partagent ces sentiments ? Etes-vous sûrs qu'ils ne voient pas avec défaveur s'accroître de jour en jour la confiance dont les instituteurs laïques sont entourés... Pouvez-vous répondre de leurs excès de zèle ? que tous acceptent avec une égale soumission l'empire de la loi civile avec les institutions qui en découlent ? Quant à nous, qui représentons spécialement ces instituteurs, et qui avons mission de les défendre, nous ne nous laisserons décourager ni par les attaques passionnées, ni par les dénigrements calomnieux. Rien ne nous fera dévier de la résolution où nous sommes de maintenir intact le respect des intérêts religieux, tout en repoussant avec énergie les prétentions de ceux qui voudraient

(36) A. D. Moselle, 2 T 124, 20 avril et 3 mai 1860.

(37) *Ibidem*, 2 T 125, 23 novembre 1864.

(38) *Ibidem*, 2 T 123, 7 novembre 1850. A cette époque Valette n'avait été nommé que par 7 voix contre 6.

(39) *Ibidem*, 2 T 125, 1^{er} février 1865.

confondre avec ces intérêts ceux de leurs préjugés, de leurs rancunes déraisonnables, de leur esprit d'empiètement et de domination ». Le Conseil, qui comprenait pourtant des esprits aussi profondément religieux que le procureur général de Gérando, s'associa aux paroles du préfet, dont la vivacité est un signe des temps. Elles expliquent l'hostilité que le baron Jeanin souleva dans les milieux conservateurs; elles montrent en quel sens on a pu reprocher, après 1870, à l'Empire finissant de négliger l'ordre moral.

De pareils conflits étaient d'autant plus graves qu'ils éclataient au moment où la querelle des langues s'accroissait. D'autre part, depuis que le décret du 28 mars 1866 avait abrogé le maximum d'élèves gratuits, la rétribution scolaire était réclamée d'un nombre d'enfants toujours plus faible (40). La largeur de vues de l'administration n'empêchait pas le mouvement en faveur de la gratuité et de l'obligation de se propager en Moselle. L'impulsion était donnée par le Cercle messin de la Ligue de l'enseignement, dont on a vu quels avaient été, en dépit de Mgr. Dupont des Loges, les succès. La ville de Metz avait établi la gratuité en 1867; une pétition la réclamait en 1870 dans la région de Sarreguemines et recueillait de nombreuses adhésions (41). Enfin les instituteurs désiraient voir fixer leur système d'avancement et de classement par une loi, dont le vote semblait prochain: ils montraient par contre une véritable terreur à l'idée qu'ils pourraient être livrés à la nomination des municipalités. Cet ensemble de faits montre combien l'esprit dans lequel était appliquée la loi Falloux, à la fin de l'Empire, différait de celui qui avait prévalu vingt ans auparavant. Il révèle un acheminement progressif vers d'autres réformes, les débuts des luttes scolaires qui atteindront leur maximum sous la Troisième République, du moins dans les départements que l'Allemagne n'annexa point alors. L'alliance entre le clergé et l'école était déjà rompue, malgré certaines apparences — dont l'assistance régulière des élèves à la messe était une des plus traditionnelles — et l'enseignement primaire, jadis abandonné à la surveillance des municipalités et des prêtres, était devenu une des fonctions essentielles de l'Etat.

Quant aux résultats qu'avaient obtenus les efforts de l'administration, les voici indiqués par quelques chiffres qu'il est intéressant de comparer à ceux de 1815 (42). Le département de la Moselle possédait en 1870 environ 1.100 écoles, dont 336 de garçons, 437 mixtes et 329 de filles.

(40) A. D. Moselle, 1 T 44, lettre du préfet Odent, 19 avril 1866.

(41) *Ibidem*, lettre du 15 avril 1870.

(42) Voir les rapports d'inspection, les procès-verbaux du Conseil général, les états de situation (A. D. Moselle, 2 T 245).

Ces dernières étaient encore assez rares dans l'arrondissement de Briey. Le personnel comprenait 716 instituteurs laïques et 14 congréganistes qui tenaient quelques écoles publiques ou privées à Metz et le pensionnat de Beauregard, sorte d'école primaire supérieure établie par les Frères aux environs de Thionville. Le département comptait 51 institutrices laïques et 318 sœurs enseignantes. La rétribution scolaire était en moyenne de 5 francs 50 : ce chiffre était inférieur à ceux des départements voisins, et le Conseil départemental songeait à le relever. D'ailleurs 18.000 élèves, sur un total de 62.000, étaient reçus gratuitement, soit par mesure individuelle, soit parce que telle commune avait adopté le principe même de la gratuité. La durée de fréquentation, qui avait jadis été plus faible en Moselle que dans la plupart des départements, atteignait neuf mois, et c'est seulement au cœur de l'été que l'école était désertée. On observait que sur 7.200 enfants qui quittaient chaque année l'école, une centaine seulement ne savaient ni lire ni écrire, et que moins de 300 enfants n'avaient jamais suivi les classes : on voit que l'obligation scolaire n'aurait pas en grande influence. La Moselle comptait en outre 90 salles d'asile (43), 600 cours d'adultes. Elle possédait 400 bibliothèques scolaires, la plupart établies après 1860, et le nombre des volumes prêté annuellement atteignait 30.000.

De tels résultats classaient le département parmi les plus instruits de France (44). Il est vrai que ce rang lui appartenait déjà en 1833, et que l'instruction avait toujours été en honneur dans la région lorraine. On remarquait qu'en 1867 moins de 5 % des conjoints n'avaient pu signer leur acte de mariage, alors que la moyenne de la France était encore de 33 %. Seulement 3,5 % des conscrits étaient complètement illettrés, contre 23 % pour l'ensemble du pays. La Moselle venait immédiatement après les autres départements lorrains, au même rang que l'Alsace. Les résultats étaient naturellement moins brillants pour les filles que pour les garçons, pour les régions de langue allemande que pour les arrondissements de Metz et de Briey. Un dernier trait distinguait la Moselle de beaucoup d'autres départements : elle était un de ceux qui comptaient le

(43) La multiplication des salles d'asile est un des faits les plus importants de cette période.

(44) Cf. le *Rapport au Roi... sur l'exécution de la loi du 28 juin 1833*, rédigé par Guizot en 1834 — l'ouvrage de LORAIN (P.) : *Tableau de l'instruction primaire en France d'après l'enquête de 1832 à 1834* — la carte figurative de l'instruction populaire publiée par DUPIN (Ch.) en 1827 (*Les forces productives et commerciales de la France*) — la *Statistique de l'instruction primaire pour 1863* — la même statistique pour 1867 — Vers 1830 la proportion des conscrits illettrés était encore de 30 % en Moselle.

moins d'écoles privées, presque toutes concentrées à Metz. Elle avait également peu d'écoles de Frères, et par contre peu d'institutrices laïques. L'usage à peu près général était de confier les filles aux sœurs, les garçons aux instituteurs. Enfin ce département instruit était un de ceux où la criminalité était la plus faible, fait d'autant plus remarquable que la proximité de la frontière encourageait la contrebande. Ce n'est donc pas en vain que l'autorité, appuyée par l'opinion éclairée et surtout par la bourgeoisie messine, avait lutté pour l'amélioration de l'école (45).

V. — La lutte pour le français

L'évolution qui, sous l'impulsion de l'inspecteur Hanriot et du préfet Jeanin, avait ouvert une nouvelle période dans l'histoire de l'école mosellane, fut particulièrement marquée dans le domaine linguistique. Le tableau de la « lutte pour le français » a déjà été tracé par Gaston May et par la remarquable thèse de M. Paul Lévy, et il suffirait d'y renvoyer le lecteur si une documentation inédite n'avait pas échappé à leurs recherches. Il s'agit des dossiers conservés aux archives de la Moselle sous la rubrique 2 T, dossiers qui n'y ont été versés par les services académiques qu'après 1918, et qui permettent d'approfondir le problème plus complètement que jadis.

La grande idée d'Hanriot fut un changement de méthode: il y a dix ans, a-t-il dit, on lisait le français sans le comprendre; aujourd'hui les premiers exercices sont imités de ceux de la mère de famille. Cette méthode directe était opposée aux principes que Mgr. Dupont des Loges avait développés dans sa lettre de 1844: le conflit, aggravé par la situation respective du clergé et de l'autorité civile depuis 1859, ne pouvait manquer d'être violent. L'état d'esprit des universitaires est parfaitement défini par cette phrase extraite d'un rapport de l'inspecteur de Thionville(46): « Prétendre que l'introduction du français dans ces régions qui ne sont en fait ni allemandes ni françaises, arrêterait l'élan religieux et introduirait l'esprit philosophique, c'est prétendre que la civilisation ne peut s'allier à la religion ». Si les églises y sont plus fréquentées, c'est, ajoutait-il, par mécanisme plutôt que par piété réelle. Il racontait qu'un curé de la zone française lui avait dit: « Mes confrères de la partie allemande se vantent d'être à la tête d'un troupeau de bêtes,

(45) Il va sans dire que les écoles de la ville de Metz, tenues par des laïques ou par des frères, administrées par la municipalité ou par la Société des Ecoles chrétiennes, avaient gardé la réputation qu'elles avaient depuis longtemps.

(46) A. D. Moselle, 2 T 11, lettre de l'inspecteur de Nayer, 29 mai 1861.

et moi je leur réponds : vous en êtes les chefs ». Encouragé par les résultats déjà obtenus, il avouait enfin que « le but était d'arriver petit à petit à ne placer que des maires, curés et instituteurs français dans la région allemande ». Le grand obstacle à la francisation complète était à son avis l'obligation du catéchisme allemand.

C'est l'idée essentielle, qu'Hanriot reprit dans son rapport de 1864, en marge duquel le baron Jeanin écrivait : « Cette question de la diffusion de la langue française a toujours préoccupé et préoccupe encore vivement la partie éclairée de la population et le Conseil général. Malheureusement, on ne peut, dans ce but, compter en aucune façon sur le concours du clergé ». Hanriot s'effrayait de voir que dans l'arrondissement de Sarreguemines — de beaucoup le plus réfractaire au français — 25.000 adultes seulement avaient appris la langue nationale. Il notait que dans l'ensemble du département subsistaient 497 écoles où le patois allemand était employé concurremment avec le français, et 7 écoles de sœurs uniquement germaniques (47). L'ignorance de la langue nationale était complète chez 180.000 habitants, et — fait plus grave — chez 15.000 enfants fréquentant l'école. Pour remédier à cette situation, Hanriot ne voyait d'autre moyen que de changer le règlement des écoles : il savait d'ailleurs qu'il rencontrerait l'opposition du clergé, d'autant plus que depuis 1862 l'organe catholique de la Meurthe, *l'Espérance*, avait commencé à lutter contre les procédés que l'inspecteur Maggiolo venait d'introduire dans la partie allemande — Sarrebourg et Phalsbourg — de ce département (48). Mais l'appui du préfet, des conseils d'arrondissement et du Conseil général, d'une partie de la population déjà francisée lui permettait d'agir.

Le débat fut porté en mars 1862 devant le Conseil départemental (49) : Jeanin lut une lettre du procureur impérial de Thionville qui montrait les inconvénients judiciaires de l'idiome allemand et en attribuait la persistance à l'article du règlement des écoles qui prescrivait le catéchisme en cette langue. Le vicaire général, l'abbé Masson, protesta, rappela le caractère essentiellement allemand — par le langage — de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, et fit part des craintes religieuses du clergé. Le duel ne fut pas engagé à fond, et l'inspecteur primaire de Metz rappela même qu'il n'était pas question d'exclure complètement la langue du pays.

Mais un incident permit au préfet de ranimer le débat, en décembre

(47) L'inspecteur général Gandon avait compté 18 institutrices ignorant le français. A. D. Moselle, 1 T 15, 3 juin 1864.

(48) Cf. MAY (G.) : *La lutte pour le français en Lorraine*, chap. VII.

(49) A. D. Moselle, 2 T 125, 28 mars 1862.

1863 (50). Il vint exposer devant le Conseil que le curé de Rahling avait tonné en chaire contre la propagation du français et que dès le lendemain les enfants avaient brûlé leurs livres de classe. Sans nier l'authenticité des faits, le vicaire général attribuait les colères du curé à la négligence que l'instituteur apportait à l'instruction religieuse. Plus généralement, il incriminait le règlement qui prescrivait de commencer les études par la lecture française. Il répétait que le clergé n'était pas hostile à la langue nationale, mais qu'il fallait prendre l'allemand comme base, aller du connu à l'inconnu, et, s'opposant directement à Hanriot, il répétait que le premier devoir était d'instruire les enfants des choses de la foi dans la langue qu'ils comprenaient (51). Il appelait d'ailleurs de ses vœux le moment où le changement de langue pourrait se faire dans toutes les écoles sans danger moral. Or les universitaires jugeaient que ces vœux étaient contradictoires, que le cercle vicieux n'avait qu'une issue : l'exclusion du catéchisme allemand !

En février 1865, le baron Jeanin reprit la question avec la volonté d'aboutir (52). Deux pères de famille de Garsch, village des environs de Thionville, Bauer et Banquemer, venaient d'envoyer une pétition au ministre des Cultes : leurs enfants avaient été refusés à la première communion parce qu'ils ignoraient le catéchisme allemand exigé par les règlements diocésains. Or ils savaient le français, et le préfet jugeait la procédure inadmissible. Il affirmait que les populations désiraient les progrès de la langue nationale, que les maîtres et les notables voulaient sortir de l'ornière. Pour aboutir, le préfet n'avait pas hésité à avoir une entrevue avec Mgr. Dupont des Loges, qu'il chercha à rassurer sur les préoccupations religieuses du gouvernement. Il lui demanda de soumettre au Conseil départemental ses réclamations, mais avant de donner lecture du mémoire qu'avait préparé le vicaire général Beauvallet (53), il rappela l'incident de Kerbach et eut l'habileté de placer l'abbé Masson dans une situation difficile : le représentant de l'évêque ayant déclaré que le jeune Bauer, interrogé par l'abbé Beauvallet, avait fait preuve d'une telle ignorance qu'il avait fallu le renvoyer à l'étude du catéchisme allemand, le baron Jeanin s'appuya sur l'avis contraire de l'inspecteur et sur une conversation qu'il avait eue la veille avec le père, qui parlait le français cou-

(50) *Ibidem*, 24 décembre 1863.

(51) L'abbé Masson avait d'ailleurs fait montre de bonne volonté à propos de la réforme de l'institution de Saint-Jean de Bassel. Mais il tenait à ce que l'enfant commençât par l'étude de la langue maternelle. Cf. A. D. Moselle, 1 T 15, 3 juin et 27 juillet 1864.

(52) *Ibidem*, 1^{er} février 1865, et A. D. Moselle, 2 T 125, même date.

(53) Le vicaire général Beauvallet, originaire de la Lorraine allemande, était connu pour son caractère difficile et son intransigeance.

ramment. Il ajouta que le conseil municipal de Garsch s'était prononcé pour la langue nationale, et que dans cette commune les trois quarts des chefs de famille savaient le français. Les résistances cléricales apparaissaient ainsi inadmissibles : la cause était gagnée.

En effet, le mémoire de Beauvallet arrivait mal à propos : il proposait de mettre l'allemand sur le même pied que le français, d'abandonner le programme de 1863 comme trop défavorable à la langue maternelle ; il soutenait que le défaut de transition menaçait l'enseignement religieux. Or ce programme avait été admis par l'évêché : c'était une souveraine imprudence de le remettre en cause. Hanriot déclara qu'il était nécessaire de commencer par la lecture française. En vain l'abbé Masson tenta d'émouvoir le Conseil en évoquant un mur qui se dressait entre l'enfant et la famille, en rappelant que le règlement de 1863 avait été établi sans la sanction du ministre. Le premier président, le procureur général — le très religieux de Gérando — le maire de Metz, Félix Maréchal, parlèrent dans le même sens que l'administration. Un autre délégué montra la nécessité de lutter contre « l'affreux patois de la Seille », et l'inspecteur Hanriot prouva que dans la pratique on n'excluait pas l'allemand des écoles, et qu'il y avait moyen de concilier les deux intérêts que, sous l'influence de considérations plus spéculatives que pratiques, l'on croyait incompatibles. Les détails qu'il donna touchèrent même l'abbé Masson, qui se sépara assez nettement du trop fougueux Beauvallet. Le préfet s'empessa de prendre acte de cette déclaration, et il fut entendu que l'inspection académique préparerait un nouveau règlement plus favorable à l'enseignement du français. Le triomphe de la thèse officielle était donc complet.

C'est ainsi que fut rédigé le règlement des écoles de la région allemande du 28 mars 1865. Ce document, qui fut alors expressément accepté par l'autorité diocésaine (54), prévoyait que l'enseignement de la lecture de-

(54) En soumettant le nouveau programme au Conseil départemental, le préfet Jeanin disait « qu'il s'agissait de faire concourir toutes les matières du programme scolaire à l'enseignement du français, d'admettre la langue allemande comme moyen et non comme matière d'enseignement, et d'accorder à l'instruction religieuse la part légitime que réclame son importance ». Il insistait sur les intentions conciliatrices de l'administration, sur la volonté d'écarter ce qui divise. Tel était, ajoutait-il, son propre vœu et celui de l'évêque. Le préfet demanda au grand vicaire de présenter ses observations. L'abbé Masson demanda deux modifications de détail qui furent acceptées et donna au programme « toute son adhésion ». C'est un fait important que l'étude parue dans la Revue ecclésiastique de Metz en 1896 passe sous silence, alors qu'elle cite in extenso le mandement de 1856 qui insiste sur la nécessité du catéchisme allemand. Cf. A. D. Moselle, 1 T 15, 29 mars 1865.

vait obligatoirement commencer par le français ; toute étude de l'écriture allemande était proscrite, mais dans les deuxième et troisième divisions — c'est-à-dire pour les élèves les plus jeunes — une demi-heure hebdomadaire était maintenue pour la lecture du catéchisme allemand. En première division, seul l'enseignement religieux du desservant conservait la langue allemande. Il va de soi qu'un pareil programme ne fut pas appliqué partout, ce que regrettait en 1867 le Conseil général (55). Dans de nombreuses communes de l'arrondissement de Sarreguemines, la place de l'allemand resta plus grande que le règlement ne le prévoyait. Par contre, dans les villages de dialecte des arrondissements de Metz et de Thionville, le succès fut souvent très net. Mais déjà se révélait dans certains rapports d'inspecteur l'idée de l'élimination complète de l'allemand, et ces projets encore vagues rencontraient un appui inattendu de la part du conseil d'arrondissement de Sarreguemines. Ces notables — qu'on peut évidemment accuser de s'être laissé mener par une administration toute puissante — proposèrent en 1866 de n'envoyer dans leurs communes que des instituteurs ignorant l'allemand, afin d'appliquer la méthode directe sous la forme la plus radicale. Le Conseil général refusa de s'associer à un vœu aussi énergique (56). Par contre il appuya en 1869 le souhait émis par Thionville « que le français soit mis en usage dans toutes les branches de l'administration publique » (57). Enfin le conseil d'arrondissement de Sarreguemines proclamait, un an avant l'invasion : « Encore quelques années, et grâce aux efforts de l'administration et aux mesures prises, nous arriverons à la divulgation complète de la langue française ». L'inspecteur Welter prévoyait qu'un jour viendrait où l'enseignement religieux pourrait être donné en français, plus ou moins tôt suivant les communes : « Un jour les parents eux-mêmes demanderont dans les communes rurales que les enfants soient dispensés de l'étude du catéchisme allemand, comme ils l'ont fait dans nos petites villes » (58). Son collègue de Nayer écrivait : « Le progrès de la langue française est très sensible dans toutes les communes de l'arrondissement de Thionville, et il est bien à souhaiter que quelque intempestive considération ne vienne pas y mettre obstacle » (59).

(55) Conseil général, 4 septembre 1867.

(56) *Ibidem*, 3 septembre 1866.

(57) *Ibidem*, 1^{er} septembre 1869.

(58) A. D. Moselle, 2 T 12, rapport de Welter, 5 mai 1869.

(59) *Ibidem*, rapport de Nayer, 8 mai 1869.

VI. — Les résistances à la propagation du français

Il est probable que, sous l'influence des villes et des notables, les populations auraient suivi l'impulsion administrative si le clergé n'avait pas conservé sa position indépendante. Progressivement le français aurait gagné de nouvelles écoles, sans que la volonté des masses — en elles-mêmes amorphes — ait été violentée, et les dialectes allemands auraient survécu par le seul usage quotidien, comme survivent le basque ou le flamand, et tant de patois divers. Mais la proximité de l'Allemagne et de l'Alsace, jointe à la ténacité du clergé local, allait compliquer la situation.

Le problème était aussi complexe dans l'ordre technique que dans l'ordre moral. Les desservants de la région allemande, attachés instinctivement à l'idiôme du pays, se présentaient avec deux arguments redoutables : le catéchisme doit être appris en allemand, or pour apprendre dans une langue, il faut la connaître, donc l'école doit l'enseigner — si l'enfant ne comprend pas les instructions religieuses, le curé est responsable devant Dieu de son ignorance (60). Divers préjugés se mêlaient à ces motifs respectables, et l'autorité laïque jugeait même qu'ils tenaient la première place (61). Entre des points de vue opposés l'accommodement était d'autant plus difficile que la résistance venait d'un clergé recruté sur place, attaché à son influence dominatrice, peu favorable aux notables qui représentaient dans la région les traditions libérales de la France. Un conflit politique se superposait au conflit linguistique, et les journaux de gauche du chef-lieu ne manquaient pas de faire campagne contre les tendances cléricales. A la lumière de cette crise, la Lorraine allemande apparut plus que jamais comme une démocratie rurale analogue à celle du Finistère. Mais pourtant l'esprit national y existait sous la forme de la fierté militaire et napoléonienne des masses, sans qu'il soit possible d'affirmer que certains prêtres, surexcités par la question romaine, n'aient pas répudié, dans le secret de leur cœur, les sentiments patriotiques de leurs concitoyens. Toujours est-il que l'autorité universitaire et la presse libérale de Metz leur reprochèrent de travailler inconsciem-

(60) Les motifs de l'opposition du clergé sont analysés avec clarté dans le rapport de l'inspecteur de Nayer, A. D. Moselle, 2 T 12, 14 mai 1867. Ce même document dit que « toutes les populations appellent à grands cris la connaissance du français ».

(61) Les inspecteurs avaient quelque peine à admettre la bonne foi du clergé. C'est ainsi que Welter écrivait : « Les curés, poussés par je ne sais quels prétextes imaginaires, sont indifférents ou hostiles à l'enseignement du français ». A. D. Moselle, 2 T 11, 30 mai 1864.

ment pour le roi de Prusse, de placer les traditions locales au-dessus de l'intérêt national (62).

Mais le conflit n'était pas localisé à la Moselle : déjà la polémique avait commencé dans la Meurthe, où Mgr. Darboy, prélat moins rigide que l'évêque de Metz, s'était montré assez favorable à la politique des universitaires. Elle s'étendit à l'Alsace, où la situation était toute différente, car la bourgeoisie était loin d'y être aussi francisée qu'en Lorraine, et où l'influence de Strasbourg, ville de culture mixte, à la fois germanique et française, ne pouvait être comparée à celle de Metz ou de Nancy. Il est vrai qu'en Alsace les règlements scolaires étaient loin d'être aussi radicalement favorables à la langue nationale qu'à l'ouest des Vosges. Une guerre de brochures commença, signalée par celle que le chanoine strasbourgeois Cazeaux rédigea pour la défense de la langue maternelle. Revenant de Salzbourg en 1867, Napoléon III, s'adressant aux instituteurs alsaciens, leur recommanda de veiller aux progrès du français sans négliger l'étude de l'allemand. Des curés lorrains s'emparèrent aussitôt des paroles impériales pour protester contre la méthode employée depuis 1865, et sur le terrain linguistique apparut ainsi le premier signe de solidarité entre deux régions qui n'avaient jamais auparavant mêlé leurs luttes politiques. D'autres prêtres mirent en avant, comme l'avait fait Guerrier de Dumast pour obtenir le rétablissement des facultés nancéiennes, les clauses du traité qui avait rattaché la Lorraine ducale à la France (63). Le conflit des langues risquait ainsi de changer les horizons politiques de la Moselle, du moins dans sa partie orientale, car il va de soi que les Messins ne s'intéressaient qu'assez vaguement à ces querelles qui ne les touchaient point.

Il ne semble pas que Mgr Dupont des Loges se soit mêlé directement à ces luttes, mais la position qu'il avait prise dès 1844, le maintien strict de l'obligation de l'instruction religieuse allemande indiquent assez, en dépit de son acceptation de 1865, de quel côté étaient ses sympathies (64).

(62) Telle brochure allemande (BOECK, *Der Deutschen Volkszahl und Sprachgebiet in den europäischen Staaten*, Berlin 1869) félicitait le clergé de sa résistance et affirmait que l'Allemagne ne supportait les menées de l'administration française que par ignorance et faiblesse. L'auteur conseillait à la Prusse de faire des remontrances à la France et souhaitait la reconquête des pays de langue allemande. Par ailleurs, dans sa brochure hostile au clergé, le Dr Schneider reconnaissait que les curés détestaient la Prusse et craignaient l'impiété.

(63) Cf. lettre du curé de Roulhing, 1869, A. D. Moselle, 2 T 279.

(64) Il est vrai que dans une lettre du 9 juillet 1866 (A. D. Moselle, 1 T 44) le préfet Odent a écrit que l'évêque ne pensait pas comme son clergé, qu'il avait été agréablement surpris, lors d'une tournée de confirmation dans l'arrondisse-

Un discours qu'il avait prononcé au synode diocésain de 1867 avait montré qu'il partageait jusqu'à un certain point les inquiétudes de son clergé, qu'il déplorait les tendances de l'administration (65). Ainsi encouragés, les prêtres se firent, au début de 1869, les ardents propagandistes d'une pétition en faveur de l'enseignement simultané du français et de l'allemand, pétition qui fut imprimée à Strasbourg — fait symptomatique — et couverte de milliers de signatures (66). Elle protestait contre le règlement de 1865 qui faisait de l'allemand un moyen, le seul but étant le français. Elle s'élevait surtout contre l'article qu'Hanriot avait publié dans le *Moniteur de la Moselle*, insistait sur l'existence en France de groupes que le *xx^e* siècle qualifierait de minorités linguistiques, Bretons, Flamands et Italiens. Elle niait qu'il y eût plus de crimes en Lorraine allemande que dans le reste du département, prétendant que les statistiques oubliaient que cette région comptait 12.000 à 15.000 étrangers, omettant de dire qu'il y en avait autant dans la partie française. Elle affirmait que l'idiôme local n'était pas un affreux patois — que l'allemand littéraire était parfaitement compris du peuple ! Elle niait les progrès signalés dans certaines écoles entièrement francisées, comme celles de Malling et de Remering. Enfin elle n'admettait pas d'être séparée de l'Allemagne voisine par une muraille de Chine, déclarait que l'avis des hautes classes de la société ne devait pas être pris en considération. « L'éducation de nos enfants nous appartient, disait la pétition, et n'appartient qu'à nous. » Les progrès du français étaient acceptés, à condition de maintenir l'étude de l'allemand. Enfin pour rejeter l'argument patriotique, elle se terminait par ces mots : « La frontière a pour rempart les poitrines françaises des Lorrains allemands ».

Le clergé dressait ainsi contre les tendances de l'Etat les forces du particularisme rural, contre les institutions novatrices de la démocratie moderne, l'idéal conservateur de la paysannerie démocratique. Mais les notables tenaient tête : trois journaux messins protestaient contre le pétitionnement, et l'*Indépendant* accusait tel desservant de travailler traîtreusement à l'annexion de la Lorraine à l'Allemagne.

ment de Sarreguemines, d'entendre des enfants parler français dans les rues et qu'il avait dit : « Dans un demi-siècle et peut-être moins, l'allemand aura disparu du département de la Moselle ». Le grand évêque de Metz ne peut être soupçonné d'avoir été hostile au français car ses préoccupations religieuses étaient sincères.

(65) Revue ecclésiastique de Metz, 1896, p. 540.

(66) *Pétition en faveur de l'enseignement simultané du français et de l'allemand dans les écoles de la Lorraine allemande*. En sens inverse, voir les brochures d'HANRIOT et du Dr SCHNEIDER.

(67). Le Conseil d'arrondissement de Sarreguemines s'indigna qu'on eût attribué à l'intrigue ses vœux en faveur du français (68), et de Forbach partit une contre-pétition favorable à la langue nationale (69). En reconnaissant le succès du mouvement que patronnait le clergé, le préfet refusait d'y voir l'expression du sentiment de la population (70); il ne se résignait pas à abandonner la lutte, à ne plus appuyer l'effort des instituteurs, et pourtant il aurait pu se décourager: car la pétition avait impressionné Napoléon III, et, sans se prononcer ouvertement, le député de Sarreguemines, le très catholique Le Joindre, n'était pas homme à conseiller une attitude énergique. La situation politique de la Moselle à la veille de 1870 rendait la résistance aux désirs du clergé difficile, depuis que le préfet Odent s'était un peu détourné de la voie libérale de son prédécesseur, depuis qu'il avait appuyé les candidats du clergé, à Metz comme à Sarreguemines. Il y avait quelque contradiction dans la position de l'autorité, qui n'était bien placée pour défendre sa thèse que dans l'arrondissement de Thionville, où avait triomphé le libéral Liégeoisard.

Aussi ne faut-il pas s'étonner du recul qui marqua la fin de l'année 1869: en juillet, le Conseil impérial de l'Instruction publique abrogea le règlement de 1865, et en novembre le Conseil académique de Nancy rédigea de nouvelles directives pour les écoles de la région allemande, directives qui furent approuvées à Paris en février 1870 (71). A en croire l'ouvrage de Gaston May, le succès des pétitionnaires eût été complet, mais il semble que la réalité ait été assez différente: le français resta la base de l'enseignement et il demeura prescrit de commencer par cette langue l'étude de la lecture. C'est seulement ensuite que se plaçait une demi-heure de lecture allemande quotidienne, et jusque dans la première division la récitation du catéchisme diocésain dans l'idiome du pays. L'allemand restait donc seulement un moyen, le français seul étant le but: c'était là le point essentiel, et l'autorité universitaire n'avait pas cédé, d'autant plus que le programme du Bas-Rhin, tant vanté des brochures protestataires, n'était point imité, l'écriture allemande restant proscrite. La pratique de la méthode directe n'était nullement rendue impossible: les querelles auraient sans doute continué, jusqu'au jour où, cédant à l'opinion publique éclairée, le clergé, dans ses générations nouvelles, se serait relâché de sa résistance comme il le faisait déjà en certains points.

(67) *Indépendant*, 1^{er} et 15 mai 1869.

(68) *Ibidem*, 8 novembre 1869.

(69) LÉVY (P.): *Histoire linguistique d'Alsace et de Lorraine*, p. 242.

(70) A. D. Moselle, 1 T 44, lettre du préfet Odent, 22 janvier 1870.

(71) MAY (G.), *op. cit.*, p. 203-205

Le français avait l'avenir pour lui, et beaucoup d'ecclésiastiques acceptaient l'idée d'une transformation progressive de la Lorraine allemande. Il convient d'ailleurs de noter que les retouches apportées au programme de 1865 n'eurent aucune application pratique : la guerre survint avant que le Conseil départemental eût été saisi de la question, et d'ailleurs le désastre ne risquait pas d'être aussi grand qu'on ne pourrait le croire, l'ancien règlement n'ayant jamais été appliqué dans toutes les écoles. En résumé, les progrès du français étaient certains depuis qu'il existait une école d'Etat, soumise à des inspecteurs voulant propager la langue nationale, en un mot depuis que l'enseignement primaire avait reçu une organisation solide. Ils étaient d'autant plus assurés que l'allemand ne pouvait passer en Moselle pour une langue de culture : la bourgeoisie l'ignorait toujours davantage, n'écrivait et ne lisait qu'en français. L'ascendant de Metz était considérable en ce domaine, et seule l'annexion a pu refaire de l'allemand, réduit à l'état de dialecte, une véritable langue dans les régions orientales de la Moselle. Songeons qu'au lendemain de 1870 l'administration ne trouvait personne qui fût familier avec le haut allemand dans le cercle de Boulay, qu'encore dix ans après la conquête les deux tiers des membres lorrains du Landesausschuss ignoraient la langue de Goethe ! et l'on comprendra qu'elle situation privilégiée occupait le français à la fin de l'Empire (72).

VII. — La situation linguistique à la veille de la Guerre

Il va de soi que les résultats obtenus dans la propagation du français différaient d'un canton à l'autre (73). S'il est vrai que la frontière linguistique ne s'était pas déplacée — en l'absence de courants considérables d'immigration — il n'en reste pas moins que les progrès de la langue nationale avaient parfois profondément changé la physionomie d'un village. Toute la politique des inspecteurs avait été d'agir par étapes, et le succès avait couronné leurs efforts (74). Thionville, en conservant l'usage du dialecte, était devenue si française que c'est seulement en 1883 que le vainqueur osa la classer dans la zone allemande. L'école était également

(72) LÉVY (P), *op. cit.*, p. 338-339.

(73) M. G. May a cru que le français avait triomphé dans la Meurthe avant 1870 et que les efforts d'Hanriot avaient été voués à l'échec dans la Moselle. M. Ch. Pfister (*Revue historique*, 1914, p. 191), a montré que ce contraste n'était sans doute qu'apparent.

(74) Les sources essentielles de ce paragraphe sont les lettres d'instituteurs et de curés réunies par Hanriot lors d'une enquête qu'il prescrivit en 1869. (A. D. Moselle, 2 T 279 et 280). Ni G. May ni P. Lévy ne semblent avoir eu connaissance de ces documents qui permettent de modifier certaines de leurs conclusions.

devenue toute française — catéchisme compris — dans plusieurs petites villes, telles Sierck, Bouzonville, Sarreguemines, dont le curé disait : « Il n'y a plus que les petits sauvages — et les élèves protestants — qui apprennent le catéchisme allemand ». A Stiring-Wendel, deux des trois cours de catéchisme étaient français et il en était de même pour la moitié des élèves de Forbach.

Même des villages avaient, surtout après 1850, changé de langue scolaire : on y avait renoncé au catéchisme allemand, avec l'approbation du desservant satisfait de la connaissance du français. Le mouvement semblait s'accélérer vers la fin du Second Empire, et il s'accomplissait sans violence, par l'accord des autorités laïques et ecclésiastiques. Tels étaient les résultats de la méthode directe et du contact plus fréquent avec les populations de langue française (75). Parmi les localités qui furent témoins de ces progrès, il faut d'abord citer une vingtaine de communes situées de part et d'autre de Thionville, entre Ottange au nord-est et Kédange au sud-est. La frontière de la langue parlée était restée fixe, mais celle de la langue scolaire s'était déplacée de plusieurs kilomètres, sur un front large de huit lieues, et après 48 ans de domination allemande ces résultats sont encore sensibles. Dans le reste du département on ne pouvait signaler aucun succès comparable à celui de la région thionvilloise, mais le long de la limite linguistique bien des villages, jadis purement allemands, avaient éliminé l'idiôme local de leurs classes et du catéchisme, signe d'un succès décisif (76) : c'était le cas d'une dizaine de communes, dont Faulquemont était la plus importante. C'était aussi le cas de localités situées plus avant dans la Lorraine allemande, telles Rustroff et Hellimer. Au total, le changement de langue s'était accompli dans une quarantaine de communes, peuplées de 30.000 habitants : le dialecte local y était réduit au rôle des langues d'oc dans le Midi, résultat qui permettait toutes les ambitions.

(75) On retrouve des conclusions analogues dans l'ouvrage de KAISER (H.) : *Der Kampf gegen die deutsche Sprache in den elsässischen Schulen von 1833-1870*. L'auteur reconnaît que le français commençait à être parlé dans les écoles villageoises, dans les salles d'asile, et qu'on pouvait prévoir le moment où l'écopier continuerait à le parler à l'âge adulte, tout en conservant le patois. En rendant compte de ce travail (Revue historique, avril-juin 1914), M. Chr. Pfister citait son propre exemple : à 3 ans il apprit les rondes françaises à la salle d'asile, à 7 ans il écrivit des dictées françaises et apprit des poésies qu'il ne comprenait pas toujours, à 10 ans il lisait les livres de la Bibliothèque rose.

(76) Parmi ces villages, il faut citer Malling, d'où était partie en 1867 une pétition au Sénat en faveur du français (LÉVY (P.), *op. cit.*, p. 238). Trois ans plus tard, l'arrivée d'un nouveau curé y assura le triomphe du français, adopté même par le catéchisme (*Courrier*, 19 juillet 1870).

Car on était à la veille d'obtenir une semblable transformation dans bien d'autres villages. La mort d'un vieux prêtre, son remplacement par un homme plus jeune et moins attaché au passé local, suffisait parfois, comme à Hettange-Grande, à éliminer l'allemand du catéchisme. Dans les localités de cette catégorie, le maintien de la récitation imposée par l'autorité ecclésiastique semblait à l'instituteur absolument inutile, et le programme de 1865 était appliqué dans toute son étendue. Telle était la situation de plusieurs communes de la rive gauche de la Moselle, voisines du Luxembourg, de quelques autres des environs de Sierck. Le curé de Rettel n'avait-il pas avoué qu'il ne maintenait l'allemand au catéchisme que pour ne point séparer les enfants des parents. C'était également le cas dans les environs de Boulay et de Bouzonville : à Ebersviller par exemple, même la sœur institutrice n'enseignait qu'en français, et à Férange le maître ignorait l'idiôme local (77). Des progrès analogues étaient signalés aux environs de Saint-Avold et de Faulquemont, et l'instituteur de Longeville s'indignait des arguments du desservant qui lui avait dit : « N'y eût-il qu'un seul pauvre devenant victime de votre système, qu'il faudrait le vouer à l'exécration comme une institution inhumaine ». Ainsi apparaissait un groupe de localités qui comptaient quelque 25.000 habitants, et où les progrès du français étaient assez nets pour que l'on pût juger très prochaine l'exclusion de l'allemand de l'école.

D'autre part, le programme de 1865 semble avoir été appliqué intégralement dans une cinquantaine de communes où l'on ne pouvait pourtant songer à le dépasser. La plupart se trouvaient dans la partie ouest de la région allemande. Au contraire la zone orientale — qui comprenait essentiellement l'arrondissement de Sarreguemines — constituait un centre de résistance redoutable. Dans bien des localités les objections à la propagation rapide du français y venaient non seulement du desservant, mais aussi de l'instituteur et même du maire. En ces écoles, la lettre du règlement de 1865 était — peut-être — appliquée, mais son esprit restait méconnu, et le français parlé n'était guère compris. De pareils centres de résistance n'étaient signalés qu'exceptionnellement sur la rive gauche de la Moselle, à Elzange et à Basse-Ham. On en rencontrait déjà davantage aux environs de Bouzonville et de Boulay, par exemple à Falck dont le curé réclamait l'enseignement de la lecture allemande avant la française, à Obervisse et Nidervisse où les desservants rappelaient les conseils donnés par Napoléon III à Strasbourg. A Tritteling, la lutte était

(77) L'instituteur Fondevor, de Férange, a d'ailleurs quitté la Moselle lors de l'annexion. Son fils est devenu général et a commandé la place de Metz vers 1925-1930.

si vive que des enfants originaires de la région française avaient été refusés à la première communion parce qu'ils ignoraient l'allemand.

Mais la région la plus réfractaire aux progrès de la langue nationale s'étendait plus à l'est, entre Saint-Avold, Forbach, Sarreguemines et Bitche. C'est ainsi qu'à Grundviller les parents s'opposaient au catéchisme français, qu'à Hambach l'instituteur tenait à rester l'auxiliaire du prêtre et enseignait l'allemand dans toutes les divisions. Le maire, le desservant et l'instituteur d'Hundling étaient d'accord pour réclamer l'étude de l'écriture allemande, et en marge de leur rapport, Hanriot écrivait : « Tout est rétrograde dans cet exposé qui est un chef-d'œuvre d'indocilité ». Le maître d'école de Rouhling était si favorable à l'allemand qu'il transmettait à l'inspecteur d'académie une lettre de son curé, déplorant la précipitation apportée à la réalisation d'une œuvre utile en soi : il y montrait le patriotisme des populations froissé par les mesures prises ; il menaçait d'une effrayante démoralisation, et déclarait que faire servir le catéchisme à l'enseignement du français était « sinon une profanation, du moins un rabaissement, avilissement, abus des choses saintes et divines ». Il rappelait que les parents devaient être à même de suivre l'éducation religieuse de leurs enfants. Pour le rétablissement de la paix, il ne demandait rien moins que l'enseignement de la lecture et de l'écriture allemandes, c'est-à-dire en fait que la renonciation à tout progrès du français. En face de cette opinion d'un prêtre, il est intéressant de citer celle d'un instituteur : « Le curé, dit le maître d'école de Zetting, a instamment recommandé la pétition au prêche ; il l'a fait ensuite colporter. Hors un, tous l'ont signé par un sentiment de déférence. Quoiqu'il en soit, les habitants ne demanderaient pas mieux que l'enseignement soit exclusivement français une fois pour toutes ; mais le clergé y étant systématiquement hostile, il se range aveuglément à son avis ».

Les mêmes difficultés se reproduisaient dans de nombreuses communes de la région de Sarralbe, de Bitche, de Rohrbach, de Volmunster. La situation n'y était pas brillante, en particulier dans les écoles de filles, et pour conclure il suffit de citer l'avis de l'instituteur de Sturzelsbronn, le plus proche de l'Alsace : sans le catéchisme allemand, les vérités de la foi seraient ignorées au bout de quatre à cinq ans. « En fait d'instruction religieuse d'ailleurs, l'autorité ecclésiastique est le meilleur si ce n'est le seul juge et il convient de ne pas se séparer d'elle : la morale souffrirait trop ». Agacé par la lecture de cette lettre, Hanriot écrivit en marge : « Et l'évêque n'est-il rien ? (Mgr Dupont des Loges avait accepté — du moins officiellement — le programme de 1865). Cet instituteur si moral a fait un enfant à une fille qu'il a fallu ensuite le contraindre d'épouser ». Et, à l'opposé, voici l'avis de l'instituteur de l'Hô-

pital, indigné que le desservant eût exigé l'allemand même des fils de parents français : « Les enfants éprouvent autant de difficultés pour l'étude du catéchisme allemand que pour celui du français ; il est rempli d'expressions qui leur sont plus étrangères que celles du français ». Le maître de Grossbriedestroff affirmait que le bon allemand était aussi peu familier que le français. Celui de Spicheren, à l'extrême frontière, faisait une peinture cruelle des enfants, qu'on envoie en classe pour s'en débarrasser, après qu'ils ont roulé dans la boue et le fumier depuis l'âge de deux ans, passant leur temps à jeter des pierres sur tout ce qu'ils voient, débarbouillés seulement le dimanche. Comme ils ne savent que 60 à 80 mots de patois, il jugeait inutile de leur apprendre le catéchisme en allemand, langue qu'ils ignorent. Cette idée revient sous la plume de nombreux instituteurs, mais elle est absolument contraire aux avis du clergé.

En ce débat, qui se trouve ranimé depuis 1918, toute conclusion risque d'être imprudente. Il y a lieu toutefois de ne pas assimiler la situation qu'a connue le Second Empire et celle qu'a trouvée la Troisième République victorieuse, car dans l'intervalle de cinquante ans bien des choses ont changé en Lorraine allemande. Pour faciliter la recherche de la vérité, il convient de citer encore deux lettres d'instituteurs, en notant que leur impression optimiste peut être dictée par le souci de plaire à l'administration. Celui de Garsch écrivait : « Il y a 25 ans, le curé de Metzeresche brûlait encore les livres français à l'école ; voilà pourquoi l'administration municipale a supprimé l'allemand dans les écoles de cette commune ; et elle a bien fait, car si elle avait laissé faire le curé, le village serait encore aussi allemand qu'en Prusse, tandis qu'il est tout à fait français maintenant. On objecte toujours ces mots : on ne comprend pas. Mon Dieu, on n'a pas besoin de tout comprendre le catéchisme pour être honnête homme. Et puis j'ai exercé pendant seize ans dans un village patois, à Baronville, et je puis vous assurer, M. l'inspecteur, que j'avais autant de mal pour amener les enfants à comprendre le français dans cette localité que j'en avais à Metzeresche dans les dernières années... Je pense qu'on ne m'accusera pas de faire une opposition systématique au clergé, puisque j'ai un fils qui fait sa troisième année au grand séminaire ». Quant à l'instituteur de Koeking, il disait : « C'est en faisant une large part aux exercices de langage que je suis parvenu en moins de trois ans à franciser l'école que je dirige. Les enfants parlent maintenant le français dans les rues... La première communion qui a eu lieu cette année a été faite en français, grâce au bon sens de M. le curé, qui a vu que les enfants comprennent bien mieux

le catéchisme en français qu'en allemand, attendu que l'allemand des livres est tout autre que celui que l'enfant parle ».

Ces témoignages permettent d'affirmer que l'œuvre de propagation du français, commencée seulement en 1833, poursuivie surtout sous le Second Empire avec des méthodes meilleures, avait donné des résultats considérables, en particulier dans la région de Thionville (78). Il est en effet essentiel de ne point considérer à ce point de vue le pays de langue allemande comme un bloc, mais de tenir compte des différences locales, de l'influence inégale de centres français, Metz et Thionville, et surtout de ne pas assimiler l'Alsace à la Lorraine. Les statistiques — qu'il ne faut d'ailleurs considérer que comme des approximations — soulignent d'ailleurs ces variations : elles indiquent qu'en 1870 le canton de Thionville était devenu entièrement français au point de vue scolaire, puisque sur 3.800 enfants une cinquantaine seulement ignoraient la langue nationale. Les résultats étaient également satisfaisants dans les cantons de Metzervisse, de Faulquemont, de Boulay. Venaient ensuite les cantons de Sierck, de Cattenom, de Sarralbe, de Saint-Avold, de Bouzonville, de Forbach, où 60 % des élèves savaient convenablement le français. Cette proportion descendait au-dessous de 50 % dans les cantons de Sarreguemines, de Gros-Tenquin, de Volmunster, et elle n'était guère que d'un tiers dans ceux de Rohrbach et de Bitche. Cette gradation est naturelle, et prouve l'influence de la frontière linguistique et de l'inégale proximité de Metz.

Il faut d'ailleurs observer que des variations locales apparurent également dans l'œuvre de germanisation scolaire poursuivie par les Allemands après 1870, œuvre qui fut d'ailleurs facilitée par un facteur que la période précédente n'avait guère connu, l'immigration, et qui par contre rencontra une difficulté considérable du fait que le français était dans toute la Moselle ce que n'était nullement l'allemand avant 1870, la langue de la civilisation. On sait que le vainqueur supprima immédiatement tout enseignement du français dans des centaines de communes de l'ancienne Moselle, malgré les protestations de certaines d'entre elles, malgré l'avis du Conseil général qui, en 1874, demandait « que sur les demandes pressantes des populations, l'usage simultané du français et de l'allemand fût adopté dans toutes les écoles primaires de la Lorrai-

(78) M. P. Lévy arrive à des conclusions moins optimistes quand il affirme (p. 506) que les mesures administratives et scolaires sont d'un effet très incertain, que la propagation d'une langue n'appartient pas au domaine de l'enseignement, mais qu'elle est avant tout une question de natalité, d'immigration, de vie économique et de relations sociales.

(79) Statistique établie en 1869, A. D. Moselle, 2 T 280.

ne » (80). Peu à peu le nombre des communes « allemandes » fut augmenté, et en 1914 les statistiques officielles indiquaient que dans la partie de l'ancienne Moselle annexée à l'Allemagne, 100.000 habitants seulement, sur un total de 500.000, étaient de langue française (81). Mais déjà le recensement de 1926 donne des chiffres plus favorables : 172.000 au moins, et quiconque connaît la structure actuelle du pays peut affirmer qu'après cinquante ans l'œuvre poursuivie sous le Second Empire y laisse encore des traces profondes (82).

VIII. — Le Lycée de Metz

L'intérêt des questions qui touchent à l'histoire de l'école primaire et de la propagation du français risque de faire oublier l'étude de l'ensei-

(80) LÉVY (P.), *op. cit.*, p. 409. Parmi les communes qui protestèrent contre leur incorporation à la zone allemande, on peut citer, en 1872, Boulay et Bouzonville, en 1877, Varize, Condé-Northen, Morhange, en 1883, Metz et Thionville.

(81) Même la ville de Metz avait fini, par émigration des autochtones et immigration d'originaires d'Alsace, de Lorraine allemande ou d'Allemagne, par compter en 1910 une forte majorité de langue germanique, 53.000 contre 14.000.

(82) Cette étude a été écrite d'après les documents originaux, et surtout d'après les rapports des inspecteurs, les lettres des instituteurs et des curés antérieures à 1870. Elle a négligé volontairement les polémiques actuelles. A titre de comparaison, il faut indiquer l'ouvrage de MARTINET (H.) : *La Lorraine allemande* (cette expression ayant ici le sens de département de la Lorraine, chef-lieu Metz, devenu depuis 1919 le nouveau département de la Moselle). L'auteur ne peut passer pour être de bonne foi puisqu'il néglige d'établir une distinction entre le Pays Messin et le nord-est du département.

A propos des résultats de la méthode directe, il est intéressant de comparer les deux brochures publiées en 1895 par des instituteurs lorrains, Mayaux et Thisse. Le premier déclare que l'enseignement direct de l'allemand ne produit, dans les régions françaises, que confusion, et qu'il faut augmenter la part de la langue maternelle. C'est la thèse que défend, mais en faveur de l'allemand, une partie du clergé actuel. Le second se prononce pour la méthode directe, pour la prédominance de l'allemand. Il cite son propre exemple, car il a fréquenté avant 1870 une école du canton d'Albestroff (Meurthe) où l'on n'enseignait que le français : il y a débuté en ne connaissant que le dialecte — presque personne ne savait alors le haut allemand — il a appris le français parce que le jargon natal était pros crit par l'instituteur sous les peines les plus sévères — cette méthode était assez fréquemment employée, comme le montrent les rapports d'inspection —. Thisse affirme que l'énergie de son maître donna de bons résultats, et il ajoute : « Croiriez vous que la population ait jamais songé à s'élever contre lui ou contre le gouvernement, du fait de cette parfaite et absolue proscription de l'idiome maternel ? Au contraire, on leur en savait gré » D'autre part, le Dr Schneider notait en 1869 que tous les ecclésiastiques n'étaient pas hostiles à la méthode directe, que les Frères l'appliquaient dans leur pensionnat de Beauregard.

gnement secondaire après 1850. En permettant aux établissements libres qui existaient déjà en Moselle d'acquérir une indépendance légale, la loi Falloux aggrava la concurrence qui existait entre eux et les lycées et collèges de l'Etat. Les préoccupations des universitaires furent d'autant plus vives que les tendances nouvelles d'une partie de la bourgeoisie étaient nettement favorables à l'enseignement religieux.

Le lycée de Metz sortait d'ailleurs à peine de la crise d'indiscipline qui avait été la conséquence de la Révolution (83). Les élèves s'étaient habitués facilement aux défilés en armes à travers la ville, au port de l'uniforme à tournure militaire que la République leur avait donné et que l'Empire conserva. Le proviseur Labastide avait dû tenir tête à des manifestations collectives entraînant jusqu'à cent élèves, et ce n'est qu'après deux ans qu'il jugea terminée l'indispensable épuration. Il dut encore renvoyer deux maîtres d'études qui, dans la nuit du 4 au 5 décembre 1851, s'étaient retrouvés pour fumer et pour s'entretenir des événements de Paris, dans un sens évidemment contraire à l'ordre. Du moins ne rencontra-t-il aucune difficulté quant à l'application de la circulaire ministérielle du 20 mars 1852 : « Tous les professeurs et les maîtres d'études se sont rendus avec empressement, put-il écrire, à ce qui leur était indiqué comme conforme à la dignité de leurs fonctions. Les barbes de nos jeunes gens sont tombées, quelques-unes même avant l'ordre qui les atteignait. Depuis la rentrée de Pâques, les classes se font en robe. Quant aux vêtements ordinaires, l'été pourra en amener de plus légers, mais ils seront irréprochables quant à la sévérité des formes et des couleurs » (84).

Mais le retour aux principes d'ordre ne rendit pas à l'établissement son ancienne prospérité. De près de 700, le nombre des élèves était tombé à 400, dont moitié de pensionnaires. Le Lycée avait cessé d'être au tout premier rang des établissements provinciaux comme il l'était encore en 1848 ; son relèvement fut très lent, et l'effectif de 500 ne fut atteint qu'à la fin de l'Empire. Le lycée de Nancy était devenu plus important que celui de Metz, tandis qu'une nouvelle concurrence était apparue depuis que Bar-le-Duc avait vu son collège communal promu en dignité. L'école préparatoire, qui avait attiré tant de candidats aux écoles, disparut lors de la refonte des programmes, qui eut lieu en 1852, et le nombre des élèves reçus à Polytechnique et à Saint-Cyr descendit nettement, tombant respectivement à un et six en 1864, alors que dix ans auparavant il était encore de onze et de vingt-et-un. Il est vrai que les

(83) A. D. Moselle, 2 T 134-138.

(84) A. D. Moselle, 2 T 134, lettre du proviseur, 22 avril 1852.

années suivantes connurent une situation plus favorable, et que l'Ecole Centrale commençait à s'ouvrir aux jeunes Messins que la carrière de l'industrie avait longtemps médiocrement attirés. Le développement métallurgique de la région, souligné par une visite de 130 Centraux à Stiring et à Montigny (85), allait d'ailleurs modifier le goût exclusif qu'avait longtemps montré la bourgeoisie pour les carrières de l'Etat. Quoi qu'il en fût, le lycée de Metz restait un établissement plus scientifique que littéraire, et il est exceptionnel de rencontrer parmi ses élèves un nom comme celui d'Arthur Chuquet, prix d'honneur en 1869. Sur 1.750 anciens qu'indique un annuaire publié après l'annexion, on remarque une forte majorité d'officiers ou de fonctionnaires, et la liste des présidents d'honneur de l'association ne mentionne pas moins de sept généraux.

On comprend donc avec quelle émotion fut accueillie à Metz la nouvelle que le Lycée ne serait plus centre de préparation aux grandes écoles. Cette dignité devait être réservée, d'après un projet ministériel de 1865, à Douai, Toulouse et Nancy. Le Conseil municipal protesta aussitôt, rappelant qu'en un demi-siècle la Moselle avait donné 232 polytechniciens, plus qu'aucun autre département. Une délégation fut envoyée à Paris, et Duruy se rendit à ses raisons (86). C'était d'autant plus juste que depuis plusieurs années l'autorité universitaire projetait de grands travaux pour permettre au Lycée de soutenir la concurrence de Saint-Clément. De hauts fonctionnaires et Victor Duruy lui-même vinrent de Paris pour établir un projet définitif (87), et les inspecteurs généraux constatèrent que bien des progrès étaient à réaliser : les pensionnaires n'avaient ni cases ni pupitres, le mobilier était en mauvais état, l'économe abusait des potages maigres, et le bain de pieds mensuel était vraiment insuffisant ! Il fut entendu que la ville participerait aux travaux pour 300.000 francs, que l'Etat et la caisse du Lycée solderaient le reste. Sur l'emplacement de plusieurs maisons démolies, une aile fut ainsi construite, avec façade rue Goussaud (88). Elle devait être réservée à la préparation aux grandes écoles : elle comportait notamment un amphithéâtre de physique qui fut inauguré en 1869 par une séance récréative réservée aux dames. En même temps, le Lycée loua une propriété à Scy, pour y envoyer les élèves les jours de sortie. Ces mesures et l'évolution de l'opinion mirent fin à la période de décadence : la rentrée de 1869 compta 74 élèves de plus que la précédente, et l'excédent de recettes at-

(85) *Indépendant*, 11 mai 1864.

(86) Conseil municipal, 31 octobre et 16 décembre 1865.

(87) *Indépendant*, 7 juin 1862 et 11 avril 1864.

(88) A. D. Moselle, 2 T 139.

teignit près de 20.000 francs. Le traitement éventuel des professeurs put être relevé, et les journaux de gauche signalèrent avec satisfaction que l'apogée de Saint-Clément appartenait au passé.

Les premières années de l'Empire avaient été signalées par un autre élément de trouble dans l'organisation traditionnelle de l'enseignement secondaire. Le programme de 1852, afin de réagir contre l'abus du latin, avait établi la bifurcation en troisième entre scientifiques et littéraires; Metz connut naturellement la prédominance des classes de sciences (89). L'ancienne organisation de l'école préparatoire fut profondément remaniée à partir du moment où le baccalauréat fut exigé des candidats à Saint-Cyr (90). Le régime de cet examen fut d'ailleurs modifié, et en 1860 le baccalauréat ès sciences put, pour la première fois, se passer en deux parties (91). Enfin, en 1865, après maintes hésitations et des discussions où prédominait le pessimisme — ne disait-on pas que de la bifurcation datait la décadence de l'enseignement secondaire (92) — on en revint à l'unité des études jusqu'en rhétorique, en même temps que Duruy créait l'enseignement secondaire spécial qui semblait correspondre à un besoin réel. On remarquait en effet que sur 80 élèves entrés en huitième, il n'en restait qu'une trentaine dans les hautes classes (93): ceux qui ne préparaient pas les écoles du gouvernement quittaient avant le baccalauréat, et n'emportaient dans les carrières du commerce ou des administrations fiscales que d'assez vagues souvenirs d'une instruction écour-

(89) Parlant du plan d'études du 30 août 1852, le proviseur Labastide disait que c'était la réforme la plus complète que l'on eût réalisée depuis la création des lycées. Il avouait qu'elle avait fait naître quelque inquiétude, mais sans alarmer, car il savait combien on s'était plaint « de ce qu'on assujettissait à une étude trop longue et trop approfondie du grec et du latin des jeunes gens destinés au commerce et à l'industrie, aux écoles de l'Etat qui exigeaient par dessus tout une préparation scientifique ». (A. D. Moselle, 2 T 135). Plusieurs fois le Conseil général s'était intéressé à la situation du lycée, en 1848 pour demander le dédoublement des classes de plus de 40 élèves, en 1849 pour proposer qu'il soit placé dans la 1^{re} classe, en 1850 pour protester « contre l'étendue trop grande des programmes, qui ne permettait pas d'approfondir l'essentiel ». Le Conseil jugeait que l'étude du grec était poussée trop loin, que l'histoire descendait à des détails inutiles, que les langues vivantes étaient mal connues.

(90) *Indépendant*, 15 avril 1854.

(91) *Ibidem*, 5 mai 1860. En 1861, le Lycée fit recevoir 11 élèves au baccalauréat ès lettres, 26 à la première partie du baccalauréat ès sciences, 33 au baccalauréat ès sciences complet. Depuis que Nancy avait des facultés, l'examen se passait soit à Metz, soit dans l'ancienne capitale de la Lorraine, et Strasbourg n'avait plus rien à y voir.

(92) *Ibidem*, 24 décembre 1864.

(93) *Ibidem*, 30 août 1862.

tée. Le nouvel enseignement devait donner le goût des langues vivantes — goût peu répandu à Metz, en dépit de sa position frontière — et des études techniques. Il comprit trois divisions et une année préparatoire et compta bientôt une soixantaine d'élèves, à qui on fit visiter des usines, et pour qui furent prévues des manipulations de chimie. Le nouveau régime ne faisait d'ailleurs que sanctionner un état de fait, car depuis 1862 le Lycée organisait des cours particuliers pour les professions commerciales et industrielles (94).

Parmi les traits nouveaux que l'on put observer sous l'Empire, il convient de noter la fondation, en 1865, d'une réunion des anciens élèves du Lycée, avec banquet annuel à Paris, dans les salons du Grand-Hôtel. L'usage des concours entre établissements d'une même académie et entre lycées de province apparut à cette même époque. Mais combien d'aspects de la vie scolaire restaient immuables : les distributions des prix dans la cour du Lycée, dont la plus brillante fut présidée par Bourbaki, guerrier au regard d'aigle, à la voix chaleureuse — les chahuts si bien organisés qu'il fallut en 1867 faire venir d'urgence le recteur et mettre en congé un censeur impopulaire — les renvois périodiques d'élèves coupables d'immoralité. Le personnel enseignant restait en nombre limité ; le Lycée assurait avec ses propres ressources les traitements de ses vingt professeurs et l'entretien de ses pensionnaires : les familles versaient 240.000 francs — la pension montait à 900 francs pour les divisions supérieures, l'externat coûtait de 100 à 200 francs — les boursiers de l'Etat et du département rapportaient 25.000 francs, et l'intérêt du capital placé en donnait 10.000 (95). Enfin une lente évolution avait placé les vacances du début d'août à la fin de septembre, non sans que les familles ne se fussent inquiétées de ces loisirs prolongés. Pour les rassurer, le proviseur créa des cours de vacances.

Si le lycée de Metz ne jouait plus dans l'Est de la France le rôle qui avait été le sien, il n'en restait pas moins un des principaux établissements de province, surtout grâce à sa classe de mathématique élémentaires qui comprenait jusqu'à 80 élèves, à sa classe de Spéciales qui en comptait une trentaine. Seuls Nancy et Brest dépassaient ces effectifs, que Lyon ne faisait ne faisait qu'égaliser.

Quant aux collèges de Thionville et de Sarreguemines, ils se maintenaient grâce au prix inférieur de leur pension et grâce à des subventions

(94) Les cours professionnels établis en 1862 ne furent autorisés définitivement qu'en 1864. Pour l'enseignement spécial, voir le rapport du 8 avril 1867, A. D. Moselle, 2 T 138. Cf WEILL (G.) : *Histoire de l'enseignement secondaire*.

(95) Cf. la *Statistique de l'enseignement secondaire de 1864*.

communales de 10.000 francs environ qui formaient près du tiers de leurs revenus. Ils comptaient l'un et l'autre une centaine d'élèves, dont à la veille de 1870 un bon nombre suivaient les cours de l'enseignement spécial. L'effectif de leurs grandes classes était des plus réduits et Thionville avait même renoncé à posséder une philosophie et une classe de mathématiques élémentaires (96).

Enfin c'est en 1867 que les autorités universitaires ouvrirent pour la première fois des cours secondaires pour jeunes filles. L'initiative venait de Victor Duruy, et l'inspecteur Hanriot ne fit que suivre les instructions ministérielles. Les cours eurent lieu à l'Hôtel de Ville, des professeurs du Lycée y parlèrent devant les jeunes filles accompagnées de leurs mères (97). Le succès fut assez vif pour inquiéter Mgr. Dupont des Loges, qui ne faisait d'ailleurs que suivre l'exemple de Mgr. Dupanloup. Le « mandement d'alarme » de 1868 prit à partie cette œuvre, qui se maintint pourtant jusqu'à la guerre. Ce fut la première tentative qui ait été faite pour enlever aux établissements libres, la plupart congréganistes, le monopole de l'enseignement féminin.

IX. — La liberté de l'enseignement secondaire

La liberté de l'enseignement secondaire n'avait naturellement profité qu'aux établissements religieux. En dehors d'eux, on ne peut signaler que quelques médiocres pensions, tenues par de simples bacheliers, à Longwy, Saint-Avold, Boulay et Sarralbe. Celles de Metz (98), prospères au temps du monopole parce que leurs élèves suivaient les cours du Collège royal sans y être pensionnaires, avaient été ruinées par les établissements tenus par des religieux. Il subsistait par contre au chef-lieu quelques pensions laïques pour jeunes filles, dont l'une des plus connues, dirigée par les demoiselles Minaglia, tenait lieu, moyennant une subvention, d'école normale d'institutrices. Enfin quelques couvents continuaient d'attirer une nombreuse clientèle aristocratique ou bourgeoise : le Sacré-Cœur avait pu se faire construire à Montigny une maison imposante, en conservant d'ailleurs celle qu'il possédait rue Châtillon ; Sainte-Chrétienne s'était agrandi rue Saint-Gengoulf, avait acquis au Sablon une maison de campagne, et son pensionnat de Rustroff attirait la clientèle de la région thionvilloise. Il n'y avait là nulle innovation, pas plus que dans la situation des institutions de Bitche et de Sierck, qui fonctionnaient depuis longtemps, sous le contrôle de l'évêché, comme succursales du petit sé-

(96) A. D. Moselle, 2 T 146 et 150.

(97) *Indépendant*, 14 décembre 1867.

(98) La plus célèbre avait été sous la Monarchie de Juillet la pension Cuny.

minaire. Quant à ce dernier établissement, il se confinait plus étroitement que jadis — mais non complètement — dans son rôle particulier. Il ne recevait plus que les pensionnaires depuis qu'il était inutile de tourner la loi, et son étude peut être réservée à un autre chapitre (99).

Parmi les institutions créées après 1850, il convient de citer d'abord la maîtrise. Cette école, dont les élèves étaient tenus de servir le dimanche les offices que Mgr. Dupont des Loges célébrait à la cathédrale avec un éclat particulier, fut ouverte en 1853 dans les bâtiments même de l'évêché (100). Les cours y étaient moins complets qu'au collège des Jésuites, et pourtant l'effectif atteignit rapidement 60 élèves et s'éleva jusqu'à 150. Même des familles occupant à Metz un rang honorable y envoyèrent leurs enfants, du moins pour le début de leurs études, et c'est ce qui explique que cette école, placée directement sous l'influence épiscopale, vit sortir de ses rangs, à côté de cent prêtres, deux fois plus d'officiers, bien qu'après 17 ans la guerre de 1870 l'ait fait disparaître définitivement.

Voici maintenant la création essentielle que permit la loi Falloux, celle qui modifia profondément le système d'enseignement secondaire que connaissait la Moselle depuis le Consulat : le collège Saint-Clément, placé sous la direction des Jésuites (101). On a vu que depuis 1846 le pensionnat de la rue des Augustins était passé sous le contrôle direct de l'évêque, qui en avait confié la direction à l'abbé Braun. Cet établissement, fondé en 1833, comptait alors une centaine d'élèves, souvent recrutés dans les familles aristocratiques de Metz. En janvier 1850, avant même le vote de la loi Falloux, Mgr. Dupont des Loges entra en pourparlers avec le P. Provincial des Jésuites, de passage à Metz où la Compagnie possédait depuis dix-huit ans une maison d'œuvres. En octobre 1851, l'accord fut conclu pour la remise aux RR. PP. du pensionnat Saint-Augustin, mais le secret le plus absolu fut gardé jusqu'en février de l'année suivante. Car le prélat, ayant pris l'initiative de l'action, savait que le projet susciterait bien des polémiques, et avait résolu de placer les hésitants devant un fait accompli.

En août 1852, lors de la distribution des prix de l'ancienne institution qui allait changer de caractère, le P. Turquand, recteur, prit la parole : sa qualité d'ancien officier d'artillerie, élève de l'Ecole d'application, lui donnait des titres particuliers à la sympathie messine. Au moment où le système de la bifurcation allait affaiblir au Lycée les études latines, il

(99) Cf chapitre XXII.

(100) KLEIN (Abbé) : *Vie de Mgr. Dupont des Loges*, chapitre VIII.

(101) *Ibidem*, chapitre VII. VIANSSON-PONTÉ (L.) : *Les Jésuites à Metz*. — BURNICHON : *Histoire d'un siècle*, tome III.

célébra l'excellence des méthodes des XVII^e et XVIII^e siècles, en affirmant toutefois que les sciences ne seraient pas négligées. Lors de la rentrée d'octobre 1852, une messe du Saint-Esprit fut célébrée à l'évêché en présence des autorités, préfet et général de division en tête. Le nouvel établissement semblait avoir ainsi conquis l'appui officiel. Les anciens errements des Jésuites furent remis en honneur : une académie fut établie dans la classe de rhétorique, et peu après une congrégation ; le collège eut une fanfare, et prit part aux processions solennelles, tandis qu'au Mardi-Gras les élèves jouaient des comédies de Molière, et que pendant l'hiver ils allaient servir les pauvres au fourneau économique de la Société de Saint-Vincent de Paul. Ainsi se retrouvait cette alliance du spirituel et des distractions qui a toujours fait la force des RR. PP. Lors d'une distribution de prix, présidée par Mgr. Dupont des Loges — qui ne venait au Lycée que pour administrer le sacrement de la Confirmation — on vit jouer par les élèves un drame de leur composition, et dans une occasion analogue, le recteur fit l'éloge des auteurs latins, au moment même où une partie de l'épiscopat les dénonçait comme dangereux pour la foi.

Mais, malgré l'acquisition d'une maison de campagne à la Ronde, les bâtiments de Saint-Augustin ne pouvaient suffire à la vogue croissante du nouvel établissement. On avait d'abord songé à construire, puis les regards se portèrent sur l'ancien monastère bénédictin de Saint-Clément, qui abritait le service des lits militaires. Une intervention du P. de Ravignan au ministère de la Guerre leva les dernières difficultés, et l'acquisition se fit en 1855 pour la somme de 400.000 francs. Il fallut d'ailleurs édifier une aile nouvelle, aménager les anciens locaux, et c'est seulement en 1858 que la curieuse église, à la fois classique et gothique, édifiée au XVII^e siècle par l'Italien Spinga, put être réconciliée. Quelques mois plus tard, le rénovateur de l'ordre des Bénédictins, Dom Guéranger, vint y prononcer l'éloge de Saint-Ignace.

L'appui des autorités ecclésiastiques, le mouvement qui entraînait une partie de la bourgeoisie vers les idées religieuses et conservatrices qui lui étaient restées longtemps assez étrangères, ne furent pas les seuls éléments de succès de Saint-Clément. Le niveau des études y était aussi élevé qu'au Lycée, quoique dans un ordre d'idées assez différent : car les langues classiques en restaient la base, et le nombre des bacheliers ès lettres y était important. Les relations entre les deux établissements étaient d'ailleurs si mauvaises que leurs élèves ne pouvaient se rencontrer sans tenter d'en venir aux mains (102). Il fallut que Saint-Clément renonçât

(102) L'incident le plus grave, avec échange de coups, eut lieu en décembre 1860. A. D. Moselle, 2 T 137.

à faire sortir ses jeunes gens le jeudi, et que des itinéraires séparés fussent fixés par les deux chefs rivaux, le proviseur et le recteur. En outre le préfet Jeanin regrettait les succès remportés par le collège libre (103), et il fut sans doute l'inspirateur d'une inspection sévère qui fut faite par deux hauts fonctionnaires venus de Paris. Par contre Saint-Clément rencontra plusieurs fois l'appui des autorités militaires, par exemple lorsque le général de Martimprey y envoya ses trois fils, et le préfet Odent sut garder avec l'établissement des relations courtoises : il fut notamment invité à la fête donnée à la Ronde lors du jubilé sacerdotal de Mgr. Dupont des Loges, et harangué par des élèves qui représentaient Charlemagne, le duc de Guise ou Saint-Clément, l'apôtre du Pays Messin.

Ces fêtes contribuaient à l'animation de la maison : on y organisa des représentations théâtrales, des combats publics entre les meilleurs élèves. Des excursions furent organisées chaque année, et Nancy vit les élèves de Saint-Clément défiler, précédés de leur fanfare. Les Pères gardaient avec leurs anciens élèves des relations suivies, et arrivaient ainsi à exercer une action considérable. Ils mêlaient le collège à d'autres œuvres, par exemple à celle des militaires qui s'occupait des soldats de la garnison, et c'est ainsi que lors d'une communion solennelle qui eut lieu dans la chapelle bénédictine, on vit en 1859 trois généraux et 1.200 hommes s'avancer vers l'autel. Si l'on songe qu'à la même époque les écoles des Frères, soit publiques, soit privées, étaient à Metz en pleine prospérité, qu'elles groupaient quelque 1.500 élèves, qu'elles possédaient un cours supérieur et le pensionnat de Beauregard, qu'elles exposaient chaque année les travaux de leurs jeunes garçons et célébraient leurs distributions de prix avec solennité, l'on comprendra l'influence que l'action religieuse, étendue dans les milieux les plus divers, put avoir dans le chef-lieu de la Moselle sous le Second Empire. La concurrence était aussi rude pour le Lycée que pour les écoles laïques qu'entretenait la municipalité, et

(103) Le baron Jeanin a signalé plusieurs fois l'influence des Jésuites sur la jeunesse, notamment dans sa correspondance avec les maréchaux commandant à Nancy, A. D. Moselle, M supplément. Outre sa lettre du 9 avril 1861, celle du 1^{er} novembre 1864 rappelle que le parti légitimiste et le clergé font cause commune, et que le collège Saint-Clément, centre de l'influence cléricale, a été fondé grâce à la bienveillance du gouvernement. Il comptait parmi sa clientèle presque toutes les familles importantes de Metz et du département, tandis que le Lycée ne gardait que les enfants de condition plus modeste ou ceux dont les parents, dans une situation élevée, étaient demeurés particulièrement attachés aux principes de 1789. Le préfet ne cachait pas que c'est pour des raisons politiques que Victor Duruy était préoccupé de l'amélioration matérielle du Lycée.

que couronnaient ses cours industriels, son cours préparatoire et ses cours d'adultes. Sous l'impulsion de l'évêque, des forces nouvelles étaient ainsi apparues, soutenues par la générosité de riches Messins, par exemple de ce Leinen-Spol qui racheta le bâtiment des Augustins pour y établir les Frères de la Doctrine chrétienne. Et parmi ces forces, en lutte contre les forces contraires qu'animait l'idéal laïque, les quarante Jésuites établis à Saint-Clément formaient une avant-garde fort agissante.

Le plus grand succès du nouvel établissement fut la création d'une division préparatoire aux grandes écoles. Dès 1858, deux de ses élèves furent reçus à Saint-Cyr, et au cours des années suivantes le nombre des candidats heureux atteignit souvent une dizaine. Le Lycée se trouvait vivement concurrencé, mais il gardait l'avantage pour la préparation à Polytechnique. Les milieux de recrutement des deux établissements n'étaient d'ailleurs pas les mêmes, et à la veille de la guerre les progrès que réalisait celui de l'Etat prouvaient que Metz pouvait posséder deux maisons dirigées dans un esprit différent, toutes deux prospères et influentes.

Parmi les collèges libres, Saint-Clément se classait immédiatement après la célèbre institution de la rue des Postes, que dirigeait d'ailleurs son ancien recteur, le P. Turquand. Des familles pieuses de toutes les provinces y envoyaient leurs fils, et cette attraction explique que l'établissement de la rue du Pontiffroy ait compté parmi ses élèves, en 1870, le jeune Ferdinand Foch, qui y retourna après la guerre préparer avec succès Polytechnique. Saint-Clément était alors à la veille de disparaître, car l'expulsion des Jésuites fut une des conséquences immédiates du Kulturkampf. Sa réouverture ne fut possible qu'après 1918: le collège libre comme le lycée français retrouvèrent alors leurs vieux bâtiments, héritage commun des Bénédictins, dans l'état où ils étaient lors de l'annexion. Le maréchal Foch put revoir les cours où il avait joué aux barres, les salles où il avait travaillé, au même moment où Arthur Chuquet, devenu membre de l'Institut, avait la joie de célébrer, dans la forme la plus traditionnelle, la première distribution des prix de son ancien lycée redevenu français. Deux traditions messines se renouèrent en même temps.

CHAPITRE XX

LES TRAVAUX PUBLICS

I. — L'organisation des services

Il n'est peut-être pas en Moselle d'administration qui ait possédé plus de stabilité que celle des Ponts et Chaussées : du moins quant à ses cadres supérieurs, elle restait en 1870 semblable à ce qu'elle était dès le début du siècle (1). Un ingénieur en chef dirigeait les services du département, et deux ou trois ingénieurs l'assistaient, chacun d'eux assurant, à partir de 1832, la surveillance d'une région (2). Ces fonctionnaires avaient tous la même origine ; ils sortaient de l'école des Ponts et Chaussées, où ils étaient entrés après leurs deux années passées à Polytechnique. Les ingénieurs en chef de la Moselle demeurèrent longtemps en fonctions, et les noms de quatre d'entre eux résument toute l'histoire des travaux publics entre 1814 et 1870 : Bouquet et Gorsse, sous la Restauration et pendant les premières années de la Monarchie de Juillet, construisirent les routes départementales — Lemasson présida, sous Louis-Philippe, aux travaux de régularisation de la Moselle — Le Joindre enfin fut le créateur du réseau ferré. Ce dernier mérite une mention particulière, car il joua dans la vie messine un rôle plus considérable que ses prédécesseurs (3). Né à Haguenau, attaché au Pays de Bitche par des liens de famille, marié à Metz, il fit toute sa carrière dans le même département. Il y était arrivé en 1829 comme ingénieur ordinaire, cinq ans après qu'il eût obtenu au Concours général les premiers prix de physique et de mathématiques spéciales et qu'il fût entré premier à Polytechnique. Il fut ingénieur en chef de 1842 à 1866, et s'il accepta alors le grade d'inspecteur général des Ponts et Chaussées, il resta néanmoins attaché au département qu'il avait si longtemps servi, car il en fut élu député.

(1) *Annuaire de Verronnais et Moselle administrative*. A. D. Moselle, 2 S 62.

(2) Le département fut alors divisé en trois secteurs ou arrondissements : Ouest, Centre et Est. Les deux premiers avaient pour centre Metz, le troisième Sarreguemines (A. D. Moselle, 2 S 62, décision du directeur général, 26 avril 1832).

(3) Voir l'article biographique de NÉRÉE QUÉPAT.

Cet homme aimable, rond et haut en couleurs, présida au cours de sa carrière à la plus profonde transformation qu'ait connue l'histoire des voies de communication, et il n'est guère de travaux réalisés en Moselle où son action n'apparaisse pas. Quand il arriva à Metz, le réseau routier présentait d'immenses lacunes, tandis qu'à la fin de sa vie, il avait atteint un tel degré de perfection que la période de simple entretien était ouverte.

Primitivement, les ingénieurs, assistés de quelques conducteurs et piqueurs, ne s'occupaient que des routes royales, dont l'entretien était confié à une soixantaine de cantonniers (4). Dès la Restauration, ils s'occupèrent des routes départementales; un personnel subalterne fut d'ailleurs spécialement attaché à leur construction; il était soldé par le budget local, qui prévoyait également des indemnités pour les ingénieurs (5). D'autre part, l'exécution de quelques ouvrages dans les communes, par exemple pour l'adduction des eaux, voire même des travaux d'architecte, permettaient d'augmenter des traitements qui, pour de brillants polytechniciens, n'étaient pas bien considérables puisque leur échelonnement allait de 1.800 à 6.000 francs, après l'augmentation réalisée en 1851. Il va de soi que l'exécution des voies ferrées et des canaux amena l'administration, après une période préparatoire où le personnel ordinaire avait suffi, à faire appel à deux ou trois ingénieurs supplémentaires, qui vinrent résider à Metz comme leurs collègues, car même celui à qui fut confiée la direction des travaux du canal des houillères ne se souciait nullement de vivre à Sarreguemines.

Mais la transformation essentielle que connut le personnel chargé des travaux publics fut la création d'un corps d'agents-voyers attaché au service vicinal. Il s'agit là d'une réforme assez analogue à celle qui fut réalisée dans le domaine scolaire, et dont peut résumer l'esprit en disant qu'elle fit passer les services de la vicinalité du plan communal sur le plan départemental. L'Empire avait en effet laissé les chemins vicinaux à la charge des municipalités, qui les entretenaient irrégulièrement ou pas du tout. On avait bien tenté, lors de la création aristocratique des premières années de la Restauration, de confier la surveillance d'un travail exécuté avec les fonds communaux à un grand propriétaire des environs (6): c'est ainsi qu'en 1814 le Conseil général avait prévu la reconstruction du pont de Domangeville par un système de prestations en nature

(4) A. D. Moselle, 2 S 136.

(5) Conseil général, 12 mai 1831. C'est alors seulement qu'apparaissent des piqueurs et conducteurs départementaux.

(6) *Ibidem*, sessions de 1814 et de 1816.

et sous la direction de « M. le comte de Pange, délégué pour ordonner, suivre et diriger les ouvrages ». C'est ainsi que l'assemblée départementale s'était montrée favorable à un projet que lui présentait M. de Wendel : il se chargeait de rendre l'Orne navigable jusqu'à Moyeuivre, et même jusqu'à Conflans et Etain, si on lui abandonnait pour 99 ans les droits de pêche et de péage ! Encore en 1822, le préfet Tocqueville confiait au comte de Thémynes, maire de Luttange, la direction des travaux de la route de Metz à Bouzonville (7).

Mais le Conseil général croyait si peu à l'efficacité du contrôle des grands propriétaires qu'il souhaitait, dès les premières années de la Restauration, la création d'un corps de voyers (8). Ce vœu ne reçut point satisfaction, et en 1817 un arrêté préfectoral se contenta de prévoir des inspecteurs gratuits des chemins vicinaux, qui ne semblent pas avoir rendu les services qu'on attendait d'eux (9). Après la loi du 28 juillet 1824, un autre arrêté établit en principe des commis voyers, (10), mais c'est seulement en 1829 que l'initiative d'un préfet, M. de Sureau, en permit l'application (11). Le ministère présenta aussitôt des objections réglementaires, reprises encore au lendemain de 1830. Mais on était trop près de l'introduction d'une nouvelle législation pour que les voyers n'aient pas été conservés.

La loi de 1836, dont la nécessité paraissait s'imposer depuis longtemps en Moselle, permit aux services de la Préfecture de centraliser les ressources des chemins vicinaux de grande communication, et l'action d'un corps de fonctionnaires spécialisés donna, en ce domaine comme en tant d'autres, d'excellents résultats. Il y eut pourtant encore quelques tâtonnements avant d'arriver à une organisation définitive : en 1839, le Conseil général s'était plaint du mauvais emploi des fonds votés, de l'irrégularité des pièces comptables (12). Le préfet proposa alors de confier l'administration des chemins vicinaux aux ingénieurs des Ponts et Chaussées, mais la tâche de ces derniers était déjà trop lourde pour qu'il leur fût possible d'accepter. La centralisation complète ne fut donc pas obtenue, et à côté des routes royales et départementales, placées sous le contrôle des ingénieurs de l'Etat, les chemins vicinaux de grande communication dépendirent d'un agent-voyer en chef, dont les bureaux fu-

(7) *Ibidem*, 7 septembre 1822.

(8) *Ibidem*, 6 juin 1816.

(9) *Actes administratifs*, arrêté du 27 mai 1817.

(10) *Ibidem*, arrêté du 17 février 1825.

(11) *Ibidem*, arrêté du 24 septembre 1829.

(12) Conseil général, 2 septembre 1839.

rent installés à la Préfecture (13). Ce poste n'eut jusqu'en 1870 qu'un seul titulaire, M. Lejaille, dont l'œuvre fut parallèle à celle de Le Joindre, moins variée cependant puisqu'elle ne toucha pas aux chemins de fer et aux canaux, mais presque aussi féconde. Sous sa direction travaillèrent des voyers d'arrondissement et des voyers cantonaux, surveillants d'un corps de cantonniers soumis à l'autorité préfectorale. Mais il ne faut pas oublier qu'en matière de chemins vicinaux une partie des travaux fut toujours faite par les paysans — les plus pauvres préférant les prestations en nature au rachat en argent (14) — et que la vicinalité d'intérêt purement communal reçut l'impulsion d'en haut sans dépendre complètement d'une administration centralisée.

Quelques faits généraux méritent encore d'être indiqués. C'est par voie d'adjudication que furent réalisés tous les travaux neufs, toutes les grosses réparations, car le travail des cantonniers se bornait à l'entretien journalier. Il leur était prescrit de rester sur la route de 5 heures du matin à 7 heures du soir en été, avec seulement deux heures de repos autorisé (15); un système d'amendes permettait de sanctionner leur assiduité au travail. Quant aux matériaux d'entretien, qui provenaient en général des carrières de calcaire du pays, quelquefois de celles de quartzites de Sierck; ils étaient également acquis par voie d'adjudication (16). D'après la législation de 1811, la plantation des arbres le long des routes était à la charge des propriétaires riverains, qui devaient planter sur leur terrain: mais cette prescription, ainsi que celle qui leur confiait le soin de l'entretien des fossés, se heurta à une invincible force d'inertie, et l'on finit par faire des plantations sur les bas-côtés des routes, par les soins de l'administration. Il faut encore signaler l'origine récente des poteaux indicateurs placés aux carrefours (17): divers projets étaient à l'étude à la fin de la Restauration, mais ce sont des circulaires ministérielles de 1833 et de 1835 qui décidèrent les ingénieurs de la Moselle à passer à l'exécution. Des poteaux de bois furent dès lors posés, du moins le long des routes nationales, et c'est seulement sous le Second Empire qu'apparurent les poteaux de fonte fournis par la fonderie Bouilliant, de Paris.

Pour ce qui est de la technique de la construction des chaussées, il

(13) *Ibidem*, 1^{er} septembre 1840.

(14) En 1849 et 1851, le Conseil général se déclara favorable au maintien de la loi de 1836, en dépit des attaques dont les prestations étaient l'objet de la part des démocrates. A cette époque, le taux de rachat de la journée de travail variait de 1 franc à 1 fr. 40, selon les communes.

(15) A. D. Moselle, 2 S 136, règlement du 20 mars 1831.

(16) A. D. Moselle, 2 S 104.

(17) A. D. Moselle, 2 S 135.

faut remarquer que les routes royales et départementales de la Moselle avaient été pour la plupart établies au XVIII^e siècle et que les ingénieurs restèrent longtemps fidèles aux usages de cette époque (18). Elles étaient construites par empierrement recouvert de lits de cailloux, et la compression se faisait peu à peu par le roulage des lourdes voitures. L'usure était si forte qu'après une première campagne il fallait procéder à un rechargement de 25 %. Vers la fin de la Restauration, le système Mac Adam commença d'être prôné : il nécessitait plus d'empierrement, mais comportait seulement un cailloutage profond, rendu compact par le tassement. Ni le préfet de Suleau ni l'ingénieur en chef Gorsse n'en étaient partisans, car ils jugeaient que les calcaires du pays ne s'y prêtaient pas, que les anciennes routes avaient l'avantage de posséder un fond presque indestructible, comme on l'avait vu après 25 ans d'usure pendant la Révolution et l'Empire. Mais, sous la Monarchie de Juillet, une partie des nouvelles routes départementales et des chemins vicinaux furent construits selon le nouveau procédé, dont les ingénieurs ne se montrèrent pas très satisfaits. Enfin en 1844 entra en service le premier rouleau compresseur qu'ait possédé le département : il avait été acheté par le voyer en chef pour les chemins vicinaux, après des expériences concluantes poursuivies dans le Bas-Rhin (19). Il fut bientôt suivi d'un second : cette date peut être considérée comme ouvrant en matière de travaux de routes une période nouvelle et vraiment moderne. Personnel et méthodes n'eurent plus guère à évoluer jusqu'en 1870.

II. — Les routes sous l'Empire

L'origine du réseau routier d'un département se perd dans la nuit des temps : les voies de communication n'entrent dans l'histoire que du jour où elles sont entretenues par l'administration, mais leur tracé préexistait à une organisation régulière. Dès le XVIII^e siècle, les routes royales avaient été mises en bon état de viabilité, tandis que le Bureau des Finances s'occupait de mille détails de vicinalité et de voirie qui montrent qu'en ces matières comme en tant d'autres, la centralisation administrative était antérieure à la Révolution (20). Mais dix années de crise et de guerre n'avaient pas permis de maintenir les résultats acquis en 1789, et dès sa session de l'an IX, le Conseil général constata le délabrement des che-

(18) A. D. Moselle, 2 S 108, rapports du préfet Suleau et de l'ingénieur Gorsse, janvier 1829.

(19) Conseil général, 2 septembre 1844.

(20) A. D. Moselle, série C.

mins, même des routes nationales. On sait qu'un système de barrières avec perception de droits de passe était alors établi pour l'entretien des communications essentielles. Or, en Moselle, les 54 bureaux ne donnaient que 226.000 francs par an, dont 71.000 étaient absorbés par les frais de perception et les bénéfices des fermiers. Le reliquat était absolument insuffisant, et le Conseil général regrettait une fois de plus l'Ancien Régime : la corvée en nature ayant été abolie en 1787, un système de prestation en argent, réparties au marc la livre sur les impositions directes, avait été établi et s'était révélé très efficace.

L'année suivante, l'assemblée départementale reprit le même vœu (21) : « Les vices sont les barrières, disait-elle, le remède la prestation en argent », car jamais la corvée n'avait excité plus de réclamations, de vexations, de rixes et de procès que le système des barrières. Là où il aurait fallu plus de 400.000 francs, on n'en avait que 240.000, en y comprenant une subvention extraordinaire accordée par le gouvernement. Or, un grand nombre de routes que l'Etat a abandonnées en 1811 aux départements et aux communes, étaient alors à sa charge. La Moselle en comptait onze de 1^{re} et de 2^e classe, seize de 3^e catégorie, soit un total de 660 kilomètres à entretenir. Il y avait en outre 141 kilomètres à construire, travaux qui ne pouvaient nécessiter moins de 1.600.000 francs. Même en acceptant avec résignation un délai de trente ans pour l'achèvement des communications principales, le Conseil montrait que plus de 300.000 francs, le double de ce dont disposaient les ingénieurs, serait nécessaire chaque année. Resterait encore l'entretien des parties pavées dans la traversée des villes — le reste était empierré en calcaire et très rarement en graviers quartzeux, jamais en silex — et la réparation des ponts, dont celui de Sarreguemines, détruit en 1784, n'était utilisable que grâce à des moyens de fortune. Il restait en outre des parties en naturel, non empierrées, sur des routes aussi importantes que celle de Metz à Sarrebruck et Mayence — près de Forbach — ou que celle de Sarrelouis à Saint-Avold. Enfin la route de Strasbourg par Saint-Avold et Sarralbe restait inachevée entre ces deux villes, et celles qui menaient de Bitche vers l'Alsace étaient impraticables ! (22).

En l'an XIII, les plaintes devinrent plus pressantes : deux ponts venaient d'être emportés à Longwy et Longuyon, et la plupart des routes devenaient d'autant plus mauvaises que les ingénieurs dépensaient la

(21) Conseil général, an X, chap. II.

(22) Pour toutes ces questions, les documents essentiels sont les délibérations du Conseil général et la *Notice historique sur les routes de la Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1857), rédigée par DE SAINT-MARTIN.

plus grande partie des crédits pour les artères impériales, de Paris à Mayence, de Metz à Luxembourg et Coblenz. En 1807, la situation ne s'était pas beaucoup améliorée, car si le gouvernement s'était décidé à remplacer le droit de passe par un impôt sur le sel qui rapportait 530.000 francs dans le seul département de la Moselle, il n'avait consacré aux routes, en dépit de ses promesses, que 142.000 francs au lieu des 350.000 qui étaient indispensables. On comprend donc que le Conseil général ait refusé en 1809 de voter les centimes additionnels qui lui étaient demandés pour l'achèvement de la route de Saint-Avold à Sarralbe : il trouvait que cette question ne regardait que le gouvernement. Les plaintes continuèrent donc jusqu'à la fin de l'Empire, d'autant plus que certaines routes étaient dégradées par le passage des troupes, que d'autres, telle celle de Sarreguemines à Dieuze, l'étaient par les transports de houille à destination des Salines de l'Est.

Mais le gouvernement trouva moyen de se décharger de l'entretien d'une partie des routes, en adoptant un nouveau mode de classement. Le décret du 16 décembre 1811 ne laissa sous sa responsabilité propre que 13 routes impériales, d'une longueur de 429 kilomètres. Le reste fut abandonné au département, qui ne s'était jamais occupé de ces questions, et aux communes (23). C'est alors que le Conseil général dut consentir à voter des centimes additionnels, dont le produit — 200.000 francs par an — devait être utilisé par l'administration des Ponts et Chaussées (24). Il va de soi que ces sommes furent diverties de leur destination, car la crise qui marqua les dernières années de l'Empire ne permettait plus une comptabilité régulière. Le département s'aperçut donc que les 400.000 francs théoriquement affectés aux routes impériales de 3^e et 4^e classe — telle était encore la dénomination officielle des routes dont il avait la charge — avaient été engloutis dans le gouffre du budget. D'ailleurs, en dépit du classement de 1811, les routes de 1^{re} et de 2^e classe demeuraient en un médiocre état d'entretien, à l'exception peut-être de celle de Mayence qui était devenue une des grandes artères de l'Empire, bien plus importante qu'elle ne l'était avant la Révolution. C'est surtout entre Saint-Avold et Forbach que des travaux importants avaient remplacé l'ancienne voie qui passait sur les hauteurs par un tracé à flanc de coteau le long de la Rosselle. Le passage de Napoléon avait activé l'entreprise, et des crédits extraordinaires, jusqu'à 200.000 francs en 1809, y avaient été affectés.

(23) Avant la Restauration, ces routes gardèrent le titre — qui n'était qu'un euphémisme — de routes impériales de 3^e et 4^e classe.

(24) Conseil général, session extraordinaire de 1812.

tés. D'autre part, près de 150.000 francs avaient été dépensés en 1811 pour la rectification de la côte de Longeville-lès-Saint-Avoid (25).

Pour intéressants que soient ces travaux, ils ne peuvent faire oublier l'état d'abandon dans lequel se trouvaient à la fin de l'Empire presque toutes les routes de la Moselle et plus encore les chemins vicinaux. L'insouciance des municipalités rurales à cet égard était telle que le Conseil général demandait en 1807 le rétablissement de la corvée dans les communes qui resteraient dans l'inaction. Nul remède ne fut porté à cette situation.

D'autre part, aucun des magnifiques projets d'amélioration de la Moselle préparés depuis le passage de Calonne à l'Intendance de Metz ne se trouvait réalisé au début du XIX^e siècle. Le Conseil général se préoccupait dès l'an IX de l'avenir du commerce fluvial de la ville et proposait d'unir la Moselle à la Saône. Il trouvait absolument insuffisant le crédit de 10.000 francs réservé par le gouvernement à l'entretien des digues, et déclarait que 400.000 francs étaient nécessaires pour l'approfondissement du lit d'un fleuve encombré de bancs de sable. D'autre part, dès l'an XIII, il reprenait le vieux projet d'union entre la Moselle, la Meuse et la Marne, et se montrait satisfait des vues du gouvernement sur la construction d'un canal des Salines, de Sarreguemines à Dieuze. Mais si beaucoup de projets étaient à l'étude, la réalisation fut médiocre: l'administration fit toutefois disparaître quelques bancs d'alluvions, rétablir les chemins de halage. Un sas fut construit à Metz, afin de permettre aux péniches de n'y plus rompre charge, et un port fut établi pour les houilles, hors des limites de la ville, à Chambière. Un autre projet avait été proposé à Napoléon, lors de son passage à Metz en 1807: la Seille aurait été rendue navigable et, liée au canal des Salines, elle serait devenue la voie d'accès la plus courte pour les houilles de la Sarre. On rappelait qu'au XVIII^e siècle un particulier avait, à titre d'expérience, fait descendre cette petite rivière par des bateaux chargés (26). La seule tentative de réalisation porta sur le canal des Salines, mais les événements de 1814 vinrent interrompre les travaux, qui n'ont jamais été repris depuis lors. C'est d'ailleurs un exemple qui résume la politique des travaux publics de l'Empire: plus de projets que d'ouvrages achevés, et ces derniers — fort rares — dus à des raisons avant tout stratégiques. L'argent avait manqué pour faire mieux, et la guerre suffit à expliquer cette déficience.

(25) SAINT-MARTIN (DE), *op. cit.*

(26) Conseil général, 1807 et 1809. Le sas voisin de la Préfecture existe encore, à peu près tel que le montrent les gravures du siècle dernier. Il n'est d'aucune utilité à la navigation.

III. — Les routes sous la Restauration

Un autre chapitre a montré comment la Restauration permit au Conseil général de disposer de sommes relativement élevées pour les routes dont il avait la responsabilité. D'autre part, l'assemblée départementale espérait en 1814 qu'une règle fixe serait bientôt adoptée pour l'entretien des chemins vicinaux, et pour l'un des plus importants, celui de Metz à Bouzonville, elle encourageait le préfet à constituer une commission spéciale de maires et de notables chargés d'en exécuter les réparations (27). En 1818, le Conseil souhaitait que dans la loi future qui fixerait le sort des chemins vicinaux, une distinction fût établie entre ceux de grande communication et ceux d'intérêt communal. La question était tellement à l'ordre du jour qu'en 1819 le gouvernement soumit à la discussion des conseils généraux un projet de loi qu'avait préparé le préfet du Rhône, Lezay-Marnésia. Mais c'est en vain que les administrateurs de la Moselle, entre autres M. de Tocqueville, s'efforcèrent de faire sentir leur autorité auprès des communes : l'absence d'une législation précise leur interdit toute action efficace, et quand une loi fut présentée par le gouvernement, il fut évident qu'elle serait insuffisante. Sans se laisser arrêter par la crainte de paraître rétablir la corvée, le Conseil général n'hésita pas à réclamer cinq journées de travail par chef de famille et par bête de trait, et cinq centimes additionnels à l'impôt foncier (28). Une commune montrait-elle de l'initiative, les notables du département s'empressaient de la féliciter : ce fut le cas d'Ancy-sur-Moselle, qui consacra 20.000 francs, produit de la vente de son quart en réserve, à la mise en état de la route qui gagnait Metz par la rive gauche, route dont le bon entretien importait grandement à la plus riche partie du vignoble. Encore en 1823, on constatait que de tels efforts restaient exceptionnels : on n'avait guère travaillé qu'à quelques chemins importants dont l'administration s'était spécialement occupée, et nul conseil municipal doublé des plus riches habitants ne s'était décidé à voter les centimes extraordinaires qu'autorisait la loi du 15 mai 1818 (29).

Vint enfin la législation du 28 juillet 1824, qui fut un premier progrès, car elle permettait d'utiliser les prestations, plus faciles à obtenir des paysans pauvres que des impositions en argent. Ce nouveau régime permit certainement quelques améliorations, surtout à partir du moment où des

(27) Conseil général, 20 octobre 1814.

(28) *Ibidem*, 20 août 1821.

(29) Cf *Actes administratifs*, 27 mai 1817, 28 avril 1822. Dès 1817, le préfet tenta d'obtenir des prestations communales et créa des inspecteurs gratuits chargés d'actionner les municipalités.

voyers dirigèrent les travaux. Mais il restait difficile d'obtenir des communes les prestations — ou leur équivalent en argent — car le vote n'en était que facultatif (30). C'est pourquoi, en 1832, le baron Sers démontrait au Conseil général la nécessité de pouvoir contraindre les municipalités récalcitrantes, de déterminer le classement de certains chemins « cantonaux » par les conseils d'arrondissement qui pourraient y affecter le produit d'impositions extraordinaires. Il était également important de confier au préfet le contrôle des dépenses engagées, de centraliser l'action. Ces principes reçurent leur application dans la loi du 21 mai 1836, mais jusqu'à cette date, en dépit de quelques efforts fragmentaires, le réseau des routes en bon état d'entretien resta limité aux routes royales et départementales. De village à village, les communications demeuraient souvent précaires, surtout en hiver, quand la moindre crue risquait d'enlever les ponts, quand les chemins n'étaient plus que des fondrières.

La Restauration avait été trop timide pour résoudre le problème de la vicinalité communale, mais elle avait par contre régulièrement entretenu le réseau des routes royales que l'Empire avait laissé en un état d'autant plus déplorable que deux invasions n'avaient pas amélioré la situation. Ce réseau était d'ailleurs peu étendu (31) : il comprenait avant tout la route royale n° 3 de Paris à Metz et Mayence, qui traversait le département sur près de 100 kilomètres de long et qui absorbait une grande partie des crédits disponibles. Une communication du sud au nord était assurée par la route de Nancy à Metz sur la rive droite de la Moselle, prolongée de Metz à Uckange et bifurquant alors vers Longwy d'une part, vers Thionville et Luxembourg de l'autre. L'extrémité nord-ouest du département, vers Longuyon et Longwy, était traversée par la route directe de Paris à Luxembourg. Une autre voie de communication du nord au sud unissait Sarreguemines à Dieuze et Nancy. Les relations avec l'Alsace étaient assurées par la route de Metz à Château-Salins et Strasbourg, et par celle de Sarreguemines et Sarralbe vers le chef-lieu du Bas-Rhin. Restait enfin la route de Metz à Boulay et Sarrelouis, certainement moins active que les précédentes. Ce réseau, presque entièrement terminé en 1814, avait un caractère déjà traditionnel. Il fut rapidement porté à un bon état d'entretien. On s'efforça d'y faire res-

(30) *Ibidem*, arrêté du 16 avril 1828. Le préfet déplore « qu'une multitude de chemins soient encore en très mauvais état, et même impraticables pendant une grande partie de l'année ». Sur 568 communes, il n'y en avait que 31 qui avaient voté régulièrement des prestations, et que 30 qui avaient eu recours aux impositions extraordinaires. L'arrêté du 29 septembre 1831 signale la persistance des mêmes négligences.

(31) A. D. Moselle, cartes et plans, n° 2047 : carte manuscrite des routes de la Moselle, 1829; n° 952 : carte lithographiée du département de la Moselle, 1836.

pecter l'interdiction des voitures à jantes étroites, accusées d'être une cause d'usure, et de vérifier par des ponts à bascule que les chargements n'excédaient pas les poids maxima autorisés (32). Mais l'efficacité de ces mesures, prises dès 1806 et rappelées fréquemment, ne semble pas avoir été très grande. La dégradation des routes restait une menace perpétuelle, et le Conseil général jugeait en 1827 que le crédit de 250.000 francs qui leur était alloué restait insuffisant, d'autant plus que la seule voie de Paris à Mayence en absorbait le quart.

Si ces crédits suffisaient à l'entretien, ils ne permettaient guère de travaux plus importants (33). On ne peut guère citer de rectification de côte qui ait été réalisée sous la Restauration. Tel pont, comme celui de Sarralbe, fut simplement reconstruit en charpente reposant sur des piles de maçonnerie, et pour se décider à réédifier celui de Sarreguemines — il est vrai que le travail coûta 250.000 francs — il fallut d'incessantes réclamations qui aboutirent en 1829. La Restauration réalisa néanmoins deux routes que l'on peut considérer comme nouvelles : l'Etat, le département et les communes contribuèrent à l'achèvement de celle de Saint-Avold à Sarralbe, qui permit d'aller de Metz à Strasbourg sans passer par Saverne et qui fut classée parmi les routes royales en 1821. Les travaux nécessitèrent une dépense de près de 400.000 francs, dont le gouvernement paya la moitié. D'autre part, la vieille route qui s'ouvrait à travers une marche forestière pour joindre Bitche à la plaine d'Alsace fut rétablie à partir de 1823, après cinquante ans d'abandon. L'autorité militaire venait de choisir la petite place forte comme une position intermédiaire entre Metz et Strasbourg, et c'est sur sa demande que plus de 200.000 francs furent dépensés dans une entreprise dont l'objet économique était secondaire.

Destiné à relier entre elles les villes principales, à ouvrir des voies au grand commerce, le réseau des routes royales avait à peu près l'importance que les voies ferrées acquirent dès 1870, mais il était nettement insuffisant pour les besoins du département. Il existait d'autre part d'anciennes routes impériales de 3^e et 4^e classe, abandonnées aux soins du Conseil général, dont ce fut au lendemain de 1815 une des principales préoccupations. Il était d'autant plus inquiet que les Salines de l'Est, que des décrets napoléoniens avaient contraint à verser une subvention pour les routes de Sarrelouis à Bouzonville et de Sarrelouis à Altroff, semblaient ne plus vouloir la payer. On commença les travaux d'entretien et de mise en état des lacunes sans qu'un plan précis eût été établi. Mais en 1820,

(32) Un arrêté du 1^{er} décembre 1817 décida que le décret du 23 juin 1806, qui interdisait les jantes étroites, serait appliqué en 1818. Mais de nouveaux sursis furent accordés jusqu'en 1820. Pour les ponts à bascule, cf. A. D. Moselle, 1 S 147.

(33) Cf. SAINT-MARTIN (DE), *op. cit.*

l'ingénieur en chef, Bouquet, fit adopter un classement de six routes départementales, une répartition ferme des crédits, et obtint qu'un traitement fût alloué aux quatre conducteurs voyers attachés à ce service : il s'éleva seulement à 800 francs ! Le premier classement comprenait les voies suivantes : Metz-Sedan, Metz-Briey, Thionville-Sierck, Sarrelouis-Nancy, Saint-Avold-Dieuze, Sarreguemines-Bitche. Pour les deux routes qui les intéressaient, il était entendu que les Salines verseraient 15.000 francs par an. De plus, M. de Tocqueville réussit à obtenir des prestations volontaires d'un bon nombre de communes intéressées aux travaux. Enfin une ordonnance de 1823 ajouta au classement déjà fait les routes de Metz à Bouzonville et de Nancy à Bitche. Le département se trouva ainsi responsable de 220 kilomètres de routes, qui s'ajoutaient aux 446 kilomètres de routes royales. Les premières furent si bien mises en état pendant la Restauration que le Conseil général affirmait qu'elles pouvaient se comparer avec avantage aux secondes, alors qu'elles se trouvaient en 1815 dans l'abandon le plus complet. En outre, et sans classement officiel, le département avait subventionné les travaux entrepris sur le chemin de Thionville à Moyeuivre, Briey et Etain.

Mais une cause inattendue obligeait de renoncer à certains projets : l'opposition du Génie, qui avait à émettre son avis sur l'opportunité de l'ouverture de nouvelles voies de communications dans la région frontitière. C'est ainsi qu'en application de l'ordonnance royale du 18 septembre 1816, l'autorité militaire interdisait de travailler au chemin de Boulay à Bouzonville, entrepris grâce à des fonds de charité dont disposait le préfet. En 1826, l'opposition s'étendait à la route royale de Bitche à Deux-Ponts, au chemin de Briey à Longuyon. La commission mixte des travaux publics, où siégeaient côte à côte des officiers du Génie et des ingénieurs des Ponts et Chaussées, s'était déclarée ennemie de l'ouverture de nouvelles voies d'invasion, et c'est en vain que le Conseil général s'indignait de pareilles craintes dans un royaume qui pouvait lever un million d'hommes pour sa défense (34). C'est en vain qu'il montrait que les routes permettaient tout autant d'entrer chez nos voisins, qui se gardaient d'ailleurs de suivre une politique aussi restrictive.

En ce qui concerne les voies navigables, la Restauration ne réalisa rien dans la région lorraine. Les projets ne manquèrent pourtant pas, d'autant plus que les rêves de grandeur commerciale de Metz étaient liés à la navigation de la Moselle (35). Un des vœux les plus modestes concernait l'installation à Sierck d'une grue et d'un magasin, et même celui

(34) Conseil général, 23 août 1826.

(35) Cf. chapitre V, paragraphe 2.



La Moselle à Thionville vers 1850
d'après un dessin de Migette.

là n'obtint pas satisfaction (36). A plus forte raison en fut-il de même du grand dessein esquissé en 1822 par le Conseil général : l'union de la Moselle à la Marne, qui permettrait de ravitailler Paris en bois de construction des forêts lorraines, de ces forêts dont on avait si longtemps craint la destruction rapide et que maintenant la houille menaçait de priver de débouchés. L'assemblée départementale faisait valoir que la stagnation du commerce rendait les capitaux particulièrement abondants, et qu'un ingénieur avait étudié dans le détail un tracé qui effectivement avait devant lui un brillant avenir, puisqu'il était presque celui du futur canal de la Marne au Rhin. D'autre part, la Chambre de commerce demandait la canalisation de la Moselle, tandis que le Conseil général préconisait le dragage de son lit (37). La liaison entre le principal fleuve de la Lorraine et la Saône était également projetée, mais le gouvernement de la Restauration demeura inerte. En résumé, le retour de la paix avait permis d'entretenir les routes principales, mais l'attitude des autorités, en dépit des vœux émis par les notables, avait été caractérisée par une prudente passivité. Même les routes départementales n'étaient que d'anciennes voies ouvertes dès le XVIII^e siècle; les principaux ponts demeuraient tels qu'ils étaient avant la Révolution, et celui de Thionville par exemple, pont couvert édifié sous Louis XIV, était dans un tel état de délabrement que sa reconstruction s'imposait (38): mais le problème, qui entraînait un conflit d'attributions entre les autorités civiles et militaires, entre le département et l'Etat, était sans doute trop compliqué pour l'époque, car il ne fut résolu que vingt après. S'ils avaient écouté les vœux des conseillers généraux, de ces notables sincèrement royalistes, les administrateurs de la Restauration auraient suivi une politique plus hardiment réalisatrice: ils y auraient d'ailleurs rencontré la tradition du XVIII^e siècle, tandis que leurs hésitations paraissent difficilement excusables en une époque de paix et de prospérité (39).

(36) Voir par exemple le vœu émis par le Conseil général le 1^{er} septembre 1829. L'assemblée départementale espérait toujours réserver à la Moselle le transit entre l'Allemagne et l'Amérique par le Havre.

(37) *La Chambre de commerce de Metz*, vœux du 3 janvier 1826, p. 18. La Chambre citait le mémoire présenté en 1772 à la Société royale des Sciences et Arts de Metz par Gardeur-Lebrun, chargé de mission par Calonne, alors intendant de Metz.

(38) Au musée militaire organisé à Metz en 1931, à l'occasion de la Foire-Exposition, étaient exposées deux lithographies (collection de M. l'abbé Heckmann) montrant l'aspect du pont couvert, simple galerie de planches reposant sur des piles de maçonnerie.

(39) On peut toutefois signaler, sous la Restauration, les débuts des travaux du Canal du Rhône au Rhin, qui n'intéressèrent point la Lorraine. La nouvelle voie d'eau fut ouverte à la navigation après 1830.

IV. — Les routes sous la Monarchie de Juillet

La Monarchie de Juillet adopta en matière de travaux publics, comme dans le domaine scolaire et budgétaire, une attitude plus résolue, plus moderne, que le régime qui l'avait précédée. En dépit de l'accroissement du trafic, particulièrement intense sur la route de Sarreguemines à Dieuze, les ingénieurs réussirent à conserver les voies royales en bon état d'entretien. Il y eut, il est vrai, quelques années difficiles entre 1835 et 1840, car les crédits avaient quelque peine à s'adapter à la situation nouvelle : de 250.000 francs, ils furent enfin portés, après plusieurs réclamations du Conseil général, à 370.000. En outre, les allocations spéciales pour gros travaux et pour constructions nouvelles furent considérablement augmentées : en 1842, elles atteignaient respectivement 136.000 et 219.000 francs. La progression des crédits fut d'ailleurs constante, et en 1847, ils s'élevèrent, entretien compris, à 800.000 francs. Le Conseil général avait obtenu le classement de la route de Thionville à Sierck comme royale, et dès lors le gouvernement se trouva chargé de 467 kilomètres de voies de communication, chiffre qui resta invariable jusqu'en 1870.

Parmi les principaux travaux exécutés sous Louis-Philippe il faut citer la reconstruction et l'élargissement du pont des Morts, à Metz, sur la route de Paris à Mayence (1845-1847) (40), d'importantes rectifications de côtes à Longuyon, à Longwy, à Lauvallière (sur la route de Sarrelouis), à Moncheux et Delme (sur celle de Strasbourg), à Grossbliedestroff et Sarreguemines : ces transformations, qui donnèrent aux routes les profils qu'elles ont conservés jusqu'aujourd'hui, ne coûtèrent pas moins de 800.000 francs. On acheva à la même époque la route de Vouziers à Longuyon par Marville, qui présentait encore des lacunes, et le Génie laissa enfin terminer la liaison entre Bitche et Deux-Ponts, dont il fixa d'ailleurs lui-même le tracé. D'autre part, le classement parmi les routes royales de la voie de Thionville à Sierck avait rendu plus nécessaire que jamais la reconstruction du pont de la première de ces localités : on aboutit enfin à une solution budgétaire et l'inauguration put en avoir lieu en 1846, après de longs débats dans lesquels l'autorité militaire était intervenue pour exiger la construction de nouveaux ouvrages défensifs qui avaient encore élevé la note à payer (41). Il convient aussi de citer

(40) Les travaux de reconstruction du pont des Morts amenèrent l'interruption des fontaines de la ville de Metz, alimentées par les sources de Scy. *Indépendant*, 12 juillet 1847.

(41) Le nouveau pont fut béni par l'archiprêtre et inauguré par le préfet le 1^{er} novembre 1846. *Indépendant*, 4 novembre 1846. Le pont des Morts et celui de Thionville sont encore aujourd'hui tels que les a reconstruits la Monarchie de juillet.

à l'actif de la Monarchie de Juillet la reconstruction du pont de Frauenberg, sur la Blies, qui avait été détruit en 1792 et qui était indispensable à la liaison entre la Bavière rhénane et Sarreguemines : pour cette dernière ville, c'était l'espoir de devenir un centre de transit, la possibilité de concurrencer Forbach et de voir ses rues traversées par les diligences gagnant l'Allemagne (42).

Une mention particulière doit être accordée à l'édification de deux ponts suspendus, les premiers du département, par des particuliers qui obtinrent concession du péage. L'un d'eux avait une importance exclusivement messine, et remplaçait un ouvrage emporté en 1789 par la débâcle des glaces : ce fut le pont suspendu de Chambière, construit hors des murs sur le petit bras de la Moselle. L'autre modifia pour la première fois le régime traditionnel de la traversée du grand fleuve, sur lequel il existait de temps immémorial les seuls ponts de Pont-à-Mousson, Metz — pont des Morts et Pontiffroy — et Thionville : le pont suspendu de Novéant vint s'y ajouter en 1836, mais un accident bientôt survenu obligea à une réparation complète, qui fut achevée en 1840. Ce dernier ouvrage était l'œuvre de la Société parisienne des Ponts à péage, qui en demeura concessionnaire jusqu'en 1907 (43).

D'autre part, le nombre des routes départementales fut augmenté sous Louis-Philippe par le classement de celles de Metz à Dieuze, de Metz à Nomény par les rives de la Seille, de Thionville à Briey et Etain, de Thionville à Bouzonville et Sarrelouis, de Sarreguemines à Haguenau. La Moselle eut ainsi 350 kilomètres de voies de cet ordre, bien entretenues. Tandis que la plupart des routes départementales étaient d'anciennes voies royales abandonnées depuis la Révolution et seulement à remettre en état, certains itinéraires, Metz-Nomény, Metz-Baronville-Dieuze, étaient absolument nouveaux et leur construction entraîna des dépenses considérables et des discussions acharnées sur les avantages respectifs des divers tracés proposés (44). Le département avait d'ailleurs été aidé par l'Etat qui, par la loi du 6 novembre 1831, avait offert une somme égale à celle que le Conseil général était invité à voter extraordinairement. On avait pourtant ren-

(42) L'importance de la liaison entre la France et le Palatinat par le pont de Frauenberg a été signalée par M. Ch. SCHMIDT dans un article paru dans la *Sarre française*, 1924, *Sarreguemines et le Zollverein*. Un magistrat en vacances à Sarreguemines, le conseiller Lallemand, avait signalé, en 1838, au ministre, l'intérêt qu'il y avait à rétablir ce pont, surtout depuis que la Bavière faisait partie du Zollverein.

(43) A. D. Moselle, 2 S 227, et MASSENET (Abbé), *L'ancien pont de Novéant* (Mémoires de l'Académie, 1912).

(44) *Courrier*, 17 novembre 1832.

contré des difficultés auxquelles on n'était plus habitué depuis que les travaux se bornaient à mettre en état des chemins dont le tracé était fixé : il avait fallu débattre avec les propriétaires les prix d'achat des terrains, et menacer d'arrêter les travaux là où leurs exigences paraîtraient trop fortes. On avait tenu compte des subventions qu'offraient des communes ou des particuliers, et c'est ainsi que Rémilly attira à elle la route de Metz à Dieuze en offrant 3.000 francs, auxquels Auguste Rolland ajoutait une somme égale (45). Le tracé proposé de Sarreguemines à Rohrbach vers l'Alsace avait rencontré l'habituelle opposition du Génie, qui craignait de multiplier les passages à travers les forêts de la Hardt. L'interdiction fut levée en 1841, par l'influence d'un ancien ministre de la Guerre, le général Schneider, député de Sarreguemines. Une résistance analogue empêchait de terminer la route de Saint-Avold à la frontière. Une autre difficulté se présentait depuis que les Salines de l'Est avaient cessé d'être privilégiées et que les forges de Moyeuvre étaient réunies à la Moselle par une voie ferrée particulière : ces entreprises refusaient de continuer les versements qu'elles faisaient en faveur des routes. Le Conseil général imagina alors de classer les deux routes qui les intéressaient parmi les chemins de grande communication, pour lesquels les subventions industrielles étaient légalement prévues. Cette mesure ne fut d'ailleurs pas appliquée, car un accord put être conclu à l'amiable.

En résumé, l'accroissement des ressources budgétaires de la Moselle avait permis de doubler, sous la Monarchie de Juillet, la longueur des routes départementales et de porter leur fraction amenée à l'état d'entretien de 178 à 350 kilomètres. Le réseau pouvait être considéré comme achevé en 1848, à l'exception de quelques rectifications de côtes que le Conseil général se proposait de confier à des particuliers — contre abandon d'un péage temporaire (47). Les travaux neufs avaient absorbé plus de deux millions de francs, et le prix de l'entretien annuel était monté de 90.000 à 200.000 francs. Jamais la région n'avait possédé un réseau de communications aussi étendu, et les ruines de la période révolutionnaire et impériale, les hésitations de la Restauration étaient définitivement réparées.

(45) Auguste Rolland fut un des plus remarquables représentants de la bourgeoisie libérale de Metz, où il était né en 1797. Licencié en droit, architecte, peintre de talent, il fut maire de Rémilly de 1834 à 1850, avant son ami Valette. Il dota sa commune d'un réseau routier remarquable, donna les plans du clocher orné de quatre clochetons, de l'école, de la mairie. Il fut aussi l'architecte des mairies de Courcelles-Chaussy, d'Adaincourt, d'Herny.

(46) Conseil général, 27 août 1845.

(47) *Ibidem*, 1^{er} septembre 1843. Il s'agissait en l'espèce de la route de Sarreguemines à Bitche.

Ce n'est pourtant là que la moindre part de l'œuvre de la Monarchie de Juillet, dont l'essentiel concerna les chemins vicinaux. L'idée d'une distinction entre grande et moyenne vicinalité était d'ailleurs dans l'air, et l'on a vu comment les préfets de la Moselle avaient, déjà en 1830, créé un corps d'agents-voyers, comment ils avaient dirigé certains travaux qui légalement ne dépendaient que des communes. Le Conseil général avait appuyé de ses vœux cette politique. En 1834, l'ingénieur en chef lui présentait une carte des chemins de grande communication qu'il se proposait d'établir, et l'assemblée, examinant la loi projetée, réclamait des mesures coercitives vis à vis des communes et l'emploi des fonds sous la surveillance administrative: c'était nettement la thèse centralisatrice.

Vint enfin la loi du 21 mai 1836, dont les dispositions répondirent aux vœux si souvent répétés des fonctionnaires et des notables. Il y eut dès lors un budget de la vicinalité départementale, et le rôle des communes se trouva réduit dans une large mesure. Le Conseil général adopta le taux de remplacement de la journée de prestation, pour ceux qui préféreraient s'acquitter en argent, et classa immédiatement 16 chemins de grande communication, après avoir pris connaissance des délibérations des conseils d'arrondissement et des municipalités (48). Le réseau comprenait ainsi 345 kilomètres pour lesquels on escomptait près de 700.000 francs de dépenses. Dès 1840, cette première série de chemins étaient en bon état, et de nouveaux axes de trafic apparaissaient dans le département: c'est ainsi que la liaison directe entre Saint-Avold et Sarreguemines permit d'éviter de longs détours, et qu'au contraire on vit des voitures trop lourdement chargées, soucieuses d'éviter le pont à bascule de Maison-Neuve, aller de Metz à Conflans en passant par Novéant et Gorze (49).

Le Conseil général décida alors le classement d'une nouvelle série d'une vingtaine de chemins. Pour certains d'entre eux, il trouva des concours de la part des communes ou des propriétaires intéressés: c'est ainsi que pour la route de Maison Rouge (à la sortie nord de Metz) à Clouange, les municipalités de Marange et de Rombas donnèrent 2.800 francs, les forges de Wendel 8.000, car elles rapprochaient Moyeuvre du chef-lieu. En 1848, la situation était la suivante: 42 chemins étaient classés de grande communication, avec une longueur de 791 kilomètres, dont 500 étaient complètement terminés. Depuis 1836, on avait dépensé pour cette

(48) *Ibidem*, 26 au 30 août 1836. A la fin de la session, le président du Conseil général remercia particulièrement le préfet « pour la question vitale des grandes et moyennes voies de communications vicinales ».

(49) Il aurait d'ailleurs suffi de déplacer le pont à bascule de quelques centaines de mètres, de l'installer entre Moulins et Longeville, pour rendre cette fraude impossible.

œuvre 2.113.000 francs, dont près du quart pour le seul entretien qu'assumaient une centaine de cantonniers. En outre une trentaine de chemins étaient classés sous la rubrique « moyenne vicinalité » et s'étendaient sur 432 kilomètres, plus ou moins complètement construits. La petite vicinalité, qui restait à la charge des communes, était également contrôlée par le voyer en chef. Ses 1.400 kilomètres de chemins, reliant entre eux tous les villages et hameaux de la Moselle, avaient absorbé en dix ans plus de quatre millions de francs sans que le travail fût près d'être terminé.

Il n'en restait pas moins que l'essenitel était fait : le réseau des routes régulièrement entretenues par l'administration, qui ne comprenait en 1830 que 600 kilomètres environ, s'étendait en 1848 sur 1.000 kilomètres de plus. L'achèvement des voies vicinales n'était plus qu'une question d'années. Les cartes, qui ne montraient jadis qu'un réseau fort lâche d'artères menant d'une ville à l'autre, avaient pris l'aspect d'une toile d'araignée. Les problèmes légués par le passé étaient résolus, et la routine administrative allait désormais suffire à tout, jusqu'au jour où se révéla, quelque 70 ans plus tard, une cause d'usure des routes que n'avaient pu prévoir les ingénieurs de la Monarchie de Juillet, la vitesse des automobiles, agents de rénovation morale des chemins qu'ils menacent sans cesse de destruction matérielle.

V. — Les débuts des voies navigables et des chemins de fer

Pendant que s'achevait le réseau des communications routières et qu'elles connaissaient un trafic dont seul le ^{xx}^e siècle devait dépasser l'intensité, la question des voies navigables continuait de se poser tandis qu'apparaissait le problème des voies ferrées. Dès 1832, le gouvernement avait accordé un crédit de 6.000 francs pour l'étude préliminaire de la navigation de la Moselle. Le Conseil général trouva d'ailleurs cette somme absolument insuffisante, d'autant que les droits de navigation rapportaient 25.000 francs qui auraient dû être entièrement attribués à cet objet. En 1834, les ingénieurs Lemasson et Le Joindre purent présenter les premiers résultats de leurs travaux : une carte au 1/20.000^e et un plan au 1/2.000^e avaient été dressés entre Pont-à-Mousson et la frontière prussienne ; un devis avait été établi, et il semblait qu'un crédit de 700.000 francs suffirait à donner au fleuve un tirant de 80 centimètres lors des basses eaux (50). L'intensité croissante du trafic paraissait légitimer cette dé-

(50) LEMASSON et LE JOINDRE : *Mémoire sur la navigation de la Moselle* (Mémoires de l'Académie, 1835). — *La Chambre de commerce de Metz*, p. 22 et ss. — BÉGIN (L.) : *Etude sur la navigation et l'histoire de la Moselle*.

pense, et l'ingénieur Lemasson, plein de défiance en l'avenir des voies ferrées, attachait une grande importance à cette œuvre. Or une loi du 30 juin 1835 accordait un crédit d'un million de francs à la navigation intérieure : la Moselle était certaine d'en avoir sa part, et déjà le Conseil général souhaitait que l'on reprît les travaux du canal des Salines, abandonnés en 1814, que l'on reliât la Saône au fleuve qui donnait son nom au département, et que l'on écartât tout projet de jonction avec la Meuse, qui détournerait de Metz le transit entre les pays du Midi et la Hollande (51) :

C'était trop d'ambition, et le seul travail entrepris fut la rectification du cours de la Moselle entre la frontière prussienne et la Lobe, à la limite du département de la Meurthe. Les ingénieurs employèrent le procédé des digues longitudinales, ou épis submersibles, et dès 1842 ils avaient ainsi établi une quarantaine de chenaux artificiels, plus profonds que n'était le lit naturel. Ces travaux facilitèrent la navigation, mais ils demeuraient insuffisants, malgré une dépense de plusieurs centaines de milliers de francs. C'est pourquoi le Conseil général vota un crédit de 3.600 francs pour l'étude de la canalisation entre Metz et Frouard, projet qu'appuyait la Chambre de commerce par sa délibération du 24 mai 1841. Mais, en 1844, la certitude de la construction prochaine d'une voie ferrée Metz-Nancy fit renoncer à tout projet de canal latéral comme à toute idée d'union avec la Saône, alors que le tracé d'un futur canal longeant le Madon avait déjà étudié. Il faut enfin noter que le Conseil général regrettait vivement que les travaux de correction de la Moselle n'eussent pas été poussés jusqu'à Wasserbellig par le gouvernement prussien, et que les bateliers français fussent moins avantagés que les étrangers dans le **trafic international**.

Deux canaux avaient été achevés ou commencés dans l'Est de la France sous la Monarchie de Juillet : l'un, celui du Rhône au Rhin, ouvert en 1832, ne pouvait que nuire au commerce de transit que Metz aurait voulu développer ; du moins permettait-il de faire arriver à moindre prix les vins et eaux-de-vie destinés à la consommation locale (52). L'autre, celui de la Marne au Rhin, n'eût présenté un réel intérêt pour le département que si, comme le désirait le Conseil général, il avait passé par Saint-Dizier et desservi les forges de la Haute-Marne qui commençaient à consommer des houilles sarroises. Le tracé par Bar-le-Duc n'intéressait Metz qu'assez médiocrement. En dépit de la prochaine concurrence de la voie ferrée, les travaux se poursuivaient, et en 1847 la navigation pouvait

(51) Conseil général, 6 septembre 1839.

(52) *Indépendant*, 12 décembre 1832.

déjà atteindre Tannois, dans le département de la Meuse. D'autre part, depuis la Monarchie de Juillet, les ingénieurs des Ponts et Chaussées s'occupaient activement du curage des cours d'eaux non navigables, de la Seille, de la Nied. Ces travaux, qui présentaient un intérêt réel pour les moulins, prirent encore plus d'importance sous le Second Empire.

Mais il faut avouer que l'achèvement des travaux de rectification de la Moselle et du canal de la Marne au Rhin ne préoccupait guère l'opinion, surtout depuis 1840. Les voies ferrées attiraient à elles toute l'attention, et autour de leur tracé se livrait, entre les villes et les départements rivaux, une ardente bataille. C'est en 1832 que pour la première fois il avait été question d'une ligne qui unirait Strasbourg et Metz à la capitale (53). Puis la loi du 27 juin 1833 avait prévu l'étude d'un chemin de fer de Paris au Rhin avec embranchement sur le chef-lieu de la Moselle : c'est le résultat des premières enquêtes que l'ingénieur Lemasson exposa en 1835 à la séance solennelle de l'Académie : il envisageait un tracé par la vallée du Grand-Morin et Fère-Champenoise, atteignant Frouard, et bifurquant alors d'une part sur Metz, d'autre part sur Nancy et Strasbourg, avec passage à Sarrebourg et percement d'un tunnel à Hommarting. Pour la seconde partie du trajet, à partir de Vitry-le-François, ce premier projet se trouve être justement celui qui fut adopté après de longues controverses, et en dépit des efforts de Metz. Le Joindre avait même étudié dans le détail un tracé de voie de Frouard au chef-lieu de la Moselle, avec aboutissement dans l'île du Saulcy et franchissement de la rivière par la digue de Wadrineau (54). Ce premier projet fut soumis en 1837 aux formalités d'enquête prescrites par la loi. Le Joindre eut même une conférence avec le colonel du Génie responsable de la place de Metz, qui accepta l'établissement d'une **gare au Saulcy et la construction d'un pont de bois sur la Moselle** (55). Des enquêtes furent également ouvertes en 1838 sur un projet de liaison du Havre à Strasbourg, par Compiègne, Sedan et Metz, en 1839 sur une voie ferrée de Metz à Sarrebruck, mais la politique ferroviaire de la France était alors si timide qu'aucun travail ne fut réalisé (56).

(53) *Ibidem*, 14 septembre 1832.

(54) A. D. Moselle, 2 S 258, carte au 1/10.000^e, de Frouard, à Metz, dressée le 20 novembre 1834.

(55) *Ibidem*, conférence du 26 décembre 1837. Lettre du directeur général des Ponts et Chaussées, 8 septembre 1837. La ligne envisagée à cette date partait de la porte d'Ivry, à Paris, et gagnait Frouard par les plateaux de la Brie et la vallée de l'Ornain.

(56) A. D. Moselle, 2 S 263, rapports des 31 décembre 1838 et 11 février 1840. Le projet Hamelin prévoyait une voie ferrée unissant Le Havre à Strasbourg sans toucher Paris ; le projet Paquier comportait une ligne de Metz à Nancy par Nomény et les liaisons Metz-Sarrebruck, Sarrebruck-Strasbourg.



Metz. — Le Moyen-Pont et l'accident du vapeur « l'Austrasien »
à la digue des Pucelles, en octobre 1841.

Le Conseil général de la Moselle, si prompt à s'occuper des routes et des canaux, semblait se désintéresser des chemins de fer. Il ne trouvait pas le temps de délibérer au sujet de la ligne de Sarrebruck que lui proposait l'ingénieur Petiet. Entre temps, Emile Bouchotte, avec son habituel esprit d'initiative, préconisait à Nancy, au cours d'une conférence qu'il fit en juin 1840 à l'Hôtel de Ville, la fondation d'une société qui réaliserait l'union des deux grandes villes lorraines, et de nombreux souscripteurs se présentaient (57).

Tout changea en août 1841, à partir du moment où le gouvernement se décida à l'action. Le préfet venait de recevoir l'ordre de faire étudier la ligne de Metz à Sarrebruck, et une campagne de presse se dessina aussitôt : Metz, disait-on, devait être reliée à Mannheim et devenir l'entrepôt entre la France et l'Allemagne du Nord. Le journal de la Préfecture, *l'Indépendant*, proclamait que le passage à Nancy de la voie de Paris au Rhin était inadmissible. Il aurait encore préféré que la ligne de Strasbourg vînt s'embrancher à Dijon sur celle de Lyon ! Il doutait d'ailleurs que le prix de la locomotion sur les chemins de fer permit jamais aux marchandises d'être transportées par cette voie, et craignait que la facilité des relations avec Paris ne nuisît au commerce local (58). L'opinion messine ne fut pas unanime ; ses divisions furent une cause de faiblesse, tandis que les Nancéiens et les Strasbourgeois surent dès le premier instant ce qu'ils voulaient : le trajet direct de la capitale à leurs villes par la Marne et l'Ornain, trajet identique à celui du canal et de la route des diligences (59). Après quelques hésitations, les représentants qualifiés de la Moselle et de la ville de Metz, Conseil général, Conseil municipal, Chambre de commerce, députés du département, commission de l'Académie, acceptèrent le passage par Nancy en le subordonnant à une condition, d'accord avec la grande majorité des députés de l'Est : ils voulaient que la loi prévît la construction d'un embranchement qui atteindrait leur chef-lieu. Certains pensaient déjà à une ligne qui desservirait Reims et Verdun, mais ce projet ne fut que mollement défendu (60). On comprend combien

(57) *Indépendant*, 6 juillet 1840.

(58) *Ibidem*, 24 novembre, 3 et 22 décembre 1841.

(59) Cf. BUSSIÈRES (de) : *Considérations sur le chemin de fer de Paris à Strasbourg*, et A. D. Moselle, 1 S 356, lettre du préfet du Bas-Rhin en date du 2 novembre 1841, demandant à son collègue de la Moselle de collaborer à l'adoption de la ligne directe par Nancy et Frouard.

(60) *Indépendant*, 25 février, 21 mars, 13, 25 et 29 avril 1842. Au cours de cette première période, l'opinion messine et ses représentants acceptaient l'alliance de Nancy et de Strasbourg. L'organe officieux de la Préfecture restait seul ennemi de toute concession aux villes voisines.

fut vive la déception quand on apprit que le projet de loi fixait le passage à Nancy et à Strasbourg sans mentionner Metz. Le Conseil municipal se rendit en corps — illégalement — pour protester à la Préfecture; on parla d'une alliance entre la Moselle et les départements du Nord pour faire échec au gouvernement; on accusa de trahison tel député, Charpentier, qui avait voté pour le tracé par Nancy sans conditions. Rien n'y fit, et la loi du 11 juin 1842 fut promulguée. Tout ce qu'avait pu obtenir le général Schneider, député de Sarreguemines, fut une déclaration verbale du maréchal Soult qui, du haut de la tribune, proclama la nécessité de relier à la capitale la première place de guerre du royaume (61).

La cause de Metz n'était pourtant pas définitivement perdue, car la loi n'avait pas fixé le tracé entre Paris et Nancy. Le choix restait possible entre trois itinéraires principaux (62): Châlons, Bar et Frouard — Châlons, Sainte-Menehould et Arnaville — Creil, Soissons, Reims, Sainte-Menehould et Arnaville. Le premier, qui a été réalisé, mettait Nancy à 350 kilomètres de Paris et Metz à 388. Il désavantageait évidemment cette dernière ville, mais il était conforme à la tradition et présentait une certaine logique géographique. Il avait l'inconvénient de nécessiter de fortes rampes à Loxéville, entre Ornain et Meuse, et de doubler le canal de la Marne au Rhin. Châlons, Bar, Nancy et Strasbourg le défendaient énergiquement, et les capitalistes qui songeaient à obtenir la concession lui étaient en général favorables. Le second projet plaçait Metz et Nancy respectivement à 354 et 358 kilomètres de la capitale; il avait l'avantage d'ouvrir une voie directe vers Mannheim, grand port rhénan d'une importance bien supérieure à celle de Strasbourg. La Chambre de commerce de Paris et une partie du Conseil général de la Seine étaient favorables à ce tracé, qui l'aurait peut-être emporté si Metz l'avait soutenu au lieu de défendre, en dépit des conseils de Le Joindre, la ligne de Creil et de Reims (63). Le préfet, le Conseil général, le Conseil municipal s'attachèrent en effet à ce projet bizarre qui reliait au réseau du Nord une voie

(61) *Ibidem*, 2, 4, 9, 16 et 20 mai 1841. C'est le 4 mai que l'*Indépendant* proclama la nécessité d'abandonner l'alliance de Nancy et de Strasbourg.

(62) LE JOINDRE : *Chemin de fer de Paris à la frontière d'Allemagne*. (Mémoires de l'Académie, 1844.). A. N. F¹⁴ 9102, 9103, 9104, 9105. Ces dossiers contiennent de nombreux documents sur l'établissement de la ligne de l'Est. Pour le rôle du Conseil général, voir surtout la session extraordinaire d'avril 1844.

(63) C'est évidemment le préfet Germeau qui entraîna l'opinion, à partir de juin 1841, dans cette voie dangereuse. Le 19 décembre 1841, le baron Rousseaux, député de la Meuse, lui écrivit en vain pour le mettre en garde contre cet entraînement: « Vous et vos administrés maudirez la fatale illusion qui vous pousse », A. D. Moselle, 1 S 356.

destinée à joindre Paris à Strasbourg, et qui, sous prétexte de desservir la vallée de l'Aisne, de faciliter les communications entre Le Havre, Lille et l'Est de la France et de drainer le trafic de l'Allemagne vers la Manche, allongeait démesurément la distance entre Nancy et la capitale. L'alliance entre Metz et Reims fut poussée si loin que les délégués de cette dernière ville vinrent en Moselle pour établir un plan de bataille commun (64). Des souscriptions organisées dans l'Aisne et dans la Marne offrirent plusieurs millions de francs si le tracé par le Nord était adopté. Ces efforts furent vains, et le 15 mai 1844, le ministre des Travaux publics déposa un projet de loi portant construction d'une ligne de Paris à Hommarting par Châlons et Bar, avec embranchement sur Reims et Metz (65).

La Chambre de commerce de Metz avait vu trop grand en voulant transformer une ligne de la capitale à Strasbourg en une liaison entre Le Havre et l'Allemagne, capable de concurrencer les voies belges et hollandaises, qui de Cologne menaient à la mer du Nord. Le préfet Germeau s'était aperçu, mais trop tard, qu'il avait fait fausse route, et en avril 1844 il avait plaidé, même auprès du duc de Nemours, la cause du tracé par Châlons et Arnaville, tracé qu'avait accepté la Chambre consultative des Arts et Manufactures de la Meurthe (66). L'argument politique n'avait pas été négligé (67) : « Par suite de son ancienne organisation, de ses anciennes franchises, avait écrit le préfet, le département de la Moselle a conservé un fond d'anciennes idées républicaines qui sommeillent quelquefois mais qui ne sont jamais complètement éteintes. La sagesse et l'habileté du gouvernement y ont déjà produit des résultats sensibles et les nominations des députés qu'il a envoyés à la Chambre en font foi ; mais je ne répondrai pas que ces dispositions ne changent du tout au tout s'il était déshérité de ce qu'il regarde comme un droit ». Mais cet argument ne porta pas plus que ceux mis en avant par le commerce messin, et dont le moins curieux n'était pas celui qui disait des

(64) *Ibidem*, lettre du maire de Reims au préfet, 30 avril 1844.

(65) La construction immédiate de la section de Strasbourg à Hommarting (débouché du tunnel près de Sarrebourg) avait été décidée dès 1841, en dépit d'un discours prononcé à la Chambre par le général Paixbaux, député de Metz, qui aurait désiré un tracé plus septentrional.

(66) A. D. Moselle, 1 S 359, lettre du 24 juin 1844 adressée par le préfet Germeau au duc de Nemours ; lettre au ministre des Travaux publics, 22 avril 1844. Dans ses conclusions adoptées le 20 avril 1844 la commission d'enquête de la Moselle se prononçait pour le tracé par Creil, afin de lutter contre la ligne Anvers-Cologne, et subsidiairement pour la ligne Châlons-Arnaville.

(67) A. N. F¹⁴ 9103, lettre du préfet, 22 avril 1844.

tunnels (68): « Le temps n'est pas loin sans doute où l'on considérera les tracés passant par les souterrains comme appartenant à l'enfance des chemins de fer; de grands progrès se font dans ce sens; ils sont inspirés par le sentiment pénible qu'éprouvent les voyageurs en traversant les souterrains, par les accidents auxquels on y est exposé et par les dépenses énormes dont ils affectent les chemins de fer ».

La publication du projet ministériel ruina le tracé par Creil comme celui par Sainte-Menehould. Mais déjà l'effort des Messins portait sur un autre point: l'obtention de la ligne de Sarrebruck. Pour montrer l'intérêt que les milieux commerçants attachaient à sa réalisation, quelques capitalistes de la région, le banquier Simon, Charles de Wendel, Emile Bouchotte, fondèrent en mai 1844 une compagnie au capital de 12 millions de francs (69). Alors que 24.000 actions étaient offertes, 94.000 furent souscrites, non par Metz ou le département, qui n'en absorbèrent que 7.000, mais par suite de l'extraordinaire empressement du commerce allemand désireux d'ouvrir une nouvelle liaison avec la France. Le projet messin rencontra l'hostilité des départements du Nord, qui voulaient obtenir le monopole du transit avec l'Allemagne, grâce à la ligne Paris-Cologne. C'est en vain que le maire Germain et Emile Bouchotte allèrent suivre dans la capitale les discussions engagées autour du projet de loi. C'est en vain qu'ils tentèrent d'obtenir le classement de l'embranchement de Metz à Sarrebruck, et qu'ils demandèrent à la commission de placer à Lérouville le point de départ de la ligne qui devait atteindre le chef-lieu de la Moselle. Ils acceptaient même de renoncer — provisoirement — à la liaison de Metz à Nancy, car la voie qu'ils proposaient par le col de Saint-Julien, la vallée du Rupt-de-Mad et Arnaville, aurait diminué de 34 kilomètres la distance de leur ville à la capitale (70).

Le rapport de Philippe Dupin, déposé le 25 juin 1844, fut entièrement défavorable à la thèse messine (71): le tracé Châlons-Arnaville était rejeté comme traversant des régions sans industrie, sans population; le tracé par Creil était condamné, car il sortait du plan d'ensemble adopté en 1842 et n'empêcherait pas Cologne d'être plus près d'Anvers que du Havre; le passage par Saint-Julien était écarté, car il ne devenait intéressant

(68) *Observations de la Chambre de commerce de Metz sur les projets de chemins de fer.*

(69) *Indépendant*, 20 mai et 17 juin 1844.

(70) *Ibidem*, 24, 27, 29, 31 mai, 7, 10, 12, 17 juin 1844. Les délégués de Metz déposèrent devant la Commission de la Chambre des députés le 3 juin.

(71) A. N. F¹⁴ 10036.

que si l'on s'engageait à construire la ligne de Sarrebruck, ce qui restait problématique. C'est en vain que le général Paixhans montra à la Chambre que la décision prise en Allemagne de relier la Sarre à Mannheim rendait inévitable le prolongement de cette ligne jusqu'à Metz. C'est en vain que fut évoqué l'intérêt métallurgique: la Chambre des députés adopta les conclusions de son rapporteur, et la loi précisa le passage à Toul et Frouard ainsi que la construction d'un embranchement de cette localité à Metz.

La discussion reprit d'ailleurs devant la Chambre des pairs. Le marquis de Pange y défendit en vain le tracé par Sainte-Menehould (72): le ministre Dumon le réfuta, acceptant seulement d'envisager pour l'avenir la ligne de Sarrebruck et l'embranchement de Saint-Julien, projets qu'il vint étudier sur place, lors d'une visite qu'il fit à Metz en septembre 1844. C'est ainsi que fut définitivement adopté un itinéraire plus avantageux pour Nancy que pour Metz. Le chef-lieu de la Moselle ne put être atteint qu'après un rebroussement à Frouard, rebroussement évité seulement depuis 1918 grâce à la construction d'un raccordement de quelques centaines de mètres. Quant à l'embranchement de Lérrouville, ce n'est qu'en 1931 qu'il a été ouvert à la circulation (73). Il faut d'ailleurs noter que seule l'annexion de Metz à l'Allemagne explique le délai de 85 ans qui sépara la conception et l'exécution de cette ligne.

Il ne restait plus à la ville de Metz qu'à s'efforcer de réaliser sans le gouvernement la voie ferrée de Sarrebruck pour laquelle le Conseil municipal avait déjà voté une subvention de quatre millions, tandis que le Conseil général se proposait d'offrir 135.000 francs par an à la compagnie qui s'en chargerait. Il s'agissait de s'entendre au préalable avec la Prusse, et c'est pourquoi Billaudel alla à Berlin comme délégué du Conseil municipal, tandis que le général Paixhans avait une entrevue avec le ministre de Prusse à Paris, d'Arnim (74). La compagnie qui s'était formée à Metz pour construire ce chemin de fer fut dissoute dès que le banquier Hain-

(72) *Indépendant*, 2 août 1844, séance de la Chambre des pairs du 27 juillet.

(73) L'embranchement Lérrouville-Arnville, qui raccourcit d'une trentaine de kilomètres la distance de Paris à Metz, a été entrepris en partie pour des raisons stratégiques. Les efforts du général de Lardemelle, alors gouverneur de Metz où sa famille avait joué un rôle important avant 1870, n'ont pas été étrangers à sa construction.

(74) *Indépendant*, 10 et 14 février 1845. Déjà en 1841, le comte Bresson, ministre de France à Berlin, avait fait parvenir au préfet Germeau les renseignements que ce dernier lui demandait sur les voies ferrées allemandes. (A. D. Moselle, 1 S 356, lettre de Bresson du 7 décembre 1841.)

guerlot se fût mis sur les rangs (75). Mais l'intervention des particuliers ne fut utile que comme moyen de pression sur le gouvernement, qui se décida à proposer aux Chambres le classement de la ligne. Le vote intervint dès le mois de juin 1845, et ce succès fut une compensation aux déboires qui étaient encore réservés à la ville de Metz (76) : elle avait espéré que le chemin de fer de Strasbourg desservirait les forges de Saint-Dizier et que, conformément au projet de 1844, la voie emprunterait le col de Saint-Julien et longerait le pied des côtes de Meuse pour atteindre Toul, alors qu'une rectification de détail la fit passer par Commercy (77). Une autre déception fut l'établissement du débarcadère de Metz sur les glacis sud de la place, le refus des ingénieurs de la Compagnie d'adopter l'emplacement que proposait Le Joindre au pré Saint-Symphorien (78).

Pour le tracé de la ligne de Metz à Sarrebruck, on s'était trouvé en présence de trois projets (79) : l'un, préparé par une société privée, partait de la porte de Thionville, franchissait la Moselle à Argancy, et gagnait Forbach par Bionville et l'Hôpital — le second, œuvre des ingénieurs ordinaires des Ponts et Chaussées, avait pour origine le port Chambière et atteignait la frontière à Merten, après avoir passé par Boulay — le troisième, signé des mêmes auteurs et préconisé par Le Joindre, avait l'avantage de desservir Faulquemont, Saint-Avold et Forbach, de ne coûter que onze millions de francs et d'éviter les fortes rampes et les tunnels. L'enquête lui fut favorable, et c'est celui qui a été réalisé.

La fixation définitive des tracés permit de passer immédiatement aux travaux, après qu'eurent été accomplies les expropriations nécessaires. Comme les ingénieurs des Ponts et Chaussées procédaient aux études détaillées des diverses lignes depuis plusieurs années, comme ils avaient

(75) A. D. Moselle, 1 S 359, lettre du préfet au ministre des Travaux publics, 12 mars 1845. La dissolution de la compagnie messine-allemande fut résolue après l'intervention, au cours de l'assemblée des actionnaires, de Charles de Wendel qui était un des administrateurs de la Compagnie de Strasbourg. Dans sa lettre, le préfet montrait la nécessité politique d'accorder aux Messins l'embranchement de Sarrebruck.

(76) *Indépendant*, 2 juillet 1845. La Compagnie de Strasbourg avait longtemps douté de l'intérêt qu'elle aurait à construire la ligne de Sarrebruck, comme le montre une lettre de Charles de Wendel du 22 mars 1845, A. D. Moselle, 1 S 359.

(77) Metz eut toutefois la satisfaction de voir adopter le tracé par Loxéville et non celui, plus méridional, par Ligny-en-Barrois. Cf. A. D. Moselle, 1 S 356, note de Le Joindre du 6 décembre 1845, et 1 S 356, lettre du 3 décembre 1845.

(78) A. D. Moselle, 2 S 260, enquête sur la gare de Metz, février-mars 1847.

(79) LE JOINDRE : *Ligne de Metz à Sarrebruck* (Mémoires de l'Académie, 1844). A. D. Moselle 2 S 258.

dressé les plans avec précision, l'exécution n'était plus qu'une question matérielle. Elle n'appartient guère au domaine de l'histoire locale, car une loi générale fixait les attributions respectives de l'Etat et des concessionnaires dans la construction des voies ferrées, l'un se chargeant des achats des terrains, des terrassements et des bâtiments, l'autre de la pose des rails et de l'exploitation. Dès 1848, les travaux étaient poussés activement entre Metz et Frouard : les entrepreneurs avaient dû recruter une main d'œuvre nombreuse, installée tant bien que mal dans des baraquements, non sans que la gendarmerie ne se fût parfois inquiétée d'avoir à surveiller une population flottante aussi considérable. Jamais la Moselle n'avait possédé des chantiers aussi importants, ni vu des sommes aussi élevées engagées dans les travaux publics. La Monarchie de Juillet ne connut d'ailleurs pas l'achèvement des chemins de fer dont l'origine remontait aux lois de 1844 et de 1845 : ce n'est qu'entre 1850 et 1852 que furent successivement inaugurées les voies ferrées de Nancy à Metz, de Metz à Forbach et de cette ville à Sarrebruck (80). C'est le 16 novembre 1852 que les ministres français et prussien des Travaux publics assistèrent au banquet que la municipalité messine leur offrit au théâtre. Le maire but à l'union de l'Allemagne et de la France et son hôte à la prospérité de la ville, pour qui la liaison avec la Sarre et avec Mannheim compensait en partie les déboires que le tracé de la ligne de Paris avait causés. A Forbach, les locomotives furent bénites par Mgr. Dupont des Loges, et les rêves de fraternité des hommes de 1848 semblaient résumés par ce transparent placé devant l'hôtel du Nord, rue Pierre-Hardie : « En 1552, la guerre sépara Metz de l'Allemagne — en 1852, l'industrie les réunit ».

V. — Les routes sous le Second Empire

L'histoire du réseau routier d'un département est moins intéressante sous le Second Empire que sous les régimes précédents. Les services des Ponts et Chaussées purent se borner à entretenir les routes impériales et départementales, et leur moindre usure permit de réduire les crédits que l'administration y consacrait, en dépit d'une augmentation générale de la main d'œuvre et des matériaux (82). Parmi les gros travaux qui furent entrepris, il faut citer la reconstruction du Moyen Pont et du Pontiffroy, à Metz — la rectification des dernières côtes qui demeuraient

(80) Metz-Nancy a été ouvert le 10 juillet 1850 — Metz-Forbach le 16 novembre 1851 — Paris-Nancy le 19 juin, et Nancy-Strasbourg le 12 août 1852 — Forbach-Sarrebruck le 16 novembre 1852.

(81) *Courrier*, 13, 16, 18 novembre 1852.

(82) A. D. Moselle, 2 S 105.

trop raides — l'achèvement de la route de Saint-Avold à la frontière, à laquelle le Génie s'était si longtemps opposé. Les bascules disparurent en 1850 en même temps que la réglementation de la largeur des jantes, devenue inutile depuis l'établissement des voies ferrées.

Si l'ère de la construction était close pour les communications principales, il n'en était pas encore de même pour les chemins vicinaux. Mais la législation étant fixée, l'achèvement du réseau n'était plus qu'une affaire de temps. Le travail parut pourtant avancer moins rapidement que pendant les premières années qui avaient suivi le vote de la loi de 1836. Certaines communes étaient en retard pour le versement des sommes qu'elles devaient, et beaucoup trop continuaient à se laisser imposer d'office. Année par année, la progression continua néanmoins, et en 1865 la Moselle se trouva avoir terminé la construction de ses 766 kilomètres de chemins de grande communication. Depuis trente ans, cette œuvre avait absorbé près de cinq millions de francs, et une somme équivalente avait été votée pour l'entretien. Le département pouvait être fier de son œuvre, car il était l'un des premiers à l'avoir entièrement terminée.

En même temps s'était poursuivie la réalisation des chemins d'intérêt commun dont la longueur classée atteignait 1.214 kilomètres, dont il ne restait en 1870 que 40 à l'état de lacunes (83). Quant à la petite vicinalité, elle comprenait en théorie 2.270 kilomètres de chemins, dont près de 1.500 étaient achevés à la fin de l'Empire. C'est dans ces domaines que la transformation était profonde depuis 1848 : l'impulsion que les préfets avaient su donner aux travaux communaux avait porté ses fruits, et les voyers, qui contrôlaient ces travaux comme ceux des chemins de grande communication, avaient vu le nombre des cantonniers réguliers passer pour la moyenne et la petite vicinalité de quelques unités à plus de 200. Quant aux ressources, elles étaient restées longtemps d'ordre purement communal, y compris les prestations en nature plus couramment employées que leur rachat en argent. C'est ainsi qu'en 1869 ces services arrivaient à disposer de 380.000 francs pour les chemins ordinaires et de 330.000 francs pour ceux d'intérêt commun. Mais, depuis la loi du 11 juillet 1868, le gouvernement venait en aide aux communes pour cette œuvre formidable d'achèvement, et c'est ainsi que ses subventions atteignaient 110.000 francs, qui s'ajoutaient à une somme égale votée par le département. De plus, des emprunts avaient été conclus à la Caisse des chemins vicinaux jusqu'à concurrence de 17.000 francs. On voit que la législation engageait l'Etat et les départements toujours plus avant dans des opéra-

(83) Voir les *Statistiques de la vicinalité*, publiées chaque année sous le Second Empire

tions, qui primitivement n'avaient regardé que les communes. Si importants qu'aient été les progrès réalisés sous l'Empire, ils ne furent que la conséquence de la loi de 1836 et de l'action des voyers déjà établis bien avant 1848. Ils ont achevé de donner à presque toutes les routes leur physionomie actuelle. Après le vote de la loi de 1868, le Conseil général de la Moselle avait d'ailleurs pris les dispositions nécessaires pour que le réseau de petite vicinalité du département soit complètement porté à l'état d'entretien au cours des dix années à venir. Sa session extraordinaire de janvier 1869 avait été entièrement consacrée à cette question et à la répartition entre les communes des subventions que venaient de consentir l'Etat et le département. Il était donc certain que l'année 1878 verrait l'achèvement d'une œuvre qui était à l'ordre du jour depuis trois quarts de siècle.

VII. — Les canaux sous le Second Empire

L'apparition des chemins de fer avait d'abord semblé le signal de la mort des canaux, et la commission de la Chambre avait préconisé en 1844 l'abandon des travaux de celui de la Marne au Rhin. L'œuvre commencée fut pourtant poursuivie jusqu'à complète exécution, et en 1850 la Moselle se trouva reliée à Frouard avec la voie navigable de Paris au Rhin. Mais l'arrêt du transport des houilles en aval de Metz, la mort de la batellerie rendirent cette liaison absolument inutile. L'administration des Ponts et Chaussées continua néanmoins pendant quelques années d'entretenir les digues et les chenaux dont l'établissement avait coûté en vain 1.400.000 francs. Avantageux aux départements de la Meuse, de la Meurthe et du Bas-Rhin, le grand canal qui venait d'être exécuté de Paris à Strasbourg n'intéressait pas la Moselle, qui put estimer que les nouveaux moyens de transport créés par le gouvernement favorisaient ses voisins plus qu'elle-même.

Il allait en être de même du premier canal qui fut exécuté sous le Second Empire, celui des houillères. Le projet avait pourtant été soumis dès 1853 au Conseil général réuni à Metz : il émit plusieurs fois un vœu favorable à cette entreprise qui n'intéressait guère qu'une ville du département, Sarreguemines, et que soutenait de son influence le député de Geiger. Il parut d'abord que la réalisation en serait rapide ; le gouvernement prévoyait l'octroi d'un crédit annuel d'un million de francs, quand la guerre d'Orient vint restreindre les facilités budgétaires. Les intéressés continuèrent donc leur campagne ; les Chambres de commerce de Metz et de Saint-Dizier les appuyèrent de leurs votes, et le préfet de la Moselle en écrivit à ses collègues. Mais surtout, une société se forma à Mul-

house pour construire le canal, ou mieux encore pour forcer la main au gouvernement (84). L'intérêt de l'Alsace était en effet d'importer au meilleur compte les houilles de la Sarre, et c'est pourquoi 11.800.000 francs furent facilement réunis dans les milieux cotonniers du Haut-Rhin : parmi les souscripteurs, on relevait les noms des Schlumberger, des Dollfus, des Kœchlin, représentants d'une bourgeoisie industrielle réputée pour son initiative, à côté de celui du baron de Geiger, directeur de la faïencerie de Sarreguemines.

Mais le projet de canalisation de la Sarre avait des ennemis (85) : d'abord la Compagnie de l'Est, qui proposait de construire une voie ferrée de Cocheren, dans le bassin houiller de la Moselle, à Sarrebourg, avec embranchement sur Sarreguemines, et qui offrait des tarifs réduits pour le transport du charbon vers l'Alsace. Une vive discussion s'engagea entre partisans et adversaires du canal. Le département de la Meurthe tenait pour la voie ferrée ; Metz s'y opposait, non que le canal l'intéressât directement, mais parce qu'elle voulait obtenir la construction d'une voie ferrée de Thionville à Cocheren et Niederbronn qui semblait incompatible avec le projet de la Compagnie. Les industriels alsaciens ne cédèrent pas, car le prix du transport d'une tonne de houille de Sarrebruck à Mulhouse, qui était de 16 francs, allait être abaissé à 6 francs par le canal, alors que la voie ferrée projetée l'aurait laissé à 10 francs. De son côté, Metz envoya une députation à Paris et les délégués de la Moselle, de la Meuse et de la Marne furent reçus par l'Empereur (86). Ces efforts conjugués finirent par l'emporter, malgré les protestations des compagnies houillères de la région de Forbach, qui montraient que le canal ne profiterait qu'aux mines prussiennes, tandis qu'un chemin de fer vers l'Alsace leur serait avantageux. La loi qui décidait la construction de la nouvelle voie navigable fut votée en mai 1860 et de Geiger télégraphia aussitôt à Sarreguemines.

L'Etat avait accepté que les industriels du Haut-Rhin fissent l'avance des fonds qu'il se chargeait de rembourser avec les intérêts. Un décret d'avril 1861 prescrivit la mise en train des travaux, qui ne concernaient d'ailleurs le département de la Moselle que pour un petit parcours. Le canal s'embrancha sur la Sarre, rendue navigable dans cette partie de son cours, un peu en amont de Sarreguemines (87) ; tantôt dans le département de la Moselle, tantôt dans celui du Bas-Rhin, il reste latéral à la rivière

(84) *Indépendant*, 10 juillet et 28 août 1858.

(85) *Ibidem*, 24 juillet 1858, 1^{er} et 15 juillet 1859, 14, 25 et 28 avril 1860.

(86) *Ibidem*, 2 mai 1860.

(87) A. D. Moselle, cartes et plans, n° 213, avant-projet de 1860, et 2 S 238.

jusqu'en aval de Sarre-Union ; il se dirige ensuite directement, à travers une région d'étangs et de forêts plates, vers Gondrexange, point de jonction avec le canal de la Marne au Rhin. Les travaux, adjugés dès 1862 en plusieurs lots et poursuivis activement sous la direction d'un ingénieur des Ponts et Chaussées, furent terminés en mai 1866, et l'activité de la batellerie devint immédiatement si considérable que l'utilité du canal ne put être contesté. Le fret ne fut que de deux centimes la tonne kilométrique, le trafic atteignit 600.000 tonnes par an (88).

Le succès remporté par des industriels mulhousiens encouragea les métallurgistes de la région Metz-Thionville. C'est pourquoi, dès le mois d'août 1860, le Conseil général de la Moselle réclama la construction d'un canal latéral de Frouard à Metz, ou l'établissement d'un système de barrages mobiles avec écluses pour relever le plan d'eau du fleuve (89). Les chenaux artificiels avec digues submersibles n'avaient en effet augmenté le tirant d'eau que de 40 centimètres, et les péniches normales risquaient d'échouer. Il fallait donc donner à la Moselle le même tirant d'eau qu'au canal de la Marne au Rhin, soit 1 mètre 40. Les ingénieurs des Ponts et Chaussées se prononcèrent en faveur des barrages, et des enquêtes furent ouvertes dès 1861 sur ceux qui étaient projetés à Corny, Ars et Longeville. On comptait que les travaux absorberaient, entre Frouard et Metz, près de six millions. Les industriels riverains s'empressèrent donc d'offrir à l'Etat un prêt de cinq millions, mais le ministre ne consentit pas à s'engager dans cette voie qui risquait de multiplier les grandes entreprises et de lui en faire perdre le contrôle.

Sur ces entrefaites, il se trouva que Brest et Le Havre obtinrent l'autorisation d'emprunter pour l'exécution de grands travaux, avec promesse d'amortissement de la part de l'Etat. Le Conseil général fit valoir qu'on ne saurait refuser aux uns ce que l'on accordait aux autres. En 1864 il appuya l'offre que faisaient les industriels et la prit à son compte : un canal serait construit non plus jusqu'à Metz, mais jusqu'à Thionville, en pleine région métallurgique. Les départements de la Meurthe et de la Moselle emprunteraient 11.500.000 francs que l'Etat leur rembourserait en dix annuités. Les études préliminaires indiquaient un trafic probable de 800.000 tonnes par an, comprenant surtout les houilles et cokes de la Sarre à destination de la métallurgie, les minerais de fer et les produits des forges. Le préfet Jeanin rectifia quelque peu le projet : il fut entendu que seul le département de la Moselle, principal intéressé, em-

(88) LUCAS (F.) : *Etude sur les voies de communication de la France.*

(89) Voir les délibérations du Conseil général et *La Chambre de commerce de Metz.*

prunterait la totalité de la somme, que l'Etat paierait 4 % d'intérêt et qu'un groupe de métallurgistes, Dupont et Dreyfus, Karcher et Westermann, de Wendel, élèverait le taux à 5 %.

Le ministère accepta facilement le projet de Frouard à Metz, mais trouva que la continuation jusqu'à Thionville n'était pas assez étudiée. Le préfet fit au contraire tous ses efforts pour éviter cette limitation et obtint gain de cause: la loi du 31 juillet 1867 sanctionna entièrement le vœu du Conseil général. La Caisse des Dépôts et Consignations offrit de faire les fonds de l'emprunt en sept annuités, tandis que les remboursements de l'Etat devaient s'échelonner de 1870 à 1881. Les travaux commencèrent dès le mois d'octobre 1867, sous la direction de deux ingénieurs des Ponts et Chaussées spécialement affectés à ce service. Les projets définitifs comportaient à la fois une série de barrages, tels ceux de Jouy et d'Ars, immédiatement en amont de Metz, et un canal latéral là où il avait été impossible de relever suffisamment le plan d'eau. La question de la traversée de Metz avait été vivement controversée (90). Le tracé qui empruntait le grand bras de la Moselle, avec passage sous les ponts des Morts et du Pontiffroy, création d'un port à Fort Moselle, avait fini par l'emporter (91). Mais la guerre de 1870 empêcha la réalisation de ces derniers projets, repris sous une forme différente depuis 1928.

A la fin du Second Empire, les travaux étaient à peu près terminés entre Frouard et Ars et plusieurs millions avaient été dépensés. Un pont était en construction entre cette dernière localité et le village voisin de Jouy-aux-Arches; les ingénieurs avaient utilisé ses piles pour l'installation d'un des barrages et réalisé ainsi une économie notable. On était donc en droit d'escompter la construction rapide de la section de Metz à Thionville, que l'autorité allemande refusa d'exécuter et qui n'a été achevée, d'après des plans plus grandioses, qu'en 1932. Déjà un nouveau projet de canal était proposé par le Conseil général, celui qui devait longer la Chiers, rejoindre la Meuse, et permettre la liaison entre les minerais de fer de Longwy et les cokes du Nord. Cette idée a été souvent reprise depuis lors, sans avoir jamais été réalisée (92).

(90) Les plans de ces travaux, qui n'ont jamais été réalisés, se trouvent dans A. D. Moselle, 2 S 239. Cf. chapitre II, paragraphe 4.

(91) La commission d'enquête et le Conseil municipal se prononcèrent pour la canalisation du grand bras de la Moselle, sous les ponts des Morts et Pontiffroy, alors que la presse et l'opinion publique demandait le maintien du bras intérieur à la ville. (*Indépendant*, 19 novembre 1868 et 11 décembre 1869.) Le canal actuel emprunte les fossés du Fort Moselle, aujourd'hui démantelé.

(92) Conseil général, 30 août 1869.

VIII. — Les voies ferrées sous le Second Empire

L'achèvement des chemins vicinaux s'était poursuivi dans l'ombre, et même la construction des canaux n'avait suscité que de rares et brèves polémiques. Les chemins de fer eurent au contraire, même sous le Second Empire, le don de déchaîner les campagnes de presse, car chacun voulait attirer à soi ces voies privilégiées. Pas plus que sous Louis-Philippe, l'opinion n'arrivait à comprendre qu'un jour viendrait où leur réseau, encore multiplié par les nécessités militaires, couvrirait le département en tous sens. Les intérêts de clocher s'entrechoquèrent donc, en revêtant l'apparence de luttes en faveur de tel ou tel système de communications européennes.

Dès 1846, alors que les travaux commençaient à peine sur les lignes concédées, des ingénieurs anglais étaient venus étudier un chemin de fer de Thionville à Arlon, fragment d'une grande voie qui devait lier la Suisse à l'Angleterre — et qui est aujourd'hui réalisée (93). L'opinion messine ne semble guère s'être intéressée à ce projet, qui a pourtant fini par faire de Metz une gare de passage pour de multiples trains internationaux. D'autre part, une compagnie se formait à Paris pour construire une ligne parallèle à la frontière, de Valenciennes à Metz (94). Bientôt le gouvernement belge reprit pour son compte l'étude d'un chemin de fer de Bruxelles à Luxembourg, et le Conseil général de la Moselle vota en 1851 une subvention de 500 francs pour permettre aux ingénieurs du département de dresser un premier projet reliant Metz au réseau belge.

La Compagnie du chemin de fer de Paris à Strasbourg — qui devint peu après la Compagnie de l'Est — ayant obtenu, le 25 mars 1852, la concession de la ligne de Metz à Thionville, la question de son prolongement vers le nord se posa devant l'opinion (95). Les uns tenaient pour la liaison directe avec Luxembourg, les autres préféraient un tracé par Longwy, vers Arlon. On craignait que cette voie nouvelle, par laquelle Anvers serait plus près de Metz que Le Havre, ne nuisît à nos ports (96). Le Joindre rejetait ces craintes, et montrait que si la France ne se liait

(93) *Indépendant*, 22 avril 1846. Une compagnie anglo-belge obtint effectivement la concession de Bruxelles-Luxembourg, mais elle fut dissoute avant d'avoir réalisé ce projet.

(94) *Ibidem*, 17 juillet 1846.

(95) A. D. Moselle, 2-S262. Pour l'emplacement de la gare de Devant-les-Ponts, cf. *l'Avis du Conseil municipal de Metz et de la Commission d'enquête*, brochure imprimée en octobre 1852.

(96) Certains craignaient même de détourner vers Anvers le transit entre la Suisse et l'Océan, qui se faisait par Le Havre.

pas à la Belgique orientale, la Prusse le ferait certainement et attirerait à elle tout le trafic. D'ordre du ministre, il alla faire en 1854 une enquête à Sarrebruck, à Arlon, à Luxembourg, et bien qu'il eût constaté que le trafic actuel entre Metz et la Belgique était assez réduit, il se prononça nettement en faveur de l'exécution de la ligne de Thionville à la capitale du grand-duché (97). La convention du 25 mars 1852 en prévoyait d'ailleurs la construction, aux frais de la Compagnie de Paris à Strasbourg, dans les deux ans qui suivraient l'inauguration de la ligne de Metz à Thionville.

Or ce tronçon fut inauguré le 24 septembre 1854 : le train des autorités, en arrivant dans la gare édifiée en bois sur les glacis de la place, vers Beaugard, fut béni par l'archiprêtre de Thionville, et un bal clôtura la journée (98). Il fallut encore deux ans de délais pour qu'une commission internationale consultative se réunît à Luxembourg : Le Joindre y représentait la France, un délégué de la Prusse y défendait les intérêts de la puissance occupante (99). On arriva ainsi au traité du 10 juin 1857, réglant les conditions d'exploitation de la nouvelle ligne internationale, qui appartenait à une compagnie à capitaux français. Enfin le chemin de fer de Thionville à Luxembourg put être ouvert à la circulation en août 1859, et au début d'octobre de cette même année eut lieu dans la capitale du grand-duché l'inauguration solennelle de la voie qui unissait la Suisse à la mer du Nord. Le prince d'Orange, le prince Henri des Pays-Bas étaient présents ainsi que le préfet Jeanin et le procureur général de Gérando (100). Metz se trouvait à dix heures de Bruxelles, mais dès 1860 la Prusse achevait la voie rivale, par Trèves et Sarrebruck, vers le Rhin.

L'idée de construire un chemin de fer unissant le Nord-Est de la France à la région ardennaise avait été lancée avant 1840. Une enquête avait même eu lieu à Metz sur un projet que présentait un sieur Hamelin, et que le Génie avait déclaré très dangereux pour la défense des frontières. Mais c'est seulement en 1855 que la question passa au premier plan, au moment où deux compagnies rivales se formèrent à Paris pour en obtenir la concession (101). L'une, dite du Nord-Est, présidée par le général Ricard, proposait de construire d'abord une ligne de Reims à Metz par Verdun, puis un embranchement d'Étain à Sedan : elle délaissait donc Thionville et Longwy, et pourtant la Chambre de commerce

(97) A. D. Moselle, 2-S 263, notes de Le Joindre, 14 février et 3 mars 1854.

(98) *Indépendant*, 25 septembre 1854.

(99) A. D. Moselle 2-S 263.

(100) *Indépendant*, 8 octobre 1859.

(101) A. D. Moselle, 2 S 264 et A. N. F¹⁴ 8837.

de Metz secondait ses vues. L'autre, dirigée par le général Morin, projetait d'unir Lille, Sedan, Longuyon, Thionville, Saint-Avold, Sarreguemines et Strasbourg; ses prospectus montraient qu'il ne fallait pas abandonner le trafic de l'Europe centrale à la ligne Ostende-Luxembourg-Mannheim, et que la nouvelle voie ouvrirait une communication rapide entre l'Angleterre et Vienne. La commission d'enquête réunie en Moselle se montra favorable à ses projets, et proposa seulement quelques changements: elle désirait l'adoption d'un tracé par Briey et Metz, et Le Joadre souhaitait également l'infléchissement de la ligne vers le chef-lieu; au lieu d'une voie directe de Sarreguemines à Strasbourg par Ingwiller, que combattaient également les officiers du Génie, la commission demandait le passage par Bitche et Niederbronn, et elle rencontrait sur ce point l'appui de la maison de Dietrich, désireuse d'unir ses forges — notamment Mouterhouse — aux mines de fer du nord-ouest du département. En 1856, le Conseil général indiqua que la priorité devait être donnée à l'union de Lille à Strasbourg, indispensable pour lutter contre la concurrence belge et prussienne.

En fait, aucune des deux compagnies rivales ne l'emporta, et la concession de la ligne de Sedan à Thionville fut accordée, conformément à l'avis du Conseil général des Ponts et Chaussées, à la Compagnie des Ardennes, qui fut bientôt absorbée par celle de l'Est. Le gouvernement eut l'habileté de faire connaître sa décision au début de juin 1857, quelques jours avant les élections législatives (102). Dès le mois de juillet suivant, les ingénieurs avaient fixé le tracé tel qu'il a été réalisé d'Uckange à Longuyon par Hayange et Fontoy; un embranchement sur Longwy était prévu, ainsi que le raccordement vers Arlon avec le réseau belge.

Si la fixation du tracé de la ligne de Sedan à Thionville avait été relativement facile, il n'en fut pas de même lorsqu'il s'agit de son prolongement vers l'Alsace. Le département de la Meurthe s'efforçait de l'attirer vers lui et son président du Conseil général, le prince de Beauvau, était allé voir l'Empereur pour lui demander le passage par Cocheren et Sarrebourg, qu'appuyait également la compagnie de l'Est, redoutant la concurrence du canal projeté. Au contraire, lors du passage de Napoléon III, en 1857, la Chambre de commerce de Metz réclama le chemin de fer

(102) *Indépendant*, 13 juin 1857. Pour l'enquête sur cette voie ferrée, cf. A. D. Moselle 2 S 264 : en mai 1856, un certain nombre de communes rurales, Saint-Privat, Florange, Dalstein, Bisten-im-Loch, Macheren, Petit-Ebersviller, étaient opposées à la construction de nouvelles lignes. Elles y voyaient des inconvénients pour l'agriculture et les propriétés.

de Thionville à Niederbronn, et la controverse fut vive entre les deux capitales lorraines. Le Conseil général de la Moselle soutint le tracé par Bitche : la nouvelle voie ne serait-elle pas la plus courte pour Vienne et Constantinople ! Elle desservirait en outre les verreries et les faïenceries, arrêterait la dépopulation du Pays de Bitche. L'assemblée départementale affirmait que l'intérêt national se rencontrait avec l'intérêt local pour le triomphe de cette idée ! (103). Cette fois la thèse mosellane l'emporta, et dès 1861 le gouvernement adopta le principe d'une ligne de Thionville à Niederbronn. La loi du 23 mai 1863 autorisa le département à s'imposer de 4 centimes additionnels pour aider à sa réalisation.

Restait à en arrêter les détails, et ce fut l'occasion de nouveaux tiraillements. Les ingénieurs avaient d'abord pensé à une voie directe de Rohrbach à Bitche : les verreries protestèrent aussitôt, et avec l'appui du Conseil général obtinrent un crochet vers Enchenberg et Lemberg, au plus près des vallées écartées où leurs installations s'abritaient. D'autre part, Metz voulait attirer la ligne à elle, et proposait qu'elle partît d'Hagondange et non de Thionville. Mais le principe du passage par cette ville fut maintenu, et dès 1862 deux lots étaient adjugés et les travaux en cours entre Carling et Sarreguemines. La question de l'emplacement de la station de Bitche suscita encore quelques controverses où le Génie eut son mot à dire, mais en 1866 le tracé définitif était étudié par les ingénieurs et les travaux en cours jusqu'à Niederbronn. Le ministre prussien des Travaux publics était venu, en 1864, inspecter les travaux lorsque fut inaugurée la voie d'eau qui unissait Sarrebruck à Sarreguemines, et à la fin d'un banquet les toasts avaient été portés une fois de plus à la prospérité des deux nations (104). Les travaux furent achevés en 1869 entre la Sarre et l'Alsace, et un embranchement privé vint atteindre les forges de Mouterhouse (106).

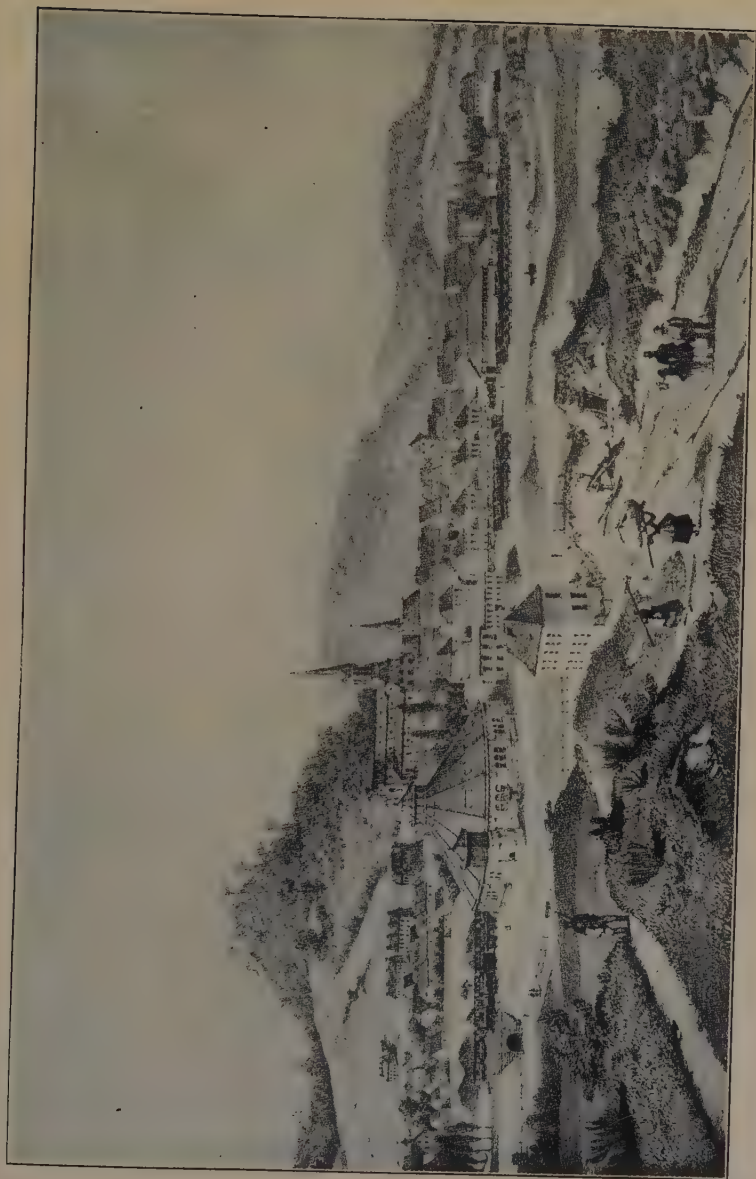
Il fut particulièrement difficile de fixer le tracé de la voie entre Carling et Thionville : encore en 1867, le Conseil général examina une série de projets rivaux, qui préconisaient respectivement le passage par Hagondange, par Metzervisse ou par Métrich. Les intérêts de Metz, de Thionville, de Sierck, de Boulay et de Bouzonville se heurtaient, et la

(103) Conseil général, 26 août 1859, 31 août 1857.

(104) *Indépendant*, 25 juin 1864.

(105) *Ibidem*, 2 décembre 1865.

(106) *Ibidem*, 19 novembre 1869. Au mois de juillet précédent, une cinquantaine de terrassiers, occupés à la tranchée du Heckenthal, se mirent en grève pendant deux jours. Deux meneurs, qui avaient entraîné leurs camarades par des menaces, furent arrêtés par ordre du juge de paix. Pour le tracé de cette ligne, cf. le plan établi le 21 août 1860, A. D. Moselle, 2 S 265.



Forbach et sa gare au début du Second Empire.

confusion devenait complète. Les desseins grandioses de liaison entre l'Angleterre et le canal de Suez, mis en avant pour obtenir du gouvernement la construction de la ligne, étaient complètement oubliés. Ils n'avaient jamais été qu'une façade, derrière laquelle les rivalités locales agissaient. La décision ministérielle n'intervint qu'en août 1868 en faveur du trajet septentrional par Koenigsmacker et Métrich. Mais la réalisation tarda plus qu'aucune autre, et c'est seulement en 1883 que l'autorité allemande, après modification des plans, livra à la circulation la ligne de Thionville à Carling, par Metzervisse (107). Il faut d'ailleurs noter que le chemin de fer de Thionville à Niederbronn n'eut jamais qu'une importance locale. S'il ne devint pas la voie ferrée internationale rêvée par l'opinion mosellane, c'est peut-être parce que son tracé avait été malencontreux, mais c'est aussi parce que la construction de lignes plus directes de Metz à Strasbourg par Sarrebourg et de Sarreguemines à la capitale de l'Alsace vinrent complètement changer, après 1870, les axes de transport. Les destinées des lignes Thionville-Luxembourg-Bruxelles et Thionville-Sedan-Dunkerque n'en sont d'ailleurs devenues que plus brillantes.

Il est une autre voie ferrée en qui les Messins avaient placé tous leurs espoirs et dont la réussite a été médiocre : c'est celle de Reims à Verdun et Metz, dont la réalisation passionna pourtant l'opinion entre 1860 et 1870 (108). Le chef-lieu de la Moselle regrettait toujours la défaite qu'il avait subie en 1844, lorsque la ligne de Paris avait été fixée ; le passage par Frouard symbolisait cet échec, qu'il y avait un moyen fort simple de réparer en demandant la construction de l'embranchement de Lérerville à Arnaville (109). Metz voulut davantage et reprit sous une forme nouvelle le plan qu'elle avait défendu sous Louis-Philippe, la liaison avec Reims et avec Le Havre, qu'elle s'obstinait à croire appelée à un brillant avenir international. L'idée avait été lancée en 1857 par le Conseil général de la Meuse, qui en montrait l'intérêt stratégique et qui rappelait que jadis le trafic entre l'Allemagne et l'Atlantique se faisait par la route impériale n° 3, de Paris à Mayence, maintenant délaissée après avoir vu passer tant d'émigrants rhénans, de princes russes, et d'ambassadeurs accrédités auprès des cours du Nord. Le département de la

(107) FÖHLINGER (O.) : *Geschichte der Eisenbahnen in Elsass-Lothringen*, p. 178.

(108) A. D. Moselle, 2 S 264 et A. N. F⁴ 9130.

(109) La construction de cet embranchement était demandée par les forges de la Haute-Marne, par les vigneron de Thiaucourt, par les carrières de Savonnières. Mais l'ambition messine ne s'en contentait pas. (*Indépendant*, 23 mai 1860.)

Meuse avait perdu 23.000 habitants en quelques années (110), et seule la nouvelle ligne pourrait lui rendre vie.

Une députation de la Moselle, de la Meuse et de la Marne présenta ses vœux à l'Empereur en avril 1860 et fut bien accueillie (111). Les notables — parmi lesquels Metz était représentée par son maire, Félix Maréchal, par le premier président Woïrhaye et l'agent de change Blondin — exposèrent à Sa Majesté leur intention de lancer une souscription et de demander simplement à l'Etat une garantie d'intérêt de 4,65 %. L'idée était excellente, car elle permettait de plébisciter le projet : l'empressement des capitalistes serait garant de sa valeur. Mais pour quiconque connaît les habitudes de Napoléon III, son geste d'acquiescement, sa déclaration favorable aux petites compagnies, ne signifiait rien. Une réunion eut donc lieu à l'Hôtel de Ville, et Félix Maréchal y exposa que le chemin de fer de Verdun mettrait Metz à 333 kilomètres de la capitale au lieu de 388 (112). Dès le mois d'août 1860, une nouvelle délégation alla apporter à l'Empereur, alors au camp de Châlons, les résultats de la souscription : plus de 18 millions étaient acquis — éventuellement — dont 7 pour la Marne, 6 pour la Meuse et 4, 5 pour la Moselle, dont l'arrondissement de Sarreguemines s'était complètement désintéressé de la question. Une petite ville comme Briey, sans être certaine de voir le rail l'atteindre, avait promis 320.000 francs ! Déjà une société qui groupait derrière Ladoucette, Hennocque, de Benoist, de Ségur, bon nombre des députés des trois départements et le maire de Reims, s'offrait à se charger de la concession. Le rapport de Le Joindre était entièrement favorable : il montrait que Metz était à 220 kilomètres de Châlons par la voie ferrée et à 146 par la route, et il affirmait que ce détour était la cause de l'amoindrissement relatif de la cité. Placé en dehors de son rayon d'action géographique, le chef-lieu de la Moselle avait perdu son académie et le commandement supérieur de l'Est lui avait échappé. Sans la construction du chemin de fer des Ardennes, il aurait sans doute perdu un jour sa Cour impériale. La nouvelle ligne lui restituerait son véritable rôle.

Pourtant lorsqu'en juin 1861 le gouvernement demanda à la Chambre l'établissement de 25 voies nouvelles, celle de Reims à Metz se trouva omise et un amendement en sa faveur ne fut point adopté. Le Comité supérieur des chemins de fer n'avait pas cédé aux arguments développés devant lui par les délégués des trois départements. C'est que la compa-

(110) Cf. l'étude de SCHMITT (P.) sur la population de la Meuse.

(111) *Indépendant*, 2 mai 1860. L'audience impériale est du 29 avril 1860.

(112) *Ibidem*, 15 juin 1860.

gnie de l'Est était opposée à cette ligne, qui la priverait d'un trafic d'autant plus avantageux qu'il était obligé d'emprunter un itinéraire plus long. L'hostilité contre la Compagnie, déjà fort vive à Metz où le journaliste Vaillant faisait campagne contre son monopole, s'accrut encore. En juin 1862, le Corps législatif rejeta un projet de loi que le gouvernement proposait assez mollement en faveur de la ligne de Metz. La situation changea en 1863, quand Thouvenel, qui avait des attaches messines, fût devenu président du conseil d'administration des Chemins de fer de l'Est (113) : la Compagnie se décida à demander pour elle-même la construction de la nouvelle voie. En absorbant la compagnie des Ardennes, elle allait devenir maîtresse de toutes les communications ferroviaires dans le Nord-Est. C'est dans ces conditions qu'en mai 1863 intervint le vote de la ligne de Reims à Metz, dont la première section, celle desservant Mourmelon et le camp de Châlons, était d'ailleurs déjà en cours d'exécution.

Le tracé définitif ne fut adopté qu'après de nouveaux débats, qu'expliquent des rivalités locales. Fresnes-en-Woëvre disputait la nouvelle ligne à Etain, qui finit par l'emporter. Briey souhaitait une station aussi rapprochée que possible, et c'est pourquoi son maire préconisait le tracé par la vallée de l'Orne : mais il fut rapidement écarté, abandonné même du Conseil municipal de Metz qui lui avait été un moment favorable. Nancy tenta, à la grande colère des Messins, d'attirer la ligne vers le sud, de la faire déboucher sur la Moselle à Arnaville, par le Rupt-de-Mad. Enfin trois projets restèrent en présence pour l'intervalle compris entre Conflans et Metz : le premier passait à Vernéville et descendait vers Ars par la vallée de la Mance — le second nécessitait un tunnel près de Gravelotte et empruntait le même vallon — le troisième passait par Amanvillers et atteignait la Moselle par le val de Montvaux. La lutte fut surtout vive entre les deux derniers tracés, qui offraient respectivement des pentes de 10 à 14 millimètres par mètre. La Chambre de commerce finit par se décider en faveur d'Amanvillers, en dépit des pentes trop fortes : c'est ce projet qui était en cours d'exécution, lorsque les fantassins du 4^e corps s'abritèrent, le 18 août 1870, dans la tranchée déjà creusée près d'Amanvillers. La ligne, dont l'intérêt stratégique est évident, était dès lors en service du camp de Châlons à Verdun : si elle avait été

(113) Thouvenel, ancien ministre des Affaires étrangères, était né à Verdun, mais il avait fait ses études au lycée de Metz. Sa femme était originaire du chef-lieu de la Moselle, où il fut enterré. Pour son rôle dans le vote de la nouvelle ligne, voir *l'Indépendant*, 10 et 26 novembre 1862, 9 mai et 20 juin 1863.

terminée entre cette ville et Metz, les opérations de l'armée de Bazaine auraient pris une tournure très différente. Achievée alors que l'annexion isolait Metz de la France, la voie ferrée de Reims n'a joué qu'un rôle local, et même depuis 1918 elle ne connaît point le succès dont rêvaient ses promoteurs. Le chef-lieu de la Moselle aurait été probablement mieux inspiré en réclamant vers 1860 la construction de l'embranchement de Lérouville-Arnville, qui ne présente pas de trop fortes pentes et dont l'avenir apparaît brillant.

IX. — Les chemins de fer départementaux

Les lignes dont il a été question jusqu'ici ont été construites avec la collaboration et sous le contrôle de l'Etat. Elles ne pouvaient évidemment suffire à tous les besoins; or le gouvernement ne semblait pas décidé à s'engager plus avant. C'est pourquoi, dès 1858, le préfet du Bas-Rhin, Migneret, songea à l'établissement d'un réseau de chemins de fer départementaux avec le concours des négociants et des industriels du pays. Un décret du 11 juin 1863 vint sanctionner ses projets, et au cours de cette même année le Conseil général de la Moselle proposa de mettre la question à l'étude dans son département (114). Le baron Jeanin exposa donc, l'année suivante, qu'il serait nécessaire d'atteindre par le rail Briey, Sarralbe, Boulay et Sierck, et que le seul établissement de la plate-forme absorberait 2.500.000 francs. Il espérait alors traiter avec la compagnie de l'Est et obtenir de l'Etat une subvention et la garantie d'intérêt qui avait été accordée au Bas-Rhin. L'exemple du département voisin montrait qu'il fallait classer ces voies comme chemins de grande communication, afin de pouvoir obtenir des subventions des communes et des industriels. Le Conseil délibéra sur les propositions préfectorales qu'il trouva optimistes, car un discours que Rouher avait prononcé devant l'assemblée départementale du Puy-de-Dôme indiquait qu'il ne fallait pas compter sur l'aide du gouvernement, qu'on ne pouvait donc construire que des lignes productives. Une enquête était nécessaire et un centime additionnel fut voté pour permettre aux ingénieurs de la mener à bien.

La loi du 12 juillet 1865 vint alors réglementer la condition des chemins de fer d'intérêt local. Mais l'enquête révéla de grandes difficultés: elle avait donné presque partout des résultats négatifs, qui n'étonnèrent pas ceux qui vivaient au milieu des populations rurales. Pour une ligne comme celle de Batilly à Briey, on ne trouvait qu'un seul concours,

(114) Conseil général, 28 août 1863, FÖHLINGER (O.), *op. cit.*

celui de la petite ville ; pour celle d'Audun-le-Roman à Longwy, les populations se montraient peu sympathiques ou opposées (115). Il fallut donc ne conserver que les trois tracés qui avaient rencontré un accueil meilleur : Thionville-Sierck, pour lequel cette dernière ville offrait 30.000 francs — Courcelles-sur-Nied-Boulay-Teterchen, qui totalisait 100.000 francs de subventions — Sarreguemines-Sarralbe, avec promesse de 158.000 francs. Les sommes offertes étaient minimes, alors que l'établissement de la voie et des rails nécessitait 90.000 francs par kilomètre. Le Conseil général refusait de voter plus du tiers de cette somme, le préfet pensait que l'Etat donnerait autant, mais il n'y avait aucun espoir d'obtenir des communes le dernier tiers. C'était donc un échec complet, et l'on décida de publier une brochure pour convaincre les populations. En attendant, le Conseil général crut pouvoir adopter la construction d'une ligne de Farschviller à Puttelange et Sarralbe, longue seulement de quatorze kilomètres. En l'équipant en rails légers, la dépense, réduite à 75.000 francs par kilomètre, ne serait que de 1.255.000 francs : or Puttelange et Sarralbe offraient 236.000 francs ; restait donc à obtenir 182.000 francs des autres communes, ce qui semblait possible. Quant à la Compagnie de l'Est, son concours n'était pas à espérer.

Tout changea du jour où une compagnie belge se présenta pour construire la ligne de Sarreguemines à Sarralbe et Sarrebourg. Le Conseil général commença par refuser, car il craignait que la concurrence prussienne n'arrêtât l'expansion des houillères de la Moselle (116). Puis il se ravisa, et au cours de sa session extraordinaire d'avril 1868, il accepta les chemins de fer de Sarreguemines à Sarrebourg, de Courcelles à Boulay et Teterchen. Puttelange fut laissée de côté, et dès lors commença la décadence de ce bourg industriel. La dépense devait être considérable pour le département : la première de ces lignes devait absorber 220.000 francs pour achats de terrains, 150.000 sous forme de subvention — la seconde nécessitait 500.000 et 804.000 francs. Le Conseil général vota donc un emprunt de 1.674.000 francs à 4,5 %, remboursable en neuf annuités sur les centimes additionnels. En outre, l'Etat concourait à ces travaux pour près d'un million, les communes et les industriels pour 288.000 francs. Dans ces conditions, on entreprit deux lignes qui furent inaugurées, la première en 1872, la seconde en 1876 ; en 1881, le réseau d'Alsace-Lorraine les racheta à la compagnie van Hoegaerden, devenue Compagnie lorraine des chemins de fer.

D'autres projets étaient d'ailleurs en cours de réalisation : Métrich-

(115) Conseil général, 5 septembre 1866.

(116) *Ibidem*, 3 septembre 1867.

Sierck, Briey-Batilly, Longwy-Villerupt-Esch. Mais la guerre survint avant que les détails n'en fussent arrêtés et leur étude complète dépasserait les limites de cet ouvrage. On peut encore noter la ligne de Sarrebruck à Sarreguemines, ouverte en 1870, celle d'Esch à Ottange — rameau du réseau luxembourgeois, important pour l'exportation des minerais de fer — parmi celles qui furent achevées sous l'Empire (117).

Si l'on excepte la liaison directe de Rémilly à Sarrebourg, on peut dire que l'essentiel du réseau ferré de la Moselle était achevé ou en cours d'exécution en 1870. Au 31 décembre 1869, le département avait en effet 293 kilomètres de voies ferrées en exploitation et 108 en construction (118). Il s'y ajoutait une quarantaine de kilomètres de lignes d'intérêt local. Les chemins de fer représentaient donc l'équivalent de ce qu'étaient, un demi-siècle plus tôt, les routes royales, alors les seules régulièrement entretenues. Il n'y avait que huit départements qui possédaient un réseau plus étendu, et dans cinq seulement la densité des voies ferrées était plus considérable. Leurs noms valent d'être cités, car ils montrent dans quelle catégorie se classait la Moselle par son activité et sa richesse industrielle: c'était le Nord, le Pas-de-Calais, le Rhône, la Seine et la Seine-et-Oise. Plus de 25 embranchements industriels étaient exploités ou allaient l'être; leur longueur atteignait 45 kilomètres. Aujourd'hui encore de nombreuses gares — parfois aussi importantes que celle de Forbach — restent telles qu'elles furent construites sous le Second Empire et conservent un vague aspect de chalet suisse. Parmi les travaux à accomplir, il restait la pose de la seconde voie sur toutes les lignes, à l'exception de celle de Frouard à Sarrebruck. La période révolutionnaire n'en était pas moins terminée dans le domaine des moyens de transport. Les vingt-cinq années écoulées depuis 1844 avaient vu la plus profonde transformation qu'il soit possible d'imaginer dans la vie économique d'une région, et cette transformation s'était accomplie par l'initiative officielle, avec le concours des pouvoirs publics, des préfets, des ingénieurs de l'Etat, du Conseil général, et non par l'action des particuliers.

(117) *Indépendant*, 2 juin 1860.

(118) Voir la *Situation des chemins de fer en 1869*. — Seule la ligne de Frouard à Metz et Sarrebruck était à double voie, depuis 1855.

CHAPITRE XXI

L'ASSISTANCE

I. — Les services publics

De tous les services, l'assistance est celui dont l'organisation resta la plus incomplète au cours des 70 premières années du XIX^e siècle. Dans un rapport d'ensemble rédigé en 1853, le préfet de la Moselle reconnaissait que dans son département les lacunes de l'édifice officiel étaient considérables, et qu'il était fort heureux que la charité privée intervint pour les combler, en partie du moins (1). Les dix-sept années qui suivirent cette constatation furent marquées par quelques progrès, mais non par la transformation complète qui eût été nécessaire pour effacer cette impression, et le contraste resta grand entre la forte centralisation de l'école et des travaux publics et l'inachèvement du système d'assistance.

La législation révolutionnaire, et en dernier lieu la loi du 24 vendémiaire an XI avaient imposé aux communes la mission de secourir les indigents et les malades, mais il fut très difficile de passer du principe à l'application. La loi du 7 frimaire an V avait bien décidé qu'il serait établi un bureau de bienfaisance par commune, et qu'une taxe serait perçue sur les spectacles au profit des comités chargés de distribuer des secours à domicile : mais, en fait, il n'y avait pas en Moselle, sous la Restauration, vingt bureaux organisés (2). Encore faut-il avouer que plusieurs d'entre eux, par exemple celui de Longwy, ne jouissaient d'aucun revenu, et que l'activité des autres — exception faite de Metz et de Thionville — était très réduite. Par contre le bureau du chef-lieu disposait chaque année de plus de 30.000 francs, qu'il employait à distribuer des médicaments, à donner du pain et du bouillon. Son service était assuré par des sœurs de Saint-Vincent de Paul, installées dans l'ancien couvent des Récollets qui fonctionnait comme maison de charité. Ses recettes

(1) A. D. Moselle, 3 X. Minute d'un rapport daté de février 1853.

(2) A. D. Moselle, 2 X. Etats de 1816 et 1825.

provenaient du droit des pauvres, d'une quête organisée chaque année, d'un concert de bienfaisance et du revenu de quelques biens qui lui avaient été légués. Elles étaient d'ailleurs trop faibles pour apporter un soulagement réel à toutes les misères que cachaient les quartiers pauvres de Chambière et de l'Arsenal.

L'assistance publique aurait donc été réduite à des cadres trop souvent sans vie, si la Moselle n'avait possédé quelques hospices ou hôpitaux dont l'origine était antérieure à la Révolution. Ces établissements avaient vivement souffert de la crise, jusqu'au moment où la loi du 16 vendémiaire an V vint leur rendre ceux de leurs biens qui n'avaient pas été aliénés, et leur accorder la personnalité civile en même temps qu'organiser, sous le contrôle de l'autorité supérieure, les commissions administratives (3). Des anciens hôpitaux messins, ceux de la Magdeleine, devenu une prison, et de Saint-Georges, attribué au Lycée, disparurent définitivement. Il ne survécut que les hôpitaux Saint-Nicolas et Bonsecours : le premier, qui comprenait plusieurs centaines de lits, était destiné aux vieillards, aux indigents, aux enfants assistés ; le second, réservé au traitement des malades pauvres — vénériens exceptés — ne comptait guère qu'une centaine de places. Le service en était assuré par des sœurs, qui dès l'an X s'y trouvaient au nombre de 26, ce qui était largement suffisant. Mais les bâtiments étaient vieux, disparates, malsains : la fondation de Bonsecours remontait au xvii^e siècle, celle de Saint-Nicolas au moyen-âge, et si les archéologues rappelaient avec fierté ces titres de noblesse, la commission des hospices avait peu de raison de s'enorgueillir du délabrement des bâtiments. La ville s'inquiétait surtout, au lendemain de 1815, de l'effectif élevé d'enfants trouvés qu'elle avait à sa charge. Il est vrai que la plupart des enfants étaient placés à la campagne, mais Saint-Nicolas en hébergeait encore près d'une centaine ; on y rencontrait aussi, dans des loges ignobles et sans air, des scrofuleux, des épileptiques et des fous. C'est pourquoi en 1828 le Conseil municipal eut à examiner un projet de transfert des hôpitaux dans les bâtiments de Saint-Clément, alors occupés par l'administration des lits militaires : le projet était sans doute raisonnable, mais il fut combattu par le maire Turmel dont les arguments sentimentaux l'emportèrent (4) : « Saint-Nicolas, dit-il, rappelle que notre antique cité ne fut point la conquête de nos rois, mais qu'elle s'est mise librement sous leur protection. Plein de ces idées, je ne pouvais voir détruire le seul monument qui rappelât à nos concitoyens ce qu'elle fut avant sa réunion ».

(3) Pour la situation en l'an IX, cf. COLCHEN : *Mémoire statistique et les Annales de Verronnais*.

(4) Conseil municipal, 22 janvier 1828.

Les deux hôpitaux messins demeurèrent donc là où ils étaient depuis des siècles, et la seule modification notable y fut la construction d'une chapelle qui augmenta la place disponible à Bonsecours. Toutefois, vers la fin du Second Empire, un projet de transfert des enfants assistés dans un édifice que l'on projetait de bâtir hors de l'enceinte, fut mis en avant (5). L'exemple du petit séminaire et du couvent du Sacré-Cœur, installés depuis quelques années à Montigny, était encourageant, et pourtant le projet d'installation des enfants dans l'antique couvent des Récollets rencontra un plus grand nombre d'adhésions. En fait, rien ne fut réalisé avant 1870, et après soixante ans écoulés, l'hôpital Saint-Nicolas se trouve toujours debout, tandis que Bonsecours a été enfin transféré dans un nouveau bâtiment, après le retour de Metz à la France.

Si imparfaits qu'ils fussent, ces deux établissements n'en étaient pas moins les meilleurs du département, et aussi les plus riches. L'unique commission qui les administrait disposait, dès 1830, d'un revenu de plus de 200.000 francs en biens-fonds et en rentes sur l'Etat. Quarante ans plus tard, les recettes s'élevaient à 280.000 francs environ, l'augmentation provenant de plus-values ou de dons et legs qui avaient accru la fortune des hospices de Metz, dont les propriétés comprenaient quelques fermes et bois, légués dès le moyen-âge (6). Une circulaire ministérielle du 15 mai 1858 avait bien conseillé aux commissions de vendre leurs biens-fonds et d'acquérir des rentes sur l'Etat : la combinaison était présentée sous un jour très avantageux, mais les notables qui administraient les hospices refusèrent de s'engager dans cette voie ; quelques ventes eurent pourtant lieu au cours des années suivantes, mais en général les commissaires étaient d'instincts trop conservateurs pour aliéner des terres qui formaient une propriété traditionnelle, et trop prudents pour se laisser attirer par l'appât des combinaisons financières (7).

En principe, les hôpitaux de Metz étaient réservés aux habitants de la ville. On vit bien quelques fondations de lits en faveur de campagnards de tel ou tel village, mais il fallut attendre un arrêté préfectoral du 8 septembre 1854 pour obtenir que les autres communes puissent y faire admettre leurs vieillards ou leurs malades, dans la limite des places disponibles et contre versement de 70 centimes par jour.

Metz possédait en outre avant la Révolution un dépôt de mendicité qui avait été établi en 1770 dans l'hôtel abbatial de Saint-Vincent (8). Cet

(5) DEFER (D^r) : *Des hospices en général et de l'hospice Saint-Nicolas en particulier*.

(6) *Hospices civils de Metz, budget de 1867*.

(7) A. D. Moselle, 4 X.

(8) BOUCHON (L.) : *Le chirurgien Morlanne*, p. 42 et ss.

établissement continua à être entretenu pendant les années de crise, aux dépens du département. Il recevait les vénériens, les teigneux, les filles enceintes, qui étaient confiées aux soins des chirurgiens Ibrelisle et Morlanne. C'est dans ses murs que ce dernier s'instruisit dans l'art des accouchements, et qu'il fonda la première école pratique qui ait existé à Metz pour la formation des sages-femmes. Mais un incendie détruisit le dépôt en 1811, et le projet de son installation à Gorze dans le château abbatial ne fut pas exécuté.

Nul établissement officiel ne remplaça donc celui qui avait été détruit : on se contenta de traiter les filles syphilitiques à l'infirmerie de la prison, sans toutefois pouvoir les garder assez longtemps pour être assuré de leur guérison complète. A partir de 1829, la municipalité organisa un service de visite médicale des filles, mais seulement tous les quinze jours (9) ; l'autorité militaire, inquiète de la santé de la garnison, ne cessa de se plaindre de l'insuffisance de la surveillance ; le maire et le préfet tentèrent parfois de faire reconduire à leur village natal toutes les prostituées qui n'étaient pas originaires de Metz, mais ce système avait l'inconvénient d'être illégal. Enfin, quand le général Marey-Monge eût adressé au ministre des plaintes plus énergiques que jamais, le maire se décida en 1856 à établir les visites hebdomadaires. Puis le comte Malher réussit en 1857 à transformer en dispensaire départemental le service établi depuis quinze ans dans une partie de la maison d'arrêt. Le traitement des vénériens y fut assuré dans de meilleures conditions, ce qui n'empêcha pas le mal de rester très grave dans cette ville de Metz où l'immoralité s'étalait fort librement. Cette nouvelle institution vécut d'abord grâce aux crédits départementaux et aux cotisations communales, mais en 1867 elle fut mise à la charge de la ville de Metz qui dut y dépenser 25.000 francs par an. Elle recevait également les filles enceintes, pour qui depuis 1811 n'existait aucun hôpital entretenu par l'administration.

Cette étude révèle que, même à Metz, l'organisation officielle de l'assistance publique était loin d'être fort satisfaisante. Il suffit de rappeler que jusqu'en 1870 aucun médecin n'était attaché comme interne à l'hôpital Bonsecours pour montrer qu'il y avait bien des progrès à réaliser. La situation était encore moins brillante dans le reste du département (10) : Thionville possédait un hôpital fondé en 1776 et jouissant de 15.000 francs de revenus, qui suffisaient pour l'entretien de 48 vieillards et de 25 malades — mais c'était le seul établissement de ce genre que possédât la Moselle en dehors de Metz. Brierre avait bien un hospice fondé en

(9) A. D. Moselle, 173 m. 1.

(10) A. D. Moselle, 3 X. Rapport de 1853.

1760, mais la majeure partie de ses revenus, qui s'élevaient environ à 2.000 francs, était absorbée par l'école de filles qui y était annexée; pendant longtemps sa comptabilité avait été confondue avec celle du bureau de bienfaisance, et ce n'est que sous Second Empire que dix lits y furent régulièrement entretenus. Puttelange, Rimling, Morhange et Longwy possédaient des hospices dont la situation était analogue: fondés au XVIII^e siècle, ils jouissaient de revenus si médiocres que l'on se contentait d'y organiser des écoles de filles, et d'y distribuer quelques secours à domicile. Leur titre d'hôpital ou d'hospice était donc entièrement usurpé. Il faut enfin souligner ce fait que la troisième ville du département, Sarreguemines, ne disposait d'aucun établissement charitable.

Quelques donations vinrent peu à peu remédier à cette situation (II). Un enfant de Forbach, devenu conseiller intime de la principauté de Hohenzollern-Hechingen, Charles de Bauer, légua à sa ville natale un capital dont la rente permit de fonder en 1837 un hôpital qui disposa de 5.000 francs de revenus et de neufs lits. Un legs de Mme Margaine assura en 1852 la transformation de l'hospice de Longwy, qui finit par posséder une vingtaine de lits. Enfin, au début du Second Empire, le préfet Malher porta ses efforts vers la création de quelques établissements analogues. Il se trouva disposer de 50.000 francs accordés par l'Etat sous le nom de legs Napoléon, car il s'agissait de l'application d'une clause du testament de l'Empereur. Cette somme servit à acheter des rentes sur l'Etat, dont les arrérages — 2.100 francs — furent répartis entre les communes qui firent l'effort de créer un hôpital ou de transformer les institutions existantes. C'est dans ces conditions que Boulay arriva à disposer d'une vingtaine de lits, entretenus grâce au revenu de quelques biens légués, grâce à des quêtes annuelles et à l'aide municipale. Puttelange posséda également quelques lits, ainsi que Sarreguemines qui reçut des fonds de la générosité de Mme d'Hausen. Bien que les 2.100 francs de rentes n'aient jamais représenté qu'une faible partie des recettes de ces établissements, le nom de maisons de charité Napoléon I^{er} leur fut accordé, comme un témoignage de la sollicitude de la dynastie envers les pauvres. Telle autre maison Napoléon, celle de Saint-Avold par exemple, se contentait de distribuer des secours à domicile, comme les bureaux de bienfaisance, sans posséder de lits.

Cet effort n'avait pas donné de grands résultats, et les petits hôpitaux ou hospices restaient bien inférieurs aux besoins du département. C'est

(II) Voir la *Moselle administrative*, et A. D. Moselle — Pour le legs Napoléon, Conseil général, 24 août 1854. Il s'agissait d'un legs destiné par l'Empereur aux départements qui avaient souffert de l'invasion en 1814 et 1815.

pourquoi l'administration préfectorale créa le service des médecins cantonaux. C'était une ancienne tradition pour elle de donner des primes aux docteurs et aux religieuses qui propageaient, en dépit des préjugés paysans, la vaccination, ou d'intervenir en cas d'épidémie. On avait vu, par exemple, deux médecins de Metz envoyés à Berlin, en 1832, pour y étudier les moyens de combattre le choléra. L'autorité se préoccupait également, déjà sous le Premier Empire, d'établir des sages-femmes — laïques ou parfois sœurs de la Maternité — dans les villages, et le budget communal était souvent chargé de leur traitement. La Moselle finit ainsi par compter près de 300 sages-femmes, dont certaines avaient été instruites à Metz, Paris ou Strasbourg, aux frais du département; l'arrondissement de Sarreguemines était celui qui en comptait le moins, et où bien des villages se contentaient des services d'une matrone dont nul certificat n'attestait la capacité.

Il ne s'agissait jusqu'alors que d'une organisation fragmentaire, insuffisante à assurer les soins aux malades indigents: celle des médecins cantonaux, instaurée en 1842, fut beaucoup plus complète. Le Conseil général consentit à assurer un traitement à 25 médecins chargés de donner des soins gratuits aux pauvres et, après quelques années de fonctionnement, on put constater les heureux résultats de cette initiative due au préfet Germeau. Il y avait bien quelques abus dans la rédaction des listes d'indigents, car les maires pouvaient être tentés d'y inscrire leurs amis et parents, mais l'utilité de la médecine cantonale était telle que le Second Empire augmenta considérablement les crédits qui y étaient affectés et porta le nombre des postes jusqu'à 46, chacun des titulaires ayant la charge d'un groupe de communes. En 1868, le nombre des indigents traités gratuitement atteignit 5.800 sur un total de 25.000 inscrits.

Parallèlement à cet effort médical, l'administration entreprit en 1845 de créer un bureau de bienfaisance par commune (12). Un arrêté préfectoral intervint dans ce sens, et en 1848 près de 200 localités purent présenter des budgets de bienfaisance. Mais la plupart ne s'élevaient qu'à des chiffres ridiculement modiques, à l'exception de quelques villages qui, comme Landroff par exemple, avaient reçu un legs d'un généreux habitant. Aussi n'obtenait-on en 1851 que 118.000 francs pour le département, et 51.000 pour la ville de Metz. Il fallut d'ailleurs constater que les bureaux de bienfaisance établis dans les communes rurales rendaient de bien faibles services: aussi l'administration cessa-t-elle d'insister en leur faveur, ce qui explique que leur nombre n'ait plus été vers la fin de l'Empire que de 71, dont plus de la moitié dans l'arrondissement de

(12) Conseil général, A. D. Moselle, 69 X, et *Moselle administrative*.

Metz, les autres étant réservés aux bourgs les plus peuplés. Le revenu total atteignait en moyenne 180.000 francs dont la plus grosse part pour le chef-lieu. Les fonds étaient plus ou moins heureusement dépensés, selon la capacité de la commission : l'exemple de Rémilly et de sa crèche communale semble être resté presque unique dans la catégorie des communes rurales.

Les préfets du Second Empire avaient d'ailleurs trouvé le moyen d'employer une partie des revenus des bureaux de bienfaisance à une œuvre utile : si le traitement des médecins cantonaux était à la charge du département, les frais médicaux avaient été laissés aux communes, qui y consacrèrent jusqu'à 50.000 francs. L'avantage était d'autant plus net que les municipalités se décidèrent dès lors à restreindre le nombre des indigents inscrits ; elles allèrent même parfois trop loin dans cette voie d'économie.

La fondation du dépôt de mendicité de Gorze, ouvert en 1845, avait permis de réduire le nombre des vagabonds, d'appliquer plus sévèrement la loi qui interdisait de mendier, et d'héberger une centaine de vieillards (13). Cette dernière tâche devint peu à peu la plus importante, et c'est pourquoi le titre d'asile fut conféré peu avant 1870 à cet établissement, dont un chapitre précédent a retracé les embarras financiers. Il faut rappeler que le département avait eu de tout temps à sa charge les enfants abandonnés. Leur nombre baissa d'ailleurs au cours du siècle, car les années les plus désastreuses avaient coïncidé avec la crise finale du Premier Empire. D'autre part, le préfet Germeau avait imaginé de distribuer à des mères pauvres quelques secours à domicile, afin de prévenir l'abandon de leurs enfants. Cette méthode, qui fut pratiquée en Moselle avant d'être imitée par d'autres départements, était plus économique et plus morale, car les enfants assistés placés dans les fermes étaient souvent presque abandonnés à eux-mêmes (14). Leur sort pré-occupait d'ailleurs l'administration qui créa, sous le Second Empire, un poste d'inspecteur chargé de les surveiller. Enfin les aliénés indigents étaient entretenus, depuis la Monarchie de Juillet, dans les asiles de la Meurthe ou du Bas-Rhin, Maréville et Stéphanfeld. Depuis la même époque le département envoyait à Nancy quelques jeunes sourds-muets, auxquels vinrent plus tard s'ajouter des aveugles.

A la fin du Second Empire, l'effort de la Moselle en matière d'assistance publique pouvait être résumé par les chiffres suivants : 202 indigents et 23 mendiants à Gorze, 53 aliénés dans les asiles, 403 enfants

(13) Cf. chapitre XV, paragraphe 3.

(14) Conseil général, 4 septembre 1847.

assistés de moins de douze ans et 382 plus âgés, une soixantaine de femmes soignées au dispensaire et plusieurs milliers d'indigents recevant les soins des médecins cantonaux. En outre, le département assurait des secours de routes aux voyageurs pauvres et envoyait chaque année quelques malades à Plombières, selon une tradition dont l'origine était antérieure à la Révolution. D'autre part, le Conseil général subventionnait un grand nombre d'œuvres privées.

Au total, les diverses institutions officielles qui viennent d'être énumérées disposaient, vers la fin du Second Empire, d'environ 800.000 francs par an, le double de leur revenu de 1830. Mais cette somme était loin de provenir des seuls budgets départementaux et communaux : 330.000 francs des hospices et 50.000 francs des bureaux de bienfaisance avaient pour origine l'effort spontané des particuliers, donateurs lors des quêtes annuelles, fondateurs de diverses rentes. En résumé, il y avait dans le domaine de l'assistance un effort louable vers le progrès, mais il était loin d'être suffisant. La création d'un poste d'inspecteur départemental de l'assistance et d'un conseil d'hygiène, innovations postérieures à 1850, ne suffisaient pas à assurer la coordination des efforts. Le préfet pouvait prendre un arrêté pour recommander la disparition des fumiers qui encombraient les rues des villages, il n'en restait pas moins que la Moselle n'avait pas d'établissement officiel pour recevoir les orphelins, les sourds-muets, les aveugles ; elle ne disposait pour les malades que d'un nombre de lits insuffisant, et les établissements les plus importants, Bonsecours et Saint-Nicolas, vivaient du revenu de propriétés qui leur avaient été le plus souvent léguées plusieurs siècles auparavant. Les améliorations apportées au service de l'assistance publique étaient certes considérables depuis 1840, les dépenses budgétaires avaient très largement progressé, mais elles n'empêchaient point qu'il ne restât quelques chose d'inachevé dans cette branche de l'administration.

II. — La législation et les institutions sociales

Si l'organisation officielle de l'assistance restait incomplète, la raison en est que l'idée du rôle social de l'Etat n'était pas encore admise comme elle l'a été depuis. En 1849, le préfet Tonnet déclarait au Conseil général que la doctrine du droit au travail était inqualifiable ; M. du Coëtlosquet posait en principe que l'Etat devait s'abstenir de toute intervention dans les affaires de l'industrie, qu'il ne devait pas se substituer à l'assistance privée, à la famille, ni diminuer le rôle de la prévoyance individuelle ; il ajoutait toutefois qu'à défaut de la famille, la commune et même le département pouvaient venir en aide à l'indigent abandonné. La majorité

de l'assemblée départementale partageait ce point de vue, qui explique qu'en 1850 elle ait rejeté le projet de cinq centimes additionnels que le conseiller Himmelsbach, fougueux républicain, voulait consacrer à l'extinction de la mendicité, dont, en dépit de l'ouverture du dépôt de Gorze, la diminution était à peine sensible. Le démocrate Pougnet lui-même s'opposait à un pareil système, qui eût rappelé, disait-il, la taxe des pauvres anglaise : il affirmait que le développement de l'instruction publique et des grands travaux suffirait à remédier à la misère. Il faut reconnaître que cette doctrine d'indifférence officielle n'avait jamais été rigoureusement appliquée, puisque des établissements publics s'étaient toujours occupés des pauvres et des malades, et que l'administration s'efforçait d'en augmenter les ressources et le nombre. Elle ne pouvait d'ailleurs faire autrement, et la force des choses reléguait dans l'ombre les théories. En outre, le bon ordre, à défaut de toute idée humanitaire, exigeait que le département se chargeât des enfants trouvés et des aliénés, que l'on ne pouvait laisser errer librement, comme les demi-fous que l'on rencontrait jadis dans les villages.

Quelques exemples montraient d'ailleurs que l'Etat se gardait difficilement de toute intervention dans la vie sociale. C'est ainsi que sous la Restauration, la loi de 1814 qui proscrivait le travail du dimanche fut appliquée dans tout le département (15). Il est vrai qu'elle devait son existence à des motifs plus religieux qu'humanitaires, mais son résultat avait une certaine portée sociale. Sous la Monarchie de Juillet, cette législation tomba en désuétude dans beaucoup d'ateliers et même dans les campagnes de langue française ; dans la région allemande par contre, le respect du dimanche se conserva mieux, sans qu'il fût besoin de l'autorité pour maintenir cette coutume. Mais la loi n'avait jamais été abrogée, ce qui explique quelques condamnations en simple police qui furent prononcées, même à cette époque et sous le Second Empire, dans des villages dirigés par un maire bien pensant : le cas de Talange et d'une contravention dressée par M. de Franchessin est typique, parce qu'il montre que la presse de gauche protestait avec véhémence contre cette atteinte à la liberté et que l'idée du repos hebdomadaire lui était encore inconnue. Lors de la réaction religieuse de 1850, l'administration, sans oser remettre en vigueur la loi de 1814, prescrivit de cesser le travail chaque dimanche dans tous les chantiers publics, avec l'espoir que cet exemple serait imité. En même temps, Mgr. Dupont des Loges fonda la ligue

(15) A. D. Moselle, 27 V.

pour le repos dominical, qui obtint la fermeture d'une partie des boutiques à Metz et dans les villes de la Moselle (16).

Une intervention plus directe de l'Etat dans la vie sociale était la conséquence de la loi du 22 mars 1841 qui réglementa le travail des enfants dans les manufactures. Conformément à l'opinion du préfet, le Conseil général refusa de confier la surveillance des établissements soumis à la législation nouvelle à un inspecteur rétribué; il jugea que des commissions gratuites, composées de notables de chaque arrondissement, suffiraient, d'autant plus que les principaux manufacturiers de la Moselle avaient accueilli avec plaisir une réglementation qui leur permettrait de résister aux sollicitations intéressées des parents. Il faut d'ailleurs reconnaître que l'abus du travail des enfants était dans le département un mal infiniment moins grave que dans d'autres régions; les conditions de l'industrie, l'importance de la métallurgie qui ne peut utiliser que des adultes, explique ce fait. L'application de la loi fut plus facile qu'ailleurs, les contraventions très rares. Mais les conditions en étaient vraiment peu sévères, et c'est pourquoi en 1867 le Conseil général en demanda la modification. Constatant qu'il n'y avait dans le département, sur un total de 1.600 assujettis à la loi, que 68 enfants âgés de moins de douze ans, il proposa de reporter l'interdiction absolue du travail de huit à douze ans; il conseilla de fixer à huit heures au lieu de douze la durée maxima de la journée, et de créer, au-dessus de l'inspection gratuite, un cadre de fonctionnaires rétribués par l'Etat. Ces vœux étaient trop hardis pour l'époque; pourtant, en 1868, l'administration se décida à confier la surveillance des enfants à l'ingénieur des mines. Quant à la loi du 9 septembre 1848 qui limitait à douze heures la journée de travail des adultes, il ne semble pas qu'elle ait été jamais appliquée rigoureusement. En fait, elle se trouvait à peu près respectée, mais l'administration ne s'en occupait nullement.

Le faible développement de la législation sociale n'empêchait pas les pouvoirs publics d'avoir créé ou favorisé un certain nombre d'institutions qui aidèrent les gens de condition modeste. L'une des plus anciennes était le mont-de-piété de Metz, qui avait été fondé avant la Révolution, puis rétabli en 1801 après quelques années de disparition (17). Jusqu'en 1837, ses bénéfices étaient attribués à la caisse des hospices, et son administration dépendait de la même commission. Ses prêts étaient consentis au taux de 6 %, infiniment plus avantageux que celui qui était pratiqué par les particuliers. Vers 1850, leur nombre annuel était de 50.000 à 60.000,

(16) Cf. chapitre II,

(17) A. D. Moselle, 3 X, rapport de 1853.

et la moyenne de chacun d'eux n'excédait pas 10 francs, ce qui prouve que cette institution s'adressait surtout à la classe pauvre.

A côté du mont-de-piété fonctionnait à Metz, depuis 1819, une Caisse d'épargne, la troisième qui ait été fondée en France, après celles de Paris et de Bordeaux (18). Elle aussi se trouva dépendre des hospices jusqu'en 1837, et elle demeura solidaire, jusqu'en 1859, du mont-de-piété dont elle alimentait les prêts. Les fonds disponibles, placés à la Caisse des Dépôts et Consignations, rapportaient un intérêt toujours supérieur à celui qui était consenti aux particuliers. C'est ainsi qu'en 1853 les taux étaient de 4,5 et de 4 %, et en 1870 de 4 et de 3,75 % : la différence constituait le bénéfice de la Caisse. L'ordonnance royale de 1819 avait limité les dépôts à 1.000 francs, et quand l'accumulation des intérêts amenait un compte à dépasser cette somme, la Caisse achetait de la rente. L'établissement messin eut, à partir de 1862, une succursale à Ars. D'autre part, une Caisse d'épargne avait été fondée à Sarreguemines en 1835, avec, depuis 1861, des succursales à Bitche, Forbach, Puttelange, Saint-Avold et Sarralbe. Thionville eut une Caisse dès 1835 et Briey en 1859.

Le succès de ces divers établissements créés par l'initiative des maires et des préfets — de M. de Turmel et du comte de Tocqueville pour Metz — fut très rapide. En 1830, la caisse du chef-lieu comptait 2.213 livrets, et le total des sommes déposées atteignait 489.000 francs; en 1838, 6.794 déposants avaient placé 2.543.000 francs, progression qui révèle l'importance de l'enrichissement sous la Monarchie de Juillet. Metz était alors au quatrième rang pour le nombre des livrets comme pour l'importance des fonds versés; elle était au troisième rang pour les sommes déposées par tête d'habitants et on y remarquait que la loterie royale y exerçait moins d'attraction que dans la plupart des villes (19). A cette même date, les caisses de Thionville et de Sarreguemines avaient reçu respectivement 90.000 et 38.000 francs. En 1848, celle de Metz s'enorgueillissait de 13.000 déposants, créanciers de 4.778.000 francs, mais la crise révolutionnaire amena une baisse effrayante, qui montre à quel point furent éprouvées les classes pauvres : le chiffre des dépôts descendit en quelques mois à 1.838.000 francs; mais le Second Empire amena une progression qui porta le nombre des livrets à 29.000 et le total des dépôts à 7.500.000 francs en 1869, pour l'ensemble du département.

Au mont-de-piété et aux caisses d'épargne, la loi du 18 juin 1850 était

(18) *Caisse d'épargne de Metz. Compte rendu de la fête de son premier centenaire.*

(19) DIDION : *Notice sur la Caisse d'épargne de Metz* (Mémoires de l'Académie, 1839.)

venue ajouter la Caisse des retraites pour la vieillesse qui finit par compter en Moselle plus de 200 adhérents, dont un certain nombre d'employés des administrations, cantonniers par exemple. Quant au système d'assurance en cas d'accident ou de décès institué par la loi du 11 juillet 1868, il semble n'avoir pas eu le temps de se développer au cours des deux années suivantes.

A côté de ces établissements créés par l'autorité et placés sous son contrôle, il existait en Moselle quelques sociétés de secours mutuels dont le but était analogue, mais dont l'ambition se bornait à acquérir la reconnaissance d'utilité publique sans aliéner leur indépendance (20). La plus ancienne avait été fondée en 1825 et portait le titre de Société de prévoyance et de secours mutuels; sa fête annuelle, avec grand' messe à la cathédrale et distribution des prix au théâtre, était une des dates importantes du calendrier messin. La seconde fut seulement établie en 1847, mais s'accrut avec une rapidité inattendue. Elles furent successivement reconnues en 1848 et en 1852, à un moment où elles comptaient respectivement 426 et 391 membres actifs, 329 et 655 membres honoraires, et où leurs ressources annuelles s'élevaient à 31.000 et 10.000 francs. La première exigeait des cotisations plus élevées, mais distribuait non seulement des secours temporaires, mais aussi des pensions aux vieillards.

C'est seulement sous le Second Empire que l'autorité se préoccupa d'encourager les sociétés de ce genre: dès 1852, il s'en établit une à Briey. Les décrets du 26 mars 1852 et du 26 avril 1856 permirent la création de sociétés approuvées par le préfet; elles jouirent de certains avantages officiels, par exemple d'une participation aux subventions de l'Etat, et de la faculté de déposer leurs fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations. En quinze ans, la Moselle vit ainsi la fondation d'une trentaine de sociétés: certaines étaient réservées aux ouvriers de telle usine — par exemple des forges Karcher ou de la manufacture de coffres-forts Haffner — telle autre était destinée aux médecins ou aux instituteurs du département — la plupart étaient ouvertes à tous les habitants d'une commune. Il existait en outre depuis 1847 une demi-douzaine de sociétés privées, fondées dans des usines sans que leurs conditions permissent la reconnaissance préfectorale. En ne tenant compte que des groupements officiellement approuvés, on relevait en 1869 les chiffres de 7.260 participants, de 114.000 francs distribués chaque année sous forme de secours ou de pensions et de 464.000 francs de capital. Comme en tant d'autres

(20) Voir les *Comptes rendus annuels* de la Société de prévoyance et de secours mutuels et de la Société amicale de secours mutuels.

domaines, le Second Empire avait été à cet égard une période de progrès décisifs (21).

Il est une dernière intervention de l'Etat qu'il faut mentionner : il s'agit des secours distribués aux victimes de calamités publiques, d'incendies, de ravages de la grêle. Sous la Restauration, alors que l'usage des assurances n'était pas encore fort répandu, l'aide du gouvernement était la seule compensation offerte à la plupart des sinistrés. Il s'y ajoutait parfois le produit d'une souscription publique. La générosité de l'Etat ne remédiait d'ailleurs que très imparfaitement aux désastres (22) : c'est ainsi qu'en 1826 une somme de 5.540 francs vint compenser 184.000 francs de dégâts dus aux orages. L'année suivante, le préfet demanda 106.000 francs pour les pertes causées par les incendies, 203.000 pour celles dues à la grêle, et il obtint 13.700 francs ! Dans un cas où la responsabilité de l'Etat était directement engagée, celui de l'explosion de la poudrerie de Metz en 1824, les secours n'atteignirent que 4.600 francs pour un dommage cinq fois plus élevé. Il serait facile de multiplier les exemples analogues, de citer les noms des vieillards ou des veuves qui obtinrent du gouvernement une aide de quelque cent francs, soit que leur demande s'appuyât sur les malheurs subis au cours de la Révolution, soit qu'un accident les eût réduits à la misère. Il va de soi que l'apostille des députés n'était pas inutile à la réussite de leurs pétitions : dans le cas de l'incendie des moulins Boulet-Ducolombié, survenu en 1829, MM. de Turmel, de Lardemelle et de Maud'huy s'unirent pour soutenir la supplique des sinistrés dont la perte montait à 310.000 francs, que l'assurance ne couvrirait que jusqu'à concurrence de 60.000 ; le ministère envoya 9.000 francs ! (23). On voit qu'il ne s'agissait jamais que de maigres secours, telle cette somme de 80 francs que le préfet obtint un jour pour payer les mois de nourrice du fils d'un gentilhomme ruiné !

(21) *Les Rapports à l'Empereur sur la situation des Sociétés de secours mutuels* montrent que les recettes s'élevèrent, en Moselle, de 26.000 francs en 1852 à 197.000 francs en 1868, et que le département passa du 24^e au 12^e rang pour les sommes distribuées, du 63^e au 40^e pour le nombre des sociétés.

(22) A. N. F^{ms} 3190-3191.

(23) L'usage de l'assurance se répandit à partir de 1820, et dès la fin de la Monarchie de Juillet, il était devenu général. Le Conseil d'arrondissement de Sarreguemines signalait même que les primes étaient excessives et les évaluations exagérées. Il aurait voulu que l'Etat concurrençât les compagnies privées et qu'une loi interdît l'assurance des mobiliers. Sans aller aussi loin, le Conseil général souhaitait, en 1846, que nulle assurance ne pût être conclue sans le concours de l'autorité locale.

III. — Les grandes calamités publiques

Des circonstances exceptionnelles obligèrent parfois les pouvoirs publics à intervenir dans les questions de ravitaillement ou d'assistance plus directement qu'ils n'avaient l'habitude de le faire. La famine de 1816-1817 leur donna des préoccupations particulièrement graves (24) : la première de ces années avait été si froide et si pluvieuse que la récolte fut presque complètement perdue. Le prix de l'hectolitre de blé, qui avait été de 14 francs en 1815, s'éleva à plus de 40 à la fin de 1816 et atteignit 60 en juin 1817. La situation risquait d'être particulièrement difficile dans la ville de Metz, et c'est pourquoi, dès le mois de septembre 1816, le Conseil municipal avait décidé d'accorder aux boulangers une indemnité qui leur permettrait de ne point hausser leurs prix. La municipalité, sur l'initiative de M. de Turmel, forma une Société de bienfaisance dont tous les notables furent souscripteurs : elle se procura ainsi 187.000 francs, avancés au taux de 6 %, et n'eut pas à employer les fonds communaux. Une quête rapporta en outre 39.000 francs et le gouvernement en donna 93.000. Ces ressources permirent de se livrer plusieurs fois à des opérations d'achat et de revente, naturellement à perte, mais l'heureuse gestion de ces fonds de roulement permit d'acquérir pour plus de 500.000 francs de blé et de riz, et d'employer 200.000 francs pour l'établissement d'ateliers de charité. La Société de bienfaisance envoya des commissaires faire des achats en Allemagne, et l'intervention du duc de Richelieu leva les difficultés que le gouvernement prussien avait d'abord soulevées quand il s'était agi d'importer en France des blés allemands ; des milliers de quintaux furent ainsi emmagasinés dans les greniers de la ville, vénérable construction médiévale qui rappelait que la République messine avait souvent pratiqué une politique municipale de ravitaillement.

Le maire maintint énergiquement la taxation qu'il avait établie : 40 centimes pour le pain blanc — dont le commerce fut laissé libre à partir de février 1817 — 36 et 31 centimes pour la livre de pain bis-blanc ou bis. Quand les boulangers tentèrent d'augmenter leurs prix, deux d'entre eux furent arrêtés, leur syndic fut condamné à 1.000 francs d'amende et l'émissaire qui les avait prévenus de la hausse concertée fut emprisonné. Mais la situation s'aggrava en avril 1817 quand l'épuisement des campagnes fut devenu complet. On craignit alors un mouvement populaire, et le 8 mai

(24) Cf. *Journal de la Moselle*, 31 janvier 1818. — A. N. F¹¹ 729 (Rapports du commissaire général de police). — A. D. Moselle, 172 X. — M. de Tocqueville, qui remplaça le baron Lachadenède au printemps 1817, arrivait de la Côte-d'Or, où il avait déjà combattu la disette comme le montre l'étude de M. F. VIARD : *La disette de 1816-1817 particulièrement en Côte-d'Or*.

parut un arrêté du maire rédigé dans une forme révolutionnaire qui donna à penser que M. de Turmel, royaliste très prononcé, cherchait à semer la défiance contre le ministère qu'il jugeait trop libéral : les considérants de cette proclamation annonçaient que la disette était générale en France et dans les pays voisins ; ses dispositions précisaient que le blé des greniers publics et des réserves constituées par Chédeaux serait mis à la disposition de vingt boulangers seulement, et qu'une carte de pain serait instituée pour les pauvres. Il fallut, en juin, relever la taxe du pain bis jusqu'à 45 centimes la livre ; on arrêta alors une femme qui disait que le peuple était bien docile de payer de tels prix et que 25 ans auparavant il aurait tout brisé plutôt que d'y consentir. Les plus malheureux accusaient le gouvernement du monopole des blés.

Enfin la situation s'améliora vers le début de juillet 1817 ; les pouvoirs publics furent alors soupçonnés d'empêcher par leur politique d'intervention la baisse rapide qui était signalée dans le reste de la France. Il est vrai que la municipalité cherchait à éviter de trop grandes pertes sur les blés emmagasinés, et qu'il fallut l'intervention du commissaire général de police pour décider de Turmel à fixer la taxe à 30 centimes. En août, la nouvelle récolte commença à paraître sur les marchés, et chacun crut la crise terminée. Pourtant les prix remontèrent en septembre et il fallut encore prévoir pour l'hiver suivant des soupes gratuites et des distributions de pain. Mais l'inquiétude fut de courte durée, car dès le mois de février 1818 la taxe prévint les chiffres de 20 à 15 centimes, selon la qualité.

La politique de la municipalité messine avait donc réussi à ravitailler la ville pendant de longs mois, sans trop obérer les finances communales. La population était restée plus calme que l'on n'aurait pu s'y attendre. Les ateliers de charité lui avaient d'ailleurs rendu de grands services : on avait payé 32.000 journées à des travailleurs embauchés pour l'entretien des routes ; quatorze ébénistes avaient fait des meubles ; des indigents avaient confectionné 600 paires de chaussures ; 1.500 femmes avaient été employées à filer le chanvre et 50 enfants avaient été recueillis. On avait distribué 525.000 soupes et 6.600 livres de pain en un seul hiver.

Metz avait donc traversé la crise sans grand désastre, mais il n'en fut pas de même du département. L'administration préfectorale semble être restée longtemps à peu près inerte, se contentant d'interdire la distillation des pommes de terre et d'exiger une patente pour le commerce des blés. Or dans les campagnes, et même dans les petites villes, les municipalités étaient impuissantes à organiser le ravitaillement. Il est vrai que pendant longtemps les paysans vécurent des ressources nombreuses que leur offrait la diversité de la vie rurale. Ce n'est qu'en février 1817 que le

gouvernement se décida à intervenir pour empêcher les troupes alliées de continuer leurs achats de pommes de terre dans le pays. Mais très heureusement, l'arrivée d'un nouveau préfet, M. de Tocqueville, amena une modification dans la politique administrative. A l'imitation de la ville de Metz, il fonda une Société de bienfaisance qui réunit 410.000 francs, et il en obtint 20.000 de la liste civile. Il fut ainsi possible de faire venir, en partie par l'intermédiaire de Chédeaux, 2.900 hectolitres de froment, autant de quintaux de farine et 134.000 kilogs de riz, qui furent vendus au dessous du cours. D'autre part le gouvernement importa des grains qui alimentèrent les magasins militaires, d'où ils furent plus tard distribués à la population. En juin 1817, il n'y eut plus d'autres ressources que celles que procurait l'administration.

Mais la misère des campagnes demeura profonde en dépit des mesures prises par l'autorité. Le ministre reconnaissait qu'il ne pouvait envoyer des secours suffisants et répondait aux demandes du préfet (25) : « C'est aux autorités locales à se créer des ressources dans les moments difficiles... Ce que la bienfaisance fait dans les villes, elle peut le faire dans les campagnes où la pauvreté est d'ailleurs moins exigeante. Les conseils municipaux doivent employer tous les moyens de persuasion pour redoubler l'activité de la charité privée ». C'est ainsi que l'on vit les journaliers agricoles de la Lorraine allemands réduits à se nourrir de chicorée sauvage et d'orties cuites ; les travaux des champs se trouvèrent ralentis par la mortalité des chevaux (26). Les maires de Montbronn et de Soucht signalèrent, en mai 1817, que leurs concitoyens, privés de pain depuis plusieurs mois, voulaient quitter leurs communes en masse et chercher au loin des subsistances. En même temps se poursuivait une lutte spéculative entre les services d'achat de l'armée d'occupation et ceux du département ; d'autre part les propriétaires riches, attendant pour vendre de nouvelles hausses, montraient une cupidité déplorable. Il avait fallu un jour distribuer le pain à Metz à 35 centimes pour calmer la population, et dès le lendemain les paysans s'abstinrent de paraître au marché. Il fallut interdire les sonneries de cloches, afin d'empêcher l'alarme de se répandre dans les campagnes, et organiser des battues contre les Bohémiens qui pillaient aux confins de la Moselle et du Bas-Rhin. La situation resta inquiétante jusqu'à la nouvelle récolte, et elle l'eût été bien davantage si l'administration ne s'était pas mêlée directement des achats de grains.

(25) A. N. F^m 729, lettre ministérielle du 7 mai 1817.

(26) Le *Recueil des actes administratifs* publia en mai 1817 une instruction du vétérinaire Collaine sur la mortalité du bétail et des chevaux.

La famine de 1817 demeura une catastrophe isolée dans l'histoire du XIX^e siècle. Au lendemain de la révolution de 1830, une mauvaise récolte et la crise commerciale causèrent pourtant quelques inquiétudes à Metz. Le maire, Bouchotte, déclara au Conseil municipal que les classes inférieures attendaient encore les bienfaits du nouveau régime (27); il montra que l'humanité et la nécessité de prévenir les désordres obligeaient de montrer au peuple la sollicitude des classes éclairées. « Il faut, disait-il, que l'on s'occupe à réparer, autant qu'il est possible, l'inégalité du partage des biens de ce monde. » A sa demande, le Conseil vota un fonds de 100.000 francs destiné à garantir aux prêteurs, qui formeraient une société de bienfaisance, le remboursement de leurs avances et un intérêt de 5 %. On put ainsi disposer de près de 500.000 francs, qui servirent aux achats de blé qu'effectua la maison Chédeaux; mais l'opération se solda par un déficit de 38.000 francs qui resta à la charge de la ville.

Les défenseurs du juste-milieu avaient vivement critiqué cette politique d'intervention de la municipalité dans les affaires commerciales, et leur attitude explique qu'en mars 1832 le Conseil ait rejeté un projet d'acquisition en Allemagne de 6.000 sacs de blé (28). La menace de la hausse fut d'ailleurs plus forte que la fidélité aux principes, et quinze jours ne s'étaient pas écoulés qu'une décision contraire était prise et qu'un crédit de 15.000 francs était mis à la disposition du premier adjoint pour achat de grains. Mais le ministre refusa de ratifier ce vote. Les circonstances firent d'ailleurs passer outre à cette décision: les émeutes de juin 1832 obligèrent la municipalité à faire l'acquisition immédiate de 2.000 sacs qui venaient d'arriver à Chambière; puis il parut nécessaire de vendre le pain au dessous de son prix de revient, du moins aux indigents. On forma une nouvelle société de bienfaisance, mais cette fois sans la garantie de la ville. Les souscripteurs perdirent ainsi 138.000 francs, et c'est en vain que le maire Bompard tenta d'obtenir du Conseil municipal le remboursement de tout ou partie de cette somme (29).

Cette énorme perte explique que lors de la crise de 1847, dont la maladie de la pomme de terre fut une des causes, personne ne voulut s'engager dans une politique analogue. La ville de Nancy, qui se mêla alors d'acheter et de revendre des blés, y perdit 30.000 francs et jura de ne jamais recommencer (30). En Moselle on se contenta d'organiser une quête exceptionnelle, qui donna 42.000 francs, et de compter sur la charité

(27) Conseil municipal, 24 septembre 1830.

(28) Conseil municipal, 7 mars, 21 mars 1832.

(29) *Ibidem*, 4, 5, 6, 7 juin, 4 juillet 1832; 15, 17 et 20 mai 1833.

(30) BRAUN (P.) : *Un essai commercial de la municipalité de Nancy* (Pays Lorrain, 1920).

privée. M. de Wendel distribua 70.000 livres de pain au dessous du cours, M. d'Hunolstein créa des soupes populaires. Une loterie de charité fut organisée à Sierck, dont les notables achetèrent des grains qu'ils revendirent à perte. Enfin, des ateliers de charité furent ouverts dans un grand nombre de communes, avec le concours des bureaux de bienfaisance et des subventions de l'Etat, dont le montant atteignit 135.000 francs (31).

Cette participation du gouvernement à l'assistance communale se reproduisit entre 1854 et 1856, lors de la dernière crise agricole qu'ait traversée la Moselle avant que le développement des voies ferrées n'en interdise le retour. La situation fut d'autant plus grave que le choléra exerça alors ses ravages dans une cinquantaine de communes et entraîna la mort d'un millier de personnes. Un grand nombre de conseils municipaux demandèrent et obtinrent l'autorisation de voter des centimes supplémentaires qui servirent à la réalisation de travaux d'utilité publique et donnèrent du travail aux indigents; de son côté, le gouvernement envoya 131.000 francs. Les bureaux de bienfaisance organisèrent des distributions de soupes, même dans des petites villes comme Forbach, Briey, Longwy, ou dans des bourgs comme Puttelage (32). Mais les municipalités ne songèrent plus à s'immiscer dans la question des approvisionnements en grains, d'abord parce que la crise était moins grave que celle de 1817, et aussi parce que le commerce disposait de moyens plus puissants que jadis.

On peut rattacher à l'histoire de la dernière période difficile qu'ait connue le ravitaillement de la Moselle, la fondation de la Société alimentaire d'Ars-sur-Moselle, imitée d'une institution analogue qui avait fonctionné à Grenoble en 1851 (33). Dans ce bourg industriel où la misère était assez répandue, le maire imagina de fonder une association dont le but était de donner aux ouvriers des repas à bon marché. Les notables du pays, et surtout les deux maîtres de forges, souscrivirent les 1.600 actions de 5 francs qui furent émises pour se procurer un fonds de roulement. Les résultats furent satisfaisants et le préfet recommanda aux municipalités la création d'œuvres semblables. Mais en fait, l'exemple d'Ars ne semble avoir été suivi que par Stiring-Wendel, dont le maire était en même temps directeur des usines. En dépit d'un article élogieux publié dans le journal de Sarreguemines, l'hebdomadaire *Petit Glaneur*, on se borna en quelques localités, Morhange, Grossbliedestroff, Puttelage et Forbach, à distribuer des aliments aux indigents sans créer d'institution

(31) A. D. Moselle, 170 X.

(32) *Indépendant*, 25 janvier, 1^{er} février 1854.

(33) A. D. Moselle, 190 X.

stable et définitive. De même le zèle messin se contenta de développer pendant la période difficile les œuvres traditionnelles, et une quête exceptionnelle ne rapporta que 10.000 francs, ce qui parut faible en comparaison de la somme quatre fois plus élevée que l'on avait obtenue en 1847 (34).

IV. — Les œuvres privées

Les institutions dont il a été question jusqu'ici appartenait toutes, plus ou moins directement, au domaine officiel et administratif. Sauf pour les sociétés de secours mutuels, qui devaient leur naissance à l'initiative privée, on trouvait toujours à leur origine un arrêté préfectoral ou municipal, voire une ordonnance ou un décret. L'autorité nommait les commissions administratives des hospices, les membres des bureaux de bienfaisance, et les comptes de ces établissements étaient examinés soit par le Conseil de préfecture, soit par la Cour des Comptes (35). Leurs ressources provenaient dans une large mesure des divers budgets qui se superposaient en France. Mais il existait d'autre part en Moselle un grand nombre d'œuvres d'assistance privées, la plupart d'ailleurs subventionnées par l'Etat, le département ou la commune. On remarquera qu'elles étaient presque toutes concentrées à Metz, et que même les petites villes en possédaient un bien faible nombre. Quant aux campagnes, elles en étaient entièrement dépourvues.

Parmi les institutions d'assistance que renferme encore aujourd'hui le département de la Moselle, la plus vénérable par son but comme par le caractère de son fondateur est sans doute celles des sœurs de la Maternité, établie par le chirurgien Morlanne dès les premières années du XIX^e siècle (36). Etienne Morlanne était entré en 1789 au séminaire de Metz : la Révolution l'empêcha d'y poursuivre ses études, et le détourna de la prêtrise vers la médecine, sans lui enlever sa foi profonde et sa silhouette presque ecclésiastique. Chirurgien du Dépôt de mendicité, il y acquit une grande maîtrise comme accoucheur, et y fonda, avec son collègue Ibrelisle, une école pratique pour les sages-femmes. Dès le Premier Empire, il eut l'idée de donner aux plus dévouées de ses élèves un costume ecclésiastique, et de fonder à Metz une Société de la Charité maternelle, composée des dames les plus fortunées de la ville et présidée par la baronne de Vaublanc. Le concours financier de ce groupement lui permit d'ins-

(34) *Indépendant*, 30 juin 1856.

(35) A. D. Moselle, 2 X.

(36) BOUCHON (L.), *op. cit.*

taller son œuvre dans l'ancien couvent des Trinitaires, et de la continuer après la disparition du Dépôt de mendicité, incendié en 1811. Après plusieurs années de vains efforts, l'institution des Sœurs de la Charité maternelle fut reconnue par une ordonnance signée de Louis XVIII, le 2 décembre 1814; mais il fallut attendre encore huit ans la reconnaissance ecclésiastique. Mgr. Jauffret trouvait incompatible avec l'esprit des congrégations le but de l'institution, et c'est seulement en 1822 qu'il consentit à donner une règle aux sœurs de la Maternité.

Ce fut dès lors une congrégation, dépourvue de vœux perpétuels, dirigée par une supérieure générale sous le contrôle de l'évêque. Quelques prêtres conservèrent longtemps contre elle certaines préventions, et Morlanne, saint homme s'il en fut, se vit parfois accusé, ainsi que les filles qu'il formait, de mener une vie dépravée! D'autre part, l'association de la Charité maternelle subsista, sous la présidence successive des préfètes, et continua d'assurer à l'établissement des Trinitaires une grande partie de ses ressources. Le budget de la Société s'éleva, à la fin du Second Empire, à une trentaine de milliers de francs, dont 3.000 provenaient de rétributions versées par les familles aisées aux sœurs gardes-malades, et 5.000 des subventions officielles (37). Chaque année, les sœurs accouchaient environ 350 femmes à Metz, et secouraient celles qui étaient dans l'indigence; elles recevaient annuellement une trentaine de mères dans l'infirmerie des Trinitaires. Elles pratiquaient également, comme l'avait voulu leur fondateur, la vaccination. D'autre part, quelques sœurs étaient en résidence dans six communes de la Moselle, et y servaient de sages-femmes, de gardes-malades et même parfois d'institutrices. On voit donc que pour intéressante qu'ait été cette œuvre, son rôle était surtout important à Metz: les sages-femmes laïques continuaient à présider aux neuf dixièmes au moins des naissances que voyait annuellement le département.

La reconnaissance officielle des sœurs de la Maternité par l'autorité diocésaine avait diminué le rôle que Morlanne jouait auprès de leur institut. C'est pourquoi, dès 1823, il fonda un nouvel établissement, sa maison de santé de la rue Mazelle, installée dans un ancien couvent de la Visitation. Il y reçut quelques malades payants, mais aussi les filles-mères que les règles de l'ordre repoussaient des Trinitaires et qui depuis 1811 n'étaient plus hébergées, dans des conditions déplorables, qu'à la prison de la Madeleine. Il put ainsi rouvrir une école pratique pour les sages-femmes, mais les ressources lui manquèrent bientôt, car ses entreprises dépassaient ses moyens et la générosité de ses concitoyens. Il voulut obtenir le droit de transformer l'ancienne chapelle de la Visita-

(37) *Comptes rendus de la Société de Charité maternelle.*

tion en une nécropole réservée aux familles riches, puis en une église dédiée à Saint-Charles, en l'honneur du Roi; il tenta d'obtenir des subventions diverses, et reçut seulement une millier de francs du duc d'Angoulême. Au lendemain de 1830, ses embarras financiers devinrent plus graves: il fallut louer la chapelle à la Société patriotique et populaire, consentir à y exposer un jour le célèbre tableau de Court, *Boissy d'Anglas sauvant la tête du représentant Féraud*, qui faisait alors son tour de France. Morlanne tenta ensuite de vendre son établissement à la ville ou au département, mais en dépit de l'appui sincère que lui donna le préfet Germeau, le créateur de la médecine cantonale et du dépôt de Gorze, il ne put triompher des résistances du Conseil général qui trouvait que l'administration voulait entraîner la Moselle dans une voie financièrement dangereuse.

A partir de 1843, la maison de la rue Mazelle cessa de recevoir les filles-mères que la ville dut héberger dans l'asile qu'elle établit à la prison et qui devint plus tard le dispensaire départemental. Enfin, en 1852, les bâtiments qui avaient si longtemps abrité le généreux chirurgien furent vendus en plusieurs lots. L'école pratique disparut, et c'est à Paris ou à Strasbourg que furent dès lors formées, selon la langue qu'elles parlaient, les sages-femmes du département, grâce aux bourses accordées de tout temps par le Conseil général. C'est dix ans après l'échec définitif de la seconde de ses entreprises que mourut Morlanne, âgé de 90 ans. Quelques traits achèvent de dépeindre le caractère original de ce patriarche de la charité: il se couchait parfois dans son cercueil, placé dans l'alcôve de sa chambre; il s'indignait de l'usage de tendre de draperies funéraires les églises, lors des enterrements, car il trouvait cette ostentation du deuil contraire à la certitude chrétienne de la vie éternelle. Quelques confrères l'avaient vu un jour prier à genoux dans la chambre d'une malade qu'il allait opérer; enfin il eut soin de faire vérifier, au moment de sa mort, s'il ne restait dans sa bibliothèque aucun livre de Voltaire. Morlanne apparaît ainsi comme une des figures les plus attachantes du vieux Metz: ce fils de chirurgien béarnais, né dans l'île Chambière par le hasard de la carrière paternelle, aimait passionnément sa ville natale; ce laïque fondateur d'une congrégation, respectueux du passé et des traditions, était en médecine partisan déterminé du progrès: n'a-t-il pas recommandé de ne pas serrer les nouveaux nés dans des maillots, et même de les laisser sans langes dans les berceaux de son, selon la dernière mode britannique du *xx^e* siècle!

L'échec relatif de Morlanne montre que la charité privée ne suppléait pas complètement aux hésitations officielles. La société de Charité maternelle resta d'ailleurs pendant longtemps seule de son espèce. Sous

le Premier Empire et au début de la Restauration, on ne trouvait en effet que les israélites pour posséder quelques institutions charitables privées, dont il faut citer une Œuvre des Femmes fondée en 1800, qui ne disposa jamais que de ressources minimes, et l'hospice dont l'origine était fort ancienne (38). Mais ce dernier établissement, situé rue de l'Arsenal, dans le quartier le plus malsain de la ville, laissait fort à désirer; encore en 1861, l'inspecteur de l'assistance notait que l'on y respirait un air méphytique (39). Il avait été privé d'une partie de ses ressources qui avaient servi à rembourser des dettes de la communauté, et il ne lui restait qu'une douzaine de milliers de francs; il entretenait 28 lits à la fin du Second Empire, au moment où les anciens bâtiments furent enfin améliorés.

La Restauration, en dépit du renouveau de foi catholique dont elle fut témoin, n'avait pas été signalée par un brillant développement des œuvres charitables. On vit seulement les israélites fonder en 1823 une Société pour l'encouragement des arts et métiers parmi leur jeunesse (40), en 1825 une Œuvre des Dames qui s'occupa des enfants indigents et disposa sous Napoléon III de 800 francs de revenus. Citons également le Comité consistorial de bienfaisance qui, quarante plus tard, répartissait chaque année 6.000 francs de secours entre 250 personnes. Enfin en 1829, un Comité de dames prit la charge de la Maison des Orphelines que le bureau de bienfaisance, c'est-à-dire un organisme officiel, avait fondée huit ans auparavant et qu'il ne pouvait plus entretenir depuis que les services du ministère avaient objecté que les secours à domicile lui étaient seuls permis. Le comité de direction comprit dès lors dix dames nommées par l'évêque, et quelques sœurs de Saint-Vincent de Paul élevèrent une centaine d'orphelines dans leur maison qui fut, sous le Second Empire, transférée de la rue des Récollets à la rue Marchant. Les ressources annuelles ne dépassaient guère 20.000 francs, mais le travail des fillettes aidait à la subsistance.

La révolution de Juillet semble avoir secoué l'inertie des catholiques qui, par leur cohésion, étaient les mieux placés pour fonder de nouvelles œuvres et lutter par elles en faveur des principes religieux. En 1834 l'abbé Chalandon, qui mourut archevêque d'Aix et fut l'un des amis les plus intimes de Mgr. Dupont des Loges, transforma en une institution

(38) Pour l'étude des établissements privés, voir les *Annuaire de Verronnais*, la *Moselle administrative*, et A. D. Moselle, 190 X, rapport détaillé de 1861. Beaucoup de détails ont été tirés de la presse locale.

(39) A. D. Moselle, 69 X, rapport du 18 août 1861.

(40) Cette société traversa plusieurs périodes difficiles. Cf. *Indépendant*, 12 février 1840, 3 juillet 1852.

régulière un groupement d'orphelins que quelques humbles artisans de Metz avaient créé quelques années auparavant. Ce fut l'Œuvre de la Providence, installée dès l'origine sur le rempart qui porta plus tard le nom de Paixhans. Le conseil d'administration était présidé par l'évêque, et les ressources annuelles montaient à près de 30.000 francs à la fin du Second Empire, alors que la maison, agrandie, embellie depuis peu d'une chapelle, abritait 70 enfants confiées à quelques sœurs de Saint-Vincent. Puis vint en 1835 l'ouverture de l'asile des religieuses du Bon Pasteur, dont la maison-mère était à Angers : elles reçurent des filles plus ou moins repenties qu'y envoyaient l'administration préfectorale ou les familles, en préservèrent d'autres d'une chute imminente et tinrent également un pensionnat qui ajoutait ses revenus aux ressources que leur procuraient la charité privée et les subventions officielles (41). Leur maison compta jusqu'à 250 jeunes filles et une quarantaine de religieuses, et, grâce à la vente des produits manufacturés dans ses ateliers, il n'était pas d'institution plus économique, puisque 5.000 francs lui suffisaient sous Napoléon III.

L'année 1838 vit se créer plusieurs œuvres d'un caractère un peu différent : la Société de bienfaisance israélite, qui disposa en moyenne d'un millier de francs et étendit sa sollicitude à une cinquantaine de pauvres — la conférence de Saint-Vincent de Paul, fondée par l'abbé Lacordaire, et qui comprit dans ses rangs, dès l'origine, les notables catholiques et légitimistes, puis s'élargit pour compter jusqu'à 300 membres vers 1850, disposer de 12.000 francs par an, et dont le rôle sembla diminuer lors de l'évolution libérale de l'Empire (42). La même année vit la création de l'Œuvre de Saint-François-Régis, dont le but était de favoriser le mariage des pauvres et la légitimation des enfant naturels ; ses ressources, sans égaler jamais celles de la conférence de Saint-Vincent, dépassèrent souvent 2.000 francs. L'activité de ces deux œuvres s'exerça particulièrement dans les périodes de misère : on leur adjoignit alors un chauffero ouvert en 1846, destiné à héberger en hiver plus de 200 pauvres de Metz ; des distributions de soupe furent organisées à plusieurs reprises (43), et l'on ne voit pas trop en quoi l'administration du Second Empire pouvait craindre ces groupements charitables, sinon parce que leurs membres les plus en vue regrettaient les Bourbons et risquaient d'étendre, par leur générosité, un patronage indépendant de toute attache

(41) A. D. Moselle, 39 V.

(42) *Comptes rendus* de la Société de Saint-François Régis et de la Conférence de Saint Vincent de Paul.

(43) En 1854, la Conférence donna des repas à 6 et 15 centimes aux indigents. *Indépendant*, 4 janvier.

officielle. Il faut encore citer l'Association des jeunes économes, créée en 1839 en faveur des apprenties et dirigée, elle aussi, par un conseil nommé par l'évêque. Elle arriva à disposer de 10.000 francs de revenus. La conférence de Saint-Vincent de Paul s'inspira de cet exemple en créant en 1851 un Patronage des apprentis, dont les ressources restèrent d'ailleurs inférieures à un millier de francs.

La Monarchie de Juillet fut certainement la période la plus fructueuse pour les nouvelles fondations, quoique le mouvement ne se soit pas arrêté en 1848. C'est sous la Seconde République que se place la naissance de la Société des Ecoles, la première œuvre laïque de bienfaisance qu'ait connue Metz : son comité directeur comprenait principalement des jeunes officiers de l'Ecole d'application ; il disposait annuellement de 7.000 à 8.000 francs, consacrés à soutenir 200 familles pauvres. A la même date apparut la crèche de Metz, fondée par l'abbé Pierre, aumônier du Lycée, assisté d'un comité de dames. Ses 4.000 francs de ressources lui permirent de recevoir jusqu'à 60 enfants par jour, et de leur assurer la nourriture contre le paiement de 5 centimes, dont les familles les plus pauvres étaient d'ailleurs exemptes. En 1849 s'installèrent à Metz des sœurs de l'Espérance, dont la maison-mère était à Bordeaux. Elles ouvrirent la première maison de santé qui ait fonctionné en Moselle d'une manière durable, puisque la tentative de Morlanne n'avait pas été couronnée de succès. Elles disposèrent bientôt d'un bel hôtel du XVIII^e siècle, situé rue Châtillon. Mais il ne s'agissait pas d'une véritable œuvre de charité, puisque la clientèle était entièrement payante. Toutefois, les sœurs avaient également créé une œuvre de Sainte-Blandine, destinée à protéger et à placer les domestiques ; mais à partir de 1866 la séparation fut complète entre ces deux activités. De la même époque date la création par l'abbé Risse de la Société des Jeunes ouvriers, patronage dont les ressources s'élevèrent bientôt jusqu'à 9.000 francs, et dont l'action fut vite considérable dans la classe laborieuse de Metz.

La plus importante des fondations de cette période fut certainement celle de l'Asile de Sainte-Constance, destiné à recevoir des orphelines. Un vaste bâtiment fut édifié, avec une chapelle de style roman, par la générosité des époux Holandre-Piquemal, qui pleuraient la mort de leur fille unique dont l'œuvre rappelle le prénom. Les travaux absorbèrent plus de 300.000 francs, et les donateurs assurèrent aux six sœurs de Saint-Vincent de Paul une fortune dont les revenus — 14.000 francs — permirent d'entretenir immédiatement une soixantaine de jeunes filles. Mais les ressources de ce bel établissement devaient s'augmenter largement à la mort de Mme Holandre, dont il était légataire universel.

Les premières années du Second Empire furent signalées par l'exten-

sion des conférences de Saint-Vincent de Paul. Pendant qu'à Metz les membres créaient un fourneau économique dont ils assuraient eux-mêmes le service, une vingtaine de conférences apparurent dans les petites villes du département, dans les bourgs et même parfois dans les villages. Il y en eut même théoriquement jusqu'à quarante, mais certaines semblent n'avoir jamais disposé que de ressources précaires. Vers 1860, leurs revenus s'élevaient à un total de 10.000 francs environ. D'autre part, Briey vit s'ouvrir un ouvroir, et cet exemple fut suivi à Sarreguemines; un comité de dames patronesses fut établi à Morhange, et une société de bienfaisance israélite à Sarreguemines. Les quêtes, les loteries — pour lesquelles LL. MM. Impériales ne manquaient pas d'envoyer une pièce d'argenterie — se multiplièrent. Tel festival de bienfaisance organisé à l'Esplanade donna 2.600 francs, telle souscription pour les ouvriers cotonniers que la guerre de Sécession réduisait au chômage, rapporta dix fois davantage. On vit le grand rabbin remettre à Mgr. Dupont des Loges 900 francs que les israélites destinaient aux chrétiens de Syrie, et le comte de Chambord envoyer au prélat 500 francs pour les inondés de Volmunster. En 1855, la charité privée assura 41.000 francs aux 792 orphelins que le choléra laissait en Moselle, et, l'année suivante, le département envoya 24.000 francs aux inondés du Midi. Il faut d'ailleurs reconnaître que la fréquence des appels à la générosité du public commençait à lasser le zèle des souscripteurs : les premières quêtes nationales qui avaient été faites sous la Monarchie de Juillet, en un temps où cet usage était encore peu connu, avaient donné 150.000 francs pour les inondés du Midi et 130.000 pour les sinistrés de la Guadeloupe ! (44).

La multiplication des œuvres se ralentit après 1855, sans doute parce que celles qui existaient avaient assez de peine à vivre. On peut toutefois signaler la transformation que subit en 1862 un chaufferois israélite qu'un Messin enrichi dans la capitale, Salomon Halphen, avait fondé par son testament et qui fonctionnait depuis une vingtaine d'années. Les Petites Sœurs des Pauvres vinrent s'établir en 1861 dans la banlieue de Metz, aux Bordes. Enfin, en 1868, une société laïque de protection de l'enfance fut créée; son originalité était d'étendre sa sollicitude jusqu'aux filles-mères, délaissées par les œuvres catholiques (45).

En résumé, il est facile de constater la profondeur du mouvement qui avait fondé, surtout depuis 1830, un grand nombre d'établissements charitables. Une transformation complète s'était produite dans le domaine de la bienfaisance privée, depuis l'époque où Metz ne comptait guère

(44) Il est vrai que lors de la souscription de 1841 pour les inondés du Midi, le seul comte d'Ourches, le généreux châtelain de Grosyeux, donna 20.000 francs.

(45) *Indépendant*, 4 avril 1868.

qu'une œuvre d'assistance de ce type, la Société de Charité maternelle, riche seulement de 10.000 francs de revenus annuels. Vers la fin du Second Empire, on pouvait évaluer à près de 200.000 francs les ressources totales des diverses institutions de la Moselle. Il est vrai que les subventions officielles entraient dans ce chiffre pour une dizaine de milliers de francs. L'effort des particuliers était donc, au point de vue financier, le quart de celui des organisations officielles, dont les revenus, montaient à 800.000 francs. Mais il était supérieur à cette proportion si l'on tient compte des dons et legs qui entraient dans les revenus des hospices et des bureaux de bienfaisance. Tel relevé indique par exemple que de 1846 à 1856, les donations dépassèrent 400.000 francs, qui vinrent s'ajouter à la fortune des établissements publics (46).

Mais, en dépit des progrès réalisés, un fait restait frappant : la concentration à Metz de l'effort charitable, l'inertie du reste du département.

L'énumération des œuvres reste forcément incomplète, car il est impossible de citer les efforts charitables qui ont pu exister dans telle paroisse, et dont le chauffoir organisé dès 1829 par le curé de Saint-Martin est un exemple. Elle révèle en tous cas le rôle que l'Eglise a joué au XIX^e siècle dans la bienfaisance. Il est également impossible de mesurer ce que fut l'action de tel particulier qui, comme le comte d'Ourches, châtelain de Grosyeux, ou M. du Coëtlosquet, acquit une réputation méritée par son zèle à secourir les infortunes. En dehors des divers établissements qu'il fonda, un chirurgien comme Morlanne secourut pendant 70 ans des milliers d'indigents : ne le voyait-on pas donner aux pauvres ses meilleures chaussures, et scandaliser sa gouvernante en portant des souliers éculés ! Combien de ses confrères ne l'imitèrent-ils pas, dans son zèle médical sinon dans ses singularités, même avant de recevoir le traitement attribué aux médecins cantonaux. Il convient à ce propos de rappeler que la Moselle était loin de posséder, dans la première partie du XIX^e siècle, autant de praticiens que de nos jours : sous la Restauration, on n'y comptait qu'une centaine de médecins, répartis en une quarantaine de localités, et leur nombre ne dépassait guère 120 en 1870 ; à cette date, une cinquantaine de communes possédaient un médecin, mais plusieurs cantons — par exemple ceux de Rohrbach, de Sarralbe, de Volmunster — n'en avaient qu'un seul, fixé au chef-lieu ! La plus grande transformation avait été la réduction progressive du nombre des officiers de santé : en 1845, ils étaient encore 45 dans le département, alors qu'ils ne restaient que 22 trente ans plus tard. Les pharmaciens étaient encore plus rares : une quarantaine en 1840, dix de plus en 1870, et il n'y eut

(46) A. D. Moselle, 3 X.

jamais qu'une vingtaine de villes ou de bourgs qui possédèrent une officine.

Ces détails évoquent des mœurs disparues et montrent, quand on les rapproche de ceux qui ont été donnés sur les institutions publiques et privées, ce qu'il y avait d'incomplet dans le système d'assistance d'un département plus avancé que beaucoup d'autres. En dépit d'une dépense annuelle de près d'un million de francs, le domaine de l'entr'aide sociale était celui où il restait le plus à faire. Mais cette constatation ne peut faire oublier les progrès réalisés depuis l'époque de la Restauration, depuis le temps où l'effort de l'Etat et des particuliers restait encore insignifiant. La Monarchie de Juillet et le Second Empire avaient ouvert la voie à de profondes transformations, sans y apporter toutefois autant d'énergie qu'en matière d'instruction primaire et de travaux publics.



CHAPITRE XXII

LES CULTES ET LA VIE RELIGIEUSE

I. — Les évêques de Metz

Ce dernier chapitre pourrait former à lui seul un volume, car son objet constitue un domaine immense et complexe. Immense par le nombre des œuvres que le diocèse de Metz vit naître pendant la première moitié du XIX^e siècle, par les détails auxquels peut entraîner l'étude des formes de la vie spirituelle, par l'existence en Moselle d'une nombreuse communauté israélite, et complexe parce que l'administration laïque a sans cesse été mêlée aux affaires religieuses et que d'incessants conflits, d'importance souvent minime, ont éclaté entre elle et l'autorité ecclésiastique. La vie politique était presque toute concentrée à Metz et dans quelques petites villes, tandis que la vie religieuse pénétrait dans les campagnes les plus reculées et que sa force résidait en chaque famille. Ce chapitre pourrait reprendre l'analyse de l'opinion publique sous un angle nouveau, et sans doute arriverait-il à la conclusion que l'esprit voltairien n'a jamais pénétré en Moselle qu'une minorité de la population, tandis que de nombreux fidèles, paysans cossus, notables des campagnes et des petites villes, affirmaient déjà, en dépit de leur attachement à la foi traditionnelle, leur volonté de maintenir l'indépendance des laïques vis à vis du clergé.

En restant dans des limites plus restreintes, il convient d'examiner ce que fut en Moselle le fonctionnement du régime concordataire. Car si les églises échappent par le fond de leur action spirituelle au contrôle administratif et au domaine de l'Etat, le Concordat, étendu aux cultes dissidents, les liait à la vie publique. C'est en vertu de cet acte que le diocèse de Metz comprit sous l'Empire, et même pendant les premières années de la Restauration, les départements de la Moselle, des Ardennes et des Forêts (1). Les limites traditionnelles de l'évêché furent oubliées à jamais, ainsi que l'ancienne suprématie de la métropole de Trèves.

(1) BOURGEAT et DORVAUX : *Atlas historique du diocèse de Metz.*

remplacée par celle de Besançon. Bien que Mgr. de Montmorency-Laval n'ait jamais renoncé à ses pouvoirs épiscopaux et ne soit mort en émigration qu'en 1808, l'application du Concordat n'avait rencontré aucune difficulté en Moselle (2). Le mouvement de la « petite Eglise » y resta inconnu, tandis qu'en pays luxembourgeois l'opposition « stéveniste » avait préoccupé les autorités civiles et ecclésiastiques (3). D'autre part, l'évêque constitutionnel Francin avait renoncé à sa dignité, et il mourut en 1802 après avoir accepté la cure de Notre-Dame (4). A part quelques incidents dus aux paroles imprudentes de certains prêtres, la réorganisation avait été facile après la crise révolutionnaire (5). Mais le vaste diocèse qu'avait établi le Concordat fut démembré sous la Restauration : les Forêts lui échappèrent en 1823 quand Luxembourg devint résidence épiscopale, et les Ardennes furent rattachées au siège de Reims. L'évêque de Metz ne conserva donc sous sa juridiction que le département de la Moselle, comme au temps de la Constitution civile du clergé.

Le premier des liens que le Concordat établissait entre l'Eglise et l'Etat consistait dans le fait que le choix des évêques dépendait du gouvernement. Mais ce serait une illusion de croire que l'intervention du ministère des Cultes dans les nominations épiscopales, que l'attribution aux prélats d'un traitement et d'un rang dans la hiérarchie officielle, aient transformé les chefs des diocèses en fonctionnaires. Leur caractère sacré, leur inamovibilité réduisaient largement l'influence des pouvoirs publics sur leurs décisions, et de multiples exemples montrèrent, en Moselle, que le régime concordataire ne permettait pas, en fait, la main mise de l'Etat sur les affaires de l'Eglise.

Le premier évêque concordataire de Metz, Mgr. Bienaimé, était un vieillard déjà malade qui mourut quatre ans après son installation. Il avait adopté une attitude conciliante, et on l'avait vu plusieurs fois dé-

(2) Pour le rôle du cardinal de Montmorency à l'égard des prêtres demeurés en Moselle, voir LOHR (J.) : *Der Kardinal Montmorency und die Missionskircheneordnung der Diözese Metz während der Revolutionszeit* (Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie, 1915-1916).

(3) Steven était un prêtre du diocèse de Namur ; lui et ses partisans prêchaient dans le département des Forêts contre le Pape et les évêques. Napoléon chargea l'évêque de Metz de les combattre, et le prélat envoya une mission en Luxembourg, sous la direction d'un ancien carme, à qui le préfet remit 2.000 francs (DE VAUBLANC, *Mémoires*, III, p. 121).

(4) FLORANGE (J.) : *Nicolas Francin*.

(5) Cf. A. D. Moselle, 29 V à 36 V. GAIN (A.) : *Les processions religieuses en Moselle pendant la Révolution et l'Empire*. — CONTAMINE (H.) : *Les plaintes contre le clergé rural en Moselle pendant le Consulat et l'Empire* (Annuaire de la Fédération historique lorraine, années 1930 et 1929).

placer des desservants dont le préfet s'était plaint auprès de lui. Un prêtre avait-il traité le Premier Consul de « spitzbub » qu'il était éloigné des autels avant même que le Grand Juge, informé, ne l'eût demandé. La tâche de ce prélat fut de rétablir le culte dans le plus grand nombre possible de communes, et la ferveur du sentiment religieux, particulièrement dans les campagnes et en Lorraine allemande, permit d'effacer plus vite qu'ailleurs les conséquences de la Révolution. Son successeur, qui fut sacré en décembre 1806, n'avait, ni dans son caractère ni dans sa situation mieux affermie, de raison de garder une attitude aussi réservée : Mgr. Jauffret, né en Provence en 1759, avait fait une partie de ses études à Saint-Sulpice (6). Il s'était réfugié dans son pays natal pendant la Terreur et avait ensuite collaboré aux « Annales de l'Eglise », qui furent supprimées au 18 fructidor. Le cardinal Fesch l'avait choisi comme vicaire général à Lyon et il avait fait partie de la Grande Aumônerie dès 1804. Même après 1815, il ne renia jamais le gouvernement qui l'avait promu à l'épiscopat. Il avait accepté, en 1811, d'être transféré à l'archevêché d'Aix-en-Provence et d'aller occuper ce siège sans avoir reçu l'investiture canonique (7). Pendant trois ans, le diocèse de Metz fut alors dirigé par un certain abbé Laurent, évêque nommé, qui disparut en 1814, lors du retour de Mgr. Jauffret (8).

Ce prélat, qui ne passa jamais pour un ferme royaliste, fut un évêque actif autant qu'indépendant vis à vis de l'autorité préfectorale. Il aida grandement à la renaissance des congrégations de femmes, en faveur desquelles il sut faire intervenir Madame Mère ; il rappela les Frères de la Doctrine chrétienne et fut, au lendemain de la Restauration, le premier évêque à rétablir l'officialité diocésaine. Il institua également les retraites annuelles pour ses prêtres, qu'il prit l'habitude de réunir en synodes. C'est sous sa direction que le diocèse reprit une vie profonde et diverse : il réussit, en 1806, à obtenir le rétablissement de la procession solennelle du 15 août à Metz, un décret impérial ayant annulé l'arrêté que le préfet Colchen avait pris quelques années auparavant pour interdire les manifestations extérieures du culte dans une ville où elles avaient donné lieu à quelques incidents, au cours desquels des militaires avaient joué le principal rôle : en 1808, la procession de la Fête-Dieu avait pu être également célébrée, avec le concours des autorités, et en 1821 le préfet s'était déclaré favorable au rétablissement du cérémonial qui entourait autrefois le transport du Saint-Viatique et les enterrements (9). Il va de soi que

(6) *Notice sur la vie de Mgr Jauffret — Oraison funèbre de Mgr Jauffret.*

(7) REBOUL (R.) : *Un archevêque d'Aix évêque de Metz.*

(8) BLUM (M.) : *L'abbé Claude-Ignace Laurent.*

(9) Outre GAIN (A.), *op. cit.*, voir A. D. Moselle, 26 V.

dans les campagnes les cérémonies extérieures avaient repris tout leur éclat depuis longtemps, à tel point que, dès le Directoire, l'affluence des fidèles avait parfois inquiété les autorités. Ayant rétabli son grand séminaire dans le bâtiment qu'il occupait avant la Révolution, ayant fondé un petit séminaire en pleine prospérité, Mgr. Jauffret se trouvait à la tête d'un des diocèses les plus vivants du royaume, de l'un de ceux dont le clergé s'était le mieux reconstitué, et où le nombre des ordinations était le plus élevé (10). Les dons et legs faits aux fabriques atteignaient en moyenne 60.000 francs par an; l'on avait vu, à Thionville, l'évêque confirmer en un seul jour 1.700 personnes et, le lendemain, 500 soldats du 36^e de ligne (11). Lorsque le baron Jauffret mourut, au cours d'un voyage qu'il fit à Paris en 1823, l'œuvre de réorganisation religieuse était terminée.

La carrière de Mgr. Besson avait été plus mouvementée et était destinée à le rester jusqu'à la fin (12). Né à Seyssel en 1756, il appartenait à une famille anoblie au xvii^e siècle. A la sortie du séminaire, il avait étudié le droit à Lyon pour devenir conseiller-clerc au Parlement. Mais, en 1787, son oncle, Mgr. Paget, évêque de Genève, l'appela à Annecy comme vicaire général. Lors de l'occupation de la Savoie, l'abbé Besson fut arrêté; il réussit à s'enfuir et ne rentra de Bavière qu'en 1799. Le cardinal Fesch le nomma curé de Saint-Nizier, à Lyon, et cette paroisse se l'attacha par des liens si étroits qu'il refusa en 1817 l'évêché de Marseille qui lui était offert. Appelé depuis peu à la Grande Aumônerie, il fut nommé évêque de Metz en septembre 1823 et sacré l'année suivante, dans l'église dont il avait été curé pendant 18 ans. Son entrée dans sa ville épiscopale se fit avec toute la solennité que prévoyait le décret de Messidor: le clergé l'attendait à la porte de France, ainsi que des représentants du Conseil municipal. Une longue procession se déroula sous la pluie jusqu'à la cathédrale, où toutes les autorités s'étaient groupées, en grand uniforme (13).

Mgr. Besson connut alors quelques années heureuses: il fit venir en 1825 les premiers missionnaires qui aient parcouru la Moselle, il présida en 1826 aux exercices du jubilé qui, pendant plusieurs mois, attirèrent à la cathédrale d'immenses concours de peuple; encore en 1827, il put ad-

(10) *Almanach du Clergé de France — Journal de la Moselle*, 25 septembre 1817, 25 septembre 1818. Jusqu'à 66 séminaristes furent consacrés prêtres en un seul jour.

(11) *Journal de la Moselle*, 13 janvier 1822.

(12) *Notice historique sur J.-F. Besson*.

(13) A. D. Moselle, 8 V. *Journal de la Moselle*, 13 juin 1824.

ministrier en une seule journée la communion à 664 militaires ! (14). Il continua le travail de réorganisation entrepris par son prédécesseur, et fonda de nouvelles œuvres, par exemple celle des Bons Livres. Quand le ministère Martignac eût entrepris de limiter l'essor des petits séminaires, il n'hésita pas à publier sous forme de brochure les observations qu'il avait faites à l'autorité. Mais sa piété un peu rigide, sa répugnance à parler du haut de la chaire — contrastant avec la facilité d'élocution de son prédécesseur — ne lui avaient pas permis de conquérir le cœur de tous les fidèles. Il ne connaissait personne à Metz, où on le jugeait trop froid ; déjà âgé, il ne visitait ni les hôpitaux ni les écoles, et ne se montrait même pas régulièrement aux offices de la cathédrale. Sa position devint donc particulièrement difficile lors de la crise générale qui suivit 1830 : un autre chapitre a raconté les diverses manifestations anticléricales que Metz connut alors, et dont le but secret était de pousser l'évêque à quitter son diocèse, comme Mgr. de Forbin-Janson l'avait fait à Nancy (15). Mgr. Besson mena dès lors une vie fort retirée. Sa situation devenait moins difficile, lorsqu'il fut frappé d'une attaque de paralysie en 1839 (16). Il mourut deux ans plus tard, après avoir légué sa fortune au séminaire, d'accord avec son neveu Besson, pair de France.

Le grand âge du prélat, la longue vacance qui suivit sa mort expliquent l'influence qu'avaient prise en 1843 les deux vicaires généraux qui furent désignés par le chapitre comme administrateurs pendant l'interrègne, et confirmés dans ces fonctions par l'autorité civile. Les abbés Masson et Beauvallet étaient adjoints de l'évêque depuis une dizaine d'années déjà (17) : le premier était né à Metz en 1795 et travaillait depuis 1808 dans les bureaux de l'évêché ; c'était un homme dévoué et modeste, dont la tâche principale fut la direction du grand séminaire — le second, originaire de Saint-Avold, était une forte personnalité, mais son intelligence ne compensait pas son esprit autoritaire, son abord rude, défauts qui s'étaient aggravés du fait qu'il avait pris l'habitude de gouverner presque seul le diocèse.

L'arrivée d'un nouvel évêque risquait donc de créer une situation assez difficile, surtout si le prélat montrait la volonté de diriger par lui-même toutes les affaires. Or le choix ministériel porta sur un homme remarquable, une des grandes figures de l'épiscopat français, Mgr. Dupont des

(14) *Ibidem*, 9 janvier 1825, 24 mai 1826, 9 avril 1827.

(15) Voir chapitre X, paragraphe 2.

(16) *Indépendant*, 3 janvier 1840. Alors que le prélat ne devait mourir qu'en juillet 1842, *l'Indépendant*, en annonçant qu'il venait d'être frappé d'une attaque d'apoplexie, désignait déjà le successeur qu'il lui souhaitait.

(17) KLEIN (Abbé) : *Vie de Mgr Dupont des Loges*, chapitre V.

Loges (18). Né à Rennes en 1804, celui qui allait gouverner le diocèse de Metz pendant 43 ans, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, appartenait à une vieille famille de noblesse parlementaire. Après être resté dans sa ville natale jusqu'en 1840, il était devenu vicaire général à Orléans. Après son sacre, célébré à Saint-Sulpice, il arriva dans sa résidence épiscopale le 16 mars 1843, sans avoir accepté qu'on lui rendit les honneurs prévus par le décret de Messidor. Le lendemain, il reçut à l'évêché la visite de son clergé, qui l'accompagna processionnellement à la cathédrale. Le préfet Germeau avait craint que ce cortège ecclésiastique n'amenât des incidents, dans une ville où les processions étaient interdites depuis dix ans, mais le ministre des Cultes, Martin du Nord, lui avait prescrit de le tolérer, en prenant, sous le prétexte d'honorer le prélat, des précautions militaires (19). Quatre bataillons furent mis sur pied, et la cérémonie se passa fort dignement. La figure d'une noblesse ascétique de Mgr. Dupont des Loges, la décision qu'il avait prise, en dépit de nombreuses lettres qui l'avaient mis en garde contre l'abbé Beauvallet, de maintenir en fonctions les deux vicaires généraux, lui concilièrent l'opinion publique. Le préfet fut particulièrement satisfait du ton paternel et évangélique de son premier sermon, des idées de sagesse et de modération qu'il y avait exprimées.

Mais les bons rapports entre l'autorité civile et le chef du diocèse furent de courte durée. Il ne pouvait guère en être autrement, car Mgr. Dupont des Loges, par sa famille et par ses convictions intimes, était légitimiste. Ce fait n'était pas fort grave en lui-même, car, évêque avant tout, le prélat ne se mêla jamais de luttes proprement politiques : mais il avait, sous les frêles apparences d'un gentilhomme austère, une très forte volonté, il se refusait aux compromis auxquels certains de ses confrères consentaient. N'aimant pas les affaires, il s'en occupait pourtant dans le détail, et son intervention dans toutes les questions ne fut pas sans amener quelques difficultés entre l'abbé Beauvallet et lui. Il menait une vie de prière et d'austérité, lisant les Pères de l'Eglise et les classiques français, vivant, comme il l'a dit, dans les siècles qui ne sont plus : « Les idées actuelles en littérature, en politique, en religion même, ne sont pas les miennes, écrivait-il en 1848 à l'abbé Pie. Je vis donc seul, isolé en ce pays, et comme étranger, sous ce rapport, au milieu de ceux qui m'en-

(18) L'opinion messine aurait vu avec satisfaction le choix ministériel se porter sur un des grands vicaires, l'abbé Chalandon, qui devint évêque de Belley, puis archevêque d'Aix.

(19) A. D. Moselle, 8 V., lettres du ministre du 14 mars et du préfet du 17 mars.



Mgr Dupont des Loges

turent » (20). Au lendemain du coup d'Etat, il s'écriait encore, dans une lettre qu'il adressait à ce même ecclésiastique, devenu évêque de Poitiers, et comme lui intransigeant, avec une violence que Mgr. Dupont des Loges évita toujours : « A quel spectacle de bassesse, de poltronnerie, d'impéritie, d'aveuglement, de division, Dieu nous fait assister » (21). Et dans une lettre à Mgr. Regnault, il disait (22) : « J'ai un autre sujet de tristesse. Le clergé français et l'épiscopat me semblent perdre de plus en plus la belle, la magnifique situation, si indépendante, si noble, que la divine Providence leur avait faite, en se précipitant aux pieds du pouvoir nouveau, avec tous les excès de flatterie ». Comme il l'a écrit lui-même, il était le dernier à consentir que l'on fit de l'Eglise de France un « *instrumentum regni* ».

Avec un pareil caractère, on comprend que Mgr. Dupont des Loges ait vécu assez isolé à Metz. Il ne fréquentait point les salons légitimistes ou catholiques, car nul prélat ne fut moins mondain que lui. Il quitta rarement son diocèse, et mena une vie isolée et régulière, gardant toujours et partout, malgré ses soutanes violettes fort usagées, une dignité souveraine et froide, à tel point que son commensal, l'abbé Chalandon, en était lui-même intimidé. « On sentait, a-t-on dit très justement, dans l'imposant abord de Monseigneur une aristocratie qui tenait à la fois de la terre et du ciel » (23).

Certes, le quatrième évêque concordataire de Metz a fondé des œuvres et soutenu celles qui existaient, mais c'est dans le domaine proprement religieux que son action revêtit son caractère propre. C'est lui qui établit l'Adoration perpétuelle dans son diocèse, qui donna à la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception un aspect triomphal (24), qui instaura le rite romain dans les églises soumises à son autorité. Les offices revêtirent à la cathédrale une forme particulièrement imposante, et la création de la maîtrise permit de rendre aux cérémonies du culte une apparence solennelle qu'elles avaient perdue depuis la Révolution. Le prélat réagit contre l'usage de jouer des airs profanes dans les églises, si répandu sous la Restauration, alors que le *Journal de la Moselle* s'indignait d'entendre dans les sanctuaires le refrain de Fanfan la Tulipe et celui de Monsieur Denis, « Souvenez-vous en ». Les plus beaux jours de la vie de Mgr. Dupont des Loges furent sans doute ceux qui virent le

(20) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, p. 142.

(21) *Ibidem*, p. 151.

(22) *Ibidem*, p. 152.

(23) *Ibidem*, p. 82.

(24) *Indépendant*, 28 mars 1855. Quelques jours après, 3.000 hommes communierent à la cathédrale.

transfert à Metz des reliques de Sainte-Lucie et de Saint-Livier, et celui de son jubilé épiscopal, célébré le 30 juin 1868. Au milieu du cortège qui se déroula de l'évêché à la cathédrale, le prélat semblait un saint du moyen-âge, descendu d'un vitrail. Il eut aussi la joie de pouvoir consacrer un grand nombre de nouvelles églises dans son diocèse, depuis Conflans jusqu'à Peltre ou à Eguelshardt.

Mais ce serait une illusion de croire que Mgr. Dupont des Loges avait réalisé l'unanimité autour de lui (25) : il n'avait guère cessé de se heurter aux autorités civiles, aussi bien sous Louis-Philippe que sous Napoléon III (26) ; une partie considérable de l'opinion messine gardait, en face de lui, l'indépendance de ses opinions. Lors du jubilé, *l'Indépendant* avait prétendu que le sermon de Mgr. Mermillod s'était terminé par ces mots : Metz la Pucelle s'est laissée prendre par son évêque (27). C'était déformer les paroles authentiques, mais non leur sens : or l'affirmation de l'évêque d'Annecy était loin d'être conforme à la vérité. A la veille de la guerre, la personnalité de Mgr. Dupont des Loges était fortement discutée. La majorité de son clergé lisait *l'Univers* et était passionnément attachée à la proclamation immédiate de l'infailibilité pontificale. Or le prélat, comme tant d'évêques français, trouvait le moment mal choisi ; à Rome, où il était allé en passant par Frohsdorf, il vota avec la minorité du Concile, pendant que l'agitation du clergé mosellan était assez vive (28). Il va de soi que la situation changea lors des jours douloureux de l'annexion : il y eut à Metz un renouveau de foi, et l'émigration entraîna au loin une grande partie de la bourgeoisie libérale. Dans la ville affligée, Mgr. Dupont des Loges se trouva représenter la France, mais il s'agissait d'une France d'un accent bien particulier, et la forte influence que le clergé et l'évêque exercèrent dans le pays annexé n'était pas faite pour maintenir avec la Patrie, dont l'évolution laïque allait s'accroître, un contact aussi étroit que jadis.

II. — L'organisation du culte catholique

Le Concordat avait calqué l'organisation ecclésiastique sur la division administrative du département. Il prévoyait autant de curés inamovibles que de cantons, soit vingt-sept, et seul celui de Morhange résidait dans

(25) L'abbé Klein reconnaît que c'est seulement après 1870 que Mgr Dupont des Loges fut considéré par tout son peuple comme « l'unique chef et le vrai père ».

(26) Outre le chapitre XII, paragraphe 7, cf MAURAIN (J.) : *La politique ecclésiastique du Second Empire*, p. 271.

(27) *Indépendant*, 1^{er} juillet 1868. C'est une ironie facile de cet organe anticlérical.

(28) A. N. F^o III Moselle 9, rapport du préfet Odent du 7 juillet 1870.

une autre localité que celle où était fixée la justice de paix (29). A partir de 1820, ces curés privilégiés portèrent le titre d'archiprêtres; ils servaient d'intermédiaires entre l'évêché et les desservants chaque fois qu'un incident nécessitait une enquête contradictoire de l'autorité civile et des pouvoirs ecclésiastiques; ils présidaient les synodes cantonaux qu'avait organisés Mgr. Jauffret, et se rendaient chaque année au synode diocésain. Sous la Restauration, le titre de curé fut en outre officiellement attribué aux titulaires de neuf paroisses importantes, et la ville de Metz se trouva ainsi posséder, à côté des archiprêtres de Notre-Dame, de Sainte-Ségolène et de Saint-Vincent, les curés de Saint-Martin, de Saint-Eucaire, de Saint-Maximin et de Saint-Simon (30). Ces prêtres étaient nommés par l'évêque, mais la sanction de l'autorité civile était nécessaire: à chaque présentation faite par le prélat, le ministère des Cultes répondait par une enquête auprès du préfet, qui se trouvait ainsi amené à apprécier le mérite des ecclésiastiques. Bien souvent, il n'avait d'autre ressource que de demander l'avis du sous-préfet, ou même d'un conseiller général, car l'administration n'avait point de dossiers sur les centaines de desservants du département. Il va de soi que l'enquête ne donnait en général aucun résultat précis: le préfet répondait que le prêtre proposé par l'évêque n'avait donné lieu à aucune plainte, et le plus grand éloge qu'il pouvait en faire était de préciser qu'il ne se mêlait pas de politique.

Ce n'est guère que sous le Second Empire, et surtout après 1859, que des difficultés se présentèrent. Dès lors, on vit les préfets signaler que tel candidat, comme la plupart des ecclésiastiques du département, était imbu des doctrines de *l'Univers*, que tel autre était un ultramontain en même temps qu'un ambitieux. Dans d'autres cas, il s'agissait d'un prêtre qui avait l'habitude de se mêler de toutes les affaires communales, d'un esprit intolérant et peu favorable au gouvernement, d'un caractère difficile qui faisait naître les incidents. Le ministre présentait parfois quelques observations à l'évêque, qui n'en tenait en général aucun compte: un cas typique est celui de cet abbé Muller, proposé en 1863 pour la cure de Sarralbe, et dont Mgr. Dupont des Loges garantit, malgré l'opinion du préfet, la modération, ajoutant que les mauvais renseignements obtenus par l'administration provenaient certainement d'une homonymie. En fin de compte, le ministre cédait otujours. C'était d'ailleurs la seule solution, car, ainsi que le disait en 1868 le préfet Odent, tout le jeune clergé était d'o-

(29) *Annuaire de Verronnais, Ordo du diocèse*, A. D. Moselle 8 V.

(30) *Journal de la Moselle*, 9 février 1826.

pinions ultramontaines, et il était vain de vouloir faire des discriminations (31).

L'évêque restait donc en fait le seul maître de la nomination des curés cantonaux. C'est également lui qui, avec la sanction gouvernementale, désignait ses vicaires généraux, ses chanoines titulaires. En outre, mais sans intervention ministérielle, le titre de vicaire général était attribué officieusement à trois ou quatre ecclésiastiques, et celui de chanoine honoraire, résidant ou non, à une vingtaine. De même, la dignité d'archidiacre, réservée aux curés des sous-préfectures, n'avait aucun caractère légal. Au dessous des curés et des dignitaires, le diocèse comprit un nombre variable de succursales et de vicariats dont les titulaires étaient nommés par l'évêque, qui prévenait simplement l'autorité civile des mutations, sans avoir à obtenir son agrément. Mais le nombre de ces différents postes n'en était pas moins fixé par l'Etat, qui assurait en effet le traitement des desservants — 700 puis 900 francs — comme celui des vicaires — 300 francs. C'est donc du point de vue purement budgétaire que le ministère intervenait dans ces questions. Les paroisses avaient évidemment avantage à être élevées au rang de succursale, car cette promotion leur permettait de réduire leurs dépenses, un supplément de traitement devant être attribué par leurs soins aux vicaires. Aussi leurs demandes remplissent-elles de nombreux dossiers, et n'était-il pas rare de n'y voir donner satisfaction que vingt ou trente ans après les premières démarches (32).

Le nombre des succursales n'était guère que de 300 lors du Concordat. Il s'éleva successivement à 381 en 1820, à 403 en 1830, et atteignit 462 à la fin du Second Empire. Il y avait alors en outre une trentaine de chapelles vicariales, et plus d'une centaine de vicaires adjoints aux curés ou desservants; ces derniers chiffres n'avaient jamais beaucoup varié. On voit donc que l'augmentation du nombre des succursales avait permis de rétablir progressivement le culte dans beaucoup de villages, qui n'avaient d'abord formé qu'une seule paroisse avec une ou plusieurs agglomérations voisines. Il n'en reste pas moins que le nombre des paroisses avait toujours été nettement inférieur à celui des communes, qui était en 1870 de 630. Cette situation, rapprochée du fait qu'il n'était guère d'agglomération qui ne possédât pas d'église construite avant la Révolution, explique que le binage fut toujours pratiqué en Moselle. Il demeura longtemps de règle dans certains villages : il fallait d'ailleurs une autorisation

(31) A. D. Moselle, 8 V., lettre d'Odent du 30 avril 1868. Le 17 septembre 1859, le préfet Jeanin signalait que la plupart des prêtres du diocèse s'inspiraient de *l'Univers*.

(32) A. D. Moselle, V 4 à 7. Conseil général, 21 novembre 1848.

épiscopale pour qu'un prêtre fût autorisé à desservir deux églises, et les communes qui jouissaient de cet avantage devaient lui assurer un supplément de traitement. L'augmentation du nombre des succursales permit enfin de rendre cette coutume exceptionnelle (33).

Le diocèse de Metz était l'un de ceux qui avait le moins souffert des conséquences de la Révolution. Les prêtres jureurs n'y avaient jamais été, surtout en Lorraine allemande, qu'une minorité, et les cas d'apostasie y avaient été rares (34). C'est pourquoi, lors de l'application du Concordat, la Moselle put disposer de 536 ecclésiastiques au lieu de 652 qui exerçaient en 1791 (35). Mais les pertes de territoire et la mort des prêtres âgés expliquent que le nombre n'en ait augmenté que lentement sous l'Empire, en dépit de la réouverture des séminaires et des ordinations nombreuses. En 1823, le département comptait 578 prêtres, alors que l'évêque jugeait que 684 auraient été nécessaires, et le tiers d'entre eux étaient âgés de plus de soixante ans. Mais ce déficit n'en était pas moins très inférieur à celui de la plupart des diocèses. Le nombre des ordinations à la prêtrise, qui atteignit souvent plus de cinquante, dépassait largement celui des morts, et la Moselle se classait à ce point de vue au second rang parmi les diocèses, alors que beaucoup d'entre eux comprenaient plusieurs départements. La situation s'aggrava au début de la Monarchie de Juillet, quand le Séminaire fut fermé et quand la crise morale qui suivit 1830 raréfia les vocations. Pourtant, dès les dernières années du règne de Louis-Philippe, la période difficile était passée. Les vieux prêtres qui avaient vu la Révolution étaient morts, mais les générations nouvelles assuraient un recrutement régulier, quoique moins nombreux que sous la Restauration. Vers 1860, le diocèse de Metz comptait plus de 700 ecclésiastiques.

Le clergé de la Moselle se recrutait entièrement sur place, soit dans la partie française, soit dans la partie allemande du département. Il était, dans son immense majorité, d'origine paysanne et très fortement attaché au pays natal, ce qui explique l'influence qu'il avait pu prendre, en particulier dans l'arrondissement de Sarreguemines. Il est rare de rencontrer en Moselle des prêtres aux noms aristocratiques, et les quelques

(33) A. D. Moselle, 8 V : des états de 1851 indiquent de onze à quatorze autorisations de binage.

(34) Se fondant sur les études de l'abbé Constantin et de M. Sagnac, PARISOT (R.), *Histoire de Lorraine*, III, p. 231, indique 54 % de réfractaires en Moselle, 55 % en Meurthe, 32 % dans les Vosges et 18 % dans la Meuse.

(35) *Annuaire de Verromais*, an XII. Pour les chiffres ultérieurs, voir les *Almanachs du Clergé de France*, l'*Ordo* et la *Moselle administrative*.

représentants de la noblesse que l'on trouve dans son clergé, sous la Restauration, ne sont qu'une exception. La carrière de ces ecclésiastiques s'écoulait tout entière dans la même région, et bien peu d'entre eux parvinrent à s'élever dans la hiérarchie. Il faut enfin noter que pendant longtemps la Moselle avait compté un certain nombre de prêtres d'origine luxembourgeoise, qui n'étaient pas même citoyens français. Ils avaient été nommés desservants à une époque où le département des Forêts dépendait du siège de Metz, et ils étaient restés en France après 1814. Or, en 1823, Corbière, appliquant à la lettre les dispositions du Concordat, déclara que ces prêtres devaient cesser leurs fonctions tant qu'ils ne se seraient pas mis en règle avec la loi en se faisant naturaliser (36). Les vicaires capitulaires, administrateurs du diocèse après la mort de Mgr Jauffret, rédigèrent une protestation affolée et l'affaire ne semble pas avoir eu de suite. Elle est curieuse en ce qu'elle montre que, même sous le ministère du comte de Villèle, les bureaux pouvaient jeter les autorités diocésaines dans de singulières alarmes.

Un dernier point reste à noter en ce qui concerne l'organisation culturelle : l'Etat assurait bien un traitement — parfois minime — à la grande majorité des ecclésiastiques ; les communes y ajoutaient des suppléments, et le département, sous la Restauration, en avait fait de même. Mais les prêtres âgés ou infirmes, à l'exception de ceux qui avaient reçu les ordres sacrés avant la Révolution, ne pouvaient compter sur aucune retraite, car l'Etat n'accordait bénévolement qu'un nombre insuffisant de pensions. C'est seulement en 1844 que Mgr Dupont des Loges réussit à modifier cette situation : une ordonnance royale du 12 août de cette année autorisa la fondation d'une caisse des retraites pour les prêtres âgés du diocèse de Metz, et sanctionna le règlement qu'avait préparé l'évêque (37). Les ressources prévues venaient de quêtes, de souscriptions, de legs et du versement du sixième du prix de location des chaises. On peut rattacher à cette création l'histoire des hésitations que montra Mgr Dupont des Loges, lorsqu'il s'agit d'accepter pour la caisse de dotation des prêtres une partie de la fortune confisquée aux princes d'Orléans : l'évêque de Metz fut alors un des cinq ou six prélats à n'accepter cette générosité napoléonienne qu'après avoir demandé et reçu du ministre des explications qui rassurèrent leur conscience (38).

(36) A. D. Moselle, 27 V, lettre de Corbière du 20 février 1823.

(37) A. D. Moselle, 25 V.

(38) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, et MAURAIN (J.), *op. cit.*, p. 56. Déjà en 1847, le clergé du diocèse de Metz avait remis une pétition à la Chambre des députés pour obtenir de l'Etat des pensions régulières au lieu de secours bénévoles.

La comptabilité des fabriques mettait sans cesse en contact les administrations civile et ecclésiastique. Même la nomination des fabriciens était partagée entre les deux autorités (39). Ces conseils avaient la charge des biens qui appartenaient aux paroisses : la première catégorie de leurs revenus provenait des propriétés qui leur avaient été restituées par le décret du 7 thermidor an XI, propriétés foncières ou plus souvent cens et rentes, en nature généralement, constitués avant la Révolution. Il ne s'agissait là que de revenus assez peu considérables, puisque leur montant n'était en 1823, pour les arrondissements de Briey, de Thionville et de Sarreguemines, que de 3.900 francs. Les biens légués depuis le Concordat, les rentes constituées depuis la même époque, rapportaient alors plus de 11.000 francs. Enfin la location des chaises et des bancs, les quêtes, le casuel, donnaient 35.000 francs. On remarquait entre les fabriques de fortes disproportions : le nombre de celles qui avaient conservé des rentes d'avant 1789 était faible, et la générosité des fidèles de l'arrondissement de Sarreguemines le classait hors de pair : il totalisait en 1823 plus de 32.000 francs de revenus, alors que ceux de Briey et de Thionville réunis n'atteignaient pas 20.000 francs. Les cens et rentes constitués avant la Révolution — en hottes de vin, en boisseaux de blé — étaient rachetables, et les débiteurs profitèrent souvent de cette faculté. Chacune de ces opérations nécessitait un arrêté préfectoral. Quant à l'acceptation des dons et legs, à la constitution de rentes sur l'Etat ou à leur vente, elles entraînaient une ordonnance royale ou un décret impérial. Des procès étaient fréquemment signalés entre les fabriques et les héritiers légitimes, mécontents d'un legs qui les dépouillait.

D'autre part, l'Etat intervenait encore dans la question des réparations aux édifices diocésains, cathédrale et évêché, dont l'architecte était à sa nomination, et dont la responsabilité financière lui incombait. Si les travaux des églises paroissiales étaient à la charge des communes, le gouvernement leur venait néanmoins fréquemment en aide par des secours analogues à ceux qu'il accordait pour les maisons d'école (40). Les constructions ecclésiastiques entraînaient d'ailleurs bien des communes à des dépenses excessives : le curé insistait tant que le Conseil municipal lui accordait plus qu'il ne lui était possible de dépenser. Il s'ensuivait naturellement d'indéchiffrables querelles locales.

(39) A. D. Moselle, 78 V.

(40) Voir, par exemple, *Indépendant*, 30 mars 1852, 18 juin 1853. Charles de Wendel avait, à la même époque, abandonné son traitement de député à la commune d'Audun-le-Roman, pour lui permettre de reconstruire son église.

III. — Les conflits entre le clergé et l'autorité civile

Parmi les nombreux incidents qui éclatèrent sous tous les régimes entre les représentants de l'autorité civile et les ecclésiastiques, la plupart eurent un caractère purement local (41). C'étaient des querelles de villages, sans couleur politique ni anticléricale. Tel desservant était accusé de vouloir diriger les affaires de la commune; tel autre traitait ses paroissiens de cochons ou de canailles, ou menaçait d'exclure de la communion un village entier. Ailleurs, le trouble naissait du désaccord entre le maire et le curé au sujet de l'emplacement où l'on reconstruirait l'église, au sujet de la nomination d'un instituteur. Tel prêtre montrait un zèle trop intransigeant: le desservant d'Arry refusait de signer les certificats réclamés pour les enfants trouvés placés dans sa paroisse et traitait d'hérétique le maire, baron de Cappel, qui était protestant. L'interdiction des bals et des jeux de quilles révolutionnait toute une commune: c'est ainsi qu'à Macheren le curé porta le crucifix au milieu des danseurs, et le couchant sur le plancher, s'écria « Si vous dansez davantage, dansez sur l'Etre suprême ». Les faits de ce genre sont trop nombreux pour qu'il soit utile d'entrer dans les détails, toujours identiques.

La Préfecture recevait donc les plaintes des maires, les pétitions des fidèles qui demandaient le remplacement d'un desservant impopulaire. Elle ordonnait une enquête, confiée parfois au sous-préfet, plus souvent directement à un notable du pays, bourgeois indépendant aux allures voltairiennes. Très souvent, la thèse de l'autorité civile en sortait consolidée: c'est ainsi qu'en 1832 un juge de paix confirmait que le curé de Lommerange ne faisait que des sottises, et, à titre d'exemple, citait l'anecdote suivante, dont ce prêtre se servait pour moraliser ses paroissiens: un jeune homme s'était déguisé pour le carnaval en se couvrant d'une peau de bœuf; les cornes lui poussèrent alors sur le front, et elles ne disparurent qu'après que le pape lui-même les eût coupées! Mais l'évêque ne pouvait évidemment accepter que des notables fussent chargés de rendre compte des enseignements faits à l'église, d'apprécier l'action religieuse des prêtres. Un incident local risquait ainsi de s'aggraver: saisi d'une demande de remplacement de tel desservant, le prélat ordonnait de son côté une contre-enquête, confiée à l'archiprêtre. Il va de soi que ses résultats étaient absolument contraires à ceux qu'avait obtenus le préfet. Les habitants se jugeaient avec la plus grande facilité, signaient une pétition qui réfutait la première, et l'évêque pouvait répondre que l'incident

(41) A. D. Moselle, 29 V à 36 V, les incidents sont classés par ordre alphabétique de communes.

n'était né que des rancunes d'un instituteur ivrogne, des colères d'un cabaretier dont l'établissement risquait d'être déserté si le zèle d'un saint prêtre était suivi d'effet. Le préfet transmettait parfois le dossier au ministre, en le priant d'intervenir auprès de l'évêque. D'autre fois, il se contentait de la promesse que lui faisait le prélat de calmer le zèle excessif d'un prêtre. Aucune solution précise n'intervenait, et l'affaire finissait par être classée. C'est ainsi qu'entre 1802 et 1870, plus de 500 incidents ont été soumis à l'autorité administrative, sans qu'on puisse en conclure grand'chose. Ils montrent simplement que les prêtres, surtout en Lorraine allemande, se mêlaient de mille questions qui ne les regardaient pas directement, et que s'ils étaient animés d'une foi aussi vive que respectable, leur caractère était souvent irascible et violent. Il est vrai que leurs paroissiens ne leur cédaient en rien sur ce point. Les querelles étaient plus rares dans les régions de langue française, où le prêtre, en général, se cantonnait davantage dans les affaires religieuses.

Il est des périodes pendant lesquelles ces incidents de village prirent une forme politique: ce fut le cas des premières années de la Restauration, au moment où quelques sermons furent prononcés contre les détenteurs de biens nationaux, où le desservant de Sainte-Marie-aux-Chênes fut accusé d'avoir annoncé le rétablissement de la dîme. On peut noter à ce propos que la question des biens d'Eglise acquis pendant la Révolution amena des querelles jusque sous le Second Empire: c'est ainsi qu'à Gueniviller le desservant poursuivit pendant trente ans, de 1832 à 1863, les héritiers Fidritzi, pour une affaire fort embrouillée dont l'origine remontait à 1793. L'administration était intervenue dans cette querelle une première fois sous Louis-Philippe, mais en 1849, profitant de la vive réaction qui se manifestait dans l'arrondissement, le clergé agit par le refus de communion *in articulo mortis*, « arme qui frappait d'une terreur inouïe en Lorraine allemande ». Sept ou huit personnes cédèrent alors et furent dépouillées de leurs biens: mais deux des cohéritiers tinrent tête, bien que traités en parias. Le préfet demanda au ministre d'intervenir, mais Mgr Dupont des Loges réfuta entièrement la thèse de l'administration. Les querelles cléricales prirent également une forme politique au lendemain de 1830, mais c'est surtout sous le Second Empire que les incidents se multiplièrent, quand la question romaine vint se mêler au problème linguistique pour surexciter un clergé fort ultramontain, lecteur passionné de Veuillot.

La tension était d'ailleurs devenue aiguë entre l'Evêché et la Préfecture, depuis que s'opposaient en Moselle le préfet Germeau et Mgr Dupont des Loges. Dès 1844, un incident avait souligné leur désaccord: le prélat ayant fixé la célébration de la Purification et de l'Annonciation aux jours prévus par l'Eglise et non au dimanche suivant, le préfet l'ac-

cusa de violer les Articles organiques. L'évêque expliqua en casuiste un peu trop habile, qu'il avait eu soin d'inviter les fidèles à se rendre aux offices sans les y obliger en conscience (42). Mais l'on n'était plus aux jours de la Restauration, où le préfet déclarait que les desservants pouvaient célébrer telle fête à sa date propre puisque la Cour des Tuileries en avait donné l'exemple, et Germeau répondit par une longue lettre de protestation. Un conflit naquit ensuite à propos de l'exemption du service militaire d'un jeune homme, qui se destinait aux ordres sacrés sans être séminariste. Puis le préfet se plaignit de l'attitude du clergé dans la question du dépôt de mendicité de Gorze; le *Courrier de la Moselle* fit campagne à propos de l'achat d'une lampe pour le chœur de la cathédrale, et un pamphlet, renouvelé du *Lutrin*, aurait été répandu en ville, si l'évêché n'avait pas réussi à s'en procurer tous les exemplaires.

La question des clefs du clocher entraîna bien d'autres complications: elle naquit dans la commune de Morfontaine, dont le maire affirmait qu'il devait posséder une des deux clefs, tandis que le desservant prétendait la confier au receveur de la fabrique (43). Les autorités rivales appuyèrent leurs subordonnés, et le ministre donna tort au préfet. Mécontent, Germeau traita alors dans son ensemble la question des rapports entre l'administration et le clergé, dont il déclarait que les dispositions avaient singulièrement changé depuis quelque temps. Il écrivait, le 16 avril 1845: « Quoique Mgr Dupont des Loges se fût engagé à sévir contre les desservants qui avaient des torts graves à se reprocher, il n'a pas toujours rempli ses promesses, et après avoir obtenu ce qu'il désirait à l'égard de certains instituteurs, il a laissé dans des communes des ecclésiastiques intolérants et peu dignes... Il a même toléré que quelques-uns d'entre eux attaquent impunément l'administration supérieure ». Dans ces conditions, il se refusait à laisser modifier le règlement établi en 1802 pour les sonneries de cloches, et à en abandonner la direction aux seuls desservants. « Je ne crains pas d'affirmer, ajoutait-il, que si je suis désavoué en cette circonstance, les prétentions de nos curés, allemands pour la plupart et peu éclairés, s'en augmentent d'autant et qu'il en résultera un grand mal. » Le prélat, de son côté, appuyé par l'avis du Conseil d'Etat du 17 juin 1840, écrivit au ministre qui parut lui être favorable. Ger-

(42) Sur cette question, voir également A. D. Moselle, 27 V, lettre ministérielle du 29 février 1844, et Klein (Abbé), *op. cit.*, p. 66 à 68.

(43) Un conflit analogue s'était produit à Longwy: le maire voulait faire sonner les cloches pour annoncer le marché, l'heure du balayage et de la retraite, même pendant la semaine sainte. Le curé et les vicaires s'y refusèrent et s'apprêtèrent même à soutenir un siège dans le clocher.

meau se refusa à toute concession, et l'accord au sujet des sonneries ne fut réalisé qu'après son départ, en 1853.

D'autre part, des incidents éclataient déjà dans certaines communes à propos de l'exclusion de l'allemand de l'école, par exemple à Rochonvillers dont les habitants tenaient tête à un desservant opposé à la langue nationale : pour les punir, l'évêque les priva de pasteur, et le plus clair résultat fut que l'instruction fut dès lors toute française dans cette commune ! Un conflit plus grave éclata à Gross-Rederching, à propos de la location des chaises : le procureur voulut poursuivre le desservant qui avait injurié ses paroissiens ; on brisa à coups de hache les portes du presbytère et le curé tira un coup de fusil. C'est à ce propos que Germeau écrivit : « Le clergé du département se montre depuis quelque temps de plus en plus hostile à l'administration ». Il affirmait que ses bonnes dispositions avaient été méconnues, que les enquêtes diocésaines allaient jusqu'à innocenter un prêtre qui avait eu deux enfants ! « L'évêché, disait-il, garde ses réprimandes pour le petit nombre des desservants qui secondent l'action départementale. » C'était donc la guerre ouverte, et l'on comprend que Mgr Dupont des Loges ait écrit en 1845 à l'abbé Beauvallet (44) : « Je vous recommande de nouveau de n'aller plus à la Préfecture pour y traiter d'aucune affaire avec M. le Préfet par forme d'entretien. S'il vient vous trouver à l'évêché, je vous invite à avoir avec lui cette politesse froide, cette réserve, cette sobriété de paroles, cette gravité, cette tristesse même qui nous convient vis-à-vis d'un homme ennemi du clergé et de tout ce que nous sommes chargés de défendre ». Tout devenait prétexte à conflits : le bureau de bienfaisance de Rombas décidait-il que le produit de la quête faite pendant la messe serait attribué aux pauvres, qu'une divergence se manifestait aussitôt entre l'Evêché et la Préfecture, au sujet de l'interprétation du décret du 30 décembre 1809 qui réglait ces questions. Enfin Germeau affirmait qu'il était animé du désir de l'ordre et de la paix beaucoup plus que le clergé, qui « tout en se posant en victime, me semble au contraire vouloir devenir dominateur ».

La tension était si vive entre les deux pouvoirs qu'elle ne pouvait que s'apaiser dès l'instant où la République eût révoqué Germeau. Mgr Dupont des Loges eut pourtant soin de ne pas s'engager trop avant vis-à-vis du nouveau régime : c'est ainsi qu'il transforma le service qui lui était demandé pour appeler la bénédiction sur la Révolution et sur le Peuple, en un office pour les morts de Février. Billaudel lui ayant écrit pour se plaindre de l'attitude de quelques prêtres, il lui répondit, le 10 juin 1848, sous une forme très polie : rendant hommage à l'esprit d'équité du nou-

(44) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, p. 65.

veau préfet, il ajoutait : « Je suis également heureux d'applaudir avec vous à l'attitude prise par le peuple dans toute la France et en particulier dans le département confié à votre administration... Jamais le prêtre n'avait été entouré d'égards plus respectueux, jamais les temples n'avaient vu une foule plus nombreuse, plus avide de la parole sainte, plus recueillie ». Le préfet ayant déploré que le clergé eût perdu par sa faute, en se mêlant des élections, le magnifique rôle qui lui était offert, il lui répondait, avec une finesse ironique : « Rassurez-vous : jamais les populations ne lui ont été plus attachées ». Le clergé, ajoutait-il, n'avait fait que prendre au sérieux la liberté des suffrages, que donner des conseils à ceux qui les lui demandaient ; en appuyant certains noms, il n'a pas voulu relever un drapeau politique, mais envoyer à l'Assemblée des hommes religieux. Toute cette lettre, dont les termes avaient été longuement pesés, dont la forme était conciliante, montrait que sous des apparences de politesse et d'acceptation de la République, un conflit profond subsistait entre les représentants de l'autorité civile et le chef du diocèse, qui soutenait, en résumé, que le clergé pouvait conseiller les électeurs sans faire de politique ! Billaudel ne prolongea pas la discussion plus avant, et, en novembre 1848, il crut même habile de célébrer devant le Conseil général le concours que le prélat avait donné au gouvernement républicain, de garantir le parfait accord qu'il prétendait assuré entre « le dépositaire des grandes et salutaires influences religieuses et le représentant du pouvoir civil » (45). Il y avait dans ces belles déclarations un optimisme de façade que légitimait l'approche de l'élection présidentielle.

Les incidents continuèrent sous le Second Empire, même dans sa période autoritaire. Le député de Geiger, qui avait rencontré l'hostilité du clergé, s'en plaignit à Napoléon III, qui remit à M. de Fortoul une note datée du 28 juin 1856 (46) : « Moselle, trop de curés se mêlent des affaires communales ». Le ministre demanda aussitôt des renseignements au préfet, qui reconnut l'exactitude du fait : « La prépondérance des prêtres dans ces contrées essentiellement religieuses de la Lorraine allemande et le concours qu'ils offrent aux municipalités peu éclairées, les mettent en mesure de rendre des services. L'administration préfectorale a toujours fait son possible pour restreindre une intervention qui maintes fois a eu pour résultat de nous créer des embarras... Dans ces occasions je n'ai pas toujours trouvé un appui chez Mgr l'évêque... Il a souvent été prévenu à tort en faveur de ses subordonnés par esprit de corps ou dans la crainte de nuire aux intérêts du clergé ou de paraître subir une pres-

(45) Conseil général, 21 novembre 1848.

(46) A. D. Moselle, 29 à 36 V.

sion de l'administration ». A cette époque, le préfet ne se plaignait pas de la conduite politique de l'ensemble du clergé, car les incidents restaient limités à l'arrondissement de Sarreguemines. Mais, après 1859, la tension entre les deux autorités, surtout pendant l'administration du baron Jeanin, devint très vive.

Mgr Dupont des Loges avait déjà refusé d'appliquer le décret du 31 décembre 1853 qui soumettait les pensionnats des couvents cloîtrés à la surveillance d'ecclésiastiques nommés par le Gouvernement. En 1859, le ministre Rouland dut lui exprimer ses regrets pour le silence qu'il avait gardé lors de la guerre. L'évêque de Metz s'associa à toutes les protestations de Mgr Dupanloup, et l'adhésion qu'il donna en 1863 à une de ses brochures sur les élections lui valut une déclaration d'abus du Conseil d'Etat. En 1865, il protesta contre l'interdiction de l'Encyclique par le gouvernement. Son mandement de 1868 contre les conférences de l'Hôtel de Ville et la Ligue de l'Enseignement le mit une fois de plus en opposition avec l'autorité préfectorale (47). Chaque querelle de village risquait de dégénérer en un incident plus grave : un sous-préfet jugeait-il que tel prêtre était « un esprit violent et despotique comme plusieurs de ses confrères des cantons de Sarralbe et de Rohrbach, ne reculant ni devant le scandale, ni devant les voies de fait, faisant de sa mission un métier, et employant tous les moyens pour s'assurer une domination qui puisse rendre ce métier aussi lucratif que possible », le vicaire général répondait que c'était un prêtre instruit et capable, de caractère un peu vif (48). L'autorité civile jugeait que le clergé sortait de son rôle — le chef du diocèse répondait qu'il ne s'occupait que de sa mission. Nulle entente n'était possible, et tandis que le *Vœu National* était prêt à défendre, toujours et partout, les prêtres, trois journaux, dont l'un officieux, ripostaient en dénonçant les abus de pouvoir des ecclésiastiques (49). Des forces anticléricales existaient à Metz, disposées à soutenir l'administration, et par quelques notables, leur action pouvait se faire sentir jusque dans les campagnes. Les conflits locaux, qui n'avaient jadis pas eu de signification politique, risquaient d'en acquérir une, et la transition avec les luttes que connut la Troisième République n'aurait pas été fort brusque, si le sort des armes n'avait pas arraché la plus grande partie de

(47) A. D. Moselle 27 V. Dans une lettre qu'il adressait à Victor Duruy, le 27 février 1868, le préfet Odent niait la couleur politique de la Ligue, se plaignait de l'attitude peu sympathique du clergé et disait que Mgr Dupont des Loges faisait de l'enseignement primaire un tableau contraire à la vérité.

(48) Affaire de Bining, juin 1861. A. D. Moselle, 29 à 36 V.

(49) Remarquons que le baron Jeanin avait déjà dû quitter Poitiers en 1853 devant l'hostilité de Mgr Pie. Cf. MAURAIN (J.), *op. cit.*, p. 244.

la Moselle à la France, et n'y avait pas profondément modifié la situation, qu'un problème national allait brusquement dominer.

Il est une dernière question qui, de tout temps, avait mis aux prises les pouvoirs civils et l'autorité religieuse : la législation des inhumations. L'opinion publique n'arrivait pas à admettre que le clergé pût refuser les honneurs funèbres aux suicidés, et, sous la Restauration, on avait même vu la corporation des bouchers de Metz exiger d'un vicaire de Notre-Dame la récitation des prières à la mémoire d'un des siens qui s'était pendu ; le corps avait été porté de force dans l'église par le boucher Ars, celui là même qui avait tué en 1792 l'abbé de Fiquelmont, au cours d'une émeute déchaînée devant la cathédrale (50). Il serait facile de signaler des cas analogues : on vit, par exemple, le curé de Saint-Avold menacer en 1866 d'enterrer un suicidé dans un coin écarté du cimetière, pour éviter toute profanation ; la famille protesta, et le sous-préfet ordonna de procéder à l'inhumation en terre bénite, ce qui fut exécuté en dépit d'une menace d'interdit (51). Un incident analogue s'était produit à Longwy en 1838 : le maire avait fait porter le corps d'un suicidé à l'église, avait fait sonner les cloches ; des laïques avaient récité les prières, et le curé avait fait ensuite fermer l'église pendant trois jours (52).

L'inhumation des protestants était également susceptible de faire naître des conflits : c'est ainsi qu'en 1845 un chef d'escadron en retraite, Eberlin, beau-frère du riche manufacturier Utzschneider, avait été enterré selon le rite luthérien dans le cimetière de Sarreguemines. Le curé déclara alors qu'il mettait le champ du repos en interdit, et qu'il cesserait d'y accompagner les corps. Le maire protesta ; le curé répondit qu'il n'avait agi que par ordre de l'évêque ; le prélat se plaignit au ministre de la violation de la loi du 23 prairial an XII, qui prévoyait une distinction entre cimetières des diverses confessions. La famille Eberlin en référa au préfet, qui fit observer que s'il y avait en Moselle des cimetières particuliers pour les israélites, nulle distinction n'était faite entre les chrétiens, qu'en établir une était faire naître des haines religieuses. Il citait l'exemple du cimetière messin de Bellecroix (53). Mais, à partir de 1864, un emplacement particulier fut réservé aux Réformés dans le nouveau cimetière de l'Est (54). Lors de sa bénédiction, le pasteur Cuvier prit la parole pour déplorer cette séparation qui était un succès de la thèse

(50) A. D. Moselle, 26 V.

(51) A. D. Moselle, 27 V.

(52) *Courrier*, 17 mai 1838.

(53) A. D. Moselle, 145 V. *Indépendant*, 10 et 24 novembre 1845.

(54) *Consécration du nouveau cimetière destiné aux chrétiens des églises évangéliques*. Metz, 1864.

catholique: depuis la Révolution, dit-il, les corps reposaient en même terre, « les âmes s'en allaient vers le même Père céleste, au nom du même Sauveur, et cette coutume fraternelle ne causait nulle difficulté. Nous étions loin de prévoir, concluait-il, qu'on pût revenir à d'étroits préjugés, peu dignes d'un siècle et d'un pays que l'on dit éclairés ».

L'administration pouvait encore être appelée à se mêler d'affaires de conversion. Si certains cas — comme celui de ce vieux médecin israélite qui, baptisé à son lit de mort, fut porté en terre sainte en un corbillard blanc, décoré de fleurs virginales — ne nécessitaient nulle intervention, il n'en était pas de même quand il s'agissait d'un mineur converti de force. C'est ainsi que le baptême catholique administré à Boulay à un enfant déjà baptisé selon le rite protestant amena en 1838 une longue et obscure polémique (55). En 1861, la conversion par le curé d'Elzange d'un jeune israélite fugitif suscita un plus grave incident: le père fit incarcérer l'enfant, que l'administration remit à la garde d'une famille juive de Metz, sous la surveillance du Consistoire, chargé de le ramener à la religion de ses ancêtres (56).

En ces mille circonstances qui mettaient aux prises les autorités civile et ecclésiastique, il est difficile de dire qui avait tort et qui avait raison. Il y avait entre elles incompatibilité de principes et incompatibilité d'humeur. Les préfets se mêlaient parfois de questions qui ne les regardaient pas, et les prêtres, surtout en Lorraine allemande, le faisaient encore plus souvent. Le chef de l'administration était obligé de soutenir, par principe, ses subordonnés, et le chef du diocèse agissait de la même manière, avec d'autant plus de vigueur qu'il se croyait dépositaire d'intérêts plus élevés. Le temporel se heurtait partout au spirituel, dans les sermons à tournure politique, à l'école, au cimetière, et rien n'était plus contraire à l'idée catholique que la distinction qu'aurait voulu établir l'autorité laïque entre ces deux domaines. La tendance permanente de l'administration et des bourgeois libéraux était de confiner le prêtre dans son église: or le rôle social du catholicisme lui interdisait d'accepter cette limitation, et le caractère violent de beaucoup de prêtres de campagne aggravait encore un inévitable conflit.

IV. — Les institutions catholiques

L'histoire des querelles entre les autorités rivales risque de laisser dans l'ombre le rôle religieux du clergé, son perpétuel apostolat à travers les villes et les campagnes, dans ces villages écartés où il représentait sou-

(55) *Courrier*, 24 mars 1838.

(56) A. D. Moselle, 27 V.

vent la seule force moralisatrice, le seul frein aux passions déchaînées. Elle risque de méconnaître ce qu'il y avait chez ces prêtres, souvent un peu frustes, de dévouement et de foi. Les scandales étaient une exception fort rare dans cette société ecclésiastique qui, dans l'ensemble, méritait le respect dont elle était entourée. Il convient d'ailleurs d'ajouter que la situation matérielle d'un desservant, et plus encore d'un archiprêtre, logé dans un vaste presbytère, ravitaillé par son jardin et par les dons en nature de ses ouailles, touchant en argent un traitement relativement plus considérable que celui de bien des fonctionnaires, n'avait rien qui excitât la pitié.

Pour compléter l'étude de la vie du diocèse, il faudrait examiner dans le détail chacune de ses institutions et de ses œuvres. C'était d'abord ses deux séminaires : le petit, dont un autre chapitre a étudié l'histoire au cours de la période antérieure à la loi Falloux, se trouva profondément modifié à partir de 1854 (57). Mgr Dupont des Loges réussit alors à le transférer presque à la campagne, à Montigny-les-Metz, dans un vaste immeuble de style gothique dont les plans furent dressés par l'architecte Gautiez. Sa construction nécessita une dépense de 650.000 francs, qui furent obtenus grâce à la générosité des prêtres et des fidèles du diocèse : Mgr Besson n'avait-il pas légué au petit séminaire toute sa fortune, et son successeur ne lui donna-t-il pas 40.000 francs ! Contrairement à la situation qu'avait connue la période antérieure à 1850, le nouvel établissement fut exclusivement un internat, fréquenté en moyenne par moins de 200 élèves, dont la majorité se destinait à la prêtrise. On y imitait les méthodes des Jésuites : les élèves y jouaient des pièces latines de leur composition, et la classe de rhétorique possédait une académie littéraire. Les institutions diocésaines de Sierck et de Bitche jouaient pour la partie allemande du diocèse le même rôle que le séminaire de Montigny.

Quant au grand séminaire, disparu au cours de la tempête révolutionnaire, il devait son origine au groupement de quelques élèves que dirigea l'abbé Thibiat dès les débuts du Concordat (58). En 1805, Mgr. Bienaimé le rétablit dans sa résidence épiscopale ; puis, en 1808, Mgr. Jauffret obtint de l'Empereur un décret de restitution des bâtiments du séminaire Saint-Simon, dont la fondation remontait au XVIII^e siècle. L'institution progressa dès lors régulièrement ; Mgr Besson y ajouta des chaires d'his-

(57) Voir chapitre XVIII, paragraphe 3. HAMANT (Mgr) : *Le petit séminaire de Metz-Montigny* et *Le petit séminaire de Montigny-les-Metz*.

(58) M. l'abbé Bour, directeur du grand séminaire, a eu l'obligeance de nous communiquer des notes sur l'histoire de cette institution. Cf. *Le grand séminaire de Metz* (Almanach de Marie Immaculée, 1922).

da men fin celle du Juste?



Le R. P. Nicolas-Marie Trudonne Petel

Chanoine honoraire

Ancien Chef de Séminaire

M. le P. d'Avellan 1771 à Mort. Mort le 1. Nov. 87

Fondateur des Orphelins

toire ecclésiastique, d'écriture sainte et même de droit administratif ; il lui adjoignit, à la Basse-Bévoïe, une maison de campagne. Mgr. Dupont des Loges y réunit les bâtiments qui avaient jadis abrité le petit séminaire, et en confia en 1866 la direction aux Sulpiciens : l'arrivée du nouveau supérieur, M. Julhe, successeur de l'abbé Masson qui était en fonctions depuis trente ans, ne fut d'ailleurs pas sans causer quelque mécontentement dans le clergé local.

Parmi les œuvres établies dans le diocèse de Metz au cours de la première partie du XIX^e siècle, il faut d'abord rappeler celles qui avaient un rôle de bienfaisance : depuis la Charité maternelle jusqu'aux Petites Sœurs des Pauvres, elles formaient une branche essentielle de l'assistance publique, et il n'y a pas lieu d'y revenir. Dans un domaine plus uniquement religieux il convient de citer la Propagation de la Foi, établie à Metz en 1823, et dont le développement fut tel que ses recettes passèrent de 1.600 francs par an pendant la période de début à 5.900 francs vers la fin du Second Empire. En 1850, l'abbé Michaux avait créé l'Œuvre des Militaires, ou Saint-Maurice, dont les Jésuites s'occupèrent plus tard, et qui rencontra l'appui de plusieurs des généraux qui commandèrent à Metz, notamment de Marey-Monge, de d'Aurelle de Paladines et de Martimprey. Il faut aussi rappeler l'Association pour l'observation du repos du dimanche, créée en 1852, et qui comprit plus de bourgeois et de nobles que de boutiquiers ou d'industriels.

Il existait enfin de nombreuses confréries locales plus ou moins prospères, mais qui furent toutes des manifestations de l'intensité de la vie religieuse. Il faut citer notamment ce comité de Terre Sainte et de Syrie, établi en 1842 pour venir en aide aux religieux de Jérusalem, et qui compta parmi ses membres l'élite de la noblesse messine. Un grand nombre de croix furent érigées ou reconstruites dans les campagnes, où certaines communes n'en comptent pas moins d'une dizaine éparses au milieu des champs ! Quelles foules n'attirèrent pas les prédications de Lacordaire ou du P. Monsabré à la cathédrale, la bénédiction pontificale transmise aux fidèles par l'évêque lors de son retour de Rome en 1862, la parole éloquente du P. Souaillard, provincial des Dominicains, parlant dans la chapelle Sainte-Glossinde ? Quelle joie n'était pas réservée aux âmes pieuses par la guérison miraculeuse de Mlle Robinet de Cléry, lors des exercices de l'Adoration perpétuelle dans la paroisse Saint-Martin de Metz, en cette année 1865 qui vit la Cour royale — dont le père de la miraculée faisait partie comme conseiller — se dispenser de suivre la procession de la Fête-Dieu (59) ! Le département de la Moselle donna

(59) Pour l'histoire des œuvres, voir KLEIN (abbé), *op. cit.*, chapitres VII et VIII.

l'exemple de la générosité pour le Denier de Saint-Pierre et pour la Propagation de la foi. En 1861, les sommes recueillies pour le Pape s'élevèrent à 64.000 francs et en 1866 la seconde de ces œuvres en reçut 68.000.

Une dernière question reste à examiner, celle des congrégations. Aucune de celles qui existaient avant la Révolution ne réussit à y survivre, et les demandes que rédigèrent en 1814 quelques ci-devant carmélites ou ursulines pour rentrer en clôture, ne reçurent du gouvernement royal que des réponses évasives (60). Mais certaines congrégations enseignantes de femmes reparurent dès le Premier Empire. Celle de Saint-Sophie, dont la maison mère était à Charleville, fut autorisée par un décret du 12 juillet 1807. Elle fusionna en 1824 avec le Sacré-Cœur de Paris, également consacré à l'éducation des jeunes filles, et finit par posséder deux maisons, un hôtel à Metz, rue Châtillon, et un plus vaste établissement, édifié sous Napoléon III, à Montigny. La période impériale avait vu naître également la congrégation de Sainte-Chrétienne, formée par Mme de Méjanès dans sa maison d'Argancy, et dont l'origine remontait à la période révolutionnaire (61). Les conseils d'un prêtre réfractaire, l'abbé Louyot — dont le zèle « excessif » attira l'attention du préfet Colchen en 1802 — les traditions transmises par quelques anciennes sœurs de la Providence (62), avaient déjà établi des bases solides quand Mgr Jauffret obtint la reconnaissance officielle par le décret du 12 août 1807. Mme de Méjanès devint supérieure générale au moment même où Mme Tailleur, sa sœur, exerçait les mêmes fonctions pour la congrégation de Sainte-Sophie. Grâce à l'appui de Madame Mère, elle obtint une maison à Metz, rue de la Crête — actuellement rue Dupont des Loges — et sa prospérité fut rapide. Les sœurs se consacrèrent à l'instruction des jeunes filles, créèrent des écoles et des pensionnats dans le département, puis essaimèrent au loin, jusqu'à Frohsdorf, où elle furent appelées en 1854.

Il existait déjà à Hommarting un établissement destiné à la formation des religieuses enseignantes pour les régions de langue allemande, quand une congrégation fondée sous l'Empire à Hombourg, département du Mont-Tonnerre, fut rétablie en 1820 en territoire français,

(60) A. D. Moselle 39 V. — DILG (H.) : *L'existence et la personnalité juridiques des congrégations religieuses en Alsace et en Lorraine. — Les congrégations religieuses fondées en Lorraine* (Almanach de Marie Immaculée 1922).

(61) HAMANT (Mgr) : *Sainte Chrétienne. — La congrégation de Sainte Chrétienne*.

(62) La congrégation enseignante des sœurs de la Providence, fondée en 1762, reparut sous l'Empire, divisée en deux branches, l'une française à Portieux, l'autre allemande à Hommarting, puis, après 1826, à Saint-Jean-de-Bassel. Toutes ces communes étaient en Meurthe.

à Forbach, et autorisée régulièrement par l'ordonnance du 28 mai 1826. Cette maison fut transférée à Peltre en 1839 et devint dès lors le principal centre de formation des institutrices congréganistes de la Moselle. Il faut encore mentionner l'établissement des Dames de la Visitation, installé à Metz dès 1812, avec les mêmes statuts que la maison de Paray-le-Monial, et autorisé définitivement par une ordonnance de 1826. C'était un pensionnat de jeunes filles, un peu moins célèbre que celui du Sacré-Cœur.

On voit donc que la Moselle connut, dès la Restauration, quatre congrégations enseignantes féminines. Il s'y ajoutait les Frères de la Doctrine chrétienne et les congrégations charitables déjà citées. Enfin, en 1861, Mgr. Dupont des Loges établit à Metz la première congrégation contemplative qui y ait existé depuis la Révolution, les Carmélites, qui succédèrent aux Jésuites dans le local que l'acquisition de Saint-Clément rendait libre. En 1847, il avait appelé à Teterchen, dans un ancien couvent de sœurs grises, des rédemptoristes, qu'il chargea de missions dans les campagnes, idée reprise de l'époque de la Restauration. La création de ces diverses congrégations n'avait suscité aucun trouble, aucune difficulté administrative. Il semble même que les préfets aient vu d'un meilleur œil l'activité des congrégations féminines, enseignantes ou charitables, que celle du clergé séculier. Ces saintes filles rendaient d'immenses services, et n'entraient point en conflit avec l'autorité civile.

Par contre, le retour des Jésuites à Metz n'avait pas été sans inquiéter une partie de l'opinion, d'autant plus que leur expulsion datait de 1762 (63). Depuis cette époque, leur ancienne chapelle était devenue l'église Notre-Dame, après avoir été le lieu de réunion du club des Jacobins. L'idée du rappel de la Compagnie venait d'un ancien officier des armées républicaines, converti comme Ignace de Loyola après avoir reçu une blessure grave, et devenu, sous la Restauration, supérieur des Missions diocésaines, l'abbé Potot (64). Déjà en 1827 un père jésuite avait prêché à la cathédrale, puis après 1830 Mgr Besson intervint personnellement. Une visite du P. Provincial décida de l'affaire, et dès 1832, malgré les préventions de l'autorité civile, de la magistrature et de la bourgeoisie, la maison de l'abbé Potot, contre l'église Saint-Martin, abrita quelques pères, parmi lesquels on compta bientôt son propriétaire qui était entré dans la Compagnie. Dès lors les jésuites s'occupèrent activement de nom-

(63) VIANSSON-PONTÉ (L.) : *Les Jésuites à Metz*.

(64) Dès le Premier Empire, vers 1807, le commandant Potot avait fondé à Metz l'œuvre des Bons Livres, à l'instigation d'un père de la Foi, ancien et futur jésuite. Cf. BURNICHON (J.) : *La Compagnie de Jésus en France*, tome I, chap. 2; voir également tome II, p. 195.

breuses œuvres, fondèrent celle des Allemands — pour les bonnes et les ouvriers qui ne parlaient que cette langue — celle des militaires dans sa forme première, celle du Bon Pasteur. Ils devinrent confesseurs et prêchèrent des retraites : l'on vit même Lacordaire se retirer quelque temps chez eux en 1837 et 1838, et le P. de Ravignan y prêcher l'Avent de 1845. La maison de Metz eut l'honneur de la visite du Général, le P. Rothan ; elle fut constamment protégée par Mgr. Dupont des Loges, tandis que quelque vieux levain gallican subsistait dans la rudesse de l'abbé Beauvallet. Enfin, en 1848, malgré les bruits qui faisaient craindre une émeute populaire, les jésuites purent rester à Metz, et l'un d'eux prêcha même le carême à la cathédrale. Ils étaient près de leur plus beau triomphe, qui fut la réouverture de leur collège disparu depuis 90 ans.

On voit donc que la restauration religieuse du diocèse avait été rapide au lendemain de la Révolution : le soutien matériel que l'Etat accordait depuis le Concordat compensait largement les quelques difficultés de la collaboration entre les deux pouvoirs, le temporel et le spirituel. La conservation de la foi dans les masses, de la pratique religieuse dans la bourgeoisie, même voltairienne, avaient grandement facilité ce complet rétablissement. Le domaine religieux ne connut pas ces problèmes insolubles que révèle l'étude des questions scolaires ou des travaux publics : le Concordat y avait réglé presque toutes les questions et assurait une organisation matérielle solide. La législation impériale est loin d'avoir été aussi définitive en d'autres matières. Les chapitres précédents ont montré combien les fondements des institutions contemporaines étaient loin d'être complètement posés en 1814 : l'organisation ecclésiastique avait, au contraire, déjà retrouvé sa stabilité. Le diocèse avait son clergé rétribué, ses édifices cultuels régulièrement entretenus, ses séminaires et ses congrégations. Il ne lui manquait rien d'essentiel, et c'est un privilège qui restait alors presque unique.

V. — Les cultes protestants

Les protestants étaient trop peu nombreux en Moselle pour que la complication de leurs affaires cultuelles fût bien grande (65). Un état en indique 1807 en l'année 1819, divisés en deux groupes (66) : l'un, de langue française, appartenait à l'Eglise réformée ; l'autre, de langue allemande, à la Confession d'Augsbourg. Le premier comprenait 245 membres à Metz, dont une partie seulement descendait des vieilles familles

(65) THIRION (M.) : *Etude sur le protestantisme à Metz.*

DIETSCH (F.) : *Die evangelische Kirche von Metz.*

(66) A. D. Moselle, 145 V.

huguenotes, si nombreuses avant la Révocation (67); il s'y ajoutait 224 fidèles à Courcelles-Chaussy et 58 à Silly-sur-Nied, paysans demeurés héréditairement attachés à la foi de leurs pères. Le second comptait plus d'un millier de membres à Baerenthal et à Philipsbourg, aux confins de l'Alsace. Un consistoire secret avait été rétabli à Metz dès 1772, et des réunions de prière avaient été dès lors régulièrement tenues en ville ainsi qu'à Courcelles; un pasteur venait parfois de Ludweiler, dans le comté de Nassau, pour célébrer la Sainte-Cène. Enfin, depuis 1787, l'état-civil avait été rendu aux protestants.

La Révolution avait d'abord attribué deux églises désaffectées au culte réformé messin, mais c'est seulement en 1803 qu'un ministre vint présider aux destinées de la petite communauté, dotée par le préfet Colchen de l'ancienne chapelle des Trinitaires, dont la construction remontait au début du XVIII^e siècle. L'église de Metz n'était qu'un simple oratoire, ainsi que celles de Courcelles, où dès l'an XI s'était tenue une réunion de 25 chefs de familles chargés d'élire un pasteur, que le gouvernement devait ensuite confirmer et qui ne semble pas avoir rejoint son poste. En effet, c'est seulement à partir de 1829 que cette communauté rurale posséda un ministre résident (68); jusqu'à cette époque, les protestants de Silly n'hésitaient pas à demander au curé de procéder à leurs baptêmes et à leurs enterrements. Quant à l'église de Baerenthal, elle resta desservie pendant une quarantaine d'années par un pasteur qui en avait la charge depuis 1769, car les protestants d'Alsace avaient toujours vécu sous un régime particulier et la révocation de l'Edit de Nantes n'avait pas eu d'action sur leur sort.

La première modification à cette situation fut l'érection de l'église réformée de Metz en une église consistoriale dont l'autorité s'étendait aux départements de la Moselle et de la Meurthe. Cette mesure, prise par une ordonnance royale du 22 avril 1822, ne concernait naturellement que les églises réformées, car celles de la Confession d'Augsbourg dépendaient du Bas-Rhin. Metz posséda dès lors un consistoire, réunion de notables chargé de diriger les diverses communautés. Vers 1824, il prit l'initiative d'organiser à Boulay des réunions de prière, qui furent souvent présidées par le pasteur de Courcelles (69); cette innovation n'avait d'autre raison que l'arrivée dans le bourg de quelques familles protestantes. Vers la fin de la Monarchie de Juillet, un oratoire, desservi par le pasteur

(67) Voir chapitre I, paragraphe 7.

(68) Le pasteur Holzach, de Ludweiler, semble avoir résidé à Courcelles depuis 1796 jusqu'à sa mort, survenue en 1803. — UNGERER : *Die Kaiserkirche Kurzel*.

(69) A. D. Moselle, 146 V.

d'Herbitzheim, fut établi à Sarreguemines, sur les instances de M. de Geiger ; en 1854, le ministre des Cultes l'érigea en vicariat luthérien, contre l'avis du sous-préfet qui craignait le mécontentement des catholiques : cet incident révéla que l'influence du député était plus forte que celle de l'administration (70). A l'instigation du consistoire luthérien de Strasbourg et avec l'aide d'une subvention de 1.200 francs accordée par le fonds Gustave-Adolphe, un oratoire fut également établi à Bitche, et un pasteur appelé à Mouterhouse, où le développement des forges amenait une population ouvrière originaire d'Alsace et en partie protestante (71). Le culte luthérien fut célébré à Forbach à partir de 1841 et une paroisse y fut instaurée en 1869 (72). D'autre part, une émigration analogue explique que le culte réformé ait été parfois célébré à Ars-sur-Moselle, à partir de 1854, par le pasteur de Metz. L'influence d'un des maîtres de forges, Karcher, facilita cette innovation.

Malgré la perte du consistoire, transféré à Nancy en 1850, l'église de Metz était bien plus importante sous le Second Empire que cinquante ans auparavant ; elle comptait un millier de fidèles, dont le tiers ne connaissaient guère que l'allemand, ce qui explique que des prédications en cette langue soient apparues en 1855 et qu'un second poste de pasteur ait été créé par le gouvernement ; il s'y ajoutait les 200 protestants fixés à Ars. Mais comme tant de communautés réformées de l'intérieur de la France, celle de Metz avait un caractère fort étranger à la ville : elle était une église d'immigrés, car le nombre des descendants des huguenots du Pays Messin était plus réduit que jamais, et le souvenir du temps où la cité comptait un tiers de protestants ne vivait que dans l'histoire, ou dans le livre que réédita le pasteur Othon Cuvier pour rappeler à ses fidèles les persécutions qui avaient détruit l'ancienne communauté (73).

Les affaires des cultes réformés donnaient peu de préoccupation à l'administration. C'est à un point de vue purement politique que le pasteur Lafitte se trouva mêlé, avec ses amis du Mouvement, aux agitations de 1830. Il démissionna d'ailleurs en 1835, à la suite d'un différend survenu entre le consistoire et lui, mais son éloquence était si regrettée que lorsque, trois ans plus tard, l'on apprit la nomination d'Othon Cuvier, 72 chefs de famille — c'est-à-dire la majorité — pétitionnèrent en faveur de son retour à Metz. Mais le consistoire avait choisi Cuvier, et l'administra-

(70) A. D. Moselle, 145 V, lettre du sous-préfet de Sarreguemines du 10 juin 1857.

(71) DECKINGHAUS (R.) : *Die evangelische gemeinde Bitsch*.

(72) BESLER (M.) : *Geschichte des Schlosses und der Stadt Forbach*, p. 125.

(73) CUVIER (O.) : *La persécution de l'Eglise de Metz décrite par Jean Olry*.

tion ne tint compte que de son avis (74). Le seul exemple de conflit entre l'autorité civile et un ministre protestant se place en 1836 (75) : un pasteur luthérien, Oster, à la solde d'une société anglaise d'évangélisation, était venu s'établir à Metz pour convertir les israélites. Il avait distribué des brochures dans le quartier de l'Arsenal, et il espérait entraîner par l'exemple de son adjoint, un juif polonais converti. Mais il avait négligé de demander au maire l'autorisation de réunir ses fidèles, et il tombait ainsi sous le coup de l'article 294 du code pénal, qui interdisait les assemblées de plus de vingt personnes. Condamné par la Cour de Metz à 16 francs d'amende, il protesta au nom du principe de la liberté des cultes, mais le préfet put établir qu'il n'y avait pas eu d'oppression, le maire n'ayant jamais eu à refuser une autorisation qu'Oster n'avait pas demandée. En fait, l'autorité le laissa d'ailleurs libre de continuer ses réunions jusqu'au moment où, sans doute découragé par son médiocre succès, il quitta Metz après un séjour d'une année.

L'administration, soucieuse d'éviter les incidents, fut toujours inquiète quand des cas de prosélytisme lui furent signalés. C'est ainsi qu'elle intervint auprès de la commission des Hospices de Metz pour interdire aux religieuses de chercher à convertir les malades protestants, comme elles étaient suspectes de l'avoir fait, si l'on en croit les plaintes émises par le consistoire en 1833, 1844, 1848. C'est pourquoi elle fit appliquer strictement, du moins sous le Second Empire, la législation qui exigeait des cimetières confessionnels. C'est pourquoi, en 1857, le ministre des Cultes prescrivit une enquête sur le mouvement d'évangélisation connu sous le nom de « Réveil » ; il ne prétendait pas restreindre la liberté des cultes, mais contrôler l'activité des pasteurs. Les réponses parvenues au préfet de la Moselle indiquèrent presque toutes que nulle propagande protestante n'était signalée dans le département (76). Le conseiller général de Boulay, Lesecq de Crépy, écrivit d'ailleurs que dans les campagnes on brûlerait un catholique qui se convertirait au protestantisme. Le sous-préfet de Sarreguemines signala toutefois l'existence d'une secte de baptistes à Mouterhouse ; sous l'impulsion du directeur des forges et de sa femme, une vingtaine de fidèles se réunissaient, et trois catholiques avaient abjuré la foi romaine. Ce mouvement n'avait qu'une importance minime, et ne pouvait compromettre en rien la fidélité des populations attachées à la religion de leurs pères. Seule l'immigration venue d'Alsace ou d'Allemagne commençait à accroître la puissance de l'élément protestant en

(74) *Courrier*, 8 et 15 novembre 1838. L'organe de l'opposition accusait Sers d'avoir fait illégalement procéder à un deuxième scrutin afin d'éliminer Lafitte.

(75) A. D. Moselle, 145 V.

(76) *Ibidem*.

Moselle : le Second Empire connut ainsi les débuts d'un mouvement à qui l'annexion devait donner toujours plus d'ampleur.

V. — Le culte israélite

Le nombre des israélites était très supérieur en Moselle à celui des protestants. Les préfets ne se plaignaient d'ailleurs jamais de cette population, qui comptait, surtout dans la ville de Metz, une élite éclairée capable d'inspirer confiance. Alors que les départements alsaciens avaient tenu essentiellement à l'application des décrets de 1808 qui restreignaient la liberté commerciale des Juifs, les juges de paix et le maire de Metz s'accordaient, dès cette époque, à reconnaître que le monopole de l'usure ne leur appartenait pas, et qu'il convenait de libérer la plupart d'entre eux du régime restrictif instauré par l'Empereur (77). En 1810, le préfet Vaublanc conseilla encore de faire une exception pour les Juifs de Metz, de Sarrelouis et de Thionville. Il n'obtint pas gain de cause, en dépit de l'avis de Champagny, qui considérait les israélites messins comme presque aussi distingués que ceux du Midi, à qui ne s'appliquait pas le décret de 1808. Lorsque, dix ans après, il fut question de proroger pour une nouvelle période les mesures décrétées par Napoléon, le consistoire de Metz s'émut et protesta; M. de Tocqueville rédigea une attestation qui était entièrement favorable aux israélites de la Moselle, et le commissaire général de police, le premier président et le maire, le très royaliste M. de Turmel, s'empressèrent de l'imiter (78). C'est en vain qu'un grand ennemi des Juifs, le marquis de Lattier, écrivit de la Drôme au préfet pour lui conseiller de faire voter par le Conseil général un vœu dirigé contre les usuriers israélites: contrairement aux départements alsaciens, la Moselle refusa de s'engager dans cette voie (79). Le consistoire avait d'ailleurs rédigé une circulaire pour prêcher le travail à ses coreligionnaires; une société d'encouragement aux métiers utiles avait été fondée à Metz, et M. de Turmel présidait en personne les distributions de prix aux élèves de l'école israélite, à l'époque où parmi les fondateurs de la nouvelle Société des Lettres, Sciences et Arts, on remarquait un Gerson Lévy, et parmi les avocats à la Cour royale un Oulif.

Un rapport rédigé en 1843 par le préfet Germeau montre parfaitement qu'elle était la situation morale des Juifs mosellans (80): ceux de la campagne vivaient encore comme avant leur émancipation; leur costume

(77) ANCHEL (R.) : *Napoléon et les Juifs*, chapitre X.

(78) A. D. Moselle, 3 V 2-150.

(79) ANCHEL (R.), *op. cit.*, p. 423.

(80) A. D. Moselle, 3 V 1-149. Rapport du 3 juillet 1843, minute.

était pourtant devenu semblable à celui des chrétiens, mais ils continuaient à former de fortes communautés, dirigées par les anciens, rarement complètement organisées, car il n'existait que treize oratoires dans le département. Ils se livraient au commerce des bestiaux ou à la profession de boucher ambulant. Mais dans les villes, et surtout à Metz, de nouvelles tendances l'emportaient dans la classe riche : ceux qui avaient acquis l'aisance abandonnaient le brocantage et la friperie en même que le quartier de l'Arsenal ; ils fréquentaient les cafés, se mêlaient à la population catholique. Ils avaient perdu leur humilité traditionnelle, mais conservaient toutefois des manières douces et insinuantes ; leurs relations s'étendaient, sans leur permettre pourtant d'entrer dans l'intimité des familles chrétiennes. Conscients des bienfaits qu'ils avaient reçus de la France, ils étaient fiers d'appartenir à la Nation, et méritaient pleinement d'être les égaux des autres citoyens. C'est seulement chez quelques vieillards et dans la classe pauvre, soupçonnée de prêter à usure et de se livrer au recel, que les vieilles coutumes étaient religieusement respectées. Déjà les deux tiers de Juifs de Metz exerçaient un métier réel, et ils pouvaient s'enorgueillir de compter parmi leurs coreligionnaires un capitaine de la garde nationale et le président du conseil des prud'hommes. Incontestablement, ils étaient mieux vus que dans la plupart des villes, et méritaient de l'être.

Soumis aux lois, amis de l'ordre, les israélites ne donnaient donc point de souci à l'administration. Leur culte avait reçu en 1809 une organisation stable, dont les pièces essentielles étaient une assemblée de notables et un consistoire local, placé sous la dépendance du Consistoire central siégeant à Paris. En 1823, l'on avait procédé au renouvellement des notables, que l'avocat Oulif avait conseillé de ne choisir que parmi les Juifs étrangers aux habitudes et aux préjugés de leur secte (81). La nomination ministérielle avait d'ailleurs ratifié les désignations faites par le président du consistoire de Metz, Schwabe. L'Etat ne subventionnait pas encore le culte israélite, et c'est pourquoi le budget du consistoire, que le préfet devait d'ailleurs approuver, n'avait d'autres recettes que les sommes versées obligatoirement par les fidèles. Un rôle de répartition était établi chaque année, et mis en recouvrement par les soins des percepteurs. Il va de soi que cette procédure n'allait pas sans réclamations, dont le préfet restait juge : il s'agissait en effet d'un réel supplément d'impôts établi sur une catégorie de la population. A la fin de la Restauration, les sommes ainsi perçues s'élevaient à 15.000 francs, dont 9.000 étaient destinés au Consistoire central, le reste étant réparti entre le consistoire de Metz et les communautés de Sarreguemines, Thionville, Frauenberg,

(81) A. D. Moselle, 3 V 2-150.

Vantoux, Sierck, qui possédaient seules un ministre officiant. En 1829, le consistoire et les notables résolurent de remplacer la perception directe par un impôt indirect : les bouchers qui débitaient de la viande cacher — tous israélites — durent recourir aux services tarifés d'un sacrificateur, mais ils eurent en échange le droit de vendre la livre un centime au dessus de la taxe municipale. Le maire, M. de Turmel, avait sanctionné cette procédure. Mais les consommateurs refusèrent de payer la surtaxe : un conflit singulier naquit ainsi, le maire appuyant le consistoire, qui lança l'anathème contre ceux qui tenteraient de se dérober à la règle. Ce fut une forme inattendue du différend qui a toujours existé entre les partisans des impôts indirects et ceux qui les accusent de peser sur les classes pauvres plus lourdement que sur les riches (82). L'affaire fut soumise au ministère, qui n'eut pas, semble-t-il, à se prononcer car les budgets purent être fortement réduits quand l'ordonnance du 6 août 1831 eût mis à la charge de l'Etat l'entretien du Consistoire central et le paiement du grand rabbin de Metz, des rabbins de Thionville et de Sarreguemines. Il existait en outre en Moselle une dizaine de ministres officiants, dont on n'exigeait pas les cinq années d'études à l'Ecole rabbinique, qui fonctionna à Metz de 1829 à 1859 et fut seulement alors transférée à Paris. Cette organisation resta à peu près définitive, car l'ordonnance du 25 mai 1844 ne fut qu'une mesure de régularisation qui laissa le culte israélite reposer, comme les cultes réformés, sur la double base des assemblées de notables et des consistoires. Il convient d'ailleurs d'observer que l'élection jouait dans l'organisation des religions dissidentes un rôle essentiel, alors que rien de comparable n'existait pour l'Eglise catholique.

Le système électif laissait aux querelles, de tout temps fréquentes dans le monde israélite, le moyen de se développer en dehors de l'administration. Déjà en 1813, il avait été impossible de désigner un grand rabbin pour la communauté de Metz (83) : on avait dû se contenter d'un intérimaire, R. Aaron Worms, qui ne savait guère le français. Cette ignorance ne gênait d'ailleurs que les riches israélites, déjà francisés, car la masse ne parlait que yddisch : un professeur de Talmud à l'Ecole rabbinique prétendait même que nulle autre langue ne permettait de connaître les textes sacrés ! En 1820 enfin, Samuel Wittersheim fut élu. De même, en 1836, une nouvelle élection ne dégagea aucune majorité, et ce n'est qu'après une année d'attente que Lyon Mayer Lambert devint grand rabbin,

(82) A. N. F³ II Moselle 25 : Mémoire imprimé des bouchers israélites ; lettre du Consistoire au directeur général de Balsac ; Mémoire imprimé du Consistoire.

(83) CAHEN (Abraham) : *Le rabbinat de Metz*. — BAUER (J.) : *L'Ecole rabbinique de France*.

après la victoire qu'il remporta sur Mayer Lazard. Ces luttes prenaient d'autant plus d'importance que Metz possédait la seule école rabbinique de France, et que sa communauté pouvait influencer l'enseignement qui y était donné.

Les querelles devinrent plus vives à partir de 1839, lorsque le Consistoire central proposa à l'examen des consistoires départementaux un projet de réorganisation du culte qui inquiéta vivement les vieux croyants (84). D'après ce texte, la haute direction aurait appartenu au consistoire de Paris, composé d'une majorité de laïques; il aurait même eu le droit de faire modifier le rituel contre l'avis du grand rabbin. Sa suprématie eût été aussi bien spirituelle que temporelle, ce qui aurait permis aux israélites les plus évolués, qui se trouvaient être également les plus hauts placés dans la hiérarchie sociale, de bouleverser les usages qui leur paraissaient indignes du XIX^e siècle; leurs adversaires prétendaient qu'ils auraient volontiers remplacé l'hébreu par le français, supprimé la circoncision et reporté le sabbat au dimanche! Les promoteurs de la réforme se défendaient d'ailleurs de vouloir aller aussi loin, mais leur volonté de présider à une évolution était fort nette. La majorité du consistoire de Metz était acquise aux novateurs, tandis que, dirigés par le grand rabbin Lambert, dont la rigide orthodoxie se renforçait avec l'âge, les conservateurs rédigèrent une protestation véhémement (85). Le *Courrier de la Moselle* prit parti contre les vieux croyants, en insérant les lettres que lui adressait de Paris, sous le pseudonyme de Tsarphati, Olry Terquem, bibliothécaire du Dépôt de la Guerre. Il ridiculisa la confrérie des pleureuses qui accompagnait encore les enterrements, les regrets éternels de la perte de Jérusalem, et demanda un culte dégagé des vieux préjugés. Quatre des notables démissionnèrent avec éclat et furent réélus. Ils refusèrent d'ailleurs d'accepter, et l'un d'eux prononça alors un discours programme (86): il montra que les novateurs voulaient seulement amener la fusion complète des israélites et de la Nation: « Il faut, disait-il, que nous ne soyons israélites que dans nos temples ». Ce conflit spirituel ne reçut d'ailleurs aucune solu-

(84) *Projet d'ordonnance. Nouvelle organisation du culte israélite.*

(85) *Réflexions générales sur le projet d'ordonnance relatif à une nouvelle organisation du culte israélite.* — Cette protestation imprimée, rédigée en novembre 1839 par les rabbins Mayer Lazard et L. Morhange, fut signée de 95 chefs de familles israélites de Metz. Le consistoire de Metz s'étant déclaré en faveur de la réforme, le grand rabbin quitta la salle des séances. Cf. A. D. Moselle V 149, lettre du préfet du 5 décembre 1839.

(86) A. D. Moselle, V 151.

tion immédiate, et l'ordonnance de 1844 n'inséra pas les articles qui avaient tant alarmé les plus zélés des fidèles (87).

Il faut encore mentionner les controverses qui, vers cette époque, commencèrent à diviser les israélites au sujet de l'école rabbinique (88). Le Messin Samuel Cahen, fondateur des Archives israélites, et Olry Terquem attaquèrent vivement le rabbin Lambert et l'institution de la rue de l'Arsenal, située dans le quartier plus mal fâmé de Metz, en un emplacement qui leur semblait caractériser l'esprit rétrograde de ce « foyer des lumières ». En vain ses défenseurs objectaient-ils qu'elle avait donné aux synagogues des rabbins en qui s'alliaient l'orthodoxie et le talent de la prédication française, tels Lazard Wogue, qui y professa, et Benjamin Lipman, qui fut grand rabbin de Metz, sa ville natale, de 1863 à 1870 (89). Les novateurs n'en continuaient pas moins à critiquer l'abus du Talmud que l'on ne cessa de commenter en yddisch qu'en 1848 environ. Une lente et tardive évolution ne sauva pas l'école de Metz, en dépit de la victoire que les conservateurs avaient remportée en 1846, après une longue agitation, lors de l'élection du grand rabbin de France. En 1859, le ministre Rouland décida le transfert de l'institution dans la capitale, car il jugeait « que le vieux judaïsme qui a son quartier-général dans l'Est était quelque peu ennemi des idées sociales que le gouvernement impérial cherchait à propager ». Après trente ans d'existence, l'école de la rue de l'Arsenal ferma donc ses portes, après avoir formé une centaine de rabbins, en grande majorité originaires des deux départements alsaciens et de la Moselle.

Un nouvel épisode des querelles juives se déroula à propos de la reconstruction de la synagogue, devenue nécessaire depuis que la démolition d'une partie des anciens bâtiments avait été prescrite, pour cause de sécurité publique, par des arrêtés du maire pris en 1843 et 1844 (90). Les purs conservateurs proposaient pourtant de ne pas abandonner l'édifice dit « neue schule », dont la ruine était moins imminente, mais le consistoire se rallia à la thèse de la démolition complète. Le Conseil municipal n'eut pas à examiner si la dépense lui incombait dans sa totalité, car les israélites ne

(87) Il s'agit de l'ordonnance royale du 25 mai 1844, précédée d'un rapport au Roi de Martin du Nord.

(88) Cf. BAUER (J.), *op. cit.*

(89) Sur B. Lipman, qui fut grand rabbin de Lille après 1870, cf. l'ouvrage de son fils, le commandant LIPMAN. Voir la brochure de WOGUE, *Rite et règlement par la communauté de Metz*. Son auteur était doué, dit-on, d'un réel talent d'orateur, qui contrastait avec la demi-ignorance de la langue française de tant des anciens rabbins.

(90) Cf. le *Rapport au Conseil municipal* du 13 février 1845 et le *Rapport moral et financier sur l'administration du Consistoire de Metz*, 5 décembre 1861.

voulaient pas d'une nouvelle synagogue qui, construite avec les fonds de la ville, deviendrait propriété communale. Mais une difficulté inattendue se présentait : les places, dans l'ancien édifice, étaient vendues et non louées comme celles des églises ; elles étaient considérées comme de véritables propriétés, transmissibles par hérédité ou par contrat, et pour supprimer cette servitude, il fallait obtenir une déclaration d'utilité publique, procéder à une expropriation, et rembourser plus de 30.000 francs aux possesseurs. Ainsi fut fait, et dans le premier projet, le consistoire compta trouver des fonds en vendant les nouvelles places aux fidèles. Le Conseil municipal regretta aussitôt qu'un pareil moyen eût été imaginé, et le ministre, plus catégorique, annonça que le gouvernement n'accorderait de subvention que si la synagogue était propriété consistoriale, non grevée de l'hypothèque singulière que constituaient les droits des propriétaires des places. Le consistoire céda, obtint des secours de la ville et de l'Etat, conclut un emprunt de 75.000 francs, et réussit enfin à édifier une nouvelle synagogue qui fut inaugurée solennellement, en présence des autorités civiles et militaires, qui tenaient à affirmer le principe de l'égalité des cultes (91). Le principal revenu de la synagogue de Metz provint dès lors de la location des places, dont le montant atteignait parfois 15.000 francs. Sarreguemines suivit bientôt l'exemple du chef-lieu, et une nouvelle synagogue y fut érigée en 1862 : elle était construite dans un style byzantin jusqu'alors inconnu et qui semble être devenu depuis lors presque rituel (92).

L'évolution qui entraînait les israélites instruits vers une fusion toujours plus complète avec le reste de la population se manifesta également lors d'un incident survenu en juin 1843 (93). Le tribunal de Metz, au cours d'un procès entre deux Juifs, prescrivit à l'un des plaideurs de prononcer un sermon solennel, « *more judaico* », en présence du grand rabbin et du livre de la Loi. Ç'eut été une curieuse cérémonie et une foule nombreuse était venue au Palais pour y assister : la formule du serment eût été prononcée par le plaignant, dont la tête devait être couverte du thalet, et qui devait avoir les phylactères aux bras. Cette coutume n'était pas entièrement disparue de l'Alsace, mais elle était tombée en Moselle en complète désuétude. Elle était d'ailleurs contraire au principe de l'égalité des cultes et de l'indifférence religieuse de l'Etat : c'est pourquoi le grand rabbin refusa de prêter son concours, ce qui lui valut d'être condamné à l'amende par le tribunal. La scène allait quand même avoir

(91) La nouvelle synagogue fut inaugurée le 30 août 1850.

(92) *Indépendant*, 12 mars 1862.

(93) *Ibidem* et A. D. Moselle, V 150.

lieu, quand un des plaideurs abandonna l'affaire, à l'instigation du consistoire qui voulait éviter à tout prix qu'une différence légale fût publiquement manifestée entre les israélites et leurs concitoyens. Le préfet écrivit au garde des sceaux pour lui demander d'intervenir afin que de pareils incidents ne se produisent plus, car l'émotion avait été vive dans les milieux israélites du chef-lieu.

Tandis que les Juifs de Metz tendaient à l'assimilation morale, et que les souvenirs, les préjugés, qui remontaient au temps où ils vivaient en communautés étrangères à la Nation, s'estompaient chaque jour davantage, une survivance légale subsistait de l'ancienne législation (94). La communauté israélite, dissoute lors de la Révolution, était chargée d'une dette considérable, dont l'origine remontait à la Régence. Le duc d'Orléans avait alors créé pour le duc de Brancas la charge de protecteur des Juifs de Metz, et il va de soi qu'en échange de cette haute protection, les intéressés durent payer au favori du Régent une rente considérable. Des emprunts furent contractés, une fiscalité créée à l'intérieur de la communauté. Or, en 1791, l'Assemblée nationale refusa d'exempter les Juifs de Metz du paiement des rentes qu'ils devaient, et un arrêté des Consuls du 5 nivôse an X précisa les conditions de fonctionnement d'une commission chargée de répartir les charges entre les israélites de la ville et de l'ancienne généralité. Le préfet était chargé de mettre les rôles en recouvrement, et jusqu'en 1821 les débiteurs, solidairement responsables, s'acquittèrent régulièrement de leur dû.

Mais, à cette date, un israélite de Nancy refusa de payer sa cotisation parce que la loi des finances n'autorisait pas cette imposition. Le Conseil de préfecture lui donna tort, et une saisie finit par être pratiquée sur ses biens. Ce fut l'origine d'un long débat, clôturé par l'ordonnance royale du 12 avril 1843 qui ordonnait de mettre le rôle en recouvrement. Une commission fut formée pour répartir les sommes à percevoir, mais de nouvelles protestations surgirent. Beaucoup de descendants d'israélites de Metz, fixés à Paris, ne pouvaient admettre la solidarité que l'ordonnance établissait entre eux et l'ancienne communauté. Il y eut nouveau pourvoi au Conseil d'Etat, jugements du tribunal de la Seine, de la Cour d'appel de Paris, arrêt de la Cour de Cassation. On était ainsi arrivé à l'année 1850, et c'est un décret du 26 juillet 1852 qui prescrivit derechef le recouvrement. Ces multiples procès avaient porté la dette de 39.000 à 50.000 francs, auxquels s'ajoutaient de nouvelles créances montant à 67.000 francs. Deux rôles, émis en 1853 et en 1854, suffirent pour étein-

(94) Voir l'ouvrage du grand rabbin NETTER, et les documents imprimés, pétitions, états, conservés aux A. D. Moselle, V 157 et ss.

dre définitivement ces dettes. Leur grand intérêt est de nous indiquer ce qu'étaient devenus les descendants des Juifs de la généralité de Metz, au moment où le dernier lien qui les unissait allait disparaître.

Les débiteurs se trouvaient alors au nombre de 1.684, et la matière imposable s'élevait à un revenu de 7.787.000 francs. Il ne s'agissait là que d'israélites relativement aisés : 612 étaient encore fixés dans le département de la Moselle, où les Juifs de la campagne continuaient d'exercer les métiers traditionnels de bouchers et de marchands de chevaux ; la plupart d'entre eux restaient inscrits pour des revenus inférieurs à 1.000 francs. Les négociants de Metz étaient plus fortunés, bien que 7 seulement d'entre eux fussent considérés comme jouissant de revenus supérieurs à 10.000 francs. Ce chiffre était au contraire atteint par plus de 80 des négociants et industriels fixés à Paris, dont le nombre total dépassait 400. Ce contraste montre à quel point l'émigration avait contribué à l'enrichissement des familles qui tiraient leur origine du ghetto de la rue de l'Arsenal. Ne relevait-on pas parmi les descendants des Juifs de Metz les noms de Fould, de Javal, banquiers riches à millions, d'Ans-pach, substitut du procureur général, d'Adolphe Crémieux, de Franck, membre de l'Institut, du sous-intendant Worms de Romilly, et enfin de Cécile Terquem, religieuse aux Carmélites de la rue Enfer ! Les noms de la comtesse de Breteuil, de la comtesse de Grouchy, de la comtesse Girardin, révélaient de nobles alliances. Les listes indiquaient l'existence d'une trentaine d'officiers d'origine israélite et messine. Elles prouvaient que la dispersion de l'ancienne communauté était déjà très avancée, et qu'au moment où disparut la dernière trace légale de la solidarité de ses membres, la période d'évolution qui avait suivi l'émancipation légale était terminée.

Au point de vue administratif, on pouvait, dès cette époque, assimiler les affaires du culte israélite à celles des cultes protestants : tous deux ne concernaient en Moselle que des minorités, et leur organisation reposait sur un système électif ; l'autorité civile n'avait pas à redouter l'immixtion des pasteurs et des rabbins dans ce qu'elle regardait comme son domaine, et c'est pourquoi on ne rencontre pas d'incidents entre eux et les fonctionnaires, alors que l'étude du culte catholique en révèle à chaque instant. D'autre part, l'exemple de l'activité politique du docteur Bamberger, du journaliste Mayer, de certains des dirigeants de la Ligue de l'enseignement, montrait que les intellectuels israélites de Metz étaient assez disposés, en sortant de leur ancienne réserve, à combattre en faveur de l'idée laïque : ils préluèrent ainsi au rôle que beaucoup de leurs coreligionnaires ont joué dans la politique française, sous la Troisième République.

APPENDICE

LA GUERRE DE 1870

1. — L'invasion

Cet ouvrage pourrait s'arrêter à la date du 15 juillet 1870 sans que ses conclusions aient à en être modifiées. La catastrophe qui vint bouleverser le cours de l'histoire de Metz et de la Moselle, est en effet étrangère au dessein essentiel qu'il s'était proposé, l'étude de la vie d'un département et de l'évolution de ses institutions. Cette crise appartient d'ailleurs à l'histoire générale, et il serait inutile de la retracer s'il ne nous semblait pas que certains de ses aspects aident à comprendre l'esprit messin (1). On n'a peut-être pas assez montré l'analogie qui exista, en 1870, entre la fièvre obsidionale que connut la capitale assiégée, et celle qui se développa dans Metz bloquée. Il faut pourtant souligner ces traits psychologiques qui expliquent combien profond fut parfois le désaccord entre la majorité des chefs et des soldats de l'Armée du Rhin et la population patriote — au sens révolutionnaire du mot — du chef-lieu de la Moselle. L'exaspération messine contre Bazaine et les généraux « capitulards » résume les sentiments qui animaient la cité; elle se rattache étroitement aux traditions révolutionnaires léguées par la première République. Ce réveil, plus aigu que jamais, des mouvements qui agitèrent la population en 1814, en 1815 et au lendemain de 1830, constitue un trait d'esprit fondamentalement français, dont il est d'ailleurs facile de sourire et que l'on peut même être tenté de déplorer, car la défiance à l'égard des autorités ne tourne pas nécessairement à l'avantage du pays.

(1) Il est inutile d'indiquer ici la liste complète des ouvrages d'ordre général que j'ai consultés sur la guerre de 1870 : mon intention n'est pas, en effet, de reprendre — du moins actuellement — les polémiques dont l'histoire du blocus de Metz forme le centre. J'indiquerai pourtant que je crois avoir lu la plupart des ouvrages qui abordent ce sujet, depuis les brochures d'Elie Peyron en faveur du maréchal Bazaine, jusqu'aux livres récents de Germain Bapst et du commandant Humbert, sans négliger les procès-verbaux du procès de Trianon.

La déclaration belliqueuse que le gouvernement venait de faire aux Chambres fut connue à Metz dans la soirée du 15 juillet 1870. Sa lecture, devant l'Hôtel de Ville et au Café Parisien, provoqua quelques manifestations patriotiques : on chanta « Mourir pour la Patrie », on cria « Nous serons à Berlin demain », mais l'enthousiasme ne fut pas fort vif. C'est que depuis quelques années, Metz avait presque abandonné ses anciens rêves de conquêtes rhénanes, et que l'Empire y comptait moins de partisans que d'ennemis. En dépit des articles du *Moniteur*, indigné de la conduite des gauches et prédisant qu'en tous cas M. Thiers ne serait jamais réélu député, l'opinion n'était nullement surexcitée. Le *Courrier de la Moselle* ne cachait pas qu'il regrettait de voir la France engagée dans cette lutte, et en faisant des vœux pour la victoire, il ajoutait : « Si par impossible le sort des armes venait à nous être contraire, les souvenirs de 1792 ne retentiraient pas en vain parmi nos patriotiques populations de la Moselle » (2).

Jamais la ville ne connut une animation semblable à celle de la seconde quinzaine de juillet. A partir du 17, ce furent d'incessants défilés de troupes ; les musiques militaires jouaient la Marseillaise au kiosque de l'Esplanade ; les Messins se rendaient en foule visiter les pittoresques campements installés à Ban-Saint-Martin. Les maréchaux Bazaine et Lebœuf arrivaient, et leurs états-majors remplissaient l'hôtel de l'Europe de leur animation et de leurs brillants uniformes. Les journaux parisiens avaient envoyé de nombreux correspondants de guerre qui, équipés pour la campagne, parcouraient la ville : on se montrait Texier, du *Siècle*, Lockroy et Pelletan, du *Rappel*, Claretie, de l'*Opinion Nationale*, et on annonçait l'arrivée d'Edmond About. Ces messieurs commentaient les événements dans les cafés de la ville, bondés de militaires et de bourgeois.

Ils découvraient la Province, en attendant de découvrir l'Allemagne ; ils contaient à leurs lecteurs leur étonnement de voir le gaz s'éteindre à onze du soir et les débitants de tabac vendre des journaux. Pelletan, la barbe en avant, était monté à la Tour de Mutte, passant au laminoir d'un escalier étroitement resserré, et avait été arrêté comme espion (3). On annonçait un jour les débuts de l'invasion prussienne, et le lendemain la retraite de nos ennemis vers le Rhin, dont toute la rive gauche, disait-on, était minée au picrate de potasse. Alfred Mézières décrivait en termes émouvants le départ de la landwehr, auquel il avait assisté à Sarrebruck : n'entassait-on pas ces malheureux, arrachés à leurs familles, jusque dans des

(2) *Courrier*, 14, 16 et 19 juillet 1870.

(3) *Indépendant*, 25 juillet, citant une lettre de Camille Pelletan au *Rappel*, du 19 juillet.

wagons à bestiaux ! (4). L'idée de la mobilisation intégrale des forces de la nation était encore étrangère à l'opinion : on dépeignait la landwehr comme une cohue suivie de femmes et d'enfants, et tel journaliste conseilla de laisser la famine la détruire.

Puis ce fut l'arrivée de la Garde, dont les grenadiers portaient encore les bonnets à poil qu'ils déposèrent ensuite dans les magasins de la place. Les Messins purent rencontrer dans leurs rues le colonel des Cent-Gardes et le premier écuyer de l'Empereur, qui arriva en personne le 28 juillet au soir, une heure avant Mgr Dupont des Loges qui, déjà anxieux, revenait de Rome. Napoléon III parut vieilli, tassé, et de rares acclamations saluèrent son passage (5). Metz vit aussi le Prince Impérial, parcourant les bivouacs des glacis en uniforme de sous-lieutenant, avec le grand cordon de la Légion d'honneur. Déjà trois prisonniers prussiens avaient été amenés à la Place, et l'offensive semblait prochaine. Les troupes se portaient vers la frontière, tandis qu'un courant inverse amenait à Metz une foule de réfugiés, terrifiés par avance, dont les voitures et les bestiaux encombraient la Place Royale (6). La municipalité se préoccupait des approvisionnements de siège, et demandait le rétablissement de la garde nationale sédentaire, palladium de la cité (7).

Mais l'armée s'était déjà assez éloignée pour que, vers le début d'août 1870. Metz se sentit aussi écartée du théâtre des opérations que Paris même. Les troupes sillonnaient, dans leurs marches et contremarches, la partie du département située à l'est de la Moselle. Sierck, Bouzonville, Boulay, Bitché virent des états-majors s'installer dans leurs murs, des régiments cantonner dans les villages environnants, avant que la concentration ne s'opérât entre Saint-Avold, où logeait Bazaine, Forbach, où commandait Frossard, et Sarreguemines. Les soldats s'étonnaient de découvrir un pays français où l'on parlait allemand, et de fâcheux malen-

(4) *Indépendant*, 20 juillet, citant une lettre de Mézières au *Temps*.

(5) Arthur Chuquet, qui venait de terminer ses études au lycée de Metz, a évoqué les scènes dont il fut témoin en juillet 1870 dans le discours qu'il prononça en 1922 à la distribution des prix de cet établissement.

(6) Une gravure, conservée au Musée de la Porte des Allemands avec beaucoup d'autres souvenirs de 1870, rappelle l'arrivée des réfugiés. Elle est reproduite ci-contre.

(7) Conseil municipal, 18 juillet 1870. Voir l'article, très documenté, du commandant L. KLIPFFEL : *La garde nationale de Metz en 1870*, Pays Lorrain, mars 1932. Les drapeaux de la milice messine, sauvés en 1870 par l'archiviste de la ville, furent ramenés à Metz en 1919. Ils furent remis à des survivants du blocus dont l'un portait la blouse de toile de la garde nationale messine de 1870.

tendus risquaient de naître entre eux et les populations (8). Puis ce furent les premières batailles, et dans les rues de Metz continuèrent à pendre, bientôt défraîchis par les pluies, les drapeaux arborés à la nouvelle de la prise de Sarrebruck et que la pudeur patriotique interdisait d'enlever au lendemain de Spicheren et de Froeschviller.

Après la nuit tragique du 6 au 7 août, qui vit l'Empereur se rendre à la gare de Metz, hésiter à partir vers la frontière, puis rentrer à la Préfecture, ballotté entre des projets contraires, l'armée commença à refluer vers la place forte. Et derrière elle s'avançaient, sur un front infiniment plus large, les colonnes des I^e et II^e armées prussiennes. Sur les routes de la Moselle, les fantassins en tunique bleue acclamaient de leurs hurras le vieux roi et ses conseillers, qui vinrent successivement s'établir à Saint-Avold puis à Herny : c'est de ce village de langue purement française, où Bismarck buvait le vin gris de son hôte, le cultivateur Mathiotte, que fut lancée la décision qui créait un gouvernement général de l'Alsace et y rattachait les arrondissements lorrains de Sarrebourg, de Château-Salins, de Metz, de Thionville et de Sarreguemines (9). On était au 14 août, et déjà se dessinait la ligne qui, pendant 48 ans, allait séparer Metz de la France. Une préfecture devait fonctionner provisoirement à Sarreguemines, tandis que les territoires réellement soumis à l'autorité du préfet Odent allaient chaque jour se restreignant. Nulle résistance locale n'arrêtait les coureurs prussiens : ils avaient même franchi la Moselle sur les ponts laissés intacts, n'ayant eu d'autre combat à soutenir que celui de Pont-à-Mousson contre les chasseurs d'Afrique du général Margueritte ; leur avance se liait au mouvement de la III^e armée victorieuse vers Nancy et vers Toul, qui fut bombardé en ce même 14 août.

Metz fut traversée par les colonnes françaises, en retraite vers le camp de Châlons, et dont la marche fut un instant arrêtée par la bataille de Borny. L'encombrement fut indescriptible dans les rues étroites de la vieille ville : on vit des convois, entrés à huit heures du matin par la porte Serpenoise, n'atteindre que dans l'après-midi la rue du Petit-Paris et ne déboucher que le soir de la porte de France, pour s'engager sur la route de Verdun (10). L'Empereur avait encore assisté à la messe du dimanche 14 août : les Messins l'avaient vu traverser à pied, vouté et assombri, les rues qui menaient de la préfecture à la cathédrale. Mgr. Dupont des Loges l'y avait accueilli, et il n'avait pu s'empêcher de dire à son entou-

(8) FARINET (Commandant) : *L'agonie d'une armée* (p. 66). L'auteur raconte que le 7 août, son régiment de cuirassiers fut très mal reçu à Marienthal, près de Saint-Avold. Les maisons étaient fermées, les chaînes des puits retirées. Il fut question de prendre des otages, et les troupes maraudèrent en grand.

(9) BUSCH (M.), *Le comte de Bismarck et sa suite*, p. 28.

(10) DILLAYE (F.), *Vie et mort de l'Armée du Rhin*, 14 août.

rage (11) : « Que le pauvre Empereur m'inspire de pitié. Il ne m'a jamais compté parmi ses partisans, mais il me semble que je deviens bonapartiste en le voyant si malheureux ». Puis le souverain vaincu était parti pour Longeville-lès-Metz, où il avait logé dans la maison du colonel Hennocque, ancien député de l'arrondissement. C'est là que, dans la nuit, il reçut le maréchal Bazaine, encore couvert de la poussière du champ de bataille de Borny, et qu'il le félicita d'avoir « rompu le charme ». Le 15 août vit continuer la marche des colonnes françaises vers l'ouest, mais si lentement, si timidement qu'une division entière de cavalerie se laissa arrêter devant Mars-la-Tour par quelques escadrons allemands, jetés hardiment en avant de leur gros. Napoléon III passa la nuit à Gravelotte, qu'il avait gagné à pied, en passant à travers les vignes, pour éviter le tir de canons allemands en batterie à Frescati : ses officiers avaient cueilli dans le jardin de sa maison un bouquet d'humbles fleurs qu'ils lui offrirent pour célébrer quand même la Saint-Napoléon. Et le matin du 16, Bazaine arriva de la maison de poste où il avait passé la nuit (12) : il salua l'Empereur, dont le cortège s'ébranla vers Verdun, avec ses fourgons et ses marmitons, sous l'escorte des chasseurs d'Afrique de la brigade Margueritte, dont le général eut ainsi l'occasion de revoir son village natal, Manheulles. Lamentable cortège, fuite précipitée, sur cette route qui avait vu l'Oncle partant pour la campagne d'Iéna, Charles X et Louis-Philippe acclamés par les populations au son des cloches et des boîtes, et le Prince Président regagnant triomphalement Paris après son voyage à Strasbourg.

Metz se trouvait ainsi presque vide de troupes. Bazaine y avait laissé une forte garnison, et la garde nationale, à peine équipée, vêtue de blouses, commençait à renouer les traditions des blocus de 1814 et de 1815 (12). Les cafés étaient vides, et le commerce qui avait tant vendu depuis un mois qu'on l'avait parfois accusé d'abuser de la situation, regrettait sa clientèle chamarrée, et surtout la livrée vert et or de la Maison de l'Empereur. La ville entendit le canon des batailles livrées sur les plateaux les 16 et 18 août, et le soir de cette dernière journée, les gardes nationaux de service à la porte de Thionville virent arriver, couverts de poussière, les cavaliers du train du 6^e corps, qui avaient coupé leurs traits et abandonné leurs convois, et s'écriaient déjà : « Nous sommes trahis », « la France est vendue » (13). A cette même heure, les fantassins de Canrobert évacuaient Saint-Privat en flammes, et la légende veut qu'à Plappeville, dans la maison de M. de Bouteiller, Bazaine ait joué paisiblement au billard !

(11) KLEIN (Abbé), *Vie de Mgr Dupont des Loges*, p. 260.

(12) DILLAYE (F.), *op. cit.*, 16 août.

(13) CHABERT (J.-M.), *Histoire de Metz en 1870-1871*, 18 août.

Metz était à la veille d'être bloquée, et le département se trouvait déjà aux trois quarts occupé par l'ennemi. L'exemple de Sierck montre ce qu'avait été pendant cette première période de la guerre la vie d'une petite ville lorraine (14) : dès les premiers jours, on y avait créé une garde nationale, d'ailleurs non armée et incapable de lutter contre les patrouilles de uhlans signalées aux environs. Puis, le 21 juillet, un régiment en pantalons rouges était entré dans la ville, précédé de ce cri qu'à 48 ans d'intervalle on put entendre à nouveau : « Les Français, les Français ». Le menuisier Schwartz, qui avait eu l'impudence de dire qu'ils n'iraient pas même jusqu'à Perl, le bourg prussien le plus proche, avait été congrûment rossé. Mais ces troupes partirent bientôt vers l'est, et dès le 2 août, des patrouilles prussiennes apparurent. On put encore pavoiser pour la prise de Sarrebruck, puis, le 5 août, s'éloignèrent les derniers soldats français, et le surlendemain l'on entendit les gens de Perl fêter les premières victoires allemandes. Les douaniers, les gendarmes, partirent le 11 pour Thionville, en même temps qu'une bande de jeunes gens menés par le père Pichancourt, qui à 76 ans allait combattre comme franc-tireur. Leur départ fut le signal de la panique : les paysans cachèrent leur bétail dans les bois ou franchirent le gué de Cattenom, cherchant à gagner le Luxembourg. Des détachements ennemis allaient bientôt occuper la petite ville, et c'est seulement dans un court intervalle de liberté que les patriotes réunis au café Hoffmann purent encore, vers la fin d'août, chanter la Marseillaise pour célébrer la victoire que Bazaine était réputé avoir remportée en jetant tout un corps prussien dans les carrières de Jaumont.

Partout le département avait connu les mêmes espérances suivies des mêmes angoisses. Puis les uhlans étaient venus, et l'occupation étrangère avait commencé. Bien des villages restaient d'ailleurs libres de troupes, et c'est seulement dans les bourgs que des contingents de landwehr faisaient de la conquête une réalité. Il va de soi qu'il n'en était pas de même aux environs des places bloquées, qui regorgeaient de troupes. Nulle tentative de résistance n'avait, en général, été esquissée contre l'ennemi, et c'est un incident exceptionnel dont fut le théâtre le village d'Ancy-sur-Moselle : quand les Prussiens s'y présentèrent, l'instituteur, dans son exaltation patriotique, leur jeta des pierres et réussit à s'enfuir pendant que les envahisseurs incendiaient plusieurs maisons (15). Vers la fin d'août, la banlieue de Metz, la région de Thionville et de Longwy, la ville de Bitch, restaient seules à l'abri de l'invasion.

(14) TOUSSAINT (M.), *Sierck pendant la guerre* (Pays Lorrain, 1923-24).

(15) Ce détail nous a été communiqué par un habitant d'Ancy, dont le père avait vécu toutes les émotions de l'Année Terrible.

II. — Le blocus de Metz

C'est le 19 août 1870 que les Prussiens coupèrent, entre Metz et Thionville, les derniers fils télégraphiques qui reliaient le chef-lieu à la France. L'armée, forte de près de 170.000 hommes, bivouaqua dès lors sur les glacis de la place, dont les arbres avaient été coupés et les jardinets, orgueil de l'artisan messin, saccagés. Sous la protection des forts détachés, elle restait inactive : seuls quelques tirailleurs, quelques francs-tireurs parmi lesquels on comptait beaucoup de Messins, restaient en contact avec l'ennemi. La ville avait recueilli 20.000 blessés, hébergés dans les hôpitaux (16), dans des baraquements insalubres installés à Chambière, jusque dans des wagons amenés sur la Place Royale et à l'Esplanade, où tous les dimanches, du haut du kiosque à musique, un prêtre disait la messe (17). Les habitants avaient dû loger bien des soldats blessés, et la mortalité fut effrayante pendant les derniers mois de l'année 1870. Les dames de Metz s'occupaient des ambulances, mais non sans que leur dévouement ne s'alliât à de perpétuelles querelles féminines, à de ridicules jalousies entre la femme du premier président et telle de ses rivales, entre bourgeoises de rangs inégaux que l'accomplissement d'une même tâche ne parvenait point à rapprocher (18).

En face de ces 180.000 militaires, la population civile se trouvait encore renforcée par des milliers de réfugiés, que l'autorité avait eu l'imprudence de recevoir dans la place. Les contacts entre l'armée et les habitants étaient naturellement incessants : les bourgeois allaient visiter les camps chaque dimanche, les soldats achetaient en ville du pain ou du vin, et on les vit souvent faire queue aux portes des boulangeries. Les cafés ne désemplissaient pas, et les officiers surtout cherchaient en les fréquentant à tromper la monotonie de l'attente. En outre la bourgeoisie messine comptait beaucoup de ses fils dans les rangs de l'armée ; les anciens élèves de l'Ecole d'application avaient gardé des relations avec les amis qui les avaient reçus lors de leur séjour à Metz. Les conversations allaient donc leur train, et dans cette ville où tout le monde était désœuvré, chaque nouvelle risquait de s'amplifier, chaque incident d'être commenté avec passion. La verve des journalistes messins s'ingéniait à remplir leurs feuilles avec des extraits de vieux numéros de l'*Indépendance belge*, et à commenter des événements mal connus sans risquer les foudres de la censure

(16) GRELLOIS (D^r), *Histoire médicale du blocus de Metz* ; — *Le blocus de Metz en 1870*.

(17) Des photographies de ces curieux aspects de la vie messine sont conservées au Musée de la Porte des Allemands.

(18) MARÉCHAL (Madame Félix) : *Le blocus de Metz en 1870* (Pays Lorrain 1910). Il s'agit de notes passionnées, prises au jour le jour, d'un intérêt poignant.

militaire. Aux organes habituels s'était ajouté le *Journal de Metz*, dont le rédacteur, Collignon, ne cachait pas qu'il était opposé à la politique suivie par l'état-major.

L'esprit de la ville s'échauffa donc dans l'isolement. Les bruits les plus contradictoires coururent, nouvellés de défaites, nouvelles de victoires, de délivrance prochaine. On croyait parfois entendre le canon, et l'on affirmait que Mac-Mahon approchait. De déceptions en déceptions, le patriotisme messin s'exaspérait, et il était inévitable qu'il en vint à s'indigner de l'inaction de l'armée. On voyait des espions partout. Dans le *Vœu National*, Vaillant affirmait que le blocus n'était assuré que par une landwehr sans consistance, et que Bazaine passerait quand il voudrait, où il voudrait (19). Mais, dès la fin du mois d'août, la personnalité du maréchal était vivement discutée : la fausse sortie du 26, la conférence des généraux réunis au château de Grimont, commençaient à être l'objet des commentaires de l'armée et de la ville. Les Messins avaient d'abord approuvé l'idée qu'avait fait adopter le gouverneur de la place, Coffinières de Nordeck, de conserver les troupes jusqu'à l'achèvement des forts : tel conseiller municipal annonçait au cercle qu'il lui ferait voter des félicitations, et tel autre, poussant plus loin l'immixtion de l'assemblée communale dans les affaires militaires, proposait un blâme envers le général Soleille, coupable de n'avoir point ravitaillé l'artillerie dans la journée du 18 août (20). Le rôle de Bazaine à la bataille de Forbach suscitait également maintes polémiques, et déjà l'on désignait tels officiers de son état-major, entre autres le colonel Lewal, comme les inspireurs des accusations lancées contre le maréchal. Dès les jours qui suivirent la bataille de Noisseville, au début de septembre, l'opinion messine jugeait que le maintien de l'armée dans le camp retranché amènerait fatalement, par le rapide épuisement des vivres, sa perte, en même temps que celle de la ville.

Mais c'est surtout quand parvint la nouvelle de Sedan et de la révolution parisienne, que le différend devint profond entre les chefs militaires et la population civile. Le dimanche 4 septembre avait été une des dernières journées brillantes de la cité : dans les rues ensoleillées, il y avait foule ; les dames en crinolines, les hommes en blouses jaunes de gardes nationaux, allaient visiter les camps ; les officiers, encore pimpants et dorés avant la lente agonie boueuse de la fin du blocus, animaient les cafés, et vers la rue d'Alger les soldats se pressaient dans le quartier des maisons louches. Mais dès le lendemain, commencèrent à courir les bruits d'une défaite de Mac-Mahon et, quelques jours plus tard, des prisonniers échangés annoncèrent l'établissement d'un gouvernement de la Défense Natio-

(19) *Vœu National*, 28 août.

(20) FARINET, *op. cit.*, p. 216.



Metz. — Les réfugiés sur la place Royale, en juillet 1870.

nale (21). La chute de l'Empire fut accueillie avec stupeur par la plupart des officiers, qui jugeaient, avec le général du Barail qui ne l'a pas caché dans ses Mémoires, qu'une révolution devant l'ennemi était un crime. Il y avait même dans la Garde des bonapartistes plus fervents qui auraient voulu voir l'armée de Metz reconnaître officiellement le Prince Impérial. Le maréchal préféra louvoyer (22) : il resta fidèle en principe au gouvernement déchu, sans l'annoncer explicitement. Le nom de l'Empereur fut maintenu dans les pièces officielles, et le cas d'une brigade où des officiers nouvellement promus furent reconnus « Au nom du Peuple Français », voire même « Au nom de la République Française », resta isolé. Dans l'ensemble, l'armée était d'ailleurs assez disciplinée pour accepter la décision de ses chefs, à peu près unanimes à déplorer l'avènement de la République (23).

La population messine avait, au contraire, à l'exception d'une minorité aussi conservatrice que pessimiste, accepté les nouvelles de Paris comme le gage d'une résistance énergique, d'un nouveau 1792 d'où sortirait le salut de la Patrie. Les journaux locaux surexcitaient un républicanisme qui n'avait rien d'étonnant dans une ville dirigée par une bourgeoisie ralliée à l'Empire triomphant, par opportunisme, mais gardant au fond du cœur ses sentiments libéraux (24). Le général Coffinières, assez hésitant malgré ses longues moustaches gauloises et sa taille impressionnante, n'osait pas museler définitivement la presse locale, qui risquait, à la longue, d'agir sur les sentiments politiques et sur l'esprit de discipline de l'armée. L'opinion messine aurait voulu que l'on reconnût aussitôt le gouvernement de la Défense, que l'on enlevât de l'Hôtel de Ville le buste de l'Empereur que l'autorité militaire y faisait maintenir, que l'on abattît les aigles de la Préfecture. C'est pour lui complaire que, le 13 octobre, Coffinières, se séparant nettement de Bazaine qui cherchait à traiter avec l'Impératrice, répondait au Conseil municipal : « Un gouvernement de fait existe en France ; nous devons le reconnaître et attendre les décisions qui seront prises par l'Assemblée constituante élue par le pays. » En ce débat qui sépara Metz de la majorité des chefs de l'armée, il apparaît que la vieille cité patriote avait raison : ce fut un malheur que le mépris affiché par tant de généraux et par Bazaine envers le gouvernement de la

(21) JARRAS (Général), *Souvenirs*. Bazaine apprit le désastre de Sedan dès le 3 septembre et la révolution parisienne le 10 (Chapitre V).

(22) Le vieux Changarnier, qui servait à Metz en volontaire, fut un des plus indignés contre la révolution.

(23) BARAIL (DE) : *Souvenirs*, III, p. 229.

(24) Dillaye a analysé avec clairvoyance cette situation et indiqué les démêlés entre Coffinières et Collignon, dont le journal avait reproduit la devise « Liberté, Egalité, Fraternité ».

Défense, que la méconnaissance de ses efforts. Le maréchal n'était en effet pas seul de son opinion, et s'il porte, selon la lettre du code, tout le poids de la responsabilité, son entourage n'a pas été sans agir sur lui. Or les généraux — depuis Changarnier, venu servir en volontaire et déclarant à Mgr. Dupont des Loges, qui partageait d'ailleurs ses sentiments, que l'essentiel était de maintenir l'ordre et de rétablir la monarchie légitime (25), jusqu'à du Barail qui, vingt-cinq ans plus tard, vitupérait encore contre les républicains responsables de la continuation de la guerre après Sedan — étaient à peu près unanimes à juger qu'il fallait s'incliner devant le sort des armes.

Au point de vue strictement militaire et diplomatique, la thèse peut se défendre. Mais puisque la France ne l'avait pas adoptée, puisqu'elle se levait pour une suprême résistance, la raison comme le sentiment obligeaient l'Armée du Rhin à s'unir à elle. C'est ce que comprit spontanément le sens national des Messins. Séparée de Paris par le blocus, l'opinion messine pensait comme la capitale. Elle manifestait vivement son indignation devant les hésitations des chefs militaires, et pour s'en rendre compte il suffit de lire les invectives passionnées que Mme Félix Maréchal, dans le journal qu'elle tenait au jour le jour, adressait à ceux qui avaient conduit la France en ces abîmes. La Société d'archéologie organisait des conférences où, devant un auditoire militaire, étaient exaltée la résistance de la ville en 1814 et en 1815. Le *Moniteur*, qui reparaissait sous une nouvelle direction après plus d'un mois de suspension, publiait un article sur Daumesnil, qui « ne voulut ni se rendre, ni se vendre ». La garde nationale rédigeait, vers la mi-octobre, une adresse à l'armée (26) : « Mourir plutôt que de renoncer à l'intégrité de notre territoire... Nous verserons avec vous la dernière goutte de notre sang, nous partagerons avec vous notre dernier morceau de pain. Levons-nous comme un seul homme, la victoire est à nous ». Félix Maréchal allait porter à Bazaine, confiné dans une maison de Ban-Saint-Martin dont il ne sortait presque plus, une adresse revêtue de 800 signatures : « Nous croyons que l'armée de Metz est capable de grandes choses, mais nous croyons qu'il est temps qu'elle les fasse ». Les généraux ne considéraient d'ailleurs ces manifestations que comme des déclamations ridicules : la perpétuelle affirmation de l'héroïsme d'une milice bourgeoise qui n'avait jamais combattu et ne combattrait jamais, leur semblait dérisoire, et l'attitude de la population, ses défiances, leur paraissaient un défi à la discipline. Ils méconnaissaient ce qu'il y avait dans Metz de bonne volonté patriotique, et leur tempérament routinier, leurs instincts conservateurs ne leur permet-

(25) KLEIN (Abbé), *op. cit.*, p. 280.

(26) *Moniteur*, 18 octobre.

taient pas d'utiliser les forces, aux aspects révolutionnaires, que crée la fièvre obsidionale.

Même dans le domaine technique des approvisionnements, le conflit était latent entre les autorités municipales et militaires. La situation était devenue difficile dès le mois d'octobre : les denrées disparaissaient des marchés, les prix montaient et l'armée accusait le commerce messin de s'enrichir de sa misère. C'est alors que, le 13 octobre au soir, le Conseil municipal se réunit pour délibérer au sujet d'une lettre que Coffinières venait d'adresser au maire. Il lui signalait que l'armée allait manquer de vivres, et qu'en attendant un départ possible soit par une trouée, soit par suite d'un arrangement avec l'ennemi, la ville devait mettre ses ressources en commun avec celles de l'Intendance. Qu'arriverait-il après le départ des troupes ? La place continuerait-elle à se défendre ? Le gouverneur penchait pour l'affirmative, mais ajoutait que le sort des habitants deviendrait alors effroyable ; il faisait un tableau si dramatique d'un siège éventuel, que Prost jugeait que son véritable but était de décourager la volonté messine de résistance à tout prix. Le maire rédigea alors une nouvelle proclamation qu'il lut, à la lueur des torches, à la foule massée sur la place d'Armes : il y affirmait la volonté de la garde nationale de s'associer énergiquement à la défense de la place, proclamait que la population resterait sans faiblesse « et résolue à garder jusqu'aux dernières extrémités la forteresse à la France, et aux Messins une nationalité à laquelle ils tiennent comme à leur bien le plus cher » (27).

C'était la réponse de Metz aux propositions de Ferrières, que les journaux avaient reproduites. La question des vivres n'en fut d'ailleurs pas résolue : la ville livra ses approvisionnements en blé, mais les particuliers aisés conservèrent certainement des denrées cachées dont la livraison aurait permis de prolonger la résistance, si l'autorité militaire avait su l'obtenir, au besoin par visites domiciliaires. La misère de la population civile fut évidemment moindre que celle de l'armée, qui dépérissait dans ses camps boueux et fétides, transformés en d'immenses charniers par le massacre de tous les chevaux.

III. — La capitulation de Metz

Pendant que l'opinion messine s'exaltait à l'idée de la défense à outrance, pendant que de faux espoirs la soulevaient encore quand on croyait entendre le canon d'une armée de secours (28), et que seule une minorité de réalistes, de tempérament résigné et conservateur, commençaient à

(27) *Væu National*, 16 octobre. Dillaye fut témoin des manifestations des 13 et 14 octobre.

(28) MARÉCHAL (Madame), *op. cit.*, 28 septembre, 15 octobre.

croire à l'inéluctable écrasement de la France, Bazaine recherchait une solution politique de la crise. Il était d'accord avec la plupart des chefs de l'armée, persuadés comme lui que la voie des négociations restait seule ouverte. Le général Boyer partit donc pour Versailles, comme Bourbaki était parti pour Londres : que pouvait-on espérer d'autre qu'une convention signée avec Bismarck et qu'une restauration monarchique, lorsqu'on était persuadé — d'avance — que République signifiait anarchie, que la France était à feu et à sang, et que l'on était terrifié par l'idée que le drapeau rouge flottait à Lyon.

Mais la population messine n'en était pas encore à ce degré de résignation. Elle acceptait volontiers toutes les légendes : ne disait-on pas que Bourbaki avait accusé Bazaine de trahison, et que le maréchal le faisait garder à vue dans une maison de Ban-Saint-Martin, que quatre canons foudroieraient à la moindre tentative d'évasion. D'autres affirmaient que l'héroïque commandant de la Garde était détenu dans les caves de l'Ecole d'application, et une délégation de la garde nationale s'en fut même les visiter sans le découvrir ! (29). Dans les cafés de la ville, et surtout dans cet hôtel du Nord où se réunissait le cercle démocratique, la conduite de Bazaine et des généraux était vivement critiquée. Son refus de proclamer la République indignait et l'approche d'une inévitable capitulation révoltait. Certains chefs de la garde nationale, par exemple l'avocat Abel, parlèrent d'offrir à Changarnier le commandement de la milice messine, qui l'aurait soutenu contre le maréchal. Le vieux général d'Afrique se refusa d'ailleurs à toute action qui ne respecterait pas les règles de la discipline. Mais il y avait à Metz un homme qui paraissait décidé à ne reculer devant rien pour sauver l'armée et la ville : le capitaine Louis Rossel, dont les sentiments libéraux étaient connus, et qui avait noué de nombreuses relations dans les milieux de gauche de la bourgeoisie, lors de son récent séjour à l'Ecole d'application (30).

Dès le début d'octobre, ses amis le dépeignaient comme résolu à déjouer les intrigues où s'enlisaient les généraux. Grand, svelte, le regard rêveur contrastant avec la forte moustache rousse à la gauloise, il répandait ses idées dans les cafés où se réunissaient tant de militaires et de civils. Un autre capitaine du génie, Boyenval, travaillait dans le même sens que lui, mais Bazaine le fit arrêter, tandis que Rossel resta libre après la singulière entrevue qu'il eut avec le maréchal, retors et intimidé devant sa franchise. Il comptait obtenir l'appui de quelques généraux, et surtout de Clinchant, sur lequel il pouvait agir par l'entremise de son aide de camp, le capitaine Crémer, sarregueminois au tempérament éner-

(29) DILLAYE (F.), *op. cit.*, 26 septembre.

(30) Cf. ROSSEL (L.) : *Mémoires et Correspondance*.

gique (31). Mais nul concours ne pouvait être espéré de la part des chefs les plus en vue de l'armée : malgré quelques différences d'attitude, les maréchaux Canrobert et Lebœuf pensaient au fond comme Bazaine, et l'envoi du général Boyer à Versailles avait reçu leur approbation (32).

Rossel voulait donc agir en s'appuyant sur la garde nationale messine, qui était évidemment de cœur avec lui. Il voulait faire proclamer la République à Metz, faire arrêter Coffinières et destituer Bazaine au nom des Commissaires du gouvernement (33). Il ne s'agissait pas d'un coup d'état, mais de la reconnaissance par la ville et par l'armée du régime établi dans le reste du pays. L'action avait été prévue pour le 18 ou le 19 octobre, et déjà une série de proclamations avaient été rédigées : l'une d'elles s'adressait aux troupes que Rossel croyait destinées — et c'était bien le plan de Bazaine — à marcher contre la République, à rétablir « l'ordre » avec la connivence des Prussiens. Une autre ordonnait à la garde nationale de se répartir entre la place Saint-Jacques, l'Hôtel de Ville et les remparts ; elle lui prescrivait de ne pas tirer sur les détachements de l'armée, mais de leur crier : « Vive la République ». Mais le plan de Rossel aurait exigé que tous les caractères fussent aussi bien trempés que le sien : or les chefs de la garde nationale étaient des bourgeois bien rentés, souvent âgés, et qui tout en s'indignant de l'inaction de Bazaine, des négociations dont le secret transpirait, étaient incapables d'agir. L'énergique capitaine du génie dut constater qu'il n'y avait pas à Metz de parti assez avancé pour risquer une pareille aventure. C'est en vain qu'un cordonnier de la rue Tête d'Or, vieille barbe de 48, Péchoutre, songea à réveiller les classes ouvrières (34). Mais le mouvement messin se borna à quelques manifestations devant l'Hôtel de Ville : le 11 octobre par exemple, la foule exigea l'enlèvement de l'aigle qui surmontait la hampe du drapeau communal, pendant que Coffinières affirmait encore à la municipalité que nulle capitulation ne serait signée, et que lorsque les ressources seraient épuisées, l'armée livrerait à l'ennemi un combat à mort.

Les murmures qui s'élevaient en ville contre Bazaine commençaient pourtant par impressionner une partie de l'armée : des officiers se réunissaient pour envisager une sortie en masse, et des factums commençaient à circuler dans les camps. Mais le respect de la discipline et la crainte des divisions qui naîtraient de toute tentative d'action, empêchèrent de passer des paroles à l'exécution. Rossel avait abandonné ses projets primitifs et ne songeait plus qu'à rejoindre avec le plus grand nombre d'hommes possi-

(31) C'est le futur « général Cremer » du gouvernement de la Défense.

(32) BAZAINE, *L'armée du Rhin*, p. 80.

(33) *Le carnet du capitaine Rossel* (Austrasie, 1906-1907).

(34) DILLAYE (F.), *op. cit.*, 8 octobre.

ble les armées du gouvernement de la Défense. Car si certaines informations tendaient à montrer la France divisée entre plusieurs gouvernements et le Midi échappant à l'autorité du pouvoir central, d'autres annonçaient au contraire que de nouvelles troupes avaient commencé la lutte sur la Loire et que la levée en masse était une réalité. Chacun restait libre de préférer telle au telle version : c'était affaire de tempérament et d'opinions politiques. Les généraux croyaient, pour la plupart, à la vanité de tout effort militaire; les conservateurs affirmaient que seul le comte de Chambord pourrait sauver le pays menacé de dissociation et se résignaient à une paix qui, croyait-on, n'exigerait point l'annexion de Metz; mais la majorité des Messins étaient plutôt séduits par les patriotiques illusions qui animaient les partisans de la résistance à outrance, et chaque fausse nouvelle d'une grande victoire française les trouvait prêts à espérer encore le triomphe final.

Mais les négociations entamées par Bazaine touchaient à leur fin. Metz crut pendant plusieurs jours que l'armée allait quitter ses environs par suite d'une convention, et que la résistance de la place continuerait (35). C'est seulement dans l'après-midi du 26 octobre que la vérité fut connue : la capitulation pure et simple des troupes et de la ville. On n'avait pas cru qu'une pareille éventualité se produirait, et le sentiment de stupeur indignée fut unanime. Le Conseil municipal se réunit pour entendre Cofinières lui faire un tableau volontairement pessimiste de la situation du pays : Paris encerclé, Soissons et Sélestat pris, 1.200.000 Prussiens décidés à envahir le Midi, le gouvernement divisé, des troubles dans les grandes villes, Rouen appelant dans ses murs une garnison allemande! (36). Le lendemain, le Conseil fut saisi d'une pétition de la garde nationale : « Elle espère que cette capitulation n'a pas été signée, surtout dans ces conditions... Elle offre son concours à l'armée pour continuer une défense, même désespérée ». Mais il était trop tard : l'irréparable était accompli, et le manque de vivres ne permettait point d'échapper à la reddition.

Dans la soirée du 26 octobre, l'hôtel du Nord avait été pourtant le théâtre d'une dernière tentative (37) : à l'instigation d'un capitaine de carabiniers, un mouvement contre Bazaine avait été envisagé. Un commandant de la garde nationale avait parlé de battre le rappel, et le bouillant officier, jetant sa croix d'honneur sur la table, s'était écrié : « Qu'on

(35) *Vœu National*, 23 octobre.

(36) Il y a là un mélange de vraies et de fausses nouvelles, de détails saugrenus — la prise de Sélestat — qui montre le trouble des esprits.

(37) ROSSEL (L.), *La capitulation de Metz* (Marches de l'Est, 1910). Au sujet du rôle éventuel de la garde nationale, il faut noter que ses chefs de 1870 avaient été nommés par le commandant supérieur et non plus élus comme ils l'étaient avant 1851.

sonne le tocsin, aux armes ! ». Les timorés s'étaient esquivés, et une conférence avait eu lieu entre quelques officiers supérieurs de la milice bourgeoise : mais leur résolution n'était pas à la hauteur des circonstances, et même les plus républicains, les plus ardents en paroles, constatèrent qu'il n'y avait rien à faire. C'était d'ailleurs l'avis de Rossel, qui pensait seulement à une sortie en masse, à une fuite vers la France non envahie. Une soixantaine d'officiers se réunirent dans un café pour préparer le mouvement : mais le général Clinchant, sur qui l'on comptait, ne se montra pas, car il avait été ramené par l'intervention de Lebœuf et de Changarnier. Ce fut donc le colonel Boissonnet qui prit la parole et donna rendez-vous pour le lendemain aux gens résolus. La réunion du 28 octobre eut lieu aux bureaux du Génie ; on parvint à y inscrire quelque 6.000 volontaires pour la sortie, mais l'absence de Clinchant découragea la plupart des meneurs. Boissonnet déclara qu'il n'y avait rien à faire dans ces conditions. Des exaltés parlèrent alors d'aller exécuter Bazaine, de reprendre les drapeaux déposés à l'Arsenal. Le commandant Leperche convoqua enfin les « perceurs » à neuf heures du soir, sur la route, de Sarrebruck : il n'en vint que quelques dizaines, qui réussirent d'ailleurs à traverser les lignes prussiennes. Rossel, rencontrant le général Clinchant rue des Clercs, lui reprocha vivement son inertie ; il partit le lendemain, avec des vêtements civils, et alla se mettre à la disposition de Gambetta.

Les dernières scènes d'indignation publique se déroulèrent sur la place d'Armes, dans l'après-midi du 28 octobre (38). Pendant que délibérait le Conseil municipal, la surexcitation des Messins se donnait libre cours. L'officier de carabiniers conseillait aux gardes nationaux de ne pas rendre leurs armes, de se défendre eux-mêmes et de fermer les portes de la ville. Un jeune homme, monté sur un cheval blanc, les mains finement gantées, s'avança au milieu de la foule, la harangua et entonna la Marseillaise, après avoir tiré en l'air trois coups de pistolet. Un groupe de gardes nationaux avait pénétré dans la tour de Mutte, et avait mis en branle la cloche dont la voix grave appelait Metz aux armes. On acclamait un vieillard en redingote râpée, dont la barbe longue et inculte était l'indice de sentiments démocratiques, et dont le patriotisme intransigeant était symbolisé par le drapeau tricolore qu'il tenait à la main. Les journaux avaient paru encadrés de noir, et les plus violentes déclamations contre Bazaine y étaient reprises. On commentait le geste d'Emilien Bouchotte, refusant la croix d'honneur que le maréchal avait voulu lui accorder. Mais il était trop tard pour qu'un mouvement populaire messin eût des chances d'aboutir. Tous

(38) MULLER (N.), *Lettre d'un Messin sur le blocus de 1870*. En son mépris pour les sentiments populaires, du Barail (Tome III, p. 217) traite de « névropathes » les manifestants messins.

les esprits raisonnables comprenaient qu'il n'y avait plus qu'à se résigner et qu'à espérer. Félix Maréchal avait harangué ses concitoyens, pour les supplier de garder leur sang-froid, et d'autre part des précautions militaires avaient été prises. Deux bataillons de la garde impériale sortirent du Marché couvert et prirent position devant l'Hôtel de Ville. L'armée restait disciplinée, et acceptait la capitulation.

C'est dans ces conditions que les troupes prussiennes entrèrent dans Metz, le 29 octobre 1870 : leur drapeau noir et blanc allait être arboré sur tous les forts. Les robustes soldats casqués, dont l'aspect contrastait avec le délabrement des troupiers français, défilaient déjà sur la place d'Armes, au cœur de la cité, alors qu'un détachement de lignards en pantalons rouges occupait encore les cours de l'Hôtel de Ville (39). Aux fenêtres de la maison commune, les conseillers municipaux, les yeux remplis de larmes, regardaient ce spectacle. Félix Maréchal, vieilli et malade, rongé par les angoisses patriotiques et les soucis municipaux, pouvait évoquer ce jour de juillet 1830, où dans son jeune républicanisme, il avait ramené de Gravelotte le courrier qui annonçait la révolution parisienne. Il revoyait l'instant où, aux acclamations de la foule, les Trois Couleurs avaient flotté au sommet de la Tour de Mutte. Le contraste était trop douloureux pour être supporté, et l'on comprend que tant de vieux Messins aient préféré l'exil en terre française à la vie dans leur ville conquise.

V. — La fin de la guerre et les dernières élections françaises

La chute de Metz ne terminait pas les opérations militaires en Moselle. Trois places y résistaient encore, Thionville, Longwy et Bitche. Les deux premières avaient pu longtemps communiquer entre elles, et même avec la France non envahie, par la ligne des Ardennes avant le désastre de Sedan, par Luxembourg ensuite. Thionville avait été l'objet d'une tentative prussienne dès le 15 août (40) ; quelques jours après, un vicaire y avait été accusé d'espionnage, arrêté, relâché, sans que les habitants qui le virent se promener avec des officiers ennemis, au lendemain de la capitulation, et devenir aumônier militaire allemand, aient jamais cru à son innocence. La place se trouvait commandée par un vieux colonel nonchalant, Turnier, qui passait le temps à jouer aux échecs au Café Français, où venaient parfois le trouver les émissaires envoyés par Bazaine. Le sous-préfet de Serres avait confié la mairie au vieux notaire Arnoult, qui avait combattu sous Napoléon I^{er} et dont les sentiments républicains s'étaient affirmés

(39) MARÉCHAL (*Madame*), *op. cit.*, 29 octobre.

(40) MULLER (F.), *Le blocus de Thionville en 1870* (Pays Lorrain, 1914-1919).

dès 1830. Ce fait explique que le gouvernement de la Défense, méconnu par les généraux de l'armée de Metz, ait été respecté à Thionville dès le début de septembre, et que la première proclamation du nouveau maire ait répété ces mots : « Vive la République ».

Pendant tout le mois de septembre, les communications restèrent d'ailleurs libres sur la rive gauche de la Moselle. On put même recevoir, le 25 de ce mois, trois trains, soit 96 wagons de vivres, que le gouvernement de la Défense avait réunis à Luxembourg pour servir à l'approvisionnement de Metz. On avait bien vu le maire d'Hettange-Grande tenter de s'opposer au rétablissement de la voie dans son village, que les Prussiens avaient menacé de brûler, mais cet exemple de faiblesse était exceptionnel. La garde nationale de Thionville avait fourni une cinquantaine de francs-tireurs, et son indignation contre la mollesse du colonel Turnier allait jusqu'à l'insulte. On vit même un soldat-citoyen coucher en joue le commandant de la place ! Enfin, au début d'octobre, l'investissement fut complet, et après la chute de Metz, il se resserra encore. Mais il fallut un violent bombardement, qui détruisit de nombreuses maisons, pour avoir raison de la résistance et amener la capitulation, qui fut signée à la fin de novembre. Les vainqueurs renvoyèrent dans leurs foyers les mobiles originaires de la région, jeunes gens qu'avaient commandés les notables du pays, par exemple Robert de Wendel qui servait comme capitaine (41).

Longwy fut attaqué après Thionville et résista jusqu'au 25 janvier, en dépit d'un bombardement qui endommagea cette petite ville, qui avait déjà tant souffert en 1815 et qui était appelée à subir, en 1914, une destruction complète. Enfin la petite place de Bitche, dominée par son fort, tint bon jusqu'aux préliminaires de paix (42). Elle avait, sous les ordres du colonel Teyssier, une garnison composite qui sut déjouer toutes les tentatives ennemies. Après quelques assauts, l'attaque se réduisit d'ailleurs à un blocus assez lâche (43). Les soldats de la landwehr qui l'assuraient n'avaient en effet rien de redoutable. Là aussi, le gouvernement de la Défense avait été reconnu, par un mouvement naturel qui portait à rester toujours en plein accord avec l'ensemble du pays. La place ne capitula jamais : c'est par ordre du ministre de la Guerre qu'elle ouvrit ses portes aux vain-

(41) Le colonel Turnier fut blâmé par la Commission d'enquête sur les capitulations.

(42) GUÉSQUIN (E.), *Bitche et ses défenseurs*.

(43) BARRÈS (M.), *Mes cahiers*, tome II, p. III. Un notaire de Bitche raconta à Barrès, en 1899, l'anecdote suivante : « Pendant le siège, je suis venu, avec ma femme et des parents, déjeuner avec le commandant de Bitche, M. Teyssier, et je suis ressorti le même jour, passant à côté des Prussiens qui ne me dirent rien. » Résumant ses impressions, Barrès a écrit : « Pendant onze jours, bombardement, et puis comédie ».

queurs, et que la garnison, avec ses armes et son drapeau, regagna, le 27 mars 1871, la France non envahie en traversant les départements occupés. La résistance de Bitché n'est peut-être pas un grand événement militaire, mais elle reste un symbole du patriotisme mosellan.

Ce serait dépasser les limites de cet ouvrage que de rappeler dans quelles conditions fut négocié le traité de paix et comment s'installa dans les régions conquises l'administration allemande. C'est pourquoi nous ne chercherons pas à examiner une fois encore le redoutable problème qui reste posé à notre curiosité passionnée : Thiers aurait-il pu conserver Metz à la France, ne céder de la Lorraine que les régions de langue allemande ? On ne peut pourtant oublier que l'histoire de l'ancien département de la Moselle ne s'arrête pas à la capitulation de Metz, à la chute de Thionville et de Longwy. Bien qu'une ligne de démarcation eût déjà été tracée entre les territoires qui allaient être restitués à la France et ceux qui étaient destinés à servir de rançon à la Patrie, les élections du 8 février eurent encore lieu dans les conditions prescrites en 1848 : dans bien des communes, on alla voter après avoir fixé au chapeau la cocarde tricolore (44), et le résultat fut une affirmation solennelle de la volonté unanime du département de rester français.

Il n'y eut alors aucune distinction entre pays de langue allemande et de langue française, entre Metz, la grande ville passionnée, où le parti démocratique était puissant, et les campagnes de Sarreguemines, qui avaient si constamment soutenu l'Empire de leurs votes. C'est en vain que le *Vœu National*, l'organe du parti catholique et conservateur, conseilla de choisir des hommes d'ordre et non des « révolutionnaires exaltés », et qu'il proposa une liste de conciliation composée de bourgeois libéraux, d'orléanistes et de légitimistes. La Moselle, en dépit de l'invasion, se refusait à la paix, et c'est pour prouver qu'elle ne se résignait pas, qu'elle fit triompher les candidats républicains : autour de Gambetta, qui réunissait 55.000 voix, se groupaient le négociant Humbert, qui avait présidé en mai 1870 la grande réunion d'opposition au plébiscite — le frère de Dornès, l'ancien journaliste du *National* — le maire d'Ars, le docteur André, qui avait battu dans son canton, à la veille de la guerre, le candidat officiel — le docteur Bamberger, le fougueux polémiste anticlérical de *l'Indépendant*. La Lorraine allemande avait accordé un grand nombre de voix au général Crémier, dont l'avancement prodigieux était dû aux services qu'il avait rendus au gouvernement de la Défense. Ces résultats, obtenus sans campagne électorale, avaient une valeur symbolique : ils ne prouvaient certes pas que les campagnes de la Moselle fussent

(44) TOUSSAINT (M.), *Sierck pendant la guerre*.

devenues définitivement républicaines, mais ils montraient que le désastre avait porté à son paroxysme le sentiment national, et que l'impulsion qui venait du chef-lieu était favorable au régime nouveau. Car Metz continuait à vibrer à l'unisson de la France, et, avec la plupart des grandes villes, elle était prête à lutter pour la République, au moment où le sort l'arrachait aux luttes politiques.

Les circonstances allaient en effet transformer profondément la situation dans tout le département de la Moselle: dans la région demeurée française, la proximité de l'ennemi devint le fait dominant, tandis que dans celle qui subit l'annexion, le souvenir des anciennes divisions fit place à une sorte d'union sacrée dans le deuil et la tristesse. Les visiteurs venus de l'Ouest ne virent plus dans Metz qu'une ville désaffectée (45), qu'une cité provinciale morose, qu'animait seulement la présence du vainqueur. L'ancien équilibre français, le mélange de patriotisme et d'esprit frondeur, les luttes entre les partisans des idées révolutionnaires et les conservateurs cléricaux, tout cela fut oublié. La France continua d'agir par son souvenir, mais sa présence réelle disparut. Le patriotisme, qui était action et souvent passion politique, devint une sorte de religion: rien ne dépeint mieux cette transformation, qui a échappé aux contemporains, que ce petit fait, par lequel il nous plaît de conclure ce chapitre. J'écris ces lignes dans une maison d'Ancy-sur-Moselle, village de vigneronns dont les toits de tuiles s'abritent au pied de la côte calcaire: pendant 48 ans, le propriétaire de cette demeure y cacha le drapeau tricolore qu'il avait enlevé de la mairie, le jour de l'arrivée des Prussiens. Cet homme était un notable du pays, membre du Landesausschuss, conseiller général; il dut bien souvent, dans l'intérêt de ses électeurs et de son petit pays, traiter avec l'autorité allemande de questions administratives, et même entretenir avec elle des rapports corrects. Le fait qu'il conservait dans un tiroir le drapeau frangé d'or, portant cette inscription: « Empire Français », le séparait profondément, mystiquement, des vainqueurs.

Mais à quelques kilomètres de là, dans les villages exactement semblables de la Meurthe-et-Moselle, pour une population qui avait les mêmes coutumes, le même accent chantant de la Lorraine nancéienne ou messine, la France n'était point qu'une mystique: elle était la réalité, la vie quotidienne, le faisceau des lois et des règlements administratifs, l'école laïque ou la séparation des Eglises et de l'Etat. Le contraste matériel entre des régions qu'unissaient toujours mille liens spirituels, mille souve-

(45) Maurice Barrès a écrit, dans *Colette Baudouche* (p. 12, édition Nelson): « Jamais je ne passe le seuil de cette ville désaffectée sans qu'elle me ramène au sentiment de nos destinées interrompues ».

nirs communs, explique pourquoi deux départements que seule la conquête avait séparés, risquaient de glisser sur des pentes divergentes ; le caractère particulier de la Lorraine allemande, la germanisation progressive de Metz et des centres industriels menaçaient d'accentuer cette lente séparation. N'est-ce point là l'histoire du Canada Français, qui a fini par pavoiser avec les Trois Couleurs, sans leur attribuer aucune signification politique ? En dépit de la volonté patriotique des hommes, les faits — et non seulement une propagande germanique qu'il eût été facile de rejeter — menaient à l'accentuation des contrastes : mais il s'est trouvé que l'œuvre du temps a été interrompue par les événements les plus inattendus de l'Histoire. En septembre 1918, une armée américaine a commencé à descendre la Moselle, chassant l'ennemi des plaines de Woëvre, et quelques jours après l'armistice, les troupes françaises sont rentrées dans le Pays Messin, dans ce village d'Ancy, où rien n'avait changé en apparence, depuis 48 ans. Le vieux drapeau de l'Empire a été porté à l'église et suspendu dans la nef : il y est bien à sa place, comme le symbole d'une fidélité toute spirituelle, qui ne suffit plus à l'heure actuelle. Victorieuse, la France s'est trouvée obligée de reprendre l'action matérielle qui est le rôle de tout gouvernement ; elle a dû le faire, tant dans le domaine scolaire, pour la pénétration de la langue nationale aux frontières du département, que dans le domaine économique, par la construction de la voie ferrée de Lérrouville à Arnaville, et du canal de la Moselle. Elle n'a d'ailleurs rien innové en ces matières, mais seulement renoué le présent à la chaîne des véritables traditions d'un pays qui s'est vanté pendant des siècles d'être le bastion avancé de la France, d'une ville qui, par sa civilisation, par ses luttes politiques, par son esprit d'économie prudente, par son caractère patriote et passionné, résumait en elle-même les qualités et les défauts de la Nation (46).

(46) Ces lignes étaient écrites depuis un an lorsque M. Edouard Herriot, président du Conseil, a donné, dans le remarquable discours qu'il prononça à Metz le 14 août 1932, lors de l'inauguration du canal de la Moselle, une définition lapidaire de la ville dont il était l'hôte : « Metz, c'est la France à l'état pur ». Tout lecteur de cet ouvrage, en particulier de son chapitre II, souscrira à cette formule.

CONCLUSION

Parvenu au terme de cette étude, je ne me dissimule pas ce qu'elle peut avoir d'incomplet. La vie d'une grande ville et d'un département est en effet un objet trop complexe pour qu'un observateur puisse avoir la prétention de l'examiner sous toutes ses faces ; les archives de la Moselle et celles de la ville de Metz renferment, pour la seule période envisagée ici, un si grand nombre de dossiers, qu'un choix y est nécessaire, et il reste toujours possible que cette discrimination ait négligé des documents intéressants, des points de vue importants. Je souhaite seulement n'avoir laissé dans l'ombre rien d'essentiel, en reconnaissant d'ailleurs qu'il reste place après cet ouvrage pour de nombreuses monographies, dont tels faits que j'ai indiqués sommairement formeraient la matière. J'ai tenu, en effet, à étudier une période assez longue, afin de dégager les grandes lignes d'une évolution — et il se trouve que le département de la Moselle, dans sa diversité économique et linguistique, me donnait un champ d'action étendu. Son histoire permet donc de souligner cette première indication générale : au risque de briser l'unité du récit, la vie d'une région doit être envisagée sous des angles divers, dans une succession de chapitres qui sont comme les facettes d'un même prisme. Sauf dans les grandes villes, ou en certains moments historiques particulièrement émouvants, le point de vue politique reste au second plan, tandis que les questions économiques ou administratives retiennent presque constamment l'attention. De cet ensemble se dégage une impression de complexité, aggravée par les répercussions de telle catégorie de faits sur telle autre : de perpétuelles redites sont difficiles à éviter, et si les rapprochements nécessaires n'ont pas toujours été indiqués au cours de ces volumes, le lecteur les fera aisément de lui-même. L'enchevêtrement des idées devient d'autant plus inextricable, sur le plan départemental, et plus encore sur le plan communal, qu'il n'y est pas seulement question d'institutions, de principes, mais aussi et surtout de personnes, de simples particuliers qui ne peuvent passer pour ce qu'on est convenu d'appeler des personnages historiques. Il s'agit d'intérêts privés, de relations directes d'un fonctionnaire et d'un administré, de mille traits de la vie quotidienne. L'étude d'un département nous fait ainsi descendre des sommets où, trop artificiellement, demeurent la plupart des ouvrages généraux : le conflit du spirituel et du temporel y devient l'hostilité entre un maire et un curé, la rivalité de deux civilisations s'y symbolise dans le sermon d'un prêtre qui fait brûler les livres français, dans les efforts d'un instituteur qui met à l'amende

les enfants surpris à parler dialecte. L'obligation d'examiner mille petits faits interdit évidemment la belle continuité du récit académique : mais n'est-ce pas la seule méthode qui puisse renouveler, par une série d'études régionales, de monographies limitées dans leur objet, notre connaissance du passé, et qui puisse rendre compte de l'infinie variété de l'histoire.

L'étude des questions administratives occupe dans toute histoire départementale une place importante. C'est un domaine à peu près illimité, car, en dernière analyse, il conduit à l'examen de cas individuels. L'administration n'est pas une abstraction, mais elle pénètre dans la vie de chaque citoyen : l'observateur est donc obligé de n'en tracer qu'un tableau schématique, de ne rechercher que quelques conclusions générales. La première qui semble s'imposer corrige les idées si largement répandues sur l'origine des institutions de la France contemporaine. Derrière Taine, on a souvent cru que Napoléon, dans un double effort de limitation et de continuation de la première République, avait créé un système définitif, dans lequel notre pays étouffait depuis lors. Or quiconque examine dans le détail la vie locale, est surtout frappé de l'importance de l'évolution que connut le xix^e siècle entre 1830 et 1870. Les noms demeurèrent ceux que l'Empereur avait choisis, que la Révolution lui avait légués, départements, préfets, conseils généraux, mais l'esprit changea, et dans un cadre en apparence immuable s'introduisirent de nouvelles institutions. A la lumière des transformations réalisées par la Monarchie de Juillet et le Second Empire, l'état napoléonien apparaît comme encore rudimentaire. Il se chargeait évidemment de rendre la justice, de lever les conscrits, de percevoir les impôts, selon des formes qui ont été longtemps conservées : mais l'impulsion qu'il donnait aux institutions municipales, son intervention dans le domaine de l'école et des travaux publics, restaient limités à un contrôle stérile. Un auteur allemand a soutenu que Napoléon I^{er} avait créé en France une sorte de socialisme d'Etat (1) : il est à craindre que cet érudit ne se soit laissé abuser par la manie des statistiques — plus souvent fausses qu'exactes — qui commença à sévir sous l'Empire. En fait, la vie économique, la vie sociale restèrent encore longtemps étrangères au domaine de l'Etat, et le régime napoléonien était moins résolument orienté vers l'avenir qu'on ne l'a cru. Était-il vraiment la suite de la Révolution, sinon en politique étrangère — n'était-il pas plutôt la préface d'un nouvel Ancien Régime, appuyé par la noblesse et la haute bourgeoisie, représenté par des préfets successeurs des intendants ? Telle

(1) DARMSTAEDTER (F.), *Die Verwaltung des Unter-Elsasses unter Napoléon I.* (Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, XVIII, 1903-1904).

est la question qui se pose irrésistiblement, sans qu'il soit d'ailleurs possible de la résoudre ici.

Il est un autre problème que l'histoire administrative présente à notre curiosité : c'est celui de la centralisation, de cette tutelle exercée par les fonctionnaires de l'Etat ou des communes sur la vie régionale. Or il semble que nos pères en aient très peu souffert au cours de la première partie du XIX^e siècle. Ce trait, d'ailleurs commun au système napoléonien et à l'Ancien Régime, correspondait à leurs habitudes, et sa nécessité était justifiée par l'inertie dont ils firent preuve chaque fois que la loi voulut leur confier une surveillance bénévole. Rien de ce qui ne se rapporte pas directement à un intérêt privé n'a pu être réalisé autrement que par un corps de fonctionnaires. L'idéal du self-government réclame des citoyens un dévouement à la chose publique qui se rencontre rarement, une capacité encore moins fréquente dans les campagnes que dans les villes : c'est pourquoi il fallut faire appel à des spécialistes, rétribués par le budget, chaque fois que l'on voulut créer une œuvre nouvelle, mieux organiser l'école, améliorer les moyens de communication ou le fonctionnement des institutions charitables. Il n'y a que l'Eglise qui ait montré assez de cohésion, qui ait réuni des hommes animés d'un zèle assez ardent et assez continu, pour faire exception à cette règle. On arrive ainsi à cette conclusion que si la tutelle administrative a causé parfois des lenteurs, elle n'en a pas moins été un agent de progrès essentiel, en même temps qu'un élément peut-être indispensable à l'unité nationale. Il faut d'ailleurs ajouter que la centralisation n'a jamais été en pratique ce qu'elle semble être en théorie, une armature anonyme, indifférente aux besoins des diverses régions, semblable à elle-même sous tous les climats. En réalité, elle a toujours laissé une place considérable aux influences locales, à tel point que s'est révélé vain l'effort que firent, dans un but politique, les administrateurs du Second Empire pour se libérer de la tutelle des notables. En un mot, les institutions de la France centralisée du XIX^e siècle étaient plus humaines qu'on ne serait parfois tenté de le croire. Il y avait en elles plus de souplesse que ne le révèle un examen superficiel. Une remarque s'impose néanmoins : la très forte unité de civilisation qui existait depuis plusieurs siècles dans les classes dirigeantes, bourgeoisie et noblesse, avait éliminé de la vie locale tout ce que notre époque nomme régionalisme. C'était pour les Messins une fierté traditionnelle de représenter intégralement la France, et c'est seulement dans les profondeurs du milieu paysan de la Lorraine allemande qu'un observateur aurait pu discerner des aspects particuliers, qui ne jouaient point avant 1870 un rôle effectif, mais qui étaient appelés à s'accroître, autant pour une raison générale, la poussée démocratique, que pour une motif particulier, l'annexion à l'Allemagne.

Il est une remarque qui est revenue plusieurs fois sous ma plume au cours de cet ouvrage : la Restauration, étudiée dans le détail de l'histoire locale, paraît un régime encore profondément étranger à notre conception de l'Etat moderne, et médiocrement novateur. Evidemment, elle a assuré à la France, et en particulier au département de la Moselle, un bien précieux : la paix ; mais elle ne semble pas s'être vivement préoccupée de tirer de cette situation tous les avantages qu'elle comportait. Ses administrateurs ont maintenu intégralement le système napoléonien de justice, police et finances, sans donner aux autres services publics les développements que l'état de guerre avait interdit de réaliser. Dans tous les domaines — sauf en ce qui concerne le traitement des hauts fonctionnaires, des évêques et des chanoines — elle a suivi une politique d'économies, peut-être fort louable, mais assez rarement constructive. Les progrès scolaires, les travaux publics, l'organisation de la bienfaisance, n'ont pas été au niveau des possibilités d'un grand pays et d'un département prospère. Il n'est pas jusqu'aux transformations économiques qui, en dépit de l'activité personnelle de François de Wendel, n'aient été plus médiocres qu'on ne pouvait l'espérer. Il apparaît d'ailleurs que les autorités locales, un préfet comme le comte de Tocqueville, un maire comme M. de Turmel, ont souvent fait preuve de plus de hardiesse que les bureaux de Paris, demeurés les gardiens sévères des habitudes napoléoniennes. En résumé, l'exemple de la Moselle permet de penser que la Restauration ne mérite peut-être pas tous les éloges qu'il est de mode de lui décerner aujourd'hui.

Le caractère de la Monarchie de Juillet apparaît très différent : elle s'est montrée, dans le détail de la vie administrative, soucieuse d'évolution et de progrès ; ses fonctionnaires ont beaucoup travaillé et ils ont laissé une trace durable de leur activité. Les institutions napoléoniennes, au fond si différentes de celles que nous connaissons au ^{xx}^e siècle, ont commencé à être débordées par un esprit nouveau, qui se manifesta en politique aussi bien que dans la vie économique. La révolution de 1830, dont certains cherchent à faire un incident sans portée, fut au contraire une secousse salutaire qui réveilla les énergies nationales, qui secoua l'inertie et la timidité des pouvoirs publics. Si paradoxale que cette affirmation puisse paraître, il est possible qu'au point de vue de l'histoire de notre pays, la crise des Trois Glorieuses ait été plus importante que celle de 1848, qui apporta plus de changements dans les mots que dans les faits. L'exemple de Metz et de la Moselle, l'étude de l'évolution administrative conduisent à cette opinion que c'est de 1830 que date le début de la conception moderne de l'Etat. Mais il va de soi que le mouvement de réveil qu'ouvrirent les journées de Juillet ne porta tous ses fruits qu'avec le temps ; or, si l'on néglige certains aspects de politique générale et les

différences de phraséologie, la solidarité entre l'administration des préfets de Louis-Philippe et celle de leurs successeurs sous Napoléon III apparaît évidente. La même volonté de progrès, d'intervention toujours plus active de l'Etat dans des domaines qui restaient jadis négligés par lui, se retrouve sous les deux régimes qui ont vraiment constitué la France contemporaine, avec les traits que nous lui connaissons. Il convient de ne jamais oublier que la révolution industrielle n'avait nullement coïncidé avec la révolution politique : l'intervalle de temps qui existe entre elles explique pourquoi l'étude de la vie régionale sous tous ses aspects éloigne de l'opinion qu'à la base de toutes nos institutions, il y a Napoléon I^{er} et la révolution de 1789. A la lumière de mille petits faits, le Second Empire, surtout dans sa période libérale, semble étonnamment proche de nous, et l'abîme que les événements politiques paraissent creuser entre la Troisième République et le régime qui la précéda, se comble jusqu'à laisser apparaître une continuité, qui n'étonne pas si l'on songe à la lenteur de toute évolution historique, au caractère peut-être superficiel de la plupart des crises du gouvernement central. En résumé, on peut dire qu'après la politique hésitante et conservatrice de la Restauration, quarante ans de transformation avaient abouti, dans le vieux cadre du département, à une conception nouvelle du rôle de l'Etat. A l'origine de cette évolution, il y avait d'ailleurs souvent des idées lancées par la grande révolution de la fin du XVIII^e siècle, mais restées longtemps en dehors des institutions.

Le Second Empire, au cours des chapitres de cet ouvrage, apparaît proche de nous non seulement en matière administrative, mais aussi dans le domaine des mœurs et de la politique. Sous la Restauration, la vieille France vivait encore, avec ses traditions rurales, ses familles aristocratiques, sa bourgeoisie raisonneuse et voltairienne. Mais depuis la Révolution, l'isolement de l'individu y était complet : il n'existait nul groupement corporatif, nulle société musicale ou sportive. Les coutumes étaient presque celles du XVIII^e siècle. En un mot, il s'agissait d'un monde fort différent de celui dans lequel nous vivons. A la veille de 1870, tout avait été bouleversé : l'ancien voltairianisme avait disparu, et la libre pensée militante commençait à combattre la puissance cléricale renouée, ou même l'esprit religieux dans ses formes les plus nobles. Metz oubliait le rêve des conquêtes rhénanes, et le problème de la paix y était discuté sous sa forme actuelle. Des conférences de Saint-Vincent de Paul jusqu'aux Régates messines, de la Ligue de l'enseignement jusqu'à la société des vélocipédistes, des groupements toujours plus nombreux reconstituaient un aspect de la vie sociale en décadence depuis des siècles, et même longtemps totalement effacé. L'un des plus grands bouleversements des moyens de trans-

port et des techniques industrielles qu'ait connu notre pays était réalisé, et le problème de la transformation agricole se posait en même temps que celui de la dépopulation, au moment où la métallurgie lorraine conquérait la première place en France, avant de la conquérir en Europe. C'est ainsi que l'histoire locale révèle la profondeur de la coupure qui sépare l'ancienne vie des formes nouvelles de la civilisation. Il reste difficile d'en fixer la date avec précision : on peut seulement affirmer qu'elle se place sous la Monarchie de Juillet.

Le terme d'histoire locale est-il propre à définir l'ensemble des faits que j'ai tenté d'exposer au cours de cet ouvrage. Ne lui attribue-t-on pas souvent un sens péjoratif, en n'y voyant qu'un genre secondaire. Or j'espère que l'exemple de Metz et de la Moselle montre que l'étude d'un département permet d'aborder les problèmes les plus variés, d'apporter une contribution utile à la connaissance du passé, et pas seulement des petits faits dont l'intérêt n'est perceptible que pour les habitants de telle ville ou de telle province. Pour n'être pas des personnages historiques, des hommes comme Emile Bouchotte, comme l'inspecteur d'académie Hanriot, comme le chirurgien Morlanne, n'en sont peut-être pas moins intéressants, car ils représentent parfaitement une certaine catégorie d'esprits. Penché sur le détail de la vie d'une cité ou d'un village, l'observateur n'analyse-t-il pas les institutions d'un point de vue qui complète celui que peut avoir l'historien des milieux dirigeants de la capitale. L'application des lois est-elle moins intéressante que leur vote ? Enfin l'histoire d'un département n'est-elle pas animée par mille incidents qui se rattachent à des idées plus générales ? En particulier, quand ce département s'appelle la Moselle, quand son chef-lieu s'appelle Metz, le récit des événements qui s'y déroulèrent n'est-il pas traversé par trois invasions étrangères et terminé par une des crises les plus douloureuses de notre histoire nationale ? Dans la liste des hommes qui y jouèrent un rôle, il n'est pas que d'obscurs comparses. Tel site messin n'est pas chargé de moins d'histoire que ceux de la capitale : c'est ainsi que je ne puis entrer dans la préfecture de la Moselle, par cette porte que dominent toujours les deux aigles du Second Empire, qui ne seraient pas là si Bazaine n'avait point refusé d'adhérer au gouvernement de la Défense, sans évoquer les ombres de M. de Calonne, qui fut intendant des Trois-Évêchés — de Napoléon I^{er}, qui y rassura en 1812 un préfet pessimiste — du duc de Berry qui y injuria un officier — de Wellington, qui y dina après avoir inspecté l'armée d'occupation — de Charles X, qui sourit galamment, vieux chevalier encore svelte, aux jeunes filles de l'aristocratie messine. Louis-Philippe, la duchesse Hélène d'Orléans, Napoléon III en sa triple silhouette

LÉGENDE

- 1 Magasins militaires.
- 2 Écuries.
- 3 Manège.
- 4 Casernes d'infanterie.
- 5 Église St Simon.
- 6 Caserne de Cavalerie.
- 7 Hôpital militaire.
- 8 Hangars militaires.
- 9 Buanderie.
- 10 Douanes.
- 11 Magasin de campement.
- 12 Aile St Constance.
- 13 Collège.
- 14 Église St Vincent.
- 15 St Clement.
- 16 Manège.
- 17 Caserne.
- 18 Manufacture.
- 19 Hôpital Bon secours.
- 20 Théâtre.
- 21 Moulins (caneaux).
- 22 Présidence.
- 23 Laines de la Ville.
- 24 Marché couvert.
- 25 Cathédrale.
- 26 Administration militaire.
- 27 Hôtel de Ville.
- 28 Quartier Général.
- 29 Ecoles municipales.
- 30 Marché aux légumes.
- 31 Eau de la Visitation.
- 32 Bibliothèque et Musées.
- 33 La Motte.
- 34 Mont-de-Piété.
- 35 Temple protestant.
- 36 Église St Niquier.
- 37 Synagogue.
- 38 Eau du Sacre Louis.



de prince président, d'arbitre de l'Europe, de vaincu, y ont passé. Plus près de nous, voici le comte Henckel de Donnersmarck, qui promenait la Païva en phaéton dans les rues de la cité conquise, voici Guillaume I^{er} et son petit-fils, salués par les acclamations des immigrés, et voici le président Poincaré, entouré des chefs des armées alliées ! Cet exemple montre que la vie d'un département est un sujet plus large qu'on ne le croit parfois. Il me fait penser à un toast improvisé par M. Henri Pirenne, à la fin d'un banquet qui clôturait un congrès historique : le maître y rappelait qu'il n'existait pas, en réalité, de cloisons étanches dans l'étude de l'Histoire, que la fragmentation en périodes, antiquité, moyen-âge, monde moderne ou contemporain, devait s'effacer devant un regard d'ensemble. Il faut de même que l'horizon de l'histoire locale s'élargisse, que le domaine de l'histoire générale s'approfondisse, et que la délimitation des deux genres ne paraisse plus que le résultat d'une nécessité pratique, utile à la clarté du récit.

Je souhaite enfin que cet ouvrage montre que la centralisation administrative de la France moderne, que son unité profonde de sentiments et de civilisation, n'a nullement réduit la Province à n'être qu'une annexe de la capitale. L'exemple de la Moselle prouve qu'un département avait, dès la première moitié du xix^e siècle, sa personnalité financière et économique, et que lorsque son chef-lieu est une ville jalouse de son rang, rivale de ses voisines, il est bien difficile de faire de l'histoire régionale autre chose que la juxtaposition plus ou moins artificielle de plusieurs histoires départementales. L'ancienne Moselle se refuse à entrer dans le cadre de la Lorraine traditionnelle ou de l'Alsace-Lorraine bismarckienne : elle a été pendant soixante ans une unité distincte, et elle le serait encore sans le traité de Francfort. Même au point de vue purement politique — le plus fertile en anecdotes, mais non le plus profondément intéressant — le cas de Metz montre que l'étude d'une ville peut offrir un tableau vivant, souvent passionné. Mais ce tableau n'est jamais qu'une face d'une histoire plus générale, celle de la Nation Française. Tous les lecteurs de cet ouvrage auront été frappés du parallélisme qui exista, pendant les 70 premières années du xix^e siècle, entre la vie de la Moselle et celle de l'ensemble du pays. Ce phénomène apparaît d'un ordre tellement naturel qu'il permet de mesurer quelle fut la profondeur de la blessure que la France reçut en 1870, de comprendre que le retour de Metz et de la Moselle à leur patrie fut un acte de haute justice, et non la satisfaction d'un nationalisme conquérant.

Vu, le 23 octobre 1931.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE LIEUX⁽¹⁾

A

- Adaincourt, ct. de Faulquemont, t. II, p. 268.
- Ain (dép. de l'), t. II, p. 23.
- Aisne (dép. de l'), t. I, p. 288; t. II, p. 275, 325, 328.
- Aix-en-Provence, t. I, p. 278; t. II, p. 316.
- Aix-la-Chapelle, t. I, p. 182, 333.
- Albestroff (Meurthe), t. II, p. 206, 243.
- Alger (Algérie), t. I, p. 25, 52, 218, 356, 367, 400, 433, 455; t. II, p. 132, 133, 135.
- Allemagne, t. I, p. x, 21, 22, 26, 35, 42, 52, 129, 150, 163, 170, 171, 174, 176, 177, 179, 183, 185, 192, 193, 226, 235, 236, 384, 418, 424, 431, 437, 447, 468, 469, 474, 475, 476, 482; t. II, p. 220, 233, 234, 235, 243, 265, 267, 273, 275, 276, 277, 279, 289, 308, 311, 351, 362, 383.
- Alpes (dép. des Hautes-), t. II, p. 19.
- Alpes-Maritimes (dép. des), t. II, p. 39.
- Alsace, t. I, p. VIII, 2, 3, 7, 12, 25, 26, 35, 43, 44, 45, 95, 123, 129, 140, 149, 165, 175, 176, 192, 212, 227, 305, 407, 438, 461, 476; t. II, p. 183, 227, 229, 233, 234, 240, 241, 243, 258, 263, 268, 282, 287, 288, 349, 350, 351, 352, 356, 357, 364.
- Alsace-Lorraine, t. I, p. x; t. II, p. 167, 387.
- Altroff, ct. de Metzervisse, t. II, p. 263.
- Amanvillers, ct. de Metz t. I, p. 119; t. II, p. 291.
- Amérique, t. I, p. 22, 23, 24, 25, 38, 139, 177, 183, 218, 327; t. II, p. 106, 265.
- Amiens, t. II, p. 20, 201.
- Amsterdam, p. 175.
- Ancy-sur-Moselle, ct. de Gorze, t. I, p. 147, 149, 321, 366, 413; t. II, p. 144, 158, 159, 160, 166, 261, 336, 366, 379, 380.
- Angers, t. I, p. 35; t. II, p. 317.
- Angevillers, ct. de Cattenom, t. II, p. 104.
- Angleterre, t. I, p. 160, 163, 186, 188, 218, 355, 384, 402, 469; t. II, p. 285, 287, 289.
- Annecy, t. II, p. 326, 330.
- Antilly, ct. de Vigy, t. I, p. 111; t. II, p. 138.
- Anvers, t. I, p. 389; t. II, p. 275, 276, 285.
- Apach, ct. de Sierck, t. I, p. 183.
- Apremont (Ardennes), t. I, p. 247.
- Ardennes (dép. des), t. I, p. 96, 442; t. II, p. 71, 75, 99, 100, 128, 167, 175, 187, 192, 323, 324.
- Argancy, ct. de Vigy, t. II, p. 278, 346.
- Arlon (Luxembourg belge), t. I, p. 11, 445; t. II, p. 285, 286, 287.
- Arnaville (Meurthe), t. I, p. 285; t. II, p. 61, 89, 274, 275, 276, 277, 289, 291, 292, 380.
- Arry, ct. de Gorze, t. I, p. 111, 232; t. II, p. 27, 131.
- Ars-Laquenexy, ct. de Pange, t. I, p. 158, 269.
- Ars-sur-Moselle, ct. de Gorze, t. I, p. 6, 35, 37, 39, 42, 106, 113, 149, 183, 214, 217, 230, 232, 239, 240, 241, 242, 244, 246, 248, 325, 387, 440, 445, 449, 476, 480, 489; t. II, p. 104, 107, 144, 193, 283, 284, 291, 305, 312, 350, 378.
- Artois, t. I, p. 96, 131.
- Atlantique (Océan), t. II, p. 285, 289.

(1) Les noms de Metz et du département de la Moselle, qui reviennent presque à chaque page de cet ouvrage, n'ont pas été portés dans l'index. Les noms des communes de la Moselle sont suivis de l'indication du canton auquel elles appartenaient avant 1871.

Aude (départ. de l'), t. II, p. 18.
 Audun-le-Roman, CT., t. I, p. 6, 52;
 t. II, p. 293, 335.
 Audun-le-Roman (ct. d'), t. I, p. 31, 108,
 112, 151, 426, 431; t. II, p. 66, 200.
 Audun-le-Tiche, ct. d'Audun, t. I, p. 37,
 187, 196, 204, 230, 233, 235; t. II,
 p. 217.
 Augny, ct. de Metz, t. I, p. 159, 267.
 Augsburg, t. I, p. 451.
 Aurillac, t. II, p. 23.
 Austrasie, t. I, p. 32.
 Autriche, t. I, p. 2, 384, 402, 456, 458.
 Auxerre, t. I, p. 469.
 Avignon, t. II, p. 20.

B

Baccarat, t. I, p. 185, 186, 187, 221.
 Bade, t. I, p. 213.
 Baden-Baden, t. I, p. 93.
 Baerenthal, ct. de Bitche, t. I, p. 38, 43,
 117, 191, 227; t. II, p. 349.
 Bambidestroff, ct. de Faulquemont, t. II,
 p. 190.
 Banning, ou Bannay, ct. de Boulay, t. II,
 p. 158.
 Ban-Saint-Martin, ct. de Metz, t. I, p.
 33, 54, 61, 78, 79, 158, 267, 304; t. II, p.
 362, 370, 372.
 Bar-le-Duc, t. I, p. 2, 3, 88, 161, 356;
 t. II, p. 244, 271, 274, 275.
 Baronville, ct. de Gros-Tenquin, t. II,
 p. 241, 267.
 Barrois, t. I, p. 2, 5.
 Barst, ct. de Saint-Avold, t. I, p. 138.
 Batilly, ct. de Briey, t. II, p. 140, 189,
 326.
 Bavière, t. I, p. 4, 26, 469; t. II, p. 140,
 189, 326.
 Bavière rhénane, t. II, p. 267.
 Bayonville (Meurthe), t. II, p. 61.
 Bazeilles (Ardennes),
 Bazoncourt, ct. de Pange, t. I, p. 419,
 423.
 Beauregard, près de Thionville, t. I,
 p. 101, 152; t. II, p. 227, 243, 251, 286.
 Béchy, ct. de Verny, t. II, p. 225.
 Belfort, t. I, p. 235, 341.
 Belgique, t. I, p. 4, 26, 96, 150, 163, 179,
 199, 205, 209, 210, 213, 221, 225, 229,
 233, 238, 239, 372, 384, 398, 470; t. II,
 p. 285, 286.
 Belley, t. II, p. 328.
 Bendorf, près de Coblenz, t. I, p. 192.
 Berig, ct. de Gros-Tenquin, t. I, p. 118.
 Berg (Pays de), t. I, p. 183.
 Berlin, t. I, p. 43, 373, 386, 470, 476;
 t. II, p. 277, 300, 362.
 Bertrange, ct. de Metzervisse, t. I, p. 111.
 Berweiler, ct. de Bouzonville, t. I, p. 196.
 Bettange, ct. de Boulay, t. II, p. 202.
 Besançon, t. II, p. 19, 324.
 Beuvange-sous-St-Michel, ct. de Thionville,
 t. I, p. 110.
 Beuveille, ct. de Longuyon, t. I, p. 22.
 Bévoys (La Basse-), près de Metz, t. II,
 345.
 Bexbach (Palatinat), t. I, p. 213.
 Biebling, ct. de Bouzonville, t. I, p. 345.
 Bingen, t. I, p. 281.
 Bining, ct. de Rohrbach, t. I, p. 369.
 Bionville, ct. de Boulay, t. I, p. 45; t. II,
 p. 278.
 Bischwald, ct. de Gros-Tenquin, t. I,
 p. 107.
 Bisten-im-Loch, ct. de Boulay, t. II, p.
 287.
 Bitche, CT., t. I, p. VII, IX, 2, 3, 4, 6,
 7, 23, 29, 105, 127, 175, 176, 281, 320,
 366, 368, 380, 400; t. II, p. 115, 155,
 160, 178, 179, 186, 248, 256, 263, 264,
 266, 287, 288, 305, 344, 350, 363, 376,
 377, 378.
 Bitche (Pays ou ct. de), t. I, p. 7, 8,
 22, 23, 24, 29, 38, 39, 44, 48, 107, 117,
 120, 121, 126, 138, 143, 144, 148, 151,
 152, 153, 156, 184, 185, 191, 218, 219,
 221, 222, 225, 269, 290, 415, 424, 426;
 t. II, p. 49, 114, 116, 124, 157, 209,
 240, 241, 253, 288.
 Blettange, ct. de Metzervisse, t. II, p. 43.
 Blies (La), riv., t. I, p. 8; t. II, p. 267.
 Bockholtz (Bois de), ct. d'Audun, t. I,
 p. 229.
 Bohême, t. I, p. 186, 187.
 Boismont, ct. d'Audun, t. I, p. 217, 442.
 Bonne-Fontaine, près de Metz, t. I, p. 78.
 Bordeaux, t. I, p. 458; t. II, p. 22, 25,
 305, 318.
 Bordes (Les), près de Metz, t. II, p. 319.

Bornv, ct. de Metz, t. I, p. 9, 54, 281;
t. II, p. 133, 364, 365.
Bouches-du-Rhône (Dép. des), t. II,
p. 15, 21.
Boulay, CT., t. I, p. 2, 3, 6, 9, 37, 41,
45, 74, 103, 161, 176, 183, 191, 217,
290, 322, 393; t. II, p. 103, 104, 118,
160, 176, 191, 237, 243, 248, 262, 264,
278, 288, 292, 293, 299, 343, 349, 363.
Boulay (ct. de), t. I, p. 28, 420; t. II,
p. 208, 219, 220, 239, 241, 351.
Boulogny (Meuse), t. I, p. 12.
Boulogne-sur-Mer, t. I, p. 400.
Bourg (Ain), t. II, p. 23.
Bourges, t. II, p. 101.
Bouzonville, CT., t. I, p. 3, 4, 6, 9, 29,
45, 103, 176, 191, 289, 320, 321, 336,
393, 414, 422, 431; t. II, p. 115, 118,
160, 200, 238, 243, 255, 261, 263, 264,
267, 363.
Bouzonville (ct. de), t. I, p. 29, 39, 112,
420; t. II, p. 54, 195, 239, 241.
Brésil, t. I, p. 187.
Brest, t. II, p. 247, 283.
Bretagne, t. I, p. 96, 131, 279.
Briey, t. I, p. 2, 3, 5, 12, 29, 80, 101,
102, 105, 106, 108, 127, 145, 176, 181,
211, 217, 218, 279, 289, 307, 357, 412,
413, 419, 422, 431, 445, 460, 462, 475;
t. II, 10, 13, 32, 42, 78, 89, 105, 107,
113, 115, 117, 118, 142, 144, 176, 264,
267, 287, 290, 291, 292, 294, 298, 305,
306, 312, 319.
Briey (Arrond. de), t. I, p. ix, 6, 17,
19, 21, 26, 27, 43, 48, 124, 151, 154,
156, 167, 181, 183, 215, 234, 240, 262,
270, 308, 309, 346, 347, 362, 379, 381,
405, 416, 428, 450, 451, 459, 463, 482,
483, 484; t. II, p. 10, 13, 15, 17, 22,
27, 32, 33, 44, 45, 80, 119, 120, 121,
123, 125, 141, 142, 199, 202, 211, 212,
277, 335.
Briey (ct. de), t. I, p. 28, 37, 39, 43,
107, 448, 461, 463.
Brisach (Neuf-), t. I, p. 320, 341.
Brulange, ct. de Gros-Tenquin, t. I,
p. 369.
Bruxelles, t. I, p. 74, 177, 445; t. II,
p. 285, 286, 289.
Buré-la-Forge, ct. de Longuyon, t. I,
p. 203, 204, 230.
Butte (Bois de), ct. d'Audun, t. I, p. 229.

C

Caen, t. II, p. 21, 26.
Cambrai, t. II, p. 204.
Canner (La), riv., t. I, p. 9, 148.
Carling, ct. de Saint-Avoid, t. I, p. 38,
223, 224; t. II, p. 288, 289.
Carpentras, t. I, p. 483.
Castelfidardo, t. I, p. 4599.
Cattenom, CT., t. I, p. 6, 295, 423;
t. II, p. 103, 368.
Cattenom (ct. de), t. I, p. 28, 112, 117,
235, 463, 489; t. II, p. 56, 117, 195,
241.
Caulre (La), près de Briey, t. I, p. 204.
Châlons, t. I, p. 62, 352; t. II, p. 88,
274, 275, 276, 290.
Châlons (Camp de), t. I, p. 62; t. II,
p. 290, 291, 364.
Chambord, t. II, p. 79.
Champagne, t. I, p. 2, 173, 212, 244, 290.
Champigneulles (Ardennes), t. I, p. 247.
Champigneulles (Meurthe), t. I, p. 179.
Chanville, ct. de Pange, t. I, p. 413.
Charbonnière, près d'Ars-sur-Moselle,
t. I, p. 231, 232.
Charency, ct. de Longuyon, t. I, p. 37.
Charleroi, t. I, p. 213, 239.
Charleville (Ardennes), t. I, p. 205;
t. II, p. 113, 346.
Charleville, ct. de Vigy, t. I, p. 412.
Château-Bas (Ferme de), près d'Au-
gny, t. I, p. 159.
Château-Salins (Meurthe), t. I, p. 9,
176; t. II, p. 262, 364.
Châtel-Saint-Germain, ct. de Gorze, t.
I, p. 217, 387.
Châtelet (Le), t. I, p. 231.
Châtillon-Commentry, t. II, p. 29.
Chaumont, t. I, p. 303.
Chauvency (Meuse), t. I, p. 195, 231.
Chaux-de-Fonds (La), t. I, p. 186.
Chénières (ct. de Longwy), t. I, p. 203,
313.
Cher (départ.), t. I, p. 237.
Chiers (La), riv., t. I, p. 5, 12, 148, 194,
234, 236; t. II, 284.
Chieulles, ct. de Metz, t. I, p. 115.
Cirey-sur-Vezouse (Meurthe), t. I, p. 184.
Clermont-Ferrand, t. I, p. 362, 375;
t. II, p. 23.
Clouange, ct. de Thionville, t. II, p. 269.

Coblentz, t. I, p. 174, 178, 179, 281; t. II, p. 259.
 Cocheren, ct. de Forbach, t. I, p. 368; t. II, p. 282, 287.
 Colmar, t. I, p. 261, 341; t. II, p. 23, 100.
 Cologne, t. I, p. 170, 177; t. II, p. 275, 276.
 Colombey, ct. de Pange, t. I, p. 125, 137.
 Commercy, t. II, p. 278.
 Compiègne, t. II, p. 272.
 Condé-Northen, ct. de Boulay, t. II, p. 243.
 Conflans, CT., t. I, p. 6, 12, 158, 285, 289, 411, 422; t. II, p. 113, 255, 269, 291, 330.
 Conflans (ct. de), t. I, p. 39.
 Cons-la-Grandville, ct. de Longuyon, t. I, p. 111, 181, 203, 230; t. II, p. 45.
 Constantinople, t. I, p. 210; t. II, p. 288.
 Corny, ct. de Gorze, t. I, p. 31, 225, 297, 303; t. II, p. 283.
 Corse, t. II, p. 21.
 Cosnes, ct. de Longwy, t. I, p. 198, 204.
 Côte-d'Or (départ. de la), t. I, p. 206, 229; t. II, p. 20, 308.
 Coulmy, ct. de Longuyon, t. I, p. 198, 231.
 Courcelles-Chaussy, ct. de Pange, t. I, p. 6, 43, 45, 107, 277, 281, 320, 384, 420, 462, 465; t. II, p. 268, 349.
 Courcelles-sur-Nied, ct. de Pange, t. II, p. 293.
 Craonne, t. I, p. 284.
 Créhange, ct. de Faulquemont, t. I, p. 3, 45, 163.
 Creil, t. II, p. 274, 275, 276.
 Creuse (départ. de la), t. II, p. 205.
 Creusot (Le), t. I, p. 186, 199, 201.
 Creutzwald, ct. de Bouzonville, t. I, p. 112, 191, 193, 197, 198, 200, 201, 223, 226, 230.
 Crimée, t. I, p. 23, 61, 447.
 Croix-Saint-Clément, près d'Ancy, t. I, p. 10.
 Crusnes (La), riv., t. I, p. 12, 148.
 Crusnes, ct. d'Audun, t. I, p. 413.
 Cutry, ct. de Longwy, t. I, p. 29.
 Cuvry, ct. de Vergy, t. I, p. 212.
 Dabo (Meurthe), t. I, p. 117.
 Dalstein, ct. de Bouzonville, t. II, p. 287.
 Danemark, t. I, p. 468.

Delme (Meurthe), t. I, p. 2; t. II, p. 266.
 Denain, t. I, p. 233.
 Deux-Ponts (Palatinat), t. I, p. 2, 3, 257; t. II, p. 264, 266.
 Devant-les-Ponts, près de Metz, t. I, p. 33, 73, 76; t. II, p. 139.

D

Dieulouard (Meurthe), t. I, p. 226.
 Dieuze (Meurthe), t. I, p. 171, 175, 176, 189, 212; t. II, p. 84, 212, 259, 260, 262, 264, 266, 267, 268.
 Dijon, t. I, p. 35, 484; t. II, p. 19, 28, 31, 32, 204, 273.
 Dilling (Sarre), t. I, p. 190, 233.
 Ditschviller, près de Forbach, t. I, p. 256.
 Domangeville, ct. de Pange, t. II, p. 254.
 Dorlon (Le), ct. de Longuyon, t. I, p. 195, 203, 230.
 Dornot, ct. de Gorze, t. I, p. 149; t. II, p. 158, 159, 160.
 Douai, t. I, p. 57; t. II, p. 245.
 Drôme (départ. de la), t. II, p. 38, 352.
 Dunkerque, t. I, p. 210; t. II, p. 289.

E

Ebersviller, ct. de Bouzonville, t. II, p. 239.
 Ebersviller (Petit-), ct. de Saint-Avold, t. II, p. 287.
 Eguelshardt, ct. de Bitche, t. II, p. 330.
 Ehrenbreitstein, près de Coblentz, t. I, p. 56.
 Elzange, ct. de Metzervisse, t. II, p. 239, 343.
 Empire germanique, t. I, p. 1, 2, 5, 44, 96.
 Ems, t. I, p. 93, 179, 469.
 Enchenberg, ct. de Rohrbach, t. II, p. 288.
 Ennery, ct. de Vigy, t. I, p. 45.
 Ensishheim (Haut-Rhin), t. II, p. 71, 75, 108.
 Epernay, t. I, p. 210.
 Epiez-Charency, ct. de Longuyon, t. I, p. 37.
 Esch (Luxembourg), t. II, p. 294.

Escherange, ct. de Cattenom, t. I, p. 112.
 Espagne, t. I, p. 1, 61, 221, 337, 340,
 341, 344; t. II, p. 130.
 Etain (Meuse), t. I, p. 12; t. II, p. 255,
 264, 267, 286, 291.
 Etampes, t. II, p. 34.
 Etats-Unis, t. I, p. 22.

F

Failly, ct. de Vigy, t. I, p. 115.
 Fains (Meuse), t. II, p. 87.
 Falck, ct. de Bouzonville, t. I, p. 130,
 191; t. II, p. 239.
 Falkenstein, ct. de Bitche, t. I, p. 7.
 Farschviller, ct. de Forbach, t. I, p. 369;
 t. II, p. 293.
 Faulquemont, CT., t. I, p. 9, 41, 107,
 161, 163, 176, 289, 299, 320, 393; t. II,
 p. 115, 238, 278.
 Faulquemont (ct. de), t. I, p. 28, 450,
 452, 473, 487; t. II, p. 56, 207, 208,
 219, 239, 241.
 Fentsch (La), riv., t. I, p. 12, 37, 101,
 194, 196, 202, 234.
 Férange, ct. de Bouzonville, t. II, p. 239.
 Fère-Champenoise, t. II, p. 272.
 Ferrières (Seine-et-Marne), t. II, p. 371.
 Finistère (départ. du), t. II, p. 17, 233.
 Flastroff, ct. de Sierck, t. I, p. 118.
 Flatten, ct. de Sierck, t. I, p. 345.
 Florange, ct. de Thionville, t. I, p. 111,
 196, 444; t. II, p. 287.
 Fontainebleau, t. I, p. 221, 303, 396.
 Fontoy, ct. d'Audun, t. I, p. 233, 235;
 t. II, p. 217, 287.
 Forbach, CT., t. I, p. x, 22, 38, 39,
 40, 45, 104, 106, 129, 173, 175, 177,
 178, 183, 184, 211, 213, 214, 219, 220,
 221, 223, 368, 384, 396, 414, 421, 423,
 424, 431, 446, 448, 449, 469, 482; t. II,
 p. 54, 104, 106, 111, 117, 118, 141, 160,
 185, 195, 200, 203, 213, 236, 238, 259,
 267, 278, 279, 299, 305, 312, 347, 350,
 363, 368.
 Forbach (ct. de), t. I, p. 24, 29, 237,
 485; t. II, p. 56, 124, 240, 241.
 Forêts (départ. des), t. I, p. 282; t. II, p.
 71, 99, 128, 167, 323, 324, 334.
 Fouligny, ct. de Faulquemont, t. I, p.
 177; t. II, p. 185.

Fourchambault (Nièvre), t. I, p. 206.
 Franche-Comté, t. I, p. 96, 192.
 Francfort, t. I, p. 235, 236, 257; t. II,
 p. 387.
 Frapouille (La), près de Moyeuvre, t. I,
 p. 202.
 Frauenberg, ct. de Sarreguemines, t. I,
 p. 45; t. II, p. 267, 353.
 Frescati, près de Metz, t. I, p. 161, 298,
 314; t. II, p. 365.
 Fresnes-en-Woëvre (Meuse), t. II, p.
 291.
 Frohsdorf (Autriche), t. I, p. 443; t. II,
 p. 330, 346.
 Fröschviller (Bas-Rhin), t. II, p. 364.
 Frouard (Meurthe), t. I, p. 13, 173, 210,
 212, 247; t. II, p. 89, 96, 979, 271,
 272, 273, 274, 277, 279, 281, 283, 284.
 Furst (Château de), ct. de Saint-Avoid,
 t. I, p. 110.

G

Gand, t. I, p. 304, 309; t. II, p. 15.
 Gannat, t. I, p. 221; t. II, p. 20.
 Garonne (départ. de la), t. II, p. 28.
 Garsch, ct. de Cattenom, t. II, p. 220,
 230, 231, 241.
 Geislautern (Sarre), t. I, p. 4, 8.
 Genève, t. I, p. 186; t. II, p. 326.
 Gers (départ. du), t. I, p. 402.
 Giraumont, ct. de Conflans, t. II, p. 118.
 Gironde (départ. de la), t. I, p. 395; t. II,
 p. 23.
 Glockenhof, près de Merten, t. I, p. 200.
 Goetzenbruck, ct. de Bitche, t. I, p. 184,
 185, 186, 187, 192, 220.
 Goffontaine (Sarre), t. I, p. 190, 193,
 226.
 Gondreville, ct. de Vigy, t. I, p. 31.
 Gondrexange (Meurthe), t. II, p. 283.
 Gongelfang, ct. de Sierck, t. I, p. 345.
 Gorcy, ct. de Longwy, t. I, p. 36, 105,
 198, 204, 205, 230, 231, 232, 238, 242,
 245, 246, 482; t. II, p. 33.
 Gorgimont (Bois de), près d'Ars, t. I,
 p. 232.
 Gorze, CT., t. I, p. 6, 11, 29, 71, 73,
 106, 109, 120, 281, 321, 387, 440, 442,
 472, 478; t. II, p. 70, 86, 87, 91, 93,
 95, 103, 104, 118, 133, 162, 165, 166,
 176, 269, 298, 301, 303, 338.

Gorze (ct. de), t. I, p. 6, 29, 126, 289, 337, 379, 426, 489.
 Göttingen, t. I, p. 129.
 Grange d'Envie (La), près de Woippy, t. I, p. 138, 160.
 Grasse, t. II, p. 35.
 Gravelotte, ct. de Gorze, t. I, p. 118, 145, 177, 281, 285, 312, 357, 379, 384, 413; t. II, p. 291, 365, 376.
 Grenelle, t. II, p. 29.
 Grenoble, t. I, p. 340; t. II, p. 312.
 Grimont (Château de), près de Metz, t. I, p. 9, 161, 282; t. II, p. 368.
 Grossbiedestroff, ct. de Sarreguemines, t. I, p. 45, 424; t. II, p. 185, 241, 266, 312.
 Gross-Rederching, ct. de Rorhbach, t. II, p. 339.
 Gros-Tenquin, CT., t. I, p. 6, 368, 452; t. II, p. 50.
 Gros-Tenquin (ct. de), t. I, p. 29, 426, 444; t. II, p. 124, 241.
 Grosyeux, près d'Augny, t. I, p. 111, 267; t. II, p. 319, 320.
 Grundviller, ct. de Sarreguemines, t. II, p. 240.
 Guadeloupe, t. II, p. 130, 319.
 Guéblange, ct. de Sarralbe, t. I, p. 414.
 Guenviller, ct. de Saint-Avold, t. II, p. 337.

H

Hagondange, ct. de Metz, t. I, p. 214; t. II, p. 288.
 Haguenau (Bas-Rhin), t. I, p. 485; t. II, p. 253, 267.
 Ham (Basse-), ct. de Metzervisse, t. II, p. 239.
 Hambach, ct. de Sarreguemines, t. II, p. 240.
 Hambourg, t. I, p. 293.
 Hanau (Etang de), ct. de Bitche, t. I, p. 7.
 Hannonville-au-Passage, ct. de Conflans, t. I, p. 352.
 Hargarten-aux-Mines, ct. de Bouzonville, t. I, p. 9, 225.
 Haucourt, ct. de Longwy, t. I, p. 29.
 Haumont (Nord), t. I, p. 233, 245.

Havre (Le), t. I, p. 22, 23, 35, 175, 177, 358; t. II, p. 140, 265, 272, 275, 276, 283, 285, 289.
 Hayange, ct. de Thionville, t. I, p. 11, 37, 39, 42, 101, 106, 111, 125, 135, 148, 168, 171, 173, 193, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 215, 230, 236, 237, 241, 244, 246, 269, 297, 304, 309, 333, 339; t. II, p. 66, 155, 287.
 Hayes, ct. de Vigy, t. I, p. 125.
 Heckenthal (Le), ct. de Bitche, t. II, p. 288.
 Heining, ct. de Bouzonville, t. I, p. 458.
 Helfedange, près de Guinglange, ct. de Faulquemont, t. II, p. 187, 190, 191, 193, 197, 198.
 Hellimer ct. de Gros-Tenquin, t. I, p. 45; t. II, p. 38.
 Herbitzheim (Bas-Rhin), t. II, p. 350.
 Herny, ct. de Faulquemont, t. I, p. 300; t. II, p. 268, 364.
 Herserange, ct. de Longwy, t. I, p. 36, 195, 198, 199, 203, 205, 233, 240, 245, 246.
 Hettange-Grande, ct. de Cattenom, t. I, p. 234; t. II, p. 239, 377.
 Hirschbach (Sarre), t. I, p. 239.
 Hohenzollern-Hechingen (Principauté d'), t. II, p. 299.
 Hollande, t. I, p. 170, 171, 179, 225; t. II, p. 271.
 Hombourg, ct. de Metzervisse, t. I, p. 9, 111, 125, 148, 483.
 Hombourg-Haut, ct. de Saint-Avold, t. I, p. 127, 191, 193, 199, 201, 226.
 Hombourg (Palatinat), t. II, p. 346.
 Homécourt, ct. de Briey, t. I, p. 118.
 Hommarting (Meurthe), t. II, p. 272, 275, 346.
 Hongrie, t. I, p. 221.
 Horgne (La), ct. de Verny, t. II, p. 118.
 Host, ct. de Saint-Avold, t. I, p. 119.
 Hundling, ct. de Sarreguemines, t. II, p. 240.

I

Indret (Loire-Inférieure), t. I, p. 201.
 Inglinge, ct. de Metzervisse, t. I, p. 100, 111, 269; t. II, p. 12.
 Ingwiller (Bas-Rhin), t. II, p. 287.

Isère (dép. de l'), t. I, p. 452; t. II, p. 20.
 Italie, t. I, p. 26, 61, 340, 341, 384; t. II,
 p. 106.

J

Jamailles, près de Moyeuvre, t. I, p. 202,
 205; t. II, p. 140.
 Jarnisy, région de Conflans, t. I, p. 12.
 Jarville, t. I, p. 247.
 Jaumont (Carrières de), ct. de Briey,
 t. I, p. 10, 224, 225; t. II, p. 366.
 Jérusalem, t. II, p. 345, 355.
 Jœuf, ct. de Briey, t. I, p. 118, 246.
 Jouy-aux-Arches, ct. de Gorze, t. I,
 p. 32, 312, 366; t. II, p. 89, 97, 284.
 Jura (dép. du), t. II, p. 131.
 Justemont, ct. de Thionville, t. I, p. 110.

K

Karlsruhe, t. I, p. 210.
 Kédange, ct. de Metzervisse, t. II, p. 238.
 Kerbach, ct. de Forbach, t. II, p. 225,
 230.
 Klingenthal (Bas-Rhin), t. , p. 192.
 Knutange, ct. d'Audun, t. I, p. 236.
 Kœking, ct. de Cattenom, t. II, p. 241.
 Kœnigsmacker, ct. de Metzervisse, t. I,
 p. 150, 174, 307; t. II, p. 289.

L

Laffrey (Isère), t. II, p. 132.
 La Grange, près de Thionville, t. I,
 p. 111, 269.
 Landau, t. I, p. 377.
 Landroff, ct. de Gros-Tenquin, t. I, p.
 113, 224, 486; t. II, p. 300.
 Laning, ct. de Gros-Tenquin, t. I, p. 110.
 Laon, t. II, p. 204.
 Launstroff, ct. de Sierck, t. I, p. 6, 307.
 Lauvallièrre, ct. de Vigy, t. I, p. 9; t. II,
 p. 266.
 Leipzig, t. I, p. 280.
 Leipzig (Ferme) près de Gravelotte,
 t. I, p. 207, 145.
 Lemberg, ct. de Bitche, t. I, p. 137; t. II,
 p. 288.

Lérrouville (Meuse), t. II, p. 276, 277,
 289, 292, 380.
 Lessy, ct. de Gorze, t. I, p. 198, 444.
 Leyen (Comté de la), t. I, p. 1, 2, 4.
 L'Hôpital, ct. de Saint-Avold, t. I, p.
 118, 224; t. II, p. 240, 278.
 Liederschiedt, ct. de Bitche, t. I, p. 24.
 Liège, t. I, p. 82.
 Ligny-en-Barrois, t. II, p. 278.
 Lille, t. I, p. 249; t. II, p. 275, 287.
 Limoges, t. I, p. 221.
 Liverdun (Meuse), t. I, p. 240.
 Lixing, ct. de Gros-Tenquin, t. I, p. 110.
 Lobe (La), ct. de Gorze, t. I, p. 173;
 t. II, p. 118, 271.
 Loire (dép. de la), t. I, p. 227, 247.
 Loire (dép. de la Haute-), t. I, p. 206.
 Loiret (dép. du), t. I, p. 478.
 Lommerange, ct. d'Audun, t. I, p. 100,
 414; t. II, p. 336.
 Londres, t. I, p. 82, 186, 210; t. II, p.
 372.
 Longeville-lès-Metz, t. I, p. 410; t. II,
 p. 269, 283, 365.
 Longeville-lès-Saint-Avold, t. I, p. 9,
 29, 107, 152; t. II, p. 239, 260.
 Longlaville ct. de Longwy, t. I, p. 160.
 Longuyon, CT., t. I, p. VII, 3, 4, 6,
 11, 12, 36, 78, 126, 148, 176, 177,
 195, 203, 210, 211, 230, 308, 402, 413,
 435; t. II, p. 104, 126, 258, 262, 264,
 266, 287.
 Longuyon (ct. de), t. I, p. 17, 156, 406.
 Longwy, CT., t. I, p. 2, 5, 6, 11, 12,
 26, 29, 30, 35, 36, 100, 101, 105, 106,
 166, 175, 177, 178, 183, 187, 203, 210,
 219, 221, 231, 232, 235, 236, 239, 240,
 240, 245, 246, 272, 281, 297, 307, 308,
 312, 313, 321, 322, 350, 362, 387, 402,
 410, 413, 419, 434, 452, 476, 489; t. II,
 p. 106, 118, 127, 130, 155, 160, 176,
 186, 248, 258, 262, 266, 284, 285, 286,
 293, 294, 295, 299, 312, 338, 342, 366,
 376, 377, 378.
 Longwy (ct. de), t. I, p. 28, 36, 39, 43,
 107, 156, 289, 473.
 Lopigneux, ct. de Longuyon, t. I, p. 203.
 Lorraine, t. I, p. 1, 2, 5, 7, 23, 45, 52,
 95, 123, 285, 291, 318, 406, 460, 474,
 476; t. II, p. 182, 227, 234, 235, 241,
 387.

- Lorraine allemande, t. I, p. 2, 22, 24, 25, 35, 39, 41, 42, 45, 47, 48, 107, 110, 111, 116, 117, 188, 120, 122, 125, 129, 130, 131, 132, 137, 140, 145, 155, 157, 164, 171, 176, 181, 254, 299, 300, 321, 333, 383, 386, 427, 431, 441, 447, 452, 468, 476, 481, 482, 486, 489; t. II, p. 141, 144, 153, 158, 176, 183, 184, 185, 209, 233, 235, 237, 238, 239, 241, 243, 303, 310, 325, 333, 337, 340, 343, 378, 380, 383.
- Lorry-devant-le-Pont, ct. de Verny, t. I, p. 198; t. II, p. 42.
- Louvigny, ct. de Verny, t. I, p. 45, 422.
- Loxéville (Meuse), t. II, p. 274, 278.
- Ludweiler (Sarre), t. II, p. 349.
- Ludwigshafen, t. I, p. 210.
- Lunéville, t. I, p. 2, 352, 356.
- Luttange, ct. de Metzervisse, t. I, p. 125; t. II, p. 255.
- Luxembourg (Grand-Duché de), t. I, p. x, I, 4, 10, 11, 26, 37, 41, 176, 177, 199, 210, 213, 235, 237, 238, 285, 292, 304, 381, 384, 445, 460, 475; t. II, p. 239, 324, 366.
- Luxembourg, t. I, p. 82, 93, 366, 377, 466; t. II, p. 285, 286, 287, 289, 324, 376, 377.
- Lyon, t. I, p. 174, 303, 389, 417, 487; t. II, p. 23, 131, 213, 247, 273, 325, 326, 372.
- M**
- Macheren, ct. de Saint-Avold, t. II, p. 287, 336.
- Madon (Le), riv., t. II, p. 271.
- Magenta, t. I, p. 457.
- Magny, ct. de Metz, t. II, p. 222.
- Mainbottel, ct. d'Audun, t. I, p. 183, 217.
- Maison-Neuve, près de Metz, t. II, p. 269.
- Maison-Rouge, près de Moulins, t. II, p. 269.
- Maizery, ct. de Pange, t. I, p. 269.
- Maizières, ct. de Metz, t. I, p. 159, 223, 224; t. II, p. 222.
- Malancourt, ct. de Briey, t. I, p. 118, 119, 196.
- Malling, ct. de Sierck, t. II, p. 235, 238.
- Malmédy (Belgique), t. I, p. 124.
- Mance (La), riv., t. I, p. 11, 198, 232, 234; t. II, p. 291.
- Manche (La), t. II, p. 275.
- Manderen, ct. de Sierck, t. I, p. 107.
- Manheulle (Meuse), t. II, p. 365.
- Mannheim, t. I, p. 213; t. II, p. 272, 274, 277, 279, 287.
- Manom, ct. de Thionville, t. I, p. 285, 423.
- Marange, ct. de Metz, t. I, 232; t. II, p. 269.
- Marbache (Meurthe), t. I, p. 236.
- Marchiennes (Belgique), t. I, p. 233, 245.
- Maréville (Meurthe), t. II, p. 87, 164, 301, 326.
- Margut (Ardennes), t. I, p. 231.
- Marienthal, ct. de Saint-Avold, t. II, p. 364.
- Marne (la), riv., t. II, p. 260, 265, 271, 272, 273, 274, 281, 283.
- Marne (dép. de la), t. II, p. 128, 275, 282, 290.
- Marne (dép. de la Haute-), t. I, p. 96, 206, 229, 231, 234, 237, 242, 243, 247; t. II, p. 29, 271, 289.
- Marsal (Meurthe), t. I, p. 2.
- Marseille, t. I, p. 291, 313.
- Mars-la-Tour, ct. de Gorze, t. I, p. 2, 177, 281, 285, 321, 379; t. II, p. 365.
- Marspich, ct. de Thionville, t. I, p. 116.
- Marville (Meuse), t. II, p. 266.
- Maubeuge, t. I, p. 233.
- Maxéville (Meurthe), t. I, p. 247.
- Mayence, t. I, p. 74, 170, 175, 176, 177, 292; t. II, p. 23, 72, 117, 258, 259, 262, 263, 266, 289.
- Mazagran (Ferme), ct. de Gorze, t. I, p. 107.
- Mécleuves, ct. de Verny, t. I, p. 116.
- Meisenthal, ct. de Bitche, t. I, p. 184, 185, 186, 192, 215, 220.
- Mercy-le-Bas, ct. d'Audun, t. I, p. 181.
- Mercy-lès-Metz, ct. de Metz, t. I, p. 120, 269; t. II, p. 118.
- Merten, ct. de Bouzonville, t. I, p. 9, 110, 200, 345; t. II, p. 278.
- Mertzwiller (Bas-Rhin), t. I, p. 192.
- Merzig (Sarre), t. I, p. 4, 292.

- Metrich, ct. de Sierck, t. II, p. 288, 289, 293.
- Mettlach (Sarre), t. I, p. 4, 200, 292.
- Metz (Arrond. de), t. I, p. 26, 28, 45, 48, 163, 134, 166, 172, 183, 184, 217, 259, 309, 338, 339, 406, 412, 450, 451, 465, 487, 490; t. II, p. 10, 17, 112, 119, 120, 121, 123, 125, 182, 199, 203, 206, 211, 227, 229, 232, 300, 364.
- Metzeresche, ct. de Metzervisse, t. II, p. 220, 241.
- Metzervisse, CT., t. I, p. 44; t. II, p. 288 289.
- Metzervisse (ct. de), t. I, p. 28, 29, 45; t. II, p. 195, 208, 241.
- Meurthe (La), riv., t. I, p. 175.
- Meurthe (dép. de la), t. I, p. VII, 3, 4, 7, 9, 12, 41, 135, 149, 150, 154, 173, 185, 188, 189, 190, 209, 213, 220, 223, 236, 237, 240, 242, 247, 279, 309, 310, 311, 356, 424, 441, 442; t. II, p. 19, 83, 87, 106, 120, 122, 128, 205, 206, 211, 229, 234, 237, 243, 271, 275, 281, 282, 283, 287, 301, 333, 349.
- Meurthe-et-Moselle (dép. de la), t. I, p. IX, 3; t. II, p. 349.
- Meuse (La), riv., t. II, p. 260, 271, 274, 284.
- Meuse (dép. de la), t. I, p. VII, X, 3, 11, 12, 135, 149, 195, 205, 206, 213, 234, 356, 424; t. II, p. 27, 77, 87, 114, 128, 175, 205, 271, 274, 281, 282, 289, 290, 333.
- Mexique, t. I, p. 459.
- Mexy, ct. de Longwy, t. I, p. 233.
- Mey, ct. de Metz, t. I, p. 419.
- Mézières, t. I, p. 62.
- Midi (Région du), t. I, p. 170, 276, 330, 385; t. II, p. 271, 319, 352, 374.
- Milan, t. I, p. 293.
- Mitzing, ct. de Forbach, t. I, p. 414.
- Moncel, ct. de Conflans, t. I, p. 126, 159.
- Moncheux, ct. de Vervy, t. II, p. 266.
- Mondelange, ct. de Metz, t. I, p. 442.
- Montbronn, ct. de Rohrbach, t. II, p. 301, 310.
- Montigny-lès-Metz, t. I, p. 26, 33, 37, 42, 69, 72, 75, 82, 216, 334, 381, 400, 433, 454, 466, 484; t. II, p. 26, 124, 156, 163, 245, 248, 297, 344, 346.
- Montigny-la-Grange, près d'Amanvillers t. I, p. 138.
- Montmédy, t. I, p. 285, 313.
- Montmirail, t. I, p. 284.
- Montois-la-Montagne, ct. de Briey, t. I, p. 422.
- Montpellier, t. I, p. 268.
- Mont-Saint-Martin, ct. de Longwy, t. I, p. 11, 36, 232, 236, 245, 246.
- Mont-Tonnerre (dép. du), t. II, p. 23, 346.
- Montvaux (vallée de), près de Châtel, t. I, p. 11; t. II, p. 291.
- Morfontaine, ct. de Longwy, t. II, p. 338.
- Morhange, ct. de Gros-Tenquin, t. I, p. 2, 5, 6, 9, 41, 107, 125, 127, 149, 269, 394, 452; t. II, p. 50, 115, 241, 299, 312, 319, 330.
- Moscou (ferme), près de Gravelotte, t. I, p. 107, 138, 145.
- Moselle (La), riv., t. I, p. 10, 36, 76, 79, 101, 103, 170, 171, 173, 174, 175, 178, 179, 202, 210, 212, 213, 281, 309; t. II, p. 96, 97, 112, 152, 159, 253, 260, 264, 265, 267, 268, 270, 271, 272, 278, 281, 283, 284, 364, 380.
- Moskitos (Pays des), Amérique centrale, t. I, p. 23.
- Moulaine, ct. de Longwy, t. I, p. 239, 246.
- Moulin-Neuf, près de Moyeuvre, t. I, p. 202.
- Moulins-lès-Metz, t. I, p. 62, 74, 159, 175, 179, 377, 387; t. II, p. 269.
- Mourmelon (Marne), t. II, p. 291.
- Mousson (Meurthe), t. I, p. 10.
- Moutherhouse, ct. de Bitche, t. I, p. 38, 115, 191, 192, 205, 227, 230; t. II, p. 116, 287, 288, 350, 351.
- Moutiers, ct. de Briey, t. I, p. 37, 181, 217; t. II, p. 222.
- Moutiers (Savoie), t. I, p. 201.
- Moyeuvre-Grande, ct. de Thionville, t. I, p. 11, 37, 39, 42, 106, 135, 148, 173, 195, 196, 197, 198, 199, 201, 202, 205, 232, 235, 236, 237, 241, 244, 246, 269; t. II, p. 66, 255, 264, 268, 269.
- Mulhouse, t. I, p. 25, 35; t. II, p. 23, 282.
- Munzthal-Saint-Louis, ct. de Bitche, t. I, p. 187.

N

Namur, t. II, p. 324.
 Nantes, t. I, p. 179; t. II, p. 349.
 Nancy, t. I, p. VII, IX, 2, 3, 5, 7, 8, 10, 13, 34, 35, 37, 40, 41, 51, 61, 74, 75, 76, 82, 84, 89, 95, 161, 169, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 182, 190, 205, 207, 210, 211, 212, 235, 236, 242, 277, 284, 285, 286, 295, 298, 307, 328, 337, 362, 367, 402, 403, 424, 438, 441, 471, 475; t. II, p. 13, 19, 28, 61, 87, 88, 93, 100, 115, 117, 128, 129, 130, 131, 167, 170, 183, 211, 219, 234, 236, 244, 245, 246, 251, 262, 264, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 291, 301, 311, 327, 350, 358, 364.
 Nassau, t. I, p. 199, 227.
 Neufchâtel (Suisse), t. I, p. 447.
 Neuilly, t. I, p. 327.
 Nevers, t. II, p. 31.
 New-York, t. I, p. 25, 186.
 Nice, t. I, p. 456.
 Nied (La), riv., t. I, p. 9, 156, 281, t. II, p. 239.
 Niederbronn (Bas-Rhin), t. I, p. 192, 210; t. II, p. 95, 282, 287, 288, 289.
 Nièvre (départ. de la), t. I, p. 188, 206; t. II, p. 31.
 Nîmes, t. II, p. 18.
 Noisseville, ct. de Vigy, t. I, p. 113, 144; t. II, p. 368.
 Nomény (Meurthe), t. II, p. 267, 272.
 Nord (Mer du), t. II, p. 286.
 Nord (Région du), t. II, p. 274, 276.
 Nord (départ. du), t. I, p. 4, 188, 206, 229, 232, 233, 238, 242, 246, 247; t. II, p. 284, 294.
 Novéant, ct. de Gorze, t. I, p. 149, 232, 236, 240, 245, 246, 297, 321, 449; t. II, 159, 267, 269.

O

Obervisse, ct. de Boulay, t. II, p. 239.
 Oise (L'), riv., t. I, p. 179.
 Oise (départ. de l'), t. II, p. 19, 20.
 Olley, ct. de Conflans, t. I, p. 115.
 Orléans, t. II, p. 192, 328.
 Ornain (L'), riv., t. II, p. 272, 273, 274.

Orne (L'), riv., t. I, p. 37, 156, 194, 196, 202, 234; t. II, p. 255, 291.
 Orny, ct. de Verny, t. I, p. 413.
 Ostende, t. II, p. 287.
 Ottange, ct. de Cattenom, t. I, p. 37, 195, 198, 199, 203, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 238, 242, 244, 246; t. II, p. 133, 238, 294.
 Ouest (Région de l'), t. I, p. 279.

P

Pagny-sur-Moselle (Meurthe), t. I, p. 268.
 Palatinat bavarois, t. I, p. 4, 8, 22, 185, 213, 418, 475; t. II, p. 267.
 Pange, CT., t. I, p. 6 124, 125, 312, 420; t. II, p. 139.
 Pange (ct. de), t. I, p. 28, 29, 126, 426, 452, 463, 485, 489; t. II, p. 66, 124, 225.
 Paray-le-Monial, t. II, p. 347.
 Paris, t. I, p. 3, 4, 5, 13, 22, 25, 28, 30, 32, 36, 45, 46, 61, 74, 80, 82, 99, 101, 131, 136, 163, 174, 175, 176, 177, 178, 185, 186, 188, 205, 207, 208, 210, 211, 213, 221, 246, 247, 253, 276, 285, 304, 313, 333, 334, 337, 340, 351, 352, 354, 357, 358, 362, 371, 372, 373, 374, 386, 387, 427, 445, 460, 389; t. II, p. 27, 31, 43, 72, 89, 93, 106, 117, 118, 130, 131, 151, 154, 245, 247, 259, 262, 263, 265, 266, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 279, 281, 282, 285, 286, 289, 300, 305, 315, 326, 346, 354, 355, 358, 359, 365, 369, 370, 374.
 Parthenay, t. II, p. 33.
 Pas-de-Calais (départ. du), t. II, p. 294.
 Pays-Bas, t. I, p. 4 150; t. II, p. 189.
 Pays-Haut, t. I, p. 11, 12, 27, 39, 110, 120, 126, 144, 149, 151, 155, 217, 451.
 Pays Messin, environs de Metz, t. I, p. 5, 9, 30, 31, 37, 39, 43, 44, 45, 107, 110, 112, 120, 125, 126, 132, 138, 148, 149, 150, 152, 153, 159, 163, 167, 175, 183, 234, 259, 261, 308, 331, 490; t. II, p. 50, 54, 243, 380.
 Peltre, ct. de Verny, t. I, p. 113, 485; t. II, p. 203, 208, 219, 225, 225, 330, 347.

Pépinville, ct. de Thionville, t. I, p. 122, 184, 217.
 Perl (Prusse rhénane), t. II, p. 366.
 Petit-Failly, ct. de Longuyon, t. I, p. 349, 350.
 Petite-Rosselle, ct. de Forbach, t. I, p. 38, 223, 224, 239.
 Phalsbourg (Meurthe), t. I, p. 2, 7, 105, 117, 281, 286; t. II, p. 229.
 Philipsbourg, ct. de Bitche, t. II, p. 349.
 Pierrepont, ct. de Longuyon, t. I, p. 37, 181, 184, 196, 217.
 Pierrevillers, ct. de Briey, t. I, p. 29.
 Plantières, près de Metz, t. I, p. 33, 149, 446.
 Plappeville, ct. de Metz, t. I, p. 54, 148, 149, 198; t. II, p. 365.
 Plombières, t. II, p. 302.
 Poitiers, t. II, p. 204, 329, 341.
 Pologne, t. I, p. 26, 273, 372, 379, 383, 384, 391, 461; t. II, p. 106.
 Pompey (Meurthe), t. I, p. 37, 242, 246.
 Pont-à-Mousson, t. I, p. 12, 173, 174, 237, 247, 281, 285, 303, 341, 357, 399; t. II, p. 267, 270, 364.
 Pontoy, ct. de Verny, t. II, p. 118.
 Pontpierre, ct. de Faulquemont, t. I, p. 45, 422.
 Portieux (Vosges), t. I, p. 185; t. II, p. 346.
 Prague, t. I, p. 474.
 Preisch, ct. de Cattenom, t. I, p. 111, t. II, p. 44, 112.
 Prény (Meurthe), t. I, p. 10.
 Prieuré (Le), près de Longwy, t. I, p. 245, 246.
 Provence, t. II, p. 325.
 Prusse, t. I, p. 4, 23, 26, 41, 123, 150, 175, 191, 200, 225, 232, 236, 239, 318, 319, 345, 377, 388, 400, 469, 470, 474, 475, 477, 482, 490; t. II, p. 189, 234, 241, 270, 271, 277, 286, 288.
 Puttelange, ct. de Sarraube, t. I, p. 38, 107, 184, 218, 225, 452, 463, 486; t. II, p. 50, 55, 104, 194, 293, 299, 305, 312.
 Puxe, ct. de Conflans, t. I, p. 111, 137, 269, 405; t. II, p. 139.
 Puxieux (Meurthe), t. I, p. 116.
 Puy-de-Dôme (département du), t. I, p. 362; t. II, p. 292.

Pyrénées (département des Hautes-),
 Pyrénées-Orientales (département des), t. II
 p. 27, 38.

Q

Queuleu, près de Metz, t. I, p. 54.
 Quiberon, t. II, p. 131.
 Quint (La), près de Trèves, t. I, p. 174, 197, 201, 233.

R

Rahling, ct. de Rohrbach, t. II, p. 230.
 Raon-l'Étape (Vosges), t. I, p. 175.
 Rédange, ct. de Longwy, t. I, p. 37, 233.
 Rehon, ct. de Longwy, t. I, p. 36, 126, 130, 233, 238, 245, 246.
 Reims, t. II, p. 192, 204, 273, 274, 275, 286, 289, 290, 291, 292, 324.
 Reischoffen (Bas-Rhin), t. II, p. 116.
 Relling (Sarre), t. I, p. 281.
 Remeldorf, ct. de Bouzonville, t. I, p. 191.
 Remelfing, ct. de Sarreguemines, t. I, p. 183, 218; t. II, p. 1299.
 Remering, ct. de Sarraube, t. II, p. 235.
 Rémilly, ct. de Pange, t. I, p. 113, 120, 126, 161, 162, 269, 480, 485; t. II, p. 12, 104, 153, 268, 294, 301.
 Rennes, t. II, p. 328.
 Rettel, ct. de Sierck, t. II, p. 239.
 Rézonville, ct. de Gorze, t. I, p. 327.
 Rhénans (Pays), ou rive gauche du Rhin, t. I, p. 14, 22, 26, 33, 96, 136, 182, 193, 209, 225, 227, 279, 280, 291, 294, 317, 355, 366, 372, 377, 381, 383, 398, 415, 437, 456, 460, 474, 475, 478, 496; t. II, p. 122.
 Rhin (Le), fl., t. I, p. 13, 170, 179, 210; t. II, p. 265, 271, 272, 273, 274, 281, 283, 286, 362.
 Rhin (département du Bas-), t. I, p. 14, 3, 7, 22, 175, 176, 192, 209, 212, 213, 335, 356; t. II, p. 87, 106, 122, 186, 236, 257, 273, 281, 282, 292, 301, 310, 349.
 Rhin (département du Haut-), t. I, p. 165, 206, 341; t. II, p. 71, 106, 108, 282.
 Rhône (Le), fl., t. II, p. 265, 271.
 Rhône (département du), t. I, p. 371, 436; t. II, p. 22, 23, 29, 51, 261, 294.

- Rimling, ct. de Volmunster, t. II, p. 299.
 Rochelle (La), t. I, p. 209; t. II, p. 19.
 Rochonvillers, ct. de Cattenom, t. II, p. 339.
 Rodemack, ct. de Cattenom, t. I, 107, III, 311; t. II, p. 104.
 Rodez, t. I, p. 478.
 Roer (dép. de la), t. I, p. 307; t. II, p. 19.
 Rohrbach, CT., t. I, p. 6, 486; t. II, p. 268, 288.
 Rohrbach (ct. de) t. I, p. 22, 28, 126, 134, 167, 257, 259, 431, 453; t. II, p. 124, 240, 241, 320, 341.
 Romain, ct. de Longwy, t. I, p. 231.
 Rombas, ct. de Briey, t. I, p. 149, 326, 414, 462; t. II, p. 140, 269, 329.
 Rome, t. I, p. 437, 461, 468, 472; t. II, p. 330, 345, 363.
 Ronde (La), près de Metz, t. II, p. 250, 251.
 Rosières-aux-Salines (Meurthe), t. I, p. 157.
 Rosselle (La), riv., t. I, p. 9; t. II, p. 259.
 Rotterdam, t. I, p. 23, 398.
 Rouen, t. I, p. 52; t. II, p. 374.
 Rouhling, ct. de Sarreguemines, t. II, p. 240.
 Roville (Meurthe), t. I, p. 154.
 Rozérieulles, ct. de Gorze, t. I, p. 109, 144, 314, 321.
 Ruhr (Région de la), t. I, p. 183.
 Rupt-de-Mad (Le), riv., t. I, p. 4, 11; t. II, p. 276, 291.
 Russange, ct. de Longwy, t. I, p. 203.
 Russie, t. I, p. 295, 355, 383.
 Rustroff, ct. de Sierck, t. II, p. 179, 238, 248.
- S
- Sablon (Le), près de Metz, t. I, p. 33, 37, 72; t. II, p. 156.
 Sadowa, t. I, p. 54, 469.
 Saint-Avold, CT., t. I, p. IX, 6, 9, 29, 45, 103, 127, 175, 177, 218, 223, 225, 281, 308, 311, 336, 337, 380, 394, 431, 481, 486; T. II, p. 72, 153, 155, 160, 186, 200, 248, 258, 259, 263, 264, 268, 269, 278, 280, 287, 299, 305, 327, 342, 363, 364.
 Saint-Avold (ct. de), t. I, p. 29, 148, 153, 191, 489; t. II, p. 116, 124, 239, 240, 241.
 Sainte-Barbe, ct. de Vigy, t. I, p. 115, 440.
 Sainte-Claire, ct. de Longwy, t. I, p. 204, 230, 245, 246.
 Saint-Cloud, t. I, p. 364.
 Saint-Dizier, t. I, p. 284, 285; t. II, p. 271, 278, 281.
 Saint-Eloi (Ferme), ct. de Metz, t. I, p. 138.
 Saint-Etienne, t. I, p. 227; t. II, p. 18, 79.
 Sainte-Fontaine, ct. de Saint-Avold, t. I, p. 191, 193, 199, 201, 226.
 Saint-Flour, t. I, p. 486; t. II, p. 35.
 Sainte-Geneviève (Meurthe), t. I, p. 160; t. II, p. 88.
 Saint-Jean, près Sarrebruck, t. I, p. 4, 38, 293.
 Saint-Jean de Bassel (Meurthe), t. II, p. 195, 207, 208, 219, 230, 346.
 Saint-Jean Rohrbach, ct. de Sarralbe, t. I, p. 130.
 Saint-Julien (Meuse), t. II, p. 89, 276, 277, 278.
 Saint-Julien-lès-Metz, t. I, p. 54, 62, 149, 161, 191, 214, 293; t. II, p. 113.
 Saint-Louis, ct. de Bitche, t. I, p. 38, 184, 185, 186, 187, 192, 220, 221, 223, 426; t. II, p. 44, 52, 54, 55, 213.
 Saint-Louis, ct. de Saint-Avold, t. I, p. 191, 193, 201, 226.
 Sainte-Menehould, t. II, p. 274, 276, 277.
 Sainte-Marie-aux-Chênes, ct. de Briey, t. II, p. 337.
 Saint-Pancré, ct. de Longuyon, t. I, p. 194, 195, 196, 229.
 Saint-Pierremont, ct. de Briey, t. I, p. 110.
 Saint-Privat (Ferme), près de Metz, t. I, p. 54.
 Saint-Privat-la-Montagne, ct. de Briey, t. II, p. 287, 365.
 Saint-Quentin, t. I, p. 148.
 Saint-Quentin (Mont), près de Metz, t. I, p. 10, 72; t. II, p. 118.
 Saint-Quirin (Meurthe), t. I, p. 185, 220.

- Sainte-Ruffine, ct. de Gorze, t. I, p. 387.
 Salzbouren, t. II, p. 234.
 Salzbronn, ct. de Sarralbe, t. I, p. 188, 189.
 Saône (La), riv., t. I, p. 170; t. II, p. 260, 265, 270.
 Saône (départ. de la Haute-), t. I, p. 206; t. II, p. 38.
 Saône-et-Loire (départ. de la), t. I, p. 247.
 Sarralbe, CT., t. I, p. 6, 9, 36, 106, 175, 188, 189, 191, 192, 193, 218, 222, 223, 226, 281, 308, 325, 345, 422, 452, 463, 486; t. II, p. 50, 55, 176, 190, 248, 258, 259, 262, 263, 292, 293, 305, 331.
 Sarrafbe (ct. de), t. I, p. 138, 156, 183, 184, 394, 463, 489; t. II, p. 50, 219, 240, 241, 320, 341.
 Sarre (La), riv., t. I, p. 3, 4, 9, 104, 156, 281, 309; t. II, p. 282, 288.
 Sarre (départ. de la), t. I, p. 3, 4, 6, 292, 293, 307.
 Sarre (Région de la), t. I, p. VIII, 1, 26, 39, 76, 171, 173, 175, 191, 200, 213, 224, 229, 231, 234, 236, 238, 239, 309; t. II, p. 79, 260, 271, 277, 279, 282, 283.
 Sarrebourg (Meurthe), t. I, p. 2, 311, 424; t. II, p. 229, 272, 282, 287, 289, 293, 294, 364.
 Sarrebourg (Prusse rhénane), t. I, p. 174.
 Sarrebruck, t. I, p. 1, 3, 4, 5, 8, 13, 38, 40, 61, 75, 82, 129, 175, 177, 207, 210, 212, 223, 233, 238, 239, 241, 273, 292, 293, 294, 307, 308, 309, 310, 317, 318, 319, 325, 326, 406, 424, 469, 475; t. II, p. 89, 111, 258, 272, 273, 276, 277, 278, 279, 282, 286, 288, 294, 362, 364, 366.
 Sarreguemines, t. I, p. x, 2, 3, 4, 5, 8, 17, 26, 38, 39, 40, 43, 45, 74, 104, 106, 127, 130, 153, 166, 171, 175, 176, 177, 184, 187, 188, 210, 215, 218, 221, 222, 224, 254, 262, 269, 271, 272, 273, 279, 289, 327, 337, 343, 345, 347, 363, 366, 380, 393, 395, 410, 412, 421, 422, 424, 425, 434, 439, 444, 451, 476, 478, 487; t. II, p. 10, 13, 35, 37, 55, 78, 86, 89, 95, 102, 105, 107, 113, 115, 118, 154, 155, 160, 176, 179, 183, 191, 195, 200, 202, 221, 238, 247, 253, 254, 258, 259, 260, 261, 263, 266, 267, 268, 269, 274, 281, 282, 287, 288, 289, 293, 94, 99, 305, 319, 342, 350, 353, 354, 357, 363.
 Sarreguemines (Arrond. de), t. I, p. 6, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 43, 45, 126, 128, 137, 138, 139, 149, 151, 152, 163, 181, 183, 184, 188, 215, 217, 218, 219, 259, 260, 263, 266, 293, 322, 333, 338, 339, 343, 344, 348, 362, 368, 381, 406, 414, 416, 420, 428, 444, 447, 448, 450, 451, 458, 459, 463, 481, 482, 485, 486, 489, 490; t. II, p. 10, 13, 17, 18, 22, 25, 28, 34, 35, 80, 81, 114, 120, 121, 123, 125, 139, 140, 144, 182, 185, 195, 199, 201, 203, 206, 211, 217, 220, 226, 229, 235, 236, 239, 290, 300, 307, 333, 335, 351, 364, 378.
 Sarreguemines (ct. de), t. I, p. 29, 30, 38, 261; t. II, p. 124, 129, 209, 218, 240, 241.
 Sarrelouis, t. I, p. VIII, x, 2, 4, 5, 61, 70, 93, 123, 130, 176, 177, 281, 285, 290, 292, 309, 310, 313, 317, 318, 319, 366, 381, 415, 428, 467, 476; t. II, p. 258, 262, 264, 266, 267, 352.
 Sarre-Union (Bas-Rhin), t. II, p. 282.
 Sarrewerden (Bas-Rhin), t. I, p. 1, 3.
 Saulnes, ct. de Longwy, t. I, p. 36, 198.
 Sauvage (La), Luxembourg, t. I, p. 203, 233, 245, 268.
 Saverne, t. I, p. 7; t. II, 263.
 Savoie, t. I, p. 456; t. II, p. 326.
 Savonnières (Meuse), t. I, p. 224; t. II, p. 289.
 Schœneck, ct. de Forbach, t. I, p. 184, 200, 223.
 Schorbach, ct. de Bitche, t. I, p. 415.
 Scy, ct. de Metz, t. I, p. 72, 95, 149, 420; t. II, p. 245, 266.
 Sébastopol, t. I, p. 447.
 Sedan, t. I, p. 177, 210, 321; t. II, p. 264, 272, 286, 287, 289, 368, 369, 370, 376.
 Seille (La), riv., t. I, p. 10, 156; t. II, p. 260, 267, 271.
 Seine (La), fl., t. I, p. 206.
 Seine (départ. de la), t. I, p. 22; t. II, p. 19, 274, 294, 358.
 Seine-et-Oise (départ. de la), t. I, p. 22, t. II, p. 30, 294.
 Sélestat, t. II, p. 374.

Senelle, ct. de Longwy, t. I, p. 204, 245.
 Senlis, t. I, p. 57.
 Sens, t. II, p. 28.
 Seraing, près de Liège, t. I, p. 239.
 Serrouville, ct. d'Audun, t. I, p. 409.
 Sèvres, t. I, p. 436, 451.
 Seyssel (Ain), t. II, p. 326.
 Sierck, CT., t. I, p. 1, 6, 10, 36, 102, 117, 149, 173, 174, 177, 183, 211, 217, 219, 257, 261, 281, 343, 423, 424; t. II, p. 113, 117, 165, 178, 179, 200, 238, 248, 256, 264, 266, 288, 292, 293, 294, 312, 344, 354, 363, 366.
 Sierck (ct. de), t. I, p. 4, 41, 119, 126; t. II, p. 56, 116, 117, 195, 239, 241.
 Sillegny, ct. de Verny, t. I, p. 125.
 Silly-sur-Nied, ct. de Pange, t. I, p. 289; t. II, p. 349.
 Sion-Vaudémont (Meurthe), t. I, p. 10.
 Soissons, t. II, p. 274, 374.
 Solférino, t. I, p. 457.
 Solgne, ct. de Verny, t. I, p. 480.
 Somme (dép. de la), t. II, p. 29.
 Soucht, ct. de Rohrbach, t. II, p. 310.
 Spicheren, ct. de Forbach, t. I, p. 9; t. II, p. 241, 364.
 Spincourt (Meuse), t. I, p. 3, 75, 279.
 Spire, t. I, p. 213; t. II, p. 23.
 Stenay, t. I, p. 195.
 Stephansfeld (Bas-Rhin), t. II, p. 87, 301.
 Stiring-Wendel, ct. de Forbach, t. I, p. 38, 114, 214, 223, 226, 229, 239, 241, 244, 246, 249, 448; t. II, p. 238, 245, 312.
 Strasbourg, t. I, p. VIII, IX, 7, 8, 34, 35, 51, 52, 82, 89, 138, 161, 169, 170, 175, 177, 178, 185, 207, 210, 211, 213, 221, 267, 291, 303, 320, 333, 353, 356, 362, 395, 399, 400, 438; t. II, p. 72, 89, 93, 118, 165, 167, 172, 183, 199, 211, 234, 235, 239, 246, 258, 262, 263, 266, 272, 273, 274, 275, 278, 279, 281, 289, 300, 315, 350, 365.
 Stromberg (Le), près de Sierck, t. I, p. 10, 117.
 Sturzelbronn, ct. de Bitche, t. I, p. 39, 110; t. II, p. 116, 157, 158, 166, 240.
 Stuttgart, t. I, p. 448.
 Suède, t. I, p. 295.
 Suez, t. I, p. 92, 109; t. II, p. 289.

Suisse, t. I, p. 96, 213, 391; t. II, p. 285, 286.
 Suzange, ct. de Thionville, t. I, p. 202.
 Syrie, t. II, p. 319, 345.

T

Tahiti, t. I, p. 405.
 Talange, ct. de Metz, t. I, p. 401; t. II, p. 139, 303.
 Tannois (Meuse), t. II, p. 272.
 Tarn (dép. du), t. II, p. 20.
 Teterchen, ct. de Boulay, t. I, p. 200; t. II, p. 293, 347.
 Tiercelet, ct. de Longwy, t. I, p. 29.
 Thiaucourt (Meurthe), t. II, p. 289.
 Thionville, t. I, p. 1, 2, 5, 10, 35, 36, 38, 40, 41, 45, 74, 75, 76, 99, 100, 101, 102, 105, 106, 121, 127, 130, 178, 179, 200, 210, 212, 217, 232, 261, 262, 271, 272, 281, 282, 284, 285, 288, 294, 297, 299, 309, 313, 321, 322, 324, 325, 334, 344, 349, 357, 363, 364, 366, 369, 370, 380, 386, 387, 392, 393, 394, 399, 401, 409, 411, 419, 420, 423, 425, 429, 431, 439, 441, 445, 459, 460, 463, 469, 474, 475, 476, 477, 483; t. II, p. 10, 13, 15, 18, 26, 34, 36, 37, 78, 89, 95, 96, 102, 105, 106, 107, 113, 114, 115, 117, 118, 136, 145, 153, 154, 155, 160, 161, 162, 176, 179, 183, 186, 191, 193, 195, 208, 227, 237, 241, 243, 247, 248, 262, 264, 265, 266, 267, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 293, 295, 298, 305, 326, 352, 353, 354, 366, 367, 376, 377, 378.
 Thionville (Arrond. de), t. I, p. 6, 26, 30, 43, 45, 135, 167, 183, 184, 217, 218, 240, 309, 339, 348, 362, 369, 404, 414, 422, 428, 450, 451, 463, 482, 483, 497; t. II, p. 10, 13, 17, 18, 22, 26, 27, 34, 36, 106, 119, 120, 121, 123, 125, 142, 193, 195, 200, 208, 211, 221, 228, 229, 232, 236, 238, 335, 364.
 Thionville (ct. de), t. I, p. 29, 31, 39, 41, 110, 116, 118, 125, 126, 235, 289, 422, 426, 446, 447, 481; t. II, p. 66, 124, 241.
 Tholey (Sarre), t. I, p. 3, 4, 281.
 Tichémont, ct. de Conflans, t. I, p. 138.
 Toscane, t. I, p. 221.

Toul, t. I, p. x, 1, 13, 381, 424; t. II, p. 17, 26, 277, 278, 364.
 Toulon, t. I, p. 25, 342, 449.
 Toulouse, t. I, p. 35, 96, 402; t. II, p. 20, 28, 33, 213, 245.
 Tragny, ct. de Pange, t. I, p. 45.
 Trèves, t. I, p. 1, 2, 13, 76, 119, 293, 357, 377, 381, 427; t. II, p. 186, 286, 323.
 Trianon, t. I, p. 188.
 Tritteling, ct. de Faulquemont, t. II, p. 239.
 Trocadéro, t. I, p. 346.
 Trois-Evêchés, t. I, p. 1, 2, 146; t. II, p. 386.
 Trois-Fontaines (Meurthe), t. I, p. 185.
 Tronville, ct. de Gorze, t. I, p. 412.
 Twickenham, près de Londres, t. I, p. 443.

U

Uckange, ct. de Thionville, t. I, p. 45, 173, 174, 175, 184, 212, 220, 221; t. II, p. 262, 287.
 Urville (Château d'), ct. de Pange, t. I, p. 269, 464.

V

Valenciennes, t. II, p. 285.
 Vallerysthal (Meurthe), t. I, p. 185, 220.
 Vallières, ct. de Metz, t. I, p. 199.
 Valmont, ct. de Saint-Avold, t. I, p. 119, 137, 386.
 Valmunster, ct. de Boulay, t. I, p. 183, 219.
 Valmy, t. I, p. 379.
 Vandelainville (Meurthe), t. II, p. 61.
 Vantoux, ct. de Metz, t. I, p. 45, 149; t. II, p. 354.
 Varangéville (Meurthe), t. I, p. 222.
 Varimont, près d'Ars, t. I, p. 232.
 Varizé, ct. de Boulay, t. I, p. 183, 217, 412; t. II, p. 243.
 Varraines (Les), près d'Ars, t. I, p. 231, 232.
 Varsberg, ct. de Boulay, t. I, p. 110, 127, 386.
 Varsovie, t. I, p. 373, 383; t. II, p. 178.

Vaudrevange (Sarre), t. I, p. 221.
 Vaux, ct. de Gorze, t. I, p. 180, 181, 198, 232.
 Vendée (dép. de la), t. I, p. 96, 254, 279, 385; t. II, p. 21.
 Verdun, t. I, p. 1, 2, 3, 105, 175, 281, 285, 333, 352, 379; t. II, p. 14, 273, 286, 289, 290, 364, 365.
 Vernéville, ct. de Gorze, t. II, p. 118, 291.
 Verny, CT., t. I, p. 6, 107; t. II, p. 103.
 Verny (ct. de), t. I, p. 28, 126, 144, 151, 289, 474; t. II, p. 56, 124.
 Versailles, t. I, p. 96; t. II, p. 20, 372, 373.
 Vesoul, t. I, p. 295.
 Veymerange, ct. de Thionville, t. I, p. 100.
 Vezin-Aulnoye (Nord), t. I, p. 196, 203.
 Vic-sur-Seille (Meurthe), t. I, p. 189.
 Vienne (Autriche), t. I, p. 210, 463; t. II, p. 287, 288.
 Vienne (dép. de la Haute-), t. I, p. 45; t. II, p. 24.
 Vigy, CT., t. I, p. 6, 118, 393, 402.
 Vigy (ct. de), t. I, p. 28, 29, 31, 257, 406, 409, 426, 444, 452, 473; t. II, p. 40, 56, 127.
 Ville-sur-Iron ct. de Conflans t. I, p. 126.
 Villecey-sur-Mad, ct. de Gorze, t. II, p. 142.
 Viller, ct. de Gros-Tenquin, t. I, p. 129.
 Villers-aux-Bois, ct. de Conflans, t. I, p. 126.
 Villers-Bettlach, ct. de Vigy, t. I, p. 9, 110.
 Villers-la-Montagne, ct. de Longwy, t. I, p. 107, 160, 452; t. II, p. 113, 142.
 Villerupt, ct. de Longwy, t. I, p. 37, 195, 198, 199, 203, 204, 230, 233, 235, 236, 245, 246, 248; t. II, p. 294.
 Vireux-Molhain (Ardennes), t. I, p. 233.
 Virton (Luxembourg belge), t. I, p. 366, 415.
 Vitry-le-François, t. II, p. 272.
 Vitry-sur-Orne, ct. de Thionville, t. I, p. 202, 414, 419.
 Vittoncourt, ct. de Faulquemont, t. I, p. 412; t. II, p. 140.
 Vivarais, t. II, p. 19.

- Voelfling, ct. de Bouzonville, t. II, p. 140.
 Volmerange, ct. de Cattenom, t. I, p. 234.
 Volmunster, CT., t. I, p. 6, 107, 131, t. II, p. 155, 319.
 Volmunster (ct. de), t. I, p. 22, 28, 29, 126, 144, 167, 257, 452; t. II, p. 45, 103, 124, 195, 240, 241, 320.
 Vonèche (Ardennes belges), t. I, p. 186.
 Vosges (Les), t. I, p. 7, 12, 39, 173, 185, 209, 211, 282.
 Vosges (dép. des), t. I, p. 312, 318, 424; t. II, p. 128, 333.
 Vouziers, t. I, p. 242; t. II, p. 266.
 Vry, ct. de Vigy, t. I, p. 31.

- Warndt (Le), ct. de Saint-Avold, t. I, p. 9, 191, 223.
 Wasserbillig (Luxembourg), t. II, p. 271.
 Westphalie, t. I, p. 245.
 Wiesbaden, t. I, p. 93.
 Wissembourg, t. I, p. 213; t. II, p. 23.
 Wittring, ct. de Sarreguemines, t. I, p. 458.
 Woëvre (La), t. I, p. 11, 12; t. II, p. 380.
 Woigot (Le), riv., t. I, p. 12.
 Woippy, ct. de Metz, t. I, p. 113, 153, 341, 430.

Y

- Yutz (Haute et Basse), ct. de Thionville, t. I, p. 99.

W

- Wadrineau (Digue de), près de Metz, t. II, p. 272.
 Waldhausen, ct. de Volmunster, t. II, p. 138.
 Walschbronn, ct. de Volmunster, t. II, p. 138, 140, 155.

Z

- Zoufftgen, ct. de Cattenom, t. I, p. 114.
 Zollverein, t. I, p. 163, 209.



INDEX DES NOMS DE PERSONNES

A

- ABEL (Charles), avocat, t. I, p. 87, 463; t. II, p. 372.
- ABOUT (Edmond), t. I, p. 457, 472; t. II; 31, 212, 362.
- ACHARD (baron), général, t. I, p. 402, 435; t. II, p. 131.
- ACHARD (baronne), t. II, p. 131.
- ADALBERT DE BAVIÈRE (prince), t. I, p. 449.
- ADAM, sériciculteur, t. I, p. 159.
- ADAM (Mme Edmond), t. I, p. 264.
- ADELSWARD (d'), maître de forges, t. I, p. 473, 489; t. II, p. 33.
- ADT, manufacturier, t. I, p. 183, 218.
- AERTS, propriétaire à Metz, t. I, p. 96.
- ALBERT, membre du gouvernement provisoire, t. I, p. 410.
- ALBERT (Paul), professeur au Collège de France, t. I, p. 130.
- ALCAN, libraire, t. I, p. 46.
- ALEXANDRE I^{er}, t. I, p. 311.
- ALEXANDRE II, t. I, p. 448.
- ALLART (Marcus), candidat à Sarreguemines, t. I, p. 487.
- ALLOUVILLE (d'), propriétaire à Metz, t. II, p. 31.
- ALOPEUS (comte d'), gouverneur de Lorraine, t. I, p. 285, 286, 289, 295, 318.
- ALTMAYER, colonel, t. I, p. 380.
- ALTMAYER, juge de paix, t. I, p. 452, 453.
- ALTON (comte d'), général, t. I, p. 462.
- AMEY DE CHAMPVANS, sous-préfet, t. II, p. 33.
- ANCILLON, famille messine, t. I, p. 32.
- ANDRÉ (Dr), maire d'Ars, t. I, p. 489; t. II, p. 378.
- ANGOULÈME (duc d'), t. I, p. 53, 322, 333, 337, 345, 352; t. II p. 18, 20, 78, 315.
- ANGOULÈME (duchesse d'), t. I, p. 353; t. II, p. 135.
- ANSPACH, magistrat, t. II, p. 359.
- ANTOINE, représentant du peuple, t. I, p. 416, 417, 420, 426, 429, 436, 437, 445.
- ARAGO (François), t. I, p. 64, 268.
- ARAGO (Emmanuel), t. I, p. 89.
- ARBOIS DE JUBAINVILLE (d'), avocat à Nancy, t. I, p. 123.
- ARDANT, député, t. I, p. 404; t. II, p. 24.
- ARGOUT (d'), ministre de l'Intérieur, t. I, p. 380; t. II, p. 146.
- ARNIM (comte d'), ministre de Prusse à Paris, t. II, p. 277.
- ARNOULT, maire de Thionville, t. I, p. 369, 392, 411, 423; t. II, p. 376.
- ARROS (comte d'), t. II, p. 42.
- ARROS (comte d'), préfet, t. I, p. 294, 306, 313; t. II, p. 15, 17.
- ARS, boucher, t. II, 342.
- ATTILA, t. I, p. 32.
- AUBÉ et TRONCHON, maîtres de forges, t. I, p. 203, 239, 240.
- AUBERT, négociant, t. I, p. 374, 375.
- AUBERT-GOUVY, propriétaire de saline, t. I, p. 192.
- AUBRION, conseiller de préfecture, t. II, p. 25, 32.
- AUBRY, conseiller de préfecture, t. II, p. 59, 127.
- AUBURTIN (Charles), propriétaire à Metz, t. I, p. 125.
- AUGIER (Emile), t. I, p. 460.
- AURELLE DE PALADINES (d'), général, t. I, p. 58, 478; t. II, p. 133, 345.

B

- BABUT, commissaire de police, t. I, p. 311.
- BALSAC (de), préfet, t. I, p. 344, 346, 349, 350, 354; t. II, p. 20.
- BAMBERGER (Dr), député, t. I, p. 264, 478, 489; t. II, p. 359, 378.
- BANQUEMER, cultivateur à Garsch, t. II, 230.
- BARAIL (du), général, t. II, 369, 370, 375.
- BARBÉ DE MARBOIS, garde des sceaux, t. I, p. 86, 267; t. II, p. 100.
- BARDIN, répétiteur à Polytechnique, t. I, p. 267, 416.
- BAROCHE, garde des sceaux, t. II, p. 34.
- BARRAL, agronome, t. I, p. 465 à 467, 484, 487 à 490; t. II, p. 55, 56.

- BARRAULT, notaire à Thionville. t. II. p. 103.
 BARRÈS (Maurice). t. I, p. 7, 10, 92.
 BARROIS, général, t. I, p. 362, 363, 366, 374, 375, 376, 377; t. II, p. 130.
 BARROT (Odilon), t. II, 24, 30.
 BARTH (Dr), membre de l'Académie de Médecine, t. I, p. 130.
 BARTHÉLÉMY, magistrat, t. I, p. 309, 323.
 BAUDRAN (Frère), t. I p. 422.
 BAUER, cultivateur à Garsch, t. II, p. 230.
 BAUER (Charles de), conseiller intime, t. I, p. 129; t. II, p. 299.
 BAZAILLES, conseiller général, t. I, p. 486.
 BAZAINE, ingénieur en Russie, t. I, p. 95.
 BAZAINE, maréchal, t. I, p. 9, 61, 103, 283, 475; t. II, p. 292, 361 à 363, 365, 366, 368 à 370, 372 à 376, 386.
 BEAUFORT (de), conseiller général, t. II, p. 44.
 BEAUSIRE (de), conseiller général, t. II, p. 44.
 BEAUVALLÉ (abbé), vicaire général, t. I, p. 459; t. II, p. 230, 231, 327, 328, 339, 340, 348.
 BEAUVAU (prince de), t. II, p. 287.
 BECCARY (de), zouave pontifical, t. I, p. 459.
 BÉGIN (Emile), polygraphe, t. I, p. 86.
 BEHMER, imprimeur, t. I, p. 88.
 BELLE-ÎLE (maréchal de), t. I, p. 67.
 BELLARD, général, t. I, p. 307, 312, 313.
 BELOT, avocat, t. II, p. 27.
 BENOIST (de), député de la Meuse, t. II, p. 290.
 BERGER, sous-préfet, t. II, p. 27.
 BERRY (duc de), t. I, p. 61, 296, 297, 298, 304, 321, 328, 333; t. II, p. 15, 58, 79, 130, 146, 386.
 BERRY (duchesse de), t. I, p. 389.
 BERRYER, t. I, p. 89, 385.
 BERTEAUX, secrétaire général, t. II, p. 13, 14, 43, 47.
 BERTIER (comte de), à La Grange, t. I, II, 269, 423, 385; t. II, p. 17.
 BERTRAND (Louis), t. I, p. 7, 102, 279.
 BERTRAND, général, t. I, p. III.
 BERTRAND, conseiller de préfecture, t. II, p. 25.
 BERTRAND, percepteur, t. II, p. 113.
 BERTRON, candidat à Metz, t. I, p. 484.
 BESSEMER, ingénieur, t. I, p. 227, 228.
 BESSON (Mgr.), évêque de Metz, t. I, p. 81, 348, 366 à 370, 394, 397; t. II, p. 177, 179, 191, 192, 326, 327, 344, 347.
 BESSON, pair de France, t. II, p. 327.
 BESSON, proviseur, t. II, 173.
 BESSON (abbé), t. II, 169.
 BEUGNOT (comte), t. I, p. 286, 287, 299.
 BEURNONVILLE, général, t. I, p. 323, 328.
 BEXON D'ORMESCHEVILLE, préfet, t. I, p. 130.
 BEZANSON (Paul), maire de Metz, t. I, p. 91.
 BIENAIMÉ (Mgr.), évêque de Metz, t. II, p. 324, 344.
 BILLAUDEL, conseiller général et préfet, t. I, p. 96, 393, 397, 398, 405, 406, 407, 411, 418, 419, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 428, 430, 432, 433, 435, 439, 442; t. II, p. 27 à 29, 50, 126, 142.
 BILLAULT, ministre de l'Intérieur, t. II, p. 143.
 BILLY, conseiller de préfecture, t. I, p. 442; t. II, p. 27.
 BISMARCK, t. I, p. 235, 470, 481; t. II, p. 364, 372.
 BLANC, journaliste, t. I, p. 96, 264, 439, 444.
 BLAVETTE, professeur, t. II, p. 173.
 BLAYNEY (Lord), t. II, 14.
 BLONDEL (J.-F.), architecte, t. I, p. 56, 64, 67.
 BLONDIN (Emmanuel et Ferdinand), directeurs de la Banque de France, t. I, p. 208, t. II, p. 109, 290.
 BLUCHER, t. I, p. 281, 284.
 BLUM (Robert), républicain allemand, t. I, p. 431.
 BOCK (baron de), écrivain, t. I, p. 129.
 BÖCKING, notable à Sarrebruck, t. I, p. 292, 318.
 BOICHOT, représentant du peuple, t. I, p. 446.
 BOISSONNET, colonel t. II, p. 375.

BOMPPARD (Barthélémy), maire de Metz, t. I, p. 399, 406; t. II, p. 50, 125, 146, 147, 205, 311.
 BON SAINT-ANDRÉ (Jean), t. II, p. 23.
 BONDY (comte de), préfet, t. I, p. 313, 314; t. II, p. 19.
 BORNSCHLEGEL (de), à Sierck, t. I, p. 183; t. II, p. 113.
 BOSSUET, t. I, p. 32.
 BOUCHEPORN (de), intendant de la Cor-se, t. II, p. 13.
 BOUCHOTTE (famille), t. I, p. 93, 95.
 BOUCHOTTE (J.-B.), ministre de la Guer-re, t. I, p. 267, 378.
 BOUCHOTTE (Charles), colonel, t. I, p. 356, 276, 405; t. II, p. 52.
 BOUCHOTTE (Emile), maire de Metz, t. I, p. 126, 159, 182, 208, 209, 214, 215, 267, 271, 353, 362, 363, 367, 371, 374, 375, 376, 377, 380, 382, 383, 384, 390, 391, 394, 398, 401, 402, 410, 425, 427, 428, 437, 442, 479; t. II, p. 146, 162, 205, 273, 276, 311, 386.
 BOUCHOTTE (Emilien), t. II, p. 375.
 BOULANGÉ, magistrat, t. I, p. 370, 373; t. II, p. 102.
 BOULAY DE LA MEURTHE, t. I, p. 325.
 BOULET-DUCOLOMBIÉ, minotier, t. I, p. 387; t. II, 307.
 BOULIER, proviseur, t. II, p. 173.
 BOUQUET, ingénieur des Ponts et Chaus-sées, t. II, 253, 264.
 BOURBAKI, général, t. II, p. 133, 247, 372.
 BOURBONS (les), t. I, p. 123, 283; t. II, p. 15, 16, 18, 44, 317.
 BOURELLE (de), capitaine, t. I, p. 417, 425.
 BOUTEILLER (de), général, t. I, p. 55.
 BOUTMY, maître de forges, t. I, p. 231.
 BOUVIER-DUMOLARD, préfet, t. I, p. 130, 183, 309, 326, 340, 371, 374; t. II, p. 22, 51.
 BOYENVAL, capitaine, t. II, p. 372.
 BOYER, général, t. II, p. 372, 373.
 BRANCAS (duc de), t. II, p. 358.
 BRAUN (abbé), t. II, p. 179, 249
 BRAYE (abbé), t. I, p. 417, 420.
 BRESSON, procureur général, t. I, p. 390.
 BRESSON (comte), diplomate, t. II, p. 277.

BRICE, chef de corps franc, t. I, p. 311.
 BRION, minotier, t. I, p. 387.
 BRISSON (Henri), journaliste et homme politique, t. I, p. 474.
 BROGLIE (maréchal de), t. I, p. 266.
 BROGLIE (duc Victor de), t. I, p. 367, 369, 397.
 BROSSET, colonel, t. I, p. 86.
 BUREAUX (abbé), t. II, p. 179.
 BURGUN, verrier, t. I, p. 185, 189.

C

CAHEN (S.), publiciste, t. II, p. 356.
 CALONNE, intendant des Trois-Evêchés, t. I, p. 170; t. II, p. 260, 265, 386.
 CAMPARIOL, général, t. I, p. 96, 441.
 CANROBERT, maréchal, t. I, p. 61, 70, 455; t. II, p. 31, 129, 365, 373.
 CAPPEL (baron de), maire d'Arry, t. II, p. 336.
 CAREY D'ASNIÈRES, à Villers-au-Bois, t. I, p. 126.
 CARNOT (Lazare), t. I, p. 304, 309; t. II, p. 16.
 CARREL (Armand), t. I, p. 353.
 CARS (duc des), t. I p. 352.
 CAVAINAC, général, t. I, p. 376, 377, 429, 430, 431; t. II, p. 59.
 CAZEAUX (chanoine), t. II, p. 234.
 CERF, agence de remplacement, t. II, p. 134.
 CERF-WORMS, t. I, p. 125.
 CHALANDON (Mgr.), t. II, p. 316, 328, 329.
 CHAMBORD (comte de), t. I, p. 268, 338, 405, 443; t. II, p. 319, 374.
 CHAMPAGNY (comte de), t. II, p. 316, 328, 329.
 CHANGARNIER, général, t. II, p. 369, 370, 372, 375.
 CHANZY, général, t. II, p. 170.
 CHAPPE, t. I, p. 311.
 CHARLES X, t. I, p. 159, 368, 378, 379; t. II, p. 16, 79, 365, 386.
 CHARLES IV, empereur, t. I, p. 32.
 CHARLES V, roi de France, t. p. 32.
 CHARPENTIER, premier président, t. I, p. 267, 363, 364, 366, 372, 374, 379, 382, 388, 390, 396, 401, 405, 411, 447; t. II, p. 51, 101, 274.

- CHARRAS, colonel, t. I, p. 376.
 CHARTENER, colonel, t. I, p. 312, 365.
 CHASSET, sénateur, t. I, p. 282, 283; t. II p. 16, 99.
 CHASTELLUX (de), conseiller de préfecture, t. II, p. 32.
 CHAZELLES (de), conseiller général, t. II, p. 42, 47, 57.
 CHÉDEAUX, maire de Metz, t. I, p. 112, 158, 172, 179, 182, 283, 306, 312, 339, 345, 378, 379, 382, 386; t. II, p. 45, 109, 111, 146, 309 à 311.
 CHENART DE MAIZIÈRES, journaliste, t. I, p. 443, 456.
 CHÉNIER (Marie-Joseph), t. II, p. 42.
 CHENOUD, proviseur, t. II, p. 173.
 CHERISEY (comte de), t. I, p. 126, 307, 459.
 CHEVIGNÉ (de), sous-préfet, t. I, p. 451, 453; t. II, p. 34.
 CHEVERS (de), magistrat, t. I, p. 347.
 CHOPPIN D'ARNOUVILLE, préfet du Bas-Rhin, t. I, p. 395.
 CHOUVERT, conseiller général, t. I, p. 473.
 CHUQUET (Arthur), t. II, p. 244; 252.
 CIR COURT (comte de), t. II, p. 12.
 CLARETIE (Jules), t. I, p. 97; t. II, p.
 CLINCHANT, général, t. II, p. 372, 375.
 COËTLOSQUET (famille du), t. I, p. 96, 120, 161, 186, 269, 298, 353.
 COËTLOSQUET (Charles-Paul, comte du), t. I, p. 395, 396, 404, 412, 417, 420, 426, 435, 436, 441, 442; t. I, p. 54, 60, 62, 127, 175, 177, 205, 213, 302, 320.
 COFFINIÈRES DE NORDECK, général, t. II, p. 149, 368, 369, 371, 373, 374.
 COINZE, sous-préfet, t. I, p. 368, 393, 412; t. II, p. 22, 25, 27, 28.
 COLCHEN (comte), préfet et sénateur, t. I, p. 121, 129, 157, 158, 275; t. II, p. 13, 19, 41, 100, 157, 182, 325, 346, 349.
 COLCHEN, magistrat, t. II, p. 100.
 COLLAINÉ, vétérinaire, t. I, p. 293; t. II, p. 310.
 COLLIGNON, cocher assassin, t. I, p. 22.
 COLLIGNON, imprimeur, t. I, p. 129.
 COLLIGNON, journaliste, t. II, p. 103.
 COLLIN-COMBLE, manufacturier, t. I, p. 180, 181, 337.
 COLLINET, juge de paix, t. II, p. 103.
 COMMERELL (Abbé de), agronome, t. I, p. 156.
 CONSIDÉRANT (Victor), t. I, p. 376.
 CONSTANT (Benjamin), t. II, p. 32.
 CORBIÈRE (comte de), t. II, p. 74, 79, 88, 334.
 CORMENIN (de), pamphlétaire, t. p. 393.
 CORMONTAIGNE, ingénieur militaire, t. I, p. 33, 53.
 CORNET, sénateur, t. II, p. 34.
 CORR-GAUTHIER, maître de forges, t. I, p. 240.
 COULEAUX, maître de forges, t. I, p. 192, 227.
 COURCELLES (Baudinet de), sous-préfet, t. I, p. 381; t. II, p. 26, 141.
 COURCELLES (baron de), à Montigny, t. I, p. 381.
 COURTEN (de), à Ancerville, t. I, p. 283, 419.
 COUTURIER, conventionnel, t. II, p. 183.
 CRÉMER (Camille), général, t. I, p. 130, 482; t. II, 372, 378.
 CRÉMIEUX (Adolphe), avocat, t. I, p. 268; t. II, p. 359.
 CREUTZER, général, t. I, p. 127.
 CREUTZER (de), à Sturzelbronn, t. II, p. 158.
 CREUTZER, inspecteur primaire, t. II, p. 211.
 CROUSSE, libéral messin, t. I, p. 334.
 CUNIN, maître de pension, t. II, p. 248.
 CUREL (de), famille, t. I, p. 121, 147, 395.
 CUREL (François de), t. I, p. 131.
 CUVIER (Othon), pasteur, t. II, p. 343, 350.

D

- DAMAS (comte de), gouverneur de Lorraine, t. I, p. 286.
 DARBOIS (Mgr.), t. II, p. 219, 234.
 DARCY, préfet, t. I p. 52, 432 à 437; t. II, p. 28, 29, 149.
 DAUBRÉE, ingénieur des mines, t. I, p. 86, 238, 474; t. II, p. 28, 55.
 DAUPHIN, conseiller général, t. I, p. 406, 426, 444, 473; t. II, p. 49, 55, 127, 128.
 DAVOUT, maréchal, t. I, p. 304.
 DECAEN, général, t. II, p. 133.

- DECAZES, (duc), t. I, p. 331, 332, 334, 339, 342, 348; t. II, p. 15, 16, 18, 23, 79, 105, 185, 189.
- DEFER (D^r), t. I, p. 473.
- DELANGLE, garde des sceaux, t. I, p. 459.
- DELESSE, géologue, t. I, p. 86.
- DELORT (baron), général, t. I, p. 376, 378, 385; t. II, p. 131.
- DEMBOUR, lithographe, t. I, p. 182, 430.
- DEMOGET, architecte, t. I, 69, 71.
- DENNIÉE (baron), sous-préfet, t. II, p. 142.
- DESHAYES, représentant du peuple, t. I, p. 416, 429.
- DESVIGNES (Victor), musicien, t. I, p. 88.
- DEUTSCH DE LA MEURTHE, t. I, p. 45.
- DEUX-PONTS (Christian de), t. I, p. 241.
- DEVAULX D'ACHY, conseiller général, t. II, p. 139.
- DEVAULX D'ACHY, percepteur, t. II, p. 113.
- DEVILLE (colonel), t. I, p. 130.
- DEVILLY, libraire, t. I, p. 272, 345.
- DEVILLY, peintre, t. I, p. 87.
- DIDIERJEAN, verrier, t. I, p. 220.
- DIETRICH (de), maître de forges, t. I, p. 192, 227; t. II, p. 158, 287.
- DIETZ, ingénieur, t. I, p. 4799.
- DIEU (D^r), t. I, p. 416.
- DISANT, sous-préfet, t. II, p. 27.
- DOLLFUS, manufacturier, t. II, p. 282.
- DOMMANGET, avocat, t. I, p. 96, 308.
- DONNET (cardinal), t. p. 458.
- DORAT, percepteur, t. I, p. 162.
- DORNÈS (Auguste), représentant du peuple, t. I, p. 267, 353, 358, 363, 374, 391, 394, 395, 397, 401, 406, 410, 416, 426, 427; t. II, 22, 24, 125, 378.
- DORNÈS (N. X.), représentant du peuple, t. II, p. 378.
- DORR, négociant, t. I, p. 181, 187, 215, 308; t. II, p. 45.
- DOSQUET, chef de cabinet du préfet, t. I, p. 376; t. II, p. 25.
- DREYFUS, filateur, t. p. 181.
- DROUOT, général, t. I, p. 324, 362; t. II, p. 130.
- DUCHATTEL (comte), ministre de l'Intérieur, t. II, p. 148.
- DUCHERRAY, député, t. I, p. 330, 339, 343.
- DUCOS, général, t. I, p. 313.
- DUFAURE, avocat et ministre, t. I, p. 89.
- DUFOUR (baron), maire de Metz, t. I, p. 63, 96, 396; t. II, p. 52, 101, 148, 189, 204.
- DUFRESNE, conseiller de préfecture, t. I, p. 277.
- DUMON, ministre des Travaux publics, t. II, p. 277.
- DUPANLOUP (Mgr.), évêque d'Orléans, 450, 480; t. II, p. 248, 341.
- DUPETIT-THOUARS, amiral, t. I, p. 405.
- DUPIN (baron Charles), T. II, p. 196.
- DUPIN (Philippe), t. I, p. 391; t. II, p. 276.
- DUPONT DES LOGES (M^{sr}), évêque de Metz t. I, p. 46, 67, 81, 210, 273, 274, 401, 403, 411, 432, 442, 449, 457, 458, 459, 465, 470, 472, 477, 478, 480; t. II, p. 109, 132, 133, 179, 209, 219, 220, 225, 226, 228, 230, 340, 248 à 252, 279, 303, 316, 319, 328 à 331, 334, 337 à 341, 344, 345, 347, 363, 364, 370.
- DUPONT-DREYFUS, maître de forges, t. I, p. 37, 46, 232, 241, 246, 247, 248; t. II, p. 284.
- DUPONT, maître de pension, t. I, p. 176.
- DUQUESNOY, magistrat, t. II, p. 42, 45, 47.
- DUQUESNOY, recteur, t. II, p. 168, 189.
- DURAND, député, t. I, 343, 344, 347, 351, 356; t. II, p. 47.
- DURAND DE TICHÉMONT, t. II, p. 42.
- DURANTHON, sous-préfet, t. II, p. 34.
- DURBACH, député, t. I, p. 295, 296, 308, 309, 316.
- DURUTTE, général, t. I p. 281, 282, 283, 285, 286, 287, 294 304; t. II, p. 129.
- DURUTTE (comte Camille), musicien; t. I, p. 84, 88.
- DURUY (Victor), t. I, p. 477, 480, 481; t. II, p. 133 212, 221, 245, 248, 251.
- DUVIVIER, sous-préfet, t. II, p. 28.

E

- EBERLIN, propriétaire à Sarreguemines, t. II, p. 342.
- EBLÉ, général, t. I, p. 130.
- ECOSSE (d'), conseiller de préfecture, t. II, p. 21, 42.
- EGREMONT (d'), à Petit-Failly, t. I, p. 349, 350.

EIGENSCHENK, sous-préfet, t. II, p. 33.
 EMMERY (comte), pair de France, t. I, p. 86, II, 266.
 EMMERY, sous-préfet, t. II, p. 13.
 ENGHEN (duc d'), t. II, p. 130.
 ERCKMANN-CHATRIAN, t. I, p. 117, 286.
 ERNOUF (baron), général, t. II, p. 130.
 ESPAGNE, représentant du peuple t. I, p. 416.
 ESPINASSE général, t. I, p. 455.
 ETCHEGOYEN (d'), colonel, t. I, p. 363.
 ETEX, sculpteur, t. I, p. 70.
 ETIENNE, député de la Meuse, t. I, p. 356.
 EUGÉNIE (impératrice), t. II, p. 35, 61, 369.

F

FABERT, maréchal, t. I, p. 70.
 FAILLY (de), général, t. I, p. 61.
 FAIN (baron), t. I, p. 380.
 FAIVRE (Benoît), t. I, p. 477.
 FALCIOLA, conseiller général, t. II, p. 42.
 FALLOUX (de), t. II, p. 58, 167, 179, 212, 214, 226, 244, 249, 344.
 FAREL (Guillaume), ministre réformé, t. I, p. 43.
 FAUCHER (Léon), ministre de l'Intérieur, t. I, p. 433, 435, 436; t. II, p. 28.
 FAULTRIER (de), conseiller de préfecture, t. II, p. 28.
 FAULTRIER (de), représentant du peuple, t. I, p. 412, 426, 427, 435; t. II, p. 26.
 FAVIER (Simon), conseiller municipal, t. I, p. 442.
 FAVRE (Jules), t. I, p. 89, 162, 235, 437.
 FELTRE (duc de), t. I, p. 195.
 FERDINAND II, roi des Deux-Sciles, t. p. 401.
 FERRY (Paul), ministre réformé, t. I, p. 32.
 FERRY (Jules), t. II, p. 212.
 FESCH (cardinal), t. II, p. 325, 326.
 FIDRITZI, à Guinglange, t. II, p. 337.
 FIQUELMONT (abbé de), t. II, p. 342.
 FISCHER (famille de), t. I, p. 201, 282; t. II, p. 140.
 FLOCON, homme politique, t. I, p. 437.
 FOCH, maréchal, t. I, p. 478; t. II, p. 252.
 FONDEUR, instituteur, t. II, p. 239.
 FONTANES (de), t. II, p. 168, 183.

FORBACH (comtesse de), t. I, p. 125, 241.
 FORBIN-JANSON (Mgr. de), t. I, p. 367; t. II, p. 327.
 FOREL, condamné politique, t. I, p. 342.
 FOREY, maréchal, t. I, p. 61.
 FORTOUL (de), t. II, p. 340.
 FOUCHÉ, t. I, p. 309.
 FOUCHER, général, t. I, p. 409; t. II, p. 132.
 FOULD, famille israélite de Metz, t. II, p. 359.
 FOUQUET (de), t. I, p. 276.
 FOURCROY, conseiller d'Etat, t. II, p. 184.
 FOURNEL, franc-maçon, t. I, p. 273.
 FOURNIER, colonel, t. I, p. 441.
 FOY, général, t. I, p. 341, 345.
 FRANCHESIN (de), à Talange, t. I, p. 96, 157, 401; t. II, p. 139, 303.
 FRANCIN (Nicolas), évêque de la Moselle, t. I, p. 73; t. II, p. 324.
 FRANÇOIS, colonel de la garde nationale, t. I, p. 311, 398, 399, 410.
 FRANCONI, cirque, t. I, p. 78.
 FRANCK, membre de l'Institut, t. II, p. 359.
 FRANTZ, chef de corps franc, t. I, p. 311, 312.
 FRATIN, sculpteur, t. I, p. 70, 87.
 FRAYSSINOUS (Mgr.), t. II, p. 192.
 FRÉDÉRIC-GUILLAUME III, t. I, p. 321; t. II, p. 15.
 FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV, t. I, p. 381.
 FRÉHAUT (de), concessionnaire de mines, t. I, p. 232, 238.
 FRIANT, général, t. I, p. 297, 303.
 FROSSARD, général, t. I, p. 54, 486; t. II, p. 363.
 FURSTEMBERG (Guillaume-Egon de), t. I, p. 57.

G

GALLIFET (de), général, t. I, p. 230, 248.
 GALLOIS, sous-préfet, t. II, p. 22, 26 à 28, 36.
 GAMBETTA, t. II, p. 378.
 GANDAR, professeur à la Sorbonne, t. I, p. 88.
 GANDAR, à Rémyilly, t. I, p. 489.
 GANDON, inspecteur-général, t. II, p. 229.

- GARANTIÉ, journaliste, t. I, p. 439, 445, 455.
- GARDEUR-LEBRUN, t. II, p. 265.
- GARGAN (famille de), t. I, p. 96, 100, 111.
- GARGAN (Théodore de), 1791-1853, t. I, p. 198, 201, 205, 223, 241; t. II, p. 45, 52.
- GARGAN (Théodore de), né en 1827, t. I, p. 236, 245, 482, 483; t. II, p. 45, 66.
- GARGAN (Charles de), t. I, 489 490.
- GASTINNE-RÉNETTE, armurier, t. I, p. 82.
- GAUTHIER, adjoint au maire de Metz, t. II, p. 147.
- GAUTIEZ, architecte, t. I, p. 68, 69, 113, 204; t. II, 334.
- GEIGER (baron de), manufacturier, t. I, p. 44, 188, 221, 269, 448, 451, 452, 454, 463, 464, 484 à 486; t. II, p. 11, 35, 36, 281, 282, 340, 350.
- GEISLER, négociant, t. I, p. 92.
- GÉNOT, député, t. I, p. 382, 383, 390, 395; t. II, p. 125.
- GENTIL, administrateur colonial, t. I, p. 131.
- GEORGES (Mlle), comédienne, t. I, p. 84, 331.
- GÉRANDO (de), commissaire de l'Empereur, t. I, p. 306, 307, 309.
- GÉRANDO (de), procureur général, t. I, p. 438, 439, 440, 453, 455, 456, 458, 461, 468, 469, 470, 475; t. II, p. 226, 231, 286.
- GÉRARD (M.), député de la Haute-Vienne, t. II, p. 24.
- GÉRARD, maréchal, t. I, p. 310, 378.
- GERMAIN, maire de Metz, t. I, p. 398, 406, 426; t. II, 147 à 149, 276.
- GERMEAU, préfet, t. I, p. 402, 405, 409, 411, 435; t. II, p. 23 à 26, 59, 88, 148, 209, 274, 275, 277, 300, 301, 315, 328, 337 à 339, 352.
- GERSON-LÉVY, philologue, t. I, p. 46.
- GESTAS (comte de), t. I, p. 111.
- GIRARDIN (comtesse), t. II, p. 359.
- GIRAUD, maître de forges, t. I, p. 233, 245.
- GIROD, professeur, t. II, p. 173.
- GLAVET, mécanicien, t. I, p. 180.
- GODCHAUX et ROGER, agence de remplacement, t. II, p. 134.
- GODRON (Dr), à Rombas, t. I, p. 414.
- GORDON (Mme), t. I, p. 400.
- GORSSE, ingénieur des Ponts et Chaussées, t. II, j. 253, 257.
- GOUDCHAUX, banquier, t. I, 1. 46, 209.
- GOUDCHAUX, ministre des Finances, t. I, p. 208, 425.
- GOUJEON, magistrat, t. I, p. 95.
- GOULIER, colonel, t. I, p. 57, 64, 89.
- GOULON, magistrat t. I, p. 452; t. II, p. 101.
- GOURCY (comte de), à Ville-sur-Iron, t. I, p. 126, 323; t. II, p. 43, 117.
- GOUSSAUD d'ANTILLY, maire de Metz, t. II, p. 42.
- GOUSSEL, fondeur de cloches, t. I, p. 216.
- GOUSSIN, commandant de la garde nationale, t. I, p. 439.
- GOUVY, maître de forges, t. I, p. 189, 190, 226, 319.
- GOSE, général, t. I, p. 91.
- GRAMONT (duc de), t. I, p. 305.
- GRANGÉ, fabricant de charrues, t. I, p. 159; t. II, p. 88.
- GRANZENSTEIN, intendant prussien, t. I, p. 289.
- GRÉGOIRE (abbé), t. I, p. 86, 256, 257, 347.
- GRENIER, général, t. I, p. 309, 311, 319, 323, 333, 339.
- GRÉVY (Jules), t. I, p. 89.
- GROUCHY (comtesse de), t. II, p. 359.
- GROUVELLE (Laure), t. I, p. 267.
- GUDIN, général, t. I, p. 404.
- GUÉDEN, négociant, t. I, p. 76.
- GUÉNOT, magistrat, t. I, p. 374.
- GUÉRANGER (dom), t. II, p. 250.
- GUERQUIN, t. II, p. 147.
- GUERRIER DE DUMAST, t. p. 89; t. II, p. 12, 234.
- GUILLAUME I^{er}, t. I, p. 103, 321, 449, 469, 477; t. II, p. 364, 386.
- GUILLAUME II, t. I, p. 269.
- GUILLAUME DE VAUDONCOURT, général, t. I, p. 311 312, 345.
- GUILLEMOT, sous-préfet, t. II, p. 33, 34.
- GUIZOT, t. I, p. 365, 368, 406; t. II, p. 17, 22, 202.

H

- HAFFNER, fabricant de coffres-forts, t. I, p. 218; t. II, p. 306.

- HAGER, à Sarreguemines, t. I, p. 393.
 HAINGUERLOT, banquier, t. I, p. 223; t. II, p. 278.
 HALPHEN (L.), directeur des Chemins de fer du Nord, t. I, p. 46, 465, 466.
 HALPHEN (S.), joaillier, t. I, p. 131; t. II, p. 319.
 HAMELIN, t. II, p. 272.
 HANNONCELLES (d'), premier président, t. I, p. 340, 363; t. II, p. 100.
 HANNONCELLES (d'), président de chambre, t. I, p. 92, 474; t. II, p. 101.
 HANRIOT, inspecteur d'académie, t. I, p. 479; t. II, p. 211, 212, 220 à 224, 228 à 231, 235, 237, 240, 248, 386.
 HARDENBERG, chancelier prussien, t. I, p. 318.
 HARDY (abbé), t. II, p. 178.
 HARNIST, architecte, t. I, p. 69.
 HAUCHECORN, ingénieur prussien, t. I, p. 235.
 HAUSEN (d'), maîtres de forges, t. I, p. 127, 163, 193, 196, 323, 330, 339, 489; t. II, p. 45, 55, 299.
 HAUSSER (baron d'), ministre de la Marine, t. I, p. 356.
 HAVRÉ (duc d'), t. I, p. 125.
 Hélène de MECKLEMBOURG (princesse), t. I, p. 396, 398, 409; t. II, p. 386.
 HELMSTATT (d'), à Morhange, t. I, p. 125, 127, 343; t. II, p. 44.
 HENCKEL VON DONNERSMARCK, t. II, p. 386.
 HENNOCQUE, colonel, député, t. I, p. 434, 435, 450, 451, 454, 460, 464, 465 à 467, 487; t. II, p. 290, 365.
 HENRI II, t. I, p. 1, 53, 75.
 HENRI des Pays-Bas (prince), t. I, p. 449; t. II, p. 286.
 HENRY, colonel, t. II, p. 55.
 HENTZ, conventionnel, t. I, p. 327.
 HESSE-HOMBOURG (prince de), t. I, p. 313.
 HIMMELSPACH, conseiller général, t. I, p. 423, 424, 430; t. II, p. 59, 213, 303.
 HOFFELIZE (d'), maître de forges, t. I, p. 126, 203, 344, 347; t. II, 43, 45, 52.
 HOFF, sergent, t. I, p. 130.
 HOLANDRE DE COLMY, magistrat, t. II, p. 101.
 HOLANDRE-PIQUEMAL, t. II, p. 318.
 HOART, saint-simonien, t. I, p. 391.
 HEGARDEN (VAN), concessionnaire de voies ferrées, t. II, p. 293.
 HOLZACH, ministre réformé, t. II, p. 349.
 HUART (baron d'), à Florange, t. I, p. 188, 203, 268, 346, 347, 444.
 HUART, banquier, t. II, p. 146.
 HUART DE NOTHOMB, manufacturier, t. I, p. 180, 188, 203, 245, 247.
 HUBER, manufacturier, t. I, p. 184, 218.
 HUBERT, érudit longovicien, t. I, p. 101.
 HUGO, général, t. I, p. 99, 281, 284, 288, 325.
 HUGUENIN, professeur d'histoire, t. I, p. 87; t. II, p. 173.
 HULOT, général, t. I, p. 387, 392; t. II, p. 122.
 HUMBERT (L.-A.), garde des sceaux, t. I, p. 428, 439; t. II, p. 27, 28.
 HUMBERT (G.-A.), représentant du peuple, t. I, p. 442, 489; t. II, p. 28; 378.
 HUMBERT (Thérèse) t. II, p. 28.
 HUNOLSTEIN (famille d'), t. I, p. 96, 111, 125, 131, 136, 147, 203.
 HUNOLSTEIN (Philippe-Antoine Vogt d'), t. II, p. 43, 133.
 HUNOLSTEIN (Félix, baron d'), t. I, p. 195, 317, 323; t. II, p. 52, 312.
 HUNOLSTEIN (Paul, comte d'), t. I, p. 121, 231, 234, 244, 247, 404, 435, 456, 482, 483; t. II, p. 177.
 HUSSON, conseiller général, t. II, p. 54, 59, 127.
 HYACINTHE (père), t. I, p. 477.

I

- IBRELISLE, chirurgien, t. II, p. 298, 313.
 ISIDOR, grand rabbin, t. I, p. 46.

J

- JACLARD, fondeur de cloches, t. I, p. 216.
 JACOB, entrepreneur de transport, t. I, p. 176.
 JACQUINOT, général, t. I, p. 111; t. II, p. 27, 131.
 JACQUINOT, colonel, t. I, p. 364.
 JACQUINOT, secrétaire général, t. I, p. 411; t. II, p. 13, 18, 21, 24, 27.
 JACQUINOT, sous-préfet, t. II, p. 27, 32.
 JACQUOT, ingénieur, t. I, 222, 224, 240.

JADELOT, conseiller de préfecture, t. II, p. 25.
 JARS, membre de l'Académie des Sciences, t. I, p. 199.
 JAUFFRET, (Mgr.), évêque de Metz, t. I, p. 276, 293, 299, 307, 348; t. II, p. 16, 186, 189, 314, 325, 326, 331, 334, 346.
 JAUNEZ, géomètre, t. I, p. 69, 484; t. II, p. 23, 147.
 JAVAL, famille israélite de Metz, t. II, p. 359.
 JAYR, préfet, t. I, p. 399; t. II, p. 23, 147.
 JEANIN (baron), préfet, t. I, p. 67, 162, 457, 459, 462, 464, 465, 466, 467, 470, 473, 484, 488; t. II, 30, 31, 34, 56, 61, 132, 212, 221, 222, 224 à 226, 228 à 231, 251, 283, 286, 292, 332, 341.
 JOBAL DE LUE (comte de), t. I, p. 125, 268, 283, 295, 323, 341; t. II, p. 17, 44.
 JOURDAIN, directeur de théâtre, t. I, p. 45.
 JOUSSEAUD, condamné politique, t. I, p. 342.
 JULHE (abbé), supérieur du Séminaire, t. I, p. 345.

K

KARCHER, maître de forges, t. I, p. 242, 244; t. II, p. 284, 306, 350.
 KELLERMANN, maréchal, t. I, p. 280, 281, 288, 290, 395.
 KERSAINT (comte de), préfet de la Meurthe, t. II, p. 23.
 KIND, ingénieur, t. I, p. 224.
 KLÉBER, général, t. I, p. 481.
 KœCHLIN, industriel à Mulhouse, t. II, p. 23, 282.
 KREMER, maître de forges t. I, 233.

L

LABASTIDE, proviseur, t. II, p. 173, 244, 246.
 LABBÉ, maître de forges, t. I, p. 204, 231, 232, 245, 247, 374, 406, 410, 416, 420, 426, 435, 437, 444; t. II, p. 33, 54, 59, 60.
 LACHADENÈDE (baron de), préfet, t. I, p. 323, 324, 325, 329, 330; t. II, p. 19, 125, 308.

LACORDAIRE, t. I, p. 395; t. II, p. 317, 345, 348.
 LACRETELLE (Charles de), t. I, p. 266.
 LADOUCKETTE (famille), t. I, p. 126.
 LADOUCKETTE (J.-Ch.-F., baron de), préfet et député, t. I, p. 87, 305, 306, 307, 308, 309, 311, 312, 313, 314, 318, 326, 382, 395, 404; t. II, p. 16, 19, 26.
 LADOUCKETTE (L.-Ch., baron de), sénateur, t. I, p. 426, 427, 428, 435, 473; t. II, p. 11, 54 à 56, 59 à 61, 63, 96, 290.
 LADOUCKETTE (Madame de), t. I, p. 448.
 LA FAYETTE, t. I, p. 56, 334, 358, 362, 373; t. II, p. 14.
 LAFITE et CAILLARD, diligences, t. I, p. 176.
 LAFFITE, pasteur, t. I, p. 267, 353, 377, 380; t. II, p. 350, 351.
 LAFFITTE, t. I, p. 341, 377, 391.
 LAGLASSE (abbé), t. II, p. 178.
 LAGRANGE, général, t. II, p. 20.
 LAINÉ, ministre de l'Intérieur, t. I, p. 331; t. II, p. 79.
 LALLEMANT, à Sarreguemines, t. I, p. 127, 268, 343, 347; t. II, p. 267.
 LALLEMAND (Docteur), à Montpellier, t. I, p. 405, 417.
 LAMARQUE, général, t. I, p. 276.
 LAMBERT, magistrat, t. II, p. 47.
 LAMBERT (Lyon-Mayer), rabbin, t. II, p. 354 à 356.
 LAMBERT (Gustave), explorateur, t. I, p. 89.
 LAMBERTYE (marquis de), t. I, p. 111; t. II, p. 45.
 LAMBRY, colonel de la garde nationale, t. I, p. 273, 431, 432.
 LAMORT, imprimeur, t. I, p. 265, 355, 391.
 LANDORMY, commandant, t. I, p. 76, 178.
 LANGERON (comte de), général russe, t. I, p. 281, 310, 313.
 LANUSSE, général, t. II, p. 129.
 LAPLACE (R. P.), t. I, p. 394.
 LAPOINTE (G. et N.), colonels, t. I, p. 27, 269, 283.
 LARDEMELLE (famille de), t. I, p. 96, 111, 131; t. II, p. 113.

- LARDEMELLE (J. de), député, t. I, p. 268, 344, 347, 354, 356, 385, 387, 405, 442; t. II, p. 139, 307.
- LARDEMELLE (de), général, t. I, p. 35; t. II, p. 277.
- LARREY (baron), t. I, p. 280.
- LASALLE, général, t. I, p. 71.
- LASALLE de Vaudrevange, t. I, p. 200; t. II, p. 44.
- LASALLE (famille), t. I, p. 319.
- LASAUCE, directeur de l'Ecole normale, t. II, p. 198, 199.
- LATOURETTE, architecte, t. I, p. 65.
- LATTIER (marquis de), t. II, p. 352.
- LAUCKHARD, maire de Sarrebruck, t. I, p. 292, 308, 318.
- LAURENT (abbé Ignace), évêque de Metz, Metz, t. I, p. 276; t. II, p. 325. t. I, p. 276; t. II, p. 325.
- LAVALLETTE (de), ministre de l'Intérieur, t. II, p. 143.
- LAUSSEDAT, colonel, t. I, p. 235, 236. 375.
- LEBRUN (A.), Président de la République, t. I, p. 270.
- LECHEVALIER, saint-simonien, t. I, p. 391.
- LECLERC, conseiller de préfecture, t. II, p. 21.
- LEDRU-ROLLIN, t. I, p. 411, 429, 431; t. II, p. 28.
- LEGAGNEUR, magistrat, t. II, p. 101.
- LEGENDRE, maître de forges, t. I, p. 204.
- LEINEN-SPOL, négociant, t. II, p. 252.
- LEJAILLE, voyer en chef, t. II, p. 256.
- LEJEUNE, avocat, t. I, p. 480.
- LE JOINDE, ingénieur des Ponts et Chaussées, t. I, p. 485, 486; t. II, p. 55, 236, 253, 256, 272, 274, 278, 285 à 287, 290.
- LEMASSON, ingénieur des Ponts et Chaussées, t. II, p. 253 270 à 272.
- LEMONNIER, négociant, t. II, p. 109.
- LENEVEUX, conseiller de préfecture, t. II, p. 32.
- LENNOX, chef d'escadron, t. I, p. 374, 378.
- LÉOTADE (frère), t. I, p. 402.
- LEROY, cultivateur, t. I, p. 139.
- LESECQ DE CRÉPY, conseiller général, t. II, p. 351.
- LESPIN (de), recteur, t. II, p. 168, 169, 192, 195.
- LEWAL, colonel, t. II p. 268.
- LEWIT, négociant, t. I, p. 169.
- LEZAY-MARNÉSIA, préfet du Rhône, t. II, p. 230.
- LIÉGEARD (Stéphen), sous-préfet et député, t. I, p. 462, 463, 476, 482 à 485, 490; t. II, p. 32, 35, 236.
- LIÉGEARD, inspecteur des haras, t. II, p. 33.
- LIMBOURG, avocat, t. I, p. 85.
- LIPMAN, avocat, t. II, p. 85.
- LIPPMANN, diligences, t. I, p. 176.
- LOCKROY (Edouard), t. II, p. 362.
- LOEWENSTEIN (prince de), t. I, p. 125.
- LOMBARD, t. I, p. 400.
- LORIN, verrier, t. I, p. 186, 189 192.
- LOUIS le PIEUX, t. I, p. 32.
- LOUIS XIV, t. I, 1, 2, 4.
- LOUIS XVI, t. I, p. 299, 348.
- LOUIS XVIII, t. I, p. 241, 294, 297, 304, 312, 331, 345; t. II, p. 15, 43, 57, 73.
- LEBŒUF, maréchal, t. II, p. 34, 362, 373, 369, 371 à 381, 388 à 390, 394, 400, 409; t. II, p. 148, 365.
- LOUIS (baron), t. I, p. 356.
- LOUVEL, t. I, p. 236.
- LOUIS-PHILIPPE, t. I, p. 54, 353, 358, 362.
- LOYSON, recteur t. II, p. II, 22, 168, 192, 194, 195.
- LOYSON, sous-préfet, t. I, p. 181, 382; t. II, p. 22, 26.
- LUCY (de), receveur général, t. II, p. 113.

M

- MACÉ (Jean), fondateur de la Ligue de l'enseignement, t. I, p. 273, 479, 480.
- MACHEREZ, fabuliste, t. I, p. 86.
- MAC-MAHON (maréchal de), t. I, p. 61; t. II, p. 368.
- MAGGIOLO, inspecteur d'académie, t. II, p. 211, 229.
- LOUYOT (abbé), t. II, p. 346.
- MAHLER (comte), préfet, t. I, p. 447 à 450, 453, 454; t. II, p. 30, 34, 217, 298, 299.
- MAILLER (de), magistrat, t. I, p. 400; t. II, p. 101.
- MALLEVILLE (de), premier président, t. I, p. 341; t. II, p. 100, 101.
- MAME, éditeur, t. II, 222.

- MANGIN (Claude), préfet de police, t. I, p. 95, 308.
- MANUEL, homme politique, t. I, p. 254, 344, 347.
- MANUEL, agent bonapartiste, t. I, p. 435.
- MANTEUFFEL (von), t. I, p. 476.
- MARCHAL DE CORNY, t. I, p. 405.
- MARCHANT, maire de Metz, t. I, p. 274, 287, 291, 294, 302, 306, 313, 326, 357, 361, 362; t. II, p. 21, 22, 25, 26.
- MARCHANT-COLLIN, député, t. I, p. 347; t. II, p. 113.
- MARCK, directeur du théâtre, t. I, p. 85.
- MARCUS, verrier, t. I, p. 186, 220.
- MARÉCHAL (Félix), maire de Metz, t. I, p. 72, 267, 374, 383, 410, 416, 417, 444, 460, 471; t. II, p. 54, 56, 60, 61, 128, 149, 163 à 165, 231, 290, 370, 376.
- MARÉCHAL (Mme F.), t. I, p. 479; t. II, 367, 370.
- MARÉCHAL (Laurent), peintre-verrier, t. I, p. 66, 87, 216, 439; t. II, p. 159.
- MARÉCHAL, inspecteur primaire, t. II, p. 194.
- MARESCOT, surveillé politique, t. I, p. 445.
- MAREY, physiologiste, t. I, p. 89.
- MAREY-MONGE, général, t. II, p. 299.
- MARGAINE (Mme), t. II, p. 299.
- MARGUERITE, général, t. II, p. 364, 365.
- MARIE-LOUISE, impératrice, t. I, p. 278; t. II, p. 72.
- MARIN DES BOUILLÈRES (de), t. I, p. 96.
- MARLBOROUGH (duc de), t. I, p. 107.
- MARMONT, maréchal, t. I, p. 281, 286, 297.
- MARS (Mlle), t. I, p. 84.
- MARTIGNAC (comte de), t. I, p. 352, 353, 355; t. II, p. 18, 20, 23, 46, 192, 327.
- MARTIMPREY (de), général, t. II, p. 56, 133, 251, 345.
- MARTIN DU NORD, garde des sceaux, t. II, p. 328.
- MASSING, manufacturier, t. I, p. 184, 218, 463.
- MASSON (abbé), vicaire-général, t. II, p. 225, 229 à 231, 327.
- MASSON, manufacturier, t. I, p. 182.
- MATHIEU DE DOMBASLE, agronome, t. I, p. 154, 158.
- MATHIEU, magistrat, t. II, p. 50.
- MATHIOTTE, cultivateur à Herry, t. II, p. 364.
- MAUD'HUY (de), député, t. I, p. 268, 340; t. II, p. 14, 21, 177, 307.
- MAUD'HUY (de), général, t. II, p. 130.
- MAYAUX, instituteur, t. II, p. 243.
- MAYER (Edouard), journaliste, t. I, p. 264, 359, 456, 465, 471.
- MAYER LAZARD, rabbin, t. II, p. 355.
- MAYER LÉVY, à Thionville, t. I, p. 45.
- MAYOT-COSTÉ, filateur, t. I, p. 182.
- MÉJANÈS (Mme de), religieuse, t. II, p. 346.
- MENNESSIER, directeur des Contributions, t. I, p. 323, 332.
- MENNESSIER (Hyppolite), t. I, p. 268, 434, 441.
- MENNESSIER (Auguste), peintre, t. I, p. 87; t. II, p. 74.
- MENNESSIER (famille), t. I, p. 456.
- MERLIN DE THIONVILLE, t. I, p. 100, 327, 417.
- MERLIN, général, t. I, p. 364.
- MERMILLOD (Mgr.), évêque d'Annecy, t. II, p. 330.
- METZ-NOBLAT (de), t. II, p. 12.
- MÉZIÈRES (Louis), recteur, t. I, p. 434; t. II, p. 168.
- MÉZIÈRES (Alfred), sénateur, t. I, p. 130, 270; t. II, p. 168, 173, 362.
- MICHAUX (abbé), t. II, p. 345.
- MICHEL, ingénieur, t. I, p. 463.
- MICHEL (E.), magistrat, t. I, p. 87.
- MIGETTE (Auguste), peintre, t. I, p. 61, 69, 83, 93, 94, 293; t. II, 74.
- MIGNERET, préfet du Bas-Rhin, t. II, p. 292.
- MILLERET, receveur général, t. I, p. 111, 339, 340, 348, 348, 356, 381; t. II, p. 44, 48, 112.
- MINAGLIA (Mlles), institutrices, t. II, p. 203, 223, 248.
- MIOLLIS, général, t. I, p. 312; t. II, p. 129.
- MIQUE, préfet de la Meurthe, t. I, p. 295.
- MOITRIER, industriel, t. I, p. 217.
- MOLÉ (comte), t. I, p. 434, 436.
- MOLITOR, maréchal, t. I, p. 101.
- MONSABRÉ (R. P.), t. II, p. 345.
- MONTALEMBERT (comte de), t. I, p. 403.
- MONTALIVET (comte de), ministre sous Napoléon I^{er}, t. I, p. 130.
- MONTALIVET (comte de), ministre sous Louis-Philippe, t. I, p. 371.

MONTBEL (Baylin de), commissaire de police, t. II, p. 106.
 MONTIFAULT (Lemaire de), sous-préfet, t. I, p. 463, 485; t. II, p. 35.
 MONTMORENCY-LAVAL (cardinal de), t. II p. 324.
 MONTPENSIER (duc de), t. I, p. 54.
 MORHANGE, rabbin, t. II, p. 355.
 MORIN, général, t. I, p. 64; t. II p. 287.
 MORLANNE, chirurgien, t. II, p. 71, 77, 81, 93, 127, 298, 313 à 315, 318, 320, 386.
 MORNAY (duc de), t. I, p. 450 à 452; t. II, p. 29.
 MOTTE (de la), général bavarois, t. I, p. 320.
 MOUSTIERS (des), colonel, t. I, p. 364.
 MOUZIN, directeur du Conservatoire, t. I, p. 84, 88.
 MUAUX, maître de forges, t. I, p. 245.
 MULLER (abbé), curé de Sarralbe, t. II, p. 331.

N

NAPOLÉON I^{er}, t. I, p. 44, 63, 170, 279, 284, 285, 296, 302, 304, 311, 312, 324, 327, 330, 331, 336, 342, 348; t. II, p. 99, 130, 132, 259, 260, 299, 325, 344, 352, 365, 382, 386.
 NAPOLÉON II, t. I, p. 312.
 NAPOLÉON III, t. I, p. 115, 219, 220, 243, 329, 399, 425, 427, à 429, 431, 434, 436 à 438, 444, 448, 449, 451, 458, 469, 481, 483; t. II, p. 93, 234, 236, 239, 282, 287, 290, 319, 340, 363 à 365, 369, 386.
 NAPOLÉON (prince), t. I, p. 435, 460, 465, 466; t. II, p. 39.
 NASSOY, général, t. I, p. 91.
 NAYER (de), inspecteur primaire, t. II, p. 232, 233.
 NEMOURS (duc de), t. I, p. 378, 400; t. II, p. 175.
 NEUVRY (de), t. I, p. 297.
 NEY, maréchal, t. I, p. 70, 130, 286 295, 304, 310, 311, 319, 481; t. II, p. 31.
 NEY (Edgar), t. I, p. 71, 436.
 NEY (Napoléon), t. I, p. 428, 435; t. II, p. 34.
 NICLAUSSE, conseiller de préfecture, t. I, p. 273; t. II, p. 27.
 NIQUEUX, capitaine, t. I, p. 417, 425.
 NOTHOMB (Huart de), voir Huart.

O

ODENT, préfet, t. I, p. 473, 478 à 486; t. II, p. 30, 31, 144, 149, 224, 234, 236, 251, 333, 341, 364.
 ODENT (Madame), t. I, p. 479.
 OLLIVIER (Emile), t. I, p. 489.
 ORANGE (prince d'), t. II, p. 286.
 ORLÉANS (duc d'), régent, t. II, p. 358.
 ORLÉANS (duc d'), t. I, p. 378, 379, 396, 400, 402; t. II, p. 204.
 ORLÉANS (princes d'), t. II, p. 334.
 ORSINI, t. I, p. 455.
 ORY, sous-préfet, t. II, p. 27.
 OSTER, pasteur, t. II, p. 351.
 OUDINOT, maréchal, t. I, p. 56, 284 287, 299, 301, 303, 304, 305; t. II, p. 129.
 OULIF, avocat, t. II, p. 352, 353.
 OURCHES (comte d'), t. II, p. 319, 320.

P

PACOTTE, maître de forges, t. I, p. 203; t. II, p. 44.
 PAGÈS, sous-préfet, t. II, p. 27.
 PAIVA (LA), t. II, p. 386.
 PAIXHANS, général, t. I, p. 254, 356, 376, 381, 382, 387, 404 à 406; t. II, p. 25, 275, 277.
 PALTEAU de Veymerange, t. I, p. 100.
 PANGE (famille de), t. I, p. 125, 131.
 PANGE (comte de), vers 1815, t. I, p. 275; t. II, p. 42, 43, 254.
 PANGE (comte de), vers 1850, t. I, p. 83, 426, 452; t. II, p. 54, 139, 277.
 PANOT, sous-préfet, t. II, p. 34.
 PAPY, professeur, t. II, p. 173.
 PAQUIER, ingénieur, t. II, p. 272.
 PARANT, procureur général, t. I, p. 355, 372, 373, 377, 382, 385, 388, 404; t. II, p. 101.
 PARAVICINI, colonel russe, t. I, p. 320.
 PASSEVAT DE LA CHAPELLE, t. I, p. 444.
 PASSY (Frédéric), t. I, p. 477, 430.
 PATÉE, employé à la Préfecture, t. II, p. 9.
 PAULY, manufacturier, t. I, p. 218, 452.
 PAYEN, recteur, t. II, p. 168, 169.
 PÉCHEUR, magistrat, t. II, p. 101.
 PÉCHOUTRE, ouvrier républicain, t. II, p. 127, 373.

PELLETAN (Eugène), homme politique, t. I, p. 479.
 PELLETAN (Cécile), homme politique, t. II, p. 362.
 PELTE, cultivateur, t. I, p. 160.
 PEREIRE, banquier, t. I, p. 224.
 PÉRIER (Casimir), t. I, p. 376 à 378; t. II, p. 51, 131.
 PÉRIN, procureur général, t. I, p. 339; t. II, p. 100.
 PERRIN DE BRICHAMBEAU, à Nancy, t. I, p. 295.
 PERSIGNY (duc de), t. II, p. 34, 158.
 PETIET, ingénieur, t. II, p. 273.
 PÈTRE, sculpteur, t. I, p. 70.
 PIDANCET, magistrat, t. II, p. 101.
 PIE (Monseigneur), évêque de Poitiers, t. II, p. 328, 341.
 PIERNÉ (Gabriel), chef d'orchestre, t. I, p. 88, 131.
 PIERRE (abbé), aumônier du Lycée, t. I, p. 419; t. II, p. 318.
 PICHANCOURT, franc-tireur, t. II, p. 366.
 PIHORET, sous-préfet, t. II, p. 34.
 PILATRE DE ROZIER, t. I, p. 57.
 PIQUEMAL, magistrat, t. I, p. 96.
 PINARD, ministre de l'Intérieur, t. I, p. 484.
 PIRÉ (général comte de), t. II, p. 31.
 PISTOR, avocat, t. I, p. 400, 418, 432.
 PLASSIART, à Uckange, t. I, p. 422.
 POINCARÉ, ingénieur des Ponts et Chaussées, t. I, p. 89.
 POINCARÉ (Raymond), t. I, p. 89; t. II, p. 386.
 POLIGNAC (prince de), t. I, p. 254, 354, 355, 356, 372; t. II, p. 28, 196.
 POLTI, maire de Barot, t. I, p. 137.
 PONCELET, général, t. I, p. 64, 86, 269, 388, 416, 420.
 PONCELET, négociant, t. I, p. 336.
 PORTALIS, conseiller d'Etat, t. II, p. 209.
 POSSEL, receveur général, t. I, p. 283.
 POTOT (R. P.), t. II, p. 347.
 POUGET, conseiller général, t. I, p. 113, 223, 224, 225, 232, 236, 426, 444, 485, 486; t. II, p. 55, 59, 127, 212, 213, 303.
 POULMAIRE, député, t. I, p. 356, 382, 386, 393; t. II, p. 36.
 POULMAIRE, magistrat, t. II, p. 102.
 POUYER-QUERTIER, ministre des Finances, t. I, p. 235, 236.

PRINCE IMPÉRIAL, t. I, p. 444, 449; t. II, p. 363, 369.
 PROST, colonel, t. I, p. 307; t. II, p. 147.
 PROST (Auguste), historien, t. I, p. 67, 87, 96, 477, 480; t. II, p. 371.
 PURICELLI, maître de forges, t. I, p. 231, 232, 236, 240.
 PURNOT, notaire, t. I, p. 209; t. II, p. 48.
 PUTZ, général, t. I, p. 130.
 PUYMAIGRE (famille de), t. I, p. 96.
 PUYMAIGRE (comte de), 1778-1843, t. I, p. 269, 338, 367, 395.
 PUYMAIGRE (comte de), 1816-1898, t. I, p. 85, 87, 111, 116, 422; t. II, p. 12.
 PYROT, magistrat, t. I, p. 95, 323; t. II, p. 101.

R

RACHEL, comédienne, t. I, p. 85.
 RACINE, architecte, t. I, p. 67, 113.
 RAMOLINO (Lætitia), t. II, p. 325, 326.
 RANCY, directeur de cirque, t. I, p. 78.
 RANDON, maréchal, t. I, p. 433; t. II, p. 132.
 RAVIGNAN (R. P. de), t. II, p. 250, 348.
 RÉAU, journaliste, t. I, p. 96, 489.
 RECLUS (Madame Elisée), t. I, p. 478.
 REGNAULT (Monseigneur), évêque de Chartres, t. II, p. 329.
 REINERT, brasseur, t. I, p. 273, 427, 429, 434 à 436, 451, 486.
 RÉMOND, colonel de la garde nationale, t. I, p. 442.
 RÉMOND, avocat, t. I, p. 487, 488.
 RENEAUD, général, t. I, p. 319; t. II, p. 42.
 RESSÉGUIER (de), t. I, p. 179.
 REVERCHON, ingénieur des mines, t. I, p. 222; t. II, p. 96.
 REYNAUD (Jean), représentant du peuple, t. I, p. 417, 435, 454, 465.
 RICARD, général, t. I, p. 281; t. II, p. 286.
 RICHELIEU (duc de), t. I, p. 318; t. II, p. 15, 308.
 RICHTER, général, t. I, p. 127.
 RIEUTORT, confiseur, t. I, p. 217.
 RIGNY (amiral de), t. I, p. 381, 382; t. II, p. 26.
 RIOLACCI, médecin-major, t. I, p. 480.
 RISSE (abbé), t. II, p. 318.

ROBERT, intendant militaire, t. II, p. 56.
 ROBERT DE TALIBERT (famille des), t. I, p. 87, 100; t. II, p. 101.
 ROBESPIERRE, t. I, p. 86, 266.
 ROBINET DE CLÉRY, magistrat, t. II, p. 101.
 ROBINET DE CLÉRY (mademoiselle), t. II, p. 345.
 ROCHEJAQUELIN (de la), t. I, p. 179.
 RODICQ, instituteur, t. II, p. 56.
 RØDERER (comte), t. I, p. 86, 266; t. II, p. 15.
 ROGER, condamné politique, t. I, p. 342.
 ROGET DE BELLOQUET (famille), t. II, p. 102.
 ROGET DE BELLOQUET, magistrat, t. I, p. 127, 343, 451; t. II, p. 50.
 ROGET DE BELLOQUET, général, t. II, p. 129.
 ROLLAND (famille), t. I, p. 113, 120, 161, 223, 269.
 ROLLAND (Gustave), capitaine, t. I, p. 428, 452.
 ROLLAND (Auguste), peintre, t. I, p. 87.
 ROLLAND (J.), magistrat et député, t. I, p. 283, 309, 323, 333, 334, 343; t. II, p. 101.
 ROLLAND (Eugène), ingénieur des Tabacs, t. I, p. 163, 473, 485; t. II, p. 55.
 ROLLIN, à Briey t. I, p. 462.
 ROLLY, maire de Thionville, sous-préfet, t. I, p. 294; t. II, p. 13, 15, 17, 36.
 RONFORT, typographe, t. I, p. 428.
 ROSIÈRES (comte de), t. I, p. 26; t. II, p. 43.
 ROSSEL, capitaine, t. I, p. 271, 479; t. II, p. 372, 373, 375.
 ROTHAAK (R. P.), général des Jésuites, t. II, p. 348.
 ROUHER, t. I, p. 292.
 ROULAND, ministre de l'Instruction publique, t. I, p. 457; t. II, p. 341, 356.
 ROUSSEAU, député de la Meuse, t. II, p. 2774.
 ROUX (de Montlebert), député, t. I, p. 404; t. II, p. 24.
 RUPIED, maire de Sarrebruck, t. I, p. 200, 309, 318.

S

SABATIER, général, t. II, p. 189.
 SACKEN (von), général prussien, t. I, p. 281.
 SAGET, juge de paix t. II, p. 43, 103.
 SAINPY (abbé), directeur de l'Ecole Normale, t. II, p. 193, 197.
 SAINSIÈRE (abbé), proviseur, t. I, p. 81; t. II, p. 173.
 SAINT-ARNAUD (de), maréchal, t. II, p. 131, 132.
 SAINT-CHAMANS (COUDERC DE), receveur général, t. I, p. 458; t. II, p. 113.
 SAINTIGNON (de), maître de forges, t. I, p. 246.
 SAINT-MARSAULT (comte de), préfet, t. I, p. 439; t. II, p. 29.
 SAINT-PAUL (de), directeur au ministère, t. II, p. 35.
 SALIS (de), représentant du peuple, t. I, p. 435, 450.
 SALMON, avocat, t. I, p. 343.
 SAUER (Edouard), archiviste, t. II, p. 22, 23, 86.
 SAVOIE-CARIGNAN (prince de), t. I, p. 328.
 SAXE-WEIMAR (princes de), t. I, p. 54.
 SCHEIL (R. P.), membre de l'Institut, t. I, p. 131.
 SCHLUMBERGER, industriel, t. II, p. 282.
 SCHMALTZ, manufacturier, t. I, p. 183.
 SCHMID (de), à Sarralbe, t. I, p. 138, 452, 489.
 SCHNEIDER, général, t. I, p. 404; t. II, p. 25, 52, 268, 274.
 SCHNEIDER, du Creusot, t. I, p. 243.
 SCHNEIDER (Doct.), à Thionville, t. II, p. 243.
 SCHNGBELÉ, commissaire spécial, t. I, p. 101; t. II, p. 106.
 SCHONEN (de), homme politique t. I, p. 343.
 SCHULER (Théophile), dessinateur, t. I, p. 117.
 SCHWABE, filateur, t. I, p. 181; t. II, p. 353.
 SCHWARTZ, menuisier à Sierck, t. II, p. 366.
 SCHWERER, verrier, t. I, p. 185.
 SCOUTETTEN (Doct.), t. I, p. 89, 267, 362, 374, 375.

SÉCHEHAYE, juge de paix, t. II, p. 102.
 SÉGUR (Monseigneur de), t. I p. 458.
 SÉGUR (de), député de la Marne, t. II, p. 296.
 SEILER, verrier, t. I, p. 186, 187, 337; t. II, p. 44, 45.
 SEILLIÈRE, manufacturier, t. I, p. 121, 217.
 SÉMELLÉ, général, t. I, p. 254, 269, 283, 343, 344, 354, 356, 364, 376, 382; t. II, p. 48.
 SENDRET, tanneur, t. I, p. 214.
 SÉROT, magistrat, t. I, p. 96, 376, 396, 425, 428, 439; t. II, p. 161.
 SERRE (de), garde des sceaux, t. I, p. 201, 268, 293, 295, 304, 307, 333, 335, 339, 341, 344, 346, 347, 348; t. II p. 17.
 SERRES (de), sous-préfet, t. II, p. 34, 376.
 SERS (baron), préfet, t. I, p. 23, 88, 342, 362, 364, 365, 368 à 371, 374, 375, 376, 378, 379, 381, 384, 389, 390, 392, 393, 395, 397, 432; t. II, p. 22 à 27, 48, 50, 51, 55, 80, 82, 113, 141, 146, 147, 152, 198, 199, 262, 351.
 SERS (Louis) préfet du Bas-Rhin, t. I p. 395.
 SERS (baron), conseiller général, t. I, p. 464 à 466, 473, 484, 487, 489.
 SIDO, adjoint au maire de Metz, t. II, p. 204.
 SIÉBERT, surveillé politique, t. I, p. 455.
 SIMÉON (comte), ministre de l'Intérieur, t. II, p. 18.
 SIMON (Gabriel), banquier et député, t. I, p. 167, 333, 334, 344, 347, 351; t. II, 84, 276.
 SIMON (Mathieu), banquier, t. I, p. 69, 167.
 SIMON (Victor), magistrat, t. I, p. 86, 222.
 SIMON (Louis), pépiniériste, t. II, p. 127.
 SONIS, maître de forges, t. I, p. 189, 192, 417, 420, 435.
 SOUAILLARD (R. F.), t. II, p. 345.
 SOULT, maréchal, t. I, p. 374, 377, 378, 400; t. II, p. 131, 274.
 SPINGA, architecte, t. II, p. 250.
 SPINGA, conseiller général, t. I, p. 137, 489; t. II, p. 119.
 STAEL (Madame de), t. I, p. 128, 129.
 STOFFELS, de Varsberg, t. I, p. 127.

STUMM, maître de forges, t. I, p. 292.
 SUCHET, maréchal, t. I, p. 303.
 SULEAU (de), préfet, t. I, p. 352, 354, 355, 356; t. II, p. 20, 255, 257.

T

TAILLEUR (Madame), religieuse, t. II, p. 346.
 TAINE, t. II, p. 382.
 TALLEYRAND, t. I, p. 287, 318.
 TALMA, t. I, p. 84.
 TAMISIER, général, t. I, p. 376.
 TARATTE, instituteur, t. I, p. 273, 480.
 TEIL (baron du), député, t. I, p. 348.
 TEISSIER, sous-préfet, t. I, p. 339; t. II, p. 17, 18.
 TEISSIER (Mademoiselle), t. II, p. 33.
 TEMBLAIRE, agent bonapartiste, t. I, p. 427, 429, 435.
 TERNAUX, sous-préfet, t. I, p. 306; t. II, p. 15, 17.
 TERQUEM (famille), t. I, p. 46; t. II, p. 359.
 TERQUEM (Olry), bibliothécaire du Dépôt d'artillerie, t. I, p. 46, 70; t. II, p. 355, 356.
 TERQUEM (Olry), pharmacien, t. I, p. 86, 222.
 TERQUEM (Alfred), professeur, t. I, p. 89.
 TEXIER, journaliste, t. II, p. 362.
 TEYSSIER, colonel, t. II, p. 377.
 THÉMINE-LAUZIÈRE (comte de), t. I, p. 125; t. II, p. 31, 52, 255.
 THIBAUT D'HELLIMER, t. II, p. 42.
 THIBIAT (abbé), supérieur du Séminaire, t. II, p. 344.
 THIEL, professeur, t. II, p. 173.
 THIERRY, colonel, t. II, p. 131.
 THIERS, t. I, p. 130, 235, 253, 435; t. II, p. 362, 378.
 THILLOY, magistrat, t. II, p. 218.
 THISSE, instituteur, t. II, p. 243.
 THOMAS (Ambroise), t. II, p. 84, 88, 91, 296.
 THOMAS, général, t. I, p. 58, 289, 388.
 THOMAS et WORMS, t. I, p. 171.
 THOMAS et GILCHRIST, t. I, p. 228, 247.
 THON (de), industriel, t. I, p. 189.
 THOUVENEL, ministre des Affaires étrangères, t. I, p. 81; t. II, p. 291.

- TINSEAU (de), sous-préfet, t. II, p. 17, 18, 19.
- TOCQUEVILLE (comte de), préfet, t. I, p. 157, 321, 322, 330, 331, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 356; t. II, p. 12, 18, 19, 21, 45, 73, 111, 145, 152, 169, 171, 186, 188, 255, 261, 264, 305, 308, 310, 352, 384.
- TOCQUEVILLE (Alexis de), t. II, p. 62.
- TODLEBEN, colonel russe, t. I, p. 61.
- TONNET, préfet, t. I, p. 437, 439; t. II, p. 29, 302.
- TORNACO (de), t. I, p. 384.
- TOTAIN, représentant du peuple, t. I, p. 59, 417, 423.
- TOURNEFORT (de), t. I, p. 276.
- TOUSSAINT D'ANCY, t. I, p. 333, 387; t. II, p. 160.
- TRICORNOT (de), t. I, p. 418.
- TROTYANNE, maître de forges, t. II, p. 42.
- TSCHUDY (de), t. I, p. 26, 125, 276.
- TURGY (de), t. I, p. 96, 125.
- TURLURE DE VELLECOURT, conseiller général, t. II, p. 43.
- TURMEL (de), général, t. I, p. 308; t. II, p. 42.
- TURMEL (de), maire de Metz, t. I, p. 111, 131, 326, 327, 332, 336, 339, 343, 347, 349, 351, 352, 353, 358, 362; t. II, p. 47, 113, 145, 164, 186, 296, 305, 307 à 309, 352, 354, 384.
- TURMEL (de), magistrat, t. II, p. 101.
- TURNIER, colonel, t. II, p. 376, 377.
- TURQUAND (R. P.), t. II, p. 249, 252.
- VALTRIN, conseiller général, t. I, p. 462.
- VANDENBROECK, conseiller général, t. II, p. 6.
- VAN DEN STRATEN-PONTHOZ (comte), t. I, p. 96.
- VANDERNOOT, architecte, t. I, p. 69, 73.
- VARIS, guérisseur, t. I, p. 118.
- VASSART (de), colonel, t. I, p. 83, 463, 489; t. II, p. 36, 55.
- VASSOIGNE (de), colonel, t. I, p. 462.
- VATIMESNIL (de), ministre de l'Instruction publique, t. II, p. 192, 196.
- VAUBAN, t. I, p. 2, 36, 53, 101.
- VAUBLANC (de), préfet, t. I, p. 17, 275, 276, 279, 282, 284, 286, 289, 240, 243, 244, 246, 249, 250, 251, 253, 254, 263, 267, 274, 275, 329, 349; t. II, p. 14 à 17, 41, 43, 44, 100, 183, 184, 209, 313, 324, 352.
- VENDEVRE (comte de), préfet, t. I, p. 357; t. II, p. 21, 196.
- VERDET (abbé), t. I, p. 125.
- VERGENNES (comte de), t. I, p. 125.
- VERLAINE (Paul), t. I, p. 76.
- VERRIER (Le), astronome, t. I, p. 89.
- VERRONNAIS, libraire, t. I, p. 182, 273, 334; t. II, p. 53, 89.
- VEUILLOT (Louis), t. II, p. 337.
- VEVER, bijoutier, t. I, p. 82.
- VIARD, sous-préfet, t. II, p. 35.
- VIBROTTE, député politique, t. I, p. 455.
- VIEUVILLE (comte de la), t. I, p. 195.
- VIEUVILLE (comtesse de la), t. I, p. 203, 229, 230, 245, 248.
- VILLARS (maréchal de), t. I, p. 107.
- VILLATE, général, t. I, p. 357, 358; t. II, p. 130.
- VILLÈLE (comte de), t. I, p. 346, 355; t. II, p. 334.
- VILLEROY, manufacturier, t. I, p. 200, 221, 319.
- VILLERS (Charles de), t. I, p. 103, 128.
- VIRIOT, colonel, t. I, p. 311.
- VIRLET-FORFER, minotier, t. I, p. 182, 387.
- VITZTHUM (baron de), conseiller général, t. II, p. 45.
- VIVILLE, secrétaire général, t. I, p. 121, 306, 313, 325, 326, 328, 329, 331, 334; t. II, p. 13, 14, 16, 32, 36, 72.

U

- UTZSCHNEIDER, manufacturier, t. I, p. 269, 337; t. II, p. 342.
- UZÈS (Mademoiselle d'), t. I, p. 125.

V

- VACCA, professeur, t. I, p. 273, 479, 480, 489.
- VAILLANT, journaliste, t. I, p. 264, 471; t. II, p. 12, 291, 368.
- VALETTE, avocat, t. I, p. 92, 113, 162, 265, 269, 374, 376, 378, 393, 397, 398, 416, 485; t. II, p. 12, 225, 268.
- VALMY (duc de), t. I, p. 395.

VOYSIN DE GARTEMPE, premier président, t. I, p. 323, 330; t. II, p. 100.
 VUITRY, député de l'Aube, t. II, p. 28.

W

WALTER, manufacturier, t. I, p. 183.
 WALTER-BURGUN, verrier, t. I, p. 185.
 WALTER (Hilaire), verrier, t. I, p. 186.
 WATRIN, vétérinaire, t. I, p. 273, 342.
 WEILL, ingénieur des Tabacs, t. I, p. 479.
 WELLINGTON, t. I, p. 100, 321, 355; t. II, p. 386.
 WELTER, inspecteur primaire, t. II, p. 221, 224, 232, 233.
 WENDEL (famille de), t. I, p. 37, 38, 96, 111, 125, 131, 137, 168, 193, 195, 197, 200, 201, 202, 204, 205, 206, 214, 226, 228, 231, 232, 34, 237, 239, 241, 242, 244, 246, 249; t. II, p. 12, 26, 52, 66, 140, 269.
 WENDEL (Jean-Martin de), t. I, p. 200.
 WENDEL (Charles de), 18^e siècle, t. I, p. 191.
 WENDEL (Dame de), née Fischer, t. I, p. 191, 201.
 WENDEL (François de), t. I, p. 191, 196, 197, 199, 200, 201, 241, 243, 247, 268, 276, 288, 295, 297, 304, 306, 317, 323, 326, 327, 330, 330, 333, 335, 339, 343, 344, 346, 347, 348; t. II, p. 16 à 19, 43 à 45, 47, 117, 135, 186, 255, 384.
 WENDEL (Veuve François de), t. I, p. 240.

WENDEL (Charles de), 19^e siècle, t. I, p. 83, 114, 223, 232, 241, 243, 247, 268, 276, 288, 295, 297, 304, 306, 385, 426, 435, 448, 451, 454, 464, 482; t. II, p. 54, 55, 112, 276, 278, 284, 312, 335.
 WENDEL (Robert de), t. I, p. 240; t. II, p. 377.
 WEYLAND, inspecteur primaire, t. II, p. 202, 211.
 WIED (prince de), t. I, p. 125.
 WUILLEMIN, notaire, t. II, p. 113, 142.
 WITTERSHEIM (Samuel), grand rabbin, t. II, p. 354.
 WOIRHAYE, premier président, t. I, p. 96, 267, 374, 376, 377, 379, 380, 383, 389, 390, 391, 394, 398, 401, 406, 410, 411, 416, 420, 421, 422, 423, 426, 434 à 437, 444; t. II, p. 55, 101, 126, 205, 290.
 WORMS (Justin), banquier, t. I, p. 87, 165, 208.
 WORMS DE ROMILLY, intendant militaire, t. II, p. 359.
 WRÈDE (prince de), t. I, p. 310.

Y

YORK VON WARTEMBERG, t. I, p. 281.
 YOUNG (Arthur), t. I, p. 166.
 YOUSÉFOVITCH, général russe, t. I, p. 281, 285, 287.

Z

ZIETHEN, maréchal prussien, t. I, p. 321.
 ZIMMERMANN, pasteur, t. I, p. 308, 318.

ERRATUM

TOME I

- P. 78, ligne 23, au lieu de *Restauraiton*, lire *Restauration*.
P. 80, ligne 26, au lieu de *en seul jour*, lire *en un seul jour*.
P. 109, ligne 37, au lieu de *les seules monuments*, lire *les seuls monuments*.
P. 111, ligne 7, au lieu de *folkore*, lire *folklore*.
P. 111, note 53, au lieu de *folkore*, lire *folklore*.
P. 127, ligne 14, au lieu de *tel les Roget*, lire *tels les Roget*.
P. 128, ligne 23, au lieu de *étaient plongés*, lire *étaient plongées*.
P. 169, ligne 24, au lieu de *si douteux*, lire *si douteuse*.
P. 209, ligne 10, au lieu de *département*, lire *départements*.
P. 249, ligne 33, au lieu de *quelque soit*, lire *quel que soit*.
P. 275, ligne 9, au lieu de *déparement*, lire *département*.
P. 355, ligne 25, au lieu de *électioons*, lire *élections*.
P. 385, ligne 15, au lieu de *familes*, lire *familles*.

TOME II

- P. 22, titre de paragraphe, au lieu de III, lire IV.
P. 27, titre de paragraphe, au lieu de IV, lire V.
P. 279, titre de paragraphe, au lieu de V, lire VI.
-

TABLE DES MATIÈRES

QUATRIÈME PARTIE : LA VIE ADMINISTRATIVE

CHAPITRE XIII

L'administration départementale

	PAGES
I. — Caractères généraux de l'administration.....	9
II. — Les administrateurs de Napoléon.....	13
III. — Le personnel de la Restauration.....	16
IV. — Le personnel de la Monarchie de Juillet.....	22
V. — Le personnel de la Deuxième République.....	27
VI. — Le personnel du Second Empire.....	29
VII. — Les bureaux.....	36

CHAPITRE XIV

Le Conseil général et les Conseils d'arrondissement

I. — Le Conseil général avant 1830.....	41
II. — Le Conseil général sous la Monarchie de Juillet.....	48
III. — Le Conseil général élu au suffrage universel.....	53
IV. — Les vœux politiques du Conseil général.....	57
V. — Les vœux administratifs du Conseil général.....	61
VI. — Les Conseils d'arrondissement.....	65

CHAPITRE XV

Le budget départemental

I. — Le budget sous l'Empire.....	69
II. — Les hésitations de la Restauration.....	72
III. — L'extension du budget sous la Monarchie de Juillet.....	80
IV. — La stabilité budgétaire entre 1848 et 1863.....	90
V. — L'accroissement du budget sous l'Empire libéral.....	94

CHAPITRE XVI

Justice, Police et Finances

	PAGES
I. — L'organisation judiciaire.....	99
II. — Le système policier.....	104
III. — Trois institutions électives.....	109
IV. — Les administrations fiscales.....	112
V. — Tabacs, Forêts et Postes.....	115
VI. — La répartition des contributions directes.....	119
VII. — Quelques cas particuliers d'impositions.....	125
VIII. — L'organisation militaire.....	128

CHAPITRE XVII

L'administration communale

I. — L'organisation municipale.....	137
II. — Les crises municipales de Metz.....	145
III. — La tutelle administrative.....	150
IV. — Quelques exemples de réglementation municipale.....	153
V. — Les budgets communaux.....	157
VI. — Le budget municipal de Metz.....	161

CHAPITRE XVIII

L'enseignement sous la monarchie censitaire

I. — L'administration académique.....	167
II. — Le collège royal de Metz.....	170
III. — Les petits établissements d'enseignement secondaire.....	176
IV. — L'instruction primaire sous l'Empire.....	180
V. — L'instruction primaire de 1814 à 1824.....	184
VI. — L'instruction primaire de 1824 à 1828.....	190
VII. — L'instruction primaire de 1828 à 1830.....	192
VIII. — L'instruction primaire de 1830 à 1833.....	197
IX. — L'instruction primaire de 1833 à 1848.....	201
X. — Les débuts du conflit linguistique.....	206

CHAPITRE XIX

L'enseignement primaire après 1848

I. — L'inspecteur d'académie Hanriot.....	211
II. — Les conséquences matérielles de la loi de 1850.....	212
III. — L'instruction primaire sous l'Empire autoritaire.....	216

TABLE DES MATIÈRES

425

	PAGES
IV. — L'instruction primaire sous l'Empire libéral.....	221
V. — Les luttes pour le français.....	228
VI. — Les résistances à la propagation du français.....	233
VII. — La situation linguistique à la veille de la guerre.....	237
VIII. — Le lycée de Metz.....	243
IX. — La liberté de l'enseignement secondaire.....	248

CHAPITRE XX

Les travaux publics

I. — L'organisation des services.....	253
II. — Les routes sous l'Empire.....	257
III. — Les routes sous la Restauration.....	261
IV. — Les routes sous la Monarchie de Juillet.....	266
V. — Les débuts des voies navigables et des chemins de fer.....	270
VI. — Les routes sous le Second Empire.....	279
VII. — Les canaux sous le Second Empire.....	281
VIII. — Les voies ferrées sous le Second Empire.....	285
IX. — Les chemins de fer départementaux.....	292

CHAPITRE XXI

L'assistance

I. — Les services publics.....	295
II. — La législation et les institutions sociales.....	302
III. — Les grandes calamités publiques.....	308
IV. — Les œuvres privées.....	313

CHAPITRE XXII

Les cultes et la vie religieuse

I. — Les évêques de Metz.....	323
II. — L'organisation du culte catholique.....	330
III. — Les conflits entre le clergé et l'autorité civile.....	336
IV. — Les institutions catholiques.....	343
V. — Les cultes protestants.....	348
VI. — Le culte israélite.....	352

APPENDICE

La guerre de 1870

I. — L'invasion.....	361
II. — Le blocus de Metz.....	367

	PAGES
III. — La capitulation de Metz.....	371
IV. — La fin de la guerre et les dernières élections françaises.....	376
CONCLUSION.....	381
Index des noms de lieux.....	389
Index des noms de personnes.....	405
Erratum	422

TABLE DES ILLUSTRATIONS

TOME I

1. Metz en 1827. Vue prise de Queuleu.....	32
2. La cathédrale de Metz. Lithographie de 1828.....	64
3. Le village de Roth et la maison forte de Woippy.....	112
4. Costumes de paysans sous le Second Empire.....	144
5. Les cristalleries de Saint-Louis sous la Monarchie de Juillet.....	184
6. Les forges d'Ars-sur-Moselle sous le Second Empire.....	240
7. L'entrée de Charles X à Metz, 1828.....	352
8. L'arrivée à Forbach de la princesse Hélène de Mecklembourg, 1837..	400
9. Le représentant Dornès.....	416

TOME II

10. Les premiers présidents d'Hannoncelles et Woirhaye.....	104
11. La Moselle à Thionville.....	264
12. La Moselle à Metz : l'accident de l'Austrasien.....	272
13. La gare de Forbach sous le Second Empire.....	288
14. Mgr Dupont des Loges.....	328
15. Le R. P. Potot.....	344
16. Les réfugiés sur la place Royale en 1870.....	368

En fin de volume : Plan de Metz vers 1870.

Carte du département de la Moselle.

